

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Visite officielle en Russie



M. Laurent Mosar reçu par M. Boris Gryzlov, Président de la Douma d'État.

La crise financière internationale et la nécessité d'une plus grande ouverture au niveau des visas et de l'immigration, tels ont été les deux sujets abordés dans tous les entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eus à Moscou. Du 24 au 27 février, il a effectué sa première visite officielle en dehors de l'Union européenne, à Moscou et Saint-Petersbourg.

Le Président de la Chambre des Députés a été accueilli à Moscou par le Président de la Douma d'État, M. Boris Gryzlov et la Vice-Présidente Nadezhda Gerasimova. Une autre rencontre politique importante fut celle avec le

Vice-Ministre des Affaires étrangères, M. Alexander Grushko.

M. Mosar a également eu des entretiens avec les comités de la Douma d'État et du Conseil de la Fédération s'occupant des relations avec les pays Benelux, conduits par le Député Andreï Klimov respectivement le Sénateur Vasily Likhachev, qui vient d'être nommé Vice-Ministre de la Justice.

Le Président de la Chambre des Députés a ensuite rencontré le Président du Comité pour les marchés financiers de la Douma d'État, M. Vladislav Reznik.

Toutes ces entretiens ont notamment permis un échange de vues au sujet des mesures prises

afin de sortir au plus vite de la crise financière internationale. Dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Fédération de Russie, les interlocuteurs ont encore insisté sur la nécessité d'une plus grande ouverture au niveau des visas et de l'immigration, afin de faciliter les échanges humains et commerciaux entre les deux pays. Ceci permettrait de renforcer encore davantage les excellentes relations économiques et financières bilatérales.

Un autre sujet important abordé lors des entretiens fut l'avancement des négociations du protocole relatif à la Convention de non double imposition entre le Luxembourg et la Russie. Les différents interlocuteurs ont également insisté sur l'importance de l'échange interculturel et de la coopération entre les universités.

Lors d'une réception officielle à l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés a rencontré des représentants de la communauté d'affaires russo-luxembourgeoise et des parlementaires russes.

Le 26 février, M. Mosar s'est rendu à Saint-Petersbourg. Il a terminé sa visite par des entretiens avec le Vice-Gouverneur de la ville, M. Alexander Vakhmistrov ainsi qu'avec le premier adjoint au Président de l'Assemblée législative de Saint-Petersbourg, M. Sergej Andenko. Lors de ce dernier entretien, les interlocuteurs ont pu comparer le fonctionnement des systèmes parlementaires respectifs.

16 ^e séance	mardi	19 janvier 2010
17 ^e séance	mercredi	20 janvier 2010
18 ^e séance	jeudi	21 janvier 2010

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Plaidoyer pour les quotas



(de gauche à droite) M. Norbert Hauptert, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, M. Fernand Boden, M. Marc Spautz (2^e rangée), Mme Anne Brasseur.

Du 25 au 29 janvier 2010 s'est tenue à Strasbourg la 1^{re} partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Hauptert et les membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

À cette occasion, MM. Marcel Glesener et Charles Goerens ont été nommés associés honoraires (membres honoraires) de l'APCE.

Parmi les points à l'ordre du jour figurait un rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur la question «Comment augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux?». Ce rapport, présenté par la députée luxembourgeoise Lydie Err, plaide pour un recours accru aux quotas: «Certes, les quotas peuvent paraître intellectuellement peu satisfaisants, mais regardez: Il n'y a qu'une seule femme ici sur neuf rapporteurs. Je ne vous demande donc pas d'aimer les quotas, je vous demande de les voter parce qu'il n'existe à ce jour aucune autre façon d'arriver à un résultat

incontestablement nécessaire.», a dit Mme Err, et ses collègues l'ont entendue en adoptant une résolution et une recommandation dans ce contexte.

D'autres sujets abordés furent entre autres le soutien européen pour Haïti, la situation au Proche-Orient, la lutte contre la traite des êtres humains, la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, la corruption judiciaire, le respect de la liberté des médias et la rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats Mme Anne Brasseur est intervenue en sa qualité de président du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe de l'APCE et que M. Jean Huss a été nommé président de la Sous-commission du développement durable de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales.

La 2^e partie de la session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 avril 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 12 mars 2010.

Des députés à Esch-Belval



Des députés ont visité les hauts fourneaux d'Esch-Belval.

L'aménagement d'Esch-Belval avance à grands pas et les hauts fourneaux A et B en font partie intégrante. Les membres des Commissions du Développement durable et de la Culture de la Chambre s'en sont rendu compte le 10 février lors d'une visite des lieux.

Les hauts fourneaux A et B datent de 1965 et de 1970. En 1997, l'arrêt du haut fourneau B marquait en même temps le passage de la sidérurgie luxembourgeoise à l'ère électrique.

Depuis 2000, les deux hauts fourneaux figurent à l'Inventaire

supplémentaire des Sites et Monuments nationaux. Ils se situent à proximité directe des nouvelles infrastructures de l'université et feront partie intégrante d'un nouveau quartier urbain.

D'un point de vue historique et culturel, les hauts fourneaux constituent un élément principal du Centre National de la Culture Industrielle (CNCI). Par le biais de la loi du 17 novembre 2003, la Chambre avait voté un crédit de près de 14 millions d'euros pour engager les études et travaux préparatoires en vue du développement du Centre. Des fonds supplémentaires seront néces-

saires pour les travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux. Le projet de loi 6065 prévoit des dépenses de 38 millions d'euros. Les travaux seront réalisés par le Fonds Belval.

Face à l'avis critique du Conseil d'État sur le projet de loi 6065, les membres des commissions parlementaires ont souhaité se rendre sur place pour se faire une idée sur l'état d'avancement des travaux concernant le Centre National de la Culture Industrielle. La question de l'organisation de la gestion quotidienne du CNCI est restée en suspens.

DANS CE NUMÉRO

Avortement	p. 212
Mariage homosexuel	p. 215
Musée de la Forteresse	p. 231
Sommaire des séances publiques N°s 16-18	p. 242
Sommaire des questions parlementaires	p. Q78

Assemblée parlementaire de l'OSCE

L'OSCE: un rôle à jouer en Asie centrale



M. Alex Bodry, S.E. M. Marc Thill, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OSCE, et M. Paul Helminger.

La réunion d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est déroulée les 18 et 19 février 2010 à Vienne (Autriche) était consacrée, d'une part, aux travaux des trois commissions destinées à préparer la réunion annuelle et, de l'autre, à un débat spécial sur l'Afghanistan.

La présidence kazakhe de l'OSCE met un accent particulier sur le développement en Afghanistan. Bien que l'Afghanistan ne soit pas membre de l'OSCE, sa situation géopolitique le prédestinerait en tant qu'acteur principal dans le système sécuritaire eurasiatique. C'est pourquoi le Ka-

zakhstan a l'intention de développer le rôle de l'OSCE dans les efforts internationaux de stabiliser l'Afghanistan et appelle à la communauté internationale de démilitariser leur approche pour mettre l'accent sur le potentiel économique de l'Afghanistan et permettre au peuple afghan de retourner, après plus de 30 ans de guerre, à une vie productive en paix.

La présidence kazakhe propose de mettre le sujet comme un des points principaux à l'ordre du jour d'un sommet de l'OSCE qui pourrait avoir lieu en automne à Astana.

L'envoyé spécial de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour l'Afghanistan, pour sa part, a souligné l'importance de la présence militaire de la communauté internationale pour sécuriser le pays. Bien que le commandant McChrystal ait reconnu que des fautes ont été commises, un retrait immédiat des troupes aurait probablement pour conséquence une augmentation importante des conflits interethniques dans le pays. Quant à la stratégie discutée à la Conférence de Londres en janvier 2010 de réconcilier la partie modérée des talibans, l'envoyé spécial reste sceptique. Selon lui, cette stratégie est bonne, mais la mise en pratique précocise que les talibans soient d'accord de coopérer avec le gouvernement actuel, ce qui serait improbable.

La réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, programmée pour juillet 2010 à Oslo (Norvège), sera l'occasion pour discuter sur les rapports des trois commissions, à savoir la Commission des affaires politiques et de la sécurité, la Commission des affaires économiques, des sciences, de la technologie et de l'environnement et la Commission sur la démocratie, des droits humains et des questions humanitaires.

La Chambre des Députés était représentée à la réunion d'hiver à Vienne par M. Alex Bodry (LSAP) et M. Paul Helminger (DP).



M. Laurent Mosar accueilli par M. Joachim Mertens.

Laurent Mosar en visite à Mayence

Après un récent déplacement à Sarrebruck pour y voir son homologue sarrois, le Président de la Chambre des Députés a emprunté en date du 12 février le chemin de Mayence afin d'y rencontrer le Président du Parlement du «Land» de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertens.

L'échange de vues entre les deux hommes politiques a essentiellement porté sur la coopération dans la Grande Région, plus généralement dans le cadre du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI).

Par ailleurs, les deux présidents ont évoqué un certain nombre de dossiers qui figurent actuellement à l'agenda parlementaire des élus de la Grande Région.

Les dossiers suivants ont été traités: le développement économique et social, la mobilité et les transports, la recherche génétique et une meilleure collaboration en matière culturelle, en particulier dans le balisage et la mise en réseau de certains itinéraires culturels historiques, à l'image du «Balduin Kulturweg».

Assemblée parlementaire de l'UEO: importance réaffirmée



Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense avec les invités de l'UEO.

La Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre a accueilli, le 24 février, une commission de l'Union de l'Europe Occidentale, organisation européenne de défense et de sécurité. La politique européenne de sécurité et de défense est, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, une politique à part entière de l'Union européenne. C'est ainsi que certains observateurs avaient parlé d'une «UEO crépusculaire», dans la mesure où - vu les avan-

cées au niveau de l'Union européenne - elle serait devenue obsolète. «Mais non, l'UEO et surtout aussi son Assemblée parlementaire, ont leur raison d'être.» C'est ainsi que se sont exprimés les parlementaires de la commission de l'UEO et les députés de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. En effet, il n'y aurait actuellement aucun organe de l'Union européenne avec les mêmes fonctions que l'Assemblée de l'UEO.

Cette Assemblée regroupe d'ailleurs non seulement des pays membres de l'Union européenne, mais aussi des membres associés tels que la Norvège, l'Islande et la Turquie.

Quelques députés, dont le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, M. Ben Fayot, ont encore souligné l'importance d'un contrôle parlementaire des politiques européennes de sécurité et de défense.

<http://www.assemblee-ueo.org/fr>

Le CVCE se penche sur l'histoire de l'UEO

Avant d'être reçue par la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés, la Commission des Relations parlementaires et publiques de l'Assemblée de l'UEO s'était déplacée au Château de Sanem, siège du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE).

Au cours d'une présentation par deux de ses chercheurs, MM. Hervé Bribosia et Cédric Sangalotti, le CVCE a fait revivre l'histoire de l'UEO à travers une documentation diversifiée, multilingue et interactive qui peut être

consultée sur son site Internet www.cvce.lu.

Issue du Traité de Bruxelles modifié de 1954, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) fut pendant longtemps la seule organisation européenne s'occupant de sécurité et de défense avant de voir, au début de ce siècle, ses fonctions politiques et militaires transférées à l'Union européenne (dans le cadre notamment de la politique européenne de sécurité et de défense).

De l'UEO reste aujourd'hui son assemblée parlementaire et le traité qui l'a fait naître.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

«Le Luxembourg sensible à la situation en Géorgie»

La situation politique dans la région du Caucase et l'état actuel de l'économie géorgienne ont fait partie des sujets abordés en date du 29 janvier, dans le cadre de la visite officielle du Président du Parlement de Géorgie. David Bakradze a d'abord eu une entrevue avec le Président Laurent Mosar avant d'être accueilli par le Bureau et la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre.

La Géorgie dispose d'une frontière commune avec la Russie. Le grand voisin russe soutient l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud dans leur désir d'autonomie et stationne des dizaines de milliers de soldats en Géorgie. Suite à la guerre russo-géorgienne d'août 2008, les relations diplomatiques directes entre les deux pays sont interrompues.

En 2008, l'ensemble des pays de l'Union européenne et de l'OTAN ont condamné la guerre russo-géorgienne. Devant les députés, David Bakradze a insisté sur le fait que «la Géorgie veut

simplement vivre en paix et se développer». Le Président du Parlement de Géorgie a évoqué la forte présence russe dans les provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et le grand nombre de réfugiés qui migrent sur le territoire géorgien.

La Géorgie ressent très fortement les effets de la crise financière et économique. Lourde-ment endettée et devant faire face à une diminution des investissements directs étrangers, le Président Bakradze a néanmoins affirmé que son pays allait continuer à se réformer. Dans ce contexte, David Bakradze a plaidé en faveur d'une intensification des échanges commerciaux entre le Luxembourg et la Géorgie.

D'autres questions des députés ont porté sur les relations entre la Géorgie et l'Ukraine et le souhait du pays de rejoindre l'OTAN. «Le Luxembourg est très sensible à la situation en Géorgie», a conclu le Président de la Commission parlementaire, M. Ben Fayot.



Le Président du Parlement de Géorgie et sa délégation ont rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

Remise d'une pétition



M. Laurent Mosar et M. François Diderrich (à droite).

«Nous aimerions que le mariage soit également ouvert aux couples homosexuels»: tel a été le message des responsables de l'asbl Rosa Lëtzebuerg et de l'initiative Och-fir-eis lors de la remise d'une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

1.985 personnes ont signé cette pétition depuis mars 2008. À leurs yeux, le partenariat dans sa forme actuelle présente de nombreux avantages, mais com-

porte encore des insuffisances par rapport au régime des couples mariés. Le président de l'asbl Rosa Lëtzebuerg, M. François Diderrich, a souligné le caractère symbolique de la pétition. «Nous voulons rappeler aux hommes politiques de tenir leurs promesses et les encourager à aller de l'avant dans cette voie.»

Le projet de loi ouvrant le mariage aux couples du même sexe n'a pas encore été déposé à la Chambre des Députés.

«Groupe interparlementaire du Scoutisme» gesäit Guiden a Scoute vu FNEL an LGS



«Eemol Scout - ëmmer Scout». Dee Motto gëllt nach ëmmer, wa fréier Scouten a Guiden, déi haut Deputéierte sinn, sech mat Vertrieeder vun AGL, FNEL an LGS zesummesetzen.

De Scoutismus zu Lëtzebuerg ass an dräi Organisatiounen doheem: der Association des Guides du Luxembourg, der Fédération nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg an de Lëtzebuurger Guiden a Scouten.

D'FNEL an d'LGS hunn zu aacht den Deputéierten hir Aktivitéiten, besonnesch am Ëmwelt- an Entwécklungsberäich, den 9. Februar zu Märel virgestallt. Verschidde Froe louche besonnesch uewen:

- Wéi kann ee bénévoles Aarbecht an de Veräiner vun offizieller Säit besser unerkennen an ënnerstëtzen?

- Wat geschitt bei deene kleng Veräiner, wann de Projet vum ASBLs-Gesetz esou gestëmmt gëtt?

Op internationalem Plang sinn 42 Millioune Mënsche Guiden a Scouten. Zu Lëtzebuerg sinn iwwer 7.500 Jongen a Meedercher, Dammen an Härren an deenen zwee gréisste Mouvementer FNEL an LGS organiséiert.

De «Groupe interparlementaire du Scoutisme» huet zu Lëtzebuerg 33 Memberen. D'Présidentin ass d'Madame Anne Brasseur (DP).

Les parlements nationaux s'adaptent à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne

Le Sénat espagnol a accueilli les 4 et 5 février 2010 les présidents de la Conférence des organes spécialisés en affaires européennes (COSAC). La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise à la COSAC.

Le premier volet de la réunion était consacré aux conséquences de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Le nouvel article 12 dispose que «les parlements nationaux contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union». De nombreux mécanismes sont introduits, dont notamment le contrôle du principe de subsidiarité, la participation à l'évaluation des politiques communautaires dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice et la participation au contrôle d'Europol et des activités d'Eurojust. Les documents de consultation et les projets d'actes législatifs sont envoyés directement par

les institutions de l'Union européenne aux parlements nationaux. Face à cette situation nouvelle, la COSAC offre l'opportunité d'un échange de «bonnes pratiques» qui permet à chaque parlement d'optimiser ses procédures.

Les moyens que la Présidence espagnole de l'Union européenne souhaite développer pour surmonter la crise économique ont été présentés par le Secrétaire d'État aux Finances et au Budget, M. Carlos Ocaña y Pérez de Tudela. Il a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la durabilité des finances publiques à moyen et à long terme, et de poursuivre la mise en œuvre de mesures coordonnées pour combattre la crise et assurer la reprise économique. Les priorités seront le combat de la fraude fiscale, la mise en place d'une architecture de supervision financière et le développement d'une stratégie «post-Lisbonne» à l'horizon de 2020.

Le Ministre espagnol des Affaires étrangères et du Développement international Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé a présenté les priorités de la présidence espagnole qui est dominée par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et doit veiller à son application. Elle doit organiser la nouvelle architecture institutionnelle et le futur cadre de l'action extérieure de l'Europe. L'Espagne souhaite mettre l'accent sur les négociations dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne, le partenariat de voisinage et les relations avec les acteurs globaux (États-Unis, Amérique latine et centrale, Russie, Afrique et Asie). Au cours de la discussion, le Ministre a répondu aux questions touchant notamment les domaines de la lutte contre le changement climatique, la sécurité énergétique, la solidarité extérieure et intérieure de l'Union européenne ainsi que la politique d'immigration.

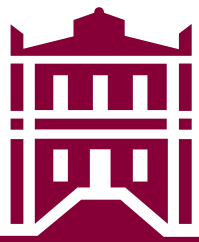


Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

La décision-cadre 2005/214/JAI résulte d'une initiative du Royaume-Uni, de la France et de la Suède. Elle étend le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires aux sanctions pécuniaires.

Le principe de la reconnaissance mutuelle est, depuis le Conseil de Tampere de 1999, la pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile et pénale au sein de l'Union européenne. La reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires facilitera l'application desdites sanctions dans un État autre que celui dans lequel ces sanctions auront été décidées. En favorisant la coopération entre les États membres, la décision-cadre 2005/214/JAI participe à la construction de l'espace européen de liberté, de justice et de sécurité.

À noter dans ce contexte que la reconnaissance des décisions en matière civile et commerciale est déjà assurée depuis la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, remplacée par le règlement (CE) 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. La reconnaissance des sanctions pécuniaires en matière pénale n'a en revanche été réalisée que dans le cadre du programme adopté par le Conseil en novembre 2000 destiné à mettre en œuvre le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions en matière criminelle.

La décision-cadre 2005/214/JAI représente le 2^e instrument de reconnaissance mutuelle que les autorités luxembourgeoises transposent en droit national après le mandat d'arrêt européen. Les auteurs du projet de loi se sont d'ailleurs inspirés, en ce qui concerne la structure du texte, de la loi sur le mandat d'arrêt européen, à savoir la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. Alors que le mandat d'arrêt européen a pour objet la remise d'une personne en vue de l'exécution d'une mesure privative de liberté dans un État membre, la décision-cadre 2005/214/JAI permet à un autre État membre que celui qui a prononcé une sanction pécuniaire de procéder à son recouvrement.

La décision-cadre précitée vise toute décision qui inflige à titre définitif une sanction pécuniaire à une personne physique ou morale. Ces sanctions peuvent être prononcées par une juridiction pénale ou par une autorité administrative dès lors qu'une infraction pénale ou qu'un acte punissable soit à la base de la sanction pécuniaire et que la personne en cause a eu la possibilité de faire porter son affaire devant une juridiction ayant compétence en matière pénale.

Il échet encore de noter que ladite décision-cadre respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par l'article 6 du traité et reflétés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Aucune disposition de cet instrument ne saurait être interprétée comme une interdiction de refuser d'exécuter une décision s'il résulte de manière objective que la sanction pécuniaire a été décidée dans le but de punir une personne en raison notamment de son sexe, de sa religion, de son origine ethnique ou encore de ses opinions politiques. La décision-cadre 2005/214/JAI n'empêche nullement un État membre d'appliquer des règles constitutionnelles relatives au respect de la légalité, à la liberté d'association, à la liberté de la presse et à la liberté d'expression dans d'autres médias.

Face au danger du mercure

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Le présent projet de loi exécute le règlement CE No 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil des ministres de l'environnement de l'Union européenne du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance. Il vise à identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement CE, à préciser les organes ainsi que les pouvoirs et prérogatives de contrôle et à déterminer les infractions à des dispositions audit règlement.

Le mercure et ses composés sont des substances hautement toxiques pour l'homme, l'animal et les écosystèmes. Les doses élevées peuvent entraîner la mort, mais même des doses relativement faibles peuvent gravement endommager le système nerveux et ont été associées à de possibles effets nocifs sur les systèmes cardiovasculaire, immunitaire et reproducteur. Le mercure n'est pas éliminé dans l'environnement où il peut se transformer en méthylmercure, sa forme la plus toxique.

L'utilisation du mercure est en diminution dans l'UE ainsi qu'au niveau mondial. La demande mondiale se situe aux environs de 3.400 tonnes par an tandis que celle de l'UE des 15 représentait 440 tonnes en 2005. Au niveau mondial, le mercure est principalement utilisé dans l'extraction de l'or à petite échelle, l'industrie du chlore et de la soude et la production de chlorure de vinyle monomère. Au sein de l'UE, seule l'industrie du chlore et de la soude demeure un utilisateur important, mais elle réduit progressivement l'utilisation de cellules contenant du mercure dans sa production de chlore. Les amalgames dentaires se situent quantitativement au deuxième rang.

Le règlement CE No 1102/2008 prévoit qu'à partir du 15 mars 2011:

- l'exportation en provenance de l'UE de mercure métallique, de minerai de cinabre, de chlorure de méthyle, d'oxyde de mercure, et de mélanges de mercure métallique avec d'autres substances, notamment les alliages de mercure, dont la teneur en mercure atteint au moins 95% masse/masse est interdite;

- le mélange de mercure métallique avec d'autres substances à la seule fin d'exportation de mercure métallique est interdit. Cette interdiction ne s'applique pas aux exportations des composés du mercure utilisés à des fins de recherche et développement, à des fins médicales ou d'analyses;

- sont considérés comme des déchets et partant à éliminer conformément aux dispositions légales applicables en la matière le mercure métallique, qui n'est plus utilisé dans l'industrie du chlore et de la soude, le mercure métallique provenant de l'épuration du gaz naturel, le mercure métallique issu des opérations d'extraction et de fusion de métaux non ferreux et le mercure métallique extrait du minerai de cinabre dans la Communauté;

- le stockage de mercure métallique, qui est considéré comme un déchet, peut se faire temporairement pendant plus d'un an ou de façon permanente dans des mines de sel adaptées à l'élimination du mercure métallique ou dans des formations profondes, souterraines et rocheuses dures offrant un niveau de sécurité et de confinement équivalent à celui desdites mines de sel ou temporairement pendant plus d'un an dans des installations de surface destinées au stockage temporaire du mercure métallique et équipées à cet effet.

Le règlement CE No 1102/2008 s'applique sans préjudice du règlement CE No 1013/2006 concernant les transferts de déchets. En vue d'assurer l'élimination appropriée du mercure métallique dans l'UE, les autorités compétentes de destination et d'expédition sont encouragées à éviter de formuler des objections aux transferts de mercure métallique considéré comme un déchet.

Les dispositions relatives au stockage sont à voir à la lumière du fait que des activités de recherche sont en cours sur les possibilités d'élimination en toute sécurité, y compris la solidification du mercure métallique. Ainsi, la Commission européenne examine régulièrement les activités de recherche en cours et présentera un rapport au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 1^{er} janvier 2010. Sur la base de ce rapport, elle soumettra, s'il y a lieu, une proposition de révision du règlement No 1102/2008 au plus tard le 15 mars 2013.

Enfin, le règlement CE No 1102/2008 incite l'UE et les États membres à fournir aux pays en développement et aux pays à économie en transition, une assistance technique afin de faciliter le passage à des technologies de remplacement ne faisant pas appel au mercure et l'abandon définitif des utilisations et des rejets de mercure et de composés de mercure en particulier.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.09.2008
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):
11.11.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2010

Lignes ferroviaires de Virton et Arlon vers Rodange

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange

Le projet de loi 5951 a pour objet l'approbation de la convention d'accord relative à l'aménagement, à l'exploitation, au développement et à la promotion des lignes ferroviaires transfrontalières Virton-Rodange et Arlon-Rodange, qui a été signée le 9 mars 2008 par les Ministres des Transports belges et luxembourgeois. Le projet de loi prévoit en outre l'autorisation pour le Gouvernement luxembourgeois de participer au financement de la partie belge des lignes ferroviaires transfrontalières Virton-Rodange et Arlon-Rodange.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 27.04.2009
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
23.09.2009 Désignation d'un rapporteur
25.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.11.2008
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
23.09.2009 Désignation d'un rapporteur
10.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010





Port de Mertert

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert

Le projet de loi 6045 entend modifier la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert en ses articles 1^{er} et 4.

Depuis la loi du 31 mars 2000, le Port de Mertert, dont la superficie de 65 hectares ainsi que les installations et constructions sont la propriété de l'État, est administré et exploité par une entreprise dénommée

«Port de Mertert S.A.». Le capital social est réparti pour moitié entre l'État et pour moitié entre le secteur privé.

La loi en projet entend consolider et fidéliser les clients qui font déjà appel au port. Ainsi est-il prioritairement prévu de maintenir «les flux à destination et en provenance de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise». À cet effet, il s'agira de moderniser le réseau ferré existant et d'agrandir le réseau ferré en construisant quatre voies ferrées supplémentaires, dont trois réservées à la société portuaire et une voie de déchargement réservée à la société Tanklux.

forteresse de Luxembourg pourront-ils être menés à bon terme.

Une nouvelle loi est devenue nécessaire du fait d'une sous-estimation des dépenses prévues par la loi de 2003. Par la suite, une gestion insuffisante du projet par le maître de l'ouvrage s'y est ajoutée, de sorte que les états financiers du projet, tels que dressés en 2008 à l'initiative du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avec l'appui d'un consultant externe, démontrent un dépassement du seuil légal financier fixé par les deux lois précitées.

L'actualisation de ce montant légal s'est faite selon la méthode habituellement appliquée par l'Administration des Bâtiments publics pour les projets de construction.

Le présent projet de loi, faisant suite aux lois de 1997 et 2003 concernant à la fois le volet «réduit du Fort Thüngen» et le volet «certaines parties de la forteresse de Luxembourg», pour des raisons de trans-

parence, continue à considérer ces deux volets comme faisant partie d'un ensemble et propose de soumettre à l'autorisation du législateur le coût total, relatif aux deux volets, des nouvelles dépenses à effectuer.

Divers travaux d'achèvement du Fort Thüngen et du circuit Vauban, de même que les travaux relatifs à la muséographie du Musée de la Forteresse ne sont pas encore engagés à l'heure actuelle. La fixation par voie législative d'un nouveau plafond financier doit ainsi tenir compte de la régularisation d'engagements financiers déjà pris et de la conclusion de nouveaux contrats en vue de l'achèvement adéquat de tout le projet.

Dans la suite des travaux déjà réalisés grâce aux deux lois précédentes, toutes les infrastructures et installations nécessaires à la mise en valeur d'un patrimoine riche et important pour le Luxembourg pourront ainsi être mises en place et remplir enfin leurs fonctionnalités culturelle, pédagogique et touristique.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.05.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

10.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010

Utilisation rationnelle d'énergie

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Le présent projet de loi prévoit la mise en place d'un nouveau cadre législatif pour le régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Ce régime d'aides a été établi par la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aides à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables et a été modifié en juillet 2008 à deux endroits. La durée d'application de cette loi du 22 février 2004 s'étendait jusqu'au 31 décembre 2007. Elle a été prorogée à deux reprises par la loi budgétaire.

Pour le nouveau régime d'aides, le Gouvernement a délibérément pris l'option de le calquer sur le Règlement général d'exemption par catégorie (No 800/2008 de la Commission européenne). Par ce règlement, la Commission exempte de

l'obligation de notification, prévue à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE, sous certaines conditions, les régimes d'aides prévues.

Six formes d'investissements susceptibles de bénéficier d'une aide publique sont prévues:

- l'investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes;

- l'adaptation anticipée de petites et moyennes entreprises aux futures normes communautaires;

- les investissements en économies d'énergie;

- les investissements dans la cogénération à haut rendement;

- les investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables;

- les études environnementales.

L'objectif de ces aides est d'inciter les entreprises à gagner en efficacité énergétique, à stimuler la production d'énergies renouvelables et à réduire, de manière générale, leur empreinte environnementale.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 15.06.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

22.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.11.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.01.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 28.09.2009

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.11.2009 Visite du Musée de la Forteresse

25.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Transparence des travaux en commission

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

La modification du Règlement proposée par la Commission du Règlement apporte les changements suivants aux paragraphes 7, 8 et 9 de l'article 22:

Paragraphe (7)

Ce paragraphe réaffirme le caractère non public des réunions des commissions parlementaires. Les alinéas 2 et 3 de la proposition de modification prévoient deux cas de figure où les réunions de commission ont un caractère public. Il s'agit tout d'abord de l'organisation d'auditions publiques et ensuite de la retransmission exceptionnelle d'une réunion de commission par Chamber TV. Ces deux cas de figure sont soumis à autorisation de la Conférence des Présidents, chaque fois sur demande de la commission concernée.

Paragraphe (8)

Jusqu'à l'approbation du procès-verbal, ce dernier n'est accessible qu'aux membres de la commission, aux présidents des groupes politiques et aux membres du Gouvernement concernés. L'approbation entraîne la signature par le président et le secrétaire du procès-verbal et lui confère un caractère public. Il sera publié sur le site Internet www.chd.lu.

Conformément à la décision de la Conférence des Présidents, les procès-verbaux du Bureau, de la Conférence des Présidents et ceux ayant trait à des visites de délégations internationales ne sont pas publics. Il en va de même pour les procès-verbaux de la commission de contrôle parlementaire du service de renseignement de l'État (voir annexe 1 du Règlement, article 8) et les procès-verbaux des commissions d'enquête qui sont couverts par le secret de l'instruction.

Paragraphe (9)

À titre exceptionnel, la publicité d'un procès-verbal peut être remise en cause par une commission.

Dépôt par M. Gast Gibéryen, Député, le 13.01.2010

Rapporteur: M. Gast Gibéryen

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):

05.01.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen d'une proposition de texte

14.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Musée de la Forteresse

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement

- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et

- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet de permettre:

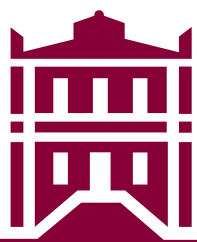
- l'achèvement des travaux de transformation du réduit du Fort Thüngen en Musée de la Forteresse de Luxembourg;

- l'achèvement de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg, ceci en les intégrant dans l'itinéraire culturel, dénommé circuit Vauban.

Aussi les travaux prévus par la loi du 17 février 1997 relative à l'installation d'un Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et celle du 25 avril 2003 relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.



Sommaire

1. Discours de M. le Président
 - M. le Président
2. Communications
 - M. le Président
3. 6092 - Proposition de loi visant
 - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,
 - à promouvoir la modernisation de la gestion publique,
 et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999
 - a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
 - b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
 - c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
 - Déclaration de recevabilité
4. Ordre du jour
 - M. le Président, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Jean-Louis Schiltz, M. Lucien Lux, M. François Bausch
 - M. Camille Gira
 - Vote sur l'ordre du jour
5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
 - M. le Président
 - Vote secret des trois candidats
6. Heure de questions au Gouvernement

Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

 - Mme Nancy Arendt - M. Félix Braz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombero relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice

 - Mme Claudia Dall'Agnol - M. Jean Colombero - M. Xavier Bettel - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

 - M. Marc Lies - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement

de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Marc Spautz - M. Claude Meisch - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- M. Roger Negri - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Henri Kox - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. Fernand Etgen - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

7. Ordre du jour (suite)

- Mme la Présidente

8. 5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertret

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Ben Scheuer, M. Léon Gloden

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Jean Huss

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

- Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen

- Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. François Bausch, M. André Hoffmann (dépôt d'un amendement), M. Jean-Louis Schiltz

- Amendement: M. André Hoffmann (amendement renvoyé en commission)

- Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen déi éischt öffentlech Sitzung fir dëst Joer op.

1. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den éischten Deeg vun dësem neie Joer hunn eis virun allem zwee Sujete beschäftegt: een extrem trauregen an ee méi erfreeslechen.

Fir d'éischt emol zu deene schrecklechen Äerdbiewen op Haïti. Et huet déi Äermst

vun deenen Äermste getraff. Och wa mir geographesch gesi wäit ewech vun Haïti sinn, si mir betraff a schockéiert iwwert d'Ausmooss vun dëser humanitärer a mënschlecher Katastroph, déi zéngtausende vu Mënschen an den Doud gerappt huet an honnertausende Mënschen hiren Daach iwwert dem Kapp an domadder och hir Existenz ewechgeholl huet. Mir sinn a Gedanke bei de Familljen an den Affer vun dëser grousser Tragédie.

Am Numm vum Lëtzebuurger Parlament drécken ech der Populatioun vun Haïti eist Matgefill aus. Dat Matgefill riicht sech och un déi Lëtzebuurger Familljen, déi em hir Kanner dohannen hoffen a baangen. Ech hoffen, an ech mengen, ech schwätzen do an all Ärer Numm, datt mat der Regierung

esou schnell wéi méiglech eng Léisung am Interessi vun deene Kanner an hiren Adoptiveltere fonnt gëtt.

Ech wéilt dann och vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene 17 Membere vun eise Lëtzebuurger Hëllefsgesichter Protection civile a Croix-Rouge an och all deene Leit, déi an deenen nächsten Deeg a Wochen um Terrain eng Hand mat upaken, am Numm vun eis alleguer eisen déiwe Respekt auszeschwätze virun dësem geleschtenen a gelieftenen Akt vu Solidaritéit.

Erlaabt mir awer och meng grouss Satisfaktioun auszedrécken iwwert d'Manéier, wéi d'Bierger hei am Land, wéi emmer bei esou Katastrophen, hir grouss Hëllef-

bereitschaft weisen, an ech soen hinnen e grouss Merci dofir.

Déi zweet Noriicht, déi eis erreecht huet, ass eng méi erfreeslech, am Spezielle fir Lëtzebuerg: D'europäesch Finanzministeren hunn nämlech an hirer Réunioun vu gëschter eise Premierminister, de Jean-Claude Juncker, an engem eestëmmege Vote als President vum Eurogroup bestätegt, e Gremium, wat duerch de Vertrag vu Lissabon institutionaliséiert gëtt an domadder och opgewäert ginn ass.

Ech wéilt dann och eisem Premierminister am Numm vun lech alleguer vu ganzem Häerz fir dës Nominatioun félicitéieren, an ech wënschen him vill Satisfaktioun bei der Ausübung vun dëser schwiereger Aufgab.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Mir wënschen him des Weideren, datt seng Propositionen, fir den Afloss vun deem Gremium ze stäerken, bei eisen europäesche Partner op en oppent Ouer stoussen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6093 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération navale de l'Union européenne (EUNAVFOR ATALANTA) contre la piraterie au large de la Somalie

Dépôt: à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 15.12.2009

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes I à VI

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.12.2009

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 13.01.2010

6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.01.2010

3) En date du 29 décembre 2009 la pétition N°295 contre l'extension de l'interdiction de fumer a été reçue par courrier.

3. 6092 - Proposition de loi visant

- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,
- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,
et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 14. Januar huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6092 vum Här Roger Negri iwwert d'Stäerke vun der Roll vun der Chamber an der öffentlecher Gestiou.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 14. Januar huet d'Präsidentekonferenz fir des Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer éischtens d'Opstelle vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vu Conseiller beim Statsrot; zweetens eng Froestonn un d'Regierung; drëttens de Projet de loi 5951 iwwert d'Zuchlinne Virton/Rodange an Arlon/Rodange nom Basismodell; de Projet de loi 6045 iwwert den Hafe vu Mäertert, och nom Basismodell; de Projet de loi 6034, eng Direktiv iwwert d'Quecksëlwer nom Basismodell; de 6097, d'Ofännerung vum Artikel 22 vun eise Reglement, nom Basismodell, an dann de 6098 d'Chamberskonte vum Joer 2008, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer éischtens eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Ofdreiwung; zweetens eng Interpellatioun vum Här Xavier Bettel iwwert d'Partenariat, d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen an d'Adoption nom Modell 1, an d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen; drëttens de Projet de loi 5923 iwwert d'Unerkennung vu finanzielle Sanktiounen, och nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer éischtens d'Question avec débat N°2 vum Här Henri Kox iwwert d'Bedelegung vum Stat bei Enovos; d'Question avec débat N°5 vum Här Eugène Berger iwwert den Energiepass; de Projet de loi 6059 iwwer e Régime d'aide fir den Émweltschutz nom Modell 1; d'Interpellatioun vun der Madame Anne Brasseur iwwert de Chantier vum Musée de la Forteresse nom Modell 1, an de Projet de loi 6071 iwwert de Musée de la Forteresse, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bausch fret d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, meng Fraktioun huet och an der Präsidentekonferenz matgedeeit, datt mer net d'accord si mat deem Ordre du jour, an zwar weinst deem éischte Punkt, der Nominatioun vun engem Conseiller oder enger Conseillère am Statsrot.

Dir wësst, mir als gréng Fraktioun verlaange schonn zënter Joren eng fundamental Reform vun dem Statsrot. Mir sinn der Meenung, datt déi Nominatiounsprozedur éischtens total ontransparent ass an zweetens och nach ondemokratesch ass an datt et wierklech zënter Jore sech opdrängt, datt mer eng Reform misste maache vu vir bis hanne vun der Nominatiounsprozedur fir de Statsrot.

Et wär gutt Zäit gewiescht, dat ze maachen. Déi nei Regierung hätt sech duerchweege an engem neien Élan fir méi Transparenz och par rapport zum Statsrot an zu där Prozedur virhuele kënnen, dat ze maachen. D'autant plus, wou eng ganz Rei Poste vu Conseilleren, dat wossten d'Regierung an déi nei Majoritéit, ze besetze wäeren.

Or, wat ass geschitt? Amplaz sech eppes Guddes, eppes Besseres ze besënnen an endlech dorobber anzegoen, fir de Statsrot ze reforméieren, huet d'Majoritéit an der Koalitiounsverhandlungen an engem Kouhandel - wéi een dat op gutt Lëtzebuergesch seet - ausgehandelt, datt éischtens d'CSV nach méi staark géif representéiert ginn, wéi haut se schonn ass am Statsrot, d'LSAP an enger éischter Phas e bësse misst Plomme loossen an dofir an enger zweeter Phas op d'Käschten da vun der Demokratescher Partei dann erëm e Sëtz zrëckkréich. Dat ass de Kouhandel,

deen an der Koalitiounsverhandlung gelaf ass an deen och elo hei soll duerchgezu ginn.

Ech muss och soen, meng Fraktioun ass besonnesch erschreckt doriwwer, mat wat fir enger Kalbiddegkeet dat duerchgezu gëtt, well mir wësse jo och, datt am Dezember, wann een d'Prozedur emol kuckt, zumools wann d'Chamber nominéiert, gëtt jo hei eng Deklaratioun gemaach vum Chamberspräsident, fir ze soen, dass e Poste vakant ass am Statsrot an d'Chamber duerfir déi Décisioun wäert huelen an dass en Délai festgesat gëtt, wou Leit vu bausse sech och kënnen mellen.

Dat heescht, mir hunn hei eng Prozedur déclenchéiert, déi eigentlech derzou och gefouert huet, datt Eenzelner sech gemellt hunn, hir Kandidatur erageschéckt hunn, déi net - wat mer ganz genau wëssen-, déi net vun enger bestëmmten Partei hei proposéiert ginn. Dobäi ass dat eng eenzeg Farce. Well et war vu virera kloer, datt am Endeffekt déi zwou Parteien ennereneen ofgemaach hätten, wien hei e Virschlagsrecht hätt, an am Endeffekt ass och kloer, wat hei bei dësem Vote haut de Mëtteg wäert erauskommen.

Dir konnt lech jo dat och schonn ukucken, wat geschriwwen ginn ass an der Press de part et d'autre an deene leschten Deeg. Et gëtt zwar hei elo nach pro forma souguer gesot vun enger Partei, nämlech der CSV, eis Proposition ass hei eng Lëscht fir déi dräi Leit. Mä am Endeffekt ass et relativ kloer, wat fir eng Persoun déi Partei gären an de Statsrot hätt. An dat hu se och esou mat hirem Koalitiounspartner ofgemaach.

Duerfir ass dee Vote de Mëtteg hei eigentlech, wéi een och esou schéi seet, pour la galerie. Dat kéinte mer eis och gradesou gutt spueren an einfach d'office effektiv zum President soen: „Schéckt deen doten Numm oder déi Lëscht vun deenen do dräi Leit mat där Rangfolleg an de Statsrot eran.“ Dat wär méi éierlech par rapport zu der Öffentlecheit wéi dat, wat mer hei haut de Mëtteg maachen.

Duerfir géife mir nach eng Kéier en Appel maachen, haut net ze nominéieren, dee Punkt erëm vum Ordre du jour erofzuehuelen a wierklech op de Wee ze goen, eis relativ séier zesummenzesetzen a schnell eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen, fir déi Nominatiounsprozedur do ze reforméieren.

Wann dat haut net de Fall ass, wann hei d'Majoritéit wëllt awer sech duerchsetzen an dee Punkt um Ordre du jour loosse, da soen ech awer scho gläich hannendrop: Meng Fraktioun wäert sech net un deem Vote bedeelegen. Mir wäerten e Refus de vote maachen, well mer einfach dee Kasperltheater do net méi wëlle matdroen. Dat do ass eng eenzeg Farce, déi hei stattfënnt. Dat huet mat demokratesche Verhältnissen an engem 21. Jorhonnert näischt méi ze dinn.

Et gëtt Zäit, datt hei endlech och déi néideg Reforme kommen. Mir wëllen eis net méi un esou eppes wéi deem doten da bedeelegen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Gast Gibéryen kritt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Meng Interventioun geet an déiselwecht Richtung wéi déi vum Kolleeg François Bausch. Och mir sinn der Meenung, datt ee misst de Punkt 1 vum Ordre du jour erofhuelen, wat d'Nominatioun vun engem Posten am Statsrot bedeit, bis mer eng Reform vun deem Gesetz gemaach hunn, wéi et iwwerengs schonn an deser selwechter Konstellatioun, wat d'Regierung ubelaangt, an der leschter Regierung virgesinn ass an dës Kéier awer vergiess ginn ass, wou ee wierklech géif eng Reform maachen iwwert déi wichteg Institutionen, wou ee géif iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Roll an och iwwert d'Besetzung vum Statsrot diskutéieren.

Am Abléck gëtt et zum Schäin wuel dräi Prozeduren, dräi Gremien, déi d'Leit kënnen benennen. Mä an der Realitéit ass et awer esou, datt sämtlech Posten am Statsrot politesch besat ginn. Wa mer haut géifen déi Nominatioun virhuelen an d'CSV krit

nach e Mandat am Statsrot, dann hätt d'CSV vun deenen 21 Mandater zéng Mandater am Statsrot. Wann ee géif d'politesch Gewiichtung huelen, wéi se hei am Land ass, da missten déi gréng Kolleegen zwee bis dräi Mandater am Statsrot kréien, d'ADR zwee, an déi Lénk missten och een am Statsrot kréien, dann hätt een der politescher Gewiichtung hei am Land Rechnung gedroen.

Déi Spillregelen zielen hei awer net. Et gëtt gesot, et wäere keng politesch Besetzungen. Mä an der Realitéit, dat wësse mer alleguer, ass et net méi an net manner wéi politesch Besetzung.

An et muss een awer och wëssen, Här President, d'Akzeptanz vum Statsrot, wa mer wëssen, datt hei eng Partei de Statsrot esou dominéiert, wéi een dann nach ka vun objektiven Avisé vun deem Statsrot do ausgoen. Da kënnen keng objektiven Avisé méi vun deem Statsrot kommen. Dann ass dat e weideren Avis vun der CSV ënnert dem Deckmäntelche vum Statsrot, dee kënn. Mä et ass keen Avis méi vun engem neutralen an objektive Statsrot. Et ass e weideren Avis vun der CSV, deen hei ënnert dem Deckmäntelche wéi gesot vum Statsrot da kënn.

Et muss ee sech och d'Fro stelle vun de Kritäre vun dem Rechtsstat hei am Land. Wann d'Institutionen esou vun enger Partei iwwerdimensionéiert besat ginn, da muss ee kloer soen, da spillen hei am Land déi Regele vun engem demokratesche Rechtsstat net.

Ech géif och eis Regierungsmemberen invitéieren, ier se an d'ganz Welt bis a China reesen a wandere, fir jiddwerengem Lektionen ze ginn, wéi en demokratesche Stat misst funktionéieren: Si hätten emol besser, se géifen heiheem virun hirer egen Dier kieren a géifen hei déi rechtsstaatlech Prinzipien praktikéieren an uwenden, amplaz datt se am Rescht vun der ganzer Welt wëlle Lektionen erdeelen, wéi e Rechtsstat funktionéiert, an heiheem déi elementar Prinzipien vun engem Rechtsstat mat Féiss trëppelen.

D'CSV rappt sech hei an deem Land alles ënnert den Nol, all wichteg Posten hei am Land a wa méiglech och nach an Europa.

Et ass awer nach ëmmer méiglech, Här President,...

(Hilarité)

...well se e Koalitioun...

Entschëllegt, jo, den Här Juncker huet zwar missen d'lescht Woch an den Oral op Paräis goen, ier en de Poste kritt huet, mä en huet e jo awer elo kritt.

Dat ass natierlech nëmme méiglech, Här President, well se e Koalitiounspartner hunn - d'LSAP -, deen hinne aus der Hand frësst. D'Sozialisten, dat ass eppes wéi de Schoussmippche vun der CSV.

Här President, ech hunn och en Hond doheem, dee frësst mer och aus der Hand. Mä ech muss lech awer soen, dee frësst nëmme déi gutt Mäifelcher. Wann ech him eppes Schlechtes dohinner halen, da refuséiert en et. Mä d'Sozialisten, déi friessen alles, wat se vun der CSV dohinnergetässelt kréien, ob et gutt oder schlecht ass, a mierke selwer net, datt se domadder d'CSV ëmmer méi staark a sech selwer an der politescher Landschaft méi kleng maachen.

Här President, mäi Kolleeg François Bausch huet elo grad hei vun enger Farce geschwat. Mir hunn elo e bësse gegrinst, mä a Wierklechkeet ass et eng Farce. Et ass eng Farce, datt hei an dësem Land déi demokratesch Spillregelen net méi spillen, datt d'Wieler wuel a friaen a geheime Wähe kënnen wile goen, eng Konstellatioun vun der politescher Landschaft do decidéieren, an datt dann duerno awer d'Institutionen esou vun enger Partei duerchsacht ginn, datt déi demokratesch Spillregelen, den Ausgläich tëschent den Institutionen, d'Kontroll an hir Funktiounsweis net méi kënnen spillen.

Hei si mer dat amgaangen ze dokumentéieren an ze implementéieren, wat vill Leit am Land soen: den CSV-Stat.



► **M. le Président.**- Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, entschëllegt, ech wollt nach soen: Wann d'Majoritéit derbäi bleift - Dir verstitt dat -...

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt den Här Hoffmann d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech schlësse mech och där Initiativ vun deene Gréngen un a wäert och um Vote net deelhuefen, wann dee Punkt um Ordre du jour bleift.

Wann de Statsrot sollt en ongeféiert Spigelbild si vun dem parteipolitesche Gläichgewicht, wat hei an der Chamber besteet, da kann et net sinn, dass eng politesch Partei esou en iwwerméisseg Iwwergewicht huet am Statsrot par rapport zu hirer Representatioun hei am Parlament. Da kann et och net sinn, dass mer weiderfuere mat där Aart a Weis, wéi déi Posten am Statsrot ausgehandelt ginn an der Regel tëscht de Majoritéitsparteien.

Wann een dovun aus géif goen, dass am Statsrot e méiglechste breede Spektrum vu politesche Zougehéieregkeeten oder politesche Sympathië sollt bestoen, da kann een d'Reflexioun souguer nach e Stéck weiderdroen a souguer iwwert déi Proportionalitéit hei an der Chamber erausgoen. Dat verlaangt awer da selbstverständlech eng Reflexioun.

Wann een dovun aus géif goen, dass de Statsrot dem parteipolitesche Gläichgewicht oder dem Spektrum vun de Meenungen iwwerhaapt net soll Rechnung droen, sondern et wär e berodend Organ, wou et haaptsächlech ëm Sachkompetenze géif goen, dann ass dat natierlech och eng Reflexioun wäert, mä och dat schlësst déi Aart a Weis, wéi hei d'Posten ausgehandelt ginn, selbstverständlech aus.

Duerfir ass et also, mengen ech och, dréngend noutwendeg, dass mer eng seriö Diskussioun féiere mat engem seriö Resultat iwwert d'Funktioun an d'Organisatioun an d'Nominatiounsprozedure vum Statsrot.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net hei op dat, wat den Här Gibéryen gesot huet, agoen, fir ze wëssen, wien hei aus der Hand frësst, ob dat d'Sozialisten oder d'CSV sinn.

Ech stelle just fest, déi lescht Wochen, Här President, hate mer just déi Bemierkung, dass et hei eng Regierung gëtt, wou et drëms geet, fir ze wëssen, wien eppes net gesot huet. Dat huet ee bei der TVA gesinn, an dat ass och en neie Stil, deen eis Regierung, déi nei Regierung eis vläicht sollt erkläre mat de Majoritéitsparteien, wie wat dann net gesot huet, fir deem aneren d'Schold da kënnen ze ginn.

Zum Statsrot,...

(Interruption)

...Här President, wëll ech lech soen, dass mer am Dezember eng Motioun hei déposéiert haten, déi vum Här Schiltz mat enger Zerstückelung vun enger Rechemaschinn zu Enn gaangen ass, a soss awer ass zu konstruktiven Alternativen eis gesot ginn, dass d'nächst Joer wäert hei, also dëst Joer elo dann 2010, eng Conférence interinstitutionnelle de haut niveau sinn, wou een dann duerno kuckt, wéi een d'Reform vum Statsrot soll maachen. Dat war och eis Demande.

Mir hunn deemools dës Motioun net gestëmmt kritt vun de Majoritéitsparteien, wat schued ass, well dat hätt da vläicht der Regierung e bësse méi Drock ginn. Mä d'Regierung huet sech engagéiert, dat ze maachen.

Dowéinst si mer eis och bewusst, dass mer, wa mer am Dezember eppes fuerderen, net den 18. Januar oder den 19. Januar, wat mer haut sinn, da kënnen schon d'Ëmsetzung vun eise Fuerderungen hunn.

Dowéinst wäerte mer de Kandidat, deen haut virgeschloe gëtt, matstëmmen als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, awer mam Avertissement, dass et fir d'lescht ass, Här President, wou mir dat heite matmaachen.

Et geet net ëm de Prinzip, mä ëm dee Kouhandel, deen hei an de Koalitiounsverhandlungen tëscht deenen zwou Majoritéitsparteie stattfonnt huet, wou d'Konklusivon war, dass mir iwwert d'Press matgedeelt kritt hunn, dass mir am Statsrot ee géifen ewechgeholl kréien.

Ech hu kee Problem. Da soll ee mat de Fraktiounen driwwer diskutéieren, wann ee Plaze besetzt, mä et soll een net an enger Koalitiounsverhandlung soen: Ich und du, an dann, jo ben, da kritt Dir een, an da geet et esou weider. Et kann net sinn, dass hei e Kouhandel gemaach gëtt, wou gesot gëtt: Hei d'Sozialisten, déi kréien da vläicht e Minister méi oder ee manner, an d'CSV kritt dann d'Leit am Statsrot méi. Esou geet et net!

Mir wäerten haut, Här President, fir d'lescht deen dote Modus matmaachen. Mir wäerten och de Kandidat matstëmmen, mä wierklech fir d'lescht. A mir hätte gär, soss schlësse mir eis déi nächste Kéier deenen aneren Oppositionsparteien un: Et kann net sinn, dass hei de Statsrot iwwer Kouhandel besat gëtt.

Déi héich Institutioun, et muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, wéi se besat gëtt. Ob se nach déi Héicht an déi Aarbecht, déi se sollt maachen, nach würdeg ass, wann ee gesäit, wat dat fir e Kouhandel ass, fir seng Memberen ze nominéieren. De Statsrot huet dat net néideg.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Jean-Louis Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, den Här Bettel huet jo a senger Interventioun Momenter, wou e rasonabel ass, an anerer, wou e manner rasonabel ass. Ech wëll dofir déi zréckbehalen...

(Hilarité)

...an där ganzer Gattung, déi en eis hei zum Beschte ginn huet, déi rasonabel waren, an net eng Réeditioun vun engem Débat hei organiséieren, dee mer am Dezember haten.

Ech wëll am Iwwrege soen, dass meng Rechemaschinn nach funktionéiert. Dir hutt se nach ëmmer net akzeptéiert. Ech kann lech se awer nach an Ärer Fraktioun déposéieren. Ech mengen, et wier gutt, wann Der géift Är Participatioun am Statsrot mat där eng Kéier norechnen, wann Der dann dervun ausgitt, dass d'Arithmetik hei alles ass. An ech hu schon am Dezember gesot, dass hei net alles mat Arithmetik organiséiert gëtt.

Dat gesot, Här President, wollt ech...

(Interruption)

Dir hutt der zwee ze vill an där doter Theorie.

Dat gesot Här President, wollt ech haut véier oder fënnef Remarquë maachen.

Éischtens hu mer e Gesetz, wat Délaié festgesat huet vun dräi Woche bis dräi Méint, vun deem Moment un, wou Dir déi Vakanz gemellt kritt hutt. Opgrond vun deem Gesetz hu mer eng Prozedur an d'Weeër geleet. Mir sinn am Dezember hei invitéiert gi vun den Oppositionsparteien, fir eis net un dat Gesetz ze halen...

(Interruptions)

...a fir d'Prozedur net an d'Weeër ze leeden. Mir hunn eng Prozedur, déi vum 27. November bis zum 18. Januar leeft. Dat si 50 Deeg. De Maximum, dee virgesinn ass, sinn der 90. Ech mengen, dat wär tout ce qu'il y a de plus raisonnable. Dat wär déi éischt Remarque.

Zweetens hu mer am Dezember hei gesot, dass mer bereet wäeren, deen Dialogue interinstitutionnel unzefänken. Ech kann lech haut soen, dass d'Majoritéitsfraktiounschefen informéiert gi si vun der Regierung, dass d'Regierung bereet wär, deen Dialogue interinstitutionnel am März vun dësem Joer ze féieren.

Drëttens réitérieren ech déi Propositioun, déi de Lucien Lux an ech och scho gemaach hunn am Dezember hei, nämlech datt, ier den Dialogue interinstitutionnel formell ugeet, mer an der Conférence des Présidents eng Kéier iwwert de Sujet diskutéieren.

Véiertens hätt ech mer gewënscht vun deene Gréngen, datt, wann alles esou prësséiert a wann alles muss direkt geschéien, ee sech net domadder begnügt, Här President, fir lech de 17. November e Brëif ze schreiwen, mä datt een eng Proposition de loi en bonne et due forme erareecht. Da kéinte mer déi jo an där zoustänneger Kommissioun debattéieren.

Dat gesot, muss ech éierlech soen, an dat soen ech hei à l'adresse insbesondere vum Här Gibéryen, datt, wann een ufänkt breet auszehuelen a mat exzessiven Termen ze gestikuléieren, mer dat franséischts Spréchwuert afält, wat seet: Tout ce qui est excessif devient insignifiant. Ech wëll zu deem hei net méi soen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, dass d'Demokratieverständnis...

(Interruption)

...sech net op d'Arithmetik beschränkt. Et ass schon alles e bësse méi reng.

(Hilarité)

An ech wëll och derbäi soen am Numm vu menger Fraktioun, datt ech fannen, wann eng Prozedur ugelaf ass op Basis vun engem Gesetz, fir dann ze soen: Mir participéieren net um Vote, och dat, Här President, a virun allem dat a vläicht nëmmen dat ass e komescht Demokratieverständnis.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. le Président.**- Sou! Elo kritt den Här Lux d'Wuert.

► **Une voix.**- Elo sidd Der awer wäit siche gaang.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll mech net laang befaasse mat der Kabaretteilag vum Här Gibéryen. Déi ass fir d'Fuesent vläicht gutt, mä déi bréngt eis hei net vill weider.

Ech wëll och net laang agoen op d'Argumentatioun vum Här Bettel.

(Interruption)

Ech wëll em just a sengem jonken Alter soen, dass en anscheinend och Erënnungslücken huet, soss géif e sech kënnen drun erënnern, dass a rezenter Vergaangenheet mir och an der Zeitung gelies hunn, wou d'DP eis am Statsrot een ewechgebotzt huet. Dofir, wann ech gelift, e bësse méi Bescheidenheet.

(Interruption et hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir wësst, wéi et geet.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här Bettel, dat géif lech gutt doen, wann Der e bësse géift an d'Vergaangenheet goen an dann e bësse méi bescheide géift optrieden.

Zu der Saach selwer wëllt ech dem Här Bausch an dem Här Hoffmann soen, déi de Wonsch hunn, fir eng seriö Diskussioun iwwert de Conseil d'État ze féieren, dass déi Bestanddeel ass vun deem, wat mer am Koalitiounsprogramm zréckbehalen hunn, an dass den Här Schiltz lech elo grad gesot huet, dass d'Regierung proposéiert, fir am März deen Aarbechtsgroupe interinstitutionnel anzusetzen an déi Diskussioun ze féieren.

Fir de Rescht hunn ech net d'Gefill, wann ech d'Avisë vum Conseil d'État all Dag kucken, dass dat eng Institutioun ass, déi béni-oui-oui alles nëmmen ofseent a validéiert, wat vun der Regierung kënn. Egal wéi d'Zesummesetzung ass, sinn dat meeschtens ganz kritesch Avisen, egal wat fir eng Ministeren dass et betrëfft. Mir sollen also ophalen, de Conseil d'État dohinnerzestellen, wéi wann dee just comme une lettre à la poste alles duerchwénkt, wat vun der Regierung oder vun der Chamber als Avis dohinnergeluecht gëtt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Fir de Rescht huet den Här Schiltz eng Rei vun Argu-

menter gi fir den Timing. An ech mengen, mir sollten elo relativ schnell eisen Ordre du jour attackéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Bausch nach eng Kéier ganz kuerz.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, Här President, just ganz kuerz. Ech muss soen, et léiert ee jo ëmmer erëm bäi, wann ee gesäit a wann een héiert, wat hei gesot gëtt. Den Här Schiltz seet, dat hei wär net nëmmen eng Fro vun Arithmetik, et wär eng Saach, et wär eng reng Saach, eng... En hätt nach misse soen, et wär eng nobel Saach.

Wann dat alles esou ass, firwat bréngt dann eng Majoritéit et net fäerdeg, wa se am Juli... Dat do wosst se jo och alles am Juli, datt et net nëmmen Arithmetik wär, datt et reng wär, datt et nobel wär. Dann hätte se jo am Juli sech kënnen direkt bei dem Ofschlësse vum Koalitiounsofkommes drop besënnen, wéi gesot, fir déi Reform ze maachen.

Mä virun allem, wann et net nëmmen Arithmetik ass, wéi ass et dann ze erklären, datt jo net nëmmen déi Poste schonn ofgemaach sinn an elo besat ginn, well jo dann anscheinend, wéi den Här Schiltz seet, d'Gesetz dat esou virschreift, elo direkt am Januar dese Posten oder déi, déi scho besat gi sinn elo am Hierscht oder am spéiden Hierscht, mä datt souguer schonn deen am Dezember dëst Joer vergi ginn ass.

Well am Dezember dëst Joer, dat ass och am Koalitiounsofkommes festgehalten, do muss den Här Claude A. Hemmer fortgoen aus dem Statsrot, wéi gesot e Member, dee vun der DP dohinner geschéckt ginn ass, an do ass schonn ofgemaach, datt d'sozialistesche Frënn da kënnen een do amplatz setzen.

Wann et och net nëmmen Arithmetik ass, wéi hei gesot gëtt, firwat mussen dann awer grad déi arithmetesch Saachen esou laang am Virfeld ofgemaach ginn? Op déi Fro hätt ech nawell gär eng Äntwert gehat. Mä ech fäerten, ech kréien haut keng, Här President.

► **M. le Président.**- Also, haut beäntwerte mer déi Froen do douds'écher net. Mä den Här Gira huet nach d'Wuert zu engem anere Punkt vum Ordre du jour gefrot. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Et ass éischer fir zwou Saache bäizesetzen. Anscheinend fiert d'Postkutsch net nëmmen nach ëmmer tëscht de Gemengen an dem Ministère de l'Intérieur hin an hier, mä och tëscht der rue Beaumont an der Chamber hei, well ech waarden elo scho laang op d'Äntwert vum Innenminister op zwou Questions parlementaires.

Déi eng hunn ech schonn den 29. Oktober 2009 zesumme mam Kolleg Adam gestallt iwwert d'Incompatibilitéit vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen neierdénge, fir an hirer eegener Gemeng kënnen op eng Lëscht ze goen, well se jo net méi vun der Gemeng nominéiert ginn. Ech mengen, et ass eng interessant Fro.

An déi zweet hunn ech den 1. Dezember gestallt iwwert d'Neutralitéit vu Fernsendsungen, déi vu Gemengen organiséiert ginn. Ech wier ganz frou, wann, esou wéi d'Reglement et virgesäit, Froen net am Délai beäntwert sinn, dass mer se dës Woch géife mëndlech hei um Ordre du jour beäntwert kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gira och Merci. Domadder géife mer zur Ofstëmmung kommen iwwert den Ordre du jour.

Ech géif also froen, wie mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloe ass, d'accord ass. Kënnen mer dat mat Handpiewe maachen?

Wien ass mam Ordre du jour...

► **Une voix.**- Neen.

► **M. le Président.**- De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.



Den Ordre du jour ass uegheoll mat 48 Jo-Stëmme, géint 12 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

(Interruption)

Jo, jo, mir kucke mam Minister ze schwätzen, ob deen dat am Laf vun enger vun de Sitzunge mécht.

5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an den Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesäit, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidaten fir ee Poste vu Conseiller beim Statsrot. No den Dispositiounen vum Artikel 118 vum Chambersreglement huet Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 14. Januar eng Kandidatelëscht mat fënnf Persounen arrétiert.

An engem Schreiwes vum 14. Januar, dat de 15. Januar um Greffe erakomm ass, huet den Här Charel Lampers matgedeelt, datt e seng Kandidatur zréckzitt, esou datt d'Lëscht mat de Kandidaten, esou wéi se un all Deputéierte verdeelt ginn ass, véier Kandidaten opweist.

Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg:

- 1) den Här Maurice Bauer, sous-directeur, responsable du Service juridique et compliance;
- 2) den Här Jeannot Clement, secrétaire communal;
- 3) den Här Henri Krischler, commerçant;
- 4) d'Madame Lydie Lorang, avocat à la Cour.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et daerf also net par procuracion ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Wahlziedelen net a Betrecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten vertruete sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour, fir Kandidaten fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage entscheet d'Lous. Et gëtt also fir jiddwer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Mir fänken un a wielen den éischte Kandidat. Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote du premier candidat

Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzammelen: den Här Claude Adam,...

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här President, ech bedeelege mech net um Vote.

► **M. le Président**.- Okay.

...d'Madame Sylvie Andrigh-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President, ech bedeelege mech och net um Vote.

► **M. le Président**.- ...den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombero,...

► **M. Jean Colombero** (*ADR*).- Här President, ech sinn net derbäi. Merci.

► **M. le Président**.- ...d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, ech bedeelege mech net um deem Vote.

► **M. le Président**.- ...den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Hauptert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann,...

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Ech bedeelege mech och net um Vote, Här President.

► **M. le Président**.- ...den Här Jean Huss,...

► **M. Jean Huss** (*déi gréng*).- Ech bedeelege mech och net um Vote.

► **M. le Président**.- ...den Här Ali Kaes, den Här Fernand Kartheiser,...

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, ech bedeelege mech och net um Vote.

► **M. le Président**.- ...den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox,...

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Här President, ech bedeelege mech och net.

► **M. le Président**.- ...den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter,...

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Ech stëmme net mat of.

► **M. le Président**.- ...den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydie Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

(Interruption)

D'Sitzung ass fir e puer Minutten ennerbrach.

(Interruption de la séance publique entre 15.37 et 15.40 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	45
Wäiss Stëmmziedelen:	1
Ongültig Stëmmziedelen:	0
Gültig Stëmmziedelen:	44

D'Madame Lydie Lorang huet dovunner 44 Stëmme kritt.

Domadder géife mer weiderfueren, fir deen zweete Kandidat vun der Lëscht ze wielen.

Vote du deuxième candidat

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen erëm anzammelen: den Här Claude Adam, d'Madame Sylvie

Andrich-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President, ech sinn net derbäi.

► **M. le Président**.- ...den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombero,...

► **M. Jean Colombero** (*ADR*).- Här President, ech sinn net derbäi.

► **M. le Président**.- ...d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen, den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Hauptert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann, den Här Jean Huss, den Här Ali Kaes, den Här Fernand Kartheiser, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox, den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydie Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

D'Sitzung ass erëm ennerbrach fir e puer Minutten.

(Interruption de la séance publique entre 15.45 et 15.49 heures)

D'Sitzung geet erëm virun.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	44
Wäiss Stëmmziedelen:	4
Ongültig Stëmmziedelen:	1
Gültig Stëmmziedelen:	39

Et hu Stëmme kritt:

- den Här Maurice Bauer:	35
- den Här Jeannot Clement:	3
- den Här Henri Krischler:	1

Als zweete Kandidat ass deemno den Här Maurice Bauer gewielt.

Mir kommen dann elo zu der Wahl vum drëtten Kandidat.

Vote du troisième candidat

Ech géif nach eng Kéier eis Huissiere bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

D'Sitzung ass ennerbrach.

(Interruption de la séance publique entre 15.54 et 16.00 heures)

(Brouhaha général)

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Här President, de Vote ass public...

(Interruption)

Dir hutt gesot, d'Sitzung ass ennerbrach. Si ass net ennerbrach!

► **Une voix**.- Dir musst se erëm opmaachen, d'Sitzung!

► **Une autre voix**.- D'Ennerbriechung ass ennerbrach.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- D'Ennerbriechung ass ennerbrach.

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. le Président**.- Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen erëm anzammelen.

Den Här Claude Adam, d'Madame Sylvie Andrigh-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch, den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix

Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombero, d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen, den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Hauptert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann, den Här Jean Huss, den Här Fernand Kartheiser, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox, den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydie Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

D'Sitzung ass erëm ennerbrach fir e puer Minutten.

(Interruption de la séance publique entre 15.54 et 16.00 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	45
Wäiss Stëmmziedelen:	8
Ongültig Stëmmziedelen:	2
Gültig Stëmmziedelen:	35

Hei ass d'Resultat vum Vote fir den drëtten Kandidat:

- den Här Jeannot Clement huet 32 Stëmme kritt an
- den Här Henri Krischler 3 Stëmme.

Domadder ass dann den Här Jeannot Clement de Kandidat Nummer dräi.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder hätte mer dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kéimen dann elo zum nächste Punkt vun eiser Dagesuednung. An deen nächste Punkt ass eng Froestonn un d'Regierung.

6. Heure de questions au Gouvernement

Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°25 vun der Madame Nancy Arendt un d'Kooperationsministesch souwéi d'Fro N°26 vun Här Félix Braz un de Statsminister iwwert d'Hëllef fir Haiti. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et**

- **Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministere, ech wollt am Zesammenhang mat der fierchterlecher Äerdbiewekatastroph vun Haiti der Madame Ministesch vun der Entwécklungshëllef folgend Froen stellen:



Wat fir eng Décisioun si gëschter am Kader vun der Réunion vum den europäeschen Entwécklungsministere geholl ginn? Wat bedeit dat fir Lëtzebuerg? Wat bedeit dat, déi Décisiounen, déi do geholl gi sinn, fir eist Land?

An och eng Fro zu der Operatioun, déi vu Lëtzebuerg aus op Haiti gesant ginn ass: Wat waren do déi genau Tâchen? A firwat ass déi Missioun elo schonn ofgebrach oder zréckgeruff ginn?

Ech wollt och de leschte Stand vun der Ministesch wëssen, wat d'Adoptiounen ubelaangt. Wou si mer drun, fir déi Familljen, déi hei op déi Kanner waarden? Wéi geet dat och elo do weider?

Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Félix Braz huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Mir haten eis Fro un de Premier gestallt, stellvertretend fir déi puer Ministere, déi hätte kënnen a Fro kommen, fir se adresséiert ze kréien. Mä wann d'Madame Familljeministesche a Kooperatiounsministesch eis äntwert, ass dat och fir eis an der Rei.

Mir wollten am Fong just zwou Froen nach drunhänken un dat, wat d'Madame Arendt och scho gesot huet. Wichteg ass am Fall vun esou grujeleche Katastrophen, dass ee séier kann hëllefen an op eng ganz koordinéiert Aart a Weis kann hëllefen. Dofir brauch et Strukturen, dofir brauch et Moyenen.

Dofir wollt mer vun der Lëtzebuurger Regierung zwou Saache wëssen. Wat ass den Apport vun der Lëtzebuurger Regierung am Kader vum europäeschen Effort? Wat ass den Effort, deen d'Lëtzebuurger Regierung doriwwe eraus op enger nationaler Basis wëllt leeschten? Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung par rapport zu deem Virschlag vun enger Geberkonferenz, déi organiséiert soll ginn?

A lescht Fro. Et gëtt eng Rei Strukturen an eenzelne Memberlänner vun der Europäescher Unioun. Och zu Lëtzebuerg, an der Belsch gëtt et eng Struktur, déi heescht B-FAST, déi sech grad a Fäll vun esou Katastrophe ganz séier ka constituéieren, déi aus e puer Ministere zesummesat gëtt.

Zu Lëtzebuerg hu mer jo och de sougenannten HIT, den Humanitarian Intervention Team, vum Gesetz vun 2004, déi jo bei der Protection civile rattachéiert sinn. An do wollt mer wësse vun der Regierung: Wat ass Är Positioun, fir um europäeschen Niveau e Virschlag ze ënnerstëtze vun engem europäeschen EU-FAST nom Modell vum belsche B-FAST, wat jo e Virschlag ass, dee vum Louis Michel an d'Gespréich bruecht ginn ass?

Mir wäer frou, wa mer zu deenen dote Froen d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung kéinte kréien.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Braz Merci. Elo huet d'Madame Kooperatiounsministesch d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Merci, Här President. Ech wollt just soen, et wier de Charles Michel.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Wat hunn ech gesot?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Louis Michel.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Oh, pardon.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Et ass schwéier fir d'Jongen, déi no hire Papp kommen, déi esou dichteg woren. Déi huelen deenen ëmmer de Sonneschäin ewech.

Här President, ech wëll awer soen, dass ech virun allem selbstverständlech, esou wéi Dir a sécher all Deputéierten, entsat sinn iwwert déi Katastroph, déi do zu Haiti geschitt ass an engem vun deenen äermste Länner, déi et op der Welt gëtt, wou et

weder vill vun Institutione gouf nach vu Basisbedürfnisser, fir déi ze erfüllen, ob dat Spideeler woren oder ob dat Klinike woren oder och soss, an datt dat Land op esou eng Aart a Weis och elo nach eng Kéier do zu Schued komm ass.

Dofir géif ech och wëlle virun allem all deene Leit, déi bis elo sech dorëm beméit hunn, e ganz grouse Merci soen; där Lëtzebuurger Équipe, déi do war, mä awer och alleguerten deene Leit, déi hei sur place geschafft hunn. Ech denken do un déi verschidde Mataarbechterinnen a Mataarbechter och aus de Ministere, déi Dag an Nuecht elo amgaange sinn, fir ze kucken, datt mer déi Hëllef fir d'éischt séier a gutt organiséiert kréien.

Fir op déi prezis Froe sougutt vun der Madame Arendt wéi vum Här Braz anzegoen, si bis elo global 422 Milliounen iwwert d'Aide humanitaire d'urgence à court terme op Haiti gaangen vun den europäesche Staten. Mir hunn an där Kommissioun an engem éischte Moment 30 Milliounen, an d'États membres 92 Milliounen, wat der dann 122 ausmécht. D'Europäesch Unioun ass och prett, fir nach 575 Milliounen Dollar nozeginn, eben awer fir déi Aide supplémentaire do ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet sech engagéiert mat 700.000 Euro. A mir konnten déi Enveloppe eropgoe fir d'États bis op 1,1 Millioun Euro. Ech soen lech och duerno, wou mer déi eenzel Suen do attribuéiert hunn.

D'Contribution à moyen terme. An do ass och, wat elo den Här Braz zum Schluss gesot hat, déi Geberkonferenz eng wichteg Fro. Do ass gëschter an dem Conseil gesot ginn: Mir hätte gäre fir d'éischt eng Opstellung vun de Besoinen. Well dat geet natierlech elo bis gëschter de Premierminister vun der Dominikanescher Republik, dee gesot huet, dat géif zéng Milliarden Dollar kaschten, fir erëm do opzebauen.

Also, datt dat net mat deene Chiffere gemaach ass, déi mer elo genannt hunn, ass ganz kloer, mä datt een awer muss gesinn och, wéi ee sech iwwerhaupt uleet, ob een da kann op där Plaz iwwerhaupt erëm opbauen oder ob ee muss op aner Plaz goen, fir iwwerhaupt opzebauen, dat sinn also alles Froen, déi an där nächster Zäit muss gekläert ginn. An dann ergëtt sech och natierlech doraus, wat et dann och kascht.

Mir sinn als Lëtzebuurger Land bereet... Neen, d'Kommissioun huet sech elo engagéiert, fir 200 Milliounen fir eben deen Erëmpobau ze ginn, wéi gesot, wou ech awer dervun iwwerzeegt sinn, datt deen net domadder gehalen ass an déi och domadder nach net eriwwe sinn.

Lëtzebuerg huet sech bis elo engagéiert, fir ze soen, mir géifen an deenen nächste Joren, an deenen nächsten dräi Joer, pro Joer nach eng hallef Millioun och gi fir den Erëmpobau. Dat ass also déi mëttelfristeg respektiv méi laangfristeg Kontributioun. An dann d'Europäesch Unioun, déi nach eng Kéier 100 Milliounen investéiert, wat net den Humanitäre ass, mä wat dann éischer an d'Erëmpstellen an vun de Capacitéiten iwwerhaupt geet, fir datt dat Land ka funktionéieren; dat heescht och Spezialisten, déi dorower kommen, fir erëm ze hëllefe sur place, fir och do dat erëm un d'Funktiouneeren ze kréien.

Wat hu mer als Lëtzebuerg decidéiert? Déi 700.000 Euro, déi mer festgeluecht hunn, do sinn der 200.000 Euro. Well de Moment ee vun deene gréisste Problemer eben deen ass, datt d'Leit hongreg sinn an näscht z'iesse hunn, hu mer och dofir dem Programme alimentaire mondial vun der UNO 200.000 Euro ginn. Mir hunn 100.000 Euro CARE Lëtzebuerg ginn; 50.000 Euro fir den Objectif Tiers Monde; 50.000 fir d'Caritas; 50.000 fir déi Équipe, déi dorower wor fir d'Croix-Rouge. Déi gesi mer awer net als Aide directe un, mä dat gëtt unerkannt als eng Hëllef, déi mer ebe gemaach hunn op der Plaz selwer.

Da 50.000 Euro fir eng Équipe, wou d'Croix-Rouge och matschafft a wou och elo eng Lëtzebuurgerin erëm dorower gaangen ass, ebe just och, fir do ze hëllefen an der Koordinatioun, fir erëm opzebauen.

Dann hu mer nach 200.000 Euro op déi verschidden ONGen, wéi Handicap inter-

national, SOS Villages d'Enfants an och Médecins Sans Frontières, an 200.000 Euro fir d'UNICEF. Well d'UNICEF besonnesch sech och beméit em d'Kanner a mer wossten, datt iwwert d'Halschent vun deene Leit op Haiti mannerjäreg sinn, ass et och kloer, datt dat awer och eng Erausforderung ass, déi ëmsou méi wichtig ass.

Dann ass d'Fro gewiescht och, wéi et ausgesäit mat enger direkter Organisatioun eigentlech, enger europäescher. An do hu mer gëschter och als Lëtzebuurger Land, wat mer och ewell 2003 gemaach hunn, de Charles Michel, de belschen Entwécklungsminister, ënnerstëtzt a senger Iddi, wat, wéi gesot, 2003 ewell eng Kéier proposéiert gi war, wou mer awer net virukomm sinn, well dat dann awer och an der verschiddearten Organisatioun vun der Hëlleforganisatioun an den eenzelnen États membres net esou einfach ass. Mä mir hunn awer fonnt, et wär da méi wäert, datt een nach eng Kéier och elo géif doriwwe nodenken an nach eng Kéier géif kucken, wéi dat sech awer an deem heite Moment géif auswierken.

Wat d'Operatiounen op dem Terrain wore vun eise Mataarbechter, déi do erfogaange sinn, eis Mataarbechter, eng Kéier jo d'Équipe vun der Protection civile an op där anerer Säit d'Leit vun der Croix-Rouge, am ganze 17 Leit mat dem technesche Material an awer och mat siwen Hénn, déi a manner wéi 40 Stonnen op der Plaz woren, well mer wëssen, datt hei et jo haaptsächlech dorëm geet, wat méi séier gehollef gëtt, a besonnesch déi doten Zort vu Leit, wat déi éischer do sinn, wat et natierlech méi sënnvoll ass.

Déi sinn dann em zéng Auer owes den 13. Januar do ukomm. Déi goufen dann och vun der Kommissioun a vun der UNO gebriefed, also kruten dann och gesot, wou hire Secteur wär, wou se solle kucke goen. Si woren an der éischer Phas am Secteur, deen heescht Bourdon-Canapé Vert. Dat ass am Süde vum Flughafen vu Port-au-Prince, wou se dann zesummen och mat kanadeschen an och bolivianesche Leit no ebe Verschotte gesicht hunn. Si sinn all Kéier an hire Missiounen och vun de Casques bleus vun der UNO begleet ginn, fir eben hir eege Sécherheet ze garantéieren.

Leider hu se an deene verschiddene Plazen, wou se woren... Duerno si se an e Supermarché gaangen an deemselwechte Quartier respektiv och nach an eng Schoul, wou Der héieren hutt, datt se Kanner dorënner erëmfonnt hunn, deene wierklech eng Chape Béton op de Kapp gefall ass, datt d'Kanner nach an der Schoul esou souzen.

Also, dat sinn natierlech fir déi Leit och keng erfreesch Momenter, an duerfir si mer och frou, datt mer dee Groupe psychotraumatologique hunn, fir no deene Leit ze kucken, wann e Besoin do ass, a mir hunn hinnen dat och de Sonndegowend gesot, wéi se zréck op Lëtzebuerg komm sinn.

Duerno sinn déi Leit, wéi gesot, an deene Missioun virugefuer, déi eng op där enger Plaz, déi aner op där anerer Plaz. Ech mengen net, datt dat elo wichtig ass, ob dat um Canapé Vert wor oder ob et mat Jamaika wor oder mat wiem och ëmmer.

D'Madame Arendt hat d'Fro gestallt, firwat datt se eigentlech ewell erëmkomm wäeren: Mä, well een normalerweis seet, no 72 Stonnen, besonnesch an engem Land, wou et 35 Grad waarm ass, a wann een näscht ze drénke kritt, d'Hoffnungen äusserst kleng sinn. Dat heescht, et ass éischer e Wonner, wann nach ee Mënsch fonnt gëtt, wéi datt Der iwwerhaupt kënn dovun ausgoen, datt do nach wéi gesot eppes ka geschéien.

Derbäi kënn, datt och elo eng Équipe vu Militaires do erfogheet, an ech denken, datt dat och eppes ass, wat enorm wichtig ass, fir ebe just derfir ze suergen, datt proppert Waasser kënn, well niewent den Nahrungsmittelen, déi hoffnungslos feelen, d'Waasser dat anert ass, wat felt, a mer domadder also humanitär Mëttele erëm zur Verfügung stellen. Wéi gesot, déi eng Équipe hat eben nëmmen eng Aufgab während enger kuerzer Zäit, an duerno sinn dann anerer, déi dohinner kommen, esou datt ech denken, datt mer domadder

och als Lëtzebuurger Land eisen Zoll erfëllt hu vis-à-vis och vun Haiti, souwäit wéi mer dat kënnen.

Op déi Froen iwwert d'Adoptioun kommen ech zréck, well ech hunn der nach e puer, déi ech gestallt krut, da maachen ech dat an engems.

Merci.

► **M. le Président.**- Jo, mir kéimen dann elo zu der Fro N°27 vun der Madame Claudia Dall'Agnol, der Fro N°28 vum Här Jean Colombera an der Question urgente N°383 vum Här Xavier Bettel och un d'Familljeministesche an un de Justizminister iwwert d'Adoptioun vun haitianesche Kanner. Fir d'éischt kritt elo d'Madame Dall'Agnol d'Wuert.

Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci, Här President. Dir selwer an och meng Virriedner si schonn op d'Katastroph op Haiti agaangen. Ech mengen, do feelen engem d'Wierder, fir dat ze beschreiwen, wat een all Dag an den Norichte vu Biller gesäit. Mä wéi d'Madame Arendt och schonns sot, d'Leed vun dohannen ass och d'Leed vu villen Eltere vun hei, déi an der Prozedur waren, fir e Kand vun Haiti ze adoptéieren, wou d'Prozedur awer zur Zäit vum Äerdbiewe leider net ofgeschloss war. Mir wëssen, datt d'Gerichtsgebai, wou d'Originaler leien, och zerstéiert ass, datt et kaum nach Chancë gëtt, fir iwwerhaupt och nëmmen en Deel vun deenen Originalpabeieren erëmfefannen. Holland schéngt jo eng pragmatesch Léisung fonnt ze hunn a scho Kanner ausgeflunn ze hu respektiv an den nächste Stonnen an Deeg dat ze maachen.

Meng Fro wär déi: Wéi gesäit déi hollännesch Léisung aus - well jo och schonn iwwer RTL Radio Lëtzebuerg an der Mëttesstonn ze héiere war, datt mir eis eisem Benelux-Partner géifen an och kéinten uschlëssen?

An dann interesséiert sécherlech net nëmme mech, Här President, natierlech, wéi schnell déi Léisung kann ëmgesat ginn. Anescht ausgedréckt: Wéi stinn iwwerhaupt d'Chancen, datt d'Eltere déi Kanner op kuerzem Termäin kënnen hei zu Lëtzebuerg accueilléieren?

Ech wär da frou, wann d'Ministesche eis kéint op de leschte Stand bréngen, well sécherlech huet den Dossier jo schonn zënter den Norichten an der Mëttesstonn erëm eng Kéier evoluéiert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Meng Fro geet an déiselwecht Richtung. Mir hunn alleguerten déiselwecht Biller op der Télee gesinn, a vill Misär, vill Leed gesinn. Ganz vill Kanner si momentan Weesekanner, well ganz vill Eltere ëmkommen sinn. Et stellt sech elo d'Fro vun der Hëllef mat finanzielle Mëttele, materielle Mëttele, awer et kéint sech jo och eng aner Pist erausschiel, zum Beispill d'Pist, fir déi Weesekanner ze adoptéieren.

Hei stousse mir awer op administrativ Barrièren, Reglementer, Gesetzestexter, déi ganz schwéierfälleg sinn an déi et net erlaben, fir ganz schnell ze handeln. Mir sinn der Meenung, datt bei ausserge-



wéinlechen Zoustänn och dann aussergewéinlech Mesurë musse geholl ginn.

Mir gesinn, datt d'Hollänner an deemächst och d'Italiener ganz schnell reagéieren. Si hu schnell reagéiert an hunn eng ganz Rei vu Kanner mat an hiert Land hei opgeholl.

D'Fro, déi ech wëll stellen: Wellech administrativ Hürde mussen hei besäitegt ginn, fir déi Kanner ganz schnell ze adoptéieren, wéi gesot déi Kanner, déi momentan Weesekanner sinn?

An déi zweet Fro, d'Madame Dall'Agnol huet déi scho gestallt: Wéi gesäit et mat deenen Elteren aus, déi elo schonn an engem Adoptiounsverfahre sinn? Wellech Léisung gëtt hei ugestriift? A vu datt all Stonn elo zielt: Wéi gesäit den Timing aus?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech lech, Här President, selwer Merci soe fir d'Urgence, déi Der unerkannt hutt vu menger Fro.

Firwat dat ass, dat ass, well ech selwer vun Eltere kontaktéiert gi sinn, déi am Fall haut sinn, 13 Familljen, déi iwwert d'Rout Kräiz am Orphelinat vu God's Littlest Angels - esou heescht dat Orphelinat - Demandé lafen hu fir 14 Kanner, well et ass eng, déi wëllt Zwillingen adoptéieren, an déi an der Procédure sinn.

Et si keng nei Demanden, Här President, et si keng Demanden, déi eréischt virun e puer Woche komm sinn. Do sinn Demanden derbäi vun November 2007 un, wou d'Leit och schonn op Haiti waren, déi och scho bei de Riichter gaange sinn, a wou se just op en Uerteel gewaart hunn. Dat heescht, et ass net elo esou, dass Leit decidéiert hu gëschter, si géifen elo, well se d'Billen op der Tëlee gesinn hunn, Kanner adoptéieren. Mä dat dote si Leit, déi scho Prozeduren haten.

Dir hutt selwer och kënnen op der Tëlee gesinn, wou eng Famill och scho geduecht huet, dass se kéint d'Kand mat sech op Lëtzebuerg huelen.

D'Fro, déi haut an der «Libé» steet, ass: «Faut-il ou non rapatrier d'urgence vers leurs nouvelles familles à l'étranger les enfants haïtiens qui étaient en cours d'adoption et qui se retrouvent pour certains à la rue après le séisme? Les Pays-Bas et les États-Unis ont répondu oui.»

Wann ech och kucken, haut huet d'Justizministerin aus der Belsch och gesot, ob elo d'Dossiere fäerdeg sinn oder en Début de procédure wäeren - ech zitieren d'Ministerin Huytebroeck: «Ils seront tous mis sur le même pied où qu'en soit la procédure.»

Ech zitieren och: «Eu égard aux circonstances dramatiques dans lesquelles se trouve Haïti, et à titre exceptionnel, cette procédure sera considérablement assouplie.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut den Owend um hallwer siwen oder hallwer aacht eiser Zäit fiert vun Haiti en hollännesche Fliger op Lëtzebuerg. Déi Familljen zidderen. Fir déi ass all Minutt eng wichteg Minutt.

Ech hunn och Dokumenter, Här President, vun engem Geriicht vu Pétion - dat ass eng Stad dohannen -, wou och vun engem Richter mat ennerschriwwer gi sinn, dee seet, a wéi engem desolaten Zoustand Haiti haut ass, dass alles zesummegefall ass, dass d'Kanner in extremis konnte gerett ginn, an ech zitieren och nach, Här President: «Les enfants sont trop nombreux dans l'enceinte de l'institution, ce qui cause des cas de contamination par manque d'hygiène et de nourriture. Il faut sauver les vies de certains enfants qui étaient déjà hébergés à la crèche dans le but d'être adoptés par des ressortissants étrangers, car certains dossiers sont en cours, et d'autres terminés.»

Et schéngt, wéi wann de President och vun Haiti du coup och hollänneschen Diplomate gesot huet: „Et ass an der Rei, och wann d'Prozedur net ganz fäerdeg ass, Dir kennt d'Kanner matkréien.“

Ech hunn och mat den Eltere geschwat, Här President, an et muss ee wëssen, dass

eng Adoptioun e ganze Processus ass, a soulaang et net fäerdeg ass, een nach ëmmer e Risiko huet, dass ee kéint soen, neen, do ass iergendeppes falsch, an dowéinst gëif déi Adoptioun refuséiert ginn.

An deenen heite Fäll, Här President, si mer awer bei deenen 13 Famillje scho ganz wäit, an déi meescht hu schonn och en Accord kritt. Si hunn d'Etapp IBESR, wéi een dat esou nennt, schonn hanneru sech, a si hunn d'Comparitioun schonn a si waarden op en Uerteel vun der Cour, esou wéi se dat dohannen nennen.

Här President, duerfir e waarmen Appel. Ech sinn iwwerzeegt, esou wéi ech eis Familljeministeschen kennen, dass se och déi lescht Deeg net gescheit huet, fir Stonnen ze gebrauchen, fir ze kucken, wéi se an deem Dossier ka Léisunge fannen.

Wann d'Äntwert ass, dass den Owend déi Kanner vun Haiti kënnen op Lëtzebuerg kommen, da si selbstverständlech déi Familljen, déi Merci soen, Madame Ministesch, mä och aner Leit an all déi Kanner virun allem, deenen ee kann hëllefen.

Wann d'Gesetzgebung, wann ee gëschter Owend e bëssen an der Tëlee gekuckt huet, da weess een, et huet ee héieren an der Stëmm vun der Madame Ministesch, dass se op där enger Säit vläicht Loscht hätt, méi wäit ze goen, mä op där anerer Säit juristeschen Obligatiounen hat, déi misse gekuckt ginn, ob een do kéint Ausnahme maachen oder net.

Duerfir meng Fro, Här President: Huet d'Lëtzebuurger Regierung déi Démarchen och gemaach, esou wéi d'hollännesch Regierung dat gemaach huet bei dem haitianesche President oder bei der Justiz, fir dass eng Autorisatioun geschriwwer gëtt vun den haitianeschen Autoritéiten, fir dass dës Kanner kënnen op Lëtzebuerg kommen?

Ass de Kontakt opgeholl ginn? Ass do eng Äntwert komm? Gesäit et esou aus, wéi wann déi Kanner kënnen op Lëtzebuerg kommen? - Ech wier frou, Här President!

An dofir lech nach eng Kéier Merci, esou rapid wéi méiglech eng Äntwert ze kréien. Dir kennt lech net virstellen, a wéi enger Situatioun een als Elteren ass, wann ee weess, dass een esou no beim But ass. Dat Schlämmst, dat woren déi, déi der gëschter op der Tëlee gesinn hutt, déi e Kand am Grapp haten an da gesot kritt hunn: „Dir fuert heem an dierft d'Kand net mathuelen.“

Duerfir hoffen ech wierklech, dass déi ganz Energie an déi ganz Effikassitéit, déi mer bei der Madame Ministesch awer och kennen,...

(Interruption)

...dës Kéier déployéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Mir lauschteren elo mat Spannung der Madame Familljeministeschen no.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Sou, Här President, dofir sinn ech heihinner komm, wéinst der Effikassitéit, fir séier do ze sinn, fir kënnen ze äntwerten.

Här President, dat hei ass eng äusserst schwierig Fro, a besonnesch all déi Leit, déi Juriste sinn, wëssen, datt Adoptioun nääscht ass, wat ee mam klenge Fanger mécht an och nääscht ass, wou ee kann an engem rechtsfräie Raum do hantéieren.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Ech weisen lech just hei een Ziedel, dee komm ass: «Attention aux enlèvements d'enfants», seet d'UNO.

Mir sinn hei an enger Situatioun, wou ee muss oppassen, datt net op eemol Kanner gehandelt ginn, Kanner gekidnappt ginn an dann a Länner kommen, wou kee Mënsch virauser iergendeng oder déi aner Prozedur gemaach huet. Dat ass also déi Schwierigkeet, déi een hat, fir hei ze soen, mir kucken, datt mer den Eltere kënnen hëllefen. Virun allem muss et jo dorëm goen, datt mer de Kanner hëllefen, well ëmmer a bei all Adoptioun a bei alles ass et ëmmer fir d'éischt d'Recht vum Kand, ier et soss engem säi Recht ass, em dat et geet.

Ech muss lech ee Beispill soen, fir och ze beschreiwen, wat heiansdo geschitt, wann et gutt gemengt ass. Während dem oder nom Tsunami sinn an Däitschland Kanner adoptéiert ginn, wou e puer Méint duerno d'Eltere komm si vun deene Kanner a gesot hunn: „Wou sinn eis Kanner?“ Do sinn d'Démarché lassgaange mat Däitschland. Do hu se nach zwee an dräi Joer prozesséiert, an do sinn d'Kanner erëm heemgeschéckt ginn.

Elo brauch ech heibannen hoffentlech kengem ze beschreiwen, wat dat do am Interessi vun de Kanner wor: Se ginn dohannen ewechgeholl an hirem Doheem, se kommen an Däitschland, se sinn dräi Joer an Däitschland an da gi se erëm hanneschtgeschéckt. Also, dat ka jo nun awer net wouer sinn.

Mir hunn hei 13 Familljen a 14 Kanner - et si keng Zwillingen, mä zwee verschidde Kanner vun där enger Famill, mä dat spilt och keng Roll. Déi Leit haten alleguerten hir Prozedur, déi eng méi wäit, déi aner manner wäit. Datt déi Pabeieren net méi do sinn an datt mer déi Pabeiere wahrscheinlech och ni kréien, dat schéngt jiddwerengem evident ze sinn. Et ass elo net, well ech hei hanner engem Pabeier do hier géif lafen, wou alles soll dru scheitieren, mä zwëscht deem, wou een nääscht huet, an zwëscht deem, wou een alles huet, do läit natierlech eng Welt dozwëscht.

Nodeems datt mer héieren hunn, datt d'Hollänner eng Prozedur gemaach hunn, an ech hu gëschter Moie mat mengem hollännesche Kolleg zu Bréssel geschwat, dem Entwécklungsminister, dee vläicht manner begeeschtert doriwwer wor wéi hire Justizminister, deen dat ugeleiert hat, well déi Leit natierlech och gesinn, wat fir aner Konsequenzen dat kann hunn.

Si hu mer gesot, si hunn dräi Kategorien - wann ech dat esou ka soen - vu Kanner. Si hunn eng Kategorie vu Kanner, wou d'Adoptioun bal fäerdeg woren, wou zwar dann nach de Jugement gefeelt huet och vun Haiti aus, mä wou se awer da soen, déi kënnen kommen, plus dann déi, wou ee kann nowiesen, datt déi Kanner ewell mat den Elteren zesummekomm woren. Do gëtt et e schrecklechen Ausdrock, deen heescht: Se si gematcht ginn. Also, méi schlëmm gëtt et jo bal näächt méi. Mä dat ass jo aus dem Engleschen a well mer jo net méi soss eppes kënnen, ass dat dann den Ausdrock dofir. Dat heescht also, déi Kanner an déi Elteren, déi hu sech gesinn. Do gëtt et och Pabeieren. Mä wéi gesot, et gëtt net méi onbedéngt alleguer déi original.

Do sinn awer all Lëtzebuurger Familljen an där Situatioun, datt se also déi Kanner gesinn hu respektiv och zougedeeelt krute vun dem haitianesche Stat aus. Dat, wat eis elo feelt oder gefeelt huet, a wou mer dann amgaange sinn, déi Démarchen ze maachen, do hunn ech dann dunn dem hollännesche Justizminister, dem Här Hirsch Ballin, telefonéiert. Dee Mann wor ganz fein, an dunn huet deen zu mer gesot: „Ma, mir hëllefen lech gären. Esou an esou hu mir et gemaach. A mir probéieren och mat eisen Diplomaten, déi op der Plaz sinn, datt déi och déiselwecht Prozedur maachen, fir vun enger Autoritéit d'Genehmigung ze kréien, datt dat an der Rei ass, datt déi Kanner ausgeflu ginn.“

Well d'Leit sech keng Rechenschaft ofleeën. Du kanss jo net mat Kanner heihinnerkommen, déi kommen op engem Flughafen un, déi kommen an eng Kontroll, déi hu keng Pabeieren. Entweder ginn d'Kanner hanneschtgeschéckt oder si ginn an en Heim gesot.

► **Une voix.**- Circonstances exceptionnelles, Madame Minister!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ech hunn lech elo grad gesot... Dir wësst lech hoffentlech nach ze erënneren un d'Arche de Zoé. Dir musst wëssen, datt alles an alle Situatioun méiglech ass. Duerfir, mat allem Respekt virun där Urgence mengen ech, datt ech lech kéint beweisen, datt mer wierklech alles gemaach hunn, fir am Äifer an an der Rapiditéit dat dote fäerdeg ze kréien. An de Justizminister - dee Lëtzebuurger - hält zwee Queren zou, fir dat net ze héieren, well et wierklech net doranner géif passen.

Ech hunn de Moien nach mam Ausseminister Verhagen - dat ass den hollänneschen Ausseminister - geschwat, well mer op seng Servicer mussen zréckgräifen, wat d'Diplomatie ubelaangt. Och déi hu gesot, datt se alles géife maachen, datt mer déiselwecht Konditiounen kéinte kréien, fir datt déi Kanner kéinten aus Haiti erauskommen an op Lëtzebuerg kommen.

Ech hat dunn och nach vun der Guttheit vun den Hollänner profitéiert, fir ze froen, ob si dann och nach esou gentil wieren, fir se matzebréngen. Dunn hu se mer gesot, dat kéinte se mer net versprechen. A mir sinn nach ëmmer dobäi. All déi Leit, déi eppes aneschtens soen,...

(Interruption)

...déi mussen...

Ech gehéieren net zu deene Leit, déi muer wëllen hei gesot kréien: „Gëschter hat Dir gesot, den Owend komme se.“ An da koume se net. Well dann ass d'Enttäuschung bei deene Leit vill méi grouss, wéi wann ee seet, mir sinn amgaang ze kucken.

Dir musst jo wëssen, datt ee vun de grouse Problemer deen ass, datt kee Fliger aus Europa méi op Port-au-Prince kënnt. Déi Fligere ginn alleguerten emgeleet. Elo sinn d'Hollänner, woren, sinn elo - ech denken, datt se an der Zwëschenzäit zu Curaçao ukomm sinn. Da muss also e Fliger vu Port-au-Prince - an elo kënnt vläicht e Problem, Här Bettel, datt dee méi kleng ass wéi deen, deen zréck an Holland geet, datt se also net géife fortomme vun Haiti op Curaçao. Da muss mer kucken a si mer amgaang, och mat deene Belschen.

Ech hunn de Moien telefonéiert mat dem Justizminister De Clerck senge Matarbechter, déi vill méi zréckhalend sinn an déi eng ganz aner Diskussioun an der Belsch hu wéi déi, déi mir féieren. An der Belsch gëtt d'Diskussioun gefouert just iwwert d'Fro vun der Legalitéit a vun dem Risiko, dee besteet, datt d'Kanner illegal erausgeholl ginn, an déi méi drop halen an och méi... Si hate mer och gesot, si géifen dat net esou séier maachen, si géifen drop halen, fir déi Pabeieren ze kréien, an dann eréischt géifen d'Kanner an d'Belsch komme gelooss ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Madame Presidentin!

► **Mme la Présidente.**- Jo, eng Tësche-fro, Här Bettel?

► **M. Xavier Bettel (DP).** Ech wollt just der Ministesch eng kleng Fro stellen. Well et schéngt es jo, wéi wann déi Kanner awer alleguerte schonn attribuéiert wieren, an dat lescht am Juli 2009. Dat heescht, all déi aner si scho virdrun attribuéiert ginn. An dat, wat Der virdu gesot hutt vum Tsunami, wou Kanner, vun deenen d'Elteren nach net gestuerwe wäeren: Déi Kanner stinn awer alleguerte schonn zur Adoptioun, déi dote 14 Kanner. Souguer dat lescht wéi gesot vu Juli un. An et si keng Kanner, déi elo just op d'Welt komm sinn. Well dat jéngst ass Juni 2009 gebuer. Et sinn elo keng Puppelcher, déi elo eréischt virun e puer Wochen op d'Welt komm sinn. Mir schwätzen elo just hei vun deene 14 Kanner do.

Dat si jo awer richteg Informatiounen, déi ech kritt hunn, oder net?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Also, ech hunn all déi Dokumenter net bis an de leschten Detail gesinn. Ech ginn dovunner aus, datt dat richteg ass. Mä wéi gesot, ech wëll lech hei soen, datt an deenen anere Länner d'Meenung bei deenen engen e bësse méi wäit geet, bei deenen anere se e bësse méi zréckhalend sinn. D'Fransouse woren elo éischter op der Schinn, fir e bësse méi zréckhalend ze sinn. Ech weess net...

(Interruption)

Dat wonnert jo keen. Mä awer, ech wëll nëmme soen, datt dat hei eng delikat Affär ass, mat där een och mat deem néidege Geschéck muss emgoen, den Interessi vun deenen engen ze kucken, an awer och derfir ze suergen, datt herno, wann déi

Kanner bis hei sinn, se awer eng Kéier d'Méiglechkeet hunn, dann awer och kënnen enner uerdentleche Konditiounen hir Adoptiounen gemaach ze kréien. Well dat ass jo awer e wichtegt Element.

Déi Kanner sinn och eis Kanner zum Énnerscheid vun den Hollänner, well hir drétt Kategorie vu Kanner, déi se matbruecht hunn, si Kanner, déi aus engem Weesenhaus kommen, wou d'Weesenhaus ganz futti och ass. An déi Kanner sinn net fräi zur Adoptioun, mä déi Kanner huele si elo heihinner an da kucke se, ob do Eltere kommen, déi erëm eng Kéier déi Kanner reklaméieren, oder awer ob da vläicht an enger zweeter oder drëtter Phas ka gekuckt ginn, fir datt déi Kanner entweder erëm heimginn oder dann awer kënnen an Holland adoptéiert ginn.

Nach eng Kéier, ech si wierklech all eisen hollänneschen a belsche Kollege ganz dankbar, déi wierklech ganz generéis sinn. Si waren et, well, d'Belsch, generéis do duerch, datt se eis Équipe matgeholl hunn, wéi se dorower hu misse goen. Déi zwee lescht Leit vun der Croix-Rouge, déi an där Équipe dra waren, kommen och an deenen nächste Stonnen oder wéini och ëmmer un. Also dat hänkt alles dovun of, wéini datt d'Fligere fort kommen. Also nach eng Kéier, dat ass ee vun deene gréisste Problemer, déi de Moment do sinn, datt keng europäesch Fligere op Haiti selwer kommen.

Ech wëll just awer och dem Här Bettel soen, datt Haiti e Land war, wat ëmmer ganz laang Zäit gebraucht huet, an awer och d'Elteren dat woussten, déi Adoptiounen do gemaach hunn. Duerfir, wann ee weess, datt an normalen Zäiten, 2007, 2008 eigentlech d'Kanner attribuéiert waren - nach eng Kéier, net d'Adoptiounen gemaach waren, mä attribuéiert waren - a bis haut nach näischt do war, da kënn Der lech virstellen, wéi dat elo ausgesäit, wou d'Halschent vun der Regierung plus d'Halschent vun de Beamten dout sinn, wou d'Gebaier alleguete futti sinn. Also, dat kann net esou klappen.

Duerfir hoffe mer wierklech, nach eng Kéier, op dee Fliger, deen den Owend ëm hallwer siwe flitt. Ob do Plazen dra sinn, dat alles kann ech an deem Moment hei net confirméieren, well all fënnf Minutten eppes aneschters gesot gëtt. Mä ech mengen, datt mer awer mat guddem Gewësse soe kënnen, datt mer wierklech an deene leschte Stonnen a leschten Deeg alles drugesat hunn, datt mer dat esou gutt wéi méiglech géifen hikréien. An ech hoffen och, datt dat eis an deenen nächste 24 Stonnen, 36 Stonnen, wéi och ëmmer, wäert geléngen.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Familljeministesche. Den Här Justizminister huet mengen ech, och elo d'Wuert gefrot.

► **Une voix.**- D'Madame Familljeminister huet fir d'Regierung geschwat.

► **Mme la Présidente.**- Da komme mer elo un d'Fro N°29 vum Här Marc Lies un den delegierten Nohaltegkeetsminister iwwert de sougenannte Klimapakt. Här Lies, dann hutt Dir domadder d'Wuert.

- **Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Marc Lies (CSV).**- Madame Presidentin, ech géif gär zwou Froen un den delegierte Minister vum Développement durable stellen. Dës zwou Froe bezéie sech op Aussoe vum Här Minister an där leschter Kommissioun vum Développement durable, an dëst am Kader vun den Diskussiounen iwwer Kopenhagen.

Här Minister, an där leschter Kommissioun hutt Dir gesot, datt Dir de Fokus op sechs verschidden Themefelder wëllt leeën, wat d'Elaboratioun vum Klimapakt ugeet. Meng Fro: firwat dës sechs Themefelder:

Nohaltegkeet am Bauwesen, Mobilitéit, Energie a Klima, Natur a Biodiversitéit, Ökotechnologien, Recherche, Gouvernance?

An der Regierungserklärung vum leschte Joer stoung, datt de Plan national iwwert de Klimawandel bis 2011 sollt ëmgesat sinn. Meng Fro: Ass dat de Fall? Ass dës Plang bis 2011 ofgeschloss?

Ech soen lech Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Lies. Dann huet den Här delegierten Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Madame Presidentin, fir d'éischt emol wollt ech soen, datt een effektiv - an Dir kennt alleguerten d'Regierungserklärung - e puer wesentlech Programmpunkten am Kontext vun der Écologie do kann erëmfaassen. Engersäits, et ass elo scho gesot ginn, den zweeten nationalen Aktionsplang fir de Klimaschutz, wou och d'äitlech draeste, datt een nationale Mesurë wëllt d'Prioritéit ginn.

Dann dat Zweet ass den zweete Plan national de développement durable, deen als Avant-projet am März dëst Joer, also am März d'lescht Joer am Regierungsrat war. Dann en nationalen Naturschutzplang, deen amgang ass ëmgesat ze ginn, wou mer viru kuerzem och de Rapport vum Observatoire gemaach kruten. Da Plans sectoriels, déi Der alleguete kennt, déi véier, déi op eng legal Basis waarden, wou mer d'99er Gesetz elo op de Wee ginn d'nächst Woch respektiv déi Woch drop am Regierungsrat.

Fënneftens kann een och nach soen, déi europäesch Direktiven, déi mer am Ëmweltschutz mussen ëmsetzen, wat den Offall ubelaangt, wat d'Loft ubelaangt, awer och d'Aktionsplang géint de Kaméidi. Déi fënnf Programmpunkten als Beispill, an dat hänkt jo alles zesammen. An eisen Ae kann een dat net lassgeléist traitéieren. Konkret: Den Ëmwelt- an Naturschutz, Logement, Landesplanung, ekonomesch Entwécklung, dat kann een net lassgeléist vum Klimaschutz kucken an diskutéieren. Duerfir wëlle mer eng Vernetzung vun där Démarche maachen.

Et ass virdu vun der Artikulatioun an der Fro gestallt ginn, dat heescht mir wëllen duerfir déi national Initiativ lancéieren, e Pakt fir Klima an nohalteg Entwécklung, wou mengen ech zwou oder dräi Saache wesentlech sinn. Eng ganz wesentlech ass eng verstärk Mobiliséierung vum Ëmweltbewusstseyn vun de Leit an där Matière. Da brauche mer natierlech och ee méi formale Prozess vun Diskussiounen, vu Workshops op politischem Niveau. Als Multipartite hu mer dat och ugekënnegt: Stat, Employeuren, Salariéen, an awer virun allem och Gemengen an ONGen.

An dann eben eng längerfristeg Strategie, fir datt een och um Enn d'Ziler huet, dat heescht Prioritéiten entwéckelt, déi enger gewësser Wäertegkeet entsprechen, an datt een och herno déi Mesuren, déi een dann etabléiert, datt een och do zu engem Konsens kënn. Ech mengen, dat ass wesentlech, duerfir brauche mer déi Diskussioun. Dat heescht awer net, datt mer net virufueren an eiser Démarche, fir no an no den Accord gouvernemental ëmsetzen.

Ech wollt nach soen - et ass virdu gesot gi vun deene verschiddenen Achsen -, do ass et mengen ech ganz wesentlech, datt een och an der Virgoensweis iwwer en initialen Aarbechtsgrupp, deen ech presentéiert hat an der Kommissioun, iwwer eenzel Aarbechtsgruppen, déi net nëmme themespezifesch solle virgoen, mä och Froe wéi d'Finanzéierung sollen diskutéieren, Steieren, och den Ausgläich, wann ee Steiere seet, an alles dat zesumme soll zu engem nationalen Aktionsplang féieren, wou mer d'nächst Joer effektiv och wëllen a musse prett sinn, fir datt mer effikass virukommen.

Iwwregens mengen ech net, datt mer nei Etüde brauchen - ech mengen, déi hu mer alleguerten - an ech mengen och net, datt mer müssen d'Moosnamen nach fir d'éischt definéieren. Déi hu mer eigentlech zu engem gudden Deel schonn definiert, wat d'Reduktioun vun den Emissionen ubelaangt, an och d'Wirkungen

an d'Suite vun deene Mesurë kënnen mer relativ gutt ofschätzen. Do ass vill Aarbecht scho vu menge Virgänger, vun eise Virgänger gemaach ginn.

Als leschte Saz wëll ech soen, selbstverständlech maache mer et net esou, datt mer ofwaarde bis déi Initiativ „Pakt fir Klima an nohalteg Entwécklung“ opgestallt ass, datt mer eis Aarbecht kontinuierlech weidermaachen.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Minister. Mir kéimen elo zu der schrëftlecher Fro N°378 vum Här Spautz souwéi zu der mëndlecher Fro N°30 vum Här Claude Meisch un d'Familljeministesche iwwert d'Allocations familiales. Dann huet den Här Spautz elo als Éischten d'Wuert.

- **Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

et

- **Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Madame Presidentin, Madame Minister, zënter dem 1. Januar huet d'Caisse d'allocations familiales an der Meurthe-et-Moselle décidéiert, d'Kannergeld fir déi franséisch Frontalieren aneschters auszebezele respektiv guer net méi auszebezele respektiv fir alles dat, wat se hei a Lëtzebuerg bis elo vu Primè kritt hunn, a Rechnung ze stellen. Domadder kréien déi Leit, sinn d'Frontaliere léséiert, well d'franséisch Verwaltung der Meenung ass, soss wieren déi franséisch Frontaliere besser gestallt wéi hir national Bierger.

Ech wollt duerfir wësse vun der Madame Minister, ob déi franséisch Regierung eng Kéier mat Lëtzebuerg dora Kontakt ugeholl hat, ier se esou eng Décisioun geholl huet. An ech wollt froen, wat fir eng Auswierkungen dat laang- an och kuerzfristeg op Lëtzebuerg huet an och op d'Lëtzebuerg Kannergeldkeess. Well menges Wëssens gëtt jo ëmmer d'Differenz vu Lëtzebuerg iwwerholl, esou dass dat jo och Auswierkungen hätt op d'Lëtzebuerg Kannergeldkeess.

Villmools Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Spautz. Dann hutt Dir elo d'Wuert, Här Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Madame Presidentin. Et ass net fir d'éischt, datt ech op dëser Plaz drop hiweisen, datt d'Lëtzebuerg Land Joer fir Joer méi Kannergeld an d'Grenzgebitt exportéiert. Fir 2010 wäerte sech d'Montanten insgesamt, wat u Kannergeld hei zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt, op 632 Milliounen belafen. Dovunner 345 Milliounen un Elteren, déi net Résidents hei sinn, déi Résidents am Grenzgebitt sinn.

A wa mer eis elo hei op dee franséische Fall focaliséieren, da ginn ëmmerhin 184 Milliounen pro Joer an dat franséisch Grenzgebitt do verséiert. Et ass esou, datt de lëtzebuergesche Stat do jo d'Differenz tëschent dem Kannergeld an der Grenzregioun, hei dem franséische Kannergeld, an dem lëtzebuergesche Kannergeld iwwerhëlt, an dat nenne mer dann „allocation différentielle“.

Elo schéngt et effektiv esou ze sinn, datt déi Caisse d'allocations familiales française beim Ausbezele vun enger spezifescher Prestatioun, nämlech der „prestation d'accueil du jeune enfant“, déi Allocation différentielle schonn a Rechnung stellt. A wann da Leit, Elteren a Frankräich, déi Allocation différentielle vu Lëtzebuerg iwwerwise kréien, dann hätte se a Frankräich kee Recht méi op déi Prestation d'accueil du jeune enfant.

Ech wollt eigentlech déiselwecht Froe stelle wéi mä Virriedner, de Marc Spautz, ob d'Madame Minister dat dote ka confirméieren, ob se Kenntnis dovunner gehat hätt. Ob se virun allem och Kenntnis

dovunner huet, wat d'Beweggrënn sinn, an ob se och mengt, datt déi dote Virgehensweis, ob déi konform wier zu deem europäesche Regelwierk, wat déi Mesuren do alleguerten dach relativ kloer reglementéiert.

An ob d'Madame Minister net hei der Meenung ass, dann awer finalement eng Kéier iwwert de Phenomeen vun Export vum Kannergeld kënnen ze diskutéieren. Well et schéngt momentan jo esou ze sinn, wéi wann déi franséisch Autoritéite wëilten, well mir Joer fir Joer méi Geld an d'Ausland exportéieren, probéieren do op d'Käschte vun de Lëtzebuerg eng Ekonomie ze realiséieren. An ech mengen, datt dat esou net ka sinn.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Meisch. Dann huet direkt d'Familljeministesche d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Madame Presidentin. Ech hunn haut e groussen Dag hei bei lech mat enger Froestonn mat direkt acht verschiddene Froen. Also...

► **Une voix.**- Dat ass effikass.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, da brauch ech wéinstens net méi nach schrëftlech ze äntworten. Dat ass e ganz groussen Zäitgewënn fir meng Mataarbechter. Do ass keen Zweifel drun.

Zu der Fro vun de franséischen Allocations wëll ech mengen zwou Froesteller soen, dem Här Meisch an dem Här Spautz, datt weder d'franséisch Parlament nach d'franséisch Regierung mech meng Meenung gefrot hunn, wéi se dat dote géännert hunn. Den 12. Januar huet d'Kannergeldkeess e Bréif kritt vun deenen zwou Keese vu Metz a vun Nancy, fir ze soen, et wiere Changementer bei hinnen an hirer Gesetzgebung a si géifen eis dat matdeelen, a si géifen eis och matdeelen, datt mir wahrscheinlech géifen zu engem Deel déi Zopp auszeläffe kréien, well d'Leit natierlech terribel rose wieren, well se eng Partie vu Leeschtungen net méi géife kréien, déi se bis elo haten.

Wat déi Froen ubelaangt: De President vun der Kannergeldkeess huet selbstverständlech an der Zwëschenzäit ewell e Bréif erëm zrëckgeschéckt un déi zwou Keesen, fir ze soen, datt se sech sollte gesinn. D'Keese selwer, sougutt a Frankräich, obscho se a Frankräich vill méi Fräiheeten hu wéi d'Lëtzebuerg Kannergeldkeess se huet, kënnen sech natierlech och net iwwer Gesetze ewechsetzen. Duerfir kënnen also déi zwou franséisch Keese mat där lëtzebuergescher Keess sech mateneen ënnerhalen iwwert d'Ausféierungen a wéi een dat am beschte ka behandelen. Mä awer natierlech kënnen déi den Dekret net ëmänneren, deen a Frankräich geholl gouf.

Zweete Punkt ass, datt Dir mech gefrot hutt, wéi et wier, ob de franséische Stat den Droit communautaire géif respektéieren. Or, do kann net d'Lëtzebuerg Regierung soen, ob den Droit communautaire respektéiert gëtt. Dat ass entweder d'Europäesch Kommissioun respektiv och nach de Geriichtshaff, oder awer d'Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants, déi am Artikel 80 vum Règlement 1408 dra virgesinn ass. Mä wéi gesot, ech kann net interpretéieren, ob dat richtig oder falsch ass.

Mir hunn awer gefrot bei eiser Inspection générale vun der Sécurité sociale, fir och do gesot ze kréien, wat déi Implikatiounen wieren, déi dat och kënn fir eis hunn, respektiv als Kannergeldkeess, respektiv och als Sécurité sociale hei vu Lëtzebuerg. Do waarde mer also drop, datt mer dat kënnen kréien. Wéi gesot, de President huet mech selbstverständlech doriwwer informéiert.

An dann och d'Fro, ob do kënnen Changementer gemaach ginn, dat kann ech natierlech net beäntworten, vu datt dat de franséische Législateur ass. D'Kannergeldkeess, zesumme mam Ministère, ass amgang en neit Gesetz ze schreiwien, wou mer eis mussen konform maache mat deem europäesche Règlement iwwert d'Prestations familiales an d'Prestations sociales, well



dat eng nei Direktiv ass, déi a Kraaft trëtt. Mir sinn amgaang dorunner ze schaffen.

Fir de Rescht ass et selbstverständlech d'Regierungserklärung, déi zielt. An et ass elo net haut oder muer, wou mer hei an engem Hauruckverfahren decidéieren, datt elo déi ganz Prestatioun vum Kannergeld géifen aneschtens opgedeelet ginn, respektiv mer aner Modelle géife fannen. Dat ass eng Fro, wa mer dat wëlle maachen, dann ass dat sécher och eng, déi ee muss méi a méi wäit diskutéieren, wéi nëmmen elo hei an engem Saz ze soen, elo maache mer dat alles aneschtens a mir maachen dat elo net méi.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir schléisst et awer net aus?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Alles muss een ëmmer kënnen zu all Zäiten diskutéieren. Wéi gesot, mir hu bis elo e Regierungsprogramm, un dee mer eis ze halen hunn. Do ass dat net virgesinn dran. Dat, wat mer bis haut net gekläert hunn, Här Meisch, Dir net a mir net, an ech weess och net, ob mer dat esou einfach géife kréien. Dir frot zu Recht: Ass dat do richtig am europäesche Kader? Dat ass natierlech och eng Fro, déi sech stellt, wann een op de Wee géif goen, deen Dir proposéiert hutt, fir Wunnengsgeld auszedeele. Ech mengen, datt dann déiselwech Fro sech och géife stellen, ob dat net gradesou gutt exportabel wier wéi dat anert et ass. Duerfir ass dat ëmmer alles komplizéiert.

Dee Moment, wou een esou eppes wëllt maachen, héiert dat sech heiansdo gutt un, mä herno, an der Realitéit, stellt et sech ganz séier eraus, datt et och aneschtens ass. Woubäi mer nach ëmmer och eng aner Meenung haten, well mer gesot hunn, dat do si Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hunn derzou bäigedroen, hei eise Rächtum ze schafen, da muss se och kënnen participéieren un deem, wat mer hei erschafft hunn. Mä, wéi gesot, fir dovunner elo vun haut op muer dee ganze System ze änneren, dat wäerte mer sécher net maachen.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Mir soen der Familjeminstesch Merci a géifen dann iwwergoen zu der Fro N°31 vum Här Roger Negri un den Aarbechtsminister iwwert d'Regionaliséierung vun der ADEM. An dann hutt Dir och d'Wuert, Här Negri.

- **Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin. De Chômage, deen hëlt ëmmer méi zou, a vill Leit sinn zu Recht besuergt, wéi et fir si perséinlech virugeet, wa se hir Aarbecht verléieren. Et ass ganz schlëmm, wann d'Leit hir Aarbecht verléieren, a wa Jonker emol net an den Aarbechtsprozess erakommen. Hei si mer alleguerten an der Gesellschaft gefuerdert ze hëllefen, fir dass d'Mënschen eng sënnavoll Aarbecht am Liewen hunn.

Et ass heibäi awer och gradesou wichteg, dass d'Leit ouni Aarbecht hiert Selbstwäertgefühl net verléieren. An engem Moment, wou d'Aarbechtsamt regelrecht iwwerlaff gëtt, ass et an deem Sënn fir all déi Implizéiert, souwuel fir déi eng, déi eng Aarbecht sichen, mä och fir déi, déi op der ADEM schaffen, schwéier, an aller Mënschewürd zesummen eens ze ginn. Duerfir muss onbedéngt op eng schnellstméiglech Manéier fir eng Entlaaschtung vun der ADEM gesuergt ginn. Hei wëll ech d'Déci-sioun vun der leschter Woch vun der Regierung ausdrécklech begréissen, en zousätzleche Réseau vu regionalen Agencé vum der ADEM ze schafen.

Ech wollt duerfir den Aarbechtsminister Nicolas Schmit froen, wou genau des regional ADEM-Filialen hikommen a wéini se operationell kënnen sinn? Fir hei fir e reibungslosen Oflaf ze garantéieren, ass et natierlech och néideg, dass genügend Personal an dese Filiale schafft, an och, dass des Büro permanent ze erreeche sinn, an net nëmmen, ënner Ëmstänn, eemol an der Woch.

Zum Schluss wollt ech nach den Aarbechts- a Beschäftigungsminister froen,

wéi e mat sengen Aarbechte vun enger genereller Reform vun der ADEM virukënn, a fir wéini mer mam Dépôt vum respektive Projet de loi rechne kënnen?

Villmoos Merci fir Är Äntwerten.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Negri. Domat geet d'Wuert dann un den Här Aarbechtsminister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Madame, Här Deputéierten, Dir hutt Recht, datt mer, wa mer vun Aarbechtslosegkeet schwätzen, net nëmmen vun Zifferen schwätzen, datt mer hannert deem Term e sozialen, ekonomesche Problem gesinn, mä virun allem emol déi Leit mussen gesinn, déi vun deem Problem betraff sinn. Leit, déi an der Angscht liewen. Leit, déi ganz oft an der Hoffungslosegkeet liewen, wann et lues a lues zu Enn geet mat den Indemnitéiten. Leit, déi och an engem Prozess sinn, wou se periodesch all dräi Woche convoquéiert ginn an net ëmmer dee Service kréien, op dee se eigentlech Recht hätten.

Dir verstitt also, datt ech emol éischtens alles wëll maachen, fir déi Aarbechtsplazen ze erhalen, déi ze erhale sinn. An duerfir geet et natierlech och drëm, wann et Entreprisé gëtt, déi absolut liewensfäeg sinn, och alles ze maachen, datt déi um Liewe kënnen gehal ginn, an datt déi Aarbechtsplazen, déi do en jeu sinn, och kënnen erhale bleiwen.

D'ADEM ass ganz kloer deenen Ufuerderungen duerch dee Chômage, dee vu Mount zu Mount an deene leschten zwielef Méint geklomm ass, net méi gewuess. Net, well déi Leit, déi do schaffen, eigentlech net géifen hiert Beschäftigung. Déi Leit ginn hiert Beschäftigung. Mä dat Beschäftigung geet einfach net méi duer, fir deenen Zuelen, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, wierklech Meeschter ze ginn. Wann een d'OCDE oder aner Rapporte liest, dann heescht dat, ee Placeur, eng Persoun, déi sech ëm en Demandeur d'emploi bekëmmert, därerf maximal honnert esou Demandeurs d'emploi traitéieren.

Hei zu Lëtzebuerg sinn dat der mëttlerweil 600, 700 a méi ginn. Dat weist also, datt et sech hei an der ADEM ëm eng Tâche impossible handelt. An duerfir gëtt et Zäit elo, wa mer wëllen deene Leit hëllefen, schnellstens erëm eng Aarbechtsplaz fannen, well ech muss soen, Aarbechtsplazen, och wann et méi schwierig ginn ass, déi sinn nach ëmmer do, da muss mer et also schnell fäerdeg bréngen, d'ADEM ze reforméieren.

Dozou gehéieren eigentlech véier Punkten. Dat ass: éischtens, méi Agencen; zweetens, méi Personal; drëttens, nei Methoden, eng besser Approche; a véiertens, natierlech en neie Projet de loi.

Éischtens, d'Agencen. Déi Gebaier, déi mer hunn, déi sinn dem Usturm vun Demandeurs d'emploi net méi gewuess. Wann ee weess, datt an engem Moien hei an der Stad heiansdo méi wéi 600 Leit duerch dat Gebai geschleist ginn, da weess een, wat fir Problemer a wat fir eng Tristesse och op déi Leit do zoukënn. Do ass et net méi méiglech, déi mat wierklecher Dignitéit, wéi Der dat an Ärer Fro gesot hutt, richtig ze empfänken, richtig ze guidéieren an och ze beroden.

Mir hu momentan, wann ech lech d'Chiffere ginn, zu Lëtzebuerg hei an der rue Bender 9.151 Leit inscrits, zu Esch 7.600, zu Dikrech iwwer 2.700 an zu Wolz 1.448. Duerfir ass déi éischt Prioritéit nei Agencen opzemaachen. Éischtens, well mer do duerch kënnen déi doten Agencen entlaaschten; zweetens awer och, well mer müssen e Service public de l'emploi erëm bei d'Leit bréngen. Mir brauchen hei d'Proximitéit. Et ass e Service public, an e Service public brauch Proximitéit.

Duerfir eng éischt Agence zu Déifferdeng, wou mer ons virgeholl hunn, déi capabel misst sinn, ongeféier 2.300 bis 2.500 Leit ze traitéieren. Do sinn eng Rei Gemengen drun ugeschloss. Et ass also net nëmmen fir Déifferdeng; obwuel ech muss soen, datt zu Déifferdeng eleng d'Zuel vun de Chômeuren iwwer 1.200 ass. Et ass also schonn eleng fir d'Gemeng Déifferdeng eng héich Zuel. Mir sinn do a Kontakt mat der Gemeng. Mir sinn och praktesch eens, wou Büroen disponibel sinn. Ech sinn also ganz frou, datt dee Projet funktionéiert.

Deen zweete Büro ass Diddeleng, wou mer och mat der Gemeng eng Rei Reuniounen haten, wou mer Büroen identifizéiert hunn, wat gutt kënn funktionéieren. Hei geet et ëm eng Rei Gemengen, déi sech un dee Büro kënnen uschlëssen. An dee Büro géif à peu près an deem Stand 1.700 Leit kënnen traitéieren.

Iwwert déi do zween Büroer kënnen mer haaptsächlech de Büro Esch entlaaschten, mä awer och e bëssen de Büro an der Stad.

Dir hutt mech gefrot: wéini? Meng Hoffnung ass, datt mer kënnen spëtstens am September déi Agencen aweien an operationell gestalten.

En drëttes Büro, deen ass virgesinn am Osten, hei hu mer d'Gemeng Mäertert-Waasserbëlleg identifizéiert. Firwat? Well se à la fois en Deel vun der Musel couvréiert an en Deel vun der Sauer-géigend, well se eng gutt Accessibilitéit huet, wat den Transport ubelaangt, a besonnesch, well hei einfach a schnell Büroen accessibel sinn. Modern Büroen, déi et erlaben, en effikasse Service hei anzerichten.

Hei ass an enger éischer Phas d'Intention à peu près 1.300 Dossieren. A wann ech Dossieren soen, dann handelt et sech natierlech drëm, Leit kënnen ze traitéieren. Dee Büro géif à peu près 14 Gemenge couvréieren.

An der Stad selwer ass virgesinn, eng Rei Servicier aus der rue Bender erauszehuelen, déi op eng aner Plaz ze bréngen. Deen éischten Déménagement, deen ass schonn envisagéiert. Do geet et drëm, en neit Gebai zu Stroossen fir déi Leit, déi reklasséiert sinn, fir dee Service dohin ze bréngen.

Nun, de Renforcement vun den Effectifer, dat ass eng logesch Konsequenz natierlech vun neien Agencen. Hei ass de Minimum...

(**Interruption**)

Jo. Hei ass de Minimum vu 35 Leit envisagéiert, déi d'nächst Woch d'Engagementen sollen ufänken. Déi Leit ginn dann an eng Formation gesat, a si sollen och am Juni respektiv spëtstens am September operationell ginn. A mir forméieren natierlech mat deene Leit, déi elo engagéiert ginn, a mat deenen, déi elo do sinn, nei Equipen, déi nei Methode sollen erprouwen, applizéieren, fir datt mer eben zu enger neier ADEM oder enger neier Administration de l'Emploi kommen. Dat ass dann den Objet vun deem zukünftege Gesetz, wou ech hoffen, datt mer dat kënnen am Hierscht hei presentéieren.

► **Une voix.**- Vill Chômeuren, laang Riedezäit.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Minister. Ech géif lech proposéieren, dass mer d'Froen N°6 an N°7 nach huelen, an da leie mer scho liicht iwwert där Zäit, déi mer eis gesat hu fir d'Froestonn. Mir kéimen dann un d'Fro N°6, dat ass d'Fro N°32 vum Här Henri Kox un den Nohaltegkeetsminister. Hei geet et ëm staatlech Hëllef fir d'Notze vun nohalteger Energie. An dann hutt Dir och d'Wuert, Här Kox.

- **Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, et ass un den delegéierten Nohaltegkeetsminister, wou déi Fro hei gestallt gëtt. A sech ass et en Thema, wou mer schonn des Öfteren driwwer diskutéiert hunn, sief dat an enger Chamberskommission, sief et am Rapport vum Médiateur, sief et an deene sëllegen Ufroen, déi d'Bierger ëmmer un d'Deputéierte stellen, nämlech ëm d'Ausbezuere vu Subventionen, insbesondere am Beräich vun den Ëmweltmoosnamen, déi getraff ginn, sief et fir erneierbar Energien oder sief et bei der Renovatioun vun Haiser.

Do gëtt geschwat vun Délaien iwwer méi wéi ee Joer. Dat ass einfach ze laang, wou mer d'Leit do waarden doen. Et gëtt och deels differenziéiert tëschent deenen Demanden oder ondifferenziéiert gekuckt tëschent deenen Demanden, déi net ganz komplett sinn, an deenen Demanden, déi komplett sinn.

Meng Froen a sech sinn déi folgend: Huet de Minister d'Prozedur iwwerkuckt, fir déi Délaien ze verkierzen? Respektiv gëtt nach eng Kéier iwwert déi eenzel Demandé gekuckt, wat a sech inhaltlech muss bäigeléiwert ginn? Heiansdo stellt sech d'Fro, dass do Saache gefrot ginn, déi a sech schonn am Virfeld eng Kéier eragi gi sinn, dass een net en double Emploi mécht respektiv dass endlech och vis-à-vis vun de Leit dobaussen eng Verkierzung vun deenen Délaien ka virgeholl ginn.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Kox. Da geet d'Wuert un den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Madame Presidentin, fir d'éischt eng Äntwert an engem Saz: Mir si bei allen Demandé fir Aiden no bäi. Dat heescht, maximal zwee bis dräi Méint hu mer de Moment Délaien, ausser bei der Albausanéierung a bei den neien Haiser; dat heescht Passivhaus an Niddregenergiestandard. Wat eigentlech och wéi deet. Dat ass ganz richtig.

Den Detail. D'Prime Cool, do - dat ass déi Prime fir Frigoen, Tiefkühler - si mer op ee Mount bäi. Allerdéngs muss een derbäi soen - an et ass eng Pist, déi mer verfollegen -, do kréie mer vu baussen technesch Hëllef, fir - dat sinn der ganz vill - déi sëllege Primé virunzeginn. Dat hu mer also erausginn.

Dann d'Prime CAR-e, d'Prime CAR-e plus, d'Autosprimen, vun deene vill geschwat gëtt. Dat ass d'Reglement vum 5. Dezember 2007. Do hu mer 7.000 Demanden insgesamt gehat fir d'Prime care; 760 fir d'Prime casse. An do sinn ech amgaang bei der Prime casse eng Instruction ministérielle ze huelen, fir deen Term am Règlement „simultanément“ ofzeklären, fir datt mer kënnen séier elo déi sëllege Demandé behandelen.

Dir wësst, datt d'Leit muss siwe Méint waarden. Da misst d'Destruction vum Auto am Fong simultan mat der Acquisitioun vun deem neie geschéien. Mir sinn amgaang och dee Problem ze léisen, esou datt mer do séier virukommen. Mä do si mer och bis den November 2009 eigentlech ansonste bäi.

Dann, wann ech d'Reglement vum 28. Dezember 2001 huelen, dat ass déi Prime d'encouragement écologique fir de Stroum, d'Fotovoltaik. Do sinn ech amgaang d'Demanden ze ënnerschreiwe vum Dezember. Do si mer also och ganz no bäi.

Dann d'Reglement vum 20. Abrëll 2009. Dat sinn d'Installations techniques, also Chaudières, Holzchaudières, thermesch Solaranlagen. Do si mer och bäi. Do ënnerschreiw ech elo de Moment d'Demanden, déi vum November, Dezember sinn.

Dat Eenzegt, wéi gesot, ee Joer circa, wou d'Leit mussen waarden op déi Primen, déi se gefrot hunn am Kontext vun der Albausanéierung an den Haiser, Passivhaiser an Niddregenergiestandard.

Dozou wëll ech Folgendes soen. Éischtens hu mer 63% vun den Demanden, déi mer kréien, déi net komplett sinn. Dat mécht ganz vill Misär. Mir hunn och elo e System, dee mer deemnächst vum nächste Mount u wäerten aféieren, datt mer soen, déi Demanden, déi net komplett sinn, datt mer déi direkt zréckginn an net se en Accusé de réception maachen an dann op eemol kënn een drun an da mierkt een, datt se net komplett sinn. Dat wëlle mer évitéieren. Dat ass eng vun de Pisten.

Eng aner Pist ass déi, datt mer wëlle kucken natierlech, fir Leit bäizekréien. An

d'Verwaltung seet, mir brächten 13 Leit, fir dat do korrekt ze maachen. Am Moment hu mer zwee Fonctionnaire mat enger ganzer Partie Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi e Contrat à durée déterminée hunn, a wou Der d'Nodeeler kennt. Wann ee Mënsch bis ugeléiert ass, da kritt en eng Plaz an da geet e fort.

An da besonnesch bei der Albusanierung brauche mer en Ingenieur. Mir hunn nëmmen een, deen den Dossier kuckt. Dee brauch zwëschen zwou a véier Stonnen, fir dat ze maachen. Mir kréien awer elo wéinstens do ee bäi. Dat ass also eng dréit Pist.

Eng véiert Pist ass déi, fir ze kucken, ob mer eis mussen Hëllef vu baussen huelen, well ech et an Zukunft net méi wëll akzeptéieren, datt mer esou laang Délaien hunn. Dat ass ganz korrekt. Also, mir hunn dat nach virun zwou Wochen diskutéiert, fir datt mer endlech esou e Mix kréie vun enger Rei vu Pisten, déi gräifen, fir datt mer an deem Kontext vun de Primé virukommen.

An da wëll ech als leschte Saz och derbäi soen, datt mer eis natierlech och Gedanke maachen, och am Kader vun deem Pakt fir Klima an Nohaltegkeet, dee mer och wëllen uleieren, wou een nach Primé kann adaptéieren an Zukunft.

Ech soen lech Merci.

► **Mme la Présidente.**- Villmools Merci, Här Minister, och dass Der déi véier Minute vun der Regierung pile op d'Minutt agehalen hutt. Mir kéimen dann zu eiser leschter Fro am Kader vun eiser aktueller Froestonn. An dat ass d'Fro N°33 vum Här Fernand Etgen un den Här Agrikulturminister iwwert d'staatlech Hëllef fir den Agrarsecteur. An dann hutt Dir d'Wuert, Här Etgen.

- **Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Madame Presidentin. An engem Pressecommuniqué vum 2. Oktober 2009 huet de Landwirtschaftsministère déi direkt national Mesuren - an ech betounen „direkt“ - ugekënnegt, fir de Baueren aus där miserabler Situatioun, an där der vill vun hinne sech befannen, ze hëllefen. An deem Communiqué gouf preziséiert, datt des Mesuren, wa méiglech, nach 2009 applizéiert géife ginn. Eng vun dese Mesurë war ee verbëllekten Tarif fir d'Waasser, dat an der landwirtschaftlecher Produktioun benotzt gëtt.

Ech wollt dofir de Landwirtschaftsminister froen, wou e mat der Ëmsetzung vun deser Mesure drun ass? Wéi gedenkt en des Mesure ëmzesetzen? No wéi engem Schema soll dee verbëllekten Tarif berechent ginn? Geet een a Richtung eenheetleche Präis fir d'Landwirtschaft am ganze Land oder hat de Minister éischer un eng fix Reduktioun geduecht? A leschten Enns: A wéi enger Zäitspan gedenkt de Minister dës vun him gemaachte Versprieche anzuléisen?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Etgen. D'Wuert geet dann un den Här Landschaftsminister.

(**Interruption**)

Landwirtschaftsminister, pardon.

(**Hilarité**)

Dat wier och schéin.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci un d'Presidentin, datt mer des Fro nach konnte maachen. Ech hat effektiv gesot, ech kéint nëmme bis hallwer véier hei sinn. Ech hu verlängert an de Rendez-vous geréckelt, fir op d'Fro kënnen ze äntwerthen.

Eng Fro iwwregens, déi ech och scho beäntwert hunn de leschte Mëttwoch an der Agrarkommissioun, wou den Här Etgen leider wéi och seng Fraktioun verhënnert waren, fir kënnen mat derbäi ze sinn, wou mer op déi Problematik vun deenen eenzelne Mesurë fir de Secteur vun der Agrikultur agaan sinn.

Effektiv, den 2. Oktober hu mer e Communiqué gemaach, fir drop anzugehen, wéi am Kader vun der Crise économique, déi 2009 jo virun allem op d'Landwirtschaft relativ grouss war, ze agéiere wier. Do hu mer eng Rei Punkten direkt ugepaakt 2009, mat dem Erhéijen an Zréckbezuere vun der Sécurité sociale, mat derniewent awer och dem Eropsetze vun den Taux wat d'Mëllechkontrolle betrëfft, awer och d'Eropsetze vun der TVA vun néng op zéng Prozent.

Bei deem ganze Package mat der Aktioun „Esou schmaacht Lëtzebuerg“, deen am Budget 2010 ageschriwwen ass, handelt et sech ëm ongeféier 2,5 Milliounen Euro. Et ass e Chiffer, deen Dir och kennt aus de Gespréicher, déi mer dacks haten. Et ass och deen dra vun effektiv der Tarification préférentielle vum Waasser fir de Secteur vun der Agrikultur.

Ee Projet, dee mer amgang sinn de Moment ëmzesetzen, zesumme mat dem Innenministère, an do virun allem mat der Administration de la gestion de l'eau. Eis Servicer hunn eng Note an och e Beispill proposéiert, wéi mer dës Virgoen an och des Volontéit vun der Regierung wëllen ëmsetzen. Well net nëmmen an deem Communiqué, mä och am Regierungsprogramm steet des Tarificatioun, déi speziell fir d'Landwirtschaft gëllt, dran. A mir sinn amgang, des ëmzesetzen.

Mir denken an eise Servicer, a mir hunn en Aarbechtsgrupp gebilt, zesumme mat dem Innenministère virzegoen, datt mer eng eenheetlech Tarificatioun fir d'Landwirtschaft duerch d'ganz Land kréien, iwwert dee Modell, dee mer amgang sinn erauszefannen, wéi mer effektiv kënnen eng Linn fannen zwëschen Autonomie communale, déi nach ëmmer besteet, wou déi eenzel Gemengen amgang sinn hir Präisser ze fixéieren, mä wou mer herno am Endeffekt awer erauskreie wëllen, datt an der Landwirtschaft een eenheetleche Präis am ganze Land bezuelt gëtt.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Minister. Iert mer elo weiderfuere mam Projet de loi 5951, géif ech lech nach gären eng Informatioun iwwert den Ordre du jour ginn.

7. Ordre du jour (suite)

Wat de Punkt vun de Konte vun der Chamber fir d'Joer 2008 ugeet, esou gesäit den Artikel 158 vum Reglement Folgendes vir: «L'apurement des comptes de la Cour se fait parallèlement à celui des comptes de la Chambre des Députés.» Well awer elo d'Konten vun der Cour des Comptes fir 2008 zwëschenzäitlech nach net duerch déi zoustänneg Kommissioun gaange sinn, misste mer dee Punkt vun de Konten vum Joer 2008 vun der Chamber vum Ordre du jour haut huelen.

Ech wollt lech domadder froen, ob Dir domadder averstane sidd?

(**Assentiment**)

Dann ass dat och domadder esou déciéiert.

Mir kéimen dann zum Projet de loi 5951 iwwert d'Zuchlinie Virton-Rodange an Arel-Rodange. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger an Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. An hie kritt och dann direkt d'Wuert zum Projet.

8. 5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Madame President, Kolleginnen a Kollegen, vum Projet, dee mer haut elo hei ofstëmmen an iwwert dee mer elo nach déi Diskussioun féieren, a wou ech hoffen, wou der alleguerten den Aval derzou gitt, ass de 4. November 2008 den Dépôt gemaach gi vum Minister. De Conseil d'État huet de 24. November 2009, also ee Joer an 20 Deeg drop, en Avis dozou ofginn. Den 23. September 2009 war ech zum Rapporteur bestëmmt ginn.

Dee Projet geet zréck op eng Konventioun vum 9. März 2008, wou den deemolege belschen Transportminister Leterme an de Lëtzebuerger Transportminister Lucien Lux eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, fir den Transport an der Groussregioun besser ze maachen.

Transport an der Groussregioun ass e grousst Thema. An ech wëll just nach eng Kéier mat de Chifferen drun erënneren. Hei a Lëtzebuerg kommen all Dag vill Frontalieren eran. 2006 waren et der 26.000 aus Däitschland, 32.000 aus der Belsch an 62.500 aus Frankräich. Elo zwee Joer méi spéit sinn et der laut Stateg 34.650 aus Däitschland, 37.000 aus der Belsch an 72.000 aus Frankräich. Wat also beweist, dass et wichteg ass, dass mer ëmmer méi transfrontaliären Transport op d'Bee setzen.

Et muss een och bei deemem Projet ënnersträichen, dass déi Relatiounen, déi mir jo mat der Belsch hunn, op Basis vum Vertrag vun 1922 iwwert d'UEBL zréckginn. E Vertrag, dee jo och schonn eng Kéier erneiert ginn ass, a wou een och net d'äerf vergiessen d'Deklaratioun vun der fréierer Regierung eng Kéier ze kucken, wou dra-stoung, dass d'Lëtzebuerger an d'belsch Regierung sech driwwer eens gi sinn: „pour suivre et intensifier encore davantage nos relations à tous les niveaux“, wéi déi zwou Regierungen dat deemools an der Gäichel festgehalten hunn, fir driwwer ze schwätzen, dass déi Accorden ëmmer besser musse ginn.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass dat Ganz drëm geet, fir éischtens d'Streck Lëtzebuerg-Virton. An do huet och de Statsrot herno gesot, mir hätten eppes am Intitulé vergiess, mir hätten am Intitulé vum ursprüngeleche Gesetz nëmme geschwat vu Rodange-Virton, et misst een awer och nach eng Kéier Rodange-Arel derbäisetzen. Dat hu mer och an der Kommissioun esou ugeholl, fir do aus deenen zwou Richtungen erbäi deen öffentliche Transport ze förderen a besser ze maachen.

De Lëtzebuerger Stat hält un deene ganzen Aarbechten an deene verschiddene Garen an op deene verschiddene Strecken deel mat enger Gesamtzomm vun 1,5 Milliounen. Esou dass et domadder méiglech ass, dass d'Frontalieren, déi aus der Regioun vu Virton respektiv vun Arel kommen, och besser op Lëtzebuerg kënnen kommen.

Ech mengen, dee Projet hei beweist, wéi wichteg et ass, dass mer och nach op anere Plaze vum Land, op anere Punkten esou éischtens d'Linnen a Stand setzen an awer och b) driwwer nodenken, Park&Riden ze maachen, ob dat am franséischen, am däitschen oder am belschen Deel ass, well dat mat géif derzou bäidroen, dass mer manner Stauen op der Autobunn hätten, an da gläichzäitig, dass mer och eppes géife maachen am Intérêt vum öffentliche Transport.

Ech géif domadder och d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Mir soen dem Rapporteur da Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an och kuerzen, awer prägnante mëndleche Bericht. Dat hei ass en Dossier, wou et ëm d'Mobilitéit, den öffentliche Transport geet, wat ee muss ënnerstëtzen. Insbesonnesch viséiere mer hei jo d'Groussregioun, d'Groussregioun, wou dann och ganz vill Frontaliere betraff sinn. Et geet hei drëms, fir engem Deel

vun de Frontalieren, déi aus der Belsch kommen, den öffentliche Transport méi attraktiv ze maachen, an duerfir kënnen mer also dee Projet och voll ënnerstëtzen an eisen Accord ginn.

Et ass natierlech dann och d'Hoffnung, datt herno d'Leit déi Chance notzen an dann och deen öffentliche Transport, deen da méi attraktiv ass, och benotze wäerten.

Op där anerer Säit wëllt ech awer och eng kuerz Remarque maachen, dat ass déi, datt mer och hoffen, datt déi Projeten esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn an datt do net nei Hürde kommen. Insbesonnesch wollt ech virdrun an der Froestonn d'Fro stellen - si ass net méi hei op den Ordre du jour komm, well mer d'Zäit iwwerschritt haten, da wäert ech se schrëftlech stellen -, mä net, datt mer Situatiounen kréie wéi zum Beispill an anere Projete vum öffentliche Transport, d'Gare-périphérique, wou dann, wann ech dat esou richtig konnt interpretéieren, wat den Här Lux d'lescht Woch gesot huet, zum Beispill de Finanzminister dat da jorelaang oder mindestens ee Joer scho géif blockéieren. Ech hoffen, datt dat wéinstens hei fir dese Projet net wäert de Fall sinn.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Berger. Den nächsten a leschten age-droene Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëllt ech dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass bei ëm déi 150.000 Frontalieren enorm wichteg, dass mer hir Mobilitéit nohalteg organiséieren aus ekonomeschen, mä net zulescht aus ekologesche Grënn, wou mer säit Kopenhagen méi wéi jee motivéiert musse sinn, fir bei eis doheem effizient géint de Klimawandel virzegoen.

Duerfir war et och gutt a richtig, dass eise fréieren Ëmwelt- an Transportminister Lucien Lux den 9. März 2008 mat sengem belschen Homologue eng Konventioun ënnerschriwwen huet, fir de grenziwwerschreidenden Voyageurszuchverkéier mat eise belschen Nopere ronderëm Rodange nohalteg ze verbessern. Als LSAP ënnerstëtze mer domat d'Lëtzebuerger Participatioun um Finanzement vun den Zucharrête vun Halanzey-Aubange a Messancy mat engem Montant wéi gesot elo scho vun 1,5 Milliounen Euro.

An deem Kader wollt ech dem Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler just zwou Froe stellen: Éischtens, well mer hei am Dräilännereck vun der Belsch, Frankräich a Lëtzebuerg leie mat Aubange, Longwy a Rodange, wäert et erfahrungsgeméis trotz der neier gudder Zuchverbindung net duergoen, déi wäit verspreeten Uertschafte komplett op den Zuch ze drainéieren. Hei war sengerzäit am Dräilännereck zu Rodange um Site vun der Rodanger Schmelz un engem Park&Ride mat Zucharrêt geplangt ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob dese Projet nach aktuell ass, a wann net, ob desen erëm kéint emol eng Kéier ënnersicht ginn, fir den „modal split“ nach zousätzlech an deem Eck do zugonschte vum Zuch ze verbessern.

An dann eng zweet Fro: De ganzen Trafic aus der Belsch, a mer hoffen, dass jo an Zukunft dann nach méi Trafic iwwert d'Schinn an eist Land erakënn, gëtt jo via Rodange zum gréissten Deel iwwer Péiteng op Lëtzebuerg drainéiert, an heibäi spillt natierlech déi nei Zweegleisestreck eng wichteg Roll, fir d'Capacitéit vun den Zuchfrequenzen héich ze halen.

An deem Kader wollt ech de Minister froen, wéi wäit d'Zweegleisegkeet zwëschen Péiteng a Lëtzebuerg schonn operationell ass, a fir wéini de Minister domat rechen, déi komplett Zweegleisegkeet bis op Hollerech a Betrib huelen ze kënnen.

Ech hu gesinn, dass iwwert dem Contournement vun der Areler Autobunn A3-A6 d'Preparatiounsaarbechte fir d'Anzée vun enger Bréck schonn amgang sinn. Bei der Iwwerquerung vun der Escher Autobunn, wou jo och eng Bréck muss gebaut ginn, do hunn ech kee Chantier gesinn.

Duerfir wär et interessant, wann de Minister eis e puer Detailler iwwert de Bau vun der ZweeGLEISEGKEET vu Péiteng op Lëtzebuerg kéint ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen dem Här Minister Merci fir d'Äntwerten.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Negri. Domat ass eis Riednerlëscht ofgeschloss an d'Regierung kritt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Madame Presidentin. Fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci fir seng effizient Aarbecht, an och der ganzer Kommissioun, datt mer dee Projet elo konnten esou schnell hei virukréien.

Ech krut vum Här Negri zwou Froen, prezis Froe gestallt. Déi éischt Fro, dat ass déi vum Park&Ride am Dräilännereck zu Rodange. Dee Projet huet effektiv par rapport zu den initialen zäitleche Projeten, souvill meng Informatiounen sinn, e wéineg Retard kritt, well do Terrainproblemer sech gestallt hunn. Mir si momentan amgaang ze kucken, datt mer déi Terrainproblemer, déi sech gestallt hunn, débloquent. Ech hoffen, datt dat eis relativ kuerzfristeg geléngt, well ech mengen, dat ass e Projet, dee scho Sënn huet a Wichtegkeet huet.

Déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt, dat ass déi vum der ZweeGLEISEGKEET vun der Péitenger Streck. Fir en général ze soen: Dat ass jo eng Streck, déi an zwou Phase gemaach gëtt. Déi éischt Phas, déi ass quasi ofgeschloss, éischt Phas, déi bis op Dippech geet. Déi zweet Phas, déi gëtt selbstverständlech elo an deenen nächste Méint weidergefouert. Mir sinn an dem provisoireschen Programm esou, datt mer denken, datt déi zweet Phas kéint 2013 ofgeschloss ginn.

Ech wëll awer net mech ëmmer definitiv op déi Schlussdatummen do festleeën, well ech jo och weess, wéi vill Problemer kënnen op Chantieren - an dat hei ass net nëmmen ee Chantier, mä dee besteet natierlech aus verschidden Etappen am Chantier -, wéi vill Problemer kënnen virkommen. 2013 ass also de geplangten Ofschloss. Ronn 66% vun dem techneschen Deel sinn also scho momentan erleedegt; dat anert bleift also nach an deenen nächste Joren ze maachen.

Elo hutt Der zwee prezis Punkten - elo geet et wierklech an d'Detailler -vun deem do Projet ugeschwat. Dat eent, dat ass dee vun der Helfenterbréck, wou effektiv amgaang ass geschafft ze ginn. Do gëtt awer momentan geschafft, wa meng Informatiounen gutt sinn, haaptsächlech aus deem Grond, well déi sougenannten Helfenterbréck soll frësch gemaach ginn an dee Rond-point do, well déi Bréck u sech net méi hält an net méi gutt ass. Duerfir huet dee Projet misse virgezu ginn. Dat ass e Projet, dee vu Ponts et Chaussées gemaach gëtt an dëser Etapp. Selbstverständlech, wann dee Projet gemaach gëtt, gëtt en esou gemaach, datt duerno och dat, wat ënnendrenner muss kommen, dann direkt mat calibréiert ass, fir dat Richtegt ënnendrenner ze bauen. Dat schéngt mer logesch ze sinn.

An déi aner, deen zweete mat der Escher Autobunn, ech mengen, dat ass dann eng vun den Etappe vum klassesche Péitenger Projet, wou mer an deem normale Rhythmus weiderfuere. Do kann ech Iech awer leider elo net soen, a wat fir enger Zäitspan déi do Etapp wäert gemaach ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dee Projet.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun elo ofgeschloss a mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Den Text steet am Document parlementaire 5951².

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno d'Votes par procuracion.

D'Resultat ass folgend: Jo-Stëmmen Oui, Non-Stëmmen Non. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif: le projet de loi 5951 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kéimen direkt zum Projet de loi 6045 iwwert den Hafe vu Mäertert. Och dës Riedezäit ass nom Basismodell festgellecht.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Madame Presidentin, wann Der mer erlaabt!

► **Mme la Présidente.**- Jo?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hutt gesot, dass d'Jo-Stëmmen mat Oui beäntwert wäeren, an d'Nee-Stëmmen mat Non.

► **Mme la Présidente.**- Dat eent hat dat anert scho bal implizéiert, mengt Der.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, wéi hu mer et? Et wär awer net onwichtig ze wëssen, wéi et adoptéiert ginn ass.

► **Mme la Présidente.**- 60-mol Jo.

► **Une voix.**- 60?

► **Mme la Présidente.**- Jo. Wéi hat ech da gesot?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hat gesot, Jo mat Oui, Nee mat Non.

► **Mme la Présidente.**- Ah bon. Also, et gouf keen Doute.

(Hilarité)

Et gouf keen Doute. Merci, Här Bettel.

Da géife mer elo weiderfuere mam Projet de loi 6045 wéi gesot iwwert den Hafe vu Mäertert. Och hei hu mer de Basismodell, wat d'Riedezäit ubelaangt. Mir hu bis elo als ageschriwwen Riedner: den Här Spautz, den Här Etgen an den Här Scheuer. An d'Wuert huet als Éischten natierlech de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mäertert

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vum Gesetz iwwert den Hafe vu Mäertert ass den 18. Mee 2009 den Dépôt gemaach ginn, an de Conseil d'État huet de 24. November 2009 säin Avis dozou ginn.

Den Objet vun deem Projet ass d'Exploitation vum Hafe vu Mäertert. Et geet drëm, well den Hafe vu Mäertert ass ee vun den Haaptëmschlagplaze vun der Sidérgie. D'Moderniséierung vun der Schinneninfrastruktur an d'Vergrößerung vun der Schinneninfrastruktur ass den Inhalt vun deem Projet. Et komme véier zousätzlech Gleiser: dräi fir d'Hafegesell-

schaft an ee fir den Déchargement vun Tanklux.

Ech wëll awer preziséieren, well déi lescht Deeg, Wochen a Stonne ganz vill doriwwer spekuléiert gëtt, ob dat eppes domat ze dinn hätt mat der Vergrößerung vun den Tanken zu Mäertert: Dat huet iwwerhaupt näischt domat ze dinn. Dat hei huet just domat ze dinn, dass d'Schinneninfrastruktur am Hafen an d'Rei gesat gëtt.

Et muss een och nach eng Kéier dorun erënneren, an de Projet de loi beweist dat ganz gutt opgrond vun den Zuelen, wat d'Entstehungsgeschicht ass vum Hafe vu Mäertert: dass deen de 27. Oktober 1956 duerch eng Konventioun vun deenen dräi Länner Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg komm ass, dass deen Traité de 26. Dezember 1956 ratifizéiert ginn ass an dass et lassgaangen ass mat den Aarbechten 1958, fir dass 1964 déi éischte Kéier Schëffer do gefuer sinn.

D'Gesellschaft u sech ass den 3. Juli 1964 gegrennt ginn a baséiert op enger Konventioun zwëschen dem Stat an der Hafegesellschaft. Déi Konventioun ass de 4. August 1963 ënnerschriwwen ginn an huet eng Durée bis den 3. August 2062. Dat heescht, dat ass bal genau eng Durée vun 99 Joer. An et ass och do wéi bei allen anere Konventiounen, dass déi och duerno nach eng Kéier ka verlängert ginn.

Den Terrain an d'Installatiounen sinn d'Propriétéit vum Stat. Déi Gesellschaft setzt sech zesummen zu 1.000 Aktie vum Stat, 800 vun ArcelorMittal, 100 vun der Dexia.

Do war eis dann e klengen, nun net e klenge Feeler, mä wéi de Projet deponéiert ginn ass, huet déi Bank nach Fortis geheescht. Haut heescht déi Bank net méi Fortis, an duerfir hu mer Iech och en Erratum nokomme gelooss. Haut heescht déi Bank BGL BNP Paribas Lëtzebuerg, sou dass mer och duerfir den Erratum hu missen am Projet abauen. Mä wéi de Projet deponéiert ginn ass, war et nach d'Fortis. Duerfir wëll ech och direkt dorop opmierksam maachen. Dir hutt dat och am Rapport extra eng Kéier nogeschéckt kritt, dass eis do dee Feeler ënnerlaf war.

Den Hafen u sech läit zwëschen Gréiwemaacher a Mäertert. En huet eng Längt vun 3,3 km an eng Fläch vun 65 ha. Et si 1.600 Quaimauern do, fir och eng Kéier déi Zuelen ze ënnersträchen. Et leien 18,5 km Gleiser do, an et si d'Stroossen do an der Längt vu sechs Kilometer.

Et ass also elo wichtig, dass mer deen Ausbau maache vum Mäerterter Hafen, well et dorëm geet, fir och den Haaptëmschlagplaz vun der Sidérgie, ob dat elo de Schrott ubelaangt oder all dat anert Material, wat ukënnt, a wéi gesot, och fir dass de Stockage besteet fir d'Sociétéit Tanklux, déi och am Hafeen usiesseg ass.

Ech wëll och drun erënneren, dass nach d'Etüd Planko virläit. Déi Kolleegen aus dem CPI hu sech schonn öfters mat der Etüd Planko beschäftegt, well de CPI hat do eng Kéier an Optrag gi beim Etüdebüro vun Essen, fir driwwer ze kucken, wat alles an Transportkäschte mat dran ass. D'Kolleegen aus dem CPI haten dat net méi spéit wéi virun dem 15. Mee 2009 och eng Kéier um Ordre du jour, fir doriwwer ze schwätzen, fir do och eng Kéier all déi Vergläicher kënnen ze maachen, wat am Fluvialtransport dran ass, wéi deier deen Transport ass an dass deen och vill méi bëlleg ass, wéi wa mer dat op d'Schinn oder op d'Strooss setzen, an dass et duerfir och wichtig ass, dat alles op de Wee ze bréngen, an dass et duerfir och wichtig ass an dat ënnersträicht, dass mer alles muss maachen, fir dass den Hafen och an Zukunft nach déi Ëmsetzung huet an déi Kraaft huet an deen Intérêt an interessant ass, fir dass d'Leit dohinnerkommen.

Ech wëll och ënnersträchen, dass dat Ganzt Fraisé mat sech bréngt vu 86.250.000 Euro, awer elo net an enger Kéier, mä dass een dat muss am Horizont 2012/13 gesinn, wou da muss ugefaange ginn, an dass et och wichtig ass, iwwert dat eraus vun der Schinn och nach ze ënnersträchen, dass och nach verschidde Stroossen an d'Rei gemaach ginn.

Ech géif Iech domadder soen, dass den Avis vum Statsrot ganz favorabel war. An

do hu mer och just gesot kritt, mir missten eng aner Determinatioun am Artikel unique maachen. Mir hunn awer als Kommissioun festgehalen, zwee Artikelen ze maachen: en Artikel 1, dee seet, dass et wichtig ass, de Mäerterter Hafen auszebaue fir d'Besoinen an den Développement vun der Lëtzebuurger Ekonomie; an en Artikel 2, wou mer soen, dass et och wichtig ass, dass de Stat déi Méiglechkeeten huet, fir kënnen an den Hafen esou ze investéieren, fir dass och den Hafen an Zukunft souwuel am Stroossen- wéi och am Schinnentransport, dee gebraucht gëtt, fir d'Schëffer ze läschen, fir dat dann och kënnen ze maachen.

Domadder géif ech Iech Merci soen an och d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Rapporteur. Den éischten agedroene Riedner ass den Här Etgen.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dem Rapporteur, dem Kolleeg Marc Spautz, Merci soe fir säi prezisen, klaren a komplette schrëftleche wéi och mündleche Rapport. Ech mengen, ech wëll och soen, datt d'Demokratesch Partei och mat den Investitiounspläng an de Moderniséierungspläng vum Mäerterter Hafen d'accord ass, fir d'Zukunft, déi wirtschaftlech Zukunft vum Mäerterter Hafen ofzesécheren.

Ech wëll domadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Etgen. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt soen ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Marc Spautz, Merci fir dee komplette schrëftlechen a mündleche Rapport. Iwwert de Projet de loi 6045 kritt de Stat d'Méiglechkeet, fir an d'Moderniséierung an an d'Verbesserung vun den Infrastrukture vum Mäerterter Hafen ze investéieren. An zwar sinn dat 86.250.000 Milliounen Euro. Dat ass schonn en héijen Invest.

Et gëtt keng Vergrößerung vum Hafegelänn, dat ass net méiglech. Mä et geet virun allem ëm den Ausbau vum Schinnenetz a Stroossennetz am Hafegelänn. Véier nei Eisebunnsträng gi verluecht. Dovu sinn der dräi fir d'Hafegesellschaft, déi de Site géréiert, e Site vun ëmmerhi 65 ha, déi vun den Entreprisé Luxport, Tanklux a verschiddene klengere Gesellschaften exploitéiert gëtt. Een neie Strang ass fir d'Tanklux, déi an engem Joer ronn 500.000 Tonne Pétrolsprodukter importéiert an 63.000 m³ stockéiert.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier op d'Problematik vum Ausbau vun de Capacitéiten vun der Tanklux hiweisen. Et ass gewosst, datt d'Erweiderung vun de Stockageméiglechkeeten vun de Pétrolsprodukter mat ekologesche Risike verbonden ass. Et entsti Gefore fir d'Ëmwelt. Et entstinn awer och Risike fir déi Leit, déi zu Mäertert an zu Gréiwemaacher wunnen, an net zulescht fir déi direkt Noperen op der däitscher Säit vun der Musel. De Wirtschaftsminister ass amgaang, no alternative Standuerter ze sichen, well him d'Problematik bekannt ass.

Wann de Site Mäerterter Hafen trotzdem erweidert gëtt, da mussen d'Ëmweltrisike mat dem Afloss op d'Liewensqualitéit realistesch ageschätzt ginn, an doropshin dee beschte Konzept ëmgesat ginn, fir d'Gefore fir d'Leit an d'Natur ze vermeiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schëffahrt spillt eng wichtig wirtschaftlech Roll fir Lëtzebuerg. Den Trans-

port um Waasser ass awer och déi ekologeschst Form vun Transportmëttel. Dat soll net vergiess gi bei allen Debatten iwwer méiglech Nuisancen.

Den Hafen ass zënter enger Zäit och direkt betraff vun der Wirtschaftskris an dat an engem dramateschen Ausmooss. E Réckgang vun 42% vun den Aktivitéiten ass ze verzechnen. Iwwer den Hafe gëtt d'Lëtzebuerger Stolindustrie mat alem Eise versuergt. Richteg Schrottbierger lagere am Hafen, deen d'Kris an der Sidéurgie voll ze spiere krut. D'Personal mécht scho laang Kuerzaarbecht. Émmerhi schaffe méi wéi 350 Leit am Hafen. De Site ass also och wichteg fir den Aarbechtsmaart am Oste vum Land an an der Grenzregioun. Den Invest, deen elo geplangt ass, erhéicht d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren an ass absolut ze begrëssen.

Ech bréngen heimat dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Scheuer. Den nächsten a leschten agebroene Riedner ass den Här Léon Gloden.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech wëll och kuerz op déi Problematik vun den Tanken agoen. De Kolleg Ben Scheuer huet et kuerz ugeschnidden. Och wann dat hei net zur Debatt steet, wëll ech awer eng kéier drun erënneren, datt eng national Léisung sech och am Kader vun enger nationaler Solidaritéit muss zréckspigelen. Et kann net sinn, datt zwou Uertschaften de Fardeau vun där ganzer Charge sollen droen, well do komme soss eng ganz Rétsch Nuisancen op d'Awunner vun de Gemenge Mäertert a Gréiwemaacher a vun de Grenzgemengen zou.

Ech hat och an dësem Besuch eng Question parlementaire un de Minister fir d'Ekonomie gestallt. Leider war do d'Antwort e bëssen évasiv. Ech ginn ze bedenken, datt no mengen Informatiounen eng Distanz vu 500 Meter muss berücksichtegt gi vis-à-vis vun der éischter Habitatioun, an datt dat an dësem Fall muss ganz genau gepréift ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Gloden. Domat huet dann d'Regierung d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci. Zum Projet selwer wëll ech soen, datt ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Och hei ass e Projet, dee schnell konnt goen. Dat hei ass jo elo net e Projet, wëll ech awer eng kéier prezisieren, deen Autorisatioun gëtt zum Financement fir deen een oder anere Bau, mä et ass a sech e Projet, deen eis an dem Gesetz vum Port de Mertert d'Méiglechkeet gëtt, fir als Stat eng Rei finanziell Engagementer ze maachen.

Finanziell Engagementer, déi, wa se iwwer 40 Milliounen pro Projet sinn, da mussen nach eng kéier als Bauprojet an d'Chamber kommen, respektiv déi wäerte figuréieren an der Loi budgétaire, wa se ënnert deem Montant sinn. Dat wollt ech just zur Clarificatioun vum Gesetz nach eng kéier hei soen.

Fir de Rescht, déi Remarquen, déi gemaach gi sinn, sinn der elo eng Rei, déi net onbedéngt de Ministère du Développement durable direkt concernéieren, duerfir ginn ech net weider dorobber an.

Ech soen lech Merci alleguer fir d'Ënnerstützung vun deem Projet.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Minister. Domat wiere mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a kéimen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 6045.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno d'Votes par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6045 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Basseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 6034 iwwer d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwer d'Quecksëlwer. Och hei hu mer als Riedezäit de Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri, an d'Wuert...

(Interruption)

...an den Här Huss. Dir waart nach net hei drop, Här Huss. D'Wuert geet dann als éischt un de Rapporteur vum Projet de loi, dat ass den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. 6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et handelt sech heibäi ëm e Projet de loi, ëm d'Ëmsetzung vun dem Reglement 1102/2008, dat de Verbuet vum Export vu Quecksëlwer a senge Verbindunge wéi och de Stockage vun dëser geféierlecher Substanz an de Mëttelpunkt réckelt.

Den Europäesche Conseil vun den Ëmweltministere an d'Europaparlament hunn den 22. Oktober 2008 eng gutt Viraarbecht geleescht. De Projet de loi gesäit och d'Identifikatioun vun de kompetenten Autoritéiten fir d'Exekutioun vum Reglement vir. Dierneewent ginn och d'Infraktiounen, déi sech bei der Applikatioun vun dem Projet de loi erginn, preziséiert.

De Gesetzesprojet selwer ass de 27. Abrëll d'lescht Joer vun dem deemolegen Ëmweltminister hei an der Chamber déposéiert ginn. Niewent dem Exposé des motifs louch och de Commentaire vun den Artikelen derbäi. An der Réunioun vun der Kommissioun fir nohaltege Entwécklung vum 23. September sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Niewent dem Avis vun dem Statsrot, deen de 6. Oktober eragereecht gouf, sinn och d'Avisé vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce de 25. November consultéiert ginn, an de Rapport ass an der Réunioun vum 10. Dezember 2009 ugeholl ginn.

Wann een e Bléck zréckwerft, da kann ee gesinn, dass sech d'Europäesch Kommissioun schon am Oktober 2006 mat dem Verbuet vum Export vu Quecksëlwer aus der Europäescher Unioun eraus, an dat vun 2011 un, beschäftegt huet. Am weidere Verlaf vun den Aktivitéiten soll dann och derfir gesuergt ginn, dass et zu engem weltwäite Verbuet vun dem Asaz vu Quecksëlwer kënn. An der Kommissioun ass eis gesot ginn, dass den Asaz vu Quecksëlwer an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus réckleefeg wier, wat jo eng gutt Saach ass. Momentan läit de Verbrauch bei ronn 2.400 Tonnen am Joer.

De Quecksëlwer a seng Verbindunge gi bei der Gewënnung vu Gold wéi och bei der Produktioun vu PVC agesat. An Europa fanne mir e virun allem bei der Produktioun vu Soda a Chlor. Ongeféier 240 Tonne Quecksëlwer pro Joer gi bei eis am Land duerch de Recycling an der Super-DrecksKëscht récupéréiert an exportéiert, fir duerno entsuergt ze ginn. Notamment an den Neon-Tuben an an den Energiespuerluuchten ass Quecksëlwer enthalten.

Am internationale Kontext huet den UNO-Conseil fir Ëmwelt zu Nairobi a senger 25. Sessioun am Februar d'lescht Joer festgehale, dass et zu engem multilateralen Accord mat Bezug op déi weltwäit Uwendung vu Quecksëlwer komme soll a muss. Dësen Accord soll virun allem zu enger drastescher Reduktioun am Verbrauch vu Quecksëlwer féieren, den internationalen Handel aschränken, de Stockage vun den Déchete méi genee gestionnéieren an déi mat Quecksëlwer contaminéiert Plazen entsuergen. An där ginn et der vill op dëser Welt.

An hirem Communiqué de presse weist sech d'Weltgesundheitsorganisatioun OMS erfreet iwwer dës wichtege an nohaltege Schrëtt. Ech mengen, ech soen lech näischt Neits, wann ech op d'Geféierlechkeet vu Quecksëlwer hiweisen, net nëmme fir de Mënsch, mä och fir d'Déieren- an d'Planzwelt wéi och fir d'Biodiversitéit.

Well de Quecksëlwer sech an der Chaîne alimentaire konzentréiert, stellt hie fir d'Mënschen a fir d'Déierewelt ee Laangzäitrisiko duer. A staarkem Mooss sinn d'Fësch am Séisswaasser wéi am Mier mat dëser toxescher Substanz belascht. Domat passt dësen Engagement, dee mir haut huelen, gutt an d'Europäesch Joer vun der Protektioun vun der Biodiversitéit. Mir dierfen och net vergiessen, dass de Quecksëlwer, wann en an d'Natur kënn, sech zu dem toxesche Methylquecksëlwer transforméiert an et zu enger geféierlecher Contaminatioun mat der Liewensressource Buedem kënn.

Wat elo de Reglement ubelaangt, wëll ech hei nëmmen déi wichtegst Elementer eraushiewen, ma et kann een all déi aner Punkten am schrëftleche Rapport noliesen. Vum 15. März 2011 u soll et zum Exportverbuet vu Quecksëlwer aus der Europäescher Unioun kommen. Vun deem Datum un dierfen och keng Quecksëlwerverbindunge fir den Zweck vu Recherche an Entwécklung am Beräich vun der Medezin exportéiert ginn. Och gëtt de Beräich vun den Déchete mat Quecksëlwer reglementéiert. De Quecksëlwer kann a speziellen, duerfir ausgewisene Salzminen oder an déiwe Fielsoformatiounen fir ëmmer ofgelagert ginn, oder an Uewerflächereservoirien, awer nëmmen ënner bestëmmte Sécherheetskriterien.

Déi europäesch Memberstate si gehalen, all wichteg Informatiounen iwwer de Stockage der Europäescher Kommissioun matzedeelen. Bis spéitstens den 1. Juli 2011 mussen all Importateuren, Exportateuren an Exploitanten der Europäescher Kommissioun déi néideg Informatiounen iwwer den Import an Export vum Quecksëlwer matzedeelen. Ënner anerem muss si matzedeelen, mat wéi Länner se kooperéieren a wéi Mengen zu wéi Präisser gehandelt gi sinn.

Dat ausgemeachtent Zil vum Reglement ass eendeiteg: D'Europäesch Unioun wëllt den Handel mat Quecksëlwer a senge Verbindunge ganz verbidden. Deen éischte Rapport heizou muss d'Europäesch Kommissioun dem Europäesche Conseil bis de leschte Januar, den 1. Januar, pardon, 2010 ënnerbreeden. A bis zum 1. Juli dëst Joer muss d'Europäesch Kommissioun dem

Europaparlament an dem Conseil e Rapport iwwer den Avancement vun dësen Engagementer virleeden, an dat, wat d'Europäesch Unioun betrëfft wéi och de weltwäiten Niveau. Opgrond vun dësem Rapport soll da bis de 15. März 2013 eng Verbesserung vun dem virleiden, dee mer haut hei stëmmen, Reglement geholl ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vun dësen Informatiounen geleet, huet d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung de Projet de loi liicht ofgeännert. Am Artikel 1 ginn d'Kompetenze vun den Autoritéiten festgeluecht, déi sech mat dem Exportverbuet beschäftege sollen. Dat sinn hei am Land d'Ëmweltverwaltung an d'Inspection du Travail et des Mines, ITM.

Den Artikel 2 behandelt d'Feststellung an d'Recherche vun Infraktiounen. Do sinn d'Administration des Douanes et des Accises, d'Ëmweltverwaltung an d'Inspection du Travail et des Mines implizéiert. Déi Fonctionnaires, déi mat dësen Aufgaben beoptraagt ginn, hunn „Qualification d'officiers de police judiciaire“.

Am Artikel 3 ginn d'Konditiounen festgehale, no deenen déi am Artikel 2 genannte Fonctionnaires den Accès zur Installatioun um Terrain fir e Contrôle kréien. Et gëtt hei ënnerscheed tëschent zweeërlee Gebaier: wou Mënsche wunnen oder net. Am éischte Fall dierf eng Visite nëmmen tëschent sechs Auer moies an aacht Auer owes geschéien, am zweete Fall, do wou keng Mënsche wunnen, kënnen dës Kontrollen Dag an Nuecht duergéféiert ginn.

Am Artikel 4 ginn d'Modalitéiten festgeluecht, wéi Piécé bei der Kontroll virgeluecht mussen ginn. Ënner anerem kënnen dat sinn: Dossieren, Registeren an Dokumenter fir d'Ënnersuchung wéi och Prouwen, fir eng Analys ze maachen. Fir all Exportateur, Importateur oder Propriétaire vun toxesche Chemikalië gëllt, dass si de Kontrollorganen hir Aufgab vereinfache sollen a mussen.

Am Artikel 5 gëtt am Speziellen op den „Droit d'agir en justice“ fir déi agréiert Ëmweltassociatiounen higewisen. Dës kënnen Asproch erhiewen, wa si sech duerch den Handling oder Stockage vun dëser geféierlecher Substanz bedréit fillen. An am leschten Artikel ginn dann explizit Strofe genannt, déi ee sech zouzéie kann, wann ee géint de Gesetzestext verstéisst. Dës Strofe kënnen sinn: eng Prisongstrof vun aacht Deeg bis zu engem Mount an eng Amende vun 251 bis 50.000 Euro.

Mat dësen villen techneschen Detailer zum Gesetzesprojet bréngen ech och elo den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Ech maachen dat hei vun der Plaz. Wann et ëm e Sujet aus dem Ëmweltberäich geet, dann ass den Här Oberweis eppes esou wéi déi lieweg Wikipedias-Encyclopédie hei aus der Chamber, an ech wëll him villmools Merci soe fir déi ganz interessant Ausféierungen hei iwwer Quecksëlwer. Awer och säi Rapport, deen hie gemaach huet, dee schrëftlechen a mëndlechen zum Gesetzesprojet, ass exzellent, esou wéi mer dat bëi him gewinnt sinn.

Eng eenzeg Remarque wëll ech dozou maachen. Et ass esou, datt mer hei en europäescht Reglement ëmsetzen, dat heescht, et kommen erëm nei Aufgaben zou op d'Verwaltungen, haaptsächlech d'Ëmweltverwaltung. Duerfir d'Fro, wat dat hei herno bedeit. Wéi vill Personal brauche mer hei zousätzlech an der Verwaltung, fir esou en Dossier oder esou eng Ëmsetzung vun engem Reglement kënnen ze bewerkstellige?

Dat gesot, géif ech awer och den Accord vu menger Fraktioun heizou abréngen, ëmsou méi, well et jo hei och ëm eng geféierlech Substanz geet. Dat Reglement hei, dat bedeit e Plus fir d'Sécherheet vun de Mënschen, Fauna a Flora, an duerfir also eisen Accord zu deem Projet.



Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Och ech wëll dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir säi gewinnt exzellente Rapport a ginn heimat den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Negri. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den Här Jean Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dann och direkt hei konstruktiv ufänken, andeem datt ech soen, datt och déi gréng wäerten dëse Projet de loi hei stëmmen. Ech wëll awer derbäi e puer kritesch Bemerkunge maachen an deem Sënn, datt ech soen, datt dat heiten, wat mer hei ofstëmmen, zwar e richtege Schrëtt ass, mä e ganz kleng Schrëtt, fir zur Reduzéierung vum Quecksëlvergebrauch ze kommen europawäit. Et ass e kleng Schrëtt, et ass e richtege Schrëtt, mä e geet bäi Wäitem net duer. A wat op jiddwer Fall noutwendeg ass, ass dat, wat de Rapporteur hei och scho gesot huet, datt ass, datt et an zwee, dräi Joer, et am Joer 2013 muss zu enger Revisioun vun dëser Konventioun hei kommen.

De Rapporteur huet gesot, datt et sech ëm e geféierleche Stoff handelt, wat jo och hei répétéiert ginn ass. Ech wëll awer hei derbäi soen, datt et sech ëm den drëttergeféierleche Stoff handelt, deen et iwwerhaupt gëtt. Datt heescht, fir d'éischt kennt de Plutonium als geféierleche Stoff, duerno kennt eng Bakterie, wou ech mengen, datt et de Botulinum ass, an als Drëtt kennt de Quecksëlwer als geféierleche Stoff. Quecksëlwer ass en Zellgëft, et ass en Enzymgëft, et ass en Immungëft, et ass en Hormongëft an et ass e Nervegëft. A senger Funktioun als Nervegëft ass et bekannt.

De Rapporteur huet geschwat vun der Belaaschtung vun der Nahrungskette, vun der Chaîne alimentaire duerch Quecksëlwer. Déi ass no Erkenntnisser vun der UNO oder zum Beispill vun der U.S.-EPA hautdésdags esou schlëmm, datt se dovun ausginn, datt all aacht Kand an den USA haut esou quecksëlwerbelaascht op d'Welt kennt, datt et sech net méi kann normal entwéckelen. An et gëtt also gewarnt virun allem viru Quecksëlvergebrauch, an déi Wëssenschaftler warnen duerfir, datt et direkt muss zu Reduzéierung komme vum Quecksëlvergebrauch, well déi Chaîne alimentaire weltwäit schon esou belaascht wier.

Dat gesot, wëll ech e puer Remarqué just zum Rapport maachen. Eng Remarque, fir ze soen, datt am Rapport déi Haaptquellen hei an der EU opgezielt ginn. Natierlech ass eng vun den Haaptutilisatiounen d'Industrie du chlore. Datt ass ganz richtig. Da gëtt am Rapport awer gesot, déi zweetgréisste Source, déi zweetgréisst Utilisatioun ass den Amalgam dentaire, Plombage dentaire. A méi gëtt am Rapport dozou net méi gesot, obschonn et déi zweetgréisste Source ass vum Quecksëlwer hei an Europa.

Ech kéint lech och d'Zuelen an d'Tonnagé soen, wéi dat ass. Hei zum Beispill kann een europawäit soen, datt insgesamt am Joer 2006 tëschent 2.200 an 3.500 Tonne Quecksëlwer an de Mënn, an de Plëmb vun de Leit waren, jee nodeem, ob een d'Europa vun de 15 hëlt oder vun de 27. Dat nënnen, fir eng Gréissenueerdnung ze ginn. Déi si jo am Moment do stockéiert. Si si stockéiert an de Plëmb vun de Leit am Mond, obscho gesot gëtt, datt dat extrem geféierlech ass, dee Produkt, dee Quecksëlwer, an obscho gesot gëtt, datt e muss ënnerierdesch a Salzminne sécher gelagert ginn. Et gëtt just eng Plaz, wou de Stockage kee Problem schéngt ze maachen, dat ass an den Zänn vun de Leit, wat trotzdem e weíng cocaine ass.

Natierlech ass et wichtig, datt e muss op eng sécher Aart a Weis stockéiert ginn. An och, wann et zu engem Amalgamverbuert

géf kommen europawäit, wat iwwerregens wichtig wier, well dat géif erlaben, direkt déi zweetgréisste Source ze reduzéieren, wann et zu engem Verbuert géif kommen... An et gëtt jo Leit, déi eis dat scho virgemaach hunn. Schweden huet d'lescht Joer Amalgam am Mond verbueden, Norwegen huet virun zwee Joer Amalgam verbueden, Dänemark huet et d'lescht Joer verbueden. Datt heescht also, wann esou Mesuré géife geholl ginn, da kéint ee ganz séier zu enger Reduktioun vu ganz villem Quecksëlwer an Europa kommen, deen dann och keng Gesondheetsschied méi géif maachen.

Well wann ech lech virdrun opgezielt hunn, a wéi engem Sënn et héichtoxesch ass, da musst Der lech jo kenne virstellen, wéi vill Krankheete kënnen duerch Quecksëlwer an de Mënnern vun de Leit lues a lues op laang Zäit provoziert ginn. Doriwwer wëll ech elo keen Exposé halen, mä do géif et genuch ze soen.

Wann een zum Beispill d'Neurotoxicitéit hëlt, gëtt Quecksëlwer haut verdächtigt vun deene gréisste Wëssenschaftler - ech hunn eng Etüd hei aus dem Joer 2007 vun deene beschten amerikanesche Wëssenschaftler vun allen Universitëten aus den USA -, gëtt an Zesammenhang bruecht mat neurotoxesch Kannerkrankheeten, dat heescht vu Retard intellectuel, vun IQ, dee ganz niddreg ass, vun ADHS, vun Hyperaktivitéit an Opmierksamkeetsstéierung, vun Autismus vun de Kanner. Mä et gëtt och a Verbindung bruecht, neurotoxesch gesinn, mat enger Rei vun neurodegenerativen Erkrankungen, wéi beispillsweis Demenz, Alzheimer an och mat enger Rei vun neurologesch Erkrankungen wéi MS, ALS, Parkinson an esou virun.

Dat si Saachen, déi haut an der wëssenschaftlecher Fuerschung ëmmer méi däitlech bekannt ginn. Do gëtt et biochemesch Erklärungen, wéi dat funktionéiert, an duerfir ass et eppes, wou mir soen, datt d'EU ganz séier Intérêt drun hätt, dee Produkt Quecksëlwer och am medezinesche Gebrauch ze verbidden, ganz einfach fir Gesondheetsschied ze verhënneren. Et sinn eng Rei nordesch Länner, déi eis dat virgemaach hunn. Ech mengen, datt och Lëtzebuerg sollt op deen dote Wee goen, an d'EU och, mä dat ass leider bis elo nach net geschitt. Do gëtt gestriden um europäeschen Niveau dorëmmer. Mir mengen awer, datt et misst dozou kommen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Huss. Domadder hu mer kee Riedner méi agedroen, an d'Regierung hätt d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Madame Presidentin, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säi wierklech detailléierte Rapport, deen hie gemaach huet, wou hien och op déi héich Toxicitéit vum Mercure higewisen huet. An ech wollt och sengem Wonsch eigentlech zousätzlech Ausdruck verleihe, fir ze soen, datt ech hoffen, datt et effektiv esou geet, datt d'Reglement, d'Ëmsetzung vun deem Règlement zu enger ganz drastischer Reduktioun féiert vun dem Handel respektiv dem Stockage vum Mercure.

Ech wollt och dem Här Eugène Berger soen, datt mer amgang sinn ze kucken, insgesamt bäi der Ëmsetzung vu Reglementer, vun europäesche Reglementer, wéi een Impakt dat op d'Aarbecht, op d'Capacitéit vun der Verwaltung huet, net nënnen an deem hei Fall, mä och an anere Fäll, beispillsweis bei REACH.

Ech wollt och dem honorabelen Här Huss Merci soe fir säin Engagement europawäit eigentlech, fir sech fir d'Zréckdränge vum Mercure anzusetzen.

An ech wëll och zum Schluss Merci soe fir Är Ënnerstëtzung bei dem Stëmme vun dësem Gesetz.

Merci.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6034.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Votes par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6034 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wollter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Egen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo. Datt ass dann domadder decidéiert.

Mir kënnen weiderfuere mam Änderungsverschlach 6097 vun eisem Chambersreglement iwwert den Artikel 22. Och hei hu mer de Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bausch an Hoffmann. D'Wuert huet de Rapporteur vum Änderungsverschlach, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

11. 6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur.** - Merci, Madame President. An de leschte Jore war d'Chamber beméit, hir Öffentlechkeetsaarbecht ze verbessern, fir esou engersäits dem Bierger déi dagdeeglech Aarbecht, déi hei an der Chamber gemaach gëtt, méi no ze bréngen, awer och anerersäits d'Méiglechkeet ze ginn, fir méi participativ d'Chambersaarbechte kënnen ze verfollegen a matzewierken.

Esou hu mer nieft dem Chamberblietchen, wat Traditioun hei am Land huet, viru Joren decidéiert, Chamber TV anzeféieren, fir doduerch öffentlech Sëtzungen direkt ze iwwerdreien, wou och dann an der Regel nach eng Widderhuelung kennt. Mä net nënnen öffentlech Sëtzunge ginn iwwer Chamber TV iwwerdreien, och Table-ronden, Interviewen a Reportagen an esou weider.

Op där anerer Säit ass den Internetsite vun der Chamber nei gemaach ginn. Mä d'Chamber ass och an de vergaangene Jore méi op den Terrain gaang. Zum Beispill iwwert de Referendum vum Europäesche Verfassungsvertrag huet d'Chamber queesch duerch d'Land Informatiounsdeeg oder -owender organiséiert. Och komme Gruppen hei an d'Chamber, déi eng Visite maachen a wëlle mat de Leit aus der Verwaltung oder den Deputéierten diskutéieren.

Haut wëlle mer e weidere Schratt duerch d'Ännerung vum Artikel 22 vun eisem Règlement an déi Richtung maachen. An dësem Artikel geet et ëm d'Sëtzunge vun de Chamberskommissiounen an de Rapporte vun dëse Kommissiounen.

Op Proposition vum der Presidentenkonferenz huet d'Reglementskommissioun an de Sëtzunge vum 5. a 14. Januar eestëmmeg festgehalen, der Chamber eng Rei vun Ännerungen am Artikel 22 ze

proposéieren. Vun deenen néng Alineaen am Artikel 22 ginn d'Alineae 7, 8 an 9 ëmgeännert. Déi aner bleiwen an hirer aktueller Form bestoen.

Den neien Artikel 22 hält elo fest am Alinea 7, datt d'Aarbechte vun de Kommissiouns-sëtzungen net public sinn. Virun de Sëtzungen, an dat brauch net am Règlement ze stoen, kann d'Press Fotoen huelen oder filmen, ier d'Sëtzung öffentlech opgeet.

Zweetens kann awer, obschonn d'Sëtzungen net public sinn, op Demande vun enger Kommissioun hin d'Presidentenkonferenz decidéieren, datt eng Kommissioun eng öffentlech Auditioun organiséiert.

An drëtzens, ausnahmsweis an och op Demande vun enger Kommissioun hin, kann d'Presidentenkonferenz decidéieren, datt d'Aarbechte vun enger Kommissioun iwwer Chamber TV direkt iwwerdreie ginn.

Den Alinea 8 hält fest, datt vun alle Kommissiouns-sëtzungen e Procès-verbal verfaasst gëtt, deen an enger vun den nächste Kommissiouns-sëtzunge muss approuvéiert ginn.

Zweetens, de Projet vun dësem Procès-verbal ass bis zur Approbatioun zougänglech fir d'Membere vun der Kommissioun, d'Presidentenkonferenz an de politesche Gruppen a fir d'concernéiert Regierungsmembere.

Drëtzens, wann de Rapport vun der Kommissioun approuvéiert ass, gëtt e vum Kommissiounspresident a vum Sekretär ënnerschriwwen an ass da vun deem Abléck u public a gëtt um Internetsite vun der Chamber publizéiert.

Den Alinea 4 hält fest, datt ausnahmsweis eng Kommissioun kann de Secret vun hiren Délibératiounen decidéieren. Datt ass déi nei Formulierung vum Artikel 22.

Et bleift ze soen, datt d'Presidentenkonferenz zoustänneg ass fir d'Festleë vun de Kritären, wéi d'Rapporte verfaasst ginn, an déi intern Prozedur, wéi d'Rapporte veröffentlecht ginn. Datt brauch net an eisem Chambersreglement ernimmt ze ginn. An deem Sënn huet d'Presidentenkonferenz an hirer Sëtzung vum 9. Dezember zwou Noten ugeholl. Datt sinn déi Ännerungen, déi elo am Chambersreglement am Artikel 22 proposéiert ginn. An d'Reglements-kommissioun proposéiert der Chamber, déi ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel virgesinn. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, d'Honnêteté intellectuelle bréngt et mat sech, dass een der grénger Fraktioun hei muss Merci soen, well se mat enger Initiativ, wou se unilatéralement decidéiert hat, d'PVen ze publizéieren, e Steen un d'Rulle bruecht huet, wou haut d'Resultat komm ass.

Wann ee scho bei de Mercien ass, muss ech och dem President vun der gréisster Majoritéitspartei, der CSV, dem Här Schiltz Merci soen, deen eng ganz Aarbecht preparéiert hat fir d'Conférence des Présidents, wou e gekuckt huet, déi verschidde Positionen, op där enger Säit vum Greffe an op där anerer Säit vun de verschidde Parteien, déi do waren, konzilient an op eng Manéier, déi diplomatesch war - ech wëll et net ervirhiewen, well dat wier eppes, wat mech iwwerrascht hätt -, mä wierklech konkret Virschléi mat sech bruecht huet, wou mer haut och d'Resultat hunn.

(Interruption)

Madame Presidentin, et ass immens... Jo, ech wollt nochecken, ob et nach d'Madame Presidentin wär.

► **Mme la Présidente.** - Jo, jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Madame Presidentin, fir eis ass et extrem wichtig,



dass d'Leit d'Gefill kréien, dass dobaussen d'Chamber näischt ze verstopp huet, dass een an enger Kommissioun Aarbecht huet, an duerno, wann een - d'Leit - gären e Rapport hätt, hätt missen äntwerten: „Neen, Dir kritt näischt.“ An Dir wësst jo ganz genau, wéi et gaang ass: Da stoung d'Press virun der Dier mat de Mikroen a mat de Kameraen, an déi, déi dann net an der Sitzung ware vun den aneren Deputéierten, konnten owes duerno am „Journal“ oder um Radio nolauschten, wat déi eng oder déi aner gesot hunn.

Dat heescht, indirekt wor schonn eng gewëssen Transparenz do, mä déi awer keng Base hat. Dat heescht, dat wor dann eben an der Trap do, wou dann all Deputéierte gezielt huet, wat en an der Kommissioun gutt oder net gutt fonnt huet.

Duerfir fanne mer, dass et immens wichteg ass, dass e richteg Kader geschaf gëtt, wou drasteet, wat richtig a wat net richtig ass an dëser Chamber. An ech mengen, d'Demokratesch Partei wor ëmmer fir Dialog a fir Transparenz. An dat doten ass an där Richtung,...

(Interruption)

► **Une voix.**- Abee jo!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...Madame Presidentin.

► **Une voix.**- Dat do war elo gutt!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Gesitt Der, wéi déi aner Partei schonn nervös ginn, wann een nëmme den Wierder zitëiert, Madame Presidentin. Mä d'Demokratesch Partei - an ech insistéieren nach eng Kéier - wor ëmmer fir Dialog an Transparenz. An dat do ass dann e Schrëtt, deen an déi richteg Richtung geet.

Dat, wou ee sech awer muss d'Fro stellen, an heiansdo, wann ee verschidde Rapporte gesäit elo, ob mer eis heiansdo net selwer e Fouss gestallt hunn, well et si verschidde Rapporten, wou een am Fong net méi vill dra fënn. Dat heescht, si dierfen och net esou inodore, incolore et insipide sinn, dass duerno näischt méi drasteet, ausser dass mer zesummekomm sinn an dass mer e puer Texter gestëmmt hunn.

Dat heescht, et muss sécher en Équiliber sinn tëschen de Récapitulativen, de Résumé vum den Décisiounen, mä et muss awer och drastoen, wéi eng Fraktioun wat gesot huet. An et kann net drastoen, dass verschidde Deputéierten dat gemengt hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass duerno, wann eng Oppositioun oder iergendeen Deputéierten eng Proposition gemaach huet, déi och vun der Majoritéit zréckbehale gëtt vun der Kommissioun, dass do och den Auteur ervirgehuewe gëtt fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, an op d'mannst déi ganz Viraarbecht, déi e gemaach huet, fir sech och Froen ze stellen.

Madame Presidentin, dowéinstler wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësen Text och stëmmen. Et ass en éischte Schrëtt. Et muss een och kucken an aner Instanzen. Firwat net?

Ech ka mech erënneren, Madame Presidentin. Erënnert lech, dass de Minister, de Justizminister an deemolege Parteipresident vun der CSV insistéiert hätt, dass all Sitzung soll gefilmt ginn. Dat war e bësse wäit gaang. Wat war d'Ursach gewiescht? Ech mengen, dass een hei Konklusiounen matgedeelt kritt.

(Interruption)

Ech hunn och d'Gefill gehat, Madame Presidentin, dass déi Meenung just dem Här Biltgen seng Meenung gewiescht war an dass en da mat sengem Fraktiounspresident net grad déiselwecht Meenung hat wéi déi, déi den Här Biltgen op jidde Fall owes um Kongress vun der CSV - ech mengen, de Bezierk Zentrum wor et, fir richtig ze zitëieren; net dass ech duerno gesot kréien, ech hätt eppes Falsches gesot - do ugekënnegt hat, hie géif sech derfir asetzen. Den Här Biltgen ass leider haut net do, wou ech da muss leider soen, dass mer en net suivéiert hunn...

► **Une voix.**- Waart Dir op eisem Kongress?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...an dass seng eege Partei e leider och net suivéiert huet.

(Interruptions diverses)

Mä ech muss soen, mat Recht hu mer eng aner Majoritéit gehat wéi déi, déi den Här Biltgen hei proposéiert hätt. Well duerno war et méi e Concours gewiescht, wien dann elo déi ganzen Zäit eng Fro gestallt hätt, just fir eng Fro ze stellen, fir dann am Bild ze sinn.

An och, Här President, Madame Presidentin, muss ech lech soen, dass ech frou sinn, dass mer e Garde-fou hunn, dass d'Kommissiounen net automatesch gefilmt sollte ginn an dass se dann iwwert d'Conférence des Présidents, och wann et esou eng Demande ass, sollen eng Autorisatioun kréien.

A schlussendlech, Madame Presidentin, well et och eng Demande ass, déi am Moment gestallt gëtt: Eng Kommissioun soll net do sinn, fir alles ze empfänke vun Demanden, déi esou ronderëm kommen.

Mä Dir hutt eis gefrot, wat eis Positioun war. D'DP ass der Meenung, dass d'Fraktiounen och eng gewëssen Aarbecht hunn. Wa representativ Organisatiounen froen, fir an eng Kommissioun ze kommen, ass dat och wichteg a soll och gemaach ginn. Mä eng Kommissioun ass do, net fir elektoral, populistesch oder egal wéi een et wëllt nenne...

► **Plusieurs voix.**- Oohhhh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...Clippercher ze empfänken.

Gesitt Der, Madame Presidentin, wéi d'Majoritéitsparteien hei nervös ginn. Et ass schrecklech!

(Interruption)

Op jidde Fall, Madame Presidentin, eis Positioun, déi kennt Der. Mir wäerten och d'Modifikatioun vum Artikel 22 stëmmen.

(Interruption)

An ech mierke just, wéi eng Nervositéit, Madame Presidentin, hei op de Majoritéitsparteien ass. Et stéiert se einfach, wann een d'Wourecht hei seet,...

(Hilarité)

...mä et muss een et heiansdo gesot hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Bettel. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet an hirer Sturm- und Drang-Zäit 1989...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat ass scho laang hier.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...eng Trapebesetzung...

Oh! Här Lux, loosst lech emol iwwerraschen, wat mer alles wäerte fäerdeg bréngen. Lauschtert awer elo emol gutt no, wat ech lech elo soen. Da sidd Der vläicht manner amüséiert.

1989 hu mer eng Trapebesetzung hei organiséiert mat aneren Deputéierte-kolleegen zesummen. A mir haten als Gréng déi Zäit e ganze Pak vu Fuerderungen, déi mer gestallt hunn, fir datt d'Parlament an och aner öffentlech Institutione solle besser funktionéieren, méi demokratesch ginn, méi transparent ginn. An dat, wat mer haut diskutéieren, war och een Deel dovunner. Dat ass am Fong de Schluss vun enger Episod, déi also 1989 ugaangen ass.

A wann Der lech emol eng Kéier d'Méi géift maachen nozekucken, wat mer alles verlaangt hunn, mir kënnen op alle Fall als Gréng ganz houfreg sinn. Mir stellen haut fest, datt alles, awer wierklech och alles bis op ee Punkt, nämlech datt de Statsrot och nach soll demokratiséiert ginn... Dat ass deen eenzegen...

(Interruption)

Dat hate mer déi Zäit och scho verlaangt. Dat ass deen eenzegen...

(Interruption)

Här Schiltz, ech wëll lech soen, mir hunn 19... Dir hutt de Mëtten hei gesot vu Propositionen ze maachen, och am Zesammenhang mam Statsrot... Dir wësst jo, datt mer déi Zäit och nach keng Trennung haten an der Juridictioun, an der administrativer Juridictioun.

Mir hunn 1993, Här Schiltz, beim Maître Marc Elvinger en Avis an Optrag gi gelooss. An deem Avis do; ech géif lech uroden, dee gëtt et nach haut, dee kënnt Der bei eis op eisem Site fannen. Huet lech deen emol eng Kéier zu Gemitt. Do fannt Der viles erëm vun deene Saachen, wat déi Zäit realiséiert ginn ass, an och vu Saachen, déi mer haut erëm opwerfen.

Mä, Här President, oder Madame Presidentin, pardon,...

► **Mme la Présidente.**- Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou driwwer, datt mer...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...duerfir wollt ech lech nach en Objektiv awer loosse, gell.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Oh, ben. Wësst Der, also, ech ginn dervun aus, datt bei dëser Majoritéit eis d'Aarbecht net wäert ausgoen an nächster Zäit. Mä mindestens wat de Fonctionnement vum Parlament ubelaangt a verschidde aneren demokrateschen Institutionen, Här President, Madame Presidentin, si mer wierklech frou driwwer, datt mer haut mat méi enger grousser Öffentlechkeet vun och deem, wat an de Kommissiounen stattfënn, e weidere Punkt realiséieren.

Mir fannen dat gutt aus zwee Grënn. Deen ee Grond ass, well mer mengen, datt dat zu méi enger Novollzéibarkeet gëtt dobausse bei de Leit, wat intern an de Kommissiounen diskutéiert gëtt. Mir mengen awer och, datt et wichteg ass am Intérêt vum Parlament selwer, well vill Aarbechten, wësse mer, ginn an de Kommissiounen gelescht, a leider ginn déi dobaussen net ëmmer esou an deementsprechend wouergeholl. An duerch dee méi groussen Accès, dee mer kréien elo zu den Aarbechten, déi elo gemaach ginn, also, ass dat an Zukunft och méiglech.

Mir sinn duerfir frou driwwer, datt mer dat haut wäerten ofstëmmen. Mir wäerten dat selbstverständlech och stëmmen. Ech ginn dem Här Bettel awer Recht, wann een... Mir mussen elo kucken, mir sammele jo éischt Erfahrungen an der Praxis. Mir hunn och e Carcan opgestallt, deen net rigide an net enk ass, deen och net zum Beispill virschreift, datt an Zukunft guer keng - wéi den Här Bettel dat als Beispill hei zitëiert huet - Nimm vu Fraktiounen méi sollen dohinner gestallt ginn.

Et soll scho sech erëmspigel, wéi d'Diskussioun an de Kommissiounen verlaft ass. Ech mengen, mir sollen elo an deenen nächste Wochen an der Praxis kucken, ob mer vläicht net awer do nach deen een oder aneren Ajustement musse maachen oder Rotschléi ginn un de Greffe, wéi mer mengen, datt déi Rapporten am Définitif solle verfaasst ginn.

Wéi gesot, mir stëmmen dat haut. Et bleift also nach eng Etapp ze maachen. Dat ass méi Demokratie a méi Transparenz ze kréien an de Statsrot insgesamt, an och an d'Nominatiounsprozeduren. Mir wäerten och do net labberloossen.

An och wann haut de Mëtteg dann e weidere Schratt gemaach ginn ass vun de Majoritéitsparteien, fir alles beim Alen ze loosse, et wäerte sech an deenen nächste Wochen a Méint nach genuch Geleeeënheete bidden, wou mer ëmmer erëm eng Kéier wäerten op en Neits à charge kommen, fir d'Reform vum Statsrot och weiderzebréngen.

Mir hunn och alt emol scho prophylaktesch, Madame Presidentin, fir eventuell Saachen, déi nach wäerte kommen, den Domän „statsrot.lu“ reservéiere gelooss. Wie weess, et bitt sech vläicht och elo eng gutt Geleeeënheet, fir iwwert deen nach weideren Drock ze maachen an Zukunft, fir datt mer dann och um Statsrot déi Reforme kréien, déi mer eis virgestallt hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Bausch. Mir hunn dann nach een agedroene Riedner. Dat ass den Här Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Madame Presidentin, nom Här Bausch sengem Historique kucken ech dann och kuerz an d'Zukunft, fir de Wonsch auszedrücken, dass mer eng Kéier zu enger allgemenger Revisioun vun deem Reglement kommen, déi dorop erausleeft, dass hei an der Chamber d'Parteien als solch, esou wéi se an der Verfassung ageschriwwen sinn, unerkannt ginn, an och hinnen eng gewësse Gläichbehandlung, zum Beispill bei de Riedezäiten, zoukënn.

Och an deem modifizéierten Artikel 22 ass hei nach eng Diskriminatioun mat eragerétscht, déi eigentlech keng Justificatioun huet. Déi ass also net nei. Déi war dran: «Le projet de procès-verbal est accessible aux membres de la commission, aux présidents des groupes politiques et aux membres du Gouvernement concernés, aux présidents des groupes politiques.»

Dat heescht also, net un déi, déi hei als Sensibilité politique vertritt sinn. An ech mengen, dass dat eng Diskriminatioun ass, fir déi et eigentlech keng Justificatioun gëtt. Dofir proposéieren ech och en Amendement, fir dat ze änneren an „groupes“ a „sensibilités politiques“ an där doter Fro gläichzestellen.

Amendement 1

Article unique: modification de l'article 22:

(8) La 2^e phrase du 1^{er} alinéa est formulée comme suit:

«Le projet de procès-verbal est accessible aux membres de la commission, aux groupes et sensibilités politiques et aux membres du Gouvernement concernés.»

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Gast Gibéryen, Camille Gira, Henri Kox.

► **Mme la Présidente.**- Merci.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dat gesot, sinn ech awer och der Meenung, dass mer hei e Schrëtt no vir maachen, a Richtung vu méi Informatioun vun der Populatioun iwwert d'Aarbecht, déi an der Chamber gemaach gëtt, net nëmme an der Plénière, mä och an de Kommissiounen. Doduerch och méi Transparenz, wat dat ubetrëfft, wat hei geschitt.

Ze diskutéieren war nach eventuell, firwat dass eigentlech d'Rapporte vum Bureau oder vun der Conférence des Présidents nach net public sollte sinn. Ech proposéieren awer do keen Amendement. Ech soen, wa mer eng Kéier iwwert d'Gesamtreglement diskutéieren, kann een dat jo emol nach eng Kéier undiskutéieren.

D'Publikatioun um Internet. Et muss ee jo och wëssen, dass dat awer seng Grenzen huet. Dat heescht, dass verschidde Leit hei zu Lëtzebuerg elo nach ëmmer, virun allem, géif ech soen, den eeleren Deel vun der Bevëlkerung, nach net esou emgeet selbstverständlech mat deem Site Internet. Esou dass ech awer vläicht kënn suggestéieren, dass een op d'mannst am impriméierte Compte rendu en Hiweis mécht, wann et ze vill opwändeg wär, fir d'Kommissiounsberichte do ze publizéieren, dass een op d'mannst awer ëmmer erëm en Hiweis mécht: Dir kënn et um Site Internet... a maacht dat an dat an dat, da kommt Der drop.

An zum Schluss géif ech mech awer och onbedéngt a staark asetze fir dat, wat den Här Bettel hei gesot huet. Et muss an de Rapporten däitlech ginn, wat fir Positiounen déi eenzel Membere respektiv déi eenzel Parteien - ech soe bewosst „Parteien“ - an deenen Diskussiounen ageholl hunn, well jo ee Moment am Raum stoung, esou e synthetesch Bericht ze maachen, wou dat net méi zum Ausdrock komm wär. An domadder wäere mer dann net d'accord gewiescht, well da wär et am Fong geholl op där enger Säit e Schrëtt a Richtung méi Transparenz an op där anerer Säit e Schrëtt a Richtung vu manner Transparenz.

Et ass also och an deem Sënn, wou ech déi Ännerung vun dem Reglement hei matstëmmen.



► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Hoffmann. Den Här Schiltz hat d'Wuert nach gefrot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Jo. Madame President, ech wollt fir d'éischt dem Här Gibéryen Merci soe fir déi sereine Manéier, mat där en hei dee Rapport gemaach huet am Numm vun der Kommissioun, an zur gläicher Zäit bedauern, datt déi Serenitéit, mat där déi Débate gefouert hunn an der Conférence des Présidents, haut awer leider hei am Plenum e bësse verluer gaangen ass.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Also, Dir hätt just gär, wann een lech lueft a fir de Rescht näischt méi hei seet, Här Schiltz. Dat kritt Der vun eis déi nächst Joren hei net!

(Interruption)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här Bausch, ech kommen nach...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hat gutt ugefaangen, oder wéi?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Bettel, dee Saz, wou en lech gelueft huet, dee fannt Der gutt.

► **Mme la Présidente.**- Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech si ganz frou, Här Bausch, datt Der mech ënnerbriecht, well ech hunn lech jo och virdrun e puermol ënnerbrach. Dat dréit zu der Animatioun vun den Debate bäi.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech hoffen, datt Der och héieren hutt, wat ech gesot hunn.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech weess net, ob et onbedéngt - ech kommen nach dorobber - zur Serenitéit hei

bäidréit. Ech géif de Kolleg Hoffmann ëm Verständnes bieden, datt ech géif virschloen, et ass eng Fro, déi mer diskutéiert haten, wou mer keng ultimativ Konklusioun gezunn hunn, datt mer duerfir déi Motioun an d'Kommissioun géife renvoyéieren an eis domadder ausernee-setzen, mat där Propositioun.

(Interruption)

Jo. Datt deen och géif an d'Kommissioun goen, well mer nämlech doriwwer eng Diskussioun haten. Mir hunn dunn Ofstand geholl dovunner, well mer et wollt maachen.

Wat ech awer tout à fait sérieusement wollt soen, dat ass, datt mer och décidéiert hunn an der Conférence des Présidents, datt mer dee System hei géifen engem Audit den nächste Summer ënnerwerfen. A meng Fraktioun hält drop, datt mer deen Audit och maachen, datt gekuckt gëtt, wéi déi Rapporte gemaach ginn, vun engem Externen, ob se uerdentlech gemaach sinn an ob se hiren Zweck erfüllen.

Ech sinn eigentlech frou, datt den Här Bausch hei den Aveu gemaach huet, datt d'Aarbecht him net wäert ausgoe mat deser Majoritéit. Dir hutt gesot, datt Der bal alles errecht hutt, wat Der lech `89...

(Interruption)

...op de Fändel geschriwwen hutt. Dofir hunn ech och gesot: Vous êtes presque arrivés. Mir diskutéiere jo dann elo iwwert de leschte Punkt an dann huet een nach ëmmer een Zil virun Aen.

Mä vill méi wichteg ass mer dorop hinzeweisen, datt Der gesot hutt, datt lech mat där Majoritéit hei d'Aarbecht net wäert ausgoen. Wann der Oppositioun d'Aarbecht net ausgeet mat der Majoritéit, ass dat jo de Bewäis, datt déi Majoritéit hei schafft.

Ech soen lech Merci dofir.

(Interruption)

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Schiltz. Domat ass d'Riednerlëscht ofgeschloss. Ech wollt den Här Hoffmann froen, ob en d'accord ass mat där Propositioun, fir den Amendement an déi zoustänneg Kommissioun ze ginn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also, wann ech muss de Choix treffen, dass elo d'Majoritéit den Amendement oflehnt an dann ass en definitiv vum Dësch, oder den Amendement geet an d'Kommissioun fir Diskussioun, dann ass de Choix relativ einfach oder zwéngend. Ech ginn dervun aus, dass sech hei en net expliziten, mä en impliziten Avis favorable ausgedréckt huet, fir deem do Rechnung ze droen.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Hoffmann. Da gi mer dovunner aus, datt deen Amendement transféréiert gëtt an déi zoustänneg Kommissioun. An dee Moment hätt elo d'Regierung d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech mengen, datt d'Regierung heizou net... datt dat hei eng Affär vun der Chamber ass.

► **Mme la Présidente.**- Richteg. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement.

Vote

D'Ostëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

An et hu mat „Oui“ gestëmmt: 55 Persounen. Non: 0. Abstention: 0.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement 6097 est adoptée à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel (par Mme Nancy Arendt), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domat ass dann déi Ännerungspropositioun ugeholl a mir wieren och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëttag um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sëtzung vun haut ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.13 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse
 - Exposé: Mme Viviane Loschetter
 - Débat: Mme Christine Doerner, Mme Lydie Polfer
- Dépôt d'une proposition de loi
 - Mme Lydie Polfer
- Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)
 - Débat (suite): Mme Lydie Err, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
- Dépôt d'un projet de loi
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
- Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
- Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:
 - les problèmes d'application du partenariat,
 - l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,
 - les nouvelles formes de parentalité
 et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels

 - Exposé: M. Xavier Bettel (interpellateur)
 - Exposé: M. Félix Braz
 - Débat commun: Mme Christine Doerner, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti
 - Mme Nancy Arendt - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- 5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Ofdreiwung ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierel-

stonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Dammen Christine Doerner, Lydie Polfer, d'Madame Err, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Viviane Loschetter als Vertrieederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.



1. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse

Exposé

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Merci, Här President. Här President, erlaabt mer, ier ech hei ufänken, eng Remarque préliminaire ze maachen, wann ech mech esou kann ausdrécken. Mir sinn hei mat der Heure d'actualité vun der grénger Fraktioun wierklech an enger Heure d'actualité, well säit e puer Deeg si mer entouréiert vu ganz aktuellen Aussoe respektiv Informatiounen: gëschter an haut an de Medië verschidden Aussoe vu verschiddene Verrieder vun der sozialistescher Fraktioun, an de Moien an der Commission juridique huet de Justizminister en Avant-projet de loi zu enger Revisioun vum Code pénal presentéiert.

Dat alles, Här President, ouni datt mir hei an deem Plenum en Dokument hunn. Duerfir erlaabt mer, lech ze versécheren, datt ech wäert compte tenu vun där Aktualitéit a vun deenen Aussoen, ouni hei datt jiddweree vläicht um gläiche Stand ass, datt ech deem Rechnung droen an datt ech och gläichzäiteg, Här President, lech versécheren, datt ech versichen, menger Zäit, déi mir zegutt ass, och Rechnung ze droen.

Voilà, dat gesot, Här President, Dir Damen, Dir Hären, esou wéi et am Regierungsprogramm ugedeit ass, sinn och mir - déi gréng Fraktioun - der Iwwerzeegung, datt sech eng Reform vum 78er Gesetz a vum Code pénal am Kontext Avortement imposéiert. Eng Revisioun, déi an onsen Aen sech baséiert, engersäits duerch de Besoin sech un d'Realitéit vun haut an onser Gesellschaft ze adaptéieren, an anersäits och un déi nei Méiglechkeet, déi notament d'Medezin ons offréiert, an dobäi den Titel vum 78er Gesetz nach gëlle loosse.

Effektiv, d'Information sexuelle, d'Prévention sexuelle an d'Prévention de l'avortement clandestin, zesumme mat der Réglementation de l'interruption de la grossesse gehéieren och an onsen Aen zesummen. Mir wënschen ons, datt d'Regierung, déi elo just agelaf ass - doriwwer freeën ech mech -, datt d'Regierung ons...

(Brouhaha)

...haut Opschloss ka ginn iwwert dat, wat si ënner Reform vum 78er Gesetz versteet, an hoffentlech och iwwert dat, wat mir ënner der Definitioun vum Wuert Reform verstinn.

Mir wollten duerfir vum Minister an der Regierung eng Rei Informatiounen kréien. Ech hu siwe verschidden Theme fonnt, zu deenen ech dann och wëll verschidde Froe stellen.

Éischtens: Mir hu gëschter an haut an de Medië matkritt, datt Verrieder vun der sozialistescher Fraktioun sech doriwwer gefreet hunn, datt elo am Kontext Interruption de grossesse d'Fraen de Choix géife kréien a sech dobäi u Beispiller am Ausland orientéiert gi wär.

Firwat sinn an den Intentionen vun der Regierung keng Moosname vun enger Interruption de grossesse sur demande virgesinn? A firwat ass sech bei der Orientatioun am Ausland net un iwwer zwee Drëttel vun den EU-Länner inspiréiert ginn, déi eng effektiv Interruption volontaire de grossesse sur demande léigiféiert an adoptéiert hunn, agefouert hunn, also och eng global Dépénalisatioun fir all Fra an d'ëscht an engem gewëssenen Zäitkader, dee festgesat ginn ass?

Ass de Minister stellverriedend fir d'Regierung net och der Meenung, esou wéi notament déi gréng Fraktioun, datt eng Dépénalisatioun an d'Méiglechkeet vun enger Interruption volontaire de grossesse sur demande en éischten a wichtege Schratt wier zu enger Unerkennung vum

Recht vun der Fra, fir iwwer hire Kierper ze entscheeden, an domadder e Paradigmewissel ze schafen, ewech vun enger Ofhängegkeet vun engem medizinesche Jugement hin zu enger effektiver Emanzipatioun vun der concernéierter Persoun?

Zweet Thema: Wéi gedenkt d'Regierung an hiren zoustännege Minister pragmatesch an effektiv Adaptatiounen virzehuelen, déi eng Intervention médicamenteuse géife virzéie par rapport zu enger Intervention chirurgicale?

Drëtt Thema a meng Fro dozou: Gëtt dru geduecht, datt eng Intervention médicamenteuse virun allem an agréiertem Zentre virgesinn an ausgeweit gëtt, fir en Openthalt, och wann en nëmmen ambulatoire oder journalier wär, an de Structures hospitalières kënnen ofzebauen?

Véiert Thema, a meng Froen oder och meng Bemierkungen dozou: An deem Avant-projet de loi, deen de Moie presentéiert ginn ass an der zoustännege Commission juridique, begrësse mir, datt do eng Modifikatioun vum Artikel 353 vum Code pénal, d'Aféieren - wann ech dat richtig verstane a gelies hunn -, d'Obligatioun vum Dokter am Fall vun der sougenannter Clause de conscience, déi Persoun sprich Fra an Nout weiderzeleede bei en nächste Professionellen iwwert de Bias vun enger Lëscht.

Fënneft Thema, meng Froen a Kritiken dozou: Dramatesch an onsen Aen déi Modifikatioun am Avant-projet de loi, deen de Moie presentéiert ginn ass, déi nei an zousätzlech Obligatiounen fir eng Fra schaaft. Éischtens geet se bei en Dokter, sprich e Gynäkolog, duerno muss se sech an engem agréiertem Zenter berode loosse, an duerno muss se zrëck bei en Dokter goen. Woubäi deen eenzege Choix, deen d'Fra dann hätt, esou wéi e Verrieder vun der sozialistescher Fraktioun gemengt hat ze verstoen, dee wär, sech op enger Lëscht an agréiertem Zenter dierfen erauszesichen, fir sech enger obligatorescher Konsultatioun ze ënnerzéien.

Ass de Minister zoustännege fir d'Regierung net och der Meenung, datt, wann eng Fra sech zu deem Schrëtt entscheed huet - huet missen an allerleschter Instanz -, si wuel scho vill Iwwerleeunge gefouert huet, ier se mat där Demande un en Dokter eruntrëtt?

Ass de Minister net och der Meenung - esou wéi d'Regierung, esou wéi notament déi gréng Fraktioun -, datt eng Fra an dëser Form vun Nout dës zousätzlech Obligatioun, déi vu vill Fraen als Schikan ugesi gëtt, dës zousätzlech Obligatioun ze octroyéieren an nach weider Deeg waarden ze loosse, obwuel si sech scho laang zu deem Schrëtt entscheed huet, fir si eng extrem schwéier Zäit ass?

Wa mer éierlech sinn, dann entsprécht déi Zäit tëscht där éischer Konsultatioun beim Dokter an dem effektiven Akt vun enger Interruption de grossesse awer wierklech net méi der Intention vun der Regierung den Délai de réflexion, deen enger Fra octroyéiert gëtt, vu siwen Deeg op dräi Deeg erfesetzen. Duerch déi zousätzlech Obligatioun besteet éischer de Risque, datt den Délai de réflexion fir eng Fra net erfesetzt, mä éischer erop ka goen.

Sechst Iwwerleeung: 14 Länner aus der Europäescher Unioun, also d'Quasitotalitéit vun de Länner, déi eng dépnaliséiert Interruption volontaire de grossesse sur demande applizéieren, hu keen Délai de réflexion. Ech wollt de Minister froen: Firwat ass sech net un déi bestëmmten EU-Länner inspiréiert ginn?

D'Regierung an de Gesondheitsminister mussen och am Bild sinn iwwer verschidden illegal Praktiken, déi gefouert gi vun - ech muss et soen - onéierlechen Dokter, déi sech mat enger Enveloppe iwwerzeege loosse, en Agrëff ze praktizéieren.

Duerch déi zousätzlech Constraints, déi elo géifen agefouert ginn, riskéiere mer net, datt dës inadmissibel an illegal Praktiken éischer nach zouhuele wéi ofhuelen?

Wär eng global Dépénalisatioun vun enger Interruption de grossesse net dat beschte Mëttel, fir definitiv esou Praktiken en Enn ze setzen?

Siwent a lescht Thema - mat menge Froen: Wéi eng Moosname denkt d'Regierung ze proposéieren, fir virun allem der Grosse indésirée vun de jonke Meedercher, oft Mineuren, entgéintzewierken?

Sinn de Minister an d'Regierung net och der Meenung, esou wéi déi gréng Fraktioun et hei och schonn e puermol gefuert huet, datt misst vill méi qualitativ a quantitativ souwuel an d'Formation initiale wéi continue vun den Enseignanten, Profen a sozioéducative Beruffer investéiert ginn, wéi och réglementaire kontinuéierlech obligatoresch an de Schoulen thematiséiert ginn? Oder heescht dat Wuert systematesch am Regierungsprogramm och effektiv obligatoresch?

Firwat gëtt net dru geduecht, den Alter vun de jonke Meedercher, déi keen Accord parental oder vum Représentant légal ad hoc brauchen, op 16 Joer erfesetzen, esou wéi et d'ëscht och schonn a villen EU-Länner gëtt?

Dir mierkt, Här President, Dir Damen an Dir Hären, datt meng Froen virun allem sech fokusséiert hunn op den Akt vun der Interruption volontaire de grossesse. Mir sinn als Gréng der Meenung, datt wuel a Saachen Informatioun a Preventioun nach munch zousätzlech Mesurë kënnen agefouert ginn, mä datt virun allem vill méi vun de schonns bestehende Mesurë sollten erméiglecht ginn. An deem Sënn ass och scho villes geschitt a misst just ausgeweit ginn.

Onst Uleies geet vill méi an d'Richtung vun enger richteger a reeller Interruption volontaire de grossesse sur demande an engem Kader vun enger globaler Dépnalisatioun.

Soll d'Regierung, Här President, Dir Damen an Dir Hären, awer nach wëllen op de Wee vun der Revisioun vum 78er Gesetz an deem doze Kontext wëlle goen, wäerte si op d'Ënnerstützung vun der grénger Fraktioun ziele kënnen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner age-droen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Christine Doerner** (CSV).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir vill Frae geet dee schéinste Wonsch vun hirem Liewen an Erfëllung, wa si realiséieren, dass e Kand ënnerwee ass. Wat fir dës Mammen e freedegt Événement ass, ka fir anerer eng Gefor vun hirer Existenz duerstellen. Kee vun eis kann dat déift Leed vun enger Fra aschätzen, wann hir Liewenssituatioun si dozou zwéngt, dës Schwangerschaft ofzebriechen.

Den Avortement gehéiert nämlech zu deenen Handlungen, déi een net vu bausse beuerteelt kann, wann een net selwer direkt bedeelegt ass. Genau wéi bei enger ongewollter Kannerlosegkeet d'Koppele sech schwéiere medizinesche Traitementer ënnerzéien, fir en Nokomme kënnen op d'Welt ze setzen, esou kämpfen d'Fraen a Misärsituatiounen, fir hiert Kand net ze behalen, well si einfach d'Kraaft net hunn, fir dat Kand auszudroen.

Wie mengt, dass esou eng Décisioun einfach ass, besonnesch fir d'Frau, déi d'Kand erwaart, deen iert sech. Et ass eng häerzerräissend Entscheedung, déi duerno a spéider oft d'ganz Liewe vun deenen Elteren a vun der Fra wäert prägen. Et komme Scholdgefiller gemëscht mat enger onendlecher Trauer op.

Ech wëll och eng Kéier hei ganz kloer gesot hunn, dass fir déi betraffen Elteren a Fraen d'IVG, déi Interruption volontaire de grossesse, kee Mëttel vu Familljeplanung ass. Si stellen net d'Ofdriewung mat der Contraceptioun op deen nämlechten Niveau. Dëse Verdacht gëtt hinnen heiansdo onberechtigt ënnerstallt.

Mir hunn zu Lëtzebuerg keng Statistiken. Wa mir awer d'Chifferen aus dem Ausland kucken, geet ganz kloer ervir, zumindest bei deenen erwuessene Fraen, datt den IVG virgeholl gëtt, wann d'Contraceptioun net funktionéiert huet. Et handelt sech hei am Prinzip ëm en eemolegen Accident de parcours.

1978 huet e Gesetz den Avortement a verschiddenen Ausnahmefäll stroffrää gehalen, wann en an deenen éischten zwielf Wochen duerchgefouert gëtt no engem Viol, bei enger Anomalie beim Foetus a bei der Gefor vu séileschen a kierperleche Schied vun der zukünfteger Mamm.

Haut, 30 Joer duerno, bleibt den Avortement nach ëmmer grondsätzlech verbueden. E gëtt net legitiméiert an e gëtt net legaliséiert. Et ass nun eemol eppes Schlëmme. Mä mir raumen der Situatioun vun der Fra eng gréisser Bedeitung an, ouni doduerch awer d'Struktur vun deem Gesetz vun '78 grondleeënd ze verännere.

Den IVG soll net méi exklusiv op medizinesche Grënn baséieren, mä et soll een och der verzweifelter Lag vun der Fra Rechnung droen. Dës Reform gëtt der Fra während deenen éischten zwielf Wochen de Raum fir eng eegestännege Entscheedung. D'Appréciatioun soll hir ganz eleng gehéieren, well nëmme si kann ermiessen, wéi gravéierend hir Noutlag ass.

Keng Fra wäert oniwierluecht sech fir en Ofbroch entscheeden, well si muss dës Décisioun fir sech a viru sech selwer veräntwerten. D'Fra, déi e Schwangerschaftsabbruch an Erwägung zitt, muss sech an enger vum Familljeministère agréierte Berodungsstell berode loosse, wou si iwwert déi sozial, finanziell a rechtlech Aspekter opgekläert gëtt. Dësen neie Berodungskonzept soll der Fra an hirer Nout- a Konfliktsituatioun eng verantwortlech Entscheedung erméiglechen.

Et kann ee sech d'Fro stellen, ob esou eng Konsultatioun obligatoresch muss sinn oder net. Ech denke schonns. Et ass wichtig, sécherzestellen, dass all Fra sech vu kompetente Leit berode léisst, datt si hir grave Entscheedung no beschtem Wëssen treffe kann. Wann d'Berodung géif fakultativ bleiwen, fäerten ech ganz, dass eng Rei vu Fraen automatesch op eng Liewensméiglechkeet verzichten, ouni dass si am Virfeld mat qualifizéierte Leit geschwat hunn, wat si spéider kéinte bereien.

Et ass natierlech kloer, dass esou eng obligatoresch Consultation préalable nëmme vun Organisme kann duerchgefouert ginn, déi eng neutral Approche zum Avortement hunn.

Bei dëser Berodung soll et nämlech drëms goen, de Fraen nozelauschteren, ze kucken, firwat dass se wëllen ofdriewen an ob aner Alternative méiglech sinn. Et handelt sech ëm eng Ergebnis-oppe Konsultatioun, well am Endeffekt läit d'Entscheidung eleng bei der Fra.

Et kéint ee sech och hei e Berodungsobligatorium fir d'Männer ausdenken, ëmmerhi si si wesentlech un dëser Saach bedeelegt.

Säit enger Rei vu Jore klëmmt d'Zuel vun den ongewollten an ongeplangten Teenager-Schwangerschaften. Natierlech sinn dës jonk Meedercher opgekläert, mä déi Jugendlech erlieden hir Pubertéit souwuel an hirer eegener Welt, zu där hir Bezugspersounen wéi d'Elteren an d'Profen net zougelooss sinn. Si sichen Informatiounen an de Jugendmedien a -gruppen...

► **M. le Président.**- Madame Doerner, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **Mme Christine Doerner** (CSV).-...an hu wéineg Geleeënheet am Virfeld vun hire Beziungen op eng respektvoll Opklärung vun de Risiken an Niewewierkung vun enger liberaler jugendlecher Liewenswelt.

Hei ass Handlungsbedarf, wéi schonn d'Madame Loschetter gesot huet, fir an de Schoule vernetzt mat Berodungsstellen e preventiivt héichqualifizéiert Wësse fir jonk Meedercher a Fraen ze thematiséieren.

Dës Reform gesäit och vir, dass künfteg och Mannerjäreger ouni Zoustëmmung vun hiren Elteren en IVG kënnen vollzéien, fir d'Meedercher esou dem Drock vun den Elteren ze entzéien, wa si wëllen dat Kand ausdroen.

Ech kommen zur Konklusioun, an ofschléissend wëll ech bemierken, dass ee kann ervirhiewen, dass hei zu Lëtzebuerg säit 1978 kee méi wéinst illegalem Avortement veruerteelt ginn ass. Mat dëser Revisioun kéint no laange Joren endlech dee



Gruef tëschent dem Buschtaf vum Gesetz an der Praxis zougeschott ginn. D'Angscht, an e kriminellen Eck gedréckt ze ginn, ass fir déi schwanger Fra eng onzoumuttbar a schwéier Laascht.

Dës Reform soll déi wesentlech Elementer vun der Preventioun, Opklärung an Ënnerstützung vu Fraen an enger Noutlag verstärken. Nëmme da kënne mir den Avortement esou déif wéi méiglech halen.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Doerner Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Mäerz war an dëser Chamber schonn eng Diskussioun iwwer e ganz gravéierende Problem: dee vun de Schwangerschafte bei mannerjährege Meedercher. D'Zuelen, déi do genannt gi sinn, ob-schonn een net ganz kloer gesäit, mä déi louchen awer zwëscht 80 an 100 Gebuerte pro Joer wéi gesot bei Mannerjähregen. An et ass gesot ginn, dass een dovunner kann ausgoen, dass och grad-esou vill Avortementer derbäikomm sinn, woubäi awer nëmme 37 Demandé beim Planning agaange sinn. Dat alles, fir ze soen, dass mer hei mat enger Situatioun ze dinn hunn, wou all Mënsch an där Diskussioun, déi op eng ganz uerdentlech Aart a Weis geféiert ginn ass, eens war, fir dat ze ënnersträchen, wat elo just och gesot ginn ass: En Avortement ass ëmmer eng dramatesch Situatioun.

Et ass ëmmer fir déi Fra, jo souguer heiansdo déi Koppel oder déi Famill, déi et trëfft, eng dramatesch Situatioun a kënnt awer leider ëmmer nees vir, an an alle soziale Schichten. Duerfir, wann et d'Ausnahm muss bliwen a wann et ni effektiv kann e Moyen zur Familljeplanung sinn, esou muss een awer eben an deenen Ausnahmefäll, wou et eben dozou kënnt, eng mënschewierdeg, eng digne Léisung fir d'Fra, déi betraff ass, fannen. An eng, déi eben och vum gesondheetleche Standpunkt déi beschtméiglech ass.

Dat war eng vun de Konklusione vun där Diskussioun. Du koume Wahlen, du koume e Regierungsprogramm, an deem ugedeit ginn ass, dass iwwert dat do misst geschwat ginn, well keen huet et normal fonnt, dass honnerten - honnerten! - vun Avortementer vu Fraen aus dësem Land mussen am Ausland gemaach ginn.

Wéi gesot, mir kruten eng nei Regierung, mir kruten e Regierungsprogramm. D'Madame Loschetter huet am Oktober gefrot, fir da kënnen am Virfeld vun där neier Reglementatioun eng Kéier hei ze schwätzen. Haut maache mer et.

An, firwat haut eréischt? Mä vläicht, well d'Regierung bis elo gebraucht huet, fir ons en Text virzeleeën. Den Här Minister, de Justizminister, huet ons de Moien - an ech sinn dankbar doriwwer - deen Text ginn, deen d'Regierung ausgeschafft huet.

Ech wéilt hei nach eng Kéier ënnersträchen, dass souwuel an där Diskussioun vum leschte Joer am Mäerz wéi och haut eis Haltung zu där Problematik ganz kloer war. Mir waren am Grondprinzip mat där Proposition d'accord, déi d'Madame Lydie Err hei am Joer 2007 virgeluecht hat, eng Proposition, déi eng Fristeléisung proposéiert huet; dat heescht, wou an deenen éischten zwielef Joer vun der Schwangerschaft...

(Brouhaha)

Zwielef Méint...

► **Plusieurs voix.** - Wochen!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...Woche vun der Schwangerschaft eng Fra eben op Demande an natierlech ënnert dem gegebenen gesondheetlechen Ëmfeld kéint eng Schwangerschaft virhuelen. Mir waren dat deemools, mir sinn dat och nach haut.

Haut de Moie krute mer wéi gesot deen neien Text virgeluecht. Ech muss ganz éierlech soen: En ass enttäuschend. En ass enttäuschend fir d'éischt, well e Wischiwaschi ass.

► **Une voix.** - Jo!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ech huelen un, dass dat d'schlecht Gewësse vun der LSAP ass, dat hei zum Ausdrock kënnt, well kee besser wéi d'„Tageblatt“ vun haut huet dat ënner Beweis gestallt, wann et schreift: „Et gëtt eng Fristenlösung light.“ Entweder et ass eng Fristenlösung oder et ass eng Indikatiounsléisung, mä eng „Fristenlösung light“, ech mengen, dat weist eben, dass déi eng dat eent wollten an déi aner dat anert, a wat derbäi erauskomm ass, ass net zefridde stellend.

Jo, mir bliwen also, egal, wat do steet, bei der Indikatiounsléisung. Et kënnt just eng derbäi: déi vun der sozialer Détresse, déi d'Fra eleng décidéiert. Dat ass och gutt.

Mä direkt niewendrun am Exposé des motifs gëtt awer gesot: „Neen, ëm Gottes Willen, et gëtt keng Dépénalisatioun vum Avortement. Dat awer elo guer net. Neen, neen, dat net.“ Dat weist scho wéi gesot, dass hei zwee Geeschter um Wierk waren.

Wat och enttäuschend ass, dat ass, dass keng konkret Moosname virgesi sinn, wou mer eis awer och alleguerten am Mäerz d'lescht Joer hei eens waren, dass méi, dass vill méi misst gemaach gi fir d'Preventioun, well, wann den Avortement ëmmer en Drama ass, ëmmer eng Krisesituatioun, da muss mer wëssen, dass méi muss gemaach ginn, fir ze verhënneren, esou wäit ze kommen: Opklärung an de Schoulen, net nëmme sexuell Opklärung, mä wéi ganz richteg gesot gëtt, och relationnel Opklärung. Dovu steet guer näischt dran.

Awer dat Schlëmmst an dat Enttäuschendst ass, dat, wat elo just och gesot ginn ass, dass et eng Verschlechterung gëtt. Dat heescht, dass et méi schwéier gëtt fir d'Fra, déi schonn enger ganz schwiereger Situatioun ass, an enger perséinlech ganz schwiereger Situatioun, eben dat do ze maachen. Et gëtt eppes Neies agefouert: Niewent der eviderter normaler Visite, also Konsultatioun beim Dokter kënnt eben déi obligatoresch Konsultatioun vun engem Centre de consultation et d'information familiale, dee vun der Regierung muss agréiert ginn derbäi.

Dat mécht ganz einfach déi ganz Prozedur - an elo kann een et dréinen, wéi een et wëllt - méi laang, méi schwéierfällg an och vill manner diskret, dat heescht vill manner respektvoll vis-à-vis vun där Fra, déi net an alle Fäll - esou géif ech et op alle Fall emfannen -, déi net an alle Fäll mat Leit, déi se net kennt, mat deene se net onbedéngt eng Vertrauensrelatioun huet, iwwer hir ganz perséinlech intiimste Problemer misst schwätzen, a firwat et dann esou wäit komm ass, a wéi dat da konnt kommen, a wat se net gemaach huet, a wéi...? Ech ka mer et guer net ausdenken. Ech fannen dat einfach net ubruecht.

Datt et dat soll ginn, dass esou Konsultatiounen méiglech sinn: honnertprozenteg d'accord! An dat stoung jo och an der Madame Err hirer Proposition, mä dass et an alle Fäll muss obligatoresch sinn, do kann ech einfach net dermat d'accord sinn. Wéi gesot, well et der elementarer Dignitéit vun der Fra net Rechnung dréit.

Et stinn nach eng Rei Saachen dran, ënner wéi enge Konditiounen dat soll virgeholl ginn. Mä zum Beispill, et steet net dran...

► **M. le Président.** - Madame Polfer, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ech kommen direkt zum Schluss. Et steet an der Madame Err hirer Proposition och, dass déi Leit an deene Konsultatiounen - wou et awer wéi gesot fakultativ ass - dem Secret professionnel ënnerluecht ginn. Dat steet an där heiter Proposition net dran.

Dir hutt verstan, dass aus all deenen Ursachen, déi ech elo gesot hunn, mir der Madame Err hirer Proposition vill méi ausgeglach, vill méi komplett fannen.

An duerfir, Här President, erlaben ech mer - an ech erkenne der Madame Err natierlech all intellektuell Rechter an Urheberrechter un -, mä ech erlaabe mer hei, d'Proposition vun der Madame Err nach eng Kéier ze déposieren. Well ech fannen deen Text gëtt ons d'Méiglechkeet, fir vill méi en ausgewogenen, vill méi en équilibréierten Text an deenen nächste Méint ze diskutieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

2. Dépôt d'une proposition de loi

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

3. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)

Débat (suite)

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Avortement, Dir Dammen an Dir Hären, ass keng Contraceptioun, wäert an däerf och keng ginn, och dat net am Zäitalter vun der Pëll duerno. Wéi hei schonn ugeklongen ass, ass 2007 am Mäerz plus ou moins zum 8. Mäerz vu mir eng Proposition de loi iwwer Avortement déposiert ginn, déi am Fong nach net hei diskutéiert ginn ass, sou dass ech der Madame Loschetter, deene Gréngen dankbar sinn, fir d'Geleeënheet hei ze kréien, e Wuert zu eppes ze soen, wat mer e ganz wichteg Uleies ass.

Ech kommen natierlech och op den Text vun der Regierung zrëck. Ech weisen dann, wou d'Differenze sinn a wéi déi sollen ze verstoe sinn.

Loosst mech just als Introductioun nach e puer Wierder soen. Kanner, déi gewënscht sinn an déi wëllkomm sinn an enger Famill, an enger Gesellschaft, bréngen déi Freed a Beräicherung, besonnesch och fir si selwer e gesond Selbstvertrauen a vläicht psychogénéalogesch e Selbstverständnis, wat hautdésdags Gold wäert ass.

Gëschter stoung an enger Zeitung eng Ausstellung - „Stopp zur sexueller Gewalt a Mëssbrauch“ -, déi an der Escher Gemeng de Moment stattfënt an aus där ervirgeet, dass hei déi Leit, déi sech zsummedoen hu géint de Mëssbrauch an enger A.s.b.l., eng Ausstellung proposéieren, fir ze weisen, wéi och an de Familljen, Dir Dammen an Dir Hären, Kanner alldueglech mëssbraucht ginn, an 90% dovunner dësem Ausschnëtt no sexuell belästegt ginn an der eegener Famill.

Et ass also scho wichteg, dass Kanner, déi op d'Welt kommen, gewënscht sinn, fir dass se dee beschtméiglechen Environnement fir hir eegen Entwécklung hunn.

Besonnesch: Et ass wichteg, e Gesetz ze hunn, wat d'Saache kloer seet. An et ass besonnesch och wichteg, dass dat Gesetz net d'Ëmgeréits vergësst, wéi zum Beispill net nëmme d'Sexualerzéiung, mä och d'Relatiounserzéiung; well déi zwou, déi ginn zesammen. A mat deem sexuelle Billerkrich, deen de Moment ass, geet vläicht déi Notioun deelweis verluer.

Ech denken och, dass ee misst e Wuert soen, wat den Avortement dann, wann e praktizéiert gëtt, schliesslech duerstelt. Et misst och kloer gesot ginn, dass dann nëmme en Dokter et ka maachen - an a mengen Ae kann dat nëmme esou sinn -, dass et en Acte médical ass, dee jo och misst da rembourséiert ginn.

Wa mer wëssen, dass zu Lëtzebuerg - an dat kënnt aus deem leschten ORK-Bericht ervir - ganz vill jugendlech mannerjähreg Frae schwanger sinn, Kanner kréien oder ofdreiw, dann ass dat zweifelsohne de Beweis derfir, wann en nach néideg wier, erbruecht ze ginn, dass d'Sexualopklärung an och Éducation sexuelle et affective - dat ass e bësse schwéier ze iwwersetzen - zu Lëtzebuerg op jidde Fall nach net schéngt ukomm ze sinn, do, wou et am néidegste wier, dat heescht bei deene jonke Leit.

Ech hu Frënn, déi Apdikter sinn, an och déi soe mer, dass Sexualerzéiung bei erwuesene Fraen och net ëmmer ka virusgesat ginn, well regelméisseg och do iwwert de Weekend d'Pëll vum Dag duerno verlaangt gëtt an öfters och nach vun deeneselwechte Fraen.

Et ass also e Besoin hei zu Lëtzebuerg, fir Sexualopklärung ze maachen, fir näischt ze verschéieren, a fir d'Méiglechkeet, sech fräi ze entscheeden, e Kand ze kréien oder och net, muss kënnen organiséiert ginn. Et ass jo net... Et ass jo gewosst, dass a Frankräich zënter 1974 schonn en offent Gesetz zum Avortement komm ass, iwwerengens vun enger Parteikolleegin vun der Madame Doerner, mengen ech kënnen ze soen, déi e bëssen an eng aner Richtung gaangen ass, mä ech denken, dass et interessant ass, d'Gemeinsamkeeten an d'Differenzen zwëscht der Proposition an dem Projet duerstellen.

Positiv ass, dass den Délai deeselwechten ass, während där d'Schwangerschaft ka virgeholl ginn. Zwielef bis 14 Woche jee no Gesondheetlag, an ech mengen och, dass et d'selwecht ass, dass d'Noutlagargument an deenen zwee Texter ass. D'Noutlagargument ass a mengen Ae wichtig, fir ze soen. Mä eppes feelt eigentlech, an a mengen Aen ass et kloer, dass d'Noutlag net ka festgestallt gi vun engem Drëtten, mä d'Noutlag muss festgestallt gi vun deemjéinegen, dee concernéiert ass, dat heescht där schwangerer Fra. Et ass e bësselche wéi bei der Euthanasie. Et ass et net um Dokter un der Famill feststellen, ob d'Souffranen insupportabel sinn oder net: Dee Betreffende muss dat fir sech entscheeden.

Ech mengen, dass et evident ass, dass Fraen, déi an där Lag sinn, sech an enger Noutlag befanne schonn eleng duerch déi Tatsaach, dass se drun denken, dat Kand net kënnen ze kréien.

Positiv an d'selwecht an deenen zwee Texter ass, dass d'mannerjähreg Kanner och kënnen, ouni hir Elteren an d'Bild ze setzen, zu engem Schwangerschaftssofbroch kommen a sech eventuell begleede losse vun engem - dat steet net prezis am Text, a mengen Aen evident awer - groussjähregen Drëtten, deen d'Personne de confiance soll spillen an am Fong anstatt vun den Elteren de Jugendlechen an dee schwéiere Schrëtt do mat begleeden.

Wat ech positiv fannen, ass, dass d'Donnéen anonym solle weidergoen, fir dass endlech gewosst ass, wat zu Lëtzebuerg a Saachen Avortement passéiert, well et ass jo kloer wéi och bei anere Faiten, bei anere Phenomeener, dass duerch de Fait, dass mir e schlecht Gesetz hunn, dat heescht, dass sech un d'Gesetz gehale gëtt. De Fait, dass mir e schlecht Gesetz hunn, dat heescht, dass et iwwerschratt gëtt all Dag. A wann net hei, dann am Ausland. Ech mengen, dass dat eng Ontransparenz ass, déi engem demokratesche Land wéi Lëtzebuerg onwierdeg ass.

Ech mengen och an deenen zwee Texter d'selwecht ze verstoen, dass ëmmer nëmme en Dokter et ka maachen. Ech mengen awer, dass, wann et net kloer ass, misst een et kloer soen.

Zwou Differenzen hu mer zwëscht deenen Texter vun der Regierung an deem vu menger Proposition de loi. Éischtens, d'Konsultatioun ass am Text vun der Koalitioun, wéi en elo virläit, obligatoresch an an enger Zäitspan vun dräi Deeg, während en a menger Proposition obligatoresch ass, mä nëmme fir Jugendlecher, fir Mannerjähreger, a fakultativ fir déi Erwuesenen, vun deene mer ausginn, dass se wëssen, wat se wëllen, an dass ee se net méi muss schécken an eng Konsultatioun, nodeem se sech selwer informéiert hunn an hir Entschcheidung getraff hunn.

Ech kann awer och nach mat där Konsultatioun do liewen a condition, dass am Gesetz kloer ass, wat déi agréiert Struktur sinn, déi sollen deen Certificat de consultation ausstellen. Et kann net sinn, dass do Frae forcéiert ginn...

► **M. le Président.** - Madame Err, Dir misst elo esou lues zum Schluss kommen!

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Jo. Ech weess, dass dat doten lech net schrecklech an de Krom passt, mä...

(Brouhaha général)



► **M. le Président.**- Neen, Madame Err. Madame Err, lauschtert, ech mengen, mir...

► **Mme Lydie Err (LSAP).**-...zwou Minutte méi laang.

► **M. le Président.**- Ma neen, ech si ganz respectueux, well Dir hutt elo schonn zwou Minutten iwwerzunn. Ech mengen, mir mussen awer e bësselchen d'Reglement hei applizéieren. Är Kolleegeinnen hunn dat Reglement och applizéiert. Duerfir géif ech awer wann ech gelift elo bieden, lues zum Schluss ze kommen, Madame Err.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Ech kommen zum Schluss, Här President.

Ech hunn nach eng Saach, déi ech hei diskutéiere wëll, an zwar eppes, wat iwwerhaapt net am Text vun der Regierung steet, wat fir mech awer ganz wichteg ass a wat a mengem Text steet.

Dat ass, dass den Délit d'entrave, fir en Avortement kënnen ze kréien, muss ënner Strof gesat ginn. Et kann net sinn, dass mir zu Lëtzebuerg eng Situatioun kréien, wou Leit, deenen e bessert Gesetz wéi dat, wat mir haut hunn, net an de Krom passt, probéieren, Leit dorunner ze hënneren, hiert Recht net kënnen ze kréien.

Erfahrungen a Saache Stierfhëllef hu bewisen, dass dat e Risiko ass, dee besteet zu Lëtzebuerg op anere Gebidder. Ech géif duerfir opfuere, sech ze iwwerleeën, ob ee mat kann op dee Wee goen.

Fir de Rescht ass a mengen Aen den Text an der Rei, wa mer eis kloer sinn iwwert dat, wat agréiert Strukture sinn, déi sollen den Certificat de consultation ausstellen, well keng Fra wäert en Avortement maachen, ouni sech virdrun oder während der Prozedur konsultéieren ze loossen. Gegebenenfalls geet se bei deen zréck, wou se ugefaangen huet, wa se dat ka maachen. Duerfir mengen ech, ass dat Element extrem wichteg.

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleege, dat Thema, wat mer haut hei behandelen, ass e sensibelt Thema, an et ass och normal, datt esou en Thema kontrovers heibanne soll a muss diskutéiert ginn. Et ass och duerfir schwéier an zwou Minutte Riedzeit, déi een huet, fir am Detail do an eng Analys eranzegoen. Duerfir wëll ech vun eiser Säit aus hei déi prinzipiell Stellung virdroen, esou wéi mir se als ADR an eisem Wahlprogramm festgehalten hunn.

Mir hunn an eisem Wahlprogramm gesot, datt mer géifen eng absolut Prioritéit der Preventioun, der Opklärung ginn. Déi soll an de Schoule stattfannen, déi soll an der Famill stattfannen, soll iwwer modern Kommunikatiounsmittelen - Internet - stattfannen, iwwer Publikatiounen a Berodungsstellen.

Och si mer der Meenung, datt déi jugendlech Jongen a Meedercher sollte gratis Verhiddungsmittelen zur Verfügung gestallt kréien. Mir wëssen och haut, datt et schonn d'Pëll duerno gëtt, sou datt et also eng ganz Palett gëtt vu preventive Moossnamen. Alleguer déi sollen agesat gi mam Zil, ongewollte Schwangerschaften ze verhënneren.

Fir de Fall, dass dach eng ongewollte Schwangerschaft antrëtt, mussen des Fraen all méiglech Hëllef kréien, fir an dëser schwéierer Phas an hirem Liewe bäizestoen, Informatiounen an Hëllef iwwer all Méiglechkeeten, sief dat materieller, finanzieller oder moralescher Natur.

D'ADR ass der Meenung, wann all des Moossnamen zu honnert Prozent offréiert an och praktikéiert géife ginn, datt dann am Prinzip dierft kee Bedarf iwwerhaapt méi bestoen, fir iwwert d'Gesetz iwwert de Schwangerschaftsabbruch missen ze diskutéieren oder ze léigféieren.

D'Regierung huet haut de Moien an der Kommissioun en Avant-projet vun enger

Proposition de loi déposiert, déi baséiert op der Regierungserklärung vun där neier Regierung. D'ADR wäert des Proposition de loi vun der Regierung aus der Siicht vun eisem Wahlprogramm analyséieren an dann hir Positioun festleeën.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruptions**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, fir d'éischt ganz schnell: Merci un d'Madame Loschetter fir déi Initiativ, fir dass mer d'Geleeënheet kréien, hei doriwver ze diskutéieren, ganz kuerz.

Soulaang wéi mer d'Schwangerschaftsënnerbriechung net aus dem Strofgesetz dättelech eraushuelen, soulaang bleiwe mer an enger Logik vu Schold, Culpabilitéit a Repressioun vis-à-vis vun deene Fraen, déi dat maachen. A mir missten eigentlech alleguer wëssen, och aus empirischer Erfahrung, dass déi repressiv Logik an esou Froe wéi där do vun héchst bezweifelbarer Wierksamkeit ass: Op där enger Säit, well d'Fraen awer, wa se keen aneren Auswee wëssen, datt maachen, awer dann ënner oft schlëmme Konditiounen; a mer wëssen, dass déi repressiv Logik och fir d'Fra inhuman Konsequenze kann hunn, déi hei schonn opgezielt gi sinn, sou dass ech do net nach eng Kéier drop brauch zréckzekommen.

Berodung an Hëllef, déi sinn ëmmer gutt, an ech sinn och der Meenung, dass mer d'Offer vun der Berodung a vun der Konsultatioun systematesch sollten ausbauen, och den Accès sollten erliichteren, virun allem fir déi jonk Leit.

Mä ech sinn net d'accord, dass mer se sollen obligatoresch maachen, well, wa mer se obligatoresch maachen, dann ënnerstelle mer de Fraen implizit, dass se eigentlech onmündeg sinn an dass se mussen conseilléiert ginn, fir kënnen eng vernünfteg Entscheedung ze huelen. Ech stelle mer och d'Fro, ob d'Qualitéit an d'Akzeptanz vun enger Berodung net leiden, wa se ënner der Menace vun enger Strof steet.

Also, prioritär fir mech: Dépénaliséierung; eng besser Informatioun; eng besser Opklärung vun eise jonke Leit - well ech mengen, dass do heiansdo wierklech nach ganz vill ze maachen ass -, an e Gesetz, wat Rechtssécherheet schaaft. An esouwäit wéi ech deen Text vun deem Projet de loi oder Avant-projet de loi bis elo kennen, schaaft e keng.

Fir mech ass absolut net kloer, wat et bedeit, wann Indikatiounen opgezielt ginn, a wann et dann heescht, wann déi Indikatioun bestinn, dann ass et net punissabel, dann ass d'Schwangerschaftsënnerbriechung net punissabel, an da seet...

(**Interruption**)

Ech hu mech géiert?

Dann ass se net punissabel. An da seet d'Madame Err eis jo: „Mä wien entscheet dann, ob déi Indikatiounen do zoutreffen oder net?“ Majo, dat ass eleng d'Fra, an da mécht deen Ausdrock punissabel am Gesetz kee Sënn méi. Dat heescht, a Wierklechkeit bleift et eng Pénaliséierung vun der Schwangerschaftsënnerbriechung, wann déi Indikatiounen do net agehale ginn - a mer wëssen net, wie se feststellen huet - a wann déi Konsultatioun net stattfënt, déi ënner der Menace vun enger Strof stattfënt.

Also: Dépénaliséierung, Informatioun a Preventioun aus dem Strofgesetz eraus!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert: den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

Ech wëll nach eng Kéier drop opmierksam maachen, fir herno keng Diskussioun ze kréien, datt d'Regierung zéng Minutten huet. Dat heescht, wa méi Ministere wëlle schwätzen, se awer wann ech gelift gebiede wäeren, plus ou moins sech esou anzedeele, datt jiddwereen alles ze soe kritt, wat e wëllt.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Den Här Di Bartolomeo ka fënnf Minutte schwätzen an de Justizminister zéng.

(**Interruptions diverses**)

► **M. le Président.**- Zéng Minutten hutt Der, Här Justizminister.

(**Interruptions diverses**)

Also, elo lauschtere mer emol dem Gesondheitsminister no, well d'Zäit, déi leeft.

(**Interruptions diverses**)

Eng Véierelstonn.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Voilà, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee Reformprojet, deen de François Biltgen als Justizminister, deen de Ressortminister ass, wäert presentéieren, ass e wichtige zousätzleche Schrëtt, fir den Avortement aus der Grozon, wou e leider nach ëmmer dra war, erauszekeréien, a méi Transparenz a méi Realitéitssënn an déi Diskussioun eranzebréngen.

Dat Gesetz, dee Gesetzesprojet, dee mer wäerte presentéieren, huet de Verdéngscht, dass e sech de Realitéiten upasst, manner Plaz fir Interpretatiounen, an duerfir méi Kloerheit wäert an deen heite Beräich erabréngen. Dat ënner anem doduerch, dass d'sozial Détresse unerkannt gëtt an ënner anerem domat - an dat ass ee vun deene wichtigste Schrëtt -, dass Mannerjäreger net méi systematesch dozou gezwonge ginn, fir iwwert d'Grenz ze goen, mä ënner verschiddene Konditiounen kënnen am Respekt vum Gesetz an an aller Transparenz hei zu Lëtzebuerg eng Schwangerschaft kënnen ofbriechen. Et handelt sech do ëm déi fragiliséiertste Persounen, déi dovu betraff sinn, an hinne gëtt heimat gehollef.

Et ass richtig, dass d'Décisioun bei der Fra läit, an dass d'Fräiheet vun der Fra an esou enger schwéierer Décisioun net soll hypothekéiert ginn. Mä Fräiheet heescht net, dass een d'Fra soll eleng loossen. Duerfir mengen ech, sinn déi Berodungszentren, déi hei virgesi sinn, net als Schikan, mä als zousätzlechen Encadrement bei enger ganz schwéieriger Situatioun ze verstoen, selbstverständlech wann een déi doten Aufgab deenen uvertraut, déi dat och esou an deem Sënn gesinn.

De François Biltgen wäert op den Detail vun deenen neie Propositionen agoen. Ech wëll just soen, dass dat heiten en zousätzleche Schrëtt ass, e wichtige Schrëtt, mä sécher net deen eenzeg an där heiter Problematik, an dass mir, d'Familljeminstesch an ech selwer, zesummen och mat der Éducatiounsministesch, an deene leschte Jore scho bestreift waren, fir d'Rahmebedingungen ze verbesseren.

Ech erënneren drun, dass mer d'Pilule du lendemain fräiginn hunn. Ech erënneren drun, dass systematesch an alle Lycée Contraceptif quasi gratis zur Verfügung gestallt ginn.

Ech erënneren drun - an do kommen ech op dat, wat d'Madame Loschetter gesot huet -, dass mer dat lescht Joer dem Planning familial den Agrément ginn hunn, als agréiert Zentrum, fir medikamentös Avortement kënnen ze praktikéieren. Dat heescht kloer, medikamentösen Avortement huet selbstverständlech Prioritéit vis-à-vis vun anere Situatiounen.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Regierung sech d'Wuert ginn huet schonn am leschte Budget - do sinn éischt Kreditter virgesinn -, fir Contraceptif fir jonk Leit bis zu 25 Joer ze rembourséieren.

Dat wäert an deem Joer kommen, well den Avortement ass net en Element vu Familljeplanung, mä ass eng Situatioun, déi antrëtt, wann aner Prioritéit gescheitert hunn. Duerfir ass et extrem wichteg, fir d'Zougängelechkeet zu enger verantwortlicher Sexualitéit ze verbesseren.

Ech wollt dat ënnersträchen. Mir sinn am Moment amgaangen dorun ze schaffen, fir quasi gläichzäit mat dem Projet de loi och verbessert Konditiounen beim Zougang zu Contraceptif ze garantéieren, ouni Ennerscheid vun der sozialer Situatioun.

Mir wäerten eis Méi ginn, fir am Rahme vum Gesetz och zousätzlech Moyenen éischtens fir d'Berodungszentren zur Verfügung ze stellen, awer och fir d'Preventioun an de Schoulen. Do gëtt et a mengen Aen eng Obligation de moyens, wa

mer op deen dote Wee ginn, wa mer also A soen, mussen mer och B soen an déi dote Situatiounen verbesseren.

Ech wëll soen, dass selbstverständlech jiddwereen d'Recht huet, fir seng Meenungen ze behalen, wat elo den Optimum ass an där heiter Diskussioun. Mir hunn et fäerdeg bruecht, zesummen en Duerchbroch hei ze maachen, deen et erlaabt, d'Situatioun vun der Fra ze verbesseren.

Déi, déi eis elo wëlle schoulmeeschteren, dass een dat eent oder dat anert méi hätt kënnen maachen, déi hate virun eis an der Regierung d'Geleeënheet, fir dat ze maachen, hunn et awer net fäerdeg bruecht.

Ech wollt der Madame Polfer soen, dass an där virviregter Regierung och schonn d'Geleeënheet gewiescht wär, fir hei Verbesserungen ze maachen. Déi waren awer net dran, well d'DP hir Iddien net duerchgesat kritt huet. Ech wëll soen, dass dat hei eng gutt Solutioun ass, wou d'Situatioun an der Praxis wesentlech wäert verbessert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

(**Interruptions diverses**)

► **M. le Président.**- Ech soen dem Gesondheitsminister Merci. Elo kritt d'Wuert: den Här Justizminister François Biltgen.

4. Dépôt d'un projet de loi

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleege, ech wëll emol fir d'éischt d'Geleeënheet benotzen, fir den Dépôt ze maache vum Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal, deen ech hei dem Chamberspräsident dann iwwerrechen.

6103 - *Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal*

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)

Ech hunn no Récksprouch mat virun allem de Fraktiounspresidente vun de Koalitionsparteie mer iwwerluecht an och hinnen nogefollegt an hu gesot, ech ginn net eraus un d'Press, ier dass mer hei déi Debatt hate mam Dépôt vum Projet de loi. Ech hunn deen - d'Madame Polfer huet dat gesot - de Moien an der Commission juridique ausgedeelet, well - wéi hat ech laachende Monds de Moie gesot? - mä parlamentaresche Statssekretär, den Här Bodry, scho gëscher op RTL verschidden Deeler bekannt gemaach huet.

Ech hunn och misse grinsen, wéi op RTL stoung, den Här Bodry wär Coauteur, mä déi, déi mech kennen, wëssen, dass ech nach ëmmer meng Texter selwer ka schreiwen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Richtig ass allerdéngs...

(**Brouhaha général**)

Richtig ass allerdéngs, dass deen Text...

Mir hunn och net esou vill Suen, dass mer ee kéinte vu bausse bezuelen.

Richtig ass allerdéngs, dass deen Text...

(**Interruptions**)

...deen Text vum Code pénal, dee mer änneren, dass dee millimetergenee dat erëmgëtt, wat den Här Bodry als Parteipresident vun der LSAP an ech deemools als Parteipresident vun der CSV an de Koalitionsgesprécher ofgemaach hunn. Woubäi ech och soen, dass ech ëmmer muss e bësse grinsen, wa versicht gëtt elo haut - dat ass awer de bonne guerre -, d'Koalitionsparteien auserneenedividéieren.

Ech mengen, d'Madame Err ass agaangen op déi ganz Positioun vun hirer Partei. Ech wëll da just ee Saz oder zwee Sätz zitieren aus dem Parteiprogramm vun der CSV: „Das bestehende Gesetz aus dem Jahr 1978 muss abgeändert werden, damit jene Abtreibungen, die nicht verhindert werden können, im rechtssicheren und

fachmedizinisch begleiteten Raum stattfinden. Abtreibung ist keine Fortsetzung der Schwangerschaftsverhütung mit anderen Mitteln. Sie ist ein erster medizinischer Eingriff, der nur in Ausnahmefällen zulässig ist. Wir nehmen die Existenz solcher Fälle zur Kenntnis und wollen sicherstellen, dass vor jeder Abtreibung beratende Gespräche stehen.“

Dat, fir ze soen, dass mer net laang gestriden hunn - déi zwee Parteipresidenten -, mä, dass mer déi Grondiddien erëmfonnt hunn, déi mer alleguer vertraueden hunn, nämlech fir ze soen: Den Avortement ass keng Familljeplanung, den Avortement ass eppes, wat an extreme Fäll stattd'fënnt. Et muss ee kucken, fir dass et net als Einfachheet benotzt ka ginn.

An op dat kommen ech nach eng Kéier zréck, well déi obligatoresch Konsultatioun vu verschiddene Riedner hei a Fro gestallt gouf, mä, wann een d'Realitéit kuckt, muss ee feststellen, dass just déi obligatoresch Konsultatioun kann eben der Fra, well déi ass ënnert Drock, déi ass ënnert Drock vu ville Säiten aus, hëllefen en connaissance de cause ze decidéieren an net en méconnaissance de cause.

Duerfir sinn ech och dem Mars Di Bartolomeo, dee fir d'Marie-Josée Jacobs, fir d'Familljeministeschesch, matgeschwat huet, och dankbar, dee gesot huet, dass dat heiten een Element ass vum Koalitiounsprogramm. Dat anert Element ass, fir ze soen, mir maachen alles, fir Ofdreiwungen ze verhënnere: duerch Oplklärung, déi mer och wëllen an der Schoul verstärken, duerfir wäerte mer och, wa mer d'Diskusioun kréien iwwert dat neit Berufsbild vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen, och diskutéieren - soen ech als Héichschoulminister -, wéi ee besser kann an der Schoul och oplären. Do ass nach villes ze maachen, menge mer als Regierung.

An op där anerer Säit huet de Mars Di Bartolomeo dat gesot, wat sech och an deenen zwee Wahlprogrammer erëmfënnt vun de Koalitionspartner, nämlech ze kucken, dass nach méi den Zougang zu Verhütungsmëttele stattd'fënnt notament gratis, well d'Pëll ass net bëlleg, an dobäi denke mer u jonk Meedercher, déi an de Lycéee sinn, dann ass dat een Element, fir ze verhënnere.

Nun ass et esou, dass mer alleguer wëssen, dass dat Gesetz vun '78, wat schonn deemools op Informatioun opgebaut huet an dovunner ausgaangen ass, wa mer géife méi Informatioun an Oplklärung maachen, géif et manner Avortementé ginn, awer net dat Resultat bruecht huet. Dat huet eis dozou bruecht, fir ze soen, ma komm, mir kucken, fir vun der Grauzon ewechzekommen, déi Tabuiséierung vum Avortement opzehiewen, an op där anerer Säit ze kucken, dass all Elementer op dem Dësch leien, fir ze kucken, dass esou mann wéi méiglech Avortementé kommen.

Dozou e puer Erläuterungen zum Text. Éischters: Mir sinn hei am Strofgesetz. Mir bleiwen am Strofgesetz am Code pénal. Et ass och duerfir ganz kloer, dass den Avortement als solchen net dépenaliséiert gëtt. Den Avortement bleift strofbar.

Zweetens, wat d'Indikatiounen ubelaangt, si mer méi wäit gaangen. Woubäi ee kann diskutéieren, ob mer méi wäit gaange sinn oder net. Mä mir hunn et op d'Mannst méi prezisiéiert an am Sënn vun der Rechtssécherheet méi kloer gemaach. Well bis elo hate mer och Indikatiounen d'ordre psychique, wou déi sozial Froen absolut konnten drafalen. Mä dat war eng Interpretatiounsfro, an am Strofrecht ass et gutt, wann een dat kloer seet.

Mir hunn zwou Saache bäigefügt. Mir hunn de Prinzip vun der Détresse bäigezunn, wat ganz kloer seet: D'Détresse, dat ass net iergendwéi eppes, wat engem afält, mä dat ass eng Situatioun, an deem ee sech genötegt fillt. Och dat ass wichtig: den Terme vun der Détresse.

An dann dat Soziaalt. Well déi Leit, déi op der Sozialaarbecht um Terrain aktiv sinn - an ech war dat virun allem a menge Joren als Affekot am Brillquartier zu Esch -, wëssen, dass dat, wat mir oft esou diskutéieren intellektuell vun uewen erof, ganz schéi klängt a ganz richtig ass, mä net d'Realitéit op de Kapp treëft.

Vill Fraen, déi wëllen ofdreiwien, wëllen net ofdreiwien, well se d'Kand net wëllen, mä

well se net d'Méiglechkeet gesinn, net sécher sinn, ob se dat Kand iwwerhaupt kënnen groussezéien, aus ville Grënn, wou déi materiell Grënn een Deel sinn. Dat psychosoziaalt Émfeld ass een anert. D'Roll vum Papp, d'Roll vun den Eltere spillen do eng ganz grous Roll.

Fraen, déi jonk sinn, déi net gebilt sinn, déi aus sozial défavoriséierte Milieue kommen, hunn net déi Méiglechkeet, iwwer alles informéiert ze sinn, wat anerer hunn. An dohier déi obligatoresch Berodung, déi selbstverständlech nach ëmmer herno muss ergebnisoffe sinn. D'Fra muss d'Déci-sioun huelen. Ech kommen nach eng Kéier op d'Sécurité juridique zréck. D'Fra muss kënnen d'Déci-sioun fräi huelen, mä si muss se kënnen en connaissance de cause huelen.

Mir hunn och mat Gynäkologen geschwat, déi gesot hunn: „Mir sinn net Spezialist dovun, mä heiansdo, wa mer der Fra gesot hunn: «Mell dech emol bei deem Zentrum oder bei deem Zentrum, deen der Iddië gëtt, wéi s de kanns awer mat deem Kand eens ginn.»“, hunn herno gesot: «Ech sinn awer bereet, dat Kand ze kréien.»“ Dat ass de Punkt vun der obligatorescher Konsultatioun. Just déi, déi alles wëssen, do ass d'Déci-sioun scho virdu fest. Mä et sinn der vill, déi wëssen net alles. Hei kréie se iwwert déi obligatoresch Konsultatioun Elementer iwwert dat Materiell, iwwert d'Begleitung, an da kënnen se en connaissance de cause decidéieren.

D'Sécurité juridique ass virdu a Fro gestallt ginn. Ech menge just, dass mer hei d'Sécurité juridique sécherstellen, andeem mer soen, doduerch, dass de d'Prozedur respektéiers, d'Konsultatioun beim Dokter iwwert dat Medizinesch, déi ass vir, d'Konsultatioun am Zentrum, dat ass dat Zweet, wann s de dat respektéiert hues, dann ass souwuel d'Fra wéi och den Dokter, deen den Avortement ënnerhëlt, ass deen an der Sécurité juridique, dass en net strofrechtlech verfollegt gëtt.

Déi Onsécherheet huet och eiser Meinung no dozou gefouert, dass et vill ondekla-réiert Ofdreiwungen hei am Land an do-bausse gëtt. An deem Sënn menge mer, dass mer hei mat deem heite Gesetz d'Chance kréien, fir méi Avortementen ze évitéieren, doduerch dass mer engersäits den Avortement détabuiséieren, mä anersäits de Fraen, déi betraff sinn, all Chancë ginn, fir wa se wierklech wëlle wëssen, wéi se kënnen hiert Kand halen. Ech mengen, dass mer doduerch eppes maachen, wat am Endeffekt ville Leit a virun allem Fraen hëllef dobaussen, fir méi Dignitéit selwer ze kréien.

Ech mengen och, dass mer net doduerch den Avortement liberaliséieren, mengen awer doduerch, dass mer méi Rechtssécherheet kréien an dass mer méi Respekt virun der Mënschlechkeet hunn.

Natierlech - an domadder halen ech op -, natierlech läit alles an der Qualitéit vun där Konsultatioun, déi déi Centres pluridisciplinaires do ginn. Dat heescht, dat ass net einfach e Gespréich, wou een e Schäi siche geet, mä dat ass e Gespréich, wou ee seet, wat ass; wou et och wichtig ass, dass déi Leit, déi an deem Centre sinn, zum Beispill froen: „Hues de mam Papp geschwat vum Kand?“ - Dat geschitt net ëmmer, aus ville Grënn. - „Hues de mat den Eltere geschwat?“ Do hu mer jo eng extra Prozedur fonnt, fir ze soen, et sinn net d'Elteren, déi herno d'lescht d'Wuert hunn. Mä et ass awer wichtig, dass ee versicht, mat den Elteren esou an esou an d'Gespréich ze kommen. Wat beim Dokter ufänkt no eisem Text, dat wëll ech iwwerregens soen: Et ass den Dokter, deen dat déclenchéiert mat dem Zentrum. Mä den Zentrum soll en oppent Gespréich féiere mat de Leit, fir alles op den Dësch ze leeën a fir wierklech all Informatiounen ze ginn, fir dass déi betraffe Fra kann en connaissance de cause decidéieren.

Ech mengen, duerfir ass et wichtig, dass de Gesondheitsminister an d'Familljeministerin dat och kucken, wat fir eng Zentren agrééiert ginn, woubäi d'Base légale schonn zënter '78 besteet. Dat hu mer net geännert, well alles am Gesetz steet vun '78. Wann Der d'Gesetz vun '78 noliest, dat huet zwee Kapiteln, dat zweet ass dat, woumer eng Ännerung maachen zum Code pénal, an dat éischt sinn déi Informatiounszentren. Do ass all Base légale

do. Et ass um Gesondheitsminister an un der Familljeministeschesch, fir elo ze kucken, wien do agrééiert gëtt.

Ech mengen, an deem Sënn hätte mer eppes gemaach, wat wierklech mënschlech ass, wat net iergendwéi Zäitgeescht ass, mä wat am Endeffekt vläicht besser Resultater erziilt wéi dat Gesetz, wat mer elo vun '78 haten.

An deem Sënn hunn ech dat Gesetz déposéiert, dat mécht säi Gang duerch den Instanzewe. Mir wäerten also nach an Zukunft an der Commission juridique genuch Zäit kréien, doriwwer ze diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Justizminister François Biltgen Merci. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Interpellatioun vum Här Xavier Bettel iwwert d'Partenariatsbestietnis vun homosexuelle Koppelen an d'Adoptioun an zu der Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Grëngen och iwwert d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Bodry, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den Interpellant, den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:

- les problèmes d'application du partenariat,

- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,

- les nouvelles formes de parentalité

et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels

Exposé

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.** - Merci, Här President. Enfin, kéint ech soen. Ech hunn nämlech de 6. März 2007 d'Demande un den deemolege President vun dëser Chamber gemaach, fir iwwert dëse Sujet kënnen hei am Plenum ze diskutéieren. Et muss e Sujet sinn, dee verschidde Leit stéiert, soss hätt et bestëmmt net bal dräi Joer gedauert, fir iwwerhaupt kënnen hei driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn och meng Interpellatioun an dräi Deeler opgesat. Dat eent ass d'Partenariatsgesetz, wat mer gestëmmt hunn, wou Problemer haut nach sinn, dann iwwert d'eventuell Introductioun zu Lëtzebuerg vum Mariage vu Couples homosexuels, an dann och iwwert d'Homoparentalitéit.

Här President, ech ka mech erënneren, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Partenariat gestëmmt hunn, dass et net einfach war. Ech wor e jonken Deputéierten, an an eng Kommissioun juridique, presidéiert vun lech, wann ech mech richtig erënneren, hat ech en Amendement proposéiert, wou et nëmme drëms gaangen ass, fir dass ee bei engem Pacs net nëmme de Buergermeeschter oder den Officier d'état civil, mä och e Schäffen oder e Conseiller kéint froen, fir d'Partenariat ze maachen.

Meng Kolleegen Durdu a Graas an deemools, ech mengen, d'Madame Delvaux, déi nach an der Chamber war, an nach en anere Member vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, an déi Gréng hunn dat matgestëmmt. Wat wor do en Zirkus! Wat wor d'CSV e schlechte Verlëierer, well e klengen Amendement an en Text sollt kommen, wou een nëmme erlaabt hätt, dass och e Gemengeconseiller oder eng aner Persoun kéint e Pacs maachen.

(Interruption)

Déi Ambiance heibannen, wéi mer iwwert den Text geschwat hunn, wou ech mech nach erënnere kann, dass en Deputéierten, en ass net méi hei, mä den Nicolas Strotz, wierklech Schwierigkeete schonn hat mam Text a mer gesot huet: „Muss dat sinn?“ Et ass en aneren Deputéierten, deen

haut nees heibanne sëtzt, dee mer gesot huet: „Xavier, wann ech eng Pëll hätt, fir dass een net méi schwul wär, géifs de déi huelen?“ Wann ech lech soen, dass een dat erlieft huet an heibannen an deem Haus - dat deet wéi!

De Pacs, dunn ass gesot ginn: „Ass dat wierklech néideg?“ Souguer op verschiddene Bänken: „Muss dat gemaach ginn?“ Fir d'Sozialisten deemools ass dat net wäit genuch gaangen. Dat wor soi-disant d'Ur-saach, firwat se et net gestëmmt hunn.

Ech wëll just d'Sozialisten erënneren, dass d'DP leider nëmme per Intermezzo déi lescht 30 Joer an enger Regierung war, an déi 15 Joer virun deem, dass d'Pacs-Gesetz do war, kee lota an enger CSV-LSAP-Regierung vun engem Pacs geschriwwen ginn ass, an dass déi fënnf Joer no enger DP-Regierung kee lota vun engem Mariage geschwat ginn ass.

Dat heescht, d'Sozialiste wäerten haut soen: „Et ass eis Iddi.“ An et ass jo dat, wat impressionnant ass, Här President. Ech hunn et scho gëschter gesot, an ech mengen, mir kréien nach vill Freed hei an där Chamber. Hei gëtt drëm gestriden, wie wat net gesot huet - bei der TVA -, an da bei verschiddene Sujeté mécht schonn eng Fraktioun dann an der Press, de Spriecher vum Justizministère, den Här Bodry, deen dann hei erkläert, wat den Här Biltgen hei wäert déposéieren.

Et ass witzeg. Vun deem, wat een arrangéiert, ass een Auteur, an dat, wat stéiert, dat war keen. Ça me rappelle quelque chose.

Mä op jidde Fall, Här President, muss een och éierlech mat sech sinn. A wann deemools d'Sozialisteschesch Aarbechterpartei den Text vun Pacs net gestëmmt huet, sinn ech der Iwwerzeugung, dass d'Demokratesch Partei all Evolutioun, déi an déi richtig Richtung geet, wäert matstëmme.

A wa se net wäit genuch geet, ass et egal. Mir insistéieren. Mir wäerten och Amendementer maachen, fir méi wäit ze goen. Mä mir wäerten, wann e Fortschritt an déi richtig Direktioun geet, dat ënnerstëtzen an net direkt soen, dass mir esou en Text net stëmme, esou wéi et deemools d'Lëtzebuerger Sozialisteschesch Aarbechterpartei dat hei gemaach huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Pacs ass ze soen - ech ginn lech elo d'Zuele vun der Gemeng Lëtzebuerg -:

2006 hate mer an der Gemeng Lëtzebuerg 366 Mariagen; Hochzäiten, normal Hochzäiten. Mir haten 42 Pacsen. Vun deenen 42 Pacse wore véier gläichgeschlechtlech Koppelen.

2007 hate mer 353 Mariagen. Mir haten 68 Pacsen - dat heescht, Dir gesitt, d'Pacse geet an d'Luucht -; dovunner aacht gläichgeschlechtlech Koppelen.

2008 hate mer 373 Mariagen. Mir haten awer 147 Pacsen; dovunner 14 gläichgeschlechtlech Koppelen.

An 2009 hate mer 345 Mariagen - de Mariage huet e bëssen ofgehol, wéi Der gesitt - an awer 150 Pacsen; an dovunner véier gläichgeschlechtlech Koppelen.

Dat heescht, deen, dee gesot huet: De Pacs, dat ass eppes fir déi Schwul; den Heterosexuellen, deen ass guer net drun interesséiert, läit falsch. Vun 150 Pacsen d'lescht Joer, wore véier gläichgeschlechtlech Koppelen, an 146 heterosexuell Koppelen. Dat heescht, deen, deen elo muer seet, dass, wann een d'Hochzäit fir homosexuell Koppelen opmécht, een de Pacs soll ewechhuelen, dee läit falsch.

Mir sollen als Législature, déi am nooste bei der Gesellschaft sinn... A wann eng Demande do ass vu jonke Koppelen, heterosexuell Koppelen, déi wëllen ee vis-à-vis vun deem anere Garantien hunn, an, wann se Kanner hunn, awer net wëlle bestuet ginn: Respektéiert dat!

Et si Leit, déi net wëlle bestuet ginn an déi frou sinn, wa se ee vis-à-vis vun deem anere kënnen Rechter hunn. Dat heescht, deen, deen elo seet, wann d'Hochzäit kënnt, de Pacs soll ofgeschaaft ginn, deen



ass falsch. De Léiglateur soll eng Palett vu Mesuren hunn, wou de Citoyen sech dran erëmfënnt, an net au contraire et limitéieren, andeem e seet: Wa bis d'Hochzäit op ass, dann ass et eriwwer.

Här President, wann een awer kuckt haut de Pacs, dann... Et ass jo hei duerchgaange mat Zählknirschen op verschiddene Bänken, mä et gëtt nach ëmmer Problemer, och no baussen.

Ass et normal - an ech hat schonn dem Här Justizminister eng Fro gestallt -, dass een, deen e Pacs agaangen ass, en Zertifikat muss all Joer bei der Steuererklärung bäileeën, fir ze soen, dass e gepacst ass? Bei enger Hochzäit geet dat net. Bei enger Hochzäit ass dat automatesch. Ech si bestuet, dat heescht, ech sinn dann a menger Steuerklass. Bei engem Pacs muss een do bewiese kënnen, dass een nach ëmmer gepacst ass. Firwat?

Firwat, Här President, si mer nach ëmmer net an den Text kucke gaangen oder op d'mannst huet d'Regierung eng Informatioun gemaach? An heibanne sëtzt jo och nach eng Persoun, déi selwer Notaire ass, déi dat ka bezeien, Här President. Déi Leit, déi e Pacs maachen, wëssen net, dass de Partenaire guer kee Recht op iergendeppes huet en cas de décès vun engem vun de Partner. Wa keen Testament gemaach ginn ass tëschent Leit, déi gepacst gi sinn, kritt ee guer glat näischt.

Dat heescht, et wär awer wierklech wichteg, dass och beim Pacs och eng Note informative iwwer Krankekeess, iwwer Pensiounen, iwwer lerschaften, wat iwwerhaapt dat vu Répercussiounen op deen anere Partner huet, a wou een dra schreift: Wann Dir e Pacs maacht an Dir stierft muer, kritt Äre Partner guer näischt, an da kritt Är Famill et. Esou ass et. Et gëtt awer keen doriwwer informéiert.

E Pacs, a verschiddene Gemenge gi se och net ganz gäre gemaach. Do kuckt een dann am Keller, wann een do de Sekretariat vum État civil huet, dass et do stattfënnt. An dann, wann d'Leit... Oder a verschidde Gemenge gëtt dat wierklech gemaach, wou een dann esou an engem Wartesall en Ticket soll rappen, an da kënnst een eran, an da setzt ee sech do op e Stull, an da kritt ee gesot: „Ënnerschreift do an do.“ Esou ass et net. Verschidde Leit kënnen haut näischt anescht maache wéi e Pacs, Här President.

Firwat kann een dann net - an ech soen et nach eng Kéier - einfach engem Schaffen oder engem Conseiller d'Méiglechkeet loossen, e Pacs ze maachen?

An dann, Här President, et ass jo och guer keng Note am Registre d'état civil. Et soll ee sech d'Fro stellen, firwat dann einfach keng Note gemaach gëtt, dass dat och definitiv ass, dass do eng Trace ass an dass een net all Kéiers muss nees Pabeiere siche goen.

Zu Lëtzebuerg krute mer deemools gesot: De Pacs, et huet jo kee Wäert, dass mer vill méi wäit ginn. Déi aner Länner si jo och éischter frileux. Ech kann lech just soen, hautdésdags si mir eent vun deene leschte Länner. Also, wann een esou ronderëm eis elo kuckt, mam Pacs, dat huet elo bal all Mënsch. Deemools hate mer geduecht, mir wäeren déi Éischt.

A wann ee bedenkt, dass Portugal, virun e puer Wochen, Spuenien, virun e puer Méint, et gemaach hunn. An ech kann lech d'Lescht opzielen, Här President, vun deene Länner, wou et opgaangen ass. An dat geet... Ma, et si verschidde Länner, ech si ganz... Am Kongo steet dran, dat wär verbueden, wa mer do wëllen eis mat deene vergläichen an Hochzäiten.

Mä et si Länner, wou et opgaangen ass: an der Belsch... Et si Länner... Dat éischt Land, wou de Pacs... dat wor '97, dat woren d'Hollänner. An 2001 hunn déi d'Hochzäit opgemaach; Norwegen: 2008, Mariage an Adoptioun; Südafrika: 2006; Spuenien; Schweden. An ech kann nach eng ganz Retsch vu Länner opzielen.

Här President, also wéi gesot, de Pacs wor e wichtige Text. Ech si frou, dass en ënner enger DP-CSV-Koalitioun gemaach

ginn ass. Ech ka mer virstellen, dass duerno den Här Bodry seet, si hätten dergéint gestëmmt, well hinnen dat net wäit genuch gaange wär. Mir gesinn, dass do eng Demande war. Et war wichteg. Ech soe just, dass 15 Joer virdru kee Pipcheswuert iwwert dee Sujet diskutéiert ginn ass.

An erënnert lech nach souguer, Här President, e gewëssene Minister, de Justizminister Frieden, wou ech nëmmen d'Fro gestallt hat, ob eng hollännesch Koppel, déi bestuet géif ginn hei zu Lëtzebuerg, Rechter géif kréien, geäntwert kritt hat, dat wär contraire zum Ordre public hei zu Lëtzebuerg an dowéinst kéint et net unerkannt ginn. Wat sinn do vu vivë Reaktiounen komm. Wat sinn do vu vivë Reaktiounen komm!

Här President, haut ass d'Fro, an d'Regierungserklärung seet, si géifen d'Hochzäit opmaachen. Erlaabt mer verschidde Saachen ze zitieren, wat iwwerhaapt iwwer homosexuell Hochzäiten an esou Saache geschriwwen gëtt.

Ech zitieren en Här, deen elo déi lescht Zäit zu Éiere komm ass an engem Nopeschland. Dës Persoun considéiert «que les homosexuels ont rencontré un blocage dans leur développement psychologique normal». An en huet och gesot, dass am Fong Aids nëmmen d'Justiz wier.

(Interruption)

Dat ass den neien Äerzbischof aus der Belsch.

Ech zitieren en aneren...

(Interruption)

Ech zitieren en Artikel, Här President: „Ein schwerwiegender Fehler“, kritt hei d'Chamber reprochéiert. Also, da steet do: „Die CSV stand allein mit ihrer Opposition gegen die Abschaffung des Homosexuellenparagrafen.“ etc., etc. An dann: „Wie Eltern wohl darüber denken, dass die neue Gesetzesvorlage die Straffreiheit für homosexuelle Handlungen mit Jugendlichen einführt? Sind insbesondere die Mütter sich bewusst, welchen potenziellen Gefahren ihre heranwachsenden Söhne ausgesetzt sind?“

Ech muss lech soen, deen Text, deen ech hei zitieren, ass jo ganz schlëmm, wann een dee liest. An do seet ee sech: Wien huet dat geschriwwen? Ma erlaabt mer lech ze informéieren, Här President, dass deen, deen dat dote geschriwwen huet, deen zukünftigen europäesche Kommissär ass, soi-disant fir d'Liberté-individuellen a fir d'Justiz: d'Madame Viviane Reding!

Ass dat normal, wann een sech haut d'Kap wëll undoe vun der Persoun, déi fir d'Fräiheet ass, fir d'Libertéit vun den individuelle Bierger, fir d'Justiz, an haut iwwerall klappe geet, wann e Film iwwer Homosexueller e Präis kritt, dass ee selwer esou eppes geschriwwen huet virun e puer Joer a selwer jo bal mengt, dass déi Homosexuell eng Gefor wiere fir se alleguerten?

Et ass em de Jugendschutz gaangen deemools. Fir d'Madame Reding ass et em d'Homosexualitéit gaang. Gleeft mer et. Wat mech nach méi rose mécht, wéi gesot, Här President, dat ass, wann een haut dann nach Kommissär gëtt soi-disant fir d'Minoritéiten a fir d'Libertéiten, an awer esou eppes geschriwwen huet. A wann een et eng Kéier geschriwwen huet, da bleibt dat. Et soll een net soen: C'est une erreur de jeunesse.

► **Une voix.**- E soll d'Fro stellen, wa se do ass.

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Dann, Här President, wat een och nach gesäit a verschiddene Länner, déi an Europa sinn, an do hunn ech gemierkt, dass eis Regierung ganz, ganz frileuse ass, fir ze reagieren. A Litauen wëlle se e Gesetz stëmmen, wou Homosexualitéit-Publizitéit ganz...

(Interruption)

Litauen. Wat hunn ech gesot? Jo, Litauen hat e Gesetz gestëmmt, wou se wollten all Publizitéit, déi iwwer Homosexueller géif kommen, verbidden.

Här President, Dir gesitt, d'Meenungen iwwer Homosexualitéit an d'Acceptatioun vun Homosexualitéit ass schonn eppes net Einfaches. Et soll keen heibanne mengen,

dass ee moies erwächt a sech seet: Ech si schwul. Keen. Et ass e Processus. Et muss ee sech selwer akzeptieren. A wann een da Bemierkung gemaach kritt, déi ënnert d'Gürtellinn ginn, dat deet wéi. Wann een heibannen als „Joffer“ benannt gëtt, dat deet wéi.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Just dass Dir virdrun zu der Madame Modert gesot hutt, si wier och eng Joffer.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Jo. Ass dat eng Ursach, Här Biltgen?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...an et kritt ee gesot, et wier een eng Joffer, dann deet dat och wéi, Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Merci fir de Verglach. Merci fir de Verglach.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, jo! Et si Saachen, déi di wéi. Et si Saachen, déi di mënschlech wéi, Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Jo.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Voilà!

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Dir hutt et richteg gesot, ech hat och wéi.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- An ech...

(Interruption)

Et ass mer och net ëmmer gelongen a mengem Liewen, fir net anere Leit wéize doen, mä, Här Bettel, keen ass perfekt. A wann ech gelift, kee soll nëmmen op d'Trainendrüsen drécken.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Ech hunn...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech sinn e gutt Beispill dofir.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Här Biltgen, ech soen lech just eppes: All déi Saachen, déi ech zitieren hunn, kommen aus Äre Reien. D'Madame Reding steet lech méi no an ass net vu mir proposéiert ginn, fir an déi Kommissioun ze kommen. A si ass net vu mir designéiert ginn, fir d'Lëtzebuurger Land ze verrieden an duerno d'Libertéiten.

Ech sinn averstanen, den Här Barroso huet hir dat Mandat ginn. Mä déi Bemierkung, déi ass vun do komm. Déi vum Här Strotz, déi ass och vun Ärer Säit komm. Déi vun der Madame Modert ass och vun där Säit komm. Gleeft mer, dass ech nach ni hei vun deem lénke Bord och eppes gesot kritt hunn, an ni vun deenen zwee, vun de Sozialisten a vun deene Gréngen, domm Bemierkung gemaach kritt hunn, ausser vu Leit, déi...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Déi vun der Madame Modert ass komm, nodeems Dir dräimol gesot hutt: Joffer Modert!

► **M. le Président.**- Wann ech gelift!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...Joffer Modert zu enger Fra, déi keng Kanner hat.

► **M. le Président.**- Sou! Ech géif elo bieden, datt mer erëm alleguerten eis géife berouegen. Mir géifen den Här Bettel a senger Interventioun virufuere loossen.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Här President, ech mierken, haut ass de Sujet... Den Här Biltgen seet, ech soll net op d'Trainendrüsen drécken. Ech drécken net op d'Trainendrüsen. Et ass just, dass een heiansdo eben emotional gëtt. Mä et mierkt een, dass op jidde Fall d'Nervositéit bei anere Leit nach méi grouss gëtt an d'Akzeptanz nach ëmmer net duerchgezunn ass.

Här President, mä leschte Punkt ass deen iwwert d'Form vu Parentalitéit. Et gëtt geschat, dass hautdésdags an der Welt, pardon, a Frankräich eng 20- bis d'N.000 Kanner concernéiert si vun der Homoparentalitéit. Firwat? Dir hutt de Fall ganz oft, wou eng Fra oder e Mann, wéi e bestuet war, e Kand kritt huet an enger heterosexueller Koppel an deen op eng Kéier eng Homosexualitéit, ech wëll net soen entdeckt, mä endlech akzeptéiert.

Déi Persoun geet an eng Scheedung an da kënnst et vir, dass eng Persoun op jidde Fall... oder eleng steet beim Deuil, also beim Décès vum Partner, an och da seng Homosexualitéit entdeckt. Do si Kanner do.

Ech hunn de Fall elo gehat vun enger Fra, déi e klengt Kand huet a wou de Mann gestuerwen ass, an déi op eng Kéier eng Homosexualitéit akzeptéiert huet an och mat enger anerer Fra zesummelieft an déi elo Chimio huet. Déi Fra ass ganz schlëmm krank.

D'Kand, wat deemools dräi Joer al war, huet der haut 13. Wann déi Fra muer stierft, déi Mère biologique vun deem Kand, dann huet déi aner Fra, mat där se elo zéng Joer dat Kand groussgezunn huet, kee Recht, dat Kand ze kréien. Oder d'Mamm muss op d'Autorité parentale verzichten a soen: Ech wëll näischt méi mam Kand am Fong ze dinn hunn, an da kann déi aner Persoun et adoptéieren. Dat ass net richteg.

Firwat muss dat esou gemaach ginn? Firwat, wann déi Fra elo stierft, geet dat Kand am Fong bei eng Bom, bei eng Tatta oder zur Adoptioun, an huet déi aner Persoun net d'Recht, dat Kand ze kréien? Et stellt ee sech d'Fro: Firwat hu mer Parentalitéit? Da kritt een ëmmer gesot... An dowéinst muss ech och soen, Här President, dass ech zimlech enttäuscht war iwwert den Avis vun der Commission d'éthique, déi am Fong e ganz konservativen Avis geschriwwen huet. Et ass keng Etüd, et ass en Avis, dee se geschriwwen hunn.

Ech zitieren hei: «Aucune étude n'a pu démontrer que les enfants élevés dans des familles homoparentales sont moins heureux que les autres et connaissent des difficultés à s'adapter socialement, ce qui contredit l'argument des opposants à l'homoparentalité, pour qui les enfants auraient besoin d'un père et d'une mère pour se structurer psychologiquement. Il y a plusieurs centaines d'études dont certaines dès les années 70. Dans les pays où l'homoparentalité a pu se développer du fait d'une législation favorable, les enfants devenus adultes sont maintenant parents eux-mêmes. La parentalité biologique complète n'est pas nécessaire au développement psychosocial du jeune. Que les parents sociaux soient les parents biologiques ou non a moins d'influence que les types d'autorités utilisés dans l'éducation (démocratique, autoritaire ou permissif) ou la dynamique familiale.»

Wie ka mer haut bewiesen, dass e Kand méi schlecht erzu gëtt vun enger homosexueller Koppel? Firwat dierf ech haut als Xavier Bettel e Kand adoptéieren als Célibataire, a wann ech soen, dass ech en couple gären e Kand adoptéieren, dierf ech net? Wat sinn dat fir Rechter? Wou si mer? Wie ka mir soen, dass ech manner gutt sinn an dass ech dann net dierf e Kand adoptéieren?

D'Etüden, kréien ech ëmmer gesot... An ech ka mech erënnere 2004, Här President, hat d'CSV eis gesot, si géifen op Etüde waarden, fir ze weisen, ob dat wierklech dem Kand géif eppes schueden oder net, wann homosexuell Elteren am Spill wäeren. Ech waarden haut nach op déi Etüd. Et gëtt keng. Et gëtt keng.

Dat, wat e Kand brauch, ass Léift! Dat, wat e Kand brauch, dat sinn Elteren, déi e Kand wëllen! Dat, wat e Kand brauch, ass Affection. Een, deen do ass. Een, dee sech gären em e Kand këmmert. An do ass eng homosexuell Koppel, gleeft mer et, grad esou gutt wéi eng heterosexuell Koppel.

An da kritt een elo haut geäntwert, Här President, dass fir eng Adoption simple oder eng Adoption plénière sollt en Ennerscheid gemaach ginn an Zukunft. Mir sinn zu Stroosbuerg geklaakt ginn, well mer de Célibataires d'Adoption simple jo just... Den Arrêt Jeanne Wagner ass jo dat, wat en och seet.

Mir muss da léigfieren. Wéi wëllt Der dann elo engem erklären, dass et...? Da wäert Der an Ärer Guttheet soen: Da kënnen mer vläicht mat der Adoption simple vläicht diskutieren, fir dass iergendesou eppes ka gescheien.

Ech soen lech just, Här President, dass ech haut nach ëmmer op eng Etüd waarden. Ech wor selwer een, deen e bèsse frileux war am Ufank, mä ech waarden haut nach



op eng Etüd, déi mer de Contraire beweist.

An ech hu Kanner gesi bei homosexuellen Eltere grous ginn, déi bestëmmt net schwul gi sinn, déi bestëmmt net pervers sinn, déi bestëmmt net pädophil sinn. Well am léifste géife verschidde Leit hei alles an en Dëppe geheien: schwul, pädophil, pervers, Aids - alles beieneen. Dat ass et net.

Respektéiert! Respektéiert d'Liewensaarte vun deem engen a vun deem aneren. Respektéiert, dass ee Gefiller net aussicht, mä dass Gefiller eppes ass, wat ee bannen huet.

Dowéinst, Här President, zur Konklusjoun: De Pacs ass gutt; e muss verbessert ginn. An déi Punkten, déi ech hei ervirgewise hunn, an eng Note, déi d'Regierung soll maachen an déi verschidde Gemenge mat de Propositionen a mat de Répercussjounen, déi de Pacs kënnen hunn, solle mat sech bréngen.

Iwwert de Mariage: Macht de Mariage op, mä maacht net nees Gewurstelt. Macht kee Gebastel. Macht net en 90% oder 93% oder 86%. Macht 100%. Macht dach de Mariage op mat der Adoptioun an haalt op, nees ze kucken, wat dann d'Ausland mécht.

Kommt, mir sinn och emol eng Kéier Virreider. Mir hunn et eng Kéier hei bewisen, dass, wa mer wëllen, mer och Texter kënnen stëmmen, déi d'Leit wëllen an déi d'Leit froen, an net, och wann eng Partei hei zu Lëtzebuerg, déi majoritär ass, net wëllt, et dowéinst och net dierf applizéieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bettel Merci. D'Wuert huet elo den Här Félix Braz als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir hunn eng Heure d'actualité ugefrot gehat, well mer wollt vun der Regierung e puer weider Erklärungen kréien zu deem, wat d'Regierung wëlls huet am Beräich vum Mariage vu gläichgeschlechtliche Partner, a wéi eng Rechter dass domadder solle verbonne ginn.

Fir eis, Här President, ass eng Gesellschaft da räif, eng staark, eng selbstbewusst Gesellschaft, wa se mat hire Minoritéite richtig ëmgeet. Fir eis als Gréng sinn d'Leit alleguete Bierger éischter Klass.

Mir wëlle keng Ënnerscheeder maachen an de Rechter vun de Leit. Mir sinn awer net naiv. Mir wëssen, dass zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner och, d'Minoritéiterechter, d'Menscherechter am Allgemengen ni geschenkt gi sinn. D'Rechter vun de Minoritéiten, d'Menscherechter am Allgemengen, déi hu mussen estridde ginn, estridde géint déi, déi hiert Weltbild als eenzeg richteg ugesinn an déi hiert Weltbild wëllen imposéieren an déi fäerten, hiert Weltbild mat aneren ze vergläichen an iwwer hiert Weltbild mussen mat aneren ze diskutéieren, well se vläicht fäerten oder wëssen, dass hir Argumenter net déi eenzeg richteg sinn.

Lëtzebuerg ass bei gesellschaftspolitesche Froen oft e bëssen hanner anere Länner. Dat ass de Fall - mir hu virdu geschwat am Kader vun der Heure d'actualité vun der Madame Loschetter - zum Beispill vum Avortement. Mir sinn awer och heiansdo virun aneren. Och dat ass et zu Lëtzebuerg scho ginn: d'Beispill vun der Stierhëllef, wou jo och estridden huet mussen ginn, fir dass mer net hanner aneren hierlafen.

D'Thema vun haut, d'Bestietnis vu gläichgeschlechtliche Leit, do géife mer, wa mer op dee Wee géife goen, net déi Lescht sinn an Europa, mä mir wäeren och net vir, contrairement zu der Stierhëllef. Aner Länner hu scho méi laang deen dote Schratt gemaach an hire Bierger déi gläich Rechter zougestanen.

Net nëmmen a Skandinavien - déi jo oft vir sinn; et ass hei och de Fall, Norwegen, Schweden, beispillsweis -, mä awer och an Holland, an der Belsch, a Spuenien an och ewell a Portugal, also och a südeuropäeschen an eigentlech déif kathoulesche Länner.

Zu Lëtzebuerg hu mer déi Debatt scho méi laang. Déi ass net nei. D'Renée Wagneer vun de Gréngen huet am Joer 1996 eng Proposition de loi gemaach, déi déi dote Fro scho sollt regelen. Et wieren haut also scho bal 14 Joer.

D'Regierung huet an hirem Regierungscord erkläert, an hirer Regierungserklärung, dass se de Code civil wëllt änneren, fir de Mariage tëschtent Leit de même sexe an Zukunft och méiglech ze maachen. Déi Gréng hunn dat scho gesot. Mir ënnerstëtze selbstverständlech eng Initiative, déi an déi dote Richtung geet. Mä mir mengen awer och, dass et muss kloer sinn, wéi eng Rechter dass een domadder verbënnt. An do si mer da vläicht net méi enger Meenung mat deem, wat d'Regierung sech proposéiert huet unzagoen.

Zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner och, hu sech an de leschten 30 Joer d'Liewensform relativ staark geännert. Déi sozial Realitéiten hu geännert. Et ass esou, dass haut ëmmer méi Leit zesummeliewen, déi net an engem maritale Verhältnis sinn. Dat war fréier eng Ausnahm. Dat war fréier eng Tëschenetapp virum Bestietnis. Haut ass dat keng Tëschenetapp méi fir vill Leit, mä einfach hire Choix, hir Normalitéit, op déi doten Aart a Weis hiert Liewen ze gestalten.

Haut maachen ewell iwwer 50% vun de Ménagen... Pardon. Haut sinn ewell iwwer 50% vun de Ménagë Ménagen, déi keng Kanner hunn. Et ass eng Zuel, déi eng Tendenz huet, fir ze steigen. En Drëttel, ongeféier och ëm 30%, liewen eleng. Dir gesitt, dass also dat Bild, dat Gesellschaftsbild, dat vill Leit hunn, ze mengen, dass dat automatesch Zil an den Accomplissement vu jiddwerengem am Bestietnis géif leien, an deem classesche Bestietnis, wéi mer et zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten a Jorhonerte kennen, ass haut net méi dat eenzeg Bild.

A mir hu jo och 2004 mam sougenannte Pacs-Gesetz probéiert, deem Rechnung ze droen, op eng Aart a Weis, déi mer net als Gréng zefridde stellend fannen, an do wäerten och nach Ännerungen mussen kommen. Mä et gesäit een, d'Gesellschaft entwéckelt sech, an d'Formen, fir zesummenzeliewen, entwéckele sech mat. D'Politik allerdéngs leeft an all deenen dote Froen hei zu Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer éischter hannendrun, wéi datt se géif virdu lafen.

Mir haten och an der Chamber schon eng Motioun gestëmmt am Joer 2007, déi ech selwer déposéiert hat, iwwert de Mariage homo an notamment d'Fro vum Adoptiounsrecht, wou mer eis och eens waren heibannen, dass een déi Froe misst an engem Otemzuch tranchéieren, dass dat zwou Säite wäere vun enger Medail an dass déi zwou Froe gläichzäiteg misste beäntwert ginn.

D'Regierung huet allerdéngs an der Regierungserklärung wuel eng Ausso gemaach zum Mariage, keng Ausso awer doriwwer, wéi eng Rechter domadder solle verbonne sinn. Mir hunn awer als Chamber viru manner wéi dräi Joer eis an enger Motioun dofir ausgeschwat, déi zwou Froe gläichzäiteg ze beäntwerten. An d'Regierung wäert déi jo och gläichzäiteg beäntwerten doduerch, dass se op de Wee geet vum Adoptiounsrecht, oder och derduerch, dass se drop verzicht, op dee Wee ze goen. Och dat ass eng Äntwert. Allerdéngs, mengen ech, wäerte mer iwwert déi doten Äntwert nach méi mussen diskutéieren.

Mir wëllen also vun der Regierung wëssen, wéi eng Rechter datt si virgesäit mat deem Mariage tëschtent de gläichgeschlechtliche Partner ze verbanen. Kee Wuert, wéi gesot, iwwert d'Adoptioun an deem dote Kontext. Ech wëll awer haut schon drop agoen. An ech wär och frou, wann d'Regierung eis haut scho kéint eppes doriwwer soen.

déi gréng sinn der Meenung, wann et ëm Adoptioun geet, dass et dann net drëms geet ze soen: d'Adoptiounsrecht fir homosexueller. Fir eis geet et drëms, d'Recht vun de Kanner och op Adoptioun duerch Homosexueller ze regelen. Fir eis geet et ëm d'Rechter vun de Kanner als alleréisch. D'Kanner mussen d'Lat sinn, an där gemooss gëtt, ob dat, wat gemaach gëtt, richtig ass oder falsch.

Mä wéi eng Rechter vun de Kanner? Mir mengen, dass et e Recht misst si vun all Kand, net an engem Foyer mussen opzeliewen. Wann et Leit gëtt, déi dozou fäeg sinn an déi dozou wëllens sinn, Kanner en Doheem ze ginn, dat ass d'Recht vun de Kanner, ëm dat datt et geet.

Et geet net ëm d'Rechter, e classescht Familljebild mussen ze iwwerhuelen. Et geet ëm d'Rechter vun de Kanner, net mussen an engem Foyer opzeliewen. An et geet ëm d'Rechter vun de Kanner, eng Plaz do ze fannen, wou Leit sinn, déi frou mat hinne sinn an déi amstand sinn, aus deene Kanner erwuesse Leit ze maachen, déi responsabel sinn an déi och fir sech kënnen Choixen treffen, déi si engagéieren, an och Choixen treffen, déi aner Leit mat engagéieren, ouni se mussen dofir ze bleséieren.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Fro vum Adoptiounsrecht duerch gläichgeschlechtlich Koppelen net ka beäntwert ginn, wann ee vun der Prémisse ausgeet, dass grondsätzlech en Doheem mat enger gläichgeschlechtlicher Koppel kee gudd Doheem ass. Dat kann net sinn, dass dat d'Prémisse ass vum Denken. D'Prémisse vum Denke muss sinn, dass all Doheem grondsätzlech a Fro kënt, fir mat Kanner richtig ëmzagoen.

Et ka keng prinzipiell Décisioun zugronn leien, déi en Deel vun de Leit ausschléisst. Et kann an eisen Aen nëmmen eng Décisioun au cas par cas sinn, déi kuckt, déi opmierksam kuckt, ob déi Leit, déi hiren Intérêt gewisen hunn, Kanner opzehuelen, ob déi dat kënnen, ob déi gutt Prognosen hunn, fir mat de Kanner richtig ëmzagoen.

Well och bei net gläichgeschlechtliche Koppele bleift et eng Prognos. Och do si scho bei Adoptioun Saache schifgelaaf. Et ass net esou, dass déi Koppelen, déi net gläichgeschlechtlich sinn, déi adoptéieren, automatesch an alle Fäll alles richtig gemaach hunn. Esou einfach ass et net. An esou einfach däerf och de Législateur et sech dofir och net an eisen Aen an Zukunft net méi maachen.

Famill ass fir eis do, wou Famill stattfënnt. Famill ass do, wou Kanner Léift, Gebuerengeheet, Ënnerstëtzung, Selbstvertraue kënnen kréien. Dat, an nëmmen dat, soll gekuckt ginn, wann iwwer Adoptioun geschwat gëtt. Et geet ëm d'Intérète vun de Kanner, ëm hir Zukunft an ëm hir Rechter. An dat ass ze beäntwerten, och bei Familljen, déi déi gläichgeschlechtlich sinn. Dorunner besteet fir eis absolut keen Zweifel.

D'Fro no der Adoption plénière oder Adoption simple, déi muss och beäntwert ginn. Fir eis ass et evident, dass et och muss eng Adoption plénière sinn. Mir si ganz kloer net averstan mat der nationaler Ethikkommissioun. Mir fannen hiren Avis bal ongleeflech. Ech fannen en zynesch.

Dee Virschlag, deen do gemaach gëtt, wourobber berout deen? Op enger Erkenntnis. E Mensch, deen e Kand huet an dee seng sexueller Orientatioun changéiert oder méi spët sech selwer zougesteet, wann deen an enger Relatioun ass, a mer géife souguer d'Adoption simple gläichgeschlechtliche Koppele wëlle refuséieren, an da géif dat jo heeschen, dass mer engem Mensch, deen homosexuell gëtt, säi Kand missten ewechhuelen. Sou wäit wollt déi Kommissioun jo net goen, da muss een also als Minimum soen, dass zumindest d'Kanner vum gläichgeschlechtliche Conjoint misste kënnen adoptéiert ginn. De Contraire wär praktesch en Entzéie vum Kand deem enge vun de Conjointen.

Trotzdem fanne mer och déi aner Argumentatioun, déi ugeféiert gëtt, net richtig. Well, wann een an där doter Logik bleift, da géif dat jo heeschen, dass gläichgeschlechtlich Koppelen, déi wëllen adoptéieren, dat nëmme kënnen maachen, wa wéinstens ee vu béiden zumindest bi- esou als Rechnormalitéit quasi - oder wéinstens eng Kéier heterosexuell gewiescht wär. Dat ass dach absurd, wat do proposéiert gëtt. Dat kann dach net allen Eesches dat lescht Wuert sinn.

Duerfir si mer décidéiert der Meenung, dass een hei soll d'Ménsche gläichbehandelen, an et soll een als éischt den Intérêt vum Kand kucken, an da si mer iwwer-

zeegt, dass mer als Chamber wäerten zu der Konklusjoun kommen, dass de Mariage fir gläichgeschlechtlich Koppelen eng richteg Saach ass an dass am beschten Intérêt vun de Kanner ass, Koppelen ze sichen, déi mat Kanner mat Léift kënnen ëmgoen, ob se gläichgeschlechtlich sinn oder net.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Braz Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Christine Doerner (CSV).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären: Zesammen iessen, drénken a gemeinsam d'Bett deelen, dat ass d'Basis fir all Bestietnis.

(Brouhaha général)

Fréier huet missen d'Kierch de Sege ginn, haut ass et de Buergermeeschter. Mä den Trend vun Mariage huet awer geännert. Firwat? Well mir hunn elo just vun honorabelen Här Bettel héieren, dass déi heterosexuell Koppelen net agesinn, firwat dass si mussen hiert perséinlecht a privat Versprieche virun enger Autoritéit ofginn. Mä par contre sinn awer déi sougenannt homosexuell Koppelen, déi halen awer drop, dass hir Partnerschaft offiziell - a si stolz dorobber - unerkannt ka ginn.

De Mariage ass néierens an eise Code civil définéiert. Dofir mussen mer also weiderkucken, an do hu mer de Vocabulaire juridique, wou een da kucke geet, wann ee keng Äntwert fënnt, an dee referéiert dann, d'Bestietnis wär eng legitim Unioun zwëscht enger Mann an enger Fra, déi hiert Liewen zesammen organiséieren, fir eng Famill ze grënnen.

Wat momentan sécher ass, awer och nëmmen op Base vun engem vill diskutéierten Arrêt vun der Cour de cassation, dee seet, et muss e Mann an eng Fra sinn, et géif just déi concernéieren. Duerfir sinn niewent dem Mariage nach eng ganz Partie vun aneren alternative Formen vun Zesummeliewe virgesinn, an do hu mer elo héieren, dass de Pacs, deen 2004 hei zu Lëtzebuerg agefouert ass, ee vun deenen alternative Formen ass.

Wat ass elo den Ënnerschied, an dee groussen Ënnerschied tëschtent dem Pacs an dem Mariage? Déi distinguéiere sech fir d'alleréisch doduerch, dass de Mariage momentan net op ass fir gläichgestallte Koppelen, mä de Pacs ass awer op, ob dat elo heterosexuell oder gläichgestallte Koppele sinn.

De Pacs wéi de Mariage, déi gënéiere Rechte a Flichten, genau d'nämlecht wéi Droits et devoirs entre époux, déi sinn d'nämlecht, gënéieren eng sozial Versécherung, fiskalesch Virdeeler, begënscht lerschaftssteuer, an och e ganz gutt organiséierte Patrimoine, dat wëllt soe vermögensrechtlich Donnéeën.

Wann awer elo en Échec kënt oder eng Kris - an do wollt ech dem honorabelen Här Bettel dorobber äntwerten, well e sech do gesot huet, mä et ass net richtig, dass dat ëmmer erëm muss gemellt ginn, ob ech wierkech nach gepacst sinn -, do ass de groussen Ënnerschied, wann ech bestuet sinn, muss ech bei de Riichter goen, fir dat opzeléisen. An dat geet net einfach à la minute. Mä par contre, wann ech gepacst sinn, da kann ech à la minute ouni Formalitéiten eesäiteg e Klänge Bréifche schreiwen a soen: Et ass eriwuer. Ech kann elo higoen a mech bestueden, dann ass automatesch de Pacs opgeléist. Ech ka mech awer selbstverständlech net bestueden, wann ech nach gepacst sinn. Do gesäit een och d'Supérioritéit nach ëmmer vum Mariage iwwert de Pacs.

Duerfir ass et och wichteg, dass fir d'Steierverwaltung - an ech verstinn dat, well dat eppes Klenges, Ephémères heiansdo duerstellt -, dass ech effektiv muss de Beweis bréngen, dass ech nach ëmmer an enger Partnerschaft sinn. De groussen Ënnerschied awer, an dat huet den honorabelen



Här Bettel ganz richtig ervirgehuewen, de groussen Ennerscheid tëschent engem Pacs an engem Mariage, dat ass fir d'aller-éisch, dass den État civil net geännert gëtt, dat wëllt soen, de Pacs läit nach ëmmer ënnert dem Mariage, an deen huet ganz Recht, wéi Der gesot hutt, deen huet als Konsequenz, wann ech 40 Joer mat engem gepacst sinn an ech hätt gär, dass dee mä Verméigen ierft, da muss ech nach ëmmer en Testament maachen, en Outil juridique huelen, dass dee ka mä Verméigen ierwen.

Op där anerer Säit ass eng aner zweet grouss Differenz, wat och hei ganz gutt diskutéiert ginn ass, dat ass, dass de Pacs contrairement zum Mariage absolut keng Inzidenz huet op d'Filiatioun, d'Adoptioun an d'Autorité parentale.

Ech kommen awer elo op d'Praxis vum Pacs, wat och den Här Bettel ganz gutt beschriwwen huet, dat ass, dass d'Gesetz vum Partenariat ganz gutt ukomm ass an dass et keng weider grouss Problemer gëtt, wat beim Pacs d'Applikatioun betrëfft. Selbstverständlech mussen ëmmer erëm verschidde punktuell Erneuerunge gemaach ginn, Verbesserungen, an do erënneren ech un de Projet de loi 5904, deen och de Congé extraordinaire pour Raison d'ordre personnel wéi bei bestuete Koppele wëllt aféieren. Dat anert ass, dass auslännesch Partenariaten och kënnen hei zu Lëtzebuerg am Répertoire national age-schriwwen ginn.

Mä eng europäesch Rechtssprechung ass der Meenung, dass déi Hierarchie, wou mer elo just beschriwwen hunn zwëschent dem Mariage an den alternative Forme vum Zesummeliewen, eng formell inakzeptabel Inégalitéit kreéiert, well se gläichgeschlechtlech Koppele vum Mariage an der Filiatioun automatesch ausschléisst. Eng Resolutioun duerfir vum Europäesche Parlament vum 14. Januar d'lescht Joer fuerdert dringend d'Memberstaten op, am Numm selbstverständlech vum Gläichheitsprinzip, legislativ Moosnamen ze huelen, fir dass d'Diskriminatioun, déi verschidde Leit opgrond vum hirer sexueller Orientatioun hunn, soll opgehuewe ginn.

Progressiv hu mer gesinn an deene leschten Exposéen, dass den „same sex marriage“ e politeschen Débat a villen europäesche Länner entre-temps ginn ass. Mir hunn en an Holland, mir hunn en an der Belsch, a Spuenien, a Portugal, a skandinavische Länner, déi hunn de Mariage ganz einfach opgemaach och fir „Gläich-Gener-Leit“.

An Europa constatéiere mir eng ëmmer méi grouss, du point de vue sociologique, eng grouss gesellschaftlech Akzeptanz vum familiären Zesummeliewe vum gläichgestallte Koppelen. Dat wëllt och soen, dass am Laf vum deene Generatiounen de Mariage selwer déif gräifend Ännerunge matgemaach huet. Dat wëllt soen, mir kënnen haut soen, dass de Mariage e Konzept vu Kultur ass: e kulturelle Konzept.

Och déi homosexuell Famill wëllt an dës Institutioun opgeholl ginn, a si si stolz esou an der Gesellschaft öffentlech kënnen unerkannt ze ginn. An och mir hei zu Lëtzebuerg wëllen de Mariage fir Persoune vum deemselwechte Geschlecht zougänglech maachen.

Den honorabelen Här Bettel huet och, well en de Sujet gutt kennt, huet zu Recht...

(Interruption)

Neen, dat soen ech awer mat ganz vill Pietéit. Dat soen ech, well ech hunn nämlech fonnt, dat war ganz emotional, wéi Der dat bruecht hutt, well Dir selwer... Dir hutt dat gutt bruecht.

Op jidde Fall, wat ech wëll soen, Dir hutt ëmmer erëm - et ass awer elo ganz léif, wéi ech dat wëll soen -, Dir hutt ëmmer lech concernéiert, wat den Droit international privé betrëfft, déi Unerkennung vun auslännesche Mariagen.

An do hunn ech geduecht, et wär awer wichtig, eng kleng Explikatioun ze ginn, wéi dat am Fong geholl haut nach ëmmer gehandhaabt gëtt, well et gëtt nämlech keng. Wéi zum Beispill Frankräich, dat

huet dem Garde des sceaux virun engem Joer eng immens grouss Note gemaach, an et ass ganz schwéier aus där kloer ze ginn, an hei zu Lëtzebuerg gëtt et och esou e Fall.

Folgendermoosse kann een dorobber äntwerten: Lëtzebuerg huet d'Convention de La Haye, wat de Mariage betrëfft vum '78, '93 ratifizéiert. No dëser Konventioun, an dat ass am Fong geholl d'Basis, kann den Officier d'état civil e Bestietnis, dat aus dem Ausland kënn, nëmmen unerkennen, e kritt nëmmen Effeten, wa jiddweree vun där Koppel d'Konditiounen vu senger respektiver Loi nationale erfëllt. An et gëtt dat berühmte Exempel, wou e belschen Här en italienschen Här beim Här Konsul vum der belscher Ambassade bestuet huet. De belsche Konsul, dee brauch net ze froen den Italiener: „Monsieur, ass dat an Italie bei lech erlaabt?“ Dat brauch en net, well si hunn de Mariage homosexuel. Also war dee Mariage valabel, an an der Belsch och valabel. Si wunnen awer hei zu Lëtzebuerg a wollte selbstverständlech profitéieren vun all deene fiscale Mesuren. An do war eng grouss Enttäuschung, well den État civil, esou wéi en et och gemaach huet, konnt et einfach net aschreiwene.

Firwat? Ganz einfach, well d'Konditiounen an der belscher Persoun net erfëllt waren, well d'italienesch Gesetz nach de Mariage homosexuel net unerkennt.

Ech wëll awer soen, dass, wann elo en zukünftige Gesetzesprojet kënn, deen de Mariage homosexuel unerkennt, an dat zesumme mat eng klenger Mesure du point de vue internationalem Privatrecht, wäerten an Zukunft dës Problemer och verschwannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och, wann de Mariage an d'Filiatioun séparéiert am Code civil traitéiert ginn - dat ass e groussen Ennerscheid, wou déi stinn -, a Wierklecheet an der Praxis si se awer ganz enk matenee verbonnen, well mir wëssen all, dass säit Mënschegedenke läit den natierleche Kär vun enger Famill, - egal welch - a gläichzäitig seng fundamental Aufgab an der Fleeg oder Erzéiung vun de Kanner. Dat wëllt soen, d'Generatiounebeziung läit hei am Mëttelpunkt.

Den neie Konzept vum der Homoparentalitéit, deen iwwregens 1997 vun der Association des parents gays et lesbiens forgéiert ginn ass, huet Familljerechter fir d'homosexuell Célibataires oder d'Koppele reklaméiert. An dës Revendicatiounen, déi bezéie sech op d'Adoptioun, op d'Assistance médicale à la procréation, op d'Legalitéit vum de Mère-porteuses, selbstverständlech op déi berühmte Coparentalitéit, dat wëllt soen, dass ech och kann dat biologesch Kand vu mengem Partner adoptéieren, ouni dass dee muss op seng Autorité parentale verzichten, an da selbstverständlech gëtt et och déi berühmten Délégation parentale.

Ech wëll just eng Parenthes opmaachen, fir ze bemierken, dass verschidde Konzepter wéi d'Coparentalitéit, wéi d'Délégation, wéi de Beau-parent, dass déi ugeschnidde ginn an deem Projet de loi iwwert d'Responsabilité parentale.

Dann ass och opgeworf ginn à juste titre d'Fro vun der Adoptioun. D'Adoptioun muss reforméiert ginn, well sougutt bei traditionelle Famillje wéi bei deenen neie gläichgestallte Koppele fanne mer ëmmer erëm zwou Situatiounen. Déi éischt Situatioun vun enger Adoptioun, dat ass, wann eng Koppel, egal welch, wëllt e friemt Kand adoptéieren, dat ass déi international Adoptioun oder e Kand aus dem Land. Do gëtt et schon ëmmer Problemer, fir dat userneenzehalen. An da selbstverständlech gëtt et bei all Zorte vu Familljen: Ech sinn net bestuet, ech hu keng Kanner; ech géif e Mann bestueden, dee Kanner hätt; ech wëllt déi adoptéieren, dat wëllt soen, d'Kanner adoptéiere vu mengem Mann. Mir kenne selbstverständlech och momentan schon d'Adoptioun vu Célibataires, dat wëllt soen, wann ech Célibataire sinn, kann ech adoptéieren.

Mir wëssen, dass d'Adoptioun an aller Hiicht eng delikat Fro ass, well mer, wéi mer haut och gesinn hunn, den Ennerscheid maachen tëschent plénière a simple.

Wat d'Adoptioun betrëfft, ass och scho verwise ginn op den Avis vum ORK an och vun der Commission nationale d'éthique. Wat stellt ee fest? Am Fong geholl, wann een iwwert d'Adoptioun schwätzt, een oft dat Thema eleng vun der Perspektiv vun den Adoptivelteren ugeet. Dobäi vergësst een d'Kand, deem säin Intérêt. An dee ka ganz anescht si wéi dee vun den Adoptivelteren. Ech verweisen do op de Vizepräsident vun der Europäescher Kommission, deen huet gesot - ech zitieren: «L'adoption constitue un instrument dont le but est de donner une famille à un enfant et non un enfant à une famille.»

(Interruption)

Neen.

(Hilarité et interruption)

An en huet da weidergefrue: Wat brauch e Kand? Wou läit deem säin Intérêt? An et ass och schonn hei op der Riednertribün erauskomm: Et gëtt keng generell Äntwert. Et muss ee vu Fall zu Fall kucken. Wat fir dat eent Kand gutt ass, ka fir dat anert Kand net esou gutt sinn. D'Adoptioun ass eng komplex Saach, vill méi komplex, wéi een dat heiansdo unhëlt. Egal, ob dat gläichgestallte Koppele sinn, déi dat Kand erzéien, oder heterosexuell Koppelen, dat kann een net soen, dat ass jo och hei scho ganz gutt élaboréiert ginn.

Wat ganz wichtig ass, dat wëllt soen, et muss een Équilibrium tëschent deene verschidde Intérëten, déi hei am Spill sinn, fannen, an zwar ob et Adoption simple ass oder eng Adoption plénière. Et si jo Méiglechkeeten do. Mir wëllen op jidde Fall jiddwerengem, egal ob bestuet oder net bestuet, ob heterosexuell oder homosexuell, wëlle mer d'Méiglechkeet ginn, e Kand ze adoptéieren.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Doerner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut déi Theme vun der Heure d'actualité respektiv vun Interpellatioun kucken, da bewege mer eis natierlech hei ronderëm d'Familljerecht a ronderëm de Begrëff och vun der Famill, engem Begrëff - ech mengen, dat ka jiddweree novollzéien -, deen an de leschten 20 Joer och hei zu Lëtzebuerg sech fundamental geännert huet. An engem Zäitraum vun nëmmen enger Generatioun ass d'Famill haut zu Lëtzebuerg e Begrëff, dee vill méi divers, vill méi faarweg ass, wéi en dat nach viru Kuerzem war. D'Familljen trenne sech, baue sech erëm nei op. Elengerzéiend Elterendeeler zesumme mat hirem Kand, gläichgeschlechtlech Koppelen, och mat Kanner zesummen, alles dat ass sinn Deeler vun der Realitéit, wéi sech d'Famill haut presentéiert, nieft natierlech der traditioneller Form vun der Famill: enger bestuete Koppel vu Mann a Fra mat engem oder méi Kanner.

Déi Diversitéit besteet an der Realitéit, an et muss ee sech also kloer sinn, dass déi classesch Dräierkonstellatioun, déi vu verschidde Kreiser haut noch ëmmer als Idealbild vun der Famill dohinnergestallt gëtt, vu Papp, Mamm a Kand net méi an alle Fäll der Realitéit vun der Famill vun haut entsprécht.

Dëse gesellschaftleche Fakt kann een ignoréieren. Verschidde Kreiser versichen dat haut nach. Mä et ass awer eng Wierklecheet, an et ass - mengen ech - och duerfir d'Noutwendegkeet do, fir politesch a juristeschen Konsequenzen aus där neier Realitéit vun der Famill ze zéien, wéi se sech entwéckelt oder wéi se haut och hei zu Lëtzebuerg besteet. Aner Länner hunn dat méi schnell gemaach, méi vive gemaach wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Nach sinn ech frou, kënne feststellen, dass eng Bereitschaft do ass, och elo en neien zousätzlechen, entscheidende Schrëtt hei ze maachen op juristeschem Plang, wat d'Unerkennung vun der Diversitéit vun der Famill hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Et ass also héich Zäit, dass de Gesetzgeber handelt an deem doten Beräich, an et ass also noutwendeg, dass mer en neie legale Kader fir d'Famill definéieren, well och wann d'Regele changéieren, mengen ech,

brauche mer och am Familljerecht an Zukunft nach ëmmer Regelen. An egal wéi d'Notioun vun der Famill sech entwéckelt, och doriwwe, mengen ech, misste mer eis hei eens sinn: D'Kand bleift am Zentrum vum Familljeprojet. Dat ass d'Regel.

Wat also priméiert, an déi meeschten Eltere wëssen dat, dat sinn dem Kand seng Interessen, säin Équilibrium, säi Gléck. An den Aen vun der LSAP huet d'sexuell Orientéierung keen Afloss op d'Capacités, fir e Kand opzeerzéien, him alles ze ginn, wat et brauch: Léift, Wäerter, de Respekt viru sech a virun aneren, d'Bewosstsinn och, enger Kollektivitéit unzegehéieren. Dat ass keng Fro vu sexueller Orientéierung vun den Elteren. D'Recht eng Famill ze grënnen, eng Geschicht, Wäerter weiderzeginn, esou e Liewensprojet - dat ass meng déif Iwwerzeugung - muss fir jiddwereen accessibel sinn, ouni Diskriminatioun.

Et ass ni eng gutt Iddi eng Gesetzgebung anzefréieren, wann d'Gewunnechten, wann d'Realiteit um Terrain, wann d'moralesch Virstellung sech weiderentwéckelt. Dat hu mer vläicht hei zu Lëtzebuerg ze laang gemaach. A loosse mer duerfir déi Diskussioun hei ugoen, am Respekt selbstverständlech vun Iwwerzeugung vu jiddwerengem.

An hei komme mer an de Froberäich eran, wou sécherlech hei zu Lëtzebuerg keng honnertprozenteg Iwwereneestëmmung vun der de Meenunge besteet. Dat weess een aus munchen Diskussiounen, déi ee gefouert huet an deene leschte Jore ronderëm déi doten Themen. An nach mengen ech, dass mer dat sollte maache mat Haaptpräoccupatioun, weiderhin d'Interesse vun de Kanner, d'Interesse vun hire Familljen an de Virdergrond ze stellen.

Aus deenen doten Iwwerleunge setze mer eis als Sozialisten zënter laange Jore fir de Gläichheitsprinzip an a géint all Forme vun Diskriminéierung, besonnesch och vun de Rechter vun den Homosexuellen. An eise successive Wahlprogrammer, a fir d'lescht an deem vun 2009, hu mer onmëssverständlech Positioun bezunn. Ech erlabe mer, dat kuerz ze zitieren. De Justizminister huet virdrun aus dem CSV-Programm zitiiert, ech wëll dann hei den LSAP-Programm zu deem heite Punkt beméien. Ech weess net, ob herno och aus dem CSV-Programm zitiiert gëtt.

(Interruption)

„Die LSAP tritt für eine grundlegende Reform des Adoptionsrechts und des Kinderrechts ein und will damit verschiedene Diskriminierungen beseitigen. Die Sozialisten wollen die Adoption prinzipiell auch für nicht verheiratete Paare und Alleinerziehende öffnen. Der Familienstand darf bei Adoptionen nicht ausschlaggebend sein.“

A méi spéit: „Die Sozialisten sind der Auffassung, dass sich der Begriff Familie nicht allein auf heterosexuelle Paare beschränken lässt. Deshalb werden die Sozialisten homosexuellen Paaren die gleichen Chancen eröffnen, Ehen abzuschließen und eine Familie zu gründen.“ Dat ass prinzipiell d'Positioun vun eiser Partei. Déi bleift et och nach haut.

Zu deenen Iddie sti mer also, déi och mat an dës Regierungsverhandlungen, dës Koalitiounsverhandlungen erageholl si ginn, zesumme mat deenen Aussoen, déi d'CSV an hirem Wahlprogramm zu deenen Theme gemaach huet. A mir konnten eis do, mengen ech, menge mir, op eng Regelung eenegen, déi eis no vir bréngt, déi eis Gesetzgebung un d'Realiteit wäitgehendst upasst an déi et méiglech mécht, de Gros vun de bestehenden Diskriminéierungen aus der Welt ze schafen.

Mir gesinn dat heiten als Tëschenetapp un. Ech si sécher, dass - notamment, wat de Volet vun der Adoptioun ugeet, op deen ech duerno nach ze schwätze kommen - et wäert zu enger zweeter Etapp spéitstens an der nächster Legislaturperiod kommen, esou wéi et och an anere Länner gaangen ass, déi sech duerchgerongen hunn, d'Ouverture ze maache vum Mariage, also de Mariage och fir gläichgeschlechtlech Koppelen voll opzemaachen, déi och am Ufank net d'Adoptionsrecht an deemselwechte Beräich voll opgemaach hunn, wéi d'Belsch zum Beispill, déi awer e puer Joer drop deen dote Schratt gemaach hunn.



Mir ginn hei am Rhythmus vun der Zäit. An dee Rhythmus ass net opzehalen. An dee féiert etapweise, wann et da muss sinn, zu der völlerer Gläichstellung vun de Rechter vun de Koppelen, ob se hetero- oder homosexuell sinn. Dat ass, mengen ech, eng Bewegung, en décken Trend, dee keen och hei zu Lëtzebuerg kann am Endeffekt ophalen.

En éischte Schratt, en éischte Versuch eigentlech, fir de Begrëff Famill iwwert d'Partnerschaften opzemaachen, ass am Joer 2004 geschitt duerch eist Gesetz iwwert déi agedroe Partnerschaft.

Den Här Bettel war esou frëndlech, schonn hei a senger Ried drop hinweisen, dass den Text net den Accord vun der LSAP fonnt huet. Et ass en Text, deen an de leschte Wochen vun der Legislaturperiod '99-2004 duerchgebauscht ginn ass hei an der Chamber. En Text, deen, wéi d'Realitéit bewisen huet - an et ass jo flott, dass grad déi Leit, déi e gestëmmt hunn, haut déi sinn, déi en am meeschte kritiséieren -, andauernd huet missen nogebessert ginn.

Et läit elo nach e Regierungsprojet do vun der viregter Regierung, déi op verschidene Punkten, besonnesch, wat de Statut vum Fonctionnaire ugeet, Upassung mécht, eng Gläichstellung fir tëschent deene Bestuetene respektiv deene Leit, déi an enger agedroener Partnerschaft sinn. An déi viregt Regierung huet och endlech dann deen zweete Volet, dee steierleche Volet, duerchesat am Joer 2007.

An et huet ee gemierkt, wann een d'Zuele kuckt, dass am Ufank dee Mini-Pacs, deen 2004 hei an d'Welt gehuewe ginn ass vun där Koalitioun vun deemools, dass dee wéineg Succès hat an dass eréischt, wéi eigentlech d'Rechter ausgebaut gi si successiv, wéi och notamment dee steierleche Volet dobäikomm ass, wou massiv also och den Intéret un deem doten, un där Partnerschaft do, méi grouss ginn ass.

Et ass och wouer, dass mer no an no - notamment, fir effektiv deene Leit, déi sech net kënne bestueden, an enger Partnerschaft praktesch déiselwecht Rechter ze gi wéi deene Bestuetenen - eng Upassung gemaach hunn, déi no an no derzou féiert, dass mer bal op enger Gläichstellung si mat wéinegen Ausnahmepunkten tëschent dem Bestietnis op där enger Säit an der Partnerschaft op där anerer Säit. Et muss ee sech awer daerfen d'Fro stellen, ob dat d'Absicht war.

A wa mer elo an d'Richtung ginn, fir d'Bestietnis opzemaache fir Koppelen vu Mann a Mann oder Fra a Fra, da stellt sech d'Fro: Sinn déi agedroe Partnerschaften, ass dee Regime, dee Statut nach deen, deen eigentlech gewënscht war vun Ufank u fir déi Koppelen, déi sech eigentlech kënne bestueden, et aus manche Grënn awer - keng legal Grënn, mä perséinlech Grënn - net wëlle maachen?

Dat ass, mengen ech, eng Fro, déi mer eis mussen stellen. Well mat der Aféierung vun dem neie Bestietnis, dat mer opmaachen op gläichgeschlechtlech Koppelen, muss een och de Courage hunn, mengen ech, nach eng Kéier déi Partnerschaft an dee ganze Statut vun der Partnerschaft ënner engem neie Licht ze kucken, well d'Basisbedingungen, d'Grondbedingungen anerer gi sinn duerch dee wichtege Schratt, dee mer eis uschécken hei ze huelen, fir d'Bestietnis opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen mat deene Flichten a Rechter, déi dann dorunner gebonne sinn.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer awer an enger zweeter Etapp sollte féieren. Eis ass kloer, déi éischt Etapp ass déi, fir de Mariage ze reforméieren, en opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, d'Adoptiounsrecht parallel dozou frësch ze kucken an deementspriedend unzepassen, an dann an enger zweeter Phas, mengen ech, an der néideger Rou ze kucken, wat fir eng Konsequenzen dat ergëtt fir dee ganze Statut, d'ganz Regelwierk ronderëm déi agedroe Partnerschaft. Dat ass dee Wee, wéi mir en eis als LSAP an deenen nächste puer Joer hei an dëser Mandatsperiode virstellen.

D'Reform vum Mariage ass einfach ze maachen. Dat ass en Artikel vum Code civil, deen ëmzeänneren ass. Ech mengen, do brauch een och d'Welt hei net nei ze erfannen. Ech mengen, do soll ee sech inspiréieren um belschen Text zum Beispill,

oder un aneren Texter vu comparabele Rechtssystemer. Dann huet ee relativ schnell, mengen ech, deen doten Deel vun der Reform gemaach.

Ech wëll soen, dass ech houfreg sinn, dass et méiglech war, deen dote Wee ze goen, well mer dat scho laang fuerderen, well mer dat 2004 gesot a gefuerdert hunn.

Wat war d'Haltung vun der LSAP 2004? Et war net, fir einfach Neen ze soen, mä Neen ze soe vun deem Pacs-Projet vun der Regierung vun deemools, well en eng minimal Léisung war. A mir hunn, wann ech mech net iren, mat de Kollege vun der grénger Fraktioun, gestëmmt fir eng Proposition de loi vun Lydie Err iwwert d'Union libre a mir hu gestëmmt fir eng Proposition de loi iwwert de Mariage vun der Deputéierter Renée Wagener.

Dat war déi Positioun, déi mer haten. Dat bleift och eis Grondwuerzeegung. Mir waren ëmmer der Meinung, dass et keng gutt Léisung war, am Partenariat ze versichen och all Froe mateneen ze léisen; déi vun deenen all d'Fro mateneen ze léisen, déi vun deene gläichgeschlechtliche Koppelen an déi vun den hetero Koppelen. Et beweist sech also, dass mer elo, mat Verspéidung allerdéngs vun e puer Joer, dann deen dote Schrëtt endlech maachen.

Mir sinn zefridden, dass mer deen dote Schrëtt maachen, och, well mer hei net hanner enger europäescher Entwécklung hannendrunhippen, wéi dat vläicht an einzelnen anere Beräicher nach de Fall ass. Ech wëll betounen, dass et eréischt sechs Länner gëtt an Europa, déi d'Bestietnis opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen. Dat waren an der Reifolleg: Holland, d'Belch, et war Spuenien, et ass Finnland, Schweden a fir d'lescht d'Portugisen, déi sech zu där dote Positioun bekannt hunn.

Dat huet, dat stellt ee fest, och jee no de Länner zu méi oder manner groussen an heftegen a kontroversen Diskussiounen gefouert. D'Beispill vu Spuenien huet bewise wéi hefteg, wéi dramatesch esou Diskussiounen kënne ausgefochte ginn, och an der öffentlecher Meinung, mat dausenden an dausende vu Manifestanten a Géigemanifestanten op deem dote Punkt, fir en Afloss ze kréien an där doter Fro. D'Beispill vu Portugal beweist, dass et awer och op eng aner Aart a Weis geet, fir un déi dote Fro erunzegoen, och wann et kloer ass, dass besonnesch d'kathoulesch Kierch sech schwéierdeet mat deenen dote Reformen. Et kann een do effektiv eng ganz Rëtsch vun Zitatoren uféieren, och nach eng Kéier de Poopst selwer, deen am Ufank vun dësem Joer, bei engem Empfang virum diplomatesche Corps, och nach ganz drastesch Wieder gebraucht huet, wat eigentlech d'Begrënnung vun engem homosexuelle Bestietnis ugeet, an ausdrécklech gewarnt huet, a Länner op esou e Wee ze goen.

Et ass wichteg, dass mer eis net bëiere loosse duerch esou Aflossnahme vun bausen, déi nach vläicht zu Lëtzebuerg virun der Dier stinn. Ech wëll awer fir de Moment soen, dass, wéi déi Iddi do am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen bekannt ginn ass, no bausen et vu Lëtzebuergier kierchleche Kreesser éischer eng moderéiert Reaktioun ginn ass, och wa se net vu Freed an d'Luucht gespronge sinn, wat ee sécherlech ka verstoen. Déi Diskussioun muss also weidergefuert ginn a jiddweree muss sech natierlech där Diskussioun do stellen, wéi och d'öffentlech Meinung sécherlech och an där doter Fro gespléckt wäert bliwen.

Dat gëllt sécherlech nach méi fir déi Fro vun den Adoptiounsrechter vu gläichgeschlechtliche Koppelen. Et ass do, an dat weisen och all d'Emfroen, déi am Ausland gemaach gi sinn, wou d'öffentlech Meinung - déi sech wahrscheinlech och, wéi vill Leit, nach net intensiv mat där Problematik beschäftegt huet - aus dem Gefill eraus éischer negativ zu esou enger Ouverture steet. Mä och dat beweist d'geschichtlech Entwécklung: dat sinn ëmmer Momentopnahme vun der öffentlecher Meinung, an déi kënne sech, an déi wäerte sech och am Laf vun der Zäit - mat der Diskussioun dobaussen, mat der öffentlecher Meinungsbildung - sécherlech kënne an eng aner Richtung bewegen.

Duerfir e Wuert och vun eiser Säit zu der Fro vun der Adoptioun. Et war laang Zäit d'Fro op - an ech mengen och, dass de vi-

regte Justizminister sech ee Moment an déi Richtung do wollt bewegen -, fir, wéi dat aner Länner an Europa och gemaach hunn, nëmme méi ee Regime vun Adoptioun hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Opgrond awer vun enger ganzer Rëtsch vu Stellungnahme vun avertéierte Kreesser, opgrond och vun deenen zwee Wahlprogrammer vun de Koalitiounsparteien ass sech géeelegt gi bei der Regierungsbildung, fir bei där Reform vum Adoptiounsrecht - wat sécherlech noutwendeg ass, dass een dat no deem leschten Text vun 1989, opgrond och vun der Jurisprudenz vun internationale Konventiounen nach eng Kéier frësch kuckt -, dass een do soll déi Zweegliederegkeet vun eisem Adoptiounsrecht bäibehalen, mat op där enger Säit der einfacher Adoptioun, déi nach Lienen zu der Ursprungsfamill bestoe léisst, notamment wat d'Ierfschaftsrecht ugeet, déi och am Prinzip révocabel bleift, an u sech der Volladoptioun, déi u sech all Lien total ofkappt mat der Ursprungsfamill, an déi, par essence, no der leschter Reform vun 1989 irrévocabel ass, also net méi kann a Fro gestallt ginn.

D'Realitéit um Terrain weist, déi verschidde Familijsituatiounen weisen, dass een déi zwou Forme vun Adoptioun weiderhi brauch. Et gëtt Fäll, wou sech d'Adoption simple als déi richtig, adequat juristescht Äntwert op eng nei Familljebildung eigentlech duerstellt, an et gëtt Fäll, wou et méi logesch ass eigentlech, fir d'Liens ze brieche mat der éischer Famill an op de Wee vun enger Adoption plénière, enger Volladoptioun ze goen. Dat soen och d'Avisé vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand; dat seet och den Avis vum eiser nationaler Ethikkommissioun, déi an deenen zwee Fäll och sech ausschwätzt fir d'Bäibehale vun deem duale System, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen. Nach muss een natierlech d'Konditiounen an d'Regimer nach eng Kéier frësch kucken.

Mir hunn an de Koalitiounsverhandlungen festgehalten, dass mer eis selbstverständlech wëilten un d'Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff an deenen dote Froen halen an dass mer eng Ouverture wëilte maachen, wat d'Adoptiounsrecht ugeet, fir de Partner an enger homosexueller Koppel, deen d'Kand vun deem anere wëllt adoptéieren. Dat setzt natierlech zum Deel viraus, dass och de Papp oder d'Mamm wëllt, dass déi biologesch Elteren och mat d'accord sinn, fir op esou e Wee ze goen, soss gëtt dat do natierlech ganz schwierig. Esou einfach ass et jo net ze adoptéieren, fir also een aus enger Famill erauszuheulen an an eng aner Famill ze transplantéieren.

Et ass immens interessant, nach eng Kéier d'ganz Geschicht vum Adoptiounsrecht nozeliesen, wat bis laang nom Krich eigentlech zu Lëtzebuerg och nëmme op Groussjähreger geméint war. D'Kanner ware vun der Adoptioun ausgeschlossen, an et ass mat... D'Adoptioun, déi also haapt-sächlech sengerzäit och geduecht war als eng Vermëttlung vu Gidder a vum Numm, huet sech an eppes ganz anescht transforméiert. Dat heescht, d'Finalitéit vun der Adoptioun, wéi mer se haut kennen, war net d'Ursprungsfinalitéit vun der Adoptioun, wéi se am 19. Jorhonnert erstmoleg agefuert ginn ass. An dat éischt modernt Gesetz iwwert d'Adoptioun zu Lëtzebuerg geet eigentlech op d'Joer 1959 zrëck, ass also relativ rezent, wann een dat kuckt.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ee Grond, Här Bodry, firwat datt do gesot gëtt, mer sollten d'Adoption simple bäibehalen, ebe just, well mer deenen neie Gegebenheete vun de Famillje Rechnung droen, an do erëm eng Kéier d'Fro sech stellen och, ob Partner, wou grouss Kanner do sinn, datt een aneren och nach kann déi Kanner, wann zum Beispill d'Mamm oder de Papp gestuerwen ass, adoptéieren. Awer dann natierlech kann dat ëmmer jo nëmme eng Adoption simple sinn. Dat wor, well Dir elo grad gesot hutt, mir haten ee Moment wëlles nëmme méi eng Form ze halen, wou een da mierkt, wann et op eemol doriwwer hiergeet, datt een awer net esou dat fäerdeg kritt, wéi een... oder aner Komplikiatiounen domat entstinn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, et ass ganz kloer, ech mengen, mir si fir d'Bäibehaltung vun deem duale System. Et gëtt esou eng divers Situatioun, dass een

duerhaus och ka mat zwee verschiddeenen Instrumenter eigentlech déi Adoptioun do méiglech maachen.

Wou mer eis droop géeelegt hunn - a fir eis ass dat eng éischt Etapp -, dat ass, fir ze soen: Mir maachen d'Adoption simple op. D'Adoption simple gëtt also och an Zukunft méiglech, fir ugefrot ze gi vu gläichgeschlechtliche Koppelen, déi entweder am Partenariat sinn oder sech bestueden. Dat ass, mengen ech, e wesentleche Punkt, deen een hei muss berücksichtigen. Dat ass e wesentleche Punkt vu Gläichstellung och, an Netdiskriminierung, dee mer hei maachen.

Et bleift d'Fro op vun der Adoption plénière. Mä och do muss ee sech awer bewosst sinn - et kann een ëmmer natierlech iwwert d'Prinzipie streiden, a prinzipiell misst och do eng Ouverture kommen, mir konnten eis awer an der Regierung net op deen dote Punkt nach eenegen -, et muss ee sech awer och bewosst sinn, a wéi vill Fäll dat do konkret sech wäert stellen.

De Gros vun den Adoptiounen fannen net hei zu Lëtzebuerg statt, mä sinn international Adoptiounen. Praktesch all Länner, fir de Moment zumindest, wou déi Kanner meeschtens hierkommen, déi loosse d'Adoptioun vu gläichgeschlechtliche Koppelen net zou. Déi kennen de Mariage homosexuel net. Dat heescht, well sech jo och dat Adoptiounsrecht vum deem Land fir d'éischt emol applizéiert, och wa mir et géifen hei zu Lëtzebuerg ausdrécklech erlaben, wäerten déi Adoptiounen sech do net maachen, well d'Gesetz aus dem Ursprungsland vum Kand dat net méiglech mécht.

Wann een dat berücksichtegt a wann een da berücksichtegt, dass fir d'Adoptiounen, déi hei zu Lëtzebuerg stattfannen, eigentlech d'Adoption simple e gutt juristescht Mëttel ass, fir ze benotzen, do muss een net à la rigueur op d'Adoption plénière goen. Firwat solle bei esou engem Kand total d'Liens gebroch ginn eigentlech mat der Ursprungsfamill, hei zu Lëtzebuerg?

Da géif ech mengen, dass mer hei wierklech e bëssen ëm dem Keeser säi Baart diskutéieren a wierklech iwwer marginal, zulemmeseg marginaalste Fäll hei diskutéieren. Ech si gären op fir all prinzipiell Diskussioun, mä bei all deem soll een awer de Sënn och fir d'Realitéit op deem dote Plang net vergiessen.

Esou dass mer mengen, dass mer hei amgaange sinn, ënnert dëser Regierung mat dëser Majoritéit e grouse Schrëtt no vir ze maache par rapport zu deem, wat mer haten, an no un deem sinn, wat mir eis als Partei als ideal Léisung virstellen. Mir sinn also zouversichtlech, dass mer e gudde Deel vun deem, wat mer laang verlaangt hunn, elo endlech amgaang sinn ëmzesetzen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach méi wéi vill aner gesellschaftspolitesch Sujetë beréieren déi Fro vum fräi decidéierten Zesummeliewe vun erwuessenen homosexuelle Persounen an déi vun der eventueller Adoptioun vu Kanner duerch esou Koppelen déif Gefiller. Dobäi stelle sech och nach eng Rei vu komplexe legalen an ethesche Froen. Dowéinst muss dës Debatt mat Takt a Respekt geféiert ginn. Vill Leit leeë grouss Hoffnungen an eng nei Regelung vun där Législatioun, anerer gesinn d'Fuerderungen u Reformen an dëse Beräicher vill méi skeptesch.

Fir d'ADR geet et haut net drëm, eng detailléiert legal Debatt iwwer all Aspekter vun deene Froen ze féieren. Dat kënne mer maachen, wann d'Regierung eis konkret Texter heihinner déposéiert, eis se virleet. Da kënne mer se analyséieren an eis eng detailléiert Meinung dozou maachen.



An dësem Stadium geet et awer vill méi dorëm, datt all Partei sech ganz grondsätzlech positionéiert. D'ADR ass sech och an dësem Dossier trei an hält sech un dee Wahlprogramm, mat deem mer am Juni 2009 virun d'Wieler getratt sinn. Déi opgeworfe Froen zwéngen eis, fir eis ganz prinzipiell ze iwwerleeën, wéi eng Form vu Gesellschaft mir eis wënschen.

Déi eenzel Parteien hu jiddwereng hir Virstellungen iwwert déi Wäerter, déi an eiser Gesellschaft solle gëllen. Fir d'ADR zielen zu deene Wäerter ganz prioritär de Schutz vun der Famill an d'Wuel vum Kand. Wien, wéi mir, d'Wuel vum Kand ëmmer an de Mëttelpunkt vun sengen Iwwerleeunge stellt, fir dee leien eng Rei Konklusionen op der Hand.

Sécher, et gëtt vill ënnerschiddlech Vuen iwwert d'Wuel vum Kand. Dorënner och vill Etüden, déi probéieren dat eent oder dat anert ze beweisen, och zum Beispill, datt Kanner vun homosexuelle Koppelen kenne mat vill Léift a Kompetenz erzu ginn, och ouni dobäi moraleschen an emotionale Schued ze erliden. All esou Iwwerleeungen huele mir zur Kenntnis. An och mir wëssen, datt a ganz spezifesch Situatiounen Kanner bei enger homosexueller Koppel kenne heiansdo méi glécklech opwuesse wéi bei verschidde heterosexuelle Koppelen.

Mä et sief och gesot, datt et vill Etüde gëtt, déi dat traditionellt Familljebild luewen, an eiser Meenung no och zu Recht. Meng Partei huet eng déif Iwwerzeugung, an déi ass, datt e Kand ëmmer seng Mamm a säi Papp brauch, datt deen intensiven a geliefte Kontakt zu sengen zwee biologesch Elterendeeler fir d'Entwécklung vum Kand vu primordialer Wichtigkeet ass. Mir denken, datt dat weiblecht wéi dat männlecht Virbild onverzichtbar sinn, fir datt e Kand sech kann optimal entwécklen.

Duerfir kämpft d'ADR jo fir eng automatesch a generaliséiert Autorité parentale conjointe am Fall vun enger Scheedung. Duerfir och, Här President, ass d'ADR géint d'Adoptioun vu Kanner duerch homosexuell Koppelen. An dowéinst denke mir, datt et och un der Zäit ass, fir datt mir müssen un eng Léiglatioun iwwert d'Procréation médicalement assistée nodenken.

Duerch de rezenten Avis vun der nationaler Ethikkommissioun fille mir eis an eiser Positioun nach eemol bestärkt. Wa mir also géint déi Iddi vun enger Adoptioun duerch homosexuell Koppelen sinn, da kenne mir a fortiori och net domat d'accord sinn, datt homosexuell Koppelen sech kéinte bestueden. Well bei aller Komplexitéit vun der moderner Gesellschaft, Kanner a Bestietnis sinn zwou Notiounen, déi mir konzeptuell a funktionell net wëllen ausen-nerdividieren.

Elo kann et sinn, datt verschidde Leit mengen, datt eisen Neen zum homosexuelle Bestietnis vläicht eng Diskriminatioun vun homosexuelle Leit kéint bedeuten. Dat ass awer net esou. Eng Diskriminatioun kann entstoën, wann ee Leit, déi an enger selwechter Situatioun sinn, ënnerschiddlech behandelt, oder Leit, déi an ënnerschiddleche Situatiounen sinn, d'selwecht behandelt. Wann awer Leit ganz objektiv an ënnerschiddleche Situatiounen sinn, an ee si dann och ënnerschiddlech behandelt, dann ass dat keng Diskriminatioun.

Well jo awer homosexuell Koppelen op natierlech Wee keng Kanner kenne kréien, si si an enger objektiv anerer Situatioun wéi déi allermeeschten heterosexuell Koppelen. Déi Méiglechkeet zur Procréation bei heterosexuelle Koppelen ass och dee Kritär, firwat de Stat e Bestietnis besonnesch muss éieren a schützen. D'Entstoe vun enger Famill mat Kanner an hir méiglech geséichert Zesummeliewe soll a muss protégéiert ginn.

Fir d'ADR ass d'Famill d'Kärzell vun der Gesellschaft. D'Famill garantéiert eis Zukunft, a si ass, a soll dat och bleiwen, eng Plaz, wou d'Kanner kenne a beschméigleche Konditiounen opwuesse. Déi traditionell oder och hautdésdags dacks méi recomposéiert Famill, e Papp, eng Mann, also e Mann an eng Fra, an hoffentlech eng ganz

Rei vu Kanner, steet am Zentrum vun der familljen- a kannerfrëndlecher Politik vun der ADR.

Mir wëllen, datt och d'Erzéiungsaarbecht doheem, besonnesch déi vun deenen Elterendeeler, déi ganz doheem bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien, vum Stat endlech moralesch a finanziell unerkannt gëtt. D'ADR proposéiert jo d'Aféierung vum Berufstitel „Parent éducateur“ an d'Aféierung vun enger Erzéiungsent.

E Parent éducateur ass eng Mamm oder e Papp, dee ganz doheem bleift, fir sech ëm d'Kanner ze këmmern. D'ADR wëllt, datt am Fall vun enger Scheedung, déi sozial Rechter a virun allem och eege Renten-uspéich fir de Parent éducateur muss garantéiert sinn. Mir wëllen den Elteren eng richtig Méiglechkeet zur Wiel ginn, ob si léiwer hir Kanner wëllen enger Infrastruktur wéi enger Crèche uvertrauen oder ob se hir Kanner léiwer selwer erzéien.

D'CSV mécht dat ganz anescht wéi mir. Si gëtt jiddwerengem eppes mat de Chèques-services, mä just den Hausfraen an Hausmänner, déi dat am meeschte verdéngt hätten, gëtt se näischt. Dat ass eng Politik, déi mat engem chrëschtliche Familljebild glat näischt méi ze dinn huet.

(Interruptions)

D'ADR wëllt och, datt déi bestuete Koppel mat Kanner ëmmer déi Form vum Zesummeliewen ass...

Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuelen dat hei nach eng Kéier, well ech mengen, et ass awer interessant, datt Der et héiert: D'ADR wëllt och, datt déi bestuete Koppel mat Kanner ëmmer déi Form vum Zesummeliewen ass, déi steierlech an anescht déi meeschten Avantagé soll hunn.

(Interruption)

Här President, deen Neen zum homosexuelle Bestietnis mécht eis net blann fir eng Rei vu praktesche Problemer, déi aktuell kenne beim Pacs bestoen. De Pacs ass jo e Modell, dee vu ganz villen a vun ëmmer méi Leit benotzt gëtt, souwuel vun heterosexuelle wéi och vun homosexuelle Koppelen. D'ADR ass prinzipiell d'accord, datt eng Diskussioun am Hibleck op eng Reform vum Pacs geféiert gëtt. Dat heescht awer net, datt de Pacs soll dem Bestietnis komplett ugepasst ginn. Dat wor jo och ni de Sënn vun deem Instrument, mä datt eventuell Problemer oder Inkohärenze sollen eliminéiert ginn.

Ech wëilt vläicht ophalen an eng kleng privat Reaktioun op dem Här Bodry säi Kommentar maachen iwwer eng Amëschung, déi e mengt festgestallt ze hunn duerch verschidde Kommentare vum Poopst. Ech mengen, mir sollten ënnerscheeden an dëser Debatt wéi och an aner Debatten, a wéi enger Eegeschaft de Poopst schwätzt. E schwätzt jo net hei als Statschef zu eis, mä als moralesch Instanz, als Chef vun enger Kierch. An an deem Sënn ass et och selbsterständlech säi Recht, Stellung zu gesellschaftspolitesche Froen ze huelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech hunn deem Mann dat Recht net ofgeschloen.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Deelt Der da seng Meenung?

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Loosst den Här Hoffmann schwätzen.

► **M. Xavier Bettel (DP), interpellateur.**- Deelt Der seng Meenung? Här Kartheiser, Dir hutt awer net drop geäntwert. Deelt Der seng Meenung?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Henckes, Dir hutt dach soss ëmmer Meenungen, autonom Meenungen. Ma, dann hutt Der hei och eng Meenung.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hien huet seng Meenung, an hie vertritt eis Meenung.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Jiddweree seng Meenung.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jiddweree huet seng Meenung.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Dat ass Äre Motto. Très bien.

► **M. le Président.**- Sou! Elo dierf den Här Hoffmann seng Meenung verrieden.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Merci.

► **Une voix.**- Hien ass wéinstens ganz eleng. Dat ass méi einfach.

(Interruption)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech hu mech mat menger ganzer Fraktioun ofgeschwat.

(Hilarité générale)

Här President, ech muss lech soen, déi Diskussioun hei, déi ass ëmsou méi faszinant, wann ee sech esou e puer Jorzéngten zrëckversetzt, 30, 40, 50 Joer, an et stellt ee sech vir oder et erënnert ee sech wierklech, wéi zu deene Froen, déi mer haut diskutéiert hunn, deemools diskutéiert ginn ass a vu wem.

Ech behaupten, an deene Froen, iwwert déi mer haut diskuéieren, gëtt et keng gottgewollten an och keng naturgegeben Normalitéit. Et gëtt ëmmer nëmme eppes als normal betruecht, wann et bestëmten Normen entsprécht, déi grad dee Moment gëllen. Déi Normen, déi gi gemaach oder iwwerholl. Déi berouen oft, wéi den Här Braz richtig gesot huet, op Weltbiller, déi hannendrustinn an déi natierlech ënnerschiddlech kenne sinn. Déi Normen, déi gi gegoss a Rechtsformen. Duerfir ass och haut esou vill vu Juristen iwwer juristesche Problemer, och völeg zu Recht, geschwat ginn.

Heureusement kenne Normen och verännert ginn. Dat kann e méi oder wéineger laange Prozess sinn. Heiansdo ass et souguer e revolutionäre Prozess, well, ech mengen, et ass fir jiddweree evident - also interpretéiert mech elo net falsch -, dass zum Beispill en historiesche Broch wéi dee vun der franséischer Revolutioun och eng ganz Rei vun eisen Normen, och an deenen do Beräicher, verännert huet, wéi zum Beispill dee vum Mariage, dee vun deem Moment un nëmme méi als Mariage civil öffentlech unerkannt ginn ass. Also, dat ass nëmme e Beispill.

De Begrëff vun der Normalitéit, an dat hu mer haut jo och an der Diskussioun nach eng Kéier heiansdo op ergräifend Aart a Weis matkritt, ass en héchst - héchst! - geféierleche Begrëff. A mer missten eis alleguerten ëmmer erëm bewosst ginn, zu wat fir enge schrecklechen Desasteren, dass dee Begrëff zu verschidde Zäite vun eiser Geschicht a souguer nach vun eiser relativ rezenter Geschicht gefouert huet. Also misste mer onheemlech virsichtig mat deem Begrëff ëmgoen, fir net ze soen, en eigentlech iwwerhaapt net méi ze gebrauchen.

Norme kann een, wéi gesot, heureusement a Fro stellen a verännern. Haut méi wéi soss, mengen ech. Haut méi wéi soss, firwat? Well Legitimationsprozeduren, déi soss relativ gängeg ware vu bestëmten Normen, haut ganz staark un Iwwerzeugungskraaft verluer hunn. Anscheinend gëtt et do awer nach Ausnahmen; dat hu mer awer och elo nach e bësse festgestallt.

D'Beruffung op Tradition, d'Beruffung op Autoritéiten, sief dat reliéier oder wat fir och ëmmer, d'Beruffung och op eng angeblech éiweg Natur, dat ware fréier Legitimationen, déi eng gewëssen Iwwerzeugungskraaft haten. Déi hu se net méi.

A wann ee sech da fret - an dat war fir mech och interessant -: Wéi ass dann déi Diskussioun haut gelaf? Opgrond vu wat fir Begrënnungen, wann der iwwerhaapt ugefouert gi sinn, ass dat gelaf? An do muss ech soen, an ech fannen dat e wesentlechen historieschen Acquis: Mir berufen eis haut an deenen do Zorte vu Froen haaptsächlech op de Prinzip vun der Gläichheit an der Gläichbehandlung, an net méi op déi al iwwerhollen traditionell Legitimationen.

An et wär natierlech wëschenswäert - dat ass eng Klammer, déi net direkt mat dem Thema ze dinn huet -, wann deeselwechte Prinzip vun der Gläichheit natierlech och an anere Beräicher vun der gesellschaftlecher Diskussioun méi e grouse Wäert kéint kréien.

De Mariage ass jo bestëmmt net déi innovativst Form haut vum Zesummeliewe selbsterständlech. An ech muss mat enger gewësser Ironie dann och drun denken - kennt Der dee Sproch, deen een oder deen aneren nach? -: „Wer zweimal mit derselben oder demselben penn, der gehört schon zum Establishment.“ Dat war viru 40 oder 50 Joer. Deemools fir de Mariage anzetrieden, dat war eng relativ konservativ Haltung.

Haut froe mer de Mariage fir d'Leit, déi d'Recht net dorobber haten. Ech wëll awer domadder och elo net gesot hunn, mer sollen hinnen dat verweigeren. Am Géigendeel, wann homosexuell Koppelen déi do relativ traditionell Form wëlle wielen, da solle se dat Recht selbsterständlech och hunn. Emsou méi, well jo de Mariage selwer sech an deene leschte Jore ganz staark verännert huet, virun allem, wat déi ongläich Rechter innerhalb vum Mariage fréier betrëfft, an entre-temps een awer ka soen, an engem Mariage sinn awer d'Rechter vun deenen zwee Partner méi oder wéineger ugeglaach.

Ech mengen awer net, wéi den Här Bodry et ugedeit huet, dass doduerch, dass mer de Mariage opmaache fir homosexuell Koppelen, d'Pacsen iwwerflësseg géife ginn. Dat mengen...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat hunn ech net gesot.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ah! Okay.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et muss een driwwer nodenken, ob alles dat, wat mam Gepacs ze doen huet, nach elo Sënn mécht.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Okay. Et ass an der Rei.

Also, ech meng jiddefalls net iwwerflësseg, well de Pacs gewielt gëtt souguer, wann de Mariage op ass fir homosexuell Koppelen, vun heterosexuelle wéi vun homosexuelle Koppelen, well en net déiselwecht Contrainten huet wéi de Mariage. Dat huet den Här Bodry och gesot, an ech weess net wien nach, well e selbsterständlech méi liicht opléisbar ass.

An ech mengen, et gëtt haut ganz vill, dat ass d'Erklärung och fir déi interessant Zuelen, déi den Här Braz, mengen ech, genannt huet - ass et esou? - oder den Här Bettel...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- De Ceps. Et ass datselwecht. D'Zuele si vum Ceps.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech mengen, déi Haapterklärung, dat ass einfach, dass jonk Leit virum Mariage e bëssen zrëckschrecken duerch déi Contrainten, déi dermat verbonne sinn, an also soen: Da probéiere mer emol iwwer Pacs et puis on verra éventuellement.

Dem Här Braz, an der Fro vun der Adoptioun, stëmmen ech zou.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst ganz lues, awer sécher och zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech komme lues a sécher zum Schluss.

Also, ech si mam Här Braz d'accord, wat d'Adoptioun betrëfft. Et gëtt kee wëssenschaftlech iwwerzeegend Argument, fir ze soen, Kanner aus enger homosexueller Koppel, déi hätten eng manner zefridde stellend Entwécklung wéi anerer. Mer wëssen, dass et och Kanner aus heterosexuelle Koppelen gëtt, déi alles anescht hu wéi eng zefridde stellend Entwécklung. Do gëtt et also guer keng wëssenschaftlech Begrënnung, fir do en Ënnerscheid ze maachen.

Ech mengen och, dass een „simple et plénière“ soll definéieren, net par rapport zu dem Geschlecht vun deene jeeeweilege Partner, sondern aner Facteuren a Betracht zéien, fir ze kucken, ob dann elo d'Simple oder d'Plénière dat ass, wat besser op dee betreffende Fall zoutreff am Intérêt vun de Kanner ass.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Wéi laang hunn ech?

► **M. le Président.**- 35 Minuten.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Gelift?



► **M. le Président.** - 35 Minutten.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt, déi mer haut haten, werft eng ganz Partie vu Froen op. Wann ech dat emol e bësse wëll méi theoretisch kucken, sinn et am Zesummeliewe vun der Famill horizontal a vertikal Froen. Am Kloertext: Horizontal, wat ass dat? Dat ass d'Zesummeliewen an enger Partnerschaft, wou mer zurzäit zwee Typen hunn: de Mariage, d'Bestietnis, an zënter e puer Joer och d'Partenariat. Dat Vertikaalt, dat ass dat, wou Kanner am Spill sinn, dat ass d'Adoptioun. Ech wëll och dofir déi zwou Saache vuneneen trennen.

Mariage, huet virdrun den Här Kartheiser gesot, Mariage a Kannerkréien, dat ass eng Unitéit. Ech mengen net, dass dat stëmmt. Fir d'éischt ass een emol am Partenariat, well e sech gären huet. Da wëllt ee Kanner kréien oder et wëllt ee keng Kanner kréien.

Iwwregens, wann Der nokuckt - den Här Kartheiser ass elo leider net heibannen, well e sech jo vill hei op d'Kierch beruff huet -, wann Der d'Evolution vum kanounesche Recht nokuckt, huet och d'kanounescht Recht evoluéiert. Effektiv huet se ganz laang Zäit de Mariage haaptsächlech gesinn, fir Kanner ze kréien. Dat ass zënter enger Partie Joren net méi de Fall. De Mariage ass och am kanounesche Recht virun allem emol op d'Partnerschaft aus. Wann een dat emol bis gesot huet, dass een déi zwou Saache kann trennen, gëtt d'Diskussioun och eng aner.

An deem Sënn si mer eis an der Koalitioun eens ginn, dass de Mariage och soll fir net gläichgeschlechtlich Koppelen op sinn. Wa mer déi zwou Saachen och vuneneen trennen - ech kommen herno op déi zweet, déi vertikal Verbindung an der Famill. Mä an där horizontaler, wann ee seet, et beriff ee sech op Wäerter vu Léift, Solidaritéit, Verantwortung, gëtt et eigentlech kee Grond, fir ze soen, da muss de gläichgeschlechtlicher Natur sinn. Also si mer eis eens ginn, mat engem Gesetzesprojet dat ze änneren.

Ganz esou einfach, wéi mäi parlamentaresche Stattssekretär, den Här Bodry, dat mengt, wäert dat net ginn,...

(Interruptions diverses et hilarité)

...well natierlech een awer muss duerch de ganze Code civil goen a kucken, wat dat alles vu Konsequenzen huet. Zum Beispill schwätze mer elo am Code civil vun „les époux“ oder „époux“ an „épouse“. Ech mengen, dass mer an Zukunft mussen am-plaz „époux“ vun „conjoint“ schwätzen. Et gëtt nach eng ganz Partie aner technesch Saachen, déi dat bedéngt. Mir sinn am Justizministère amgang, dat alles ze kucken.

Ech kommen nach herno e bëssen op den Timing, wéi mer eis dat kéinte virstellen, wéi mer déi Reforme bréngen.

Nun hu mer virun enger Partie vu Joren hei, wéi iwwregens och am noen Ausland, wou mer eis zum Deel inspiréiert hunn, niewent dem Bestietnes e Partenariat agefouert. Wat e bëssen eng hybrid Konstruktioun ass. Well et engersäits eng Zort Mariage bis ass, deen esou e Mariage à durée déterminée duerstellt, deen ee méi lücht ka kënnegen, wéi de Mariage, wou mer nach ëmmer eng Divorceprozedur hunn, déi net ëmmer einfach ass an och net ëmmer mënschlech ass. Dofir sidd Der jo an der Chamber amgang, dat ze änneren.

D'Partenariat hu mer versicht, an eng Partie Froen, déi elo den Här Bettel opgeworf huet - ech ginn net an den Detail doran, well déi waren a menger Note, mä dat ass méi Technicité -, eng Partie konkret Froen, déi Der opgeworf hutt, déi hunn eng Léisung a Gesetzesprojeten, déi nach déi viregt Regierung an haaptsächlech mäi Virgänger, den Här Luc Frieden, op den Dësch geluecht hunn. Dat vum Acte civil, dat vun de Successiounen, do sinn iwwerall Virschléi amgangen ze kommen, fir dat ze maachen. Mä dat - ech ginn elo net an den Detail an, well ech mengen, dass mer hei elo, wa mer de Projet diskutéieren, komme mer op all déi Detailer, well do sinn eng ganz Partie Äntwerten op déi Froen dran. Déi Froen, déi mer eis mussen prinzipiell stellen, dat ass: Wat ass d'Zil vum Partenariat? Ass d'Zil vum Partenariat, e Mariage bis ze ginn an duerno mam Ma-

riage ze fusionéieren, oder ass et eppes Eegestännes?

Woufir ass de Partenariat bis ewell esou en hybride System bliwwen? Ma well mer engersäits wollten eng Méiglechkeet ubidde fir Leit, déi sech net wollten oder konnten oder wat och ëmmer bestueden, deenen eng gewësse Protektioun ginn. Op där anerer Säit eppes wollte maache fir Leit, déi sech wollte bestueden a juristescht net konnte bestueden, wann ech dat soen. Nämlech dat sinn déi gläichgeschlechtlich Koppelen. Déi konnte sech net bestueden.

Eng vun den Haaptursachen, och wann dat déi mannste Koppele sinn, wa mer d'Statistik kucken, sinn déi gläichgeschlechtlich Koppelen. Dofir hu mer d'Partenariat gemaach. An den Drock, d'Partenariat ëmmer méi un de Mariage unzepasen, ass virun allem komm vun de gläichgeschlechtliche Koppelen, déi gesot hunn, et feelt eis awer nach eppes.

Wat virun allem feelt, an d'Christine Doerner, deem ech och fir hir Interventioun Merci soen, huet dat oft dobaussen thematiséiert: Am Partenariat schwätze mer vu materielle Situatiounen. Awer net vun der Grundphilosophie vum Mariage, wat ech virdu genannt hunn, aneschtors wéi am Code civil, mä ech schwätze vu menge Wäerter: Léift, Solidaritéit, Verantwortung. Am Code civil ass et aneschtors. Dat ass net am Partenariat.

Sou dass ech dofir och net wëll, Här Bettel, elo op den Detail vun all deene konkrete Froe vum Partenariat agoen. Well ech mengen, dee Moment, wou d'Regierung relativ séier, soen ech och als zoustännege Justizminister, wëllt de Mariage vun de gläichgeschlechtliche Koppelen aféieren, dass déi Diskussioun vum Partenariat och kann eng aner Nues féieren. Well, wa mer déi elo weiderféiere wéi elo, stellt sech wierklech d'Fro, ob net eng Kéier déi zwee fusionéieren a mer soen, de Mariage, dat ass e Contrat à durée déterminée. An Däitschland gouf et eng Politikerin, déi schonn an e puer Parteie war, déi dat och eng Kéier thematiséiert huet. Aner Länner och.

(Interruption)

Mä dofir soen ech, wa mer elo als Regierung esou séier wéi méiglech de gläichgeschlechtliche Koppelen et erméiglechen, e Mariage ze maache wéi déi net gläichgeschlechtlich Koppelen, da kann een och déi Diskussioun vum Partenariat op eng aner Aart a Weis ugoen. Well dann net méi d'Partenariat en Avatar ass, fir deenen, déi sech wéilte bestueden a juristescht net kënnen bestueden, esou vill wéi méiglech Rechter ze ginn. Dass mer eng aner Diskussioun iwwert d'Partenariat kréien.

Dofir soen ech lech och, dass de Justizminister net onbedéngt wëllt déi Partenariatsdiskussioun elo weiderdreiwen, mä fir d'éischt wëllt de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlich Koppelen. Da kënnen mer eng aner Diskussioun iwwer Partenariat a Mariage féieren. Émsou méi, wou d'Chamber mat all deene Froe befaasst ass, an eng ganz Partie vun interessanten Propositionen och nach vun der leschter Kommissioun koumen, wou eng Partie Leit och nach hei an der Chamber sinn.

Dat also zu dem Liewen an der Koppel.

Da komme mer un d'Kanner. Do wär jo viles ze soen. Haut hu mer nëmme d'Adoptioun. Well do hu mer d'Filiatioun, wou mer iwwregens och nach am Justizministère un engem Projet schaffen. Ech beschränke mech haut op d'Adoptioun.

An der Adoptioun hu mer zwee Systemer zu Lëtzebuerg, déi grondverschiede sinn. An dofir, ech hunn och haut matkritt, dass ëmmer gesot ginn ass: d'Adoptioun. Et gëtt zwee Adoptiounssystemer, verschidder. Den Alex Bodry huet dat och versicht ze maachen. Ginn e bësse méi an den Detail. Simple a plénière. An dat sinn zwee grondverschiede Systemer. Well, wann ee vu Kanner schwätzt, huet een zwee grondverschieden Themen, déi parallel lafen, a wou ech ebe mengen, dass ee se net ka fusionéieren. Dorop kommen ech nach zréck. Mir hunn d'Parentalitéit an d'Paternitéit.

Ech fänke mat der Paternitéit un. Dat ass den Ursprung. Fir e Kand ze kréien, brauch een e Mann an eng Fra. Dat ass d'Parentéitéit. An dann hu mer d'Parentalitéit: Eltere

sinn. Et kann een Eltere sinn, ouni mussen de genetesch Verursaacher vun de Kanner sinn, wann ech dat emol ka soen. Dat heescht, d'Elternschaft an d'Urheberschaft sinn zwou verschidden Notiounen, déi ee muss ee vun deem aneren trennen, déi sech kënnen iwwerschneiden.

An d'Adoption simple gesäit déi zwee parallel. D'Adoption simple, an dat ass de Grond dovunner, déi kënn iwwregens aus dem réimesche Recht, an dofir, et war virdrun, ech weess net, wien et gesot huet, zu Recht gesot ginn, ech mengen, et war d'Madame Jacobs, dass fréier d'Adoptioun haaptsächlech op Erwuessener war,...

► **Une voix.** - Den Här Bodry.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...den Här Bodry, op Erwuessener war. Et kënn och aus dem réimesche Recht. Dat heescht, do ass einfach gesot ginn, d'Adoptioun, dat ass eng Elternschaft, déi sech op eng Paternitéit greféiert. A wa mer elo d'Adoption simple opmaachen, wat mer wëlle maachen, da wäerte mer zum Beispill an der „multiple autorité parentale“ nach vill méi wäit goen. Theoretisch kéint ee bis zu sechs Elterndeeler goen. Wat fir eis kee Problem ass. Well et do och wichteg ass, verschidden Elementer mat eranzekréien.

Iwwregens, am Familljeministère gëtt nach nogeduecht iwwer méi Rechter vun de Grousselteren. Halen ech elo emol ewech. Mä och dat ass eng Fro, iwwert déi ee muss nodenken. Iwwert déi ee muss nodenken.

Also, d'Adoption simple, déi schneit net d'Verbindung mat den natierlechen Elteren of a setzt juristescht Elteren drop. Dat huet och de Comité national d'éthique a sengem Avis dozou bruecht, fir ze soen, ma da maacht d'Adoption simple grouss op. Do ass kee Problem, well mer net en natierlechen Ursprung vu Papp a Mamm ersetzen duerch eng juristescht Fiktioun vun zum Beispill Papp a Papp a Mamm a Mamm. Well dat war an der Adoption plénière de Fall.

An der Adoption plénière soe mer, et gëtt keen natierleche Papp a Mamm méi. Mä mir ersetzen en natierleche Papp a Mamm, dat ass eist aktuell Gesetz, duerch eng bestuete Koppel vu Papp a Mamm.

Ech muss soen, d'Madame Jacobs huet dat virdu gesot, bon, den Här Bodry hat jo schonn dorop higewisen, dass doriwwer nogeduecht gouf, fir ze soen, mir maachen nach just ee System. Verschidde Leit hu ganz aktiv nogeduecht, d'Adoption simple verschwannen ze loosse. Fir mäin Deel war ech ëmmer der Meenung, d'Adoption plénière verschwannen ze loosse, well et mech stéiert, dass een duerch eng juristescht Fiktioun en natierleche Rapport ersetzt.

Dofir, mengen ech, an dat hunn ech och an der Debatt verstanen, dass op d'mannst op der Majoritéitssäit de grouse Wëllen ass, fir ze soen, komm, mir maachen d'Adoption simple de Prinzip, maachen déi och méi grouss op, wéi d'Commission nationale d'éthique dat seet, da kréie mer déi Saache beieneen, ouni eben de Problem ze kréien, dass mer eppes Natierlechtes duerch eng juristescht Fiktioun ersetzen.

Wann een den Avis vun der Commission nationale d'éthique noliest, dann ass dat keen zynesch Avis, wéi den Här Braz mengt huet, mä en ass effektiv een, deen déi doten...

(Interruption)

Dat ass Äert Recht, Här Braz.

...mä dee just déi dote Saach gekuckt huet a gesot huet, wann et ëm Kanner geet, ginn d'Rechter vun de Kanner vir. An et ass schwierig, wann ee weess, dass e Kand awer och - an d'Commission nationale d'éthique beriff sech do op vill Psychope-diateren - seet, du brauchst zwee Referenzpölen, vu dass et da schwierig ass ze soen, mir ersetzen dann zwee verschiddearten Pölen duerch zwee gläichgeschlechtlich Pölen.

Dat bréngt d'Commission nationale d'éthique dozou, fir ze soen, bon, bei der Adoption simple stellen déi Froe sech net. Do kënn Der absolut ouni Problem soen, dass eng gläichgeschlechtlich Koppel kann e Kand adoptéieren, well eben do net eng juristescht Fiktioun eng natierlech

Beziung ersetzt. An dat, mengen ech, hunn ech och hei verstanen aus den Debatten, géif eis kënnen dozou féieren, fir ze soen, da komm, mir maachen elo emol dat, wat en ethesch Konsens ass.

Well bei der Commission nationale d'éthique, do muss een emol kucken, wien drasézt. Dat si Leit, éischters emol vun deene verschidde professionellen Hierkonften - do si Philosophen, Dokteren, Juristen dran -, an et sinn och Leit, déi vun deene verschiddesten ideologeschen Horizonte kommen. Déi kommen elo zu engem Schluss fir ze soen, déi soen net, et dierf een ni duerno weiderdenken, mä déi soen, dat heite schéngt eis elo emol e minimale Konsens, en ethesch Konsenswee fir ze goen.

An do soen ech aneschtors, wéi wann et just ëm d'Beziung vun zwee geet, déi am Prinzip sech gläich sinn, zwee Adulten, déi sech bestueden. Wann et hei ëm Kanner geet, mengen ech, dass d'Commission nationale d'éthique Recht huet fir ze soen, komm, mir si virsiichteg - et ass eng Zort Principe de précaution -, komm, mir si virsiichteg an ethesch Froen, wou et ëm Kanner geet. A wa mer net spieren, dass do wierklech e Konsens ass, da komm, mir maache verschidde Schrëtt net.

An dofir mengen ech, ass et falsch ze soen, dass doduerch elo géif eng Diskriminatiooun entstoen, well mer net d'Adoption plénière opmaache fir gläichgeschlechtlich Koppelen. Mä wa mer soen, mir maachen d'Adoption simple op, wou all déi Froen, déi ethesch a juristescht Froen, sech net stellen a wou mer e Konsens hunn am Land, an dee fënnt een erëm net nëmme am Avis vun der Commission nationale d'éthique, mä och am Avis vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dann hu mer eppes gemaach.

Well elo kommen ech op d'Kand zréck. D'Commission nationale d'éthique, dat ass de Mëtteg nach net gesot ginn, huet an deemselwechten Avis sech och ausgeschwat iwwert den Accouchement anonyme. A se seet, dass den Accouchement anonyme kee gudde Prinzip ass. Mir kennen deen. Aner Länner kennen en och. Mir hu bei der Kannerrechtskonventioun och dowéinst eng Reserv gemaach, well mer dat net wollten ofschaffen.

Iwwerall, iwwerall an der Welt gëtt et vill Prozesser, a jiddweree vun eis kennt och där Fäll, dass, och wann eng Adoption plénière do ass, wou d'Eltere soen, majo, wann ech eng Adoption plénière hunn, ass d'Kand u mech gebonnen an et geet net zréck: D'Kand huet oft, net ëmmer, den Drang, seng Originen ze kennen.

(Interruptions)

Dat kann net absolut ëmmer goen. Dofir huet jo d'Commission nationale d'éthique eng Solutioun gemaach, déi net seet, et muss alles einfach op den Dësch geluecht ginn. Mir soen, d'Kand muss fir säin Interesse kënnen dat zréckverfollegen. An dat gëtt net öffentlech gemaach, mä d'Kand muss dat Recht hunn. D'Commission nationale d'éthique huet sech erëm eng Kéier do ganz konkret an den Interesse vum Kand gestallt an net vun enger soi-disant Transparenz.

Accouchement anonyme ass eben de grouse Problem, deen een huet, grad wéi bei der Adoption plénière: D'Kanner hunn oft den Drang, awer hir natierlech Originen ze kennen. Ganz oft hunn d'Kanner, akzeptéiere se déi zwee, mä si hunn awer oft den Drang, déi zwou, deen ee kenne se, d'Elteren, mä d'Urheber kenne se net. A si hunn oft den Drang, dat ze kennen. All dat, dofir géif ech lech roden, en ass online disponibel, den Avis vun der Commission nationale d'éthique: Liest en eng Kéier an all sengen Detailer. Et ass en Avis, wou ee kann diskutéieren. Dat huet d'Commission nationale d'éthique och ni ofgestriden. Mä et ass awer een, deen e gewëssene Konsens reflektéiert an deen ebe just, wat d'Rechter vun de Kanner ubelaangt, seet, komm, mir ginn hei virsiichteg erun.

Dat wëllt net soen, dass mer net och an Zukunft weiderdenken iwwert déi Froen.

Dat solle mer net soen, dass et definitiv eriwwer ass. Mä komm, mir maachen dat elo, wat e Konsensus ass. Dat ass effektiv d'Adoption simple opmaachen, total. Adoption plénière sech reservéieren. Ech kommen nach op déi Arréten zréck, d'Affär Wagner. D'Adoption plénière reservéieren an den Accouchement anonyme reforméieren an deem Sënn, dass d'Kand kann d'Recht hunn - a Frankräich gëtt et esou eng Solutioun -, op seng Originen zréckzekommen. Net den Accouchement anonyme total ofschafen, mä eng nei Solutioun ze fannen.

Dat ass och eppes, wat mer wëllen - d'Madame Familljeminister an de Justizminister - zesumme maachen. Mir sinn och der Meenung, dass een déi doten Adoptionsreform plus d'Ouverture vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlich Koppele soll an engem Text maachen. Wa mer nämlech d'Ouverture vu gläichgeschlechtliche Koppelen eleng maachen, da kréie mer juristesche Froen, da muss mer tarabiscotéiert Dispositions transitoires am Code civil maachen. Dat ass keng propper legislativ Aarbecht.

Mir wollten - d'Familljeminister an de Justizminister - d'Debatt vun haut ofwaarden. Et ass wuel keng Motioun komm, mä ech mengen, all déi, déi d'Debatt nogelauschert hunn, konnten awer spieren, dass et keng Unanimitéit gëtt, selbstverständlich, mä largé Konsensus besteet, fir op déi Weeër ze goen, wéi ech meng se elo resuméiert gehat ze hunn. Sou dass mer kéinten esou séier wéi méiglech an deenen nächste Méint e Gesetzesprojekt iwwert déi zwee Voleten ausschaffen an deen heihinnerbréngen, deen esou séier wéi méiglech stëmmen, well jo da mer muss kucken, notamment an der Commission juridique mat all deenen anere Projekte vu Familljerecht eens ze ginn an dat zesammenzeféieren.

Mir sinn amgaangen, eng fundamental Reform ze maache vum Familljerecht. Och dat huet d'Regierung a maassgeblech de Justizminister dozou beweegt fir ze soen, komm, mir waarden net mat deene Reformen, weder Avortement, wat elo e bësse méi wäit ewech ass, mä virun allem Bestietnis an Adoptioun. Komm, mir maachen déi nei Saachen direkt, fir dass mer vläicht kënnen esou séier wéi méiglech eng ganz Reform maachen. Well da muss mer de Code civil wierklech och terminologesch streamlinen, wéi dat haut heescht, fir dass nach och en normale Jurist a wa méiglech och en normale Papp oder Mamm sech doranner erëmfannen.

An dofir wäerte mer an deenen nächste Méint, mir hunn eng Aarbechtsgrupp age-sat, déi Leit schaffen dorun. Well bei der Adoptioun kommen nach ganz aner Froen. Nämlech déi - et ass virdu scho gesot ginn -, mir hu wéineg intern Adoptiounen. Ech wollt nach e Wuert zu eisem Stroossbuerger Uerteel soen. Mir hunn haapt-sächlech international Adoptiounen. Ech mengen, mir hu gëschter laang driwwer diskutéiert, d'Problemer vun de Familljen, déi an Haiti waren. Do sinn aner Législatiounen. Dat wëll ech duerno nach kuerz belichten.

Mä et sinn awer Länner, wou d'Convention de La Haye iwwert d'Adoptiounen net respektéiert gëtt. Wa mer soen, an dat ass eng Fuerderung vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, et muss bei all Adoptioun eng uerdentlech Enquête sociale virausgoen, dann heescht dat awer och, dass bei internationalen Adoptiounen dee Prinzip och muss kënnen respektéiert ginn. An do gëtt et Länner, déi respektéieren d'Convention de La Haye, an et si Länner, do gëtt et Problemer. Och déi Froe muss mer also kucken. Well effektiv déi meeschten Adoptiounen der sinn, wou net e Lëtzebuurger Uerteel do ass, mä wou et en auslännescht Uerteel gëtt. Well eng Adoptioun gëtt ëmmer iwwer Uerteel gesprach vun de Geriichter, wou et auslännesch Adoptiounen gëtt, déi zu Lëtzebuerg nach just d'Exequatur kréien.

Déi Affär, déi mer viru Stroossbuerger verluer hunn als Lëtzebuurger Land, dat war folgend: Do war eng Fra, déi, wéi ganz vill

aner Fraen a Männer, am Ausland eng Adoption plénière individuelle gemaach huet, geméiss dem auslännesche Recht, wat d'Adoption plénière individuelle erlaabt, wat eist Gesetz net erlaabt. Fréier war et gang und gäbe, dass d'Gerichter do d'Exequatur gesprach hunn, nämlech gesot hunn, ma dat ass en Uerteel am Ausland, et ass alles no den Droits de la défense gelaf, also kann et hei exekutéiert ginn.

An där doter Affär, déi herno bis op Stroossbuerger gong, hunn d'Gerichter gesot: „Neen, dat doten Uerteel widder-spricht dem Lëtzebuurger Ordre public, well deen Artikel, dee seet, dass mer keng Adoption plénière individuelle hunn, dat ass d'ordre public.“ Dat war et u sech. A Stroossbuerger huet gesot: „Dat geet net. Wann dat am Ausland esou ass, da muss Der dat zu Lëtzebuerg och unerkennen.“

An ëm de 16. Dezember muss dat gewiescht sinn, also op alle Fall Mëtt Dezember huet dunn d'Lëtzebuurger Jurisprudenz sech a véier Arréten, déi mëttlerweil disponibel sinn, der Stroossbuerger Jurisprudenz adaptéiert an effektiv gesot: „Hei kënnen mer net de Lëtzebuurger Artikel applizéieren, mä mir spriechen d'Exequatur vun deenen - et ware véier Uerteeler, et war eemol Haiti, zweemol Guatemala, eemol Peru, wann ech mech gutt erënneren -, mir akzeptéieren déi Uerteeler aus dem Ausland, déi eng Adoption plénière individuelle akzeptéieren.“

An ech mengen, dat ass e Punkt, wou elo d'Jurisprudenz sech Stroossbuerger konforméiert huet, esou dass deen Drock op eis, fir dat elo ze analyséieren, manner grouss ass, mä do geet et ëm auslännesch Uerteeler, an net ëm Lëtzebuurger Adoptiounen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - An dat, mengen ech, erliichtert eis och d'Debatt vun haut an erliichtert eis déi Gesetzgebung elo ze reforméieren, no deene Prinzipien, soen ech nach eng Kéier, déi d'Commission nationale d'éthique zréckbehalen huet, déi vläicht net grad esou wäit ginn, wéi d'Accorden, déi mer an der Koalitioun haten, mä déi awer ganz wäit ginn, wat d'Rechter vun Elteren ubelaangt.

A wéi gesot, wat d'Adoption simple ubelaangt, déi eben d'Verhältnis zu den ursprénglechen Eltere bestoe léisst, eben an Zukunft erlaabt, souwuel eenzel, simple ze adoptéieren wéi och als Koppel simple ze adoptéieren, woubäi bei de Koppelen och gläichgeschlechtlich Koppele kënnen zougelooss ginn dee Moment, wou mer dann natierlech och de Mariage fir gläichgeschlechtlich Koppele gemaach hunn.

Ëmsou méi wëlle mer déi zwoe Saachen an engem Gesetzesprojekt fäerdeg leeën. An ech mengen, ech kucke riicht der Familljeminister an d'Aen,...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

(*Interruptions diverses*)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...mir kéinten nach virun der grousser Vakanz hei e seriöse Projet déposéieren. Et wär fir eis wichteg, dass mer déi doten, wat och zum Deel méi politesch Froe sinn, esou séier wéi méiglech kéinte klären, ier dass mer mat all deenen technesche Froen och richteg weiderkommen, déi an der Commission juridique sinn.

Mir sollen eist Familljerecht déposéieren. Mir sollen et den neien Zäiten adaptéieren. Dat wëllt net soen, dass mer d'Wärter reniéieren. Mä dat wëllt einfach soen, dass mer kucken de Realitéite Rechnung ze droen, d'Wärter esou deklinéieren, dass mer d'Gesetz esou maachen, dass déi Leit, déi zesummeliewen als Koppel, mä awer och als Famill, Koppel mat Kanner oder zu Eenzelne mat Kanner, well och dat gëtt et jo ëmmer méi, dass mer deenen déi néideg Protektioun ginn, fir sech kënnen als Famill ze entfalten.

Ech soen lech dofir alleguer Merci fir déi Diskussioun, déi mer haut haten. Ech mengen, dass dat och der Regierung wäert hëllefen, fir esou séier wéi méiglech lech mat engem Gesetzesprojekt ze befaassen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Justizminister François Biltgen Merci fir seng Ausféierungen. Domadder wäere mer um Enn vun deser Diskussioun.

ler mer zum leschte Projet kommen, géife mer elo nach eng Question urgente huelen, déi ech akzeptéiert hunn, an zwar vun der Madame Nancy Arendt un d'Familljeminister, wat d'Zréckféierung vun deenen Adoptivkanner zu Haiti betrëfft. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

7. Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. D'Madame Minister vum der Famill huet gëschter duerchblécke gelooss, dass stënterlech Ännerunge kéinte kommen am Dossier ebe grad vun deenen 13 Familljen, déi Kanner aus Haiti wëilten adoptéieren. An ech mengen, well mer eis alleguerten an d'Haut vun deene Famillje kënnen setzen a mat hinnen hoffen a mat hinne baangen, wollt ech d'Madame Minister froen, virun allem well erëm en Nobiewe komm ass op Haiti, ob se do eventuell nei brisant Informatiounen huet, déi eis hoffentlech berouege kënnen. Ech mengen, d'Madame Minister huet nei Informatiounen fir eis.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Arendt Merci, an elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, eigentlech sinn ech an der Situatioun, fir kënnen zwoe gutt Noriichten ze soen. Dat eent ass déi, dass deene 14 Kanner och an deem zweeten Äerdbiewen näischt geschitt ass, dass se also bei gudder Gesondheet sinn an, souwäit wéi dat an deem Land do ass, esou gutt sinn, wéi et ebe méiglech ass.

Déi aner Noriicht ass, déi hu vläicht Einzelner vun lech elo de Mëtteg ewell héieren, dass mer an der Nuecht, an där vu gëschter op haut, et fäerdeg bruecht hunn, fir déi Ënnerschrëft vum Premierminister ze kréien, fir dass d'Kanner kënnen erauskommen aus Haiti. A mir hunn nach an darselwechter Demande och gefrot, dass se eis sollen d'Autorité parentale iwwerdreien, wou mer hoffen, dass mer domadder et méi liicht kréien hannenno - mir hate jo elo laang hei Rieds iwwer Adoptiounen -, fir dat dann ze maachen.

Dat heescht net - well elo aner Leit sinn, déi soen: „Et ass jo eng Sauerei! Déi kréien hir Kanner direkt. Mir müssen do laang Prozedure maachen!“ -, dat heescht, dass d'Kanner hei sinn, mä dat heescht net, dass déi Kanner adoptéiert hei sinn.

Et sinn also och déi Prozeduren ze maachen a richteg ze maachen. Dat ka jo guer net aneschters sinn. Mä wéi gesot, déi Elteren, deenen hunn ech dat och de Moie gesot, an déi si sech däers och bewosst, dass et riskéiert méi komplizéiert ze ginn, well eben déi Jugementer vun den Adoptiounen an Haiti net gesprach goufen.

Dat ass also elo de Stand der Dinge.

Mir hunn opgrond vun deem Dokument, wat mer kruten, elo d'Méiglechkeet... Mir hunn déi gutt Zesammenaarbecht nach ëmmer mat de Frënn aus Holland. Mä wa mer awer elo net bei hinne kënnen Plaze fannen am Fliger, ass et iwwert dat hei Dokument erméiglecht, mat anere Länner, wou mer och am Gespréich sinn, ze kucken also, deen éischte Fliger, dee méiglech ass, dass mer da kënnen d'Kanner mat do drakréien.

Ech hunn de Mëtteg gesot, ech avancéiere mech net, wéini datt dat ass, well kee Mënsch weess dat. Kee Mënsch weess, wéini datt e Fliger erausgeet. Dat kann an enger Stonn sinn, dat kann an dräi Stonne sinn. Mä dee Moment, wou mer dat wëssen, an dat hunn ech och mat den Elteren esou ofgemaach, wa mir bis wëssen, dass d'Kanner an engem Fliger sinn, géife mer si ruffen, an duerno géife mer och d'Press

ruffen, fir dass deen Terror ophält, dass andauernd aner Meenungen an aner Nouvellé kommen, déi just dozou féieren, dass déi Leit, déi natierlech selwer betraff sinn, nach vill méi onglécklech sinn an dann erëm enttäuscht sinn, wann et dann awer net esou ass.

Also, och lech soe mer, dass, soubal wéi mer et wëssen, dann natierlech d'Leit dat och gewuer ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Familljeminister Merci. Mir kéimen elo als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour un de Projet de loi 5923 iwwert d'Unerkennung vu finanzielle Sanktiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojekt 5923 ass e weidert Puzzlestück beim Schafe vun engem gemeinsamen europäesche Rechtsraum. Geldstrofen, déi an engem europäesche Land vun engem Gericht gesprach ginn, müssen an deem anere Land ouni vill prozeduraalt Gedeessens exekutéiert ginn.

Mat deem Gesetzesprojekt kritt den Uerteel vun engem Strofgericht zu Helsinki hei am Land deeselwechte Stellewäert, wéi wann dat Uerteel zu Dikrech - do gëtt also net nëmme Béier gebraut - gesprach gi wär.

Dese Gesetzesprojekt féint säi politeschen Ursprung an de Konklusiounen vun dem Europäesche Rot vun Tampere aus dem Joer 1999. Deemools gouf vun den EU-Stats-a Regierungschefe festgehalten, dass déi géigesäiteg Unerkennung vu Gerichts-uerteeler e Kärscht vun der Justizsummenaarbecht an dem Zivil, an dem Stofberäich wär. Et huet awer bis an d'Joer 2005 gedauert, bis et zu enger europäescher Kaderdécision koum, déi mat deem Gesetzesprojekt emgesat gëtt.

Här President, an Zukunft kann ee Memberstat aus der Europäescher Unioun, wou d'Gerichter eng Geldstrof verhaangen hunn, des Sanktioun och hei am Land exekutéieren an d'Geldstrof deemno zu Lëtzebuerg akasséiere loosse. Datselwecht zielt natierlech um emgedréinte Wee. Eng Geldstrof, déi vun engem Lëtzebuurger Gericht gesprach gouf, kann och am Ausland ageklot ginn.

Dozou just e puer Prezisiounen.

Éischtens, bei de Geldstrofen handelt et sech ëm eng Zomm vu Suen, zu där eng Persoun veruerteelt gouf, déi eng Strofdot begaangen huet. Dorënner falen och Entschiedegungen, déi en Affer vun engem Strofgericht zougesprach kritt, grad wéi Prozesskäschten. Viséiert sinn och nach d'Bäitrag, déi dee Veruerteelte gegebene-falls enger allgemengnetzlecher Organisatioun, zum Beispill engem Wäisse Rank, misst bezuelen.

Ausgeschloss sinn dergéint zum Beispill eng Partie civile, dass heescht eng Entschiedegung, déi d'Affer net direkt opgrond vun der Strofdot selwer kritt, mä fir den zivilrechtliche Schued, deen him allgemeng duerch d'Feelverhale vun dem Täter entstanen ass.

Dést ass an der Justizkommissioun vun einzelnen Deputéierte bedauert ginn. Déi europäesch Kaderdécision, déi mir mat deem Gesetzesprojekt eent zu eent emsetzen, gesäit dést awer net vir. An esou Fäll muss deemno weiderhin op déi classesch Rechtshëllefkommen aus dem Zivilberäich zréckgegraff ginn.

Zweetens, ënnert dese Gesetzesprojekt falen nëmme Geldstrofe vun iwwer 70 Euro, déi vun engem Strofgericht gesprach goufen oder enger Verwaltungsautoritéit wéinst enger Strofdot. An alle Fäll muss de Beschëllegten d'Méiglechkeet kréien, seng Affär virun e Strofgericht ze bréngen. Eng



Strof vun engem däitschen Ordnungsamt kann also zu Lëtzebuerg akasséiert ginn.

Här President, interesséieren oder vill méi berouegen d'äerft an deem Kontext wuel, dass ee sougenannte Protokoll, also een Avertissement taxé, zum Beispill duerch falsch Parken am Ausland, net vun dësem Gesetz betraff ass. Hunn ech also op der belscher Plage d'Parkdauer iwwerschridden, kann dee Protokoll zu Lëtzebuerg am Prinzip net agedriwwen ginn. Et sief dann, et géif dowéinst an der Belsch zu engem regelrechte Gerichtsuerdeel géint dee betraffene Chauffeur kommen. Datselwecht zielt och, wann ee vun engem Radar, zum Beispill tëschent Metz an Thionville, geblëtzt gëtt. Soulaang et zu kenger Verurteilung duerch e franséisch Strofroggericht vun deem presséierte Lëtzebuurger Automobilist kënnt, kënnen d'Suen hei am Land net agedriwwen ginn. D'Begrënnung ass déi, dass et sech ëm en Avertissement taxé, mä net ëm e Gerichtsuerdeel handelt.

Dréttens, d'Geldstrofen, déi opgrond vun dësem Gesetzesprojekt agedriwwen ginn, betreffe physisch Persounen, also den eenzelne Bierger, mä och déi sougenannte Personnes morales, dat heescht eng Firma oder eng Entreprise. Hei am Land hu mer zwar am Moment nach keng legal Basis fir déi stroferechtlich Verurteilung vun enger Personne morale. Den deementsprechende Gesetzesprojekt ass awer um Instanzewege a misst deemnächst an de Plenum kommen. Mä och scho bis dass dat Gesetz a Kraaft ass, muss elo eng Geldbous, zu där eng Lëtzebuurger Firma vun engem auslännesche Strofroggericht verurteilt gëtt, zu Lëtzebuerg akasséiert ginn.

Här President, Geldstrofe kënnen hei am Land akasséiert ginn, wann déi Persoun, déi vun engem auslännesche Geriicht verurteilt gouf, hei am Land hire Wunnsätz huet. Dat ass am Prinzip déi Plaz, wou déi betraffe Persoun ugemellt ass. Akasséiert kann och zu Lëtzebuerg ginn, wann déi schëlleg Persoun wuel am Ausland ugemellt ass, mä hei am Land effektiv wunnt. Bei den Entrepreneurs zielt fir d'Zoustännegkeet vun de Lëtzebuurger Autoritéiten de Firmesetz.

Véiertens, vun de klassesche Rechtsprinzipien hies ass déi grouss Neierung vun dësem Gesetzesprojekt wuel déi, dass en auslännescht Strofroggericht eng Geldstrof festleest an déi automatesch, dat heescht ouni Appréciation vun de Lëtzebuurger Geriichter, hei am Land unerkannt ass. Dat Eenzegt, wat gepréift gëtt, ass, ob den Tatbestand, deem zur Geldstrof gefouert huet, effektiv och hei zu Lëtzebuerg strofbar ass. Et spillt also generell e Rechtsprinzip vun der sougenannter duebler Incrimination, dat heescht den Tatbestand muss souwuel am Ausland wéi och hei zu Lëtzebuerg strofbar sinn.

Ausnahm sinn ausdrécklech eng Rei vu schwéiere Strofdote wéi Terrorismus, Mënschenhandel, Bedruch oder illegale Waffenhandel an d'äers méi. Mä all dës Strofen, déi am Gesetzesprojekt eenzel opgeléicht ginn a wou am Prinzip déi duebel Incrimination muss spillen, sinn hei am Land souwisou strofbar, esou dass sech do kee gréisser Problem stellt.

Déi automatesch Unerkennung vun engem auslännesche Gerichtsuerdeel kann eigentlech nëmme refuséiert ginn a folgende Fäll: wa schonns eng Verurteilung wéinst deemselwechten Tatbestand zu Lëtzebuerg oder an engem anere Memberstat stattfonnt huet - hei handelt et sech ëm de Prinzip vum „ne bis in idem“, wann déi verurteilte Persoun manner wéi 16 Joer huet, wann d'Geldstrof ënner 70 Euro läit, wann d'Strofdot verjährt ass oder eng Immunitéit virläit, zum Beispill bei engem Diplomat.

Doniewent gëtt et eng Rei Fäll, wou et ëm den Ermessensspillraum vun de Lëtzebuurger Autoritéite geet. Si kënnen oder mussen awer och net dat auslännescht Uerteel unerkennen, wann d'Strofdot sech ganz oder deelweis zu Lëtzebuerg ofgespillt huet, wann déi beschëllegte Persoun net vun der Gerichtsprozess selwer informéiert war, respektiv dass de Beschëllegten net matgedeelt krut, dass hien och kéint e Recours maachen.

Fënneftens a leschtens, d'zentral Autoritéit, fir dëse Gesetzesprojekt ëmzesetzen, ass hei

am Land de Procureur général. Konkret geschitt déi Andriewung vun engem auslännesche Gerichtsuerdeel mat enger Geldstrof dee Moment folgendermoossen: De Procureur général kritt vun der auslännescher Zentralstell ee standardiséierten Zertifikat, deem all Informatiounen liwwert betreffend déi verurteilte Persoun, d'Strofdot, déi si begaangen huet; d'Gericht, dat d'Uerteel gesprach huet, grad wéi eng Kopie vun dem Uerteel. De Procureur général kontrolléiert, ob d'Konditiounen vun deem Gesetz erfëllt sinn, gëtt dann den Dossier un d'Enregistrementsverwaltung virun, déi dann d'Sue bei dem beschëllegte Bierger akasséiert.

An der Praxis ass also d'Prozedur déiselwecht, wéi wann d'Lëtzebuurger Uerteel hei am Land géif exekutéiert ginn. Wann am Ausland schonn en Deel vun der Geldstrof bezuelt ginn ass, da gëtt selbsterständlech dat ugerechent. D'Suen - an dat ass wichteg -, déi hei am Land akasséiert ginn, déi bleiwen an eiser Statskeess. Si ginn net an d'Ausland weider iwwerwisen. Géif de Grand-Duc eng Grâce spriechen oder et zu enger genereller Amnestie kommen, da kann hei am Land net méi exekutéiert ginn, mä am Ausland kënnen awer d'Poursuïte virugefouert ginn.

Här President, dat waren, op eng méi praktesch Aart a Weis, déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojekt iwwert déi géigesäitig Unerkennung vun de Geldstrofen. Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport. E gouf an der Justizkommission eestëmmeg ugeholl. De Rapport recommandéiert, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Roth Merci, an als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Roth Merci soe fir dee schrëftlechen an och dee mündleche Rapport. Mir hu just eng - keng Kritik -, mä eng Suggestioun gemaach, och an der Kommission, déi ech och eng Kéier hei ervirhiewen. An engem Procès pénal, wéi et meeschtens geet, dat heescht, hei hu mer dann, wann eng Sanction pécuniaire gesprach gëtt an engem Procès pénal, Correctionnel oder Crime, dat heescht eng Amende, wou gesot gëtt: „Dir kritt esou vill Prision plus eng Amende oder Dir kritt just eng Amende“, dass de Ministère public da mat senger Moyenen, mat sengem Parquet, mat senger Police, mat sengem ganzen Apparat, dann déi auslännesch Autoritéit freet, och mat där hirem ganzen Appareil judiciaire, fir dann déi Suen anzekasséieren.

De Problem, deem Der hutt: Deen, deem am schwachsten ass an engem Procès pénal, ass ganz oft d'Partie civile. Dat heescht, d'Partie civile, déi fir Schued e Prozess mécht, an ech mengen, wa jo duerno en Uerteel fäerdeg ass, och Partie zu engem Prozess war, an, wann d'Uerteel jo och definitiv ass, d'Suen zegutt huet.

Duerfir hate mer fonnt, dass et gutt gewiescht wier, wann d'Lëtzebuurger souguer méi wäit gaange wieren, an dobäi an engem Prozess, wann de Ministère public schonn enger auslännescher Instanz seet: „Mir hätte gären esou vill Suen.“, dass een dann d'Suen, déi d'Partie civile zegutt huet, och derbäisetzt, fir dass deen, deem am Fong d'Victime an engem Prozess ass, net nach selwer muss am Ausland e Prozess, en Affekot huelen, Käschten droen, fir da säi Schued anzekloen.

Mir fannen et schued, dass déi Chance hei verpasst ginn ass, fir dat matzebréngen. Mir hunn e ganze Projet de loi gehat a gekuckt, d'Amélioration vum Statut vun der Victime ze hunn an engem Prozess. Dat heit wier am Fong eng Suite logique gewiescht vun där Philosophie, déi des Chamber gären gehat hätt. C'est une chance ratée. Mais bon, et weess ee jo ni, vläicht komme mer awer nach eng Kéier derzou, fir dass eng Victime an engem Prozess, an ech insistéieren, déi déi schwachst Partei an engem Prozess ass, och vläicht vum

Stat ka gehollef kréien, wann esou Saachen do sinn. Mä mir wäerten dëse Projet de loi stëmmen, an, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un de Rapporteur.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Da kritt elo nach d'Wuert den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit den Accord zu deem doten Text, dee mer hei - mengen ech - propper ëmgesat hunn an deem - mengen ech - wichteg ass fir d'Glafwierdegkeet vun Europa. Ech mengen, wederhi muss natierlech d'Suerg si bei esou Texter, dass déi Rechtssystemer an den eenzelne Memberstate korrekt funktionéieren - mir wësse jo, dass et do awer emol deen een oder anere Schwaachpunkt an eenzelne Memberstate gëtt -, well soss kann natierlech d'Exekutioun vun Uerteeler, déi geholl gi sinn an engem Justizsystem, deem net uerdentlech funktionéiert, dann awer och zu Ongerechtegkeete féieren an zu ganz ongemittleche Situatiounen.

Et ass also wichteg, dass ee weider am A behält, dass an Europa, an der EU, déi eenzel national Rechtssystemer, besonnesch och d'Strofjustiz, korrekt funktionéieren, an dass do virun allem awer och d'Uerteeler net parteiesch sinn an dass d'Défense natierlech mat all hire Rechter do kann zum Zuch kommen, wéi dat an engem équitable Prozess soll sinn.

Fir de Rescht, si mer der Meinung, dass mat dem Respekt vun dem Prinzip vun der duebeler Incrimination, och mat dem Prinzip, dass een net kann zweemol wéinst deemselwechte Vergehe verurteilt ginn, dass dat wichteg ass, dass also déi Sécherheitsbestëmmunge mat an deem heiten Text mat dra sinn.

Fir de Rescht wëll ech meng Douten awer hei ausdrécken, dass dat, wat hei d'DP gefrot huet, dass dat juristescht machbar ass. Well hei muss jo awer... Mir kënnen net esäiteng an eisen Text schreiwen, dass Uerteeler kënnen an anere Länner autoriséiert ginn. Respektiv kéinte mer dat héchstens bei eis soen, dass, wann en Uerteel bei eis kënnt, dass et da kann exekutéiert ginn.

Ech mengen awer, dass bei esou Systemer d'Regel vun der Réciprocitéit...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Firwat?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...muss gëllen, dass de muss op béide Säiten eigentlech déiselwecht Rechter a Flichten hunn.

(Interruption)

An ech fannen dat also net onbedéngt gutt, zumools, wéi gesot, well ech nach ëmmer meng Douten hunn, ob all Justizsystemer esou gutt ka funktionéieren, besonnesch, wann...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Eisen?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...wann net nationaler mat implizéiert sinn. An esou Prozesser hunn ech léiwer, et soll een bei deenen dote Punkten e bësse méi virsiichteg sinn an u sech hei net e Broch maache mat dem Prinzip, dass eigentlech d'Réciprocitéit sollt gëlle bei esou internationalen Accorden.

Dat gesot, selbsterständlech, bréngen ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun an.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här President, déi gréng Fraktioun gëtt och hir Zoustëmmung, well mer mengen, dass et zu engem gemeinsame Rechtsraum onbedéngt gehéiert, dass ee sech géigesäitig och d'Uerteeler unerkennt, an och bei der géigesäitiger Exekutioun hëlleft.

Wéi den Här Bodry wëll ech awer och drop hiweisen, dass et natierlech Schwieregkeete gëtt, well net alleguerten d'Länner an der Europäescher Union op all de Punkten an der Prozedur an hirem Rechtssystem op deemselwechten Niveau sinn.

An dat kann natierlech Schwieregkeete schafen, ass awer kee Grond, fir net op deen heite Wee ze goen. Et ass éischer e

Grond, fir ze probéieren, um europäeschen Niveau gemeinsam Standarden am Rechtswiesen ze schafen, déi ebe gemeinsam Garantien herno duerstellen an och sécher kënnen stellen à terme, dass bei all den Uerteeler, déi unerkannt ginn, och déiselwecht Grondprinzipie respektéiert gi sinn. Dat schéngt eis dee richtegte Wee ze sinn.

Duerfir nach eng Kéier: Mir ginn eis Zoustëmmung. An ech wëll och dem Här Roth Merci soen, dee bei dësem Projet de loi net nëmme als Rapporteur, mä och soss eng grouss Hëllef war.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. An da kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit aus dem Här Roth e grouse Merci, well en a sengem mündleche Bericht notament ganz gutt higewisen huet op déi Froen, déi sech vill Bierger stellen, notament wat verschidde Protokoller oder Avertissement-taxéen ugeet op där enger oder anerer Autobunn, wa se am Ausland mat hirem Auto iwwert déi Autobunne fueren.

Mä et stelle sech hei awer och e puer praktesch Froen.

Dat ass déi vun der Ëmsetzung vun der Décisioun vun dem Gesetz, wat mer hei stëmmen, an ze kucken, ob d'Administration de l'enregistrement all Kéiers à même ass, dat Akasséieren dann och ze realiséieren. Do hunn ech e bëssen Zweifel, well dat awer heiansdo zu Schwieregkeete kéint féieren.

Déi zweet Saach, déi ech wollt bemierken, dat ass, dass ech hoffen, dass an Zukunft all Projet oder Avant-projet de décision-cadre, deem un europäeschen Niveau diskutéiert gëtt, an der zoustänneger Kommission och sollt aviséiert ginn. Ech mengen, dat wär eppes, wat ons elo scho gewisen huet, dass notament um Gebitt vun der Justiz, wou et vill Décisions-cadre ginn ass, oder amgaange sinn, diskutéiert ze ginn, dass een do soll op dee Wee goen. Elo, iwwert de Wee vum neien europäeschen Traité wäerte mer an Zukunft virausiichtlech méi iwwert de Wee vun Direktive goen. Mä och do ass natierlech schonn eng Prozedur virgesinn.

Deen anere Punkt, deem ech wollt uschneiden, ass dee vun de Parties civiles. Do wier och meng Bemierkung, dass ech léiwer gehat hätt, dass mer am Virfeld vun der Decision-cadre hätte kënnen ons Bemierkung mat do afléisse loosse. Vu dass mer awer eng Gesetzgebung hunn iwwert d'Victimen, dass een deen Ablack awer och misst da sécherstellen, dass déi Partie civile, déi jo eng Victime ass, deem Ablack kann, wann am Ausland eng Amende akasséiert gëtt, iwwert d'Méiglechkeet, dass se Asiicht kann an den Dossier kréien, dann awer weinstens gewuer gëtt, wou déi Persoun, déi se muss indemniséieren, wunnt, an dann deen Ablack gehollef kritt, fir also am Ausland och déi Suen, déi se als Partie civile huet, andreiwen ze kënnen.

Dat schéngt mer eppes, wat ganz wichteg ass. Et schéngt och a mengen Aen en vue vun der bestehender Gesetzgebung méiglech ze sinn, fir déi Informatioun ze kréien.

Woufir werfen ech dat op? Ma well et ganz oft bei der Partie civile d'Schwieregkeet ass, dass se net déi Moyenen huet vun engem franséische Stat oder belschen, an engem auslännesche Stat, fir erauszefanzen, wou eng Persoun wunnt. Dat ass meeschtens ganz schwéier. A wann een hei iwwert de Wee vun dem Encaissement vun engem Amende pénale kéint déi Informatioun kréien, da wär dat op jidde Fall vu grousser Nütze fir d'Akasséieren vun der Indemnitéit, déi d'Partie civile zegutt huet.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojekt bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech mengen,



de Rapporteur Gilles Roth huet alles gesot am Detail.

Just ee Wuert zu deem, wat den Här Bettel an den Här Henckes iwwert d'Partie civile gesot hunn. Ech mengen, dass mer net sollten op dee Wee goen. Mir hunn et jo net gemaach aus zwee Grënn.

Deen éischten huet - wat verwonnert lech dat haut?! - den Här Bodry schonn a mengem Numm virausgeschéckt,...

(Hilarité)

...nämlech, dass et vill em Réciprocitéit geet. A mir mussen elo jo an Zukunft kämpfen mam Traité de Lisbonne, fir vill méi där doter Texter ze kréien. An ech mengen, dofir soll ee sech op d'Réciprocitéit berufen.

Dat zweet Argument. Dat soen ech dem Här Bettel, well seng Partei eng ass, déi ëmmer seet, zu Recht, wa mer eng Direktiv ëmsetzen: „Toute la directive, rien que la directive; eent zu eent.“ An ech men-

gen, dass dat wierklech hei richteg ass, dass mer hei sollen dat ëmsetzen - dat hu mer gemaach - an net nach aner Saache maachen.

Mir kréien nach vill Diskussiounen, Här Bettel,...

(Interruption)

...fir intern aner Saachen ze maachen, mä et soll een net eng Décision-cadre benotzen, fir aner Problemer ze léisen, déi ee muss op deem Plang léisen, wou ee se ka léisen. Dat gesot, sinn ech frou ze héieren, dass mer haut scheinbar eng Unanimitéit kréien.

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister Merci, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procurat-

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Raymond Weydert), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne

Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

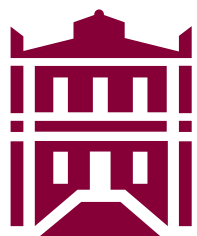
(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

Domadder si mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)



SÉANCE 18

JEUDI, 21 JANVIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

- Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon
- M. Henri Kox - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- M. Félix Braz
 - Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique
- M. Eugène Berger - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer
- M. Claude Adam - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative
 - 6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox (dépôt d'une motion)
- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Henri Kox
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1 (renvoi en commission)
 - Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse
et
6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement
- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et
- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg
- Exposé: Mme Anne Brasseur (interpellatrice) (dépôt d'une motion)
- Rapport de la Commission de la Culture: M. Marcel Oberweis
- Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Marc Angel, M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jean-Louis Schiltz
- Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
- Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion déposée par M. Félix Braz
- M. le Président (renvoi en commission)
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jeannot Krecké et Mme Octavie Modert, Ministres.
(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir kéimen dann elo zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, nämlech enger Question avec débat Nummer zwee vum Här Henri Kox iwwert d'Bedelegung vum Stat bei Enovos. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an - no der Äntwert vum Minister - seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

1. Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Froen un de Wirtschafts- an Energieminister Krecké betreffen d'Investitiounspolitik vun Enovos an nei Energieproduktionsanlagen. No der méi wéi enttäuschender Virstellung vun der Weltpolitik op der Klimakonferenz zu Kopenhagen dierfe mir grad elo net de Kapp an de Sand stiechen, mä méi wéi jee eng zukünfteg nohalteg Energiepolitik opstellen. Besonnesch déi westlech Industrielänner müssen dobäi hir Responsabilitéit iwwerhuelen, fir an eng méi couragéiert a méi ëmweltfrëndlech Energiepolitik ze investéieren.

Och Lëtzebuerg huet natierlech säin Undeel do ze iwwerhuelen. De Lëtzebuurger Stat, mat senger iwwer 28%eger Bedelegung a gréissten Aktionär vun Enovos, huet deemno d'Flicht, d'Investitiounspolitik vun Enovos an déi Richtung ze dirigéieren. Et ass bekannt, dass Enovos am noen Ausland eng Rei Investitiounen an erneierbar Energie mécht, esou zum Beispill am Raum Tréier am Beräich vun der Fotovoltaik - eng nohalteg Energiepolitik oder Technologie, déi jo net grad méi hei am Land erwünscht ass. Dëse Projet am Raum Tréier fënnt natierlech eis Ennerstëtzung.

Och gëtt grouss an der Press ugekënnegt, dass Lëtzebuerg via Creos, also déi lëtzebuergesch Netzgesellschaft, sech um Projet vun der Verkabelung vun der Nordsee wëll bedeelegen, fir den immense Wandpotenzial besser kënnen ze notzen. Och dat fënnt eis Ennerstëtzung.

Méi roueg dergéint gëtt et awer iwwert déi aner, méi am Ställe gehandelt Projeten.

Ganz roueg gëtt et zum Beispill, wann et em Investitiounen am Beräich vun de Kuelekraaftwierker geet. Do ass een da frou, wann eng Ëmweltorganisatioun wéi zum Beispill Greenpeace oder nach anerer dës Politik ëmmer nees a Fro stellen an och deels kritiséieren an entlarven: Kuelekraaftwierker, déi jo bekanntlech déi CO₂-intensivsten Energieproduktionsformen duerstellen. Mir brauchen eis deemno net iwwert d'Kuelepolitik vu China opzereegen, wa mir Europäer selwer nach ëmmer an déi klimaschiedlechste Energieform investéieren.

Esou gëtt et zwee Projeten am Beräich vun der Kuelenindustrie, wou Enovos mat partizipéiere wëllt, an domat och indirekt d'Ennerstëtzung vun der Lëtzebuurger Regierung huet: ee Projet eng Kéier an Holland, nämlech zu Rotterdam, an e Projet an Däitschland, nämlech zu Neurath. D'Kuelekraaftwierk an Holland, wat eng Leeschtung vu 400 MW Elektresch am Hafe vu Rotterdam opweist, schéngt - zumindest, wa meng Informatioun richteg sinn - duerch méi eng ëmweltfrëndlech Energieproduktioun ersat ze ginn. D'Kuelekraaftwierk soll duerch e Gaskraaftwierk mat Wärmeauskopplung ersat ginn. Och des Entwécklung kënne mir dann nëmme ennerstëtzten. Ze beäntwerte vum Minister bleibt just, ob déi Informatiounen och stëmmen an ob de Minister eis hei mat méi Explikatiounen zu dësem Projet kann déngen.

En zweete Projet, wou mir awer iwwerhaupt net kënnen domat averstane sinn, ass d'Bedelegung um Braunkuelekraaftwierk vun Neurath an Däitschland. Dëse Projet gesäit vir, dass déi Anlag op 2.200 Megawatt ausgebaut soll ginn, a wou Enovos sech eng Tranche vu 50 Megawatt reservéiert huet. Besonnesch d'Braunkuel kënne mir als Energieträger haut net méi akzeptéieren. Si ass déi fossil Energiequell, déi am meeschte CO₂-Emissiounen ausstéist. D'Braunkuelekraaftwierk huet pro Unitéit zweemol méi en héijen Ausstouss un CO₂ wéi zum Beispill e Gaskraaftwierk, ouni emol d'Wärmeauskopplung ze berücksichtegen.

Dës Technologie dierf a soll net méi vum Lëtzebuurger Stat ennerstëtz ginn. D'Glawierdegkeet vun der ganzer Klimapolitik steet domat um Spill.

Duerfir wëll ech vum Här Minister wëssen, wéi Iwwerleeungen hannert dëser Investitiounspolitik vun Enovos stinn an och stoungen, a fir wien dës Tranche geduecht war an ass, an ob deemno just ekonomesch Kritäre gezielt hunn an ëmweltpolitesch Kritären net a Betruecht gezu ginn.

Och wëll ech wëssen, ob d'Regierung gewëllt ass, alles drunzesetzen, op déi Partizipatioun vun Enovos beim Neurather Kuelekraaftwierk ze verzichten an do duerch e klengen awer wichtege Schratt an déi richteg Energiepolitikrichtung ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kox Merci, an elo kritt de Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass monéiert ginn ass, dass Enovos probéiert huet, an zwee Projeten ze investéieren, déi Kuelekraaftwierker sinn. Ier ech an den Detail dovunnen ginn, wëll ech soen, dass Enovos als Optrag huet: garantie à la sécurité et à la qualité de l'approvisionnement énergétique. Dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass: préserver l'emploi. An dat Drëtt ass: supporter le développement économique à des prix compétitifs.

Si hunn also probéiert ze kucken, sech anzekafen an Tranchen, an dat do ass en éischte Mouvement, wat vun der Cegedel u sech nach initiéiert ginn ass, nämlech deen däitsche Projet. An do sinn d'Diskussiounen esou wäit fortgeschritt gewiescht an d'Kontrakter och, dass souwisou dorop net méi konnt zrëckkomm ginn. Mir bleiwen also derbäi, dass mer eng Tranche vu 50 Megawatt mat ënnerstëtzen, och, an net zulescht, well dat Kraaftwierk souwisou gebaut gëtt, an dass mir souwisou vun deenen Elektresch kréien, an dass mer mengen, dass déi nei Technologie, déi do ugewannt gëtt, wesentlech méi propper ass wéi dat, wat mer virduun haten. Mä si ass nach net op deem Stand, wéi et muss sinn.

Dat zweet Wierk ass zu Rotterdam, an do hu mer mëttlerweil drop verzicht, vu dass mer do och nach net esou wäit fortgeschritt waren, fir dee Projet duerchzezéien. Ech verstoppen allerdéngs net, dass, niewent dem Fait, dass mer elo do op Gas ëmstellen, mer op eppes awer vläicht sollen oppassen: Niewent Atomenergie an Énergies renouvelables hu mer an Europa nach just d'Kuel. Mir verdamen d'Kuel am Moment; ech verstinn dat och, well esou, wéi mer se am Moment och exploitéieren, ass se net förderlech fir déi Ziler, déi mer eis an der Klimapolitik ginn hunn.

Ech verschléisse mech awer net Forschungselementer, déi mat sech bréngen, dass ee muer probéiert, déi Kuel op eng propper Aart a Weis och kënnen ze exploitéieren, vu dass se, niewent deenen zwou, déi ech genannt hunn, déi eenzeg ass, déi eenzeg Quell vun Energie, déi mir nach an Europa hunn. An duerfir sollt een net de prime abord soen, mir wëlle mat allem, wat mat dem Captage vun CO₂ ze dinn huet, näischt ze dinn hunn. Ech menge schonn, dass een dat soll anstänneg um Niveau vun der Recherche weiderdreiwen. A wann een do den Duerchbroch eng kéier kritt, da kann ee jo an deem Moment erëm do drop zrëckgräifen, an da géif wahrscheinlech och dee Projet vu Rotterdam erëm eng kéier d'actualité ginn. Mä, en attendant, vu dass dee Captage vun CO₂ net kloer ass an am Moment schwieereg an deier duerchzezéieren ass - et gëtt eng Technologie, mä si ass extrem deier a schwieereg duerchzezéien - hu mer drop verzicht, zu Rotterdam dat ze maachen.

Dir hutt lech Suerge gemaach, Här Kox, iwwert den Engagement vun Lëtzebuerg, an doriwwer eraus also vun Enovos am Beräich vun den Énergies renouvelables. Dir sollt net vergiessen, dass am Moment ronn 60 Milliounen pro Joer an Énergies renouvelables vu Säite vun där Firma gestach ginn. Ech wäert awer net drop hiweise mussen, dass, ouni d'Präsenz vun Stat, dat an deem Mooss garantéiert net geschitt wier, an dass do eis Handschrëft awer ze gesinn ass.

Dass mir och capabel sinn, eng Rei Projeten ze realiséieren, huet sech elo gewisen, an Däitschland notament. Dass mir leider am Moment net méi zu Lëtzebuerg ronnkréien, huet eng ganz Rei Grënn. Well mer eng Rei Technologien, wéi beispillsweis d'Wandenergie... Et gëtt net vill Plazen, fir dat ze maachen. Do wou mer Biomass wëlle weiderdreiwen, maache mer

dat jo och. Mir bedeelegen eis jo duerfir och un deem Netz, wat aus der Nordsee kënn. Et ass jo schonn erstaunlech, dass Lëtzebuerg an engem Projet matmécht, wou aacht Stéck, déi en Accès un d'Mier hunn, an dass Lëtzebuerg akzeptéiert gëtt. Dat ass en Zeechen, dass Lëtzebuerg um Steier war, wéi dat do zesummegeat ginn ass, soss hätt se eis jo ni matgeholl. Ech mengen, déi Nordseelänner hätt mat Sécherheet net Lëtzebuerg gefrot, fir do matzemaachen, wa mir net à l'initiation...

► **Une voix.** - Well mer Veianen...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, net nëmme wéinst Veianen. Och well mir de Begrënn si vun där Bewegung, déi dozou gefouert huet, a mir wäerten och widerfuere. Wann Dir mer elo sot: „Firwat maacht Der net méi beispillsweis an der Wandenergie zu Lëtzebuerg?“ Da wëll ech lech soen, dass mir probéieren, a besonnesch d'SEO... Enovos, souwuel wéi d'SEO, ass amgaangen. E ganze Koup Projete leien do, mä mir kommen hei zu Lëtzebuerg leider net gutt virun.

Ech wëll lech nach eng kéier soen, fir de Burer Bierg hu mer aacht Joer gebraucht, fir déi Wandmillen hinzekréien. An do mussen mir eis Froe stellen, ob mer net wëllen eis Prozeduren accélérieren. Wéi gesot, d'Projete leien do. D'Projete leien do, fir hei zu Lëtzebuerg Wandenergie ze dévelloppéieren. Mir hunn nëmme e puer Siten, an déi Sité si mer och gewëllt, wierklech op e Maximum auszenotzen. Mä do mussen mer awer wierklech eis Froe stellen, firwat mer net besser virukommen. A well mer awer dat Engagement geholl hunn an déi Budgeten definéiert hu bei Enovos, ass et net auszuschléissen, dass ebe Projeten dann am Ausland gemaach ginn, fir awer eisen Iddi gerecht ze ginn, an och deene Virgaben, déi mer der Firma ginn hunn, fir dass se déi kënnen erfëllen.

Duerfir fënnt de Projet oder d'Projeten, wann een esou wëllt, vun Enovos den Accord vun der Regierung, well se wierklech probéiert, och mat Partner am Ausland, eben d'erneierbar Energien zu engem Maximum ze dévelloppéieren.

Ech hunn ëmmer gesot, heiheem maache mer dat och. Mir maachen dat heiheem, do, wou et méiglech ass. D'Fro, déi sech stellt am Moment, ass natierlech déi vun der Fotovoltaik. Déi stellt sech, déi gëtt iwwregens iwwerall gestallt. Déi gëtt an Däitschland gestallt, wat de Champion du monde an der Fotovoltaik ass, mä déi Fro stelle se sech jo awer och. Do ginn am Moment d'Subsidien zrëckgefue, well se mengen, et misst e Shift kommen zu aner Technologien, déi méi effizient wieren.

(Interruption)

Jo, dach, dat ass awer ee vun den Hauptpunkten, well se de Käschtepunkt mëttlerweil ausgerechent hunn a mengen, notament mat der Wandenergie a mat der Biomass méi wäit ze kommen. Dat verhönnert net, dass ee weider op der Fotovoltaik soll schaffen. Net ze vergiessen, dass mir jo och e Forschungsprojet dorobber hunn, dee mer zesumme mat TDK maachen op der Uni hei, well mer mengen, dass dat do d'Energie vun der Zukunft ass. Ech mengen, am Joer 2050 wäerte mer gréisstendeels vun der Fotovoltaik liewen.

Mä bis dohinner mussen mer nach eng Zäit iwwerbrécken, souwuel mat Fossilenergie a mat aner alternativen Energien, wann et da keng erneierbarer sinn, an ech mengen deen Effort, dee soll gemaach ginn op der Fuerschung, muss selbstverständlech op der Fotovoltaik leien. Et muss méi effizient ginn. Mir sinn do scho méi wäit komm. Mir hu jo och mëttlerweil eng Firma, déi mer glécklecherweis elo, mengen ech kënnen ze soen, gerett hunn, well déi war um Punkt, fir ze versacken.

Déi eenzeg gréisser Firma, déi mer hunn, déi am Beräich vu Sonnepanéle schafft, déi hu mer elo iwwert d'Distanz gerett. Jo, à prix, ech weess. Mir hunn eis missen alliéiere mat enger anerer grousser Firma. Mä dat ass heiansdo de Präis, Dir hutt et gesinn. An dat ass e Prinzip: Et muss een oppassen. Eng gutt Iddi, déi soll ni verluer goen duerch e Finanzement. Déi muss net nëmme e Finanzement hunn, mä si muss och en Encadrement hunn, wat de Management ubelaangt. Mir kënnen eis net erlaaben, dass esou eng Firma, wou eng gutt

Iddi derhanner ass, op eemol keng Realitéit gëtt. Déi Zweet ass eng aner, déi am Beräich vun der Waasseropberedung ass, wou ech och der Meenung sinn - déi huet am Moment déck Schwieeregkeeten -, dass dat net ka sinn. Dat ass eng Technologie, déi hei entwéckelt ginn ass, déi zukunfts-trächtig ass, a mir mussen déi ënnerstëtzen.

Mä de Problem ass net nëmme e finanziellen. De Problem ass och, dass deen, deen eng gutt Iddi huet, net noutgedrongen e gudder Manager ass. An dat, wat ech an Israel gesinn an och an anere Länner, dat ass deen Encadrement, déi déi deene Firma bidden, dee souguer obligatoresch Saache virgesäit wéi beispillsweis d'Imposition vun engem CFO, dat heescht een, deen „financial officer“ ass an derfir suert, dass déi Firma och finanziell op proppere Bee steet. Mä ech hoffen, op deene puer Punkten, an ech mengen, wann Der den Investitiounsvolume kuckt, deen elo virgesinn ass vun Enovos, da brauche mer eis net ze schummen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci, an den Här Kox wëllt nach eng kéier d'Wuert ergräifen, wéi dat him zousteet.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech wollt just nach eng kéier kuerz nofroen, ob de Minister eis da vläicht ka verroden, a wéi eng Richtung dann déi 50 MW ginn. Ginn déi an den normalen Energiemix dran, dass jiddwereen dovun profitéiert dann?

Et ass jo elo reng eng ekonomesch Iwwerleeung gewiescht, fir am Neurather Kuelekraaftwierk derbäi ze sinn, well ëmweltpolitesch schéngt dat jo keng Prioritéit gewiescht ze sinn, esou dass déi 50 MW an dem Energiemix dann ënnerginn. Wiem steet dann do deen... Gëtt et dann an Zukunft méi e bëllege Präis fir jiddwereen oder ass et eng speziell Firma, déi sech hei dat ënner den Nol räisst?

► **M. le Président.** - Här Wirtschaftsminister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dat gëtt selbstverständlech agespeist, esou wéi och déi 100 Mega, déi mer elo zu Veiane wäerte kréien, och zur Verfügung gestallt ginn, net nëmme fir d'Ofsécherung vun Approvisionnement, mä och fir, präislech gesinn, jiddwereen drun ze bedeelegen.

Mä ech hunn awer verstan, dass eenzel Leit monéiert hunn, dass et net richtig wier, dass Enovos am Moment mat de Präisser erofgefue ass. Ech hoffen, wann ech dat do elo richtig verstinn, dass mer alleguerten der Meenung sinn, dass een awer de Leit, dem Konsument hei och en anstännege Präis soll offréieren, an dass dat do och deene Leit soll entgéintkommen.

► **M. le Président.** - Sou, mir kéimen dann elo zu der... Den Här Braz huet nach d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Braz.

2. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Am Joer 2000 huet en Dialog ugefaang tëschent der Europäescher Unioun a China ronderëm d'Fro vun de Mënscherechter. Deen Dialog huet nach net all d'Resultater bruecht, déi ee sech kéint wënschen. 2004 huet wuel China seng Constitutioun geännert, fir dranzeschreiwen, dass de Stat d'Mënscherechter respektéiert, an 2009 am Abrëll huet och China e Plang lancéiert, fir d'Situatioun vun de Mënscherechter am eegene Land bannen zwee Joer ze verbesseren. China huet och eng Demande gestallt, fir an de Conseil des droits de l'Homme vun der UNO opgeholl ze ginn.

Fakt ass awer, dass d'Verletze vun de Mënscherechter a China nach ëmmer praktesch op der Dagesuerdnung steet, an trotz deene villen Diskussiounen ronderëm d'Olympesch Spiller 2008 zu Peking huet een net wierklech groussaarteg Verbesserung kënne feststellen. Am Géigendeel, och haut nach ëmmer ass d'chinesesch Gesetz ganz streng mat deene Leit, deene virgeworf gëtt, si hätt separatisteschen oder indépendantisteschen Tendenzen, d'Beispill vun den Tibetaner oder vun den Uiguren.

Ganz rezent ass e Fall a China vun engem Gericht tranchéiert ginn, dee mir ganz besonnesch grave fannen. Dat ass de Fall vun Här Liu Xiaobo, deen am Dezember 2008 ee vun de Coauteure vun der Charte 2008 war, där ronn 10.000 Chinese sech ugeschloss hunn, an déi eng Demokratiséierung vun der chinesescher Volleksrepublik froen. Dowéinst ass dee Mann fir d'Éischt ënner Hausarrest gestallt ginn, dunn inculpéiert an direkt inhaftéiert ginn, an elo viru kuerzem, am Dezember 2009, ass en zu eelef Joer Prisong veruerteelt ginn, wat déi strengste Strof ass, déi opgrond vun där Gesetzgebung a China bis haut verhaang ginn ass. Wat him virgeworf gëtt, ass „Subversion au pouvoir de l'État“, dat heescht eigentlech einfach, dass en d'Dirigeanten an de Regime kritiséiert huet. Méi ass dat net, an duerfir ass dee Mann fir eelef Joer Prisong elo inhaftéiert ginn.

Ganz rezent huet een och gesinn, dass de chinesesche Stat probéiert huet, Google am grouse Stil...

► **M. le Président.** - Här Braz, entschëllegt, Dir sollt en Dépôt maachen. Et ass eigentlech net, fir d'ganz Motioun ze explizéieren. Ech géif lech bieden, duerfir lues awer sécher zum Schluss ze kommen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech komme selbstverständlech direkt zum Schluss, Här President. Ech wollt just nach eng kéier rappeléieren, dass Google Affer ginn ass vun enger Cyber-Attack duerch de chinesesche Stat. An dat sinn Entwécklungen, wou een net einfach soll zur Kenntnis huelen, mä wou een och als Lëtzeburger Land, an aner och, muss reagéieren.

D'Europaparlament, Här President, huet dat iwwregens och haut de Moie gemaach an enger Motioun. Duerfir déposéiere mer déi Motioun, fir dass och d'Lëtzeburger Chamber sech zu deenen doten Entwécklungen stellt an och mat eise chineseschen Handelspartner am Kader vu kommerzielle Relatiounen trotzdeem och en Dialog féiert iwwer Mënscherechter.

Motion

La Chambre des Députés
considérant:

- que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaliénables;

- qu'en 2008, lors des Jeux olympiques de Pékin, des manifestations sévèrement réprimées au Tibet remettaient les violations des droits de l'Homme en République populaire de Chine au premier plan de la Communauté internationale;

- que la Constitution chinoise fut amendée en 2004 en ajoutant que «l'État respecte et préserve les droits de l'Homme» et qu'en avril 2009 la Chine lançait un plan visant à améliorer la situation sur deux ans;

- que des violations des droits de l'Homme graves et régulières restent néanmoins à l'ordre du jour;

- que la loi chinoise reste particulièrement dure envers les personnes accusées d'indépendantisme ou de séparatisme, notamment envers les minorités ethniques comme les Tibétains et les Ouïgours;

- que la Chine reste un des pays appliquant le plus souvent la peine de mort;

- un nouveau cas de violation des droits de l'Homme particulièrement grave, le cas de Monsieur Liu Xiaobo, militant des droits de l'Homme chinois, qui fut arrêté en décembre 2008 et condamné en décembre 2009 à 11 ans de prison pour «subversion au pouvoir de l'État» pour avoir osé critiquer l'État chinois;

- qu'il s'agit ici de la peine la plus lourde jamais prononcée pour ce chef d'accusation créé en 1997 en remplacement du crime de propagande contre-révolutionnaire;

- que l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine a voté des lois sur la censure de l'Internet et que le Gouvernement chinois vient de lancer une cyber-attaque contre les infrastructures Google;

- qu'une telle politique de censure et de répression enfreint de manière flagrante les règles élémentaires de la démocratie;

invite le Gouvernement

- à œuvrer pour une libération immédiate de Liu Xiaobo ainsi que d'autres militants pour les droits de l'Homme soumis à des peines de prison ou d'isolement;

- à condamner la politique de censure systématique pratiquée par le Gouvernement chinois;

- à évoquer régulièrement et de manière proactive avec les représentants chinois à la fois les annonces d'efforts de la République populaire de Chine en matière de respect des droits de l'Homme et les cas de violations graves et régulières.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.** - Merci. Sou, mir këimen dann elo zu der nächster Question avec débat Nummer fënnef vum Här Eugène Berger iwwert den Energiepass. Hei stinn och dem Auteur fënnef Minutten zou fir seng Haaptfro, an no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

3. Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat dës Question avec débat betreffend den Energiepass schon am November ugefrot. Et gëtt verschidden Ursachen, haaptsächlech de chargéierte Programm, d'Agenda vun der Chamber zum Schluss vum Joer, datt se elo eréischt op den Ordre du jour kënn. Et wier awer scho sënnvoll gewiescht, wann een hätt kënnen dës Fro virun der Mise en vigueur vun deem neie Reglement hei duerleeden, dann hätt ee vläicht kënnen där enger oder anerer Problematik och da Rechnung droen.

Ech wëll och direkt kloerstellen, datt ech de Prinzip vun dem Energiepass net a Fro stellen. D'Reduktioun vum CO₂ am Kontext vum Klimaschutz si weiderhin hei zu Lëtzebuerg eng vun de groussen Erausforderungen, an do mussen nach vill Efforte gemaach ginn. A mir wëssen och, datt besonnesch am Hausbau nach ganz vill Aspuerpotenzial ass, laut den Expertéronn en Drëttel vun eisen net-industrielle CO₂-Emissiounen kéinten do gespuert ginn.

Den Energiepass, Dir wësst et, ass en Zertifikat, deen attestéiert wat fir e Standard vun Energieverbrauch d'Haus huet, an dann och Indikatiounen soll ginn, wat fir eng Mesuren ee ka maachen, fir dann esou oder esou vill CO₂ de spueren. En Haus, eng Immobilie, dat an eng gudder Energieklass agestuuff ass - A, B oder C, géif ech soen -, dat spuert Energie, spuert am Endeffekt och Suen, well ee jo do manner Mazout oder Brennes brauch.

Esou en Energiepass kann och e kommerziell Argument sinn, wann een en Haus verkeeft oder verlouent, well ee jo dann do en Appartement oder en Haus huet, wat jo herno manner deier zustoe kënn, well ee manner Energie do muss bezuelen.

Et gëtt awer elo e puer Schwierigkeete bei der Ëmsetzung vun deem Reglement, dat elo a Kraaft getratt ass. Eng Problematik, déi sech stellt, déi een oft héiert, ass déi bei de Copropriétéiten. Wann een en Appartement verkafen oder verloune wëllt an enger Copropriétéit, muss een en Energiepass vun dem ganzen Immeubel maachen. Et gëtt awer eng Rei Situatiounen, wou dann d'Copropriétéit dat awer net wëllt insgesamt maachen aus diversen Ursachen, an da sinn eenzel Leit forcéiert, op hir eege Käschten dann en Energiepass ze maache fir de ganzen Immeubel.

Wann do och 20, 30, 40, 50 Appartements dra sinn, an et ass nëmme hiert, wat concernéiert ass, wat dann natierlech op där enger Säit vill Käschten fir esou eng Person ass, wat awer och net onbedéngt zum Verständnis an der Akzeptanz fir den Energiepass da bäidréit.

Wier et net duerfir sënnvoll am Reglement iergendeng Formule virzegesinn oder dat esou ëmzënnere, dat géif stipuléieren, datt d'office eng Copropriétéit misst esou en Energiepass maachen? Et ass jo och esou, datt awer an Immeublè ganz oft Mouvementer sinn, sief et nëmme beim Verlouen.

Eng Inkohärenz am Reglement ass och déi, wat bei enger Copropriétéit a Betruecht gezu gëtt, fir en Energiepass opzestellen. Dat variéiert da jee no Statut vum Immeubel, ob e Cadastre vertical besteet oder net. Jee nodeems ginn dann d'Partie-communen, de Gank, d'Garagen, d'Entrée net aberechent, wat awer aus energetescher Siicht dann net nozevollzéien ass.

Et sinn och aner Situatiounen, wou Büroen, wa ganz vill Büro sinn oder Bürosgebaier, déi brauchen och keen Energiepass ze maachen, wat jo och awer net an der Logik ass, wa mer wëllen Energieeffizienz erbäiféieren. Och do wier et sënnvoll, wann ee géif en Energiebilan opstellen.

Da gëtt et och Schwierigkeete bei der Ausleeung oder der Interpretatioun vum Artikel 2 vum neie Reglement. Ech krut do scho Fäll reportéiert, wou d'Notairen do e bësse virsiichteg sinn, wann zum Beispill eng Immobilie verkaaft gëtt, déi duerno soll ofgerappt ginn, oder wann en neie Partage ass ouni Vente ënner Propriétaires.

Da geet aus deem Text, einfach aus dem puren Text vum Reglement net kloer ervir, ob do en Energiepass gebraucht gëtt oder net. An et sinn déi eng oder aner Étuden, déi dann, well se net sécher sinn, dat emol en suspens loossen, oder einfach zur Sécherheet soen: „Hei, Dir musst awer en Energiepass bréngen.“

An et ass am Fong geholl nëmme duerch d'Lektür vum Commentaire vun den Artikelen, déi awer déi meescht Leit dann net hunn, wou ee kann erauslesen oder Op-schluss kréie, wat dann am Endeffekt gemengt ass. An hei wier et vläicht gutt, wann do schnellstens géif d'Prézisioun oder eng Direktiv un d'Notaire weidergi ginn, respektiv un déi Leit, déi concernéiert sinn.

E leschte Punkt respektiv d'Fro, déi ech wëllt opwerfen, ass dann eng, déi mer besonnesch wichteg schéngt. An dat ass déi: Wat ass dann elo, wat geschitt nom Energiepass? Wat sinn dann elo déi konkret praktesch Suiten, déi d'Regierung wëllt esou engem Energiepass ginn?

Well et ass jo schéin a gutt, wa mer e Bilan maachen, en energetesche Bilan vun engem Haus, wann och nach dann am Pass steet, dat do an dat do kann ee maachen, an et geschitt dann näischt. Dat ass jo wierklech déi kruzial Fro: Wat geschitt, wann ee bis esou ee Bilan opgestallt huet?

An et muss ee feststellen, datt ganz vill Propriétaires elo e Pass maachen, well en eben obligatoresch ass - si kréien eng Rei Proposé gemaach -, mä datt d'Leit awer zécken, fir dann awer konkret Moossnamen ze huelen, well dat oft e groussen Invest ass. Dat kann alt bis 50.000 Euro oder méi goen.

Dann huet also den Energiepass just eng Alibifunktioun, well dat eigentlech Zil, wat mer jo wëllen errechen, datt d'Leit konkret hiert Haus energetesch verbesseren, geschitt dann net. Et kënn derbäi, datt oft déi mannerbeméttelt Leit, déi och an Haier wunnen, wou jo ganz besonnesch vill dann Energiekäschten ufalen, och dat net kënnen maachen.

Duerfir wëll ech dann als lescht Fro nach eng Keier un eis Propos erënnere, un d'Propos vun der Demokratescher Partei, fir eng staatlech Klimabank, fir esou Leit a fir generell de Bierger ze hëllefen, hir energetesch Investissementer virzefinanzéieren mat deene Suen, déi da beim Mazout, bei der Energie herno gespuert ginn. Wann d'Haus gutt assainéiert ass, kënnen se dann déi Prête mat wéineg Zënsen oder ouni Zënsen, jee no sozialem Verhältnis, zrëckbezuelen.

Meng lescht Fro also, Här Minister: Gedenkt d'Regierung op dese sënnvolle Virschlag vun der Demokratescher Partei anzegoen? An a wat fir engem Zäitraum?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An elo kritt de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Kalennergrënn, firwat datt ech elo eréischt déi Fro beäntweren. Ech hat e puer Méiglechkeeten, fir hei an d'Chamber ze kommen, mä zu deem Zäitpunkt war keng Chamber oder se ass ausgefall.

Mä ech stelle fest, Dir hutt mir eng Fro gestallt just iwwert de Passeport énergétique, an Dir hutt do just iwwert d'Copropriétéit geschwat an näischt anescht. Dir hutt mir awer elo e ganze Koup aner Froe gestallt. Ech hu kee Problem domadder, mä scheinbar huet Är Fro evoluéiert, säitdeem Der se geschriwwen hutt. Ech hunn awer kee Problem, fir och dorop ze äntweren.

Also, dat Éischt war déi Fro, déi Der mer stellt, vun der Copropriétéit. An Dir stellt am Fong geholl a Fro, dass mir eng kloer Dispositioun hunn, dass et obligatoresch ass. Et ass obligatoresch. Et kann ee pénal Sanktiounen kréien, wann een et net mécht. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, ech geséich net, wéi een dat anescht gemaach hätt. Et hätt een et kënnen pro Appartement maachen, mä dann hätt ee jo all déi Partie-communen net mat erakrut. Et ass jo net d'Zomm vun dem appartementsenergetesche Verbrauch, deen herno de Verbrauch vum Gesamt-Immeubel gëtt. Dat gëtt jo kee Sënn. Et feele jo all déi Partie-communen. Also muss een et als Partie commune... déi derbärechnen. An duerfir hu mir d'Optioun geholl, et als en Ensemble ze huelen, an net eppes anescht ze huelen.

Dat Drëtt ass, ech ginn dervun aus, dass mer jo awer net nëmme driwwer schwätzen, mä dass mer och dru gleewen, dass an der Efficacité énergétique dat gréisste Potenzial läit vun eiser Energiepolitik. Dat läit an der Effikassitéit. Si läit emol net an de Renouvelabelen. An der Effikassitéit si méi Prozenter erauszehuele wéi an den Erneierbaren.

Da muss een awer wëssen, wat ee wëllt. Mir hunn dat obligatoresch gemaach. Wa mer lech nogelauschtert hätten, dann hätte mer bei de Leit just déi obligéiert, déi hiert Appartement wëlle verkafen oder verlouen. Ech sinn der Meinung, zu engem gewëssenen Zäitpunkt soll jiddwereen deen Zertifikat hunn, an esou wäit wéi méiglech - mir hunn dat awer fir de Moment nach net gemaach, mä dat wier nämlech en Avantage; do wëisst jiddwereen, wou en dru wier: Hunn ech d'Méiglechkeete Verbesserungen erbäizeféieren, jo oder neen?

Mir hunn also d'Geleeënheet geholl, fir zumindest an de Residenzen déi Diskussioun do unzeleieren. Ech weess, dass eenzel Syndicen - fir et kloer ze soen - hir Aarbecht net maachen. Et ass obligatoresch, dat ze maachen. Et ass obligatoresch, et ze maache vum 1. Januar dëst Joer. Déi, déi et net gemaach hunn, setze sech Sanktiounen aus.

Wat geschitt mat deem, deen awer dat wëllt maachen an de Copropriétéiten an déi aner zéien net mat? Da kann ech deem nëmme uroden, an dat steet bei „frequently asked questions“ säit laangem bei „my energy“, wann Der dohinne kucke gitt, da géif ech einfach soen: Ech maachen dat, an ech géif herno Recours huelen, fir dat ze deelen, de Präis dovunner ze deelen.

Et ass iwwregens och eng Fro vu Präis. Wann een et pro Appartement mécht, gëtt et vill méi deier, wéi wann een et als Ensemble hält; vill méi deier. An duerfir, mengen ech, ass déi Dispositioun richtig.

A bis elo ass et nach ëmmer esou, wann d'Regierung iwwer e Reglement oder d'Chamber iwwer e Gesetz seet, dat do ass obligatoresch, dat do muss ee maache bis zu deem Datum, da ginn ech dervun aus, datt jiddwereen dat och muss maachen. An deen, dee sech net drun hält, dee riskéiert ebe Sanktiounen. An déi Sanktiounen kommen natierlech dann, wann deen, deen deier huet misse bezuelen, well en de ganzen Ensemble huet misse bezuelen, Recours hält. Dee muss awer dann de Courage och hunn, dat ze maachen.

Also, ech mengen, mir kënnen net kucken an all eenzelt Gebai eran, wéi do d'Copropriétéit funktionéiert huet. Ech sinn och an esou enger. Ech weess also, vu wat dass ech schwätzen.

Dir hutt mer awer eng ganz Rei aner Froe gestallt. Ech kann lech soen, dass dat Reglement elo an Applikatioun kënn vum... et misst an dësen Deeg sinn, mengen ech, wou et iwwert d'Bâtiments fonctionnels geet. D'Bâtiments fonctionnels sinn also déi, déi net Wunnengszwecker zoukommen.

Mir hu Regeln do opgestallt, fir den Ënnerschied ze maachen zwëschen deenen engen an deenen aneren. Que ce soit clair, och am Fall, wou Dir an engem Appartement sidd, wat als Bâtiment fonctionnel definéiert ginn ass, ënnerläit Ären Energiepass deeneselwechte Regeln, wéi wann Dir an engem Gebai sidd, wou d'Appartements alleguerten als solches als Residenz, als Wunnzweck beuecht ginn.

Esou dass et kloer ass, dass do keen No-deel besteet. Mir haten ee Problem. Deen hu mer awer mat den Notaire geléist. Do wou de Cadastre vertical net war, hu mir eng Léisung mat hinne fonnt als Iwwergang. An ech mengen, dass et elo relativ kloer ass. Et kann een héchstens bemängelen, dass elo eng Rei Leit, déi a Bâtiments... loosse mer soen, e Gebai vu sechs Stäck, an ee Stack huet kommerziell Zwecker, dann ass et e Bâtiment fonctionnel. Déi hunn nach keng Obligatioun am Moment, fir dat ze maachen. Déi kréien elo eréischt iwwert dat neit Reglement eng Obligatioun.

Mä ech mengen, mir hunn dat do stufeweis agefouert. Wa mer dat alles op ee Coup gemaach hätten, da garantéieren ech lech, da wär et en Enkpass ginn, dee mer mat Sécherheet net bewältigt hätten. An duerfir ass dat do an zwou Etappen elo agefouert ginn. An ech ginn dovun aus, dass mer och an enger sechs Méint oder engem Joer kucken, wou mer bei de Bâtiments fonctionnels dru sinn, esou wéi mer dat och bei deenen anere Gebaier maachen.

► **M. le Président.** - Merci dem Wirtschaftsminister. Här Berger, Dir hutt eigentlech Är Zäit scho méi wéi eng Minutt iwwerschratt gehat. Wann Der nach eng Zousätzfro hutt, da wierklech extrem kuerz.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ganz kuerz, déi lescht Fro: Wat gedenkt d'Regierung elo an der Suite ze maachen, fir d'Leit ze encouragéieren, datt se dann och investéieren?

Ech hat vun der Klimabank geschwat. Wëllt d'Regierung och an déi Richtung goen, fir Investissementer do ze maachen oder de Leit ze hëllefen? An a wat fir engem Zäitraum?

Merci.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Also, mir hunn am Beräich vun de Privatleit jo Dispositiounen, déi am fréieren Ëmweltministère an haut am Développement-durable-s-Ministère bestinn. Ech gesinn am Moment net déi grouss Noutwendegkeet an, dat ze änneren. Do si ganz vill Hëllestellungen do. Hei muss jiddwereen och e bësse Wëlle weisen.

Déi Klimabank... Ech muss soen, ech hu weder eppes derfir nach dergéint, mä am Moment huelen ech e bësse méi en einfache Wee. Wat hu mir gemaach? Mir hu mat Banken Ofkomme getraff, fir dass deene Leit méi e bëllegen Zënsaz zoukënn, déi an Energiespuermoossnamen am Beräich vun hirer Wunneng investéieren. An ech mengen, wa mer géife weiderfuere mat deene Moossnamen, a mir géife mat de bestehende Banke fuere, da brauche mer net eng sougenannte Klimabank ze maachen.

Mir hunn och keng Wunnengsbank gemaach. Wat hu mer gemaach? Mir ginn eis Wunnengsbauhëllefen och an dee Secteur, nämlech de Finanzsecteur, deen duerfir do ass. A mir hunn net e parallele Secteur opgebaut. An ech mengen, et soll een och dobäi bleiwen.

Duerfir, d'Iddi ass u sech net schlecht. Mä ech mengen, an der Ausféierung gëtt et besser Méiglechkeeten am Moment. A mir préconiséieren déi.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Wirtschaftsminister Merci. A mir kéimen elo nach zu enger lescher urgenter Fro, déi vum Här Adam gestallt ginn ass a wou d'Urgenz unerkannt ginn ass, un de Wirtschaftsminister, wat gewëssen Attaques informatiques u Google betrëfft. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Här Minister, Google huet d'lescht Woch annoncéiert, d'Zil vun Cyber- an Hackerattacken vu China aus gewiescht ze sinn. D'Hacker hu Sécherheitslücke beim Internet Explorer ausgenutzt fir hir Attacken. An déi Sécherheitslücke maachen et anscheinend méiglech, déi komplett Kontroll iwwert de PC ze kréien.

Beträff si plus ou moins all Versionen vun Internet Explorer, also souwuel méi aler wéi och ganz rezenter. An doropshin huet zum Beispill d'Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik an Däitschland an de Centre d'expertise gouvernemental de réponse et de traitement des attaques informatiques a Frankräich recommandéiert, fir op aner Navigateur auszeweechen.

Zu Lëtzebuerg ass zënter kuerzem och um Site vu CASES Luxembourg eng Warnung, wou Rieds geet vun enger „Vulnérabilité extrêmement critique“ a wou drop higewise gëtt, et soll een eng aner Sichmaschinn benotzen. Vu datt Internet Explorer eng Part de marché vun ongeféier 63% huet, si wahrscheinlech och zu Lëtzebuerg ganz vill Privatleit, Betriber an Administratiounen betraff.

An duerfir, Här Minister, géif ech lech gären e puer Froen an deem Kontext stellen. Si speziell Mesurë geholl ginn, a wa jo, wéi eng, fir déi öffentlech Administratiounen ze schützen?

Sinn déi öffentlech Verwaltungen an Institutiounen an och d'Chamber direkt gewarnt ginn? Wann dat de Fall war, kann een dervun ausgoen, datt an deene Verwaltungen an Institutiounen elo och effektiv aner Navigateur genotzt ginn? Wéi ass et ëm d'Online-Sécherheet vun Entrepreisen a Privatpersounen zu Lëtzebuerg gestallt?

De Message vu CASES ass op de 15. Januar 2010 datéiert, mä en ass awer eréischt den 19. Januar owes respektiv den 20. iwwert déi geschriwwen Press diffuséiert ginn. Misste mir eis net am Zäitalter vun Internet d'Méiglechkeet ginn, öffentlech Kommunikatiounen méi schnell kënne virunzegoen, fir d'Leit ze informéieren an ze warnen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass CASES schonn de 15. Januar eng sougenannten Alerte rouge du type extrêmement critique erausginn huet - dat ass op der Skala vu 5 den Niveau 4 -, an zwar well ee Logiciel, an deem Fall den Internet Explorer, ganz staark menacéiert war.

Et kann een dovun ausgoen, effektiv wéi Dir gesot hutt, dass bis zu 60% vun de Leit am Moment den Internet Explorer gebrauchen an dass déi aner Versionen, d'Version 8 a Version 7, zu deem Zäitpunkt net a Gefor waren. Neen.

Wat geschitt ass, dat ass, dass den 18. Januar... Et war d'Version 6, déi héchstens a Gefor war; an dat sinn - ech muss kucken - ongeféier 13%. Déi waren a Gefor, an eng Alerte ass komm op déi. Den 18. Januar ass awer dunn eppes geschitt, wat ganz nei ass am Fong geholl. Do ass e Code, deen d'Version 7 an 8 beaflosst, dat heescht, wou een déi „malware“ kann eraspillen, publizéiert ginn.

Dat heescht, dee Code, dee bis dohinner net bekannt war, dee war am Fong geholl jiddwerengem zougängelech an huet dann och doriwwer eraus am Ufank op 7, 8 net gegräff. Am Ufank huet en op 7, 8, sou-

guer wéi de Code bekannt war, net gegräff. An eréischt duerno op eemol hunn eenzel schlau Käpp erausfonnt, wéi se dat géife maachen, fir dass en och do géif gräfen.

CASES ass eng Administratioun, wann een esou wëllt, am Wirtschaftsministère, déi awer elo säit Joren amgang sinn, d'Leit drop hinweisen, Privatleit an d'Betriber, d'Schüler. Si ginn an d'Schoulen. Et ass keng Septième méi haut, déi net iergendwou mat CASES ze dinn hat, a wou d'Leit vu mengen Service net laanschtgaange sinn, fir d'Kanner schonn um fréien Zäitpunkt opmierksam op d'Geforen ze maachen.

Mir maachen datselwecht permanent mat de Betriber. Mir hunn elo zesumme mam Sigi och eppes gemaach, fir dass mer an deem Beräich - d'Gemengen - och déi ganz Opklärung iwwert d'Cyberkriminalitéit an d'Geforen, déi domadder zesummenhänken, wou mer e GIE gegrënt hunn, do weiderdreien. Dat war guer net evident am Ufank. An ech hoffen, dass d'Gemengen och largement dovunner Gebrauch maachen.

Wéi reagéiert ginn ass vu Säite vun den Administratiounen, mengen ech, beäntwert d'Madame Modert.

Wat ech ka soen, dat ass, dass RTL op hir Initiativ hin higaangen ass, a CASES, déi Menacen, déi si uginn hunn op Internet, dat weiderrelayéiert hunn. A mir hunn eng Konklusioun aus där heiter Saach gezunn: Mir maachen en Accord elo mat RTL, fir dass RTL iwwer SMS an iwwer hiren Internet-Site, deen awer méi besicht ass wéi dee vu cases.lu, dass déi Alerten do weidergeleet ginn.

Dat ass dat Eenzegt, wéi mer kënne funktionéieren. Dat heescht, dass een éischer d'Alerte kritt. Nach mussen d'Leit och do runner gleewen. Dat ass nämlech ee weidere Problem. CASES warnt scho wéi laang. A wéi gesot, vum 15. Januar aus un hu se dräi Deeg laang gewaart: Pass op, do ass eppes ennerwee.

Schonn oft sinn esou Messagë komm an d'Leit hu se net seriö geholl. Et ass och näischt geschitt. Neen, mä dat ass de Problem. Wann s de net betraff gi bass; bei der drëtter Kéier, wou s de esou e Message kriss an du bass net betraff, da fiers de déi véierte Kéier natierlech monter weider.

An duerfir mengen ech, solle mer dat elo vläicht ansicht upaken. A mat RTL, vläicht och mam 100,7 a mam DNR kucken, mat de Radioen, well dat awer elo dat schnellste Mëttel ass, mengen ech, fir un d'Leit ze kommen, a vläicht per SMS déi Messagen un d'Leit ze bréngen.

Duerfir, d'Gefor war bekannt a si war och - wéi soll ech soen? - an hirer Gravitéit ageschätzt, mä et huet sech erweisen, dass vläicht eng besser Verbreedung fir de Grand public awer noutwendeg ass. An dat probéiere mer dann elo erbäizeféieren. An ech iwwerloossen der Madame Modert, vläicht ze soen, wéi um Niveau public reagéiert ginn ass.

► **M. le Président.**- Jo, da kritt nach d'Madame Modert d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.**- Merci, Här President. Jo, effektiv fir déi zweet Fro vun den öffentleche Verwaltungen sinn ech zoustänneg als Fonction-publique-s-Ministerin, well de Centre informatique sech dorëmmer këmmert, dee jo deem Ministère ennerstallt ass.

Et konnt ee feststellen, datt bei eis bei de Statsservicer am Fong keng Gefor war. An et weist sech och effektiv, datt déi streng Filteren a Sécherheitsmoosnamen, déi „Firewallen“ - déi och Verschiddener alt emol ze vill streng fannen a beim Stat bedauern, well et domat net flexibel genuch wär - hei awer richtig sinn an och hir Wierkung gewisen hunn.

Et war tatsächlech zu kengem Moment eng Gefor. Déi Sécherheitsmoosnamen, déi mer normalerweis, also ëmmer beim Stat hunn iwwert de Centre informatique fir Spam, mat Filteren an esou weider, hunn och hei voll gewierkt. An duerfir war zu kengem Moment een anere Risiko do, wéi en op anere Plazen do wär.

Dat heescht, beim Stat war kee Risiko fir all déi Verwaltungen, déi um Centre informatique hänken. Dat erkläert sech duerch verschidden Instrumenter, technesch ganz fein Compartmentagen an esou weider. Déi hätte kënne reagéieren, wann e Problem gewiescht wär.

Elo kann een also soen, et wär quasi keng Ursaach, fir ze reagéieren. Mir hunn trotzdem eng Circulaire gemaach, fir zu de Leit ze soen, wa se wëilten, kéinte se och en alternativen, also en aneren Navigateur huelen. Mir hunn e puer Nimm do uginn, déi se kéinte benotzen, soulaang bis am Fong geholl da Microsoft hei hiren eegene Problem behuewen hätten; wou se jo relativ spët drop reagéieren an nach net reagéiert hunn. Duerfir hu mer trotzdem aus Sécherheitsmoosnam gesot: Wann Der wëllt, kënnt Der aner Navigateur benotzen. Et ass och eng Circulaire an deem Sënn erausgang.

Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen der Madame... Jo, Här Adam. Mir sinn zwar elo net an der Prozedur vun der Question avec débat. Et ass eng Question urgente. Déi ass elo vun zwee Ministere beäntwert ginn. Ech géif och proposéieren...

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Just eng Sekonn.

► **M. le Président.**- Ganz, ganz kuerz dann awer wierklech.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech soen deenen zwee Ministere Merci fir hir Explikatioun. Ech wollt just froen: Ass och ofzegesinn, wéini datt déi Mesuren eriwuer sinn? Et ass jo e bësse Veronsécherung elo bei de Leit. Gëtt et och e Wee, wou mer dann de Leit soen: „De Problem ass geléist, Dir kënnt erëm an Är al Gewunnechten zrëckfalen.“?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Vu dass mer mat Microsoft ze dinn hunn, ginn ech dervun aus, dass déi dat selwer maachen. Well déi si schéin emmerdéiert heivunner. Also, je leur fais pleine confiance, dass déi dat mat Zäite maachen.

► **M. le Président.**- Merci. A mir kéimen dann elo zum Projet de loi 6059 iwwer e Régime d'aides fir den Ëmweltschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bauler a Kox. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

5. 6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 6059 handelt iwwer staatlech finanziell Hëllef fir Betriber zum Schutz vun der Ëmwelt an iwwert déi rational Uwendung vun den natierleche Ressourcen.

E puer Donnéeën zur Geschicht vum Projet de loi. De Projet de loi ass de 15. Juni 2009 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 22. September 2009 säin Avis ginn. An an der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi mat enger Abstentioun de 14. Januar vun deem Joer ugeholl ginn.

De Sënn vun deem Projet de loi ass, fir en neie gesetzleche Kader, fir finanziell staatlech Hëllef zum Schutz fir d'Ëmwelt a fir eng verstänneg optimal Notzung vun den natierleche Ressourcen ze förderen. De Projet de loi ersetzt den aktuelle Regime, deem am Gesetz vum 22. Februar 2004 iwwert d'Hëllef zum Schutz vun der Ëmwelt betreffend déi rational Notzung vun Energien an d'Produktioun vun erneierbaren Energie virgesinn ass.

De Retard, dee komm ass bei der Uwendung vum Gesetz vum 22. Januar 2004, koum doduerch, dass laut europäesche Regeln d'Ëmännerung oder d'Afféierung vun neien Hëllef der Europäescher

Kommissioun muss gemellt ginn a vun hir approvéiert ginn. Dës Informatioun ass obligatoresch, well se am Kader vun den europäesche Regele vun der Konkurrenz spillt.

Zwu kleng Modifikatiounen um Gesetz goufen dann och, geméiss dem EU-Traité, der EU-Kommissioun matgedeelt, fir vun hir approvéiert ze ginn. D'Modifikatiounen haten eng Extentioun vun deene staatleche Bähëllef virgesinn.

D'Europäesch Kommissioun, déi zoustänneg war, huet hire Feu vert awer eréischt ee Joer no der Notificatioun ginn. Während dëser Zäit konnt d'Gesetz vum 22. Februar 2004 net ugewannt ginn. D'Gesetz ass ausserdeem zweemol iwwert d'Loi budgétaire verlängert ginn, well et an der Zäit begrenzt war op den 31. Dezember 2007.

Fir elo net erëm eng Kéier an d'Problematik vun den Délaien ze verfallen, wat elo deen neie Regime, also dese Projet de loi, ubelaangt, huet d'Regierung d'Méiglechkeet geholl, wéi se sech bitt, dëst neit Gesetz un de Règlement général d'exemption par catégorie unzepassen.

Dat bedeit, datt enner verschiddene Konditiounen am Virfeld eng Matdeelung net néideg ass, mä eng Kommunikatioun ex post souwéi e jährelche Rapport un d'Europäesch Kommissioun duergeet.

Et ass och wichteg ze preziséieren, datt d'Reglement net e Règlement vum Conseil vun der Europäescher Unioun ass a sech net iwwert d'nationale Gesetzgebung setzt. Et gëtt den Entrepreneuren also net en direkt Recht op d'Hëllef, mä d'Méiglechkeet opgrond vun Demanden Hëllef unze-froen.

Déi staatlech Hëllef gesi Participatiounen bei sechs verschiddenen Zorte vun Investissementer vir:

- éischtens, Investissementer, déi iwwert déi communautaire Normen erausginn, oder Investissementer, déi den Niveau vum Ëmweltschutz verbesseren, wa guer keng Norme bestinn;

- zweet Méiglechkeet: virgezunnen ëmweltfrëndlech Upassung vum de PMEen un déi zukünftige communautaire Normen;

- Investissementer am Domän vun der Économie d'énergie;

- Investissementer, déi d'Cogénération à haut rendement betreffen;

- Investissementer a Produktiounen vun erneierbaren Energien;

- an last but not least, d'Finanzement vun Ëmweltetüden natierlech am Kader vu Betriber.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Objektiver vun deem Projet de loi an domadder och vun de staatlechen Hëllef, sinn, fir haaptsächlech d'Entrepreneuren derzou ze bewegen, fir an Energieeffizienz ze investéieren, fir d'Produktioun an erneierbaren Energien ze förderen an domadder den Ëmweltschutz weiderzedreien.

Dese Projet de loi reit sech an d'Aarbechte vun der Regierung an, esou wéi et am Regierungsprogramm steet, géint de Klimawandel ze kämpfen an déi national wéi international Ziler ze errechen.

Zu den Avisen. A sengem Avis vum 24. August 2009 begréisst d'Chambre des Métiers d'Décisiounen vun der Regierung, fir den neie staatleche Regime iwwert d'Hëllef op de virgenannte Règlement général d'exemption par catégorie unzewenden.

D'Chambre des Métiers bemängelt, datt zwee Ministèren - de Ministère de l'Économie et du Commerce, den Energieministère souwéi de Ministère des Classes moyennes - fir staatlech Hëllef am Ëmweltberäich fir Betriber zoustänneg sinn, an hätt gären, datt d'Kompetenze vun all Ministère no bause kloer definéiert ginn.

Dëst war och eng Diskussioun an der parlamentarescher Wirtschaftskommissioun. An esou ass festgehale ginn, fir un d'Regierung e Courrier ze maachen, fir e Relevé vun de staatlechen Hëllef vun deenen

zwee Ministèren opzestellen - dëst am Sënn vun enger Simplification administrative - an dat de Betriber och da matzedeele.

D'Chambre de Commerce huet keng fundamental Kritik un dësem Projet de loi. Et waren och nach Prises de position vum Institut des réviseurs d'entreprises a vum Mouvement écologique do, déi an der Wirtschaftskommissioun diskutéiert gi sinn.

Zum Avis vum Statsrot vum 22. September 2009 kommen ech elo. De Statsrot freet sech, ob et wichteg ass an och richtig ass, fir sämtlech Definitionen, déi am Règlement communautaire stinn, an déi national Gesetzgebung ze iwwerdroen. D'Kommissioun war sech eeneg an deem Punkt, fir dës Definitionen ze iwwerhuelen, an dëst am Sënn vun enger besserer Transparenz an Informationspolitik.

De Statsrot huet dräi Opposition-formellen. Am Projet de loi ware staatlech Hëllefens ursprüngelech nëmme fir d'Société-commercielle virgesinn. Dës Restriktion ass net am Aklang mam Respect du principe constitutionnel d'égalité devant la loi. D'Kommissioun an d'Regierung hu sech dem Avis vum Statsrot ralliéiert an all Entreprises a physesch Persounen, déi eng industriell, kommerziell an artisanal Aktivitéit ausüben, dëst op d'Referenz vun der Loi modifiée vum 28. Dezember 1988, och wat déi fräiberufflech Aktivitéite betrëfft, ugepasst;

Déi aner zwou Opposition-formellé waren, wat d'Demanden an d'Procédure d'examen vun den Demanden ubelaangt, ageleucht. De Statsrot verlaangt, datt an dësem Fall prezis Kritären, wat d'Veerdeelung vun de staatlechen Hëllefens ubelaangt, souwéi eng prezis Opzielung vun den Informatiounen an den Donnéeën, déi vum Wirtschaftsministère gefrot ginn.

D'Kommissioun huet sech iwwer Amendementer souwéi Ëmännerungen dem Avis vum Statsrot ralliéiert. An de Statsrot war och averstan a sengem Avis complémentaire, deen en den 18. Dezember 2009 matgedeelt huet, mat dësen Amendementer a Modifikatiounen, also och mat dësem Projet de loi.

Eng aner Remarque war, datt am Projet de loi Rieds war iwwert d'Terminologie vu Ministres compétents, dat heescht, wat fir eng Ministèren dann zoustänneg sinn. An och do huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot gedeelt, fir d'Ministèren ze definéieren, an zwar mat „Ministre ayant dans ses attributions l'économie“ an „Ministre ayant dans ses attributions les finances“.

Eng aner Fro war, firwat zwee Ministèren an dësem Projet de loi virkommen. Dëst erlaabt ganz einfach e Contrôle mutuel ministériel, an de Sënn vun der Simplification administrative ass awer ginn, well de Wirtschaftsministère eleng fir d'Demanden am Dossier zoustänneg ass.

Fir déi méi detailléiert Analys vum Avis vum Statsrot verweisen ech gären op mäi schréffleche Rapport.

Eng aner Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun war och, firwat an dësem Projet de loi Privatpersounen net erwähnt sinn. Et kann ee festhalen, an de Minister huet et virdru bemierkt, datt an dësem Kontext d'staatlech Hëllefens am Kader vun den erneierbaren Energië fir Privatpersounen vum Ministère du Développement durable behandelt ginn.

Eng aner Fro war d'Fro vun der Albausanieierung, déi sech gestallt huet. Den Objectif primaire vun dësem Projet de loi ass jo am Kader vun der Activité commerciale, industrielle an artisanale. Albausanieierung ass net ausgeschloss, wa se an de Kader vun der Demande, an an deem Fall am Sënn vun dësem Projet de loi ass. Och ass et interessant ze wëssen, datt de Wirtschaftsministère an der Vergaangenheet, am Kader vum ale Gesetz vum 22. Februar 2004, nëmme mat enger handvoll Dossiere konfrontéiert war an esou leider nach keng richtig Erfahrungswärter huet.

An der Hoffnung, datt dëst neit Gesetz vun den Entreprises genotzt gëtt, dëst am Sënn

vun enger aktiver Ëmweltpolitik, ginn ech heimadde den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Claude Haagen Merci, an als éischte Riedner ass den Här Eischen agebroen. Här Félix Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Échec vun der Klimakonferenz vu Kopenhagen, un déi ganz vill Erwaardunge gebonne waren, huet d'Lëtzebuurger Regierung decidéiert, de Kapp net an de Sand ze stiechen, mä de Klimaschutz mat aller Kraaft a Moyene weiderzedreiw. D'Prioritéiten an d'Zilsetzung si kloer an daitlech. Et muss probéiert ginn, esou vill wéi méiglech Moosnamen iwwert den nationale Wee ze maachen, sief dat am Beräich vum Bau, dem Energiespueren, an och nach am Ausbau vun den alternativen Energien. An deem Sënn huet d'Regierung decidéiert, en nationale Pakt fir Klimaschutz an nohalteger Entwécklung op d'Been ze stellen, wou de Minister Marco Schank eis virgëschter jo an der Froestonn d'Haaptlinien an d'Stousrichtungen virgezeechent huet.

Ee Stéck an deem ganze Puzzle stellt och sécherlech de Gesetzestext 6059 duer, dee mer haut de Mëtteg hei zur Ofstëmmung wäerte bréngen. Den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Claude Haagen, huet a sengem detailléierte mëndleche wéi och schréffleche Rapport, fir deen ech hie wëll félicitéieren, déi einzel Dispositiounen vun deem Gesetz erkläert, a soen him am Numm vun der CSV-Fraktioun e grouse Merci fir seng Aarbecht.

Mir begrëssen ausdrécklech d'Afféiere respektiv d'Weiderféiere vun dësem Hëllefensregime fir Entreprises, déi bereet sinn, sech méi aktiv an de Klimaschutz anzubringen. Sou ginn d'Investissementen an d'Energiespueren, an d'Cogénération an och an d'Stroumproduktioun duerch erneierbar Energië weider ënnerstëtzt. Och d'Erstelle vun Ëmweltetüde fällt ënnert d'Konditioun, fir kënne vun dësen Aiden ze profitéieren. Op d'Detailer wëll ech net weider agoen, datt huet de Rapporteur ausféierlech gemaach.

Et kann an et soll ee sech awer och d'Fro stellen, ob et net nach aner Moyene gëtt wéi där finanzieller, fir dass d'Betriber sech méi an Ëmweltfroe sollen engagéieren. Et ass wuel gewosst, dass de Wee dacks iwwert déi finanziell Ureizer muss lafen, fir zu engem Zil ze kommen. Wie geet scho vu sech aus, an ouni Ënnerstëtzung, op de Wee sech, a sengem Betrieb méi streng Normen opzeerleeën, wéi se um communautären Niveau virgeschriwwen sinn? An dach gëtt et Patronen, déi d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn, déi froen: „Wat kann ech maachen?“ Och hinne sollt een, nieft der finanzieller Hëllef, am Fall vun Ëmweltfrëndlechen Efforte mat Rot zur Säit stoen, se oplären a se sensibiliséieren.

An deem Kontext soll ee sech dann och d'Fro no der Vereinfachung, der Simplificatioun stellen, wéi a wou d'Betriber sech kënne kuerzfristeg a gescheit informéieren. Een zentralen Energieberoder fir d'Entreprise géif Sënn maachen, ähnlech nom Modell fir d'Demande vun de Privatleit. De Stat sollt op enger Plaz den Entreprises eng Offer an deem Sënn ubidden, déi da kann, awer net muss ugeholl ginn.

E Betrieb soll seng Äntwert séier a kompetent kréien, net dass de Patron mat sengem gudden Willen no zéng Telefonen ouni gescheit Äntwert schonn um Enn ass. Hien huet jo u sech aner Saachen ze dinn. Als Alleréisch ass hie jo do fir säi Betrieb um Liewen ze halen. Och dës Iwwerleung gesi mir als Aufgab nieft der finanzieller Ënnerstëtzung un.

An der Saach begrësse mer ganz kloer déi einzel Aiden, déi vun den Entreprises kënnen ugefrot ginn. All Invest an den Ëmweltschutz, do si mer eis eens, déngt en fin de compte net nëmme der Allgemengheet, mä mëttel- a laangfristeg och den Entreprises selwer.

Här President, wann Der erlaabt, nach kuerz zwou Froen um Enn. Interessant wier et ze wëssen, ob dru geduecht gëtt en cours de route en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vum Gesetz ze maachen, mat de Leit um Terrain, fir ze kucken, wat gräift a wat net, an ob net vläicht missten op verschidde Beräicher Upassunge gemaach ginn, wa kloer ass, dass d'Aiden eventuell no enger Zäit net dat bréngen wéi geduecht. An deem Kontext wier et och interessant ze wëssen, wat tëscht 2004 an elo an dësem Beräich dann ausgeschott ginn ass.

Zu gudder Lescht ass och ze begrëssen, dass déi reng finanziell Aiden elo emol bis 2013 begrenzt sinn, an der Hoffnung, dass dat, wat elo subventionéiert gëtt, iergendwann eng kéier Standard ass.

Mat dësen Iwwerleunge wëll ech ophalen, Här President, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Eischen Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Bauler agebroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Klimagipfel vu Kopenhagen aus europäescher a lëtzebuergescher Siicht net zu zefridde stellende Resultater gefouert huet, stellt een dach fest, datt weltwäit divers State grouss Efforte maachen, fir a gréng Technologien ze investéieren, an domat d'CO₂-Emissiounen reduzéiere wëllen.

Am internationale Courier vun „The Economist“ stoung zum Beispill viru kuerzem ze liesen, datt China am asiatesche Raum déi ambitiëst Politik op deem Plang bedreift. 148 Milliarden Euro, dat entsprécht engem Drëttel vum chinesisches Konjunkturplang, ginn an Eko-Technologien investéiert. China wëll domadder den Undeel un erneierbaren Energien op 10% erhéijen. Och Südkorea huet aus de gréngen Technologien en Eckstee vu senger nationaler Politik gemaach - esou schreift den „Economist“ - an investéiert bis 2012 ronn 40 Milliarden Euro an ënnerschiddlech Projeten. Hei gëtt mat allerlee Instrumenter geschafft, déi vu steuerlechen Incentiven, Kreditgarantien bis iwwer Subventionen fir d'Betriber ginn.

Net méi spéit wéi de 5. Januar huet d'„Süddeutsche Zeitung“ iwwer e Grupp vun europäesche Länner beriicht, déi gewëllt wieren, e Réseau vun Héichspannungsleitungen ënnert dem Mier opzebauen, mat deenen d'Wandparken am Nordmier, d'Marée-motricen laanscht déi belsch an dänesch Küsten souwéi d'Wanda Solarparken um europäesche Kontinent matenee verbonne wieren. Nieft Däitschland, England, Dänemark, Holland, Irland an Norwegen wier och Lëtzebuerg bereet, sech un dësem Projet ze bedeelegen. E Projet, deen iwwerengs 30 Milliarden Euro kaschte géif, an deen d'Part vun den erneierbaren Energien an der EU an enger kuerzer Zäitspaan eropsetze géif. De Claude Meisch huet dozou eng parlamentaresch Fro gestallt.

Wat och ëmmer un dësem Projet drun ass, et muss ee jiddefalls feststellen, datt weltwäit e Prozess vun Ëmdenken amgang ass, dee Friichten droe wäert. Och wa Länner wéi China sech alles, mä net rühmlech um Klimaschutz beholl hunn, esou d'äerf een awer net vergiessen, datt si et längst verstan hunn, datt am Maart vun de gréngen Technologien en enormt Wuesstempotenzial läit. Déi sougenannt Schwellenländer wëssen, datt den Ëmweltschutz mëttlerweil eng wesentlech Komponent vun der Wirtschaftspolitik ass.

Och heiheem ass de Schutz vun der natierlecher Ëmwelt an déi rationell Notzung vun den natierlechen Ressourcen zënter dem Ufank vun den 90er Joren en Haaptuleies vun deene verschiddene Regierungen gewiescht. Si schreiw sech kloer an d'Lissabon-Strategie an, déi aus der nohalteger Entwécklung e Pilier fir méi Wuesstum gemaach hunn, e Wuesstum, dee méi Aarbecht soll schafen, d'Kompetitivitéit erhalen an d'Sécherheet an der Energieversuergung garantéiere soll.

D'Konkurrenz tëscht de Wirtschaftsbléck entscheet sech also méi a méi och op ekologeschem Plang, an duerfir ass et evident,

datt grad d'Betriber Ustrengeunge maache mussen, fir zum Beispill nei Energiequellen ze notzen oder fir Energie anzespieren. Et ass och wichteg, datt si an deem Sënn geziilt ënnerstëtzt ginn, wa si ekologesch Akzenter mat hiren Investissementen setzen. Dat ass de But vum Gesetzesprojet 6059, mat deem en neie gesetzleche Kader fir d'Hëllefensregime agefouert gëtt, deen d'Betriber encouragéiert, Investitiounen ze tätigen, déi e bessere Schutz vun der Ëmwelt an eng méi wierksam Notzung vun Energiequellen erméiglechen.

Wéi de Rapporteur ënnerstrach huet, gëtt mat dësem Gesetzesprojet déi bestehend Legislatioun vun 2004 ersat. Et verwonnert och net, datt d'Chambre de Commerce dësem Gesetzesprojet gutt gesénnt ass, grad well déi staatlech Hëllefens dozou bädroen, datt d'Betriber, déi an de Böss dovunner kommen, méi kompetitiv ginn a finanziell entlaascht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an der Kommissioun iwwert déi verschidden Observatiounen an Oppositionen vum Statsrot diskutéiert. Erlaabt mer an deem Kontext e puer Remarquen.

Éischters, et ass gutt, datt am Artikel 1 déi zwee Ministèren, déi betraff sinn, prezis genannt ginn. De Rapporteur huet et gesot, en huet einfach vu Ministres compétents geschwat. Et sinn dat engersäits de Wirtschaftsminister an anersäits de Finanzminister, déi de Stat vertrieben an déi d'Entscheidung fir den Octroi vu Statshëllefens huelen.

D'Praxis an d'Erfahrungen aus de leschte Jore weisen, datt déi getrennten Décisionskompetenz net als Nodeel gesi gëtt, mä als en Ureiz, fir déi jeeweileg Demandé besser ze begrënnen an esou de Finanzminister ze iwwerzeegen, datt se effektiv en ekologeschen an ekonomesche Gewinn oder besser gesot e Méiwäert duerstellen. Dowéinst muss de Finanzminister an den Entscheidungsprozess mat agebonne ginn, fir vun Ufank u finanziell Iwwerraschungen ze vermeiden, zumools wou de Budgetartikel, dee fir d'Ëmsetzung vun dëser Gesetzgebung a Fro kënn, een net limitative Kredit virgesäit.

Den Investitionsprogramm beziehungsweise -rhythmus vun de Betriber ass an dësem Kontext kaum viruszugesinn, esou datt den Octroi vun öffentlechen Gelder enger gewëssener Kontroll ënnerworfen muss sinn. Mir schléissen eis deem Constat un an hoffen, datt d'Dossieren trotz duebeler ministerieller Kompetenz och weiderhin zügel behandelt kënnen ginn, an et also och an Zukunft kee Geschleefs op administrativem Plang gëtt.

Ech wollt awer an dësem Zesammenhang op d'Kritik vun der Chambre des Métiers agoen, déi Diskriminatiounen duerch d'Existenz vun zwee parallellen Hëllefensregime - deen ee fir de Mëtzelstand an deen anere fir d'Wirtschaft an den Aussenhandel - net ausschléisst. D'Montante vun de verschiddenen Hëllefens, déi virgesi sinn, wieren net identesch, bemierkt d'Chambre des Métiers, esou datt e Betrieb eventuell bei déi zwee Ministère sondéiere geet, fir ze kucken, wou e besser ewechkënn. D'Handwierkerkummer ass och der Meinung, datt dëst net nëmme diskriminatesch, mä och kaum zu enger gerechter Konkurrenz bäidreit, déi och net konform zum generelle Prinzip vun enger besserer Reglementatioun an der administrativer Vereinfachung wier, déi d'Regierung ustriift, mengt d'Handwierkerkummer an hirem Avis. A si fügt bäi, datt et bei de Betriber zu Konfusiounen komme kann, well se ebe mat zwee Ministèren ze dinn hunn, wou se hir Demande erareche kënnen.

D'DP weist an dësem Kontext drop hin, wéi wichteg et gewiescht wier, fir e gemeinsame Ministère, dee fir all ekonomesch Aktivitéiten zoustänneg ass, ob et sech elo ëm kleng, mëttelgrouss oder grouss Betriber handelt, ze schafen. Eng Zesummeleung vun de wirtschaftleche Kompetenzen an Aufgabefelder an engem eenzege Ministère hätt, eiser Iwwerzeugung no, zu méi Transparenz an Uniformitéit beim Verdeeel vu staatlechen Aidë bäidreien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Erlaabt mer dann eng zweet Remarque. Et wier och wünschenswäert, wann dee ganze Sub-

ventionssystem méi iwwersichtlech wier a wann et allgemeng méi kloer wier - et gouf och schonn ugeschnidden -, wie vu wat fir engen Aidé profitéiere kann. Hei besteet eiser Meenung no nach Handlungsbedarf, fir datt all Demandeuere, ob Konsumenten oder Betriber, den Duerchbléck duerch de Subventionssystem kënne kréien.

D'Diskussionen an der Kommissioun hu bis zum Schluss gewisen, datt am Beräich vun der Subventionéierung vu Mossnamen, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, méi Kompetenz a méi Kohärenz a méi Kloeerheet ugesot sinn, fir datt all potenziellen Demandeur weess, u wat fir e Ministère e sech à la fin du compte soll wenden. Hei besteet also nach Handlungsbedarf.

Am éischten Entwurf - de Rapporteur huet et ugeschnidden - vun deem Gesetzesprojet waren et d'Sociétés commerciales, déi an de Genoss vun dësen Hëlleflefen hätte komme kënne an déi liberal Beruffer. De Statsrot huet sech zu Recht gefrot, firwat Architekten, Ingénieurs-Conseils oder Experts comptable an de Genoss vun dësen Hëlleflefen hätte komme kéinten. Den éischte Paragraph vum drëtten Artikel ass an der Kommissioun reformuléiert ginn an e viséiert elo all Betriber a Privatpersounen, déi iwwer eng Autorisation d'établissement verfügen an entweder eng industriell, eng kommerziell oder eng handwierklech Aktivitéit ausüben.

Wichtig ass eenzeg an eleng, dat ass d'Meenung vun der DP, datt hei deene Betriber geholléif gëtt, déi enger regelméisser Produktionsaktivitéit noginn. D'Subsiden, déi si kréie kënne, sollen hiren ekologesche Foussofrock verkleinere, hiren Energieverbrauch reduzéieren an hir Wettbewerbsfäegkeet steigere.

Eng drëtt a lescht Remarque zu deem Gesetzesprojet. Et betrëfft den Artikel 12, Paragraph 4. Et ass richtig esou, datt de Minister de Versement vun öffentlechen Aiden u speziell Konditione banne kann. Dës Konditione kënne zum Beispill eng Kapitalerhéijung sinn oder verschidden Engagementer, zum Beispill den Erhalt vun der intellektueller Propriétéit um Standuert Lëtzebuerg, mat deenen ee soumat Aarbechtsplazen heiheem séchere kann. An et ass och berechtigt, datt de Wirtschaftsminister de Remboursement vu finanziellen Hëlleflefen verlaangt, wann et sech erausstelle sollt oder soll, datt déi Fongen net korrekt verwennt ginn, oder wann de Betriber seng Dieren zoumécht, bezéiungsweis et zu enger deelweiser Astellung vun Aktivitéiten um Site Lëtzebuerg kéint.

Mir liewen en enger méi wéi jee internationalisierter Economie, an där ëmmer méi e gieregt Profitdenken iwwerhand hält. De Stat muss seng Verantwortung iwwerhuelen an all déi ausbremsen, déi Kapital hin an hier bewege wëllen, ouni sech ëm déi sozial Konsequenze vun dëse Mouvementer ze këmmere. D'Erfahrung aus de leschte Méint a Wochen huet eis gewisen, datt déi dote Fäll sech ëmmer méi dacks stellen. Eng Délocalisation, déi ekonomesch net novollzéierbar ass, muss als Konsequenz hunn, datt staatlech Hëlleflefen zréckbezuelt ginn. Am Artikel 16 vun deem Gesetzesprojet ass dat esou virgesinn, a mir als Demokratesch Partei kënne dat nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Wieder ze soen, déi iwwer de Kader vun deem Gesetz erausginn. D'DP huet an der Vergaangeneheet eng ganz Rétsch, eng ganz Rei vu Propositione gemaach, wéi een eng méi grouss Dynamik an de Beräich vun der Energieeffizienz kéint kréien. Eng Propos war ënner anerem den „Energiespuer-Contracting“. Fir d'Betriber ass et esou, datt si fir d'éischt emol en Invest an d'Energieeffizienz vun hire Gebaier oder an d'Infrastrukture vun den erneierbaren Energie mussen leeschten, fir dann duerno manner Ausgabe kënne ze hunn. An dëser Situation bitt sech eng Form vu Contracting un, wou zum Beispill eng Bank wéi d'SNCI kéint d'Virfinanzéierung iwwerhuelen, an de Prêt iwwer d'Aspuerunge bei den Energiekäschte kéint zréckbezuelt ginn.

Ech ginn dovunner aus, datt et esou ähnlech Projeten haut scho bei der SNCI gëtt oder datt se do lafen. Ëmsou méi einfach misst et da sinn, fir e Pak aus Subventionen a gënschtege Kreditter ze maachen,

mat deem een offensiv op d'Betriber kann zougouen. Déi steigend Energiekäschte bidden eis déi eemoleg Geleeënheet, datt sech Investitiounen an d'Energieeffizienz dacks schonn innerhalb vu weënege Jore bezuelt maachen, esou datt d'Ëmwelt an d'Betriber dovunner profitéiere kënne.

Dëst geléngt eis awer nëmmen, wa mer et fäerdeg bréngen, ouni grouss bürokrateschen Opwand, de Betriber den Zougank zu de finanziellen Hëlleflefen esou liicht wéi méiglech ze maachen. Dëst geléngt eis nëmmen, wa mer net laanscht d'Besoine vun de Betriber subventionéieren.

Wat bréngt et eis, wa mer zéng, 20 oder 30% vun engem Projet de Betriber iwwer e Subsid zur Verfügung stellen, wa se a Krisenzäiten déi reschtlech Suen net hunn? Mir sollten duerfir spéider genau kucken, wéi wirksam déi Mesur sinn - et ass schonn ugeklungen -, iwwer déi mer haut entscheeden, a se gegebenenfalls dann och upassen. Dëst geléngt eis nëmmen, wa mer innovéieren. Fir d'DP ass et esou, datt ee sech net op d'Subventionslogik verstäipen däerf, mä datt ee méi wäit muss kucken, fir déi beschte Strategie ze fannen, fir eis Betriber finanziell ze ënnerstëtzen.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Claude Haagen, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Bericht félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt am Ufank am Numm vun de Gréngen dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Hien ass jo och schonn a sengem mëndleche Bericht op déi grouss Linne vun deem Gesetz hei agaangen an och op eng ganz Rei vu Problematiken, déi mir an der Kommissioun opgeworf hunn, och ausféierlech agaangen, esou dass ech och nëmmen op e puer méi konkret Proposen aus deem Gesetz méi genee agoe wëll, an duerfir dat och vläicht e bësse méi kuerz da maachen.

Ech brauch och net méi op d'Wichtigkeet an op d'Noutwendegkeet vun deem Gesetz anzegoen, well alleguerte meng Virriedner hu scho méi oder manner dorüwer diskutéiert.

Vläicht zum Champ d'application selwer: An deem Zesammenhang goufen eng Rei vu Froen an der Kommissioun opgeworf, wien da schlussendlech vun dësen Aiden alles ka profitéieren a wien net. Dëst Gesetz viséiert jo haaptsächlech u sech d'Entreprises, Entreprises, déi awer erëm vun ënnerschiddleche Ministère begleet ginn, wat och schonn deen een oder anere Virriedner hei gesot huet. Duerfir huet d'Kommissioun jo och e Bréif un d'Regierung formuléiert mat der Opforderung, eng Lëscht ze erstellen, fir sämtlech Aiden, déi et gëtt, emol opzeschlüsselen.

Niewent dësen Ëmweltaidé kréien d'Betriber jo bekanntlech eng ganz Rei vun zousätzlechen Aiden an Hëllefstellungen, déi awer erëm vun ënnerschiddleche Ministère ofhänken, wat u sech fir den einzelnen Demandeur et net grad ganz einfach mécht, sief dat am Mëtzelstandsmintère oder och nach am Wirtschaftsministère.

Deeselwechten Exercice géllt awer och fir de Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz. Och do sinn eng ganz Rei vun Iwwerschnidungen ze fannen tëschent dem Ëmweltministère oder besser gesot dem heitegen Nohaltegkeetsministère an dem Energieministère. Dobäi ass et och besonnesch wichtig ze ënnersichen, ob all Secteuren ofgedeckt ginn.

Sou stellt sech ëmmer nees d'Fro, a wéi e Beräich zum Beispill déi grouss Immobiliegebaier respektiv d'Kollektivwunnenge falen. Well do besonnesch, de Minister huet et virdrun an der Heure de questions scho beäntwert, datt vill ze huelen ass, well an der Energieeffizienz, am Energiespieren u sech ganz vill dran ass. Duerfir

sinn ech och frou ze héieren, dass dat Reglement fir d'Subventionéierung vun Albausanéierung, insbesondere a gréisserer Gebaier, dann elo um Instanzeweeg ass.

Ech mengen awer, dass dëst Gesetz trotzdem eng Lück opléisst, an doduerch och kënne Gebaier iwwer dëst Gesetz subventionéiert ginn, well, wann d'Gebai zum Betriebsfunktionement vum Betriber bäidréit, denken ech, dass och dëst Gesetz kann déi eng oder aner Aide maachen. Ech wënsche mer dann duerfir, dass d'Regierung, ier d'Debatten ufänken iwwer de Klimapackage, wéi vidru scho gesot ginn ass, eng Zesummstellung mécht an eng Quersumméierung mécht, wou a wéi eng Subventionéierung a wéi enge Ministère iwwerall ze fanne sinn.

Vläicht e puer Remarques zu den Aidé selwer. Denken, dass duerch dëst Gesetz och e groussen Deel vun der Energieproblematik ofgedeckt gëtt, iwwer d'Etüde bis hin zu enger besserer an effikasser Nutzung vu klassischer Energieproduktioun, wéi d'Cogénératioun bis hin zu der Produktioun vun erneierbaren Energien kommen duerch dëst Gesetz an de Genoss vu spezifeschen Hëllefstellungen, mat deelweis relativen Tauxen och.

Besonnesch d'Hëllefstellung fir méi héich Ëmweltnormen anzeféieren, och wann déi zum Beispill zu Bréissel nach net iwwer eng Direktiv festgeluecht gi si respektiv och nach net hei zu Lëtzebuerg agefouert gi sinn, fannen eis ausdrécklech Ënnerstëtzung.

Wou mir awer méi Problemer hunn, ass d'Prozedur vun der Demande an d'Prozedur vun der Zoustëmmung selwer. Hei schéngt et mer nach e groussen Nohuelbedarf ze ginn. De Succès vum ale Gesetz war jo anscheinend net gradesou grouss.

An enger rezenter Question parlementaire vum Här Bausch kann een dat och noliesen. D'Hëllefstellung kënne jo op zwou verschidde Méiglechkeeten ausbezuelt ginn. Eng kéier a Form vun enger Subvention - subvention en capital - an déi zweete kéier op eng „bonification d'intérêts“.

Ech hunn déi Question parlementaire hei derbäi. An dat ass vläicht eng Äntwert op d'Fro vum honorabele Félix Eischen virdrun. Effektiv huet d'Gesetz... Bon, an dëser Question parlementaire ginn net nëmmen d'Aiden am Beräich vun den erneierbaren Energien oder Energieeffizienz opgezéit, mä och aner Aiden. Zum Beispill an der Reduktioun vum Waasserverbrauch, am Recycling an esou weider an esou fort, gesäit een, dass do iwwer d'Bonification d'intérêts nëmmen aacht Demanden dru waren. 2004 gouf e Montant vun zéng Milliounen ausbezuelt, an 2006 zum Beispill just nach vun 130.000, 2007 vun 150.000 Euro, an 2008, no dëser Question parlementaire, goufe souguer guer keng Subventionen ausbezuelt.

Wann een déi Zuele kuckt, muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat ass dat esou? Firwat ginn net méi Aiden ausbezuelt? Waren d'Tauxe vun deem leschte Gesetz dann esou schlecht oder ass d'Prozedur ze vill schwéierfällig? Ass d'Investitionssécherheet, wann een esou e Projet ugeet, ginn am Virfeld? An do sinn ech mer och net ëmmer esou sécher, fir am Virfeld déi néideg Informatiounen zesummenezekréien, fir dann en Dossier fäerdeg ze maachen, fir en dann eranzeginn.

A schlussendlech och d'Promotioun vum Gesetz selwer bei de Betriber dobaussen. Ass déi dann am Néidegen duerghefouert ginn?

Duerfir eng Fro un de Minister vläicht herno bei den Ausféierungen, ob hien eis kënnt e puer Explikatiounen ginn, wou vläicht do déi Ursaache sinn, aus Siicht vum Ministère, a wat si gedenken an déi Richtung ze verbessere, fir insbesondere méi Betriber hei an deem Beräich an d'Boot mat eranzekréien?

Wat mech awer oder wat eis méi stéiert un deem Gesetz, sinn déi relativ vag gehale Kritären, besonnesch wat d'Förderung vun der Energie, erneierbaren Energien ugeet, Kritären, déi engem Investor et relativ schwéier maachen, sech am Virfeld bei der Preparatioun vum Dossier op Hëllefstellung kënne ze verloossen.

Ech zitieren duerfir dee Passage aus dem Gesetz selwer, dat ass den Artikel 12, d'Procédure d'octroi, an do steet ënner anerem, dass fir d'Énergies renouvelables „des orientations en matière de politique énergétique arrêtées par le Gouvernement“.

Dat ass esou breet, dass ee sech do guer net zréckfënnt, wat da genau domadder ze verstoen ass a wou och dat nozeliesen ass, wéi eng Energiepolitik schlussendlech dann hei mat deem Gesetz, insbesondere wéi eng erneierbar Energien et sinn, wéi déi dann elo mat wéi engem Taux gefördert ginn.

Fir mech misst et jo awer esou sinn, dass mer eis do op d'LUXRES-Etüd stäipen, déi eis jo déi Orientatioun gëtt, a wéi eng Richtung mer wollte goen bis d'Joer 2020 respektiv 2050. Vläicht kann de Minister och dorobber duerno eng Explikatioun liwweren.

Fir mech schéngt jiddwerfalls eng groussaarteg Transparenz net erwünscht do gewiescht ze sinn, well soss hätt ee sech méi Méi ginn, fir méi kloer Kritäre festzelleen. Et misst dach méiglech sinn, aus menger Siicht, déi eenzel Beräicher erauszekristalliséieren, a pro Energieträger Subventionskritären opzestellen a jiddwerengem zougängelech ze maachen. Den Energiewandel huet haut jo nach bekanntlech säi Präis, mä bei engem Blocage gëtt et spéider ëmsou méi deier. Souwisou sinn d'Ëmweltkäschten haut schonn ze bezuelen. Haut nach duerch d'Natur selwer, awer leider op hir Käschten erëm, a muer duerch onnéideg Reparaturkäschten.

Wa mer elo awer scho vun de Käschte schwätzen, kommen ech awer net derlaanscht, iwwer weider Käschten ze schwätzen, déi och am Zesammenhang mat deem Gesetz ze gesi sinn. Niewent der Subvention also Gelder, déi an den Invest gestach ginn, déi am Ufank vun der Installatioun ufalen, falen awer och nach eng ganz Rei aner Käschten un, déi net vun deem Gesetz gedeckt ginn. Dat si Käschten, déi besonnesch bei der Produktioun vun erneierbaren Energien, also duerch d'Energie, duerch Cogénératiounsanlagen entstinn an och duerch erneierbar Energien.

Wéi Der wësst, ginn déi Käschten iwwer de Fonds de compensation bezuelt, also iwwer de Stroumpräis beim Endverbraucher, deen en Deel vun de Käschten da matdréit, fir dat alles ze finanzéieren. U sech eng ganz gutt, richtig a wichtig Aktioun an och en Instrument. Wat awer net esou bekannt ass, ass, dass de groussen Deel vun de Käschten duerch déi kleng Verbraucher bezuelt gëtt.

Dat Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, subventionéiert zum Beispill Cogénératiounen an och an och erneierbar Energieanlagen vun Industriebetriber, déi selwer awer nëmmen e minimalen Deel zum Kompensationsfonds bäidroen.

Duerfir hunn ech och eng Motioun préparéiert, fir d'Regierung dorop hinzeweisen, dass déi Ongerechtheet betreffend dem Bäitrag am Fonds de compensation sollt onbedéngt opgehewe ginn.

Vläicht zur Erënerung: De Fonds de compensation ass mat Chiffere vun 22 Milliounen opgedeckt. Vun deenen 22 Milliounen Euro sinn awer 18 Milliounen fir d'Cogénératioun; wat ech och u sech gutt fannen. Nëmmen - vläicht fir d'Fotovoltaik eng kéier ze ernimmen - 1.073.000 Euro sinn deemools, also 2008, fir d'Aspeisungsvergütung vun der Fotovoltaik ausgi ginn. Dëse Betrag vun deenen 22 Milliounen gëtt iwwer de Stroumpräis subventionéiert.

Dee Stroumpräis ass an dräi Kategorien agedeelt. Eng Kategorie ass déi A-Kategorie. Dat sinn allegueren déi Klengverbraucher, wéi mir heibannen, déi ënner 25 Megawatt-Stonne Verbrauch hunn. Déi zweet Kategorie, dat sinn d'Mëtzelbetriber, déi iwwer 25 Megawatt-Stonnen hunn. An dann eng drëtt Kategorie, dat ass d'Kategorie C, déi jo och mat deem Gesetz da viséiert sinn. Déi bezuelen a sech de Minimum vun deem Gesetz.

Esou dass, wa mer d'Rechnung elo opmaachen, nämlech déi nei Adaptatioun vum Fonds de compensation fir 2010, bezuele mir heibanne jiddwer Eenzelen an der Kategorie A 19 Euro pro Megawatt-Stonn; déi an der Kategorie B, also och Mëttelstandsbetriber, bezuele 6,2 pro Megawatt-Stonnen; an d'Betriber C, déi a sech an dësem Gesetz jo Hëllefstellung kréie fir hir Cogénératiounen, bezuelen nëmme 0,75 pro Megawatt-Stonnen.

Mir fannen dat e Skandal. Mir fannen dat eng Ongerechtegheet, well de Präis vun deem Klänge par rapport zu der Industrie 25-mol méi ass; a grad hei d'Cogénératioun zum gréissten Deel vu groussen Industrien... Et ass souguer eng Quersubventionierung vun deene Klängen, déi der Industrie hir Cogénératiounen, hir Wäermt, wat richteg, wat eng gutt Technologie ass, wat eng sennvoll Technologie ass, awer war eng Quersubventioun bedeit...

Mir hätte gär, dass dat Reglement nei iwwerschafft gëtt - nämlech dat Reglement, e Règlement grand-ducal vum 22. Mee 2001, a wat reforméiert ginn ass, modifiéiert ginn ass 2005 -, wou grad d'Kategorie C och nach eng Kéier sollt nogekuckt ginn, an dass C och deeswechten équitable Präis zu dem wichtige Bäitrag, dee mer all wëllen hunn, nämlech zu enger méi nohalterger Energiepolitik hinzekommen, wat de Moment säi Präis eben huet, awer wat no eiser Siicht och jiddweree muss derzou bäidroen.

Duerfir, Här President ginn ech lech déi Motioun. Esou dass ech hoffen, dass och d'Regierung vläicht dat als Ureiz hält, déi Subventioun e bëssen ze iwwerdenken a méi en équitable Verglach oder Aspeisung vun Fonds de compensation hinze kréien.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu que le projet de loi en question règle également les aides aux investissements des entreprises dans la cogénération à haut rendement ainsi que pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables;

- vu que le financement de ces aides est assuré par le fonds de compensation instauré suivant le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 et que ledit fonds est alimenté par des contributions sur la consommation d'électricité à payer par les clients finals de cette source d'énergie;

- considérant que cette contribution varie suivant trois catégories de consommateur d'électricité, à savoir:

- catégorie A: les points de comptage affichant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh,

- catégorie B: les points de comptage affichant une consommation annuelle d'électricité supérieure à 25 MWh, à l'exception des points de comptage qui sont classés dans la catégorie C,

- catégorie C: les entreprises qui ont conclu un accord avec le Gouvernement;

- sachant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001, tandis que la contribution de la catégorie C est fixe, les contributions des catégories A et B sont calculées annuellement et varient en fonction des coûts nets des différents gestionnaires de réseau d'électricité et en tenant compte de reports éventuels;

- sachant que pour le calcul de ces coûts sont considérés également les frais pour l'achat de l'énergie produite dans les installations de cogénération à haut rendement (~80% des coûts totaux) ainsi que pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables (~20% des coûts totaux);

- étant donné que la plupart des installations de cogénération à haut rendement sont exploitées par des entreprises de la catégorie C;

- considérant que récemment les contributions à payer par les clients diffèrent pour les trois catégories en question et ont été fixées par décision de l'ILR pour l'année 2010 comme suit (entre parenthèses les contributions 2009):

- catégorie A: 19 (11,2) € par MWh d'électricité consommée,

- catégorie B: 6,2 (3,6) € par MWh d'électricité consommée,

- catégorie C: 0,75 (0,75) € par MWh d'électricité consommée;

- estimant que suite à l'évaluation du fonds de compensation (2008: 16,9 Mio €; 2009: 20,5 Mio €; 2010: 31,2 Mio €), le rapport de la contribution par MWh entre la catégorie A et la catégorie C (25 fois plus élevé) ne remplit plus la condition d'une répartition équitable des charges pour l'alimentation de ce fond,

invite le Gouvernement

- à modifier le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 afin de rétablir un rapport plus équitable entre les différentes catégories de consommateurs d'électricité pour l'alimentation du fonds de compensation;

- à modifier notamment la contribution de la catégorie C en créant une relation entre le taux de contribution et les coûts nets des gestionnaires de réseau.

(s.) Henri Kox, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Duerfir, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. D'Gesetz u sech fanne mer gutt. De Fong ass souguer tipptopp, well e ganze Beräich vun Aidé virgesinn ass a ville Sparte vun der Energiespierung, iwwer effizient Energienutzung bis hin zu der erneierbarer Energie wéi och d'Cogénératiounen.

Mir hunn awer e Problem effektiv mat der Ëmsetzung vun deem Gesetz. Dat hu mer jo gesi mat der Unzuel vu Betriber, déi am vieregte Gesetz d'Ënnerstëtzung kritt hunn. Mir wëllen awer trotzdeem hei dem Gesetz nach eng Kéier déi néideg Chance ginn. An duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëst Gesetz mat, an der Hoffnung, dass déi Kritären iwwerschafft ginn, an och an der Hoffnung, dass méi eng équitable Opdeelung vun de Käschte vum Fonds de compensation gemaach gëtt.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kox als leschte Riedner Merci. Elo kritt d'Wuert de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dir Damen an Dir Hären. Erlaabt mer, Här President, dass ech der gesamter Kommissioun en extrae Merci ausdrécken a selbstverständlech och haaptsächlech dem Rapporteur.

Ech muss soen, dat Gesetz hei, wat déposéiert ginn ass am Juni, un deem ass vill geschafft ginn. De Conseil d'État huet en Avis ofginn, deen a senger éischter Lecture op alle Fall Ulass ginn huet zu villen Diskussiounen. An ech mengen, déi Aarbecht, déi elo an der Kommissioun zesumme mat menge Leit gemaach ginn ass, verdéngt op alle Fall vu menger Säit e ganz grouse Merci.

Dir hutt wäitgehendst deen Text kënnen verbesseren opgrond vun enger ganzer Rei Ureugungen, déi komm sinn, och aus Äre Reien. An ech mengen, dat Gesetz ass elo esou, dass een - an dat mierkt Der jo och, dass jiddweree dat elo wëllt stëmmen - awer ka soen, dass mer hei e grouse Schrëtt no vir maachen.

Dat soll u sech d'Panoplie vun deenen Texter, déi mer haut hunn, fir de Betriber entgéintzekommen, komplettéieren. Ech erënneren drun, dass mer jo d'Regionalhëllef hunn. Ech erënneren drun, dass mer d'Hëllefstellung hu fir alles, wat Recherche, Développement an Innovatioun ass.

An dat, wat gefeelt huet, war am Fong geholl méi e komplett Gesetz an och méi e kloert Gesetz iwwert dat, wat ee vun Hëllefstellung ka maachen, wann een am Beräich vun Energiespieren an Ëmweltschutz wëllt investéieren. Dat ass dann heimat gemaach.

An ech mengen och, dass mer domadder deen noutwendegen Incentive gi fir de Betriber, wou mer jo de Wonsch haten, dass déi Betriber aner Betriber wäeren no där

Kris, déi mer elo amgaange sinn ze bewältegen, déi méi effizient schaffen, an do duerch och hire Produkter en aneren Niveau de qualité kënnen bidden. Well de Konsument, souwuel am B2C wéi am B2B, ass ewell opmierksam dorop iwwert d'Aart a Weis och wéi e Betriber funktionéiert, och wéi e Betriber selwer probéiert, seng Responsabilitéit an deem Domän wouerzehuelen.

Et ass richteg, dass an deem Gesetz eng Rei Kann-Bestëmmungen dra sinn. Déi sinn och noutwendeg. Dat hei Gesetz ass keen anert a senger grousser Ausriichtung wéi déi, déi mer scho par ailleurs hunn. An duerfir solle mer eis an der Philosophie do net elo wäit ewechbewegen.

Dee Ministère, deem ech elo dierf virstoen, deen huet säit Jorzéngten Erfahrung a Subventioun mat Betriber a weess, dass déi Peut-Klausel noutwendeg ass. Dee weess och, dass et noutwendeg ass, dass ee ka speziell Oplage maachen. Och wann dat deen een oder deen anere mag erstaunen, mä dat ass noutwendeg. Do wëll ech soen, ech kéint ëmmer erëm Beispiller zitieren, wou et ouni dat ewechgeworfent Geld gewiescht wär.

Ech mengen, dat ass och an de Gesprecher jo elo an der Kommissioun wäitgehendst verstane ginn. An ech mengen och, dass de Fait, dass hei de Finanzminister zesumme mam Ekonomiesminister dat do ënnerschreift, bis elo nach net Ulass ginn huet zu gréisser Retarden.

Mir hunn e Guichet unique, dat ass de Wirtschaftsministère. Do gitt Der eran. Et ass do, wou Der higitt, wann Der iergendwéi nei Froen hutt. Et ass do, wou Ären Dossier behandelt gëtt. Et ass do och herno, wou déi Kommissioun siégéiert, wou eng ganz Rei Ministère sätzen, déi jo e Gutachten ofginn iwwert dat do an e Gutachten, un dat de Minister sech hält.

An de Finanzminister ass u sech deen, deen herno duerch seng Ënnerschrëft bekundet, dass en dat och sennvoll ënnerstëtzt. Hien ass net un der Ausaarbechtung bedeelegt. Firwat? Ma well et eng technesch Matière ass, déi vum Wirtschaftsministère wouergeholl gëtt. An duerfir kritt et och kee Retard, de Fait, dass mer do zwou Ënnerschrëften hunn, well déi benoutwendegen nu wierklech net vill Zäit. Esou dass ech mengen, mer domadder gutt liewe kënnen.

Et ass gefrot ginn: Firwat nach ëmmer déi Méiglechkeet, dass ee bei zwou Ministère ka goen? Ouni dass ech an den Detail gi vu menger Meenung, mä ech verstoppe jo net, dass ech ëmmer an eiweg der Meenung war, dass déi zwee Ministère zesummegehéieren. Ech bleiwen där Meenung. D'Regierung huet eppes anescht am Moment an de Koalitiounsverhandlungen duergestallt. An duerfir muss ech mech eben dorunner halen. Mä et ass awer net e Grond, dass ech dat mat grousser Begeeschterung maachen.

Mir hätte ganz vill Diskussiounen manner a mär hätten och vill aner Schwierigkeeten manner, wa mer dat anescht ugaange wäeren. Ma bon, mir sinn eng... Et gëtt eng Koalitiounsregierung, an do hält och e Minister sech un dat, wat do decidéiert ginn ass; och wann dat him net an de Krom passt.

(Interruption)

Neen, ech hunn déi zwou Hänn heibausen.

(Hilarité)

Den Här Eischen huet gefrot, ob mir dann net iergendwou eng Ulafstell hätten, wou d'Betriber déi noutwendeg Rotschléi kréichen, Conseilen an esou weider. Ech muss elo wierklech soen, dass, wann et ëm d'Betriber geet, zumindest och gréisser Betriber, da mengen ech, do gëtt et de Privatsecteur, wou et spezialiséiert Büroer gëtt. An d'Betriber si gebieden, sech dohinne ze wenden.

Ech mengen, si wende sech un eis, wa se net kloer wëssen, wéi et mat de Subventiounen gegebenfalls ass. Mä ech mengen, et ass net um Stat an net un engem Ministère sech wierklech anzemeschen an dat, wat d'Privatbranche am Moment, géif ech behaupten, relativ gutt mécht.

Fir Kleng- a Mëttelbetriber, fir kleng Handwerksbetriber, do gëtt et jo ëmmer d'Méi-

glechkeet, wann et net e komplizéierte Prozess ass, nach bei der Energieagence, déi och Méiglechkeeten huet, lech ze beroden, oder da bei „my energy“, wat awer dann op engem Niveau ass, deen, mengen ech, fir deen Zweck hei vläicht awer ze vill iwwerflächlech nach ass. Mä awer en éischte Kontakt kënnen se roueg do huelen, Informatiounen.

Si kréien der bei der Energieagence, wa se wëllen. Mä, ech mengen, duerno kënnen se bei eis kommen, wann nach Onkloerheet ass an der Prozedur, an der Aart a Weis sech zezeleeren. Mä wann et awer dann op de Prozess ukënnt an ëm Technologie, déi ze verwenden ass, da fannen ech, da gëtt et eben d'Büroen, déi spezialiséiert sinn. An déi sinn och besser outilléiert, dann dat ze maachen.

Dir hutt och gefrot, den Niveau vun der Subventioun; an den Här Kox war esou gentil, mir déi Äntwert ewechzehuelen. Ech soe esou gentil, well ech hat se net haut bei mer. An ech si frou, dass Dir déi genannt hutt.

Et gëtt e Grond, firwat dass effektiv dat esou dramatesch erofgaangen ass an op eemol dat lescht Joer iwwerhaapt näischt ausbezuel ginn ass. Dat huet näischt mat de Betriber ze ginn; et huet och näischt mat der Promotioun bei de Betriber ze dinn. Mä dat Gesetz hat eng ganz staark Onsécherheet. An déi Onsécherheet louch um Niveau vun der Aide d'État. A mir hatten...

Jo! Mir hunn iwwer e Joer gewaart bei der Kommissioun, fir iwwerhaapt emol den „Go“ ze kréie fir dat, wat mer hei maachen. An do virun - wëll ech lech drun erënneren, Här Kox, Dir wësst dat och -, net nëmme am Fonds de compensation hate mer dee Problem, wou mer jorelaang verhandelt hunn an net woussten, ob mer net retroaktiv de Leit missten d'Suen zrëckfroen.

Ech woen net ze bedenken, wat geschitt wär, wa mer réckwierkend bis an den Ufank 2000 de Leit hätte misse d'Suen zrëckfroen, well Elementer dra waren, déi d'Kommissioun net akzeptéiert huet. Dat hu mer elo mëttlerweil behuewen; glécklecherweis soen ech.

Ech muss soen, ech hat Schweesspären op der Stir, well ech Angscht hat, et kéint anescht ausgoen. Dat wëll ech lech soen.

(Interruption)

An ech sinn, an ech muss soen...

Wat mengt Der, Här Gira?

► **Une voix.**- Macht elo eppes fir déi kleng Leit.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Da kënnen mer et elo méi équitable maachen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech kommen nach op Äert Équitable zrëck. Well heiansdo sot Der gläich, heiansdo équitable; et weess een net richteg, wat Der mengt.

(Interruption)

Jo, jo. Ech kommen nach dorop zrëck.

Mä duerfir ass et och esou, dass mir ee Moment gesot hunn: Mir wëllen am Moment näischt ausbezuelen. Dir dierft net vergiessen, dass och, wa mir - hardi, petit - decidéieren, als Ministère eng Hëllef auszebezeelen, a wann et sech herno erausstellt, dass dat eng Aide d'État ass, déi net erlaabt war, dann ass et net de Ministère, dee geklaakt gëtt, dann ass et net de Ministère, deen zrëckbezilt, mä dann ass et de Betriber, deen zrëckbezilt.

A mir haten déi Onsécherheet. An duerfir hu mer drop verzicht. Jo, mir hunn drop verzicht, nach weider Saachen auszebezeelen, well mer vun engem gewëssene Moment aus un net méi richteg woussten, wat d'Kommissioun eis géif erlaben a wat se eis net géif erlaben. An duerfir kënn déi Chute.

Ech hoffen, dass dat elo anescht gëtt. Mir hunn eng relativ gutt Experienz gehat elo beim Gesetz iwwert d'Recherche an d'Innovatioun, wou mer eng gréisser Manifestatioun an der Chambre de Commerce hatten - déi war gerammelt voll - an duerno eng Rei Workshops. Datselwech wëlle mer heimadder maachen.

Ech mengen, mir müssen och de Betriber dat hei wierklech virstellen, och fir Kloer-



heet ze schaafe. Wat ass den Élement d'aide? Dee läit am Differential, wat ech méi maache wéi dat, wat souwisou gefrot ass. An do ginn heiansdo, mengen ech, d'Meenungen an de Käpp vun de Leit schif, well déi mengen, si kréiche 40% op allem, wat se maachen. An dat ass e bësse méi komplizéiert. An duerfir, mengen ech, ass déi Opklärung, déi mer probéiert hatten, bei der Recherche an der Innovatioun ze maachen, dann och elo hei noutwendeg.

Den Här Bauler huet gefrot fir verbëllegt Kreditter, wann ech richtig verstanen hat, bei der SNCI an esou weider. Dir däreft net vergiessen, alles, wat d'SNCI mécht, ass och eng Aide d'État, dat heescht, gëtt ugerechent un dat hei. Et kann een also net elo opgrond vun dësem Gesetz beispillsweis eng Subventioun ginn an dann nach en Élement d'aide iwwert d'SNCI ginn. Deen Élement d'aide gëtt derbäigerechent.

Ech hat och sengerzäit proposéiert, dass mer eng zentral Stell géife schafen, déi all déi Froen do géif begutachten a soen: Hei gi mer iwwert dat eraus, wat d'Aide-d'État-Reglementatioun virgesäit, an hei net.

Et ass gemengt ginn, dat géif ze vill e bürokrateschen Opwand ginn. Moi, je veux bien. Mä wann awer dezentral vill Hëllef kënnen ausbezuelt ginn, dann ass et ni auszeschléissen, dass d'Zomm vun deem Ganzen iwwert den Niveau erausgeet, deen erlaabt ass. An ech warnen do virdrun.

Ech probéieren op alle Fall an eise Minister souwäit wéi méiglech en Iwwerbléck ze behalen, wat nach kann ausbezuelt ginn op anere Plazen, fir nozefroen. Mä eng absolut Garantie hunn ech net. Ech hätt léiwer, mir hätten eng zentral Stell, wou déi Saache gemellt géife ginn, déi een ausbezuelt, a wou een einfach d'Zomm dovunner géif maachen, fir sécher ze sinn, dass een net driwwer läit.

Dat kënnt nach vläicht eng Kéier. Ech mengen, dee klengen Niveau vu Bürokratie, dee mer do géifen erabrängen, deen de Betriber net géif schueden, mä dat héchstens e Problem wär ënner Administratiounen, dee wär ze verkraaften, well e géif verhënneren, dass do Problemer kéinten optrieden.

Déi Kritären, déi den Här Kox gesot huet, déi e bësse vag wäeren: Ech hunn lech gesot, mir hunn Erfahrung domadder an duerfir hu mer et ugepasst un all déi aner Aiden an Aide-Formen, déi mer hunn, well mer gutt Erfahrungen domadder hunn. A bis elo kann ech mech net erënneren, dass d'Betriber sech grouss beklot hätten iwwert d'Aiden, déi se am Wirtschaftsministerium kruten.

Mir lande mat deene Froen net viru Geriicht, mir landen net beim Médiateur, mir landen net an der Press.

(Interruption)

Jo! Dat ass awer e klengt Zeechen, dass dat mat ganz groussen Fangerspëtzegefäll gemaach gëtt. Wann Dir elo gäre op eemol Kritäre mat een, zwee, dräi, véier aféiert, wou null Flexibilitéit ass, da wëll ech dat lech iwwerloossen deen Dag, wou Der d'Responsabilitéit hei hutt. Fir de Moment fueren ech esou weider, wéi och Einzelner vu menge Virgänger dat gemaach hunn; an dat mat Succès, well soss hätte mer vill méi Problemer an deem dote Beräich kruten.

Ech erhoffe mer wierklech en neien Usaz an de Betriber, fir méi wäit ze goe wéi dat, wat just erfuerdert ass per Gesetz a per Reglement iwwert dat hei. Ech hoffen och, dass mer de groussen Zousproch kréien um Niveau vun den Erklärungen, déi mer hinnen elo wëllen zoukomme loossen, dass et net duergeet, dass mer erklären, mä dass se sech och iwwerzeege loossen.

An da bleiwen am Fong geholl just nach Är Iwwerleeungen iwwert de Fonds de compensation, déi a mengen Aen zwar net hei erapassen. Déi net hei erapassen a mengen Aen, well et en anere Sujet ass, awer wierklech e ganz anere Sujet. Ech verstinn, dass Dir vläicht eng Gläichbehandlung vun Industrie/Privatleit an esou hätt.

Mä ech wëll lech just soen: 2001 ass dat agefouert ginn. Do ass et eng Kategorie A a B ginn. 2005 ënner menger Responsabilitéit ass et eng Kategorie C ginn. Bis

dohinner huet d'Industrie net bezuelt. Si ass also do mat erakomm. Mir hunn also viru kuerzem eréischt derfir gesuergt, dass och d'Industrie hir Contributione mécht.

Ech soen lech direkt: Ech wëll net méi wäit goe wéi dat, wat am Moment do ass. An aus deem ganz einfache Grond: Wa mir nach gär weider hei Industrie a Produktioun behalen - an do sinn eenzel Betriber, dat sinn der eben, déi hunn eng grouss Noutwendegkeet vun Elektrizitéit -, dann ass et ganz kloer, dass mir och mussen oppassen, dass mer weiderhi kompetitiv bleiwen.

Wann Dir wëllt, dass d'Wierker vun ArcelorMittal, déi funktionéieren mat Elektresch, zougemaach ginn, da mussen mer wierklech kucken, dass eng Gläichbehandlung tëschent Konsument, klengem Betrib, an engem Betrib, dee ganz vill konsuméiert, kënnt. Da garantéieren ech lech, da mécht nach méi wéi ee grouse Betrib hei zou.

Ech soen lech elo schon, dass ech net domat d'accord sinn an dass ech dat och net wäert ënnerstëtzen. Ech sinn awer bereet, Här Kox, well dat hei menger Meenung no net an de Kontext passt hei, dass mer eng Diskussioun an der Kommissioun féieren.

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, datt den Här Kox lech eng Fro stellt.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech kann dem Här Kox ni net erlaben, mir eng Fro ze stellen. Dat gëtt et jo net.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Ma et huet ganz vill mat dësem Gesetz ze dinn, well iwwert dëst Gesetz industriell Cogénératioun subventionéiert ginn. An de Fonds de compensation, deen zesummegeat gëtt, déi Käschten, déi do entstinn, entstinn zu 80% iwwert d'Cogénératiounen. An dann ass et eng intellektuell Eierlechteket och eng Kéier iwwert d'Käschtenopdeeling ze schwätzen.

Et ka jo awer net sinn, dass just d'Kategorie A fir de ganze Beräich vun dem Fonds de compensation opkënnt, an och den 80%egen Undeel vun de Cogénératiounen deelt. Ech sinn dermat averstanen, dass mer nach eng Kéier déif gräifend dermat diskutéieren, awer et kann awer net sinn, dass de Klengen och d'Käschte vun de Cogénératiounen dréit, déi deels vun der Industrie gemaach ginn an deels Wäermt doriwwer bezéien.

Dat heescht, dass déi kleng Leit u sech d'Quersubventionéierung vun der Hëtzt vun de Betriber maachen. An duerfir huet dat hei mat deem Gesetz ze dinn, well iwwert dëst Gesetz d'Cogénératioun subventionéiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech wär frou gewiescht, wann dat do Är Analys ass - wat meng net ass; mais enfin, déi kann een deelen -, wann Der da gefrot hätt, an der Kommissioun emol doriwwer ze schwätzen. Ech ginn hei konfrontéiert haut... Neen, neen! Ech gi konfrontéiert haut domat. Wann dat dozou gehéiert hätt, sinn ech der Meenung, dass d'Kommissioun hätt sollen driwwer diskutéieren; et sief dann, de Message ass net bis bei mech komm. Mä ech hunn dat net gewosst.

Ech kommen awer gär eng Kéier bei lech, well d'Affär ass liicht méi komplizéiert wéi Dir et maacht. Ech sinn da gäre bereet, mat lech driwwer ze diskutéieren, well et ass d'Cogénératioun, déi effektiv de gréissten Deel opfrësst.

Mä ech wëll lech awer och soen, dass mer - Dir hutt d'Chiffere genannt - elo fir 2010 bei Surcoüten, déi mer kruten...

(Interruption)

Jo! Mir landen elo bei 31 Milliounen. Also Dir erkläert dann awer och dem Consommateur, deen elo ze bezuelen huet, elo dee Surcoüt, deen do komm ass, an dass deen op hien ofgewälzt gëtt. Dann erkläert Der him och, wisou de Gros vun de Bénéficiairen awer Gemenge sinn; Gemengen, déi an der Cogénératioun schaffen.

Also, wann Dir d'Proposition maacht, fir dass ech am Fonds de compensation d'Gemengen, déi jo awer d'öffentlech Hand duerstellen a wou ech awer nu kann der-vun ausgoen, dass se dat selwer droen,

dass déi net méi brauchen déi Subventionéierung iwwert den Tarif ze kréien, do sinn ech direkt mat lech d'accord.

Also, wann Der dat proposéiert, sinn ech direkt dermat d'accord. Do hëllef mer ganz... Ech weess, hei gëtt et vill Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, mä da schwätzt mat deem jonke Mënsch do, deen a Richtung vun där doter...

(Interruption)

Ah jo! Also, wann ee wëllt logesch sinn... Entweder schwätze mer hei vun Industrie oder mir schwätze vu Gemengen. De Gros vun der Cogénératioun gëtt iwwer Gemenge gemaach. Wann Der also e Problem mat der Cogénératioun hutt,...

(Interruption)

...dat fannen ech berechtigt, mä da schwätze mer iwwert den Impakt bei de Gemengen.

Mä Dir gesitt, Här Kox, ech mengen, et ass e bësse méi komplex, wéi weder Dir an ech dat hei elo duergestallt hunn. Duerfir wär ech der Meenung, mir sollen dat do eng Kéier op eng équitabel Aart a Weis - wéi Dir dat nennt - um Niveau vun der Kommissioun maachen. Da kréie mer haut kee Sträit, an da kënne mer haut zesummen dee Projet hei stëmmen.

An ech soen lech op alle Fall Merci. An ech versprechen, dass ech dann och laanschtkommen, fir doriwwer ze schwätzen, awer da mat Chiffres à l'appui, déi ech haut leider net bei mer hunn.

► **M. le Président.**- Sou! Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen... Den Här Kox kritt dann nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Bon, ech kéint elo och nach vill iwwert déi eenzel Zuele schwätzen, mä ech ginn... Et huet... Neen, ech huelen déi Propos un, fir an der Kommissioun, wann dat geet, Här President, an da stellen ech dat zum Vote oder wéi och ëmmer, dass een d'Motioun an d'Kommissioun verweist an dass mer do eng Kéier do driwwer diskutéieren, an da Chiffres à l'appui.

Ech mengen, do gëtt et ganz kontrovers Vuen iwwert d'Opdeeling vun deene Käschten. Et sinn net eleng d'Gemengen, déi Käschten hunn. Awer d'Industrie huet och e ganz groussen Undeel un deene Käschten. An dat wär emol schéin ze gesinn, an da kéint een nach eng Kéier iwwert déi Käschtenopdeeling schwätzen.

► **M. le Président.**- Sou! Ech hu verstan, Här Kox. Dir proposéiert Är Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Ech géif elo emol virschloen, datt mer fir d'éischt iwwert de Projet ofstëmmen, an da komme mer zu der Motioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif dann elo soen, datt d'Ofstëmmen ufänkt. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Mergen), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haag, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Egen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zu der Motioun vun Här Kox, deen hei proposéiert, seng Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ze renvoyéieren.

Kritt dat den Accord hei vum Plenum?

(Assentiment)

Dat schéngt esou de Fall ze sinn. Da wär dat och domadden décidéiert.

Als leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut hu mer d'Interpellatioun vun der Madame Brasseur iwwert de Chantier vum Musée de la Forteresse an de Projet de loi 6071 och iwwert de Musée de la Forteresse. Et hu sech bis elo schon ageschriwwen: den Här Haupt, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo d'Interpellantin, d'Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse

et

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement

- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et

- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg

Exposé

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, a manner wéi engem Mount feiere mer den 13. Gebuertsdag. Den 13. Gebuertsdag vum Vote, dee mer hei geholl hunn iwwert de Musée op den Dräi Eechelen, iwwert de Festungsmusée. E Gesetz, wat 16,5 Milliounen Euro virgesinn huet.

Beim 13. Gebuertsdag huet awer de Musée seng Dieren nach net op, an de Gesamtkäschtepunkt beleeft sech elo op 41.380.693 Euro. Dat ass eng Progressioun vun 150%! 150% kascht et also méi, wéi mer virun 13 Joer hei zesummen décidéiert hunn.

(Interruption)

Dobäi kommen awer nach 200.000 Euro eleng un Entretien- a Reparaturaarbechten, déi elo schon hei ugefall sinn. Da komme Frais de fonctionnement derbäi. Déi hu sech tëschent 2000 bis 2006 op 391.000 Euro belaf, an d'Personalfrais, déi vun 2007 un 350.000 Euro pro Joer bedroen hunn. Well et schafft scho Personal do an engem Musée, deen nach ëmmer zou ass; mä e Gebai, wat awer scho viru siwe Joer fäerdeg gestallt ginn ass. D'Gebai en tant que tel ass also prett.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ob déi enorm héich Zommen, vun deenen ech geschwat hunn, awer elo duerginn, dat ass meng Fro un d'Madame Ministre, well se jo deemools als Statssekretär den 8. August 2007 geschriwwen - an ech zitéieren -: „qu'il n'est pas exclu que les décomptes financiers me soumis à ce jour ne soient exhaustifs, voire exacts“. Do kann een nëmme soen: Wat eng Mëscht! Et wor effektiv eng enorm Mëscht, déi 2007 do virlouch, well d'Madame Statssekretär selwer net wosst, ob déi Konten dann elo richtig wäeren an ob se exhaustiv wäeren.

(Interruption)



Ech hoffen, dass d'Madame Kulturminister ons haut ka soen, ob et dann elo duergeet mat de Finanzen, dat heescht, ob déi, a Frangen ausgedréckt, Zomm vun 1,7 Milliarde Frangen dann elo endlech duergeet, fir dass mer elo op en Enn kommen an ob et keng Surprisé méi gëtt.

Gläich ugangs wëll ech awer betounen, dass mer kengem e Reproche maachen, dass bei der Restauratioun vun ale Gebaier Surprisé kommen. Well et weess een, wann een esou eppes restauréiere geet, dass een ëmmer nach ka Saachen entdecken, vun deenen een am Virus net Bescheed wosst. Et ass och aus deem Grond, dass d'DP-Fraktioun déi Rallonge vu 14,03 Milliounen Euro gestëmmt huet am Joer 2003.

Här President, wann ech am August eng Interpellatioun ugemellt hunn, fir iwwert de Musée op den Dräi Eechelen ze schwätzen, da nennt sech déi Interpellatioun net nëmmen un déi jëtzege Regierung an net nëmmen un dee jëtzege Kulturminister, well et sinn eng ganz Rei vu successive Regierungen a Ministeren, déi hei d'Responsabilitéit droen. Dat geet op déi 80er Joren zréck; an ech denken do u Kulturministere wéi den Här Krieps, den Här Steichen, den Här Santer, d'Madame Jacobs, d'Madame Hennicot, dann den Här Biltgen, d'Madame Modert als Statssekretär an elo als Minister, an de Bauteminister, den Här Goebels.

(Interruptions)

► **Mme le Président.** - D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Här President, a mengen Aen ass de Feeler geschitt... A mengen Aen, Madame President, ass de Feeler geschitt, wéi d'Regierung deemools décidéiert huet, e Musée fir modern Konscht op d'Dräi Eechelen ze setzen. Dee Choix sollt dozou déngen, de Kierchbiere ze beliewen, well de Kierchbiere wierklech keng attraktiv Plaz wor.

Et ass awer net gelongen, well de Mudam ass alles anescht wéi e Publikumsmaagnéit bis elo.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - D'DP hat virgeschloen, fir de Musée fir zäitgenëssesch Konscht op de Plateau...

(Brouhaha)

Madame President, d'DP hat virgeschloen, fir de Musée fir zäitgenëssesch Konscht op de Plateau vum Saint-Esprit ze bauen. Dat hätt évitéiert, dass mer elo op där Plaz e gräisslecht, e grujelech Gebai, eng grujelech Cité judiciaire hunn an engem Stil similitudino-historico-Kitsch.

(Interruptions diverses et hilarité)

Et hätt kënnen verhënnert ginn, dass Kompromësser hu misse gemaach ginn, déi weder gutt fir de Mudam nach fir de Musée de la Forteresse woren.

Mir hunn elo um Kierchbiere zwee Muséeën. An deem engen ass net vill an an deem aneren ass guer näischt dran.

► **Une voix.** - Ooohhh!

(Hilarité et interruptions)

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - An de Kierchbiere ass och doduerch net méi animéiert ginn.

Fir all déi Dérapagé beim Projet vum Festungsmusée gëtt et a mengen Ae véier Hauptgrënn:

Éischtens, et louch kee kloert Konzept vir, wat de Musée de la Forteresse sollt duerstellen, wat seng Missioun sollt sinn, an de Konzept ass en cours de route och nach e puermol geännert ginn.

Zweetens, de Ministère respektiv de Service des Sites et Monuments woren net outilléiert, fir esou e Projet unzegoen an duerchzuführen.

Drëttens, d'Procédurë sinn net agehale ginn, an et hunn och zum Deel keng Procédurë bestanen.

Véiertens, et wor e groussen Duerjernee bei der Gestiou vum Projet.

► **Une voix.** - Dat stëmmt.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - 1997 huet den deemolegen Direkter vum Musée national d'histoire et d'art schonn un de Kulturminister geschriwwen, et soll een dach de Musée op den Dräi Eechelen, de Musée de la Forteresse, dem Musée vun dem Fëschmaart als Annex ënnerstellen, an ech zitieren: «Aussi nous semble-t-il indiqué de faire du Musée de la Forteresse une annexe du Musée national d'histoire et d'art.» Dat wor de 16. Januar 1997.

Et huet bis 2009 gedauert, bis d'Regierung da schlussendlech décidéiert huet, dass dee Musée op den Dräi Eechelen elo vum Musée vum Fëschmaart soll géréiert ginn, dat heescht zwielef Joer duerno! Et ass zwielef Joer also un engem falsche Choix festgehale ginn, e falsche Choix, deen de Steierzueler enorm vill Geld kascht huet!

«Exécution hasardeuse du projet initial», «dérapages financiers», «défaillance des instances de contrôle», «insuffisance de la tutelle du ministre», «...jugent totalement abstrus le fait qu'un musée soit construit en l'absence d'un concept (...) précis», «incurie administrative», «dilapidation des deniers publics», «dépassement phénoménal», «devis trop sommaires et irréalistes», «calamiteux», «ténébreux chantier», «gestion erratique», «fouillis», «bourbier», «lamentable dossier», «scandale», «triste histoire», «chaos», «bateau ivre», dat sinn e puer Zitatiounen aus Rapporten, Avisen an Zeitungartikelen!

(Brouhaha)

Dëst trifft leider alles zou!

Erlaabt mer, Madame President, e puer Bemierkungen iwwert de Mudam ze maachen, wou et jo beim Bau zu kengen Dépassementer komm ass.

Wéi ech a menger Introduktioun gesot hunn, ass dee bis elo kee Publikumsmaagnéit, well et feelt och do un engem grëfefe Konzept. D'Philharmonie, déi bréngt et fäerdeg, e grousse Public ze begeeschteren a Leit och aus der Groussregioun unzezéien, déi regelméisseg an d'Concertë kommen. Dat ass dorop zréckzuführen, dass eng dynamesch a kompetent Direktioun en exzellent Konzept entwéckelt huet, dass eng qualitativ ganz héichwärtig Programmation besteet an dass och de Marketing stëmmt. Ech hoffen, dass deem neien Direkter vum Mudam dat och geléngt.

Et ass net un der Politik, fir sech an den Inhalt vun der Kultur ze mëschen. Mir musen awer derfir suergen, dass déi Infrastrukturen, déi mat enorm villen öffentleche Gelder geschaf ginn, och hir Friichten droen, an et misst een et dach fäerdeg bréngen, Madame Minister, dass eng Ausstellung pro Joer am Mudam organiséiert gëtt, déi wierklech ganz vill Leit unzitt.

Dofir froen ech och, dass d'Madame Kulturminister soll an déi zoustänneg Kommissioun kommen, fir ons Opschluss ze ginn iwwert d'Entwécklung vum Mudam. An ech iwwerreechen lech och, Madame President, an deem Sënn e Brëif, fir d'Madame Kulturminister an d'Kulturkommissioun ze invitéieren.

(Mme Anne Brasseur dépose une lettre sur le bureau de la présidence.)

► **Mme le Président.** - Merci.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Mir musse verhënnern, dass e prachtvollt Gebai - an de Pei-Musée ass e schéint Gebai, wat leider verstoppt doläit a wat een net gesäit; dofir nach eng Kéier, de Choix vum Site wor a mengen Aen e falsche Choix -, dass dee Musée ëmmer manner besicht gëtt, an dass do nach just vun Zäit zu Zäit Manifestatiounen dran organiséiert ginn, wou Troterbattien d'musikalesch Begleitung maachen.

(Interruptions diverses)

Et ass a mengen Ae wichteg, an ech hat dat och an der Kommissioun schonn opgeworf, dass eng Verbindung tëschent dem Mudam an dem Festungsmusée hiergestallt gëtt. Dat hat sengerzäit zu enger enormer Kontrovers gefouert, wéi sollt eng Passerelle gebaut ginn tëschent deenen zwee Gebaier, an d'Unesco huet och nach hire Veto dobäi ageluecht.

Et ass deemools och gefaart gi vun deenen, déi fir de Festungsmusée woren, de Musée d'art moderne géif d'Dräi Eechele

mat accaparéieren an da wär keng Plaz méi fir de Festungsmusée. Duerch eng Verbindung awer vun deenen zwee kéint ee Synergien hierstellen, an dat géif der Gestiou vun deenen zwee Gebaier mat Sécherheet guttdinn an et géif eng nei Dynamik erabrëngen.

Ech hu beispillsweis héieren, dass d'Cafeteria vum Mudam en enormen Defizit mécht. An et kéint een esou Synergie maachen, net nëmmen, wat d'Cafeteria ubelaangt, mä och den Accueil, wat d'Keesen ubelaangt, wat d'Vestiairen ubelaangt, well dat ass jo, esou wéi et virgesinn ass, am Musée de la Forteresse op enger denkbar ongëschteger Plaz.

De 17. Mee 2002 huet d'Stad Lëtzebuerg eng Baugenehmigung erteilt, fir eng Verbindung hierzustellen tëschent dem Mudam engersäits an dem Musée Dräi Eechelen op där anerer Säit, «autorisation pour la construction d'une liaison vitrée entre le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean et le Musée de la Forteresse sis rue du Fort Thüngen à Luxembourg». Déi Baugenehmigung ass awer elo ofgelaf, well näischt do geschitt ass.

Dofir froen ech d'Madame Kulturminister, firwat déi Verbindung net realiséiert ginn ass. Ech si mer bewusst, dass esou eng Verbindung nach zousätzlech Käschte wäert mat sech bréngen, mengen awer, dass déi opgrond vun enger besserer Gestiou vun deenen zwee Muséeën sech op d'Dauer géif bezuelt maachen, souwuel finanziell wéi och kulturell.

Mä zréck zum Musée de la Forteresse. Ech hat véier Hauptgrënn ugefëiert, déi zu deem Desaster gefouert hunn:

Éischtens, kee kloert Konzept vun Ufank un. De Rapporteur vum Projet de loi, fir déi drëtt Rallonge financière elo ze stëmmen, den honorabelen Här Oberweis, dee seet a sengem exzellente Rapport, an ech wëll him och félicitéieren fir déi gutt Aarbecht, déi en do gemaach huet, hie seet awer, et hätt e Konzept bestan. Ech bezweifelen dat an ech sinn net eleng do!

Et hu successiv Groupes de travail, groupes de recherche scientifique, équipes de recherche scientifique, comité d'accompagnement, comité de coordination scientifique, e Grupp, en drëtte Grupp vun Historiker, de Centre de documentation sur la Forteresse de Luxembourg an extern Experten, wéi en Architecte d'intérieur scénographe, e Programmateur muséologique, en Expert historien indépendant, e Lëtzebuerger Historiker, geschafft, ouni dass et zu engem Ofschluss komm ass.

De Büro, dee mat der Programmation muséologique beoptraagt ginn ass, sollt vun engem Groupe de travail begleet ginn. Deen ass awer just, mengen Informatiounen no, nëmmen zweemol zesummekomme an duerno ass e vun engem Groupe ad hoc ersat ginn. Mir ass et einfach net verständlech, wéi en Expert jorelang ka schaffen, ouni dass, wann et sech erausstellt, dass seng Aarbecht net an déi gewünschte Richtung geet, fréizäitig gestoppt gëtt.

Den éischte Rapport vun deem Expert wor 1998, an eréischt 2005 si seng Aarbechte gestoppt ginn, obwuel en cours de route ëmmer erëm gesot ginn ass, mä deem développéiert ze vill e militärescht Konzept. Net nëmmen, dass en e Konzept entwéckelt huet, wat dem Responsable vum Projet net gefall huet, mä en huet ganz vill Honorarë kritt. Dem Bericht vun der Cour des Comptes no sinn dat 804.000 Euro oder 32,4 Milliounen Frang, déi hei regelrecht an de Sand gesat gi sinn!

Duerno ass ëmmer gesot ginn, d'Retardé vun der Ouverture wäeren drop zréckzuführen, dass dat Konzept vun deem Expert an déi falsch Richtung gaange wär, an et missten elo nach aner Aspekter berücksichtegt ginn, an dat Ganzt misst an de Kontext vun der Evolutioun vu Lëtzebuerg gestallt ginn. Dat ass awer elo scho fënnf Joer hier! Dat heescht, dat wor 2005! Dofir froen ech mech: Wat ass dann an Zwëschenzäit geschitt, wat d'Programmation muséologique ubelaangt, a wéini ginn déi Aarbechten dann ofgeschloss?

All dëst ass a mengen Aen e kloere Bewäis dofir, dass et kee Konzept gouf, ëmsou méi eréischt am November 2005, also aacht Joer nom éischte Vote, e Rapport vir-louch iwwert d'Programmation du Musée

vun der Uni Lëtzebuerg. An do sollt Saache prezisiéiert ginn.

Madame President, ech weess awer haut nach ëmmer net, wat dann elo soll schlussendlech an dee Musée kommen. Dofir ons Fuerderung: Ier e Projet ausgeschafft gëtt, muss e kloert Konzept, e kloere Programm virleien.

Zweetens: De Ministère de la Culture an d'Servicë vu Sites et Monuments woren net outilléiert, fir esou e Projet unzegoen, auszeschaffen, ze begleeden, ze exekutéieren an op en Enn ze bréngen.

De Rapport vun der Cour des Comptes iwwert de Musée de la Forteresse vum 16. Oktober 2007 weist op eng ganz Rei Mängel an Inkongruenzen an der Gestiou vum Projet hin. E puer Beispiller gräifen ech aus deem Rapport eraus.

D'Adaptatioun vum Budget beispillsweis un den Index, do huet de Service sech net un d'Lettre circulaire vum 14. August 2002 vum Statsministère gehalen. De Kulturministère wosst emol net, dass et esou eng Lettre circulaire géif ginn!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - An all déi aner Ministèreren och net, well si ass nëmme just un deen zoustänneg Finanzminister geschéckt ginn.

(Interruption)

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Also, et gëtt ëmmer Explikatiounen. Mä dofir hunn ech jo och gesot, et wär net nëmmen dee jëtzege Kulturminister, mä all déi, déi Responsabilitéit hei treffen.

Wann d'Décisioun geholl gëtt, wéi en Index soll gerechent ginn, da misst dat sech jo awer op all Ministère bezéien. D'Donnéen, déi un d'Cour des Comptes geliwert gi si fir déi ofschléissend Décomptes, hunn der Klassifikatioun net entsprach, déi am Gesetz vum 30. Juni 2003 iwwert d'Marchés publics virgesinn ass. D'Inspection des Finances huet net déi Relevéen iwwert d'Engagement an d'Liquidatioun vun den Dépenses kritt, wéi dat am Gesetz iwwert d'Statskontabilitéit virgesinn ass.

(Interruption)

Dëse Projet sollt, nieft all deenen aneren Attributiounen, déi d'Beamten hunn, vun deeneselwechten duerchgefouert ginn. Dat kann net klappen, an hei hu mer de Bewäis dofir. Dofir muss an Zukunft all Bauprojet vum Département des Travaux publics duerchgefouert muss ginn, an dass, wat de Contenu ubelaangt, den zoustänneg Ministère esou organiséiert muss ginn, dass si all hire Missiounen kënnen gerecht ginn.

(Interruption)

A menger Motioun, déi ech duerno am Numm vun der DP-Fraktioun déposéieren, fuerdere mer, dass an Zukunft all Bauprojet vum Département des Travaux publics duerchgefouert muss ginn, an dass, wat de Contenu ubelaangt, den zoustänneg Ministère esou organiséiert muss ginn, dass si all hire Missiounen kënnen gerecht ginn.

Drëtte Punkt: D'Procédurë sinn net agehale ginn oder hunn zum Deel net bestanen. Mir stoungen d'Hoer zu Bierg, wéi ech de Rapport vun der Cour des Comptes an de Rapport dozou vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gelies hunn. Deemools wor den Här Norbert Haupt Rapporteur, a President vun der Kommissioun wor d'Madame Fleisch. D'Commission d'accompagnement, déi duerch d'Gesetz vum 25. Juni 2004 a vum Règlement grand-ducal vum 5. November 2006 virgesi wor, ass eréischt duerch en Arrêté ministériel vum 18. Dezember 2006 genannt ginn, dat heescht zweeanenhalleft Joer méi spéit.

De Comité de coordination scientifique ass och mat engem Retard vun 20 Méint genannt ginn. D'Commission d'accompagnement krut méi Attributiounen wéi dat, wat am Gesetz virgesi wor. An d'Cour des Comptes bemängelt eng Verméschung vun der Surveillance an der Gestiou vum Projet. D'Kontrollinstanz vum Stat, fir d'Finanzen ze iwwerpräiwen, hunn och net mat Zäit reagiert.

Véiertens: e groussen Duerjernee bei der Gestiou. Aus deene puer Beispiller vu vir-dru geet ervir, dass en enormen Duerjernee bei der Gestiou vum Projet bestanen



huet. D'Gebai ass och eng 40 Mol verlount ginn, ouni dass e regelrechte Kontrakt an alle Fäll bestanen huet, fir eng Gesamtrechte vun 3.800 Euro. Ech hu mer soe gelooss, dass bei deene Locatiounen enorm Schied awer um Gebai entstan sinn, zum Beispill en enorme Waasserschued, sou dass d'Fraisé vill méi héich woren. D'Madame Statssekretär huet jo och dunn déi Locatiounen duerno gestoppt.

De Contrôle vun den Aarbechten ass och net seriö gemaach ginn. Wéi wär et soss ze erklären, dass d'Klimatisatioun ganz nei muss gemaach ginn, dass elo enorm Fiichtegkeet am Gebai ass? Mir konnten ons bei der leschter Visite iwwerzeegen; ënnen am Gank beispillsweis, do gesäit ee schonn, dass de Gréngespoun wüsst. Et ass also eng Aart Biotop entstan.

(Brouhaha)

Ech hoffen, dass een net duerno de Reproche gemaach kritt, et géif een do, wann een dat vernicht, wichteg Champignon vernichten!

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Um séchere Wee an d'Haus.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Et kouv och schonn zu Degradiatiounen vun deem, wat restauréiert ginn ass. Sou gesäit ee beispillsweis vu baussen op enger Plaz, dass d'Mauere schonn ufänke schwaarz ze ginn. Um Daach wor e Problem...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

(Brouhaha général)

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Dat wëllt eppes heeschen!

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Dat ass Absicht!

► **Plusieurs voix.** - Eeehhh!

► **Une voix.** - Dat ass Absicht!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Wann et net esou deier wär, wär dat jo och net esou schlëmm.

(Interruptions diverses)

Mä um Daach si Problemer, an zum Beispill de Buedem an der Entrée an op der Terrass ass vill ze vill rutscheg, an déi hu schonn entre-temps missen ersat ginn.

Et sollten och deemools al Steng vun enger Mauer erhale ginn. Do ass gesot gi beim Pei-Musée, do där op kee Fall dru gefréckelt ginn un där aler Mauer. Et huet sech duerno, nodeem mat enorm Schwieeregkeeten en anert Mauerwierk niewendru gebaut ginn ass, erausgestallt, dass d'Steng faul woren, a si hunn awer missen zu 80% ersat ginn. Och dat huet zu supplémentaire Fraisé gefouert.

Et huet een also missen elo scho Kreditter stëmmen, fir déi Fléckarbechten ze maachen, déi néideg woren, fir dass dat Gebai iwwerhaupt géif fonctionnéieren.

Nodeem de Bau gestoppt ginn ass, krut ech gesot, et wor vergiess ginn, d'Locatioun vum Kran ze annulléieren. Dat heescht, dass do d'Fraisen och nach virugelaf sinn, an et weess een, wat do d'Frais de location sinn. Ech krut och gesot, dass d'Facturen a Schongkëschte klasséiert gi sinn.

► **Une voix.** - Seriö?

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Et ass jo awer kee Wonner, wann ee Facturen a Schongkëschte klasséiert, dass een duerno näischt méi erëmfënnt.

Dat sinn nëmmen e puer Beispiller.

► **Une voix.** - Et ass ganz anescht!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Et sinn doraus awer eng ganz Rei Konsequenze gezu ginn, an dofir, fir all deem opzehëllefen, huet d'Madame Statssekretär vun der Kultur eng Rei Moossnamen ergraff. Zum Beispill, dass de Ministère des Travaux publics gefrot ginn ass, fir komplex Projeten ze iwwerhuelen. D'Personal gouf och renforcéiert, an et goufe spezifesche Formatiounen vum Personal virgeholl, notamment wat d'Kontabilitéit ubelaangt.

Ech froe mech awer, firwat dat net schonn 1997 geschitt ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Op déi Fro kann natierlech d'Madame Statssekretär mir keng Äntwert ginn, well se déi Zäit net responsabel wor. Et ass dunn och op Wonsch vun der Madame Statssekretär e Réviseur externe chargéiert ginn, fir aus dem Gewulls erauszekommen.

Fir de Projet ze realiséieren, gouf et net manner wéi sechs Gestionnaires. Den Direkter vum Service des Sites et Monuments, deen den Urheber vum ganze Projet wor an dee sech ni wollt an d'Kaarte kucke loossen, huet senger Nofolgerin en onméiglechen Dossier hannerlooss.

Et soll een och elo net senger Successeur déresponsable all d'Verantwortung an d'Schong schiben, well dat ass menger Meinung no net richtig. Et ass ongerecht an et ass inakzeptabel, dass dat gemaach gëtt. Déi ass och du forcéiert ginn, an d'Retraite ze goen, mä déi hat nëmmen e schlechten Dossier geierft, an et kann een déi elo net nodréiglech responsabel maachen. Ech fannen dat wierklech inakzeptabel, an ech wollt dat hei op der Chamberstribün soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Duerno kouv erëm en neien Direkter, an du sollt e Conservateur, deen du Chargé de direction vum Centre de documentation de la Forteresse genannt ginn ass, d'Heft an d'Hand huelen. Dëse Spezialist vun der Kierchekonscht...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - ...huet och net réusséiert, esou dass 2009 den Direkter vum Musée national mat der Gestiou beoptraagt ginn ass. Also zwielef Joer nodeem säi Virgänger gefrot hat, dass de Musée sech sollt dorëm këmmen. Dee krut dann och e Conservateur zur Säit gestallt, deen dann elo mat der Direktioun vun der Gestiou betraut ass. Dat heescht, dat ass dee sechste Responsabel.

Wat mech awer beonrouegt, Madame Minister, dat ass, wann ech d'Press liesen an ech liesen, dass dee jëtzen Direkter vum Musée national d'histoire et d'art seet, et misst een awer elo nach iwwer Verschidde nes nodenken. Haut hunn ech nach en Artikel am „Lëtzebuerger Wort“ gelies, wou drasteet, et misst elo Pièce par pièce gekuckt ginn, wat da soll an deem Musée ausgestallt ginn. Ech soe mer: Wat ass dann an Zwëschenzäit effektiv geschitt?

Den Direkter seet och, dass de Musée national d'histoire et d'art awer elo d'Kaarten nach net all an der Hand hätt, well de Service des Sites et Monuments huet jo nach ëmmer Kompetenzen, an ech hoffen, dass et do net awer erëm zu Kompetenzgerangel kënn, wéi mer dat bis elo haten, an dass et doduerch net viruegt.

Haut solle mer elo iwwer eng Rallonge vun 8,7 Milliounen Euro stëmmen. „Nach e Kredit fir en deiere Musée“ stoung den Dënschdeg als Iwwerschrëft an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“. Dir verstitt, dass d'DP-Fraktioun dee Projet op kee Fall ka stëmmen.

► **Une voix.** - Abee Merci!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - D'Sozialiste maache Remarquen.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Här President,...

► **Une voix.** - Dir maacht jo och Remarquen.

(Interruptions diverses)

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - ...zum Ofschloss...

► **Une voix.** - Si friessen aus der Hand.

► **Mme le Président.** - Léif Kolleegen, d'Madame Brasseur huet ganz eleng d'Wuert.

(Interruptions)

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Madame President, zum Ofschloss wëll ech eng Motioun déposéieren, an där mer froen, dass an Zukunft d'Projeten anescht ugepaakt ginn. Do kënn nach eng ganz grouss Aarbecht op d'Chamber zou, a besonnesch op d'Budgetskontrollkommissioun.

Am Kader vum Rapport iwwert den elektronesche Billjee am öffentlechen Transport huet d'Cour des Comptes jo eng ganz Rei Virschléi gemaach. An déi mussen zesumme mat der Regierung analyséiert ginn, fir dass mer an Zukunft ons esou organiséieren, dass et net méi zu esou Ausrutscher ka kommen. Well esou Ausrutscher kënnen mer ons einfach net leeschten. A beim Musée vun den Dräi Eechele geet et ëm 42 Milliounen Euro oder ëm 1,7 Milliarde Frang. Et geet ëm eng Dauer vun 13 Joer an et geet ëm e Projet, wou d'Gebai fäerdeg ass, mä wou mer nach ëmmer net wëssen, wat drakënn, geschweigs da wëssen, wéini et opgeet.

Duerfir, zum Schluss hunn ech eng Rei Froen:

Éischtens: Kann d'Madame Modert garantéieren, dass et elo mat deene Kreditter vun 41,3 Milliounen duergeet?

Zweetens: Ass d'Konzept elo definitiv, a wéi ass den Timing, fir et ëmzesetzen, a wat kënn da schliesslech an dee Musée?

Drëttens: Wéini mécht de Festungsmusée seng Diere fir de Public op?

Véiertens: Op wivill ginn déi alljährlech Frais de fonctionnement geschat?

Fënneftens: Ass d'Madame Minister der Meinung, dass sollte Synergien hiergestallt gi mam Mudam?

Sechstens: Ass d'Madame Minister der Meinung, dass nodréiglech eng Verbindung tëschent deenen zwee Muséeën op den Dräi Eechele sollt hiergestallt ginn?

Siwentens: Firwat huet et 13 Joer gedauert, bis d'Gestioun vum Musée de la Forteresse dem Musée d'histoire et d'art ënnerstallt ginn ass?

An aachtens: Ass d'Regierung d'accord, fir dass an Zukunft all Bauprojet dem Bauteurministère ënnerstallt gëtt?

Madame President, de Vauban huet eppes méi wéi dräi Joer gebraucht, fir ons Festung auszubauen a fir se ze renforcéieren. De 27. August 1684 huet en dem Louis XIV e Projet virgestallt. A 1687, also dräi Joer drop, huet de Louis XIV d'Resultat inspizéiert. Mir sinn elo méi wéi 13 Joer amgang, aus engem Stéck vum Festungswierk e Musée ze maachen, an nach si mer net fäerdeg!

Et gëtt ee groussen Ënnerscheid tëschent dem Vauban an haut: De Vauban hat e kloert Konzept an de Vauban wor e Genie.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!!!

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Ech iwwerreechen lech och nach hei d'Motioun, déi just meng Ënnerschrëft dréit. Ech wier fro, wann aner Fraktiounen déi kéinten ënnerstëtzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 17 février 1997 relative à l'installation d'un Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen;

- considérant la loi du 25 avril 2003 relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg;

- considérant que le Musée de la Forteresse, près de 14 ans après le dépôt du projet de loi y relatif, n'a à ce jour toujours pas ouvert ses portes;

- constatant que le volet construction du projet avait été financièrement sous-estimé du fait de devis estimatifs trop sommaires et peu réalistes;

- constatant que le maître d'ouvrage, à savoir le Service des Sites et Monuments nationaux, a décidé pendant la réalisation des travaux d'apporter des modifications successives au programme de construction;

- considérant que ces modifications ont eu un impact important sur le budget;

- considérant que la planification et l'exécution hasardeuses du projet initial ont eu pour conséquence le vote d'une deuxième loi d'autorisation financière;

- considérant qu'une troisième rallonge budgétaire s'avère nécessaire pour la finalisation du projet en question;

- estimant qu'il faut éviter à l'avenir, dans la mesure du possible, que des projets de construction, de rénovation ou de mise en valeur s'éternisent de la sorte et connaissent une telle explosion de coûts;

- estimant que le Département des Travaux publics est le mieux outillé pour s'occuper de ces tâches de planification;

- estimant qu'il faut à l'avenir séparer dans tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur le volet ayant trait à l'aménagement du contenant de celui ayant trait à l'organisation du contenu;

- considérant la motion déposée au nom de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget lors de la discussion du projet de loi N°6011A portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie, adoptée lors de la séance plénière du 13 mai 2009, motion invitant le Gouvernement à veiller à ce que les versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure mises au point en accord avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10.000.000 euros;

invite le Gouvernement à

- confier à l'avenir au Département des Travaux publics le volet planification de tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur, en étroite collaboration avec le ou les autres départements ministériels concernés;

- s'assurer que tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur fasse l'objet de devis et de planifications réalistes;

- prévoir pour chaque projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur un programme précis préalablement établi, programme qui devrait servir de base lors de la phase d'exécution du projet;

- veiller que ce programme préalablement établi ne soit pas changé en permanence;

- veiller que les administrations chargées du suivi d'un projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur soient dotées des structures appropriées afin qu'elles puissent suivre de près l'évolution du chantier en question.

(s.) Anne Brasseur.

(La Motion 1 de Mme Anne Brasseur n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, Fernand Etgen, Fernand Kartheiser et Mme Lydie Polfer.)

► **Mme le Président.** - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Oberweis. Här Oberweis, wann ech gelift.

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Jo, Merci. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, bei deene villen Ausféierunge fällt et mir dann elo e bësse schwéier, lech erëm eng Kéier op den Tapis erofzeéien a ganz einfach e Projet de loi virstellen, wou et ëm den drëtte Volet am Zesummenhang mat der Valorisation vun dem Site Dräi Eechelen op dem Kierchberg geet.

Mat dem Gesetzesprojet selwer sollen, éischtens, d'Aarbechte fir de Musée de la Forteresse de Luxembourg an dem Réduit vun dem Fort Thüngen an, zweetens, verschidden Deeler vun der Forteresse fir de Circuit Vauban fäerdeg gestallt ginn.

Däerf ech dorop hiweisen direkt, dass de Musée de la Forteresse de Luxembourg op den Numm „Musée Dräi Eechelen“ ëmgenannt ginn ass?

E puer Faité ronderëm de Gesetzesprojet, deen den 28. September d'lescht Joer an der Chamber vun der Madame Minister fir d'Kultur eragereecht gouf.

Niewent dem Exposé des motifs louch och eng Fiche financière derbäi. De Statsrot huet säin Avis den 22. September ofginn.

An der Réunioun vun der Kulturkommissioun vum 19. Oktober sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Fir eis e gutt Bild vun den ugedeiten Aarbechten ze maachen, ass eng Visite vun dem Site Dräi Echele vun der Kommissioun den 10. November duerchgefouert ginn. An de Rapport, dee gouf an der Réunioun vum 25. November d'lescht Joer majoritär uegeholl.

Kuckt een awer elo an d'Geschicht vun der Festung Lëtzebuerg zréck, esou reie sech déi eenzel Krichshandlungen ëm dës Forteresse an déi honnerte wéi Pären an enger Ketten zesummen. Si huet net fir näischt den Numm kritt „Gibraltar vum Norden“. Am Joer 1684 huet d'Festung der Belagerung vun den Truppen ënnert dem Louis XIV net standhale kënnen a si ass besat ginn.

De Festungsbauer Sébastien Le Prestre de Vauban ass am Joer 1688 domat beoptraagt ginn, de Site Grönwald mat staarke Festungsbauten ze equipéieren, well se festgestallt haten, vum Oste kéint de Feind ganz séier an d'Stad kommen. De Fort Niedergrönwald an de Fort Obergrönwald wéi d'Redoute virun dem leschtgenannte Fort si gebaut ginn. Bedéngt duerch de Krich mat Spuenien ass et zum Vertrag vu Ryswick komm an domat sinn eist Land a seng Festung a spuenesch Hänn komm.

Déi spuenesch Herrschaft huet awer nëmme bis 1714 gedauert an du sinn d'Eisträicher komm. Zum Bau vun dem Fort Thüngen koum et dunn an de Jore 1732 a 1733. Den Oberstfeldwachtmeister Adam Sigismund von Thüngen, loosse mer den emol zitieren hei, deen huet deemools den Optrag kritt; hien ass de geschtege Papp vun deem Site, iwwert dee mer haut schwätzen.

No den Napoleonesche Kricher an dem Vertrag vu Wien am Joer 1815 ass Lëtzebuerg duerch Personalunioun mat Holland verbonne ginn. D'Festung selwer gouf awer eng Bundesfestung an ass vun enger preussescher Garnison bis 1867 beluecht ginn. Nun, de Vertrag vun 1867 zu London huet dunn dem Sträitobjekt Festung Lëtzebuerg, kann ee bal soen, de Genéckschlag ginn. Et ass festgehale ginn, dass se misst geschlaff ginn, dat heescht demoléiert ginn, an dat gouf an de Jore 1870 bis 1876 duerchgefouert.

Mä et ass deemools festgestallt ginn, et kéint een déi Festung net ganz ofraséieren; dat hätt wahrscheinlech zeg Jore gedauert. Duerfir hu mer d'Chance, haut nach déi flott Saachen ze gesinn, déi iwwreg bliwwen sinn.

Duerch déi Demolitioun awer ass vun den aacht Forten, déi d'Festung hat, just nach een iwwreg bliwwen, deen heitege Fort vun Dräi Eechelen. De Site ass duerno am Joer 1876 vun dem fransésche Landschaftsgärtner Édouard André an e flotten a pittoreske Promenadésite ëmgewandelt ginn. Leider ass doropshin de Fort Thüngen a Vergiessenheet geroden.

Eréischt um Ufank vun den 80er Jore vum leschte Jorhonnert koum et zu enger Valorisation vun dem Site, an dat am Kader vun den DAC-Aarbechten, dat heescht en aval vun der Stolkris.

(Interruption)

Ee weidere Schrëtt war d'Décision am Joer 1989, de Site vun den Dräi Echele mat Bléck op d'Kulturjoer 1995 mat eranzebeziehen. An engem éischten Entwurf vun dem Architekt leoh Ming Pei waren d'Dräi Eechelen als Haaptentree vun dem Musée d'art moderne Grand-Duc Jean virgesinn. Dee Projet ass awer net realiséiert ginn.

Am Joer 1996 sinn zwee Gesetzesprojeten eragereecht ginn an am Joer 1997 gestëmmt ginn, woubäi deemools festgehale ginn ass: d'Kreatioun vun dem Musée d'art moderne op der Enveloppe an de Musée de la Forteresse op dem Réduit vun dem Fort Thüngen.

Ouni op all déi vill Detailer en aval zu dem Gesetz anzugehen - am schrëftleche Rapport stinn der ganz vill -, wëll ech nëmmen op de virleiende Projet de loi agoen,

deen elo da virgesäit, de Musée am Réduit vun dem Fort Thüngen fäerdeg ze stellen an ënnert dem Numm „Musée Dräi Eechelen“ dann opzemaachen.

Dass et awer esou laang gedauert huet - et ass ugeschwat gi vun der honorabler Madame Brasseur virdu schonn -, effektiv si Joren an d'Land gaangen, dat huet vill Ursaachen, awer déi op verschidde Niveauen ze fanne sinn.

Eng Ursaach ass sécherlech d'Ausschaffung vun dem museographesche Konzept. Mir dierfen net vergiessen, dass déi Équipe vun Experten, déi deemools beoptraagt ginn ass, d'Iddi vun engem Festungsmusée fest am Kapp hat.

Mat dem Gesetzesprojet vum 25. Abrëll 2003 sollt et dunn awer zu enger Neiausrichtung vun dem Konzept kommen. Leider, et muss ee soe wierklech leider, wor dee franséschen Expertebüro net vu senger initialer Iddi ofzebréngen, an et si Wochen a Méint a Jore vergaangen. Dat Ganz huet sech esou zougespézt, dass am Joer 2007 all Aarbechte gestoppt si ginn, an dat fir bal zwee Jore.

De Projet huet awer en neit Gesiicht kritt, wéi sech eng Équipe vu Wëssenschaftler aus der nei gegrëntener Universitéit Lëtzebuerg dem Dossier uegeholl huet. Et huet sech erausgeschliet, dass de Musée Dräi Eechelen een eenzegaartege Site vun der Geschicht Lëtzebuerg duerstelt. E sollt also méi wéi de Musée vun der Forteresse ginn. Déi nei Experten hunn erkannt, dass vill méi d'Identitéit an déi kulturell, sozial, technologesch, architektonesch a wirtschaftlech Dimensiounen an de Mëttelpunkt geréckelt sollte ginn.

Mat dem Règlement grand-ducal vum 26. August d'lescht Joer ass de Musée Dräi Eechelen als eng Sektioon vun dem nationale Geschichts- a Konschtmusée op dem Fëschmaart définéiert ginn. Domat kënn et zu enger enker, staarker Synergie tëschent den einzelnen Acteuren um Terrain, ënner anerem duerch d'Organisatioun vun Ausstellungen.

Déi permanent Expositioun soll dem Visiteur d'Geschicht vun der Festung Lëtzebuerg nobréngen, an dat am Kontext vun der Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg an dem Land. Doriwwer eraus och déi kulturell Identitéit vun eisem Land, an do soll den Dokumentationszenter iwwert d'Festung eng wichteg Roll spillen. Et soll hei zum Ausdruck kommen, dass d'Festung an d'Land iwwer Jorhonnerten an engem enge geschichtleche Kontakt stoungen, wou vill Mënsche sech - däerf ech et emol esou formulieren? - d'Klenschen an de Grapp gedréckt hunn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

E wichteg Piliere vun deser Ausstellung sinn ouni Zweifel déi Punkten, wou am Speziellen op d'«Lieux de mémoire» higewise gëtt, déi eis Geschicht geprägt hunn. D'Universitéit mat hirem Staff gëtt an des Aarbecht staark agebonnen. An dem schrëftleche Rapport ass dem Begrëff vun der Identitéit eng grouss Plaz virbehalde ginn.

Niewent der Identitéit vun dem einzelnen Mënsch ginn och d'Identitéite vu verschidde Gruppen an d'Diskussioun bruecht. Esou ënner anerem d'Immigranten, déi jiddesch Communautéit oder verschidde sozioprofessionell Gruppen, déi hei an der Stad geschaff hunn.

Niewent der permanenter Ausstellung soll och Raum geschafe gi fir temporär Expositiounen. Dës sollen dem Visiteur d'Entwécklung vu Lëtzebuerg en tant que Gesellschaft méi no bréngen. Hei soll der europäescher Integratioun eng héich Bedeutung bäigemooss ginn, well eist Land huet sech duerch eng permanent Migration a kulturell Échangen ausgezeechent. Lëtzebuerg wor ëmmer e Carrefour, wou sech d'Mënschen aus allen Häre Länner begéint hunn an och dozou bäigedroen hunn, aus eisem Land dat ze maachen, op dat mir haut houfreg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit zu deem wäit gespaantene kulturhistorische Kontext vum Projet de loi. Ech wëll awer nach hei op de finanziellen Impakt vun dese Voleten agoen, déi haut zur Ofstëmmung virleien.

Fir déi ofschléissend Aarbechte vum Musée Dräi Echele sinn 1,24 Milliounen Euro fir Aarbechten, ënner anerem de Gros œuvres, verschidde Metallaarbechten an den Ustrach souwéi d'technesch Installatiounen an Honorairé virgesinn. D'Kreatioun vun der Museographie an der Zeenographie belaf sech op 5,16 Milliounen Euro. Momentan gëtt un der Realisatioun vun engem Film an der Héicht vu 400.000 Euro geschaff.

Nei Engagementer fir 4,76 Milliounen Euro si virgesi fir déi permanent an déi temporär Expositiounen. Notamment beleeft sech d'Konzeptioun vun der Museographie an der Zeenographie fir déi permanent Ausstellung op ronn 2,5 Milliounen Euro.

Et sinn awer elo weider 2,3 Milliounen Euro virgesinn, ënner anerem fir de Foussgängerpad vum Circuit Vauban tëschent dem Pafendall an dem Fort Niedergrönwald unzeleeën.

Des Weidere mussen déi benéidegt technesch Ouvragen am Zesammenhang mat der Entrée vun den Dräi Eechelen an och weider Honorairé bezuelt ginn.

Wann des Aarbechten an enger kuerzer Zäit fäerdeg sinn, da kann déi éischt Kasematt an dem Fort Thüngen als Départ an Arrivée vun dem Circuit Vauban déngen.

Am Ganze ginn an de Projet de loi, dee mir haut votieren, ronn 8,72 Milliounen Euro investéiert.

Ech wier awer net komplett, wann ech net och elo nach eng Kéier op d'Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun géif agoen.

Mir sinn drop opmierksam gemaach ginn, dass déi parlamentaresch Kommissioun Comexbu sech am Joer 2007 mat deem Dossier huet misse beschäftegen, well d'Cour des Comptes op offensichtlech Problemer an dem Service des Sites et Monuments higewisen hat. E Bléck no hanne weist eis awer, dass et am Dezember 2006 zu der Asetzung vun enger Commission d'accompagnement komm ass, där hir Aufgab et wor, den Avancement vun deem Dossier ze suivieren.

A weider ass am Dezember 2006 e Cabinet de consultants beoptraagt ginn, e verdéiften organisatoreschen Audit an dem Service des Sites et Monuments duerchzuführen. En Aval ass awer festgestallt ginn, dass de votierte Montant aus dem Joer 2003 net iwwerschrott gi wor. A well awer zu deem Ament net gewosst war, ob et zu engem weideren Iwwerschreide komme sollt, huet déi deemoleg Statssekretärin all d'Aarbechten am Kader vun deem Musée selwer wéi och op dem Circuit Vauban virleefeg gestoppt.

D'parlamentaresch Kommissioun Comexbu huet och festgestallt, dass d'Problemer mat de franséschen Experten et mat sech bruecht hunn, dass de Projet net an der virgesinnener Zäit fäerdeg gestallt konnt ginn. Och huet de Ministère engem Maître d'ouvrage délégué spécialisé den Optrag ginn, de Projet ganz enk ze suivieren. Bis zum Juni 2008 waren dunn am Ganzen 31,922 Milliounen Euro an de Projet gefloss an et wor nach eng kleng Reserv do vu 738.000 Euro.

Well d'Madame Minister vun der Kultur awer gewëllt ass, de Circuit Vauban ze finalisieren a fir de Public opzemaachen, huet si eng extra Enveloppe an der Héicht vun 194.249 Euro uegefrot. Also e klenge Montant.

Mat deem Montant sollen d'Aarbechten duerchgefouert ginn, déi ënner anerem d'Sécherheet op e puer Plaze vun dem Circuit Vauban garantieren. An et muss scho leider zu Reparature vu fréieren Aarbechte kommen. Esou mussen op dem Circuit Vauban an och bei der Forteresse ënner anerem d'Trapen, d'Geliits an d'Gelänner engem Sécherheitscheck ënnerworfen ginn. Derniewent muss den Accès iwwert d'Bréck zu den Dräi Echele sécuriséiert ginn.

No dese villen Ausféierunge wëll ech op den Avis vum Statsrot och nach kuerz agoen. A sengen Ausféierungen huet de Statsrot e puer pertinent Bemierkunge gemaach, déi an der parlamentarescher Kommissioun zu enger Rei vun Diskussiounen gefouert hunn. Well de Statsrot a sengem Avis awer net déi zwee Gesetzer vum Joer 1996, votiert 1997, an 2003 fir

seng Iwwerleeunge considéiert hat, mä och nach d'Gesetz vum 29. Juli 1993, koum hien a seng Berechnungen op e Montant vu ronn 58 Milliounen Euro.

En fin de compte ass festgehale ginn, dass de Projet vun dem Musée Dräi Eechelen an de Bauelementer vun dem Circuit Vauban mat bis elo 32,66 Milliounen Euro, plus déi haut am Projet de loi virgesinnen 8,72 Milliounen Euro op e ronne Chiffer kënn vun 41,38 Milliounen Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene villen Erklärungen, déi ech lech schëlleg war, déi awer hei néideg waren, an den Zuele wëll ech dorop hiweisen, dass de Rapport an der zoustänneger Kommissioun dach majoritär uegeholl ginn ass. Ech géif mer wënschen, dass d'Chamber sech an hirem Vote och positiv zu dem Projet de loi ausschwätze géif an esou den Dossier Fort Thüngen zu engem guden Enn dach gefouert kéint ginn. De Fort stellt sécherlech en historiescht Kärstéck vun der Forteresse Lëtzebuerg duer, déi jo selwer an de Patrimoine mondial vun der Unesco opgeholl ginn ass.

Dat gesot, géif ech awer nach gären all deene Mataarbechter vum Greffe a vum Ministère Merci soe fir déi vill Zäit an Ausdauer, déi se dem Projet hei gewidmet hunn. An da bréngen ech den Accord vun der CSV mat a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Hauptert agedroen.

(Interruption)

Jo, mä et ass nëmmen eng Diskussioun.

► **Une voix.** - Ah!

► **M. le Président.** - Et ass eng Diskussioun, Här Hauptert. Dat heescht, et ass elo un Ärem Tour.

Discussion générale

► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech net zum Projet schwätzen, mä zu der Interpellatioun vun der Madame Brasseur. Ech mengen, des Interpellatioun ass an engem gewëssene Mooss näischt anescht wéi d'Suite vun engem Rapport vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire aus dem leschte Joer iwwer e Spezialbericht vun der Cour des Comptes iwwert de Bau vum Festungsmusée.

A senger ofschléissender Sitzung iwwert d'Diskussioun huet d'Kommissioun festgehale, dass hire Rapport net zu deem Zäitpunkt an der Plénière hei sollt diskutiert ginn, dass een Débat awer bei Geleeënheet vun dem Gesetzesprojet, deen eng zweet Rallonge fir de Festungsmusée géif autorisieren, sollt gefouert ginn. Wat elo hei geschitt.

Här President, de Musée de la Forteresse ass net deen eenzege Bauprojet, deen an der Vergaangenheet der Verwaltung aus dem Rudder geroden ass, an et wier ze hoffen, dass esou en Dérapage sech an der Zukunft net méi géif produzieren. Dozou sollen dem Minister fir d'öffentlech Bauten, dem Här Claude Wiseler, seng Moosnamen, déi hien an deene leschte Jore getraff huet, Bierg stoen.

De Musée de la Forteresse ass engersäits en typescht Beispill, wéi ze vill Käch de Bräi verdierwe kënnen. Et ass anerersäits de Bewäis, dass een eng Verwaltung, déi keng Erfahrung mat Bauprojeten huet, net mat der Ausféierung vu grössere Bauprojete beoptrage soll.

Här President, ech wëll haut net méi am Detail op de Rapport vun der Comexbu vum leschte Joer agoen. Dee Rapport huet d'Analys, d'Diskussiounen, d'Konklusiounen an d'Recommandatiounen vun der Comexbu iwwert dee schonns erwähnte Spezialbericht vun der Cour des Comptes festgehale. Ech wëll mech hei op déi Erklärunge beschränken, wéi de Projet konnt dérapieren, wat d'Ursaachen an d'Envergure vun den Dépassementer sinn, wat alles vun der aktueller Ministesch, der deemoleger Statssekretärin am Kulturministère, ënnerholl gouf, fir de Projet eengeremoossen an de Grëff ze kréien, a wat schlussendlech d'Recommandatiounen vun



der Budgetkontrollkommission waren, fir an Zukunft esou en Dérapage ze verhenneren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptursach vum Dérapage vum Projet gesäit d'Cour des Comptes - an d'Comexbu huet déi Meenung och iwwerholl - an der Onschlëssgkeet téschent de Responsable vum dem Service national des Sites et Monuments an dem franséische Programmeur, wat de Concept muséologique vum dem Festungsmusée ubelaangt. Dës Oneneegkeet, déi schlussendlech zu der Kënnegung vum Kontrakt vum franséischen Expert gefouert huet, huet Ulass zu villen Annerungen an der Ausféierung vum Projet ginn, déi an d'Geld geschloe sinn.

Well de Service national des Sites et Monuments keng Erfahrung an der Verbuchung vum den Engagementer vum den Ausgabe vum esou engem Bau hat, huet hie schnell d'Iwwersicht iwwert de Projet verluer, déi him erlaabt hätt, mat Zäiten extravagant Wënsch aus budgetären Ursaachen ze bremsen an ze verhenneren. Dobäi sief bemierkt, datt d'Enveloppe budgétaire vum initiale Projet däitlech ënnerschat war, wat an den 90er Jore keen Eenzelfall duergestallt huet. Et soll awer och een eierlechkeetshallwer ervirhiewen, datt beim zweete Projet, dat heescht där éischter Rallonge am Joer 2003, nei Aarbechten, wat d'Mise en valeur vu verschiddenen Deeler vum der Festung ubelaangt, mat opgefouert an och budgetiséiert goufen.

Am éischte Projet, dee vum 17. Februar 1997, war eng Enveloppe vu 16 an eng hallef Milliounen virgesinn, wouvun dräi Milliounen fir d'Realisatioun vum Concept muséologique. Déi ganz Enveloppe gouf awer fir d'Infrastrukturarbechte gebraucht, esou datt kee Budget méi fir d'Realisatioun vum Concept muséologique iwwreg blouf.

Am zweete Projet, dee vum 2003, gouf eng weider Enveloppe vu 14 Milliounen Euro autoriséiert, wouvun der fënnef an eng hallef fir d'Etüden an d'Aarbechten am Beräich vum der Museologie virgesi waren. Schlussendlech gi mer gefrot, fir haut nach eng Enveloppe vum 8,7 Milliounen Euro ze stëmmen, fir de Projet definitiv ofzschlëssen, woumat de Festungsmusée de Stat ëmmerhin eppes méi wéi 39 Milliounen Euro ze stoe kënn, dat no den autorisierte Budgetsenveloppen.

D'Ursaache vum Dérapage si kloer, an d'Madame Brasseur huet se schonns hei deelweis ervirgehewen.

Éischtens, d'Ënnerschätzung vum dem Käschtpunkt vum initiale Projet. Zweetens, zousätzlech Wënsch, déi bei der Realisatioun vum Projet nogerecht goufen. Drëttens, Ëmännerungen am Laf vun den Aarbechten, déi an d'Geld geschloen hunn. A véiertens besonnesch den oniwiersichtleche Suivi vum den Engagementer an Ausgabe bei der Ausféierung vum Projet.

Här President, d'Responsabilitéit vum diesen Dérapagë läit ganz kloer beim Bauhär, dat heescht dem Service national des Sites et Monuments. Et ass kloer, datt, wann eng Verwaltung hiren Obligatiounen net gerecht gëtt, den zoustännege Ministère muss d'Initiativ iwwerhuelen, wat d'Madame Modert als Statssekretärin an deene Joren och gemaach huet. Den Direkter vum Service des Sites et Monuments huet méttlerweil zweemol gewiesselt. D'Madame Modert ass eréisch zënter Juli 2004 mat der Responsabilitéit vum dem Ministère chargéiert. Et mécht also fir mech kee Sënn, fir mam Fanger op deen een oder deen aneren ze weisen.

Ech mengen, et ass méi sënnvoll ze kucken, wat déi heiteg Ministesch zënter 2004 ënnerholl huet, fir de Projet an de Grëff ze kréien, a wat d'Recommandatioun vum der Comexbu waren, fir esou en Dérapage an Zukunft ze verhenneren.

Éischtens, säit November 2005 ass decidéiert ginn, oder huet d'Statssekretärin decidéiert, datt ee Beamte vum Ministère der Direktesch vum Service bei der Gestiou vum Projet sollt zur Säit stoen. Am Abrëll 2006 léisst se en Audit iwwert de Fong vun den historesche Monumenter maachen, iwwert deen de Projet finanziert gëtt, a stellt eng Rei Projeten zréck. Am November 2006 setzt se eng Commission d'ac-

compagnement beim Service des Sites et Monuments an, déi d'Evolution vum Projet suivéiere soll. Am Dezember 2006 gëtt e Cabinet d'audit beoptraagt, en Audit iwwert d'Organisatioun vum Service des Sites et Monuments ze erstellen. Zënter März 2007 muss all neien Engagement vun Dépense fir de Musée vum der Commission d'accompagnement aviséiert ginn.

Am Juni 2007 freet d'Statssekretärin, datt d'Inspection générale des Finances zesumme mat engem externe Réviseur eng Analys soll maachen iwwer all Dépenses, déi zënter 1997 fir de Projet vum dem Festungsmusée getätegt gi sinn. Am Juli 2007 decidéiert si, fir all neien Engagement vun Ausgaben, wat déi zwee Gesetzer iwwert de Festungsmusée ubelaangt, ze stoppen.

Dës onkomplett Opzielung weist, datt eng Hällewull vu Moosname vum Ministère geholl goufen, ier d'Cour des Comptes mat hirer Kontroll ugefaangen huet. D'Comexbu huet déi Mesurë vum der Ministesch och approvéiert. Des Weidere konnt d'Kommission festhalen, datt de Réviseur externe, deen d'IGF, d'Inspection générale des Finances, bei der Kontroll vun de Konten épauléiert huet, keng Fraude am Dossier feststelle konnt.

Schlussendlech huet d'Comexbu folgend Recommendatiounen gemaach:

Éischtens, d'Regierung gouf invitéiert, hir Initiativ iwwert d'Verstärkung vum de Kontrollorgane vum deene sëlliche Fongen, déi de Stat géréiert, ze accélérieren.

Zweetens, déi intern Kontrollsystemer, déi an deenen eenzelne Ministère bestinn, solle systematesch a regelméisseg iwwerwaacht ginn.

Drëttens, de Kulturministère soll an Zukunft fir d'Realisatioun vu senge Projeten, déi eng gewëssen Envergere duerstellen, op extern Bauhären zréckgräifen.

Véiertens, de Kulturministère soll fir seng grouss Projeten d'Prozeduren, esou wéi d'Comexbu se fir de Bauteministère festgeluecht huet, respektéieren. Déiselwech Recommendatioun soll fir sämtlech Ministère gëllen, déi gréisser Bauprojeten ze realiséieren hunn.

A fënneftens, de Ministère soll esou schnell wéi méiglech e Gesetzesprojet op den Instanzewee schécken, fir datt de Festungsmusée endlech ka fäerdeg gestallt ginn.

Mat dem Projet, deen haut zur Ofstëmmung kënn, gëtt deem Rechnung gedroen, an et wier ze hoffen, datt de Festungsmusée esou schnell wéi méiglech seng Diere fir de Grand public kéint opmaachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Haupter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Merci fir d'Ënnerstützung, Här Haupter.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech des Interventioun hei preparéiert hunn, war dat Schwerierst am Fong, an deem ganzen Duerjernee vum Dossier Festungsmusée a Circuit Vauban eens ze ginn, fir hei en Discours ze halen ouni ze vill Duerjerneen.

(**Brouhaha**)

Derbäi kënn och nach d'Tatsaach, dass mer haut eng Interpellatioun an e Projet hunn, wou mer driwwer diskutéieren.

Ech wëll dofir och am Ufank vu menger Interventioun net méi op déi Diskussiounen agoen, déi ufanks den 90er Jore stattfonnt hunn, wéi et ëm den deemolege Pei-Musée, haut Mudam, gaangen ass, wéi dee Projet gestützt ginn ass, reduzéiert ginn ass, an ech woen ze behaupten, dass am Fong d'Entstehung an d'Iddi vum engem Festungsmusée vläicht ee vun de Kollateralschied ass vun där deemoleger Diskussioun iwwert de Pei-Musée.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll - fir ganz kloer unzefänken - direkt soen, dass d'LSAP-Fraktioun dese Projet 6071 wou et jo ëm den Achèvement, also endlech d'Fäerdegstellung vum Festungsmusée geet, stëmme wäert. An och,

wéi den Intitulé et seet, déi Mise en valeur vu verschiddenen Deeler vum der Festung, wat jo eigentlech de Circuit Vauban am gréissten Deel ass, dass mir dat matstëmmen.

Den Historique, et ass vill iwwert den Historique vum diesem Projet geschwat ginn, an et kéint een dat vläicht bildlech esou duerstellen, dass dat e Projet war, deen een e bësse ka vergläiche mat engem Flieger, dee geflunn ass ouni Pilot an ouni Destinatioun.

Firwat stëmme mir dee Projet elo? Well mer op eng ganz Rëtsch Froen Äntwerte kritt hunn. Well éischstens elo feststeet, dass e Pilot do ass an dass och eng kloer Destinatioun do ass.

(**Interruptions**)

Zweetens, well déi Fro, ob et e gutt Konzept, en innovatiivt Konzept ass, e museographesch Konzept, wat, wéi een op Lëtzebuerger seet, Kapp a Schwanz huet, wat realisierbar ass, also realistesch ass, wat evolutiv ass, wou ee kloer kann identiféieren, wien d'Auteurs sinn. Mir kruten dat alles en long et en large an der Kulturkommission explizéiert. Mir sinn och op de Site gaang, mir hu mat deene Leit geschwat. Ech mengen, dat huet eis iwwerzeegt, dass dat Konzept elo standhaft ass.

Ech wëll och dofir dem Marcel Oberweis Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, well den honorablen Här Oberweis ass jo a sengem Rapport wierklech ganz am Detail op dat Konzept agaang.

Eng drëtt Ursaach, firwat mir dee Projet stëmme wäerten, ass, well mer iwwerzeegt sinn, dass et eng Plus-value ass fir de geschichtlechen an de kulturelle Patrimoine net nëmme vun eiser Stad, mä och vun eisem Land, well dee Projet eng gewisse Valeur pédagogique huet fir d'Leit, fir d'Lëtzebuerger, awer och fir all eis aner Matbiurger hei am Land, a well en eng, wat och ganz wichteg ass, grouss Valeur touristique fir des Stad a fir dës Land huet.

Natierlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn och mir net frou, dass mer zweemol mussen erëmkommen, dass zweemol muss nogestëmmt ginn, dass mer elo e Gesetz, en drëtt Gesetz brauche fir een an deeselwechte Projet. An dass dobäi och Suen an de Sand gesat gi sinn, dat hu jo och scho Virriedner hei ënnerstrach. Dofir, fir net ze laang ze schwätzen, wëll ech dat alles net widderhuelen. Et soll een dat och net verschweigen.

Déi vill Pannen an déi vill Feeler, déi geschitt sinn, sinn ugeschwat ginn. Ech wëll der Madame Brasseur awer als Interpellant in e puer Remarquë maachen.

(**Interruptions**)

Éischtens emol zum Spaass, ech war iwwerrascht, Äre Fimmel fir Propretéit, dass Der lech do opreegt, dass déi Maure scho schwaarz sinn. Ech perséinlech si frou, dass eng gewisse Patina erëm op dee Site kënn, fir dass en erëm deen urspréngleche Charme kritt.

(**Interruptions diverses**)

A wat de Mudam ubelaangt, war ech wierklech enttäuscht, déi Wieder, déi Der hei gebraucht hutt, fir dee Musée a fir déi Leit, déi sech do engagéieren, ze dénigréieren. Ech fannen dee Musée eng formidable Saach,...

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ...an ech weess, dénigréieren ass vläicht e staarkt Wuert, Madame Brasseur, mä fir do, ech hunn et esou verstan, wéi wann Der net, Dir hutt déi Leit net perséinlech attackéiert, mä wéi wann, ech interpretéieren dat, et ass vläicht da falsch, mä esou, wéi wann alles, wat do wär, schlecht wär, net gutt wär, an dass kee Mënsch dohinner géif goen.

► **Mme Anne Brasseur (DP), interpellatrice.** - Dir sidd jo d'accord, et ginn net vill Leit dohinner.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Souvill ech weess, ass et dee Musée hei am Lëtzebuerger Land mat deene gréisste Besuchszuelen, déi et gëtt,...

(**Interruption**)

...déi mer net nëmme hei an der Stad, mä am ganze Land hunn. Dat kënn Der nokucken. Ech weess net, d'Madame Minister ka mer dat vläicht och bestätegen.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech verstinn och, Madame Brasseur, dass Der e bësse gebrandmarkt sidd, well an Ärer Erfahrung als Responsable an enger Exekutiv hutt Der selwer jo och eng Kéier esou en Dossier geierft, wou mer hu missen - dat war op enger anerer Plaz, ech wëll net laang an d'Detailer goen - zwee-, dräimol erëmkommen, fir Rallongen ze stëmme, an zoufälleg ass d'Zomm, d'Endprodukt relativ ähnelech, wann ech de Produit Site des Cercles kucken, wéi hei dese Musée. Ech wëll awer, wann ech dee Verglach maachen, net excuséieren, wann op enger Plaz eppes schifleeft, dann ass et och excuséiert, wann et op där anerer Plaz schifleeft. Ech wëll net, dass Der mer dat herno ënnerstellt.

(**Interruption**)

Ech wëll och vläicht erënneren un d'Regierungserklärung. Madame Polfer, Dir hutt déi ënnerschriwwen vum 1999, d'CSV/DP-Regierung, wou ganz kloer drasteet: «Les travaux du Musée de la Forteresse et du Circuit culturel Vauban seront menés à bon terme.» Fir mech ass déi grouss Pann, déi grouss Pann ass effektiv och an där Zäit geschitt, an de Joren 2002, wéi dunn d'CSV/DP-Regierung deen zweete Projet hei déposéiert huet, deen am Joer 2003 gestëmmt ginn ass, dass do net deen Exercice gemaach ginn ass, deen elo virun diesem Projet gemaach ginn ass, dass d'Kaarten all op den Dësch geluecht gi sinn, dass deemools net schonn en Audit gemaach ginn ass, wéi dat elo geschitt ass.

Dofir, ech wëll dann och nach eppes soen zu der Interpellatioun. Deen Débat, dee mer haut féieren, ass ganz wichteg, Madame Brasseur, am Sënn vun der Transparenz. Et ass och gutt, dass Der deen ugefrot hutt. Mä ech wëll awer opmierksam maachen, dass net dat Bild därer entstoen, dass elo op eemol hei eppes entdeckt gi wär, wou ni driwwer geschwat ginn ass. Et war e groussen Débat och an der Öffentlechkeet, well d'Press eng gutt Aarbecht gemaach huet, an et war och e laangen Débat hei am Haus, an ech mengen, den Här Haupter huet dee jo schonn en long et en large explizéiert.

Ech wëll och dofir där Kommission, Ärer Kommission, Madame Brasseur, der Budgetkontrollkommission Merci soen an och besonnesch Ärer Virgängerin, déi an diesem Dossier eng gutt Aarbecht gelescht huet, a selbstverständlech och dem Rapporteur Haupter, dee jo haut hei nach eng Kéier en long et en large sai Spezialrapport erkläert huet. Et ass also elo net, wéi wann nach ni hei geschwat gi wär a wann och nach ni all d'Kaarten op den Dësch geluecht gi wäeren.

D'Madame Minister Modert huet op deen Avis vum der Cour des Comptes jo ganz kloer och Stellung geholl schrëftlech, an ech mengen, datselwech huet se och nach an der Kulturkommission zu alle Froe Ried an Äntwert gestanen. Ech wollt hir dofir awer och emol Merci soen, dass se sech ni gescheit huet, fir bei eis ze kommen an eis ëmmer Äntwerte ginn huet.

Ech mengen, Dir hutt deen, d'Madame Minister huet dee verfuereenen Dossier geierft, an ech mengen, et ass awer och si, déi sech där Étendue vum deem ganze Schlamassel bewosst ginn ass an déi dunn d'Steier an d'Hand geholl huet an d'Aarbechte stoppe gelooss huet an net, ier se en neie Projet erabrängt, elo wéi am Joer 2002 an 2003 en neie Projet eragin huet, ouni Tabula rasa ze maachen.

Ech hunn ufanks gesot, et wär e Projet, d'Geschicht wär vum deem Projet e bësse wéi e Flieger ouni Pilot. Ben, et ass elo e Pilot do. A wéi gesot, dat berouegt eis.

Madame Minister, Dir hutt bewisen, dass Der lech diesen Dossier zur Chefsaach gemaach hutt an dass Der scho vill Opraum-



arbecht geleescht hutt. Dofir wëll ech lech froen, ob Der eis kënn garantéieren, dass esou Pannen a Versäumnissen an engem Dossier, dee vun engem Service, an an deem Fall dem Service des Sites et Monuments, deen Ärem Ministère ënnersteet, net méi virkomme kënnen.

► **Une voix.** - Et kënn all Joers vir!

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Et wär dofir och wichteg, hei an der öffentlecher Sitzung vläicht eis dat nach eng Kéier mëndlech ze rappeléieren, wéi eng Moossnamen a Prozeduren Dir am Ministère ausgeschafft hutt, fir eben esou Pannen an Zukunft ze évitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Madame Ministesch als Pilotin bezechent, a si huet sech och exzellent Kopiloten an deem Dossier zougeluecht.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Am Niwwel ass et ëmmer gutt, e Kopilot ze hunn.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här Henckes, Dir musst ëmmer eleng pilotéieren op verschiddene Plazen.

(Hilarité)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo, jo, ben. Mir hunn awer eng kloer Siicht do derbäi.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Si huet sech ganz gutt Kopiloten zougeluecht. Ech wollt dofir déi Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg, déi och duerch eng Konvention dokumentéiert ass an déi am Joer 2004 ugaangen ass, ervirsträchen an och déi remarquabel Aarbecht vum Här Margue, deen och an d'Kommissioun komm ass an deen och duerch seng Vertrieederin eis um Site, wéi mer d'Visite gemaach hunn, gutt Erklärung ginn huet.

Och déi Decision, mengen ech, war eng richtig, och wa se vläicht e bësse spéit komm ass, dass de Musée elo eng Sektoun gëtt vum Musée national d'histoire et de l'art. De Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg, sou heescht déi Sektoun. Dat erlaabt nämlech, Synergie méiglech ze maachen. Den Här Oberweis huet déi a sengem schrëftleche Rapport jo ganz gutt opgezielt an och erkläert. A Synergien heescht jo an deem Fall och, Économies d'échelle ze realiséieren bei der Gestoun, bei der Exploitatioun vun deem Haus.

Wann ech scho vu Synergie schwätzen, wollt ech awer nach eng Kéier kuerz déi Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg uschwätzen, déi jo gutt leeft an déi jo och dozou gefouert huet, mengen ech, dass de Concept muséographique an och d'Programmationskonzept elo wierklech kloer definéiert ass.

Ech fannen et interessant, an duerfir wëll ech eng Remarque zu där Kollaboratioun maache mat der Uni Lëtzebuerg, dass déi sech aschreift an de Kader vun engem Programm, vun engem Forschungsprogramm vum Fonds national de la Recherche. E Programm, deen heescht „Vivre demain au Luxembourg“. An dese Projet „Vivre demain au Luxembourg“, dee beschäftegt sech mam Rôle vun der Mémoire am Entstoe vun den Identitéiten - ech betounen: vun den Identitéiten - hei zu Lëtzebuerg.

Ech wollt, fir vläicht och d'Konzept an d'Finalitéit vun deem Musée nach eng Kéier hei duerstellen - do maachen ech mer et vläicht e bëssen einfach, mä -, e Saz aus dem Här Oberweis sengem Rapport, dee mer exzellent gefall huet an, ech mengen, deen dat ganz gutt resuméiert, hei eng Kéier virliesen: «Le Musée abordera l'histoire nationale par le biais de l'histoire de la forteresse non pas sur un mode classique, qui risquerait d'être essentialiste et nationaliste, mais en distinguant clairement entre histoire et mémoire, entre affirmation scientifique et construction identitaire. En même temps, l'histoire de la forteresse permettra de montrer à quel point mémoire et histoire interagissent.»

Dese Wee erlaabt och fir de Besucher herno eng kritesch Reflexioun an Diskussioun iwwert dat, wat mer sinn, wou mer hierkommen a wat mer wëlle ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zur Konklusioun kommen, erlaben ech mer nach am Numm vun der LSAP der Madame Minister e puer Virschléi mat op de Wee ze ginn, an herno nach eng lescht Fro zu der Kollektioun Jordan, vun där nach net hei vill geschwat ginn ass.

De Site vun den Dräi Eechelen, dee jo de Schnëttpunkt ass vum ale Lëtzebuerg, vum neie moderne Lëtzebuerg, wou och Europa duerch d'Präsenz vun den Institutiounen eng wichteg Roll spillt, ass, mengen ech, ee vun de flottste Sitë vun eiser Hauptstadt an och vun eisem ganze Land.

Mir hunn och d'lescht Joer op deem Site de Parc Dräi Eechelen ageweit. A mir ass et wichteg, eis ass et wichteg. An ech wär frou, Madame Minister, wann Der derfir géift suergen, dass mat Äre Servicer, mat de Responsabele vum Service des Sites et Monuments, mat de Responsabele vum Musée, mat de Responsabele vum Mudam, mat de Responsabele vun der Philharmonie, mat de Responsabele vun de Festungsrënn, dass zesumme geschaff gëtt.

D'Madame Brasseur huet jo och schonn d'Wichtigkeet ervirgebrach, dass soll eng Zesummenaarbecht tëschent dem Mudam a Festungsmusée entstoen, mä hei sinn nach méi Acteuren.

Et soll do dat Liewen an déi Aktivitéit, déi uewen um Site ronderëm d'Philharmonie an - wou ech net d'accord sinn, wéi d'Madame Brasseur seet - ronderëm de Mudam, och no ënnen op de Site vun den Dräi Eechelen selwer erofdrainéiert ginn, dass et um ganze Site zu enger kohärenter Animatioun an Aktivitéit kënn, an dass och, ier de Festungsmusée vläicht ganz honnert Prozent fäerdeg ass, Liewen am Gebai vun den Dräi Eechelen selwer entsteet. Dat ass och wichteg.

Et solle Porte-ouvertes organiséiert sinn, et solle schonn Ausstellungen organiséiert ginn, Konferenzen organiséiert ginn. An et soll derfir gesuergt ginn, dass d'Aarbechten esou organiséiert a planifiéiert ginn, dass ee kann Aktivitéiten do maachen.

Ech weess, dass, wann et... Ech wär net frou, wann elo zwee Joer do e Chantier wär, zou wär an näischt géif geschéien. Ech weess, dass et och net ëmmer einfach ass, wann een nach muss Aarbechte maachen a Saachen do organiséieren. Mä ech wär frou, wann Der do géift op dee Rotschlo mat Äre Leit e bëssen ausgoen.

Ech kéint mer och virstellen, dass ronderëm um Site, baussen, ganz vill Aktivitéit kënn geschéie vun deene Kulturinstituter, déi ech virdrun opgezielt hunn. Ech hunn dat an anere Stied gesinn, wou regelméisseg Pique-nique-culturellen organiséiert ginn. Do kann ee ganz flott Aktivitéit maachen.

De Site gëtt am Moment schonn - an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung - gutt besicht vun Touristen. Meng meescht Kolleeginnen a Kolleegen, déi Guide hei an der Stad Lëtzebuerg sinn, hunn déi... d'Dräi Eechelen ass ee vun hiren Héichpunkten op hiren Touren duerch d'Stad.

An och zum Circuit Vauban, vun deem och nach net esou vill geschwat ginn ass, wëll ech nach eppes soen. Dir hutt eis an enger vun de Kommissiounssitzunge gesot, dass et méiglech wär, am spéide Fréijoer 2010 dee Circuit provisoiresch opzemaachen. Dat, mengen ech, wär gutt, well jo dann och en Deel vum Gebai - d'Entrée vun den Dräi Eechelen selwer ass jo en Deel vum Circuit Vauban, dat ass jo nach net en Deel vum Musée selwer; et ass awer schonn dat Gebai, wat awer jo elo schonn esou laang fäerdeg ass - och accessibel gëtt fir d'Leit.

Meng lescht Fro zu der Kollektioun Jordan. Et ass eng Kollektioun, déi de Stat kaf huet vun der Madame Brigitte a vum Här Klaus Jordan. Dat si Leit, déi hu 40 Joer laang gesammelt. Et handelt sech do ëm eng vun deene importanteste Kollektiounen an Europa iwwert d'Geschicht vum Festungswies. Et sinn 8.800 Volumen, 61 Manuskripten, Fotodokumentatiounen vun iwwer 180 Festungen an Europa.

Et ass eng Kollektioun, déi eng remarquabel Homogenitéit huet an déi de Stat zu engem remarquable Präis kaaft huet: 275.000 Euro. Experte soen, dat wär e Véierel vum Prix de marché. Ech mengen, dat war e gudd Kaf. Dat ass eng gutt Saach. An et soll jo...

An do ass meng Fro awer elo zu där Kollektioun... Déi ass jo elo ënnerbruecht zu Barteng am Dépôt vum Musée national d'histoire et d'art. An ass meng Fro: Ass déi Kollektioun fachgerecht ënnerbruecht? Ass déi Kollektioun katalogiséiert? A sinn do optimal Konditiounen geschaf fir d'Chercheuren, déi aus der ganzer Welt kënnen dohinner goen, fir dass dee Centre de documentation och e Centre de référence européen oder international ka gi fir Leit, déi op deem Gebitt vun de Festunge forschen?

D'Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären. D'Fro: Y a-t-il un pilote dans l'avion? Jo. Zweetens, mir fannen d'Konzept gutt. Drëttens - ech ginn net nach eng Kéier am Detail drop an -, mir fannen, dass et eng Plus-value ass. An dofir wäerte mir dee Projet stëmmen.

Ech wäert och gutt d'Weiderféiere vun deenen Diskussiounen nolauschten, a wann et muss sinn, och nach eng Kéier intervenéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Sou! Ech soen dem Här Angel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Brasseur huet virdu gesot, mer stéinge virum 13. Gebuertsdag vum Gesetz iwwert de Festungsmusée, an dat ass och richtig. Mä d'Iddi u sech, de Site vun den Dräi Eechelen ze revaloriséieren, ass scho vill méi al.

Schonn an den 80er Jore sinn éischt Aarbechten vun der DAC an deem Sënn duerchgefouert ginn. D'Diskussioun ass kontrovers an heftig gefouert ginn.

A well Biller heiansdo méi weisen, wéi Wieder kënnen aussoen, well ech just nach eng Kéier déi Karikatur hei vun 1992 vum Gérard Pierson weise mam gëllene Bagger. Et muss een dozou soen, dass „Fangeren ewech vun den Dräi Eechelen“, déi A.s.b.l. huet näischt bei deem Match hei gewonnen, quitte den éischte Projet ass gekippt ginn, mä si war och net mat deene Projeten duerno d'accord.

Mir haten als Gréng ëmmer eng decidéiert Positioun an där ganzer Saach, an dat ass och flott fir eis. Mir wäeren zwar frou gewiescht, net méi mussen iwwert de Projet ze schwätzen, mä mer kënnen an eiser konsequenter Linn dann och eng drëtter Kéier Stellung huelen zu deene Projeten an zu deem Débat haut.

Well eis berühmte Buerger am Verglach zu deenen, déi et an eisen Nopeschlänner an zum Beispill an Italien an a Spuenien gëtt, nach ëmmer relativ bescheide sinn, ass d'Festung Lëtzebuerg eigentlech dat eenzegst Denkmal kulturhistorischer Natur, dat Lëtzebuerg däitlech iwwert d'Mëttelmooss wuesse léisst.

Duerfir ware mir Gréng natierlech grondsätzlech derfir, dass ee soll d'Festung als essenziellen Attraktiounspunkt ausbauen an erëm eng Kéier revaloriséieren. De gréngen Deputéierte Robert Garcia hat esou schonns am Juli 1995 eng Proposition de loi déposiert, fir net nëmmen deen Deel, deen haut als Festungsmusée virgesinn ass, mä dee ganze Fort Thüngen ze erhalen an als Musée de la Forteresse ëmzebauen.

Ob et allerdéngs op déi Aart a Weis muss sinn, wéi et am Projet iwwert de Festungsmusée virgesi war, doriwwer léisst sech monter streiden. Mir si grondsätzlech éischter derfir, fir eeler Festungselementer zwar ze konsolidéieren, mä an hirem historichesche Verfall ze dokumentéieren an net eppes Kënschtleches erëm opzerrichten.

Besonnench beim éischte Projet, wou d'Dräi Eechelen an de Pei-Musée integréiert sollte ginn, war vun enger Disneyland-Aganshal an engem Konschtzentrum Rieds. Esou stoung et am „Forum“ vum Juli 1996.

Mä och an der Debatt iwwert den zweete Gesetzesprojet am Abrëll 2003 hate souwuel de Robert Garcia wéi och den honorabele Ben Fayot gemengt, d'Forteresse, d'Alstad ass keen Disneyland. Vlächicht hat dat den Här Fayot och deemools motivéiert, sech mat deenen deemools nëmme fënneg gréngen Deputéierte beim Vote ze enthalten.

D'Iddi, fir aus enger historischer Festung Ausstellungsraum ze maachen, wou ënner anerem och sollen delikat Exponater gewise gi wéi Textilien an Texter, ass nëmme mat héijem Opwand ëmzesetzen. Den Entretien fir esou eng Ausstellungssäll wäert extrem héich sinn, engersäits wat d'Hëtzen an d'Léfte betrëfft, anerersäits awer och wat d'Maintenance vu sämtlechen elektreschen an elektronischen Apparater an deem fichte Klima betrëfft.

De laangen onbequemen Dossier iwwert de Festungsmusée, deen och sengesgläichen zu Lëtzebuerg fënn, wann een duerno sicht, mécht an eisen Aen e puer Fakte ganz däitlech, mat deene mer zu Lëtzebuerg an der Kulturpolitik, awer net nëmmen do, ze kämpfen hunn.

Wéi bei esou ville Projete sinn déi Verantwortlech och hei nom Motto virgaangen: Le contenant intéresse plus que le contenu. Mir bauen d'Faass, ouni ze wëssen, wat mer drafëllen. Mir iwwerleeën eis keng Strategie. Den Zoufall regéiert och an der Kulturpolitik.

Déi Gréng hate schonn am Dezember 1996 beim Débat iwwert déi zwee Gesetze, dat vum Pei-Musée an dat vum Festungsmusée, déi zesummen debattéiert goufen an och net ze trenne waren, ee schlecht Gefill. Den honorabele Robert Garcia huet sech souguer un Haebicht erënnert gefillt.

Säit 1990 haten déi Gréng ëmmer erëm alternativ Propositionen gemaach, fir engersäits de Site vu Fort Thüngen a senger ganzer Integralitéit ze erhalen, an op där anerer Säit een anere Site, nämlech dee vun der Gare Bouneweg op eng formidable Aart a Weis ze revaloriséieren.

Nun, de Musée fir zäitgenëssesch Konscht ass net do gebaut ginn, wou déi Gréng dat wollten, an duerfir konnt de Site vu Fort Thüngen net a senger Integralitéit erhale ginn. Mä dat war emol net den Hauptpunkt vun eiser Kritik. Mir waren a mir sinn haut nach ëmmer iwwerzeegt dervun, dass mer eis bei alle Kulturinitiative fir d'éischt musse Gedanken iwwert de Contenu maachen, dann iwwert d'Gestaltungsstrukturen an duerno eréischt iwwert de Bau.

Wa mer beim Festungsmusée schonn 1996 mat der Situatioun konfrontéiert waren, dass mer just eng baulech Moossnam haten an et net kloer war, wéi dee Site sollt géréiert ginn, haten déi Gréng deemools schonn eng Motioun vun Vote gestallt, wou se d'Regierung opgefouert haten - an ech zitëiere mat Genoss -: «...à présenter dans les meilleurs délais une proposition, sous forme de projet de loi ou autre disposition réglementaire, sur la forme de gestion à confier au futur musée de la forteresse.»

Déi Motioun ass deemools mat de Stëmme vun der Majoritéit - et war déiselwech wéi haut: rout-schwarz - ofgelehnt ginn. An dat war, wéi gesot, schonns am Dezember '96.

Zéng Joer méi spéit, well de Projet Festungsmusée keen Enn krut a well d'Gestoun alles anescht wéi transparent war, hat d'Chamber d'Cour des Comptes beoptraagt - dat war am Juli 2006 - e Spezialrapport iwwert de Festungsmusée ze maachen. De Contrôle huet sech iwwert d'Zäit vum Dépôt vum Projet de loi 4191 iwwert d'Installatioun vun engem Festungsmusée am Joer 1996 bis zum Joer 2007 erstreckt.

Den Optrag vun der Cour des Comptes war, fir ze ënnersichen - ech zitëieren aus dem Gesetz vum '99 -: „la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics“. Ech ginn net an den Detail op de Rapport an, et ass och scho viles haut gesot ginn, ech erënnere just un e puer Hauptpunkten.

Schon am éischte Projet de loi iwwert de Festungsmusée sollt ënner anerem och den Aspekt vun der Identitéit vun de Lët-



zebuerger Sujet vun der Ausstellung sinn. Dësen Deel gouf duerch Amendementer gestrach, well en net konnt esou realiséiert ginn, wéi ursprüngelech geplangt, ass awer am zweete Gesetz vum Abrëll 2003 erëm bäigesat ginn.

Et ass festgestallt ginn, dass déi reng baulech Mesuren ënnerschätzt gi sinn an duerfir kee Geld méi fir den ursprüngelech virgesinnene museologesche Konzept bliwwen ass. Wéi d'Rallonge budgétaire mam Gesetz vum 2003 gestëmmt ginn ass, waren déi baulech Moossname praktesch all ofgeschloss.

D'Cour des Comptes huet festgestallt, dass d'Hierarchie net ëmmer respektéiert ginn ass, wat d'Sich no engem Responsabele fir den organisationellen a finanzielle Schlamassel vun dësem Muséeprojet schwéier mécht. Et gouf net déi néideg Trennung gemaach tëschent den Organer, déi fir d'Gestioun vum Projet zoustänneg waren, an deenen, déi fir d'Iwwerwachung, de Contrôle vun der Exekutioun responsabel waren.

Eigentlech geet dat, wat an dem Rapport vun der Cour des Comptes steet, net op déi berühmte Kouhaut. D'Donnéeën, déi d'Cour kritt huet, waren oft net vertrauenswürdig: Les États financiers sont rudimentaires, les informations sont parvenues avec un retard considérable.

De Service huet sech net un d'Recommandatioun vum der Lettre circulaire aus dem Statsministère gehalen, wat d'Adaptatioun vun de Präisser un de Bauindex betrëfft; verschidde Budgetsposte sinn ëm méi wéi dat Duebelt iwwerschrafft ginn; a well de Musée scho praktesch zënter 2001 fäerdeg war, falen och anstänneg Zomme fir Personal- a Fonctionnementskäschten un.

Aus dem Rapport vun der Kontrollkommission vun der Exécution budgétaire iwwert de Festungsmusée geet och ee bescheiden positive Message ervir. Den Direkter vum IGF stellt fest, dass et keng béiswëlleg Irregularitéiten oder Fautes gëtt. Dat ass alt schonn ëmmerhinn dat, an dat ass och net onwichtig.

Fir de Rescht ass relativ wéineg Positives do ze liesen. Et geet Rieds vun enger ganzer Rei Ongereimtheeten, déi dozou gefouert hunn, dass mer haut do stinn, wou mer eben elo stinn. A wann déi Gréng '97 kee gutt Gefill beim Projet Musée de la Forteresse hatten, a wa mir mat deem ongudde Gefill 2003 nach zimlech eleng do stoungen - just den Här Fayot stoung eis bäi -, esou huet sech dëst Gefill 2009 och nach net verbessert.

D'Iddi vum Festungsmusée, wou och d'Gebai selwer en Exponat ass, genau sou wéi dat beim Musée vun der Stad Lëtzebuerg an och dem Musée um Fëschmaart de Fall ass, ass och haut nach eng gutt Iddi. D'Gebai ass jo och scho jorelaang fäerdeg. D'Chamberskommission war 2007 an 2009 op der Plaz. Bei der Nuit des musées ass d'Gebai regelméisseg fir de Public op.

Wéi ee sech an der Zäit huet mussen uleeën, fir privat oder öffentlech Réceptiounen do ze organisieren, dat entzitt sech menger Kenntnis. D'Tariffer ware jo deemools sozial. Si hunn am Ganze just 3.872 Euro Recettë bruecht.

A mir sinn erstaunt missen ze liesen, dass de Kulturminister näischt dovunner wusst. An et huet eis gefreet ze liesen, wéi de Minister et bis wosst, huet en dës Locatioun ënnerbonnen.

Op där anerer Säit wier et jo vläicht eng interessant Iddi gewiescht, déi Locatioun e bësse méi public a professionnel ze maachen. Ëmmerhinn ass d'Gebai scho laang fäerdeg, vläicht hätt een do eng Recette kënnen erwirtschaften.

Wat dann elo nach soll gewise ginn, ausser de flotte Gebaulechkeeten, dat schéngt mer och haut nach net esou evident. Ee fréieren Direkter vun Sites et Monuments wollt jo emol d'Ausstellung, déi am Kader vun der 150-jähriger Onofhängegkeet vum Land realiséiert gouf, do ënnerdaach bréngen. Doraus gouf näischt.

Eng Equipe vu Paräiser Spezialiste wollt eng Zort Krichsmusée aus dem Festungsmusée maachen. Dës Zesummenaarbecht huet just Onkäschté produzéiert an dem Expertegrupp ass gekënnegt ginn.

Elo leien all eis Hoffnungen, wéi bei esou ville Projeten hei am Land, bei der jonker Uni Lëtzebuerg. Eng Equipe vu Chercheuren a Professoren ronderëm den Doyen Professor Michel Margue verfeinere den museologesche Konzept.

Mir begrëssen dat ausdrécklech, dass et dës Zesummenaarbecht mat der Uni gëtt. Mir weisen awer och drop hin, dass op der Uni Fuerscher an Enseignantë schaffen, an dat si Fuerscher an Enseignanten, a keng Zeenographen.

Problematesch bleift fir eis nach ëmmer, wat dann elo an deem Festungsmusée soll an der permanenter Ausstellung gewise ginn. D'Ausstellungsraum - mir sinn hei an enger aler Festung - sinn - ech hunn et scho gesot - nëmme mat vill techneschem Opwand konform, fir d'Ausstellung vun Originalen ze gebrauchen, besonnesch wat kriddelech Dokumenter ugeet.

Ee Schwéierpunkt am Konzept schéngt jo déi technesch Medien ze sinn. Schonns bei der éischter Visite vun der Chamberskommission stoung relativ vill Écranen an elektronesch Firlefanzen an der Festung. Mëttlerweil misste mer eigentlech scho wëssen, dass déi Elektronik zimlech ufällig ass, fir net ze funktionéieren, an dass den Aha-Effekt net méi deeselwechten ass wéi nach vläicht virun 20 Joer.

Här President, och déi Gréng sinn der Meenung, dass et eng genau sou spannend wéi noutwendeg Erausforderung ass, dass mir eis mat eiser Identitéit oder eisen Identitéiten auserneezen, dass mir esou Froe mat anere Partner, zum Beispill mat der Uni Lëtzebuerg, awer net just mat der Uni, diskutéieren an esou opbereeden, dass se engem breede Public vun Awunner aus eisem Land a vu Leit, déi op Lëtzebuerg op Besuch kommen, zougänglech gemaach ginn.

Et ass bestëmmt eng sënnvoll an noutwendeg Aufgab, sech mat Lëtzebuerg Identitéiten auserneezen. Wéi delikat a schwéier dës Aufgab ass, kann een u ville Beispiller aus dem lëtzebuergeschen Alldag gesinn. Ech gi just ee Beispill: d'Reaktiounen op d'Carte blanche bei RTL vum Serge Kollwelter sengem „Nëmme Lëtzebuerg als Statsbeamten“. Hei hat de fréiere President vun der ASTI sech erlaabt, dat ze soen, wat am Gesetz steet, dass mir am Dezember 2009 gestëmmt hunn.

Et sollt een natierlech E-Mailen, déi mam Courage vun der Anonymitéit geschriwwen ginn, net iwwerbewäerten. Et ass awer erstaunlech, mat wéi vill Haass eng Rei Leit sech zu Wuert mellen, wa si sech an hirem Versteedemach vum Lëtzebuerg getrëppelt fillen.

Och de Sujet Lëtzebuerg Béier liwwert vill Diskussionsstoff a schéngt e wichtige Bestanddeel vun der Lëtzebuerg Identitéit ze sinn. Wa mir da wëllen duerch d'Noperschaft vu Pei-Musée a Festungsmusée weisen, wou de Grand-Duché hierkënn, wou en haut steet a wouhin e sech wëll bewegen, da si mer eis jo och bewosst, dass mer jorhonnertelaang eng ländlech Region waren, dass d'Eisenindustrie den zweete Pilier vun eiser kultureller Identitéit war an ass, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg mat Sécherheet och eis Kultur geprägt huet, an dass ee weidere wichtige Pilier vun eiser Identitéit d'Migratioun ass.

Dat schlecht Gefill, dass sech bei eis beim Musée opdrängt, huet also näischt mam Sujet selwer ze dinn, mä mat der Aart a Weis wéi dës Projet ugepaakt ginn ass, an ëmgesat ginn ass, an ëmmer nach amgang ass ëmgesat ze ginn. Mir hunn eis als Gréng nëmme seel gëint Kulturprojeten ausgeschwat, well se ze deier solle sinn. Mir sinn éischter der Meenung, dass mir eis kënnen deier Kulturprojete leeschten, oder zumindest an der Vergaangenheet konnte leeschten. Mir mengen och, dass d'Leit hei am Land Verständnis duerfir hunn, wa mer grouss Investisementer maachen an der Kultur.

Mer mussen awer oppassen, dass mer net mat zweierlee Mooss fueren, an dass d'Gestioun vun de Suen transparent bleift, soss hunn d'Leit zu Lëtzebuerg kee Verständnis méi fir déi Politik. Da ginn d'Leit rosen, an dat zu Recht. D'Leit gi rosen, wa se gesinn, dass fir gewësse Projeten, déi an der politischer Hierarchie ganz uewe stinn, well se ënner anerem representativ Zwecker erfëllen, zum Beispill de Pei-Musée

oder d'Philharmonie, bal onbegrenzte Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Aner Projeten, déi fir d'Leit och wichtig sinn, wéi zum Beispill regional Kulturzentren a Bibliothéiken, fir am Kulturberäich ze bleiwen, déi mussen permanent struewelen, fir finanziell ze iwwerliewen.

D'Leit ginn och rosen, wa se gesi wéi schlecht verschidde Projeten am Viraus geplangt ginn. Wann eng Privatpersoun sech esou massiv verspekuléiert huet wéi zum Beispill de Kulturminister beim Festungsmusée, da mécht dës Privatpersoun Faillite. De Kulturminister dergéint, dee kënnt an d'Chamber a léisst sech eng Rallonge budgétaire stëmmen.

Natierlech drängt sech hei d'Fro op, wien dann elo responsabel ass fir dee ganze finanzielle Schlamassel vum Festungsmusée. Et gesäit esou wéi wa keen et wier. Et ass Schicksal, e bësse wéi beim Projet E-Go. Et huet een e lassgetrëppelt, et huet een d'Sue gefrot, d'Chamber huet d'Suen och gestëmmt, a wann et dann net klappt, dann ass op eemol kee méi do. Mir fannen dat net gutt. Do gëtt et ee Ministère an ee Minister.

Mir hate schonn am Kader vum Gesetz iwwert d'Erhalen an de Schutz vun eisem archeologeschen, historieschen, architektoneschen a landwirtschaftleche Patrimoine - dat Gesetz, wat schonns zéng Joer um Instanzwee ass a mat deem kee frou ass - nogefrot wéi et mat de personellen a finanziellen Ressourcen vum Service des sites et monuments nationaux ass a wat en internen Audit an deem Service bruecht huet.

D'Äntwert, déi mer eis am Oktober 2008 vun der deemoleger Statssekretärin an heiteger Ministerin mat enger Question avec débat erkämpft hatten, war dës: Feststellung si gemaach ginn um Niveau vu Responsabilisatioun, vun interner Kommunikatioun, intra Service, Cogestioun vun de Projeten, vun Délaïen an Enveloppen ze respektéieren, vun interner Kontroll am Service. Mir hunn eng Clarificatioun vun de Verantwortunge virgeholl, mir hunn Tâche festgesat, eng integréiert, dat heescht transversal Handhabung a Gestioun vun de Projeten agesat an e neien Organigramm opgestallt. Vun exakt elo un, nämlech vun elo un de Prozeduren no, hunn ech, dat war dann d'Madame Statssekretärin, och dat agesat wat een am Privatsecteurjargon géif Kontrolleur nennen, dat heescht een, deen de Suivi an de Contrôle vun den administrativen Budgets a comptableschen Aspekter vun de Projete mécht. De Projeten, déi selbstverständlech vun deenen eenzelne Conservateuren ofhänken. Dat ass normal, dat ass logesch, dat ass evident. Dat ass esou, an dat bleift esou. Alles kloer?

Fir eis net. Mir fannen, dass déi verschidde Services ënnert der Autoritéit vum Kulturministère hir Aufgaben net ëmmer esou erfëllt hunn, wéi ee sech dat eigentlech misst erwaarden. An et schéngt och relativ kloer, dass de Problem net doranner läit, dass vill Leit hir Aarbecht net gutt maachen, mä dass ze wéineg Leit ze vill Aarbecht mussen maachen.

E weidere Kritikpunkt ass d'Transparenz vun den Décisionsstrukturen. Dat bréngt mat sech, dass ganz vill Projeten aus deenen ënnerschiddlechsten Ursachen net esou vun der Plaz komme wéi et misst sinn. Haut ass et de Festungsmusée, deen um Programm steet. Ech hu schonns vum Gesetz iwwer eise kulturelle Patrimoine geschwat, ech kënnt och nach iwwert dat leidegt Stéifkand Nationalbibliothék schwätzen. Wier et net ganz einfach normal, logesch an evident, dass de Kulturministère fir sech selwer en Audit géif ufroen, anstatt dass alles esou bleift wéi et ass?

Här President, déi lescht Regierung hunn an deene leschte 15 Joer immens vill an déi kulturell Infrastrukturen zu Lëtzebuerg investéiert, an dat souwuel op nationalem wéi op regionalem Plang. Déi vieregte Regierung hat 2005, 2006 eng Enquête iwwert déi regional Kulturinfrastrukture gemaach, a festgestallt, dass déi regional Koordinatioun a Promotioun vu kulturellen Evenementer misst verstärkt ginn, dass mir eng kohärent Approche missten anhuelen, wat Strategie a Planung vun de verschidde kulturellen Instituter hei am Land betrëfft.

D'Kulturpolitik hei am Land muss sech asetzen, fir nach méi eng räichhalteg an dynamesch kulturell Zeen zu Lëtzebuerg ze kréien, a muss sech och aktiv dorëm beméie keng Leit, aus welche Grënn och ëmmer, vun deem Prozess auszegrenzen. Mir begrëssen duerfir, dass am Regierungsprogramm ënner anerem steet, dass d'Kulturpolitik transversal muss sinn an och aner Politikberäicher muss abezéien.

An dës Iwwerleeung féieren eis direkt zu dem Pacte culturel, dee virun de Wahlen vun alle politesche Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, ënnerschriwwen ginn ass. Mat dem Pacte culturel hu mir eis verpflichtet, fir een nationale Plang fir eng nohalteg kulturell Entwécklung fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Dee Plang soll sech op ee Wäissbuch Kultur kënnen baséieren, an et soll och eng Budgetsetüd derbäi sinn, déi de Finanzement vun der Ëmsetzung vun dësem Programm duerstellt.

Esou ee Wäissbuch ass et schonns eng Kéier an der Kultur ginn, d'Wäissbuch vum Joer 1998. Dat Buch hat keng allze héich Welle geschloen, et pour cause. Mir sollen et dës Kéier besser maache wéi 98, mir solle vun Ufank un an enker Zesummenaarbecht mat deene verschidde Acteuren aus dem kulturellen an artistesche Milieu zesummeschaffen, eventuell vun de Recommendationen vum Wäissbuch vun 98 ausgoen, an eng ganz Rei wichtige Aspekter besonnesch ervirsträchen, wéi zum Beispill d'Professionaliséierung am kulturelle Secteur, de sozialen Aspekt vun der Kultur, d'Wichtigkeet vun der Kultur bei Kanner a Jugendlechen.

Duerfir, Här President, déposieren ech eng Motioun an deem Sënn.

Motion 2

La Chambre des Députés, considérant

- que les investissements importants réalisés par le Gouvernement les quinze dernières années ont mené à une couverture adéquate du territoire par des infrastructures culturelles au niveau national et régional;

- les recommandations du livre blanc sur les nouvelles institutions culturelles présenté en 1998 par le Ministère de la Culture;

- que l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale souligne la nécessité d'améliorer la coordination et la promotion des activités culturelles au niveau régional;

- qu'une approche cohérente en ce qui concerne l'élaboration des missions stratégiques et la programmation des institutions culturelles au niveau national, régional ainsi que local doit être favorisée;

- que le grand défi de la politique culturelle future sera la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays;

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre d'un plan de développement culturel pluriannuel;

invite le Gouvernement:

- à faire élaborer, en association étroite avec les différents acteurs du secteur artistique et culturel, un livre blanc sur la politique culturelle luxembourgeoise sur lequel sera basé un plan de développement culturel pluriannuel en prenant en considération

- les recommandations du livre blanc de 1998 et de l'enquête sur l'infrastructure culturelle régionale de 2005/2006;

- les différentes administrations et institutions culturelles;

- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur;

- le profil des différents instituts culturels;

- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art;

- l'accès à la culture des différentes couches sociales;

- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes;

- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Fir nach eng Kéier kuerz op de Projet de loi 6071 zrëckgekomen, ech wëll dem Rapporteur, dem honorabelen Här Oberweis, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mat allem, wat bis elo an deem Dossier geschitt ass, mat allen Ongereimtheeten aus der Vergaangenheet musse mer feststellen, datt et och nach an der ganz rezenter Vergaangenheet weider Ongereimtheeten, wat de Projet Festungsmusée ugeet, gëtt.

Zum Beispill huet d'Chamberskommission den urspringlechen Text, deen d'Regierung déposéiert hat, guer net ze gesi kritt. Den Text ass laanscht d'Chamberskommission un de Statsrot gaang a gouf schonns geännert, ier en an d'Kommission komm ass.

Erstaunlech ass och eng Ausso am Rapport vun der Kulturkommission vum 19. Oktober 2009, do steet: «L'Administration des bâtiments publics aurait été mieux outillée pour assurer le rôle de maître d'ouvrage pour musée.» Domat si mer och averstanen. Mä mat der Erklärung, firwat datt dat, wat besser wier, net geschitt ass, si mer net zefriden: «C'est suite à son refus que le Service des Sites et Monuments nationaux a été désigné maître d'ouvrage.»

Dat ass sech d'Saach e bëssen einfach gemaach. Wann déi eng Administratioun net wëllt, da mecht et alt déi aner. Do gëtt et jo awer och e Chef un der Spëtzt vun der Administratioun. Firwat d'äerf deen, deen et am beschte kënn, einfach soen, e géif et net maachen?

Et ass logesch, datt mer de Festungsmusée net am aktuellen Zoustand kënnen hänke loosse, d'äerf stëmme mir och net géint de Projet. Et ass awer genauso logesch, datt déi Gréng déi Zopp do, déi mir weder bestallt nach gehollef hu kachen, elo och net hëllef ausläffelen, an d'äerf wäerte mer eis bei deem Projet hei enthalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci, an als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Regierung, wéi och déi virdrun, a besonnesch d'CSV, déi jo zënter laangem fir d'Kulturpolitik hei am Land verantwortlech ass, hat fir d'Dräi Eechelen nach ni vill iwweg. Fir d'éischt wollt si de Fort Thüngen, fir dem Pei-Musée méi e groussen Agank ze maachen, bal ganz ofrappen. Et ass nëmme dem Widerstand vun de Lëtzebuerger, a besonnesch och deem vun de Festungsfreënn ze verdanken, datt de Fort Thüngen konnt virun der CSV gerett ginn. D'Fro ass iwwerengs och, ob de Pei-Musée iwwerhaupt eng Entrée brauch. Et geet jo bal keen dohin. Mä dat ass eng aner Diskussion.

Mä wat fir eng Geschicht ass aus deem Dossier Festungsmusée entstan! Zënter elo scho bal 15 Joer gëtt un den Dräi Eechele geknécht a gemauschelt. Den Här Rapporteur vum Projet 6071 huet a senger Interventioun nach eemol déi wichtegste Etappe resüméiert. Fir seng Méi a seng fläisseg Aarbecht soe mir him Merci, mä aus all deene Grënn, déi ech elo nach wäert nennen, kann d'ADR deem Projet awer net hiren Accord ginn.

Den Dossier Festungsmusée ass eng Geschicht vun Inkompetenz an Duerjerneen, vu schlechter Gestüen an onverantwortlichem Émgank mat eise Suen. Wéi dacks gouf un Konzept fir d'ese Musée ronderëm gekoschert a gedoktert, wéi dacks goufe Meenunge geännert, wéi dacks fäerdeg Projeten nees verworf?

Loosst mech et d'äerf soen, Här President, d'Veantwortung fir de Misär ëm d'Dräi Eechele läit d'äerf bei der Politik,

bei der CSV, fir ganz prezis ze sinn, an net bei deene Beamten, déi ëmmer nees hu misse probéieren, fir all puer Méint déi neitsten dilettantësch Naupen aus dem Kulturministère a Realitéiten ëmzesetzen.

Ech wëll lech den Detail vun de Statistiken an Zuelen erspueren. Anerer hu schonn Zuele genannt, de Statsrot, d'Cour des Comptes, alles ass gewosst, alles kann nogelies ginn. Villes ass och schonn zu Recht vu verschiddene vu menge Virriedner kritiséiert ginn. Der Madame Basseur féliciteieren ech fir hir Interventioun. Villes stoung och schonn an der Press, wéinstens an där, déi net vun der CSV kontrolléiert gëtt.

Mä e puer Feststellung wëll ech awer hei d'äerf treffen: Iwwert de Konzept, iwwer politesch Nominatiounen, iwwer Amateurismus an iwwert den Émgank mat de Sue vum Steuerbezueler. Déi Éischt ass, datt alles anescht wéi sécher ass, datt dee Konzept vun dem franséische Büro, deen als éischte mam Projet beoptraagt gouf, net scho gutt a richtig war. De museographesche Programm aus dem Gesetzesprojet vun 1996 war jiddefalls d'äerf militäresch orientéiert.

Här President, wou war da wierklech den Duerjerneen? Bei deenen, déi den Opdrag ginn hunn, oder bei deene professionelle franséische Spezialisten, déi d'ese Opdrag fachgerecht ëmgéist hunn? Wann een d'Geschicht vum Projet kuckt, da weist de Fanger ganz d'äerf op de Kulturministère.

Déi zweet Feststellung ass, datt d'CSV, wéi esou dacks, och alt nees d'Nominatiounen an deene leschte Jore gemaach huet, déi de Geroch vum politesche Favoritismus net lassginn. Mir denke jiddefalls, datt en Direkter vun engem Festungsmusée sollt wéinstens eng Ahnung vu Militärgeschicht hunn. Jidderwee weess, datt, wann een eng Leeder brauch, da keeft ee kee Kuerf. Fir d'CSV ass dat awer net esou wichteg, ob Leeder oder Kuerf, wat zielt ass d'Fuerf.

Déi drëtt Feststellung ass, datt et kaum ze gleewen ass, mat wéi vill Amateurismus op den Dräi Eechele geworcht gouf. Et kann ee sech bal net virstellen, datt do zum Beispill keng Klimateil a gebaut gouf, fir déi wertvoll Exponater ze schouwen, keng Plaze fir Stroumkabele virgesi waren, déi sollten d'Belichtung vun de Vitriné garantéieren. Engem Handwierker, deen esou schafft, deem bezilt een d'Rechnung net. Enger Regierung, déi esou schafft, där solle mir awer d'Rechnung maachen, well den Dag kënn, wou si se och muss bezuelen.

Déi véiert Feststellung ass, datt de Fort Thüngen jo en Deel vum Circuit Vauban ass, an datt d'Leit, wa se dee gaange sinn, biergop a biergof, erop op de Fort Obergrünwald, erop op de Fort Niedergrünwald, méi wéi sécher midd an duuschtereg sinn, wa si endlech op den Dräi Eechelen ukommen. Dat géllt besonnesch och fir eis eeler Matbiereger. Et ass d'äerf d'är bekannter Mënschfrëndlechkeet vun der CSV absolut wierdeg, datt och wierklech néierens eng Plaz virgesinn ass, fir sech ze erblosen. Kee Café, keng Buvette, keng Terrasse, guer näischt, an dat op enger vun deene schéinste Plaze vun der Stad! Wann d'CSV net och schonn den Tourismusministère hätt, Här President, da misste se en elo fir déi dote Leeschtung och nach kréien.

Här President, erlaabt mer hei festzehalen, datt déi Manéier, wéi deen Dossier Festungsmusée vun der CSV géiert gouf, näischt anescht ass wéi e massiivt an onverantwortlecht Verbëtze vu Steiergelder. Bal all Kéiers, wann ech hei schwätzen, da froen ech mech, wou de séchere Wee vun der CSV dann hiféiert. Haut ass d'Antwort besonnesch einfach: An der CSV steet den C fir Chaos, an SV steet fir Sue verbëtzen.

(Hilarité)

Mä esou traureg dat och ass, et ass awer nach net esou schlëmm wéi dat, wat ech lech elo muss verzielen. Am zweeten Deel vu menger Interventioun geet et ëm e besonnesch eechte Sujet, well et geet ëm eis national Identitéit.

► **Plusieurs voix.** - Oohhh! Aaahhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wéi de Projet Festungsmusée eng éischt gesetzlech Form sollt kréien, dunn ass dat

durch de Gesetzesprojet 4191 geschitt am August 1996. Deemools hat Lëtzebuerg nach eng national Identitéit, well de Projet sot - an ech zitieren: «Plus encore que les circuits VAUBAN et WENZEL, un Musée de la Forteresse peut servir d'outil pédagogique et de lieu de communication pour faire appréhender, comprendre et assimiler l'Histoire et l'Identité...» - an dat war mat Majuscule geschriwwen - «...du Luxembourg. Le but du musée est de raconter et d'élucider la spécificité de notre forteresse et l'identité...» - am Singulier - «...de ses habitants.» An da weider: «Notre identité...» - au singulier - «...a été façonnée pour une bonne partie par ces deux facteurs, et c'est précisément cette réalité qu'il s'agit de montrer et de rendre palpable dans le futur Musée de la Forteresse.»

Mir haten also deemools eng Identitéit, an de Musée hat, och wat d'Identitéit ugeet, ee kloren, affirmativen Opdrag. An dunn, aus Grënn, déi eis net bekannt sinn, ass déicéiert ginn, fir der Universitéit d'ese Ausstellung iwwer eis Identitéit unzevertrauen. Et gëtt wuel eng Konventioun tëschent dem Kulturministère an der Universitéit - anerer hu schonn dovun geschwat -, mä déi ass awer eng ganz allgemeng, an net spezifesch wéi déi Thematik oder déi Ausstellung am Festungsmusée.

Hei huet also de Kulturministère, unni datt dat néideg gewiescht wier, eng aussererdentlech sensibel Thematik ofginn an an d'Hänn vun anere Leit geluecht. Zu wat dat geféiert huet, kënn mir an deem neie Gesetzesprojet 6071 noliesen. Ech zitieren auszuchsweis, a fir d'éischt emol historesch Onzougläichkeeten: «...l'État, à partir du Bas Moyen Âge, tente d'identifier ses citoyens en leur donnant une identité figée au moyen de recensements ou de papiers d'identité...» Ech ginn elo net op eng Diskussion iwwert déi historesch Genèse vun der Notioun vum Stat an, an ech erspueren lech och Erklärungen iwwert d'Mëtzelalter, mä esou wéi dat hei behaupt gëtt, stëmmt et net!

Mir wieren eis och géint eng Presentatioun, wéi si am Gesetzesprojet 6071 vun der Regierung gemaach gëtt, vun enger Identité collective, déi d'Identitéit als e rengen kulturellen Konstrukt presentéiert, wuel gedroen durch e System vu Symboler a Wäerter, mä lassgeléist, an dat ass wichteg, lassgeléist vun Notiounen wéi dem Territoire, der Sprooch, der Relioun, der Kultur an der Communauté d'esprit et d'histoire.

Mir verbidden eis, datt esou Notiounen, déi fir vill vun eis Wertvolles a Positives bedeuten, déi vill Leide fir eis Land an Erënerung ruffen - vum Heemwéi vun deenen Ausgewanderte bis hin zum heroeschen Affer vun eise Resistenzler -, an engem Text, deen iwwer eng Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit soll goen, vullkommen eesäitig an iwwerflächlech mat Xenophobie, Rassismus a Krich an Zesammenhang bruecht ginn. D'Lëtzebuerger Identitéit ass alles anescht wéi xenophob, alles anescht wéi rassistesch, alles anescht wéi aggressiv.

Mir loosse eis et net gefalen, datt vun eiser Regierung eis national Identitéit an Europa als eng Zort vu geféierlechem an archaechem, quasi antieuropäischem Relikt presentéiert gëtt. Ech zitieren de Projet de loi: «...les expositions temporaires en particulier peuvent contribuer à une réflexion sur ce que signifie „identité nationale“...» - déi Kéier ënner Anführungsstrécher gesat - «...et peut apporter comme ressource ou peut comporter comme risque dans une Europe qui se veut multivoire supranationale.»

Déi Leit, déi esou eppes schreiwen, hunn d'Geschicht vun der europäescher Integratioun ganz evidenterweis net verstan an interpretéieren an d'Union eng Finalitéit, déi se net huet an och net d'äerf hunn. Déi negativ Referenden an dräi Länner an deene leschte Joren hunn dat och nees d'äerf gemaach.

Am Projet de loi gëtt geschwat vu Politiques identitaires am Pluriel, vun Types d'identités multiples, vun Identités transitoires, och am Pluriel, an esou virun. Mir sinn net d'accord, datt eis national Identitéit op déi Manéier soll beschtefalls relativéiert, schlëmmstefalls niéiert ginn.

Loosse mer dach all déi Leit, déi dovun dreemen, datt am Zäitalter vun der Mondialiséierung déi national Identitéit just nëmme nach e Konzept vun der Vergaangenheet wär, dat misst hanner eis gelooss ginn, an déi bewosst déi national Identitéit mat engem primitiven Nationalismus wëlle verwieselen, drun erënnere, datt all Vollek u senger Identitéit hängt an un hir festhält.

Wann d'Leit an Europa a soss an der Welt mengen, datt hir Identitéit a Gefor wär, dann deet dat hinne wéi. Et mécht hinne Suergen. An a Referenden an op aner Manéiere weise si, datt si hir Identitéit verdedegen. Besonnesch och an enger mondialiséierter Welt huet den Nationalstat a senger weltoppener an toleranter Prägung nach seng Existenzberechtigung a ganz sécher och eng Zukunft.

Deen eréischt kierzlech verstuerwene franséischen Anthropolog an Ethnolog Claude Lévi-Strauss huet vun der Identité nationale als vun enger Sorte de foyer virtuel geschwat, auquel il nous est indispensable de nous référer. An hien huet Recht, well eng national Identitéit ass eemol fir d'éischt e geeschtegt a kulturellt Doheem, e Sichen no deem, wéi een ass, an eng Inklusioun vun deem, wat een ass, an net eng Exklusioun vun deem, deen anescht ass. Si definéiert sech net géint anerer als Oppositioun, mä am Verglach zu aneren an engem komparativen Prozess op der Sich no rasonnéierter Objektivitéit.

Mä an den Ae vun eiser Regierung ass dat net esou. No e puer vun méi wéi diskutablen Iwwerleeungen an hirem Projet de loi kënn si dann op den Héichpunkt vun hirem Considéeratiounen iwwert d'Identitéit. «Il est préférable...», seet d'Regierung, «...d'utiliser le terme au pluriel.»

Elo hu mir also net méi eng national Identitéit, wéi nach am Gesetz vun 1997, mä ewell hu mir der gläich méi, „des identités au Luxembourg“, an domadder - dat muss ee jo wuel doraus schléissen - keng Identité nationale au singulier méi.

Déi do Form vun identitärer Schizophrenie erënnert eis un dem Richard David Precht säi Buchtitel „Wer bin ich - und wenn ja...“...

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Braz lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, et deet mer leed. Ech hunn net genuch Riedezeit. Wann ech herno nach Zäit hunn, da ganz gär.

(Interruption)

...dat ass dem „Wer bin ich - und wenn ja wie viele?“. Dat ass den Titel vu senger philosophescher Rees a Buchform, deen hien enger spontaner Iddi vum Lëtzebuerger Schrëftsteller Guy Helminge ze verdanken huet.

„Wer bin ich - und wenn ja wie viele?“ schéngt och de Motto vun der Ausstellung am Festungsmusée ze ginn. An enger Ausstellung, déi aus lauter feiger politescher Korrektheet sech net méi traut, fir eppes ze affirméieren, mä nëmme nach alles a Fro stellt. Och dat ass ganz anescht wéi nach 1997.

De Courage, fir sech zu deem ze bekenne, wat d'Lëtzebuerger eemol woren a wat mir eigentlech och wollte bleiwen, huet d'Regierung verlooss. Natierlech musse mir doriwwer nodenken, wien a wat mir sinn; mir Lëtzebuerger an déi, déi bei eis sinn. Mä dat villt Denken entléisst keen aus senger Verantwortung, mä et stäerkt d'Vepflichtung, fir kloer a gutt iwwerluechte Positiounen ze formuléieren.

Här President, domat huet d'CSV eng nei Bier opgestouss, well no d'ese Projet de loi all minoritär Communautéiten jo hir Identitéit hunn, déi se superposéieren, gëtt d'Lëtzebuerger...

► **Une voix.** - Firwat hat d'ADR deen da gestëmmt, dee Projet?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...national Identitéit u sech praktesch niéiert.

(Interruption)

Well all minoritär Communautéiten hir respektiv Identitéit hunn, déi jo och keen hinne wëllt ofschwätzen, schéngt dat grousst Ganzt awer säi Recht op eng eegen Identitéit ze verléieren. Déi d'äerf



net - an ech zitieren - figéiert ginn - et ass och dat, wat den Här Braz elo gesot huet -, deene minoritäre Communautéiten hir awer anscheinend dach.

A wou si mir domadder ukomm? Loosse mer daitlech soen, datt et hei net drëm geet, a Fro ze stellen, datt eis national Identitéit iwwert d'Jorhonnerten och en evolutive Charakter hat an huet. Vill Aflës wierken op eis an. Och huet eis national Identitéit regional verschidden Ausprägungen duerch dialektal Variante vun eiser Sprooch, duerch Gebräicher, Seeërcher. Mä alles dat gehéiert zu eiser nationaler Identitéit, an déi loossen d'Lëtzebuenger sech net ewechhuelen.

Eis national Identitéit ass och keen Ausdrock vu verdreemter Nostalgie. Si ass éischer en Opruff un all Leit hei am Land, déi vun hei, an déi, déi bei eis kommen, fir sech bei aller Verschiddenheet zesummen an enger Geschicht, an enger Kultur an an enger Sprooch erëmfannen, an der Kontinuitéit vun engem Land, dat op zolitte Fëllementer opgebaut ass, fir datt mir all zesumme kënnen dat Lëtzebuerg vu muer opriichten. National Identitéit schaaft och national Solidaritéit, jo, si ass bal eng Konditioun derfir.

Eis national Identitéit wor ëmmer an ass och weiderhin op fir déi Apporten, déi vu bause kommen. Déi, déi bei eis kommen, fir bei eis a Fräiheet a Wuelfstand ze liewen - a si sinn eis wëllkomm -, mussen eis Identitéit awer akzeptieren. Dat verlaangt schonn deen elementarste Respekt gégeniwwer dem Gaaschtland. De géigesäitege Respekt an d'Héiflechkeet am Zesummeliewen erméiglechen och eng séier Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger.

Här President, wien huet d'Veantwortung fir déi Ausstellung iwwer eis national Identitéit am Festungsmusée? Mir sinn hei net am Zeenario vun der gëlle Fra 2, vun där

jo nach behaupt gouf, datt si soll eng Zort vu Konschtwierk sinn. Hei si mir, op d'mannst emol theoretesch, am Beräich vun der wëssenschaftlecher Presentatioun vun eiser Geschicht an eiser Identitéit an engem staatleche Musée. Dat huet domadder och en offizielle Charakter.

Wien dréit also déi politesch Verantwortung? Dat muss och kloer de Kulturminister sinn, an net iergendwelch Mataarbechter vun enger Universitéit.

Här President, et ass net, datt mir net bereet wäeren, fir iwwer eis Identitéit ze diskutieren oder ze fuerschen, och iwwer hir konstitutiv an evolutiv Charakteristika. Lëtzebuerg hält, ebe well et eng staark national Identitéit huet, esou Diskussiounen och gutt aus.

Si maachen eis keng Angscht, an et steet och ganz selbstverständlech jiddwerengem fräi, fir doriwwer ze denken an ze soen, wat e wëllt. Mä an där offizieller Presentatioun vun eiser Identitéit an engem Statsmusée verlaange mir op dat Allermannst Respekt fir all déi, an et sinn déi Allermeescht vun eis haut an a fréiere Generatiounen, déi sech hir Lëtzebuenger Identitéit net wëllen an net wollten ewechhuele loossen.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

Jo. Här Braz, ech hunn nach...

► **M. le Président.**- Den Här Braz kann lech elo eng Fro stellen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo. Merci, Här President. Den Här Kartheiser probéiert bei deem heite Projet eng Debatt hei an d'Chamber eran ze importieren, déi an de leschte Méint a Frankräich gefouert ginn ass iwwert d'Identité nationale. Ech hu kee Problem doriwwer ze diskutieren. Do wär villes derzou ze soen; vläicht

net mat jiddwerengem. Mä trotzdeem, doriwwer däerf een diskutieren.

An ech hunn am Fong just eng Fro un lech, ouni op villes vun deem, wat Der gesot hutt, anzegoen. Dir hutt et um Enn vun Ärer Interventioun och probéiert ze placieren: den evolutive Charakter vun der Identitéit. Dir hutt dat natierlech net dévoppéiert. Dir wollt et just nach eng Kéier gesot hunn, fir lech dem Virwurf net ausgesat ze gesinn, dass Der et net gesot hätt. Mä dat ass awer de sprangende Punkt.

D'national Identitéit, d'Identitéit, dat wat d'gemeinschaftlech Gefill ausmécht zu Lëtzebuerg an och an anere Länner, ass an eisen Aen ni eng figéiert Notion. D'Identitéit vu Lëtzebuerg vun haut ass mat Sécherheet eng aner, wéi déi vu virun engem Jorhonnert. D'Geschicht ännert doduerch net. D'Geschicht bleibt d'Geschicht. D'Fakte bleiwen d'Fakten. De Conscient an den Inconscient bleiwen déi, déi se sinn.

Mä d'Identitéit vu Lëtzebuerg, e moderne Stat mat enger grousser Bankeplaz, mat enger dichter Industrie, ass haut net méi déiselwech wéi de Bauerestat vu virun engem Jorhonnert, wou et kaum Industrie zu Lëtzebuerg gouf, wou Lëtzebuenger ausgewandert sinn, well se vun Honger gestuerwe sinn, an aner Kontinenter, wou se frou waren, datt anerer se opgeholl hunn a se net als eng Gefor fir hir Identitéit opgeholl hunn.

Duerfir meng Fro un lech, Här Kartheiser. Mengt Der net, dass déi wesentlech Debatt eigentlech awer déi ass vun der Evolutioun no vir, mam Bléck no vir, fir ze kucken: Wat ass dat, wat eis alleguer verbënnt, wat d'Land kann no vir bréngen? Ass dat net déi wichtegst Fro, an Ären Aen och?

Oder mengt Dir wierklech, d'Lëtzebuenger Identitéit wär iergendwann eng Kéier stoe bliwwen? An da sot Der mer awer och wann ech gelift a wéi engem Joer; da wësse mer et.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen dem Här Braz Merci an ech wëll him an zwee Punkten äntworten.

Deen éischen ass: Hunn ech elo hei probéiert eppes an eis Debatt anzeféieren, wat aus Frankräich kënn? Neen. Mä d'ADR ass vläicht déi eenzeg, déi de Projet de loi ganz gelies a ganz verstanen huet.

(Interruptions diverses)

Well dat eent ass den...

(Interruption)

Entschëllegt, Här Bausch. Elo hunn ech d'Wuert, wann ech mengen et richtig verstanen ze hunn.

(Interruption)

Jo. Mä wësst Der, do sinn ech och net eleng hei, he?

(Interruption)

Ech wëll elo Ärem Kolleg, dem Här Braz, äntworten. A wann Der déi Héiflechkeet gégeniwwer Ärem Fraktiounskolleg wëllt hunn, datt ech him kann äntworten, da wär ech dankbar.

(Interruption)

Also! An deem Gesetzesprojet ass e groussen Deel gang iwwert d'national Identitéit. Wat verwonnerlech ass, ass datt keen heibannen ausser eis wierklech déi Problematik do erkannt huet, nämlech déi Evolutioun ewech vun der nationaler Identitéit an eng Pluralité d'identités, an dat an engem offiziellen Text. An dat ass verwonnerlech.

(Interruption)

An do soen ech mer: Wou ass dann d'Sensibilitéit vun deem Parlament an enger wichtiger Fro, déi d'Leit beschäftegt, wann an esou enger Fro keng Diskussioun opkënn? Ech si frou an houfreg op meng Partei, datt déi wéinstens op dat do opmierksam mécht.

Dat Zweet ass, den Här Braz huet mer eng Fro gestallt, déi awer u sech keng Fro ass. Et ass eng Paraphras vu mengem Discours, well en huet...

(Hilarité)

Awer keng virtuos, Här Braz! Et wor eng Paraphras, awer et wor keen Akt vu Virtuoso-

sitéit. Well, wann Der mer nogelauschert hätt, da fannt Der all déi Wieder, déi Dir selwer benotzt...

(Interruption)

Jo, ech zitieren mech selwer och heiansdo ganz gär.

Mä ech wollt awer dem Här Braz soen, dat wat hie gesot huet, „net figéiert“, dat hunn ech gesot a mengem Discours. Dir sot Zukunftsgeriicht; ech soen, mir wëllen all zesummen dat Lëtzebuerg vu muer opbauen op engem zolitte Fëllement, wou mer och drop stinn. Ech gesinn do keng grouss Ennerscheeder tèschent Ärer Reaktioun, déi ech respektieren an déi ech an hirer ganzer moralescher Dimensioun kann nofillen, mä Dir sot näischt anescht wéi dat, wat ech gesot hunn.

Ech soe just, datt mer eng Identitéit hunn, wou anerer hir Apporté bréngen. An ech refusieren awer ze soen, mir Lëtzebuenger hätten eng Pluralitéit vun Identitéiten. Et gëtt méi Identitéiten zu Lëtzebuerg, awer mir hunn eng national Identitéit.

► **M. le Président.**- Sou! Ech mengen, elo wär déi Fro beäntwert. Elo huet den Här Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier d'Wuert gefrot...

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Kann ech nach eng Kéier schwäetzen?

► **M. le Président.**- Ma neen. Dir sidd elo fäerdeg, Här Kartheiser. Dir hutt...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass keng Fro.

► **M. le Président.**- Neen, Dir hutt net permanent de Mikro. Elo kënn den Här Jean-Louis Schiltz.

(Hilarité)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei just véier Remarquë maachen.

Déi éischt. Gësch, wou den Här Kartheiser geschwat huet, sinn ech aus dem Sall gaang. Ech hätt dat haut och solle maachen.

Zweetens, déi Ausféierungen à propos vun der CSV vum Här Kartheiser treffen net zou.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech fannen awer dach.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Drëtens, déi aner Ausféierung vum Här Kartheiser zu deene Punkten, déi en opgeworf huet, insbesondere alles, wat em Identitéit an Identitéiten dréit, treffen och net zou. An ech sinn iwwerzeugt, datt all Fraktiounen sech deem hei Punkt kënnen uschlëssen heibannen, mat Ausnahm selbstverständlech vun der ADR.

Véiertens, pour le reste ass deen Episod hei sans commentaire.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Är Äntwert war awer och sans commentaire. Dat war miserabel.

► **M. le Président.**- Sou! Elo kënn d'Madame Kulturminister Octavie Modert drun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir hutt näischt ze soen, Här Schiltz.

► **Une voix.**- Et war scho méi wéi dat, war Dir gesot hutt.

(Hilarité)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären... Jo. Merci, Madame Basseur, fir Är Interpellatioun. Och Merci souwisou dem Här Rapporteur an dem Rapporteur vun der Comexbu, déi am Fong geholl jo datselwescht gesot hu wéi Dir, Madame Basseur, well Dir hutt jo gesot, grad wéi allegueren déi aner, ech hätt eppes an deem Dossier ennerholl.

An duerfir verstinn ech de Sënn net ganz richtig vun Ärer Interpellatioun. Obschonn, kulturell Infrastrukturen sierge jo ëmmer fir passionéiert Debatten, derfir

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Zu Biver an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*



an dergéint, an dohier ass dat hei och haut näischt esou Besonnesches.

Verwonnert sinn ech doriwwer, a verwonnert sinn ech och, datt hei erëm Saachen opgeworf gi sinn, déi schonn iterativ beäntwert gi waren, déi och herno vun deeneselwechte Leit, nodeem se am Ufank d'Froen esou gestallt hunn, wéi wann een näischt gemaach hätt, herno awer dann - an dat war ganz léif - drop higewisen hunn, datt een eppes gemaach hätt an datt een eigentlech alles ënnerholl hat.

Well, meng Äntwerten op dem Rechnungshaff seng Bemierkungen, mengen ech, hunn dat schonns ausgesot. Si hunn och ganz dacks widderluecht, wat d'Cour des Comptes geschriwwen hat.

An ech muss och soen, datt ech mech iwwer eppes anescht nach ëmmer woneren. Dat ass, datt nach ëmmer Saachen an d'Welt gesat ginn, déi scho laang net méi sinn, déi sech hartnäckeg halen, wéi déi Saache mat de Réceptiounen am Gebai. Zwar hutt Der wuel vill méi spéit da gesot, et wär jo elo gutt, datt dat net méi de Fall wär, mä da sot och net am Ufank, wéi wann et nach ëmmer de Fall wär, wann dat elo scho sechs Joer oder wat weess ech wéi laang hier ass, datt et net méi de Fall ass.

Mä ech wëll an dësem Dossier no den Emotiounen vu virun erëm eng Kéier op d'Fakten zrëckkommen.

Ech hu mech un d'Regele gehalen, an ech wëll mech un d'Regelen halen.

Jo, et war Duerjerneen an dësem Dossier an am Service. Dat bedauert jiddwereen. An duerfir huet et ebe seng Zäit gebraucht, fir d'Saache riichtzebéien. Mir hu se awer haut an der Rei.

Déi zweet Bemierkung. Ech muss lech leider Recht ginn; „leider“ fir Einzelner. Ech hunn d'Situatioun selwer erausfonnt gehat an déi éischt Moosnamen och an d'Wee geleet gehat. An domadder war ech och scho ganz gutt amgaangen, ier d'Cour des Comptes hire Rapport zum Projet ugekënnegt an ageleet huet. Et kann ee wuel bedauern, datt se dat net an hirem Rapport ernimmt huet. Mä duerfir soen ech jo och, wéi gesot, all deene Merci, déi dat hei da gesot hunn, esou wéi d'Interpellantin och.

Eng drëtt Saach, déi ech wëll soen: Ech hu mech un d'Prozeduren gehalen an hale wëllen. A soubal wéi ech de Verdacht hat, datt deen duerch Gesetz zougeloossene Budget iwwerschratt kéint ginn, hunn ech d'Ausgabe gestoppt. Doduerjer konnt natierlech dunn net méi virugeschafft ginn, an dat bis haut. Hätt Der et méi richtig fonnt gehat, ech hätt mech net un d'Regele gehalen? Ech mengen net.

An den definitiven Décompte, Madame Brasseur, deen ass iwwregens 2008 der Comexbu hannerluecht ginn. Just huet et du gedauert - ech weess net méi, wien do d'Présidence hat - bis d'Kommissioun ofgeschloss huet. An dat hutt Dir jo du Gott sei Dank gemaach, Madame Brasseur, mat engem Bréif vum Oktober oder November, wou Der gesot hutt, et wär elo alles an der Rei. Merci duerfir.

An ech hat jo och gesot, mir brauchen en neit Gesetz, leider, effektiv. Dat Gesetz steet haut hei mat zur Debatt, an éischer konnte mer jo net méi viruschaffen, do viru konnte mer keng Aarbechte méi maachen.

Dat heescht awer och, datt elo bis haut net ee Su méi ausgi ginn ass. Net ee Su méi, wéi d'Gesetz et erlaabt huet. Dat soll een och emol ënnersträchen. Jo, et ginn, wéi gesot, zousätzlech Sue gebraucht. A gleeft mer, doriwwer sinn ech net begeeschtert. Nawell ass dës Projet mat sengem Gesamtkäschtepräis ee vun deene bëlleste Bauprojeten, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Moosname si geholl ginn. Ech mengen, si sinn zu engem gudden Deel schonn opgezéit ginn, vu datt ech awer opgefuerdert gi war, et nach eng Kéier ze maachen, e puer Stéck:

Ech hunn - wéi Der zu Recht gesot hutt - Leit a Coursé geschéckt iwwer „d'Marchés publics“, iwwer den SAP-Programm. Ech hunn dat organiséiert gehat. Et ass eng prezis Aart a Weis virgeschriwwen ginn, fir prezis Budgeten an de pluriannuelle Programm opzestellen. Et goufe schréfflech Prozeduren agefouert, wéi een d'Suen engagéiert, wéi een d'Kontrakter mécht, wéi ee bezilt. An nëmme mat Ënnerschréft vu méi Leit - vum Chef de projet, vum Service financier, dem Finanzkontroller am Ministère an dem Direkter - kann haut de Service Suen engagéieren.

De Chef de projet vun engem Projet mécht haut dem Direkter an dem Service financier op d'mannst dräimol am Joer Rapport iwwer all d'Projeten. An ausserdeem suivéiere se och elo de Projet ganz, vu vir bis hannen. Virun hu se zum Deel dem Comptabel de finanziellen Deel iwwerlooss; wat natierlech eng Erklärung ass, firwat Verschiddenes esou gaange war, wéi mir haut wëssen.

Et si Prozeduren agefouert gi fir de Classement. Dat ass speziell, datt de Minister muss soen, dat misst esou gemaach ginn, datt dat net vun Direktere komm war, déi do waren. Mä duerfir ass dann e Minister wahrscheinlech och iergendwéi an Aren Aen do, fir dat ze maachen.

All Finanzdonnéeën vun engem Projet mussen ëmmer an aktuell och beieneeleien. Déi richtig budgetär Prozedure sinn agefouert ginn, an den informatésche Programm ass ugepasst ginn.

Mir hu jo och Audite gemaach gehat, déi ech selwer ugefrot hat. Déi extern Auditeuren hu gesot, ech hätt all déi richtig Froe gestallt gehat, wéi ech si gefrot hunn, ob se dann net nach eppes aneres erausfonnt hätten, fir datt net nach eppes verstoppt géif bleiwen. Du sote se, si hätten näischt aneres erausfonnt. An alles dat, wat se festgestallt hunn, war och dat, wat ech festgestallt hunn.

Et ass eben net einfach, mä mir... Wat soll ech soen? Vlächicht konnt keen anere wéi ech dat hei an d'Rei bréngen. Vlächicht huet et och missen ee sinn, deen och virun an der Verwaltung geschafft huet. Jiddefalls sinn d'Saachen elo nees an der Rei.

An da gëtt gesot, et wier kee Konzept do. Mä dee steet. Dat hunn ech och iterativ gesot a soe kënnen. Dee steet, an en ass vun Ufank un net geännert ginn. Kuckt d'Rapporten, kuckt d'Exposés des motifs, kuckt alles, wat publizéiert ginn ass. Eng Verwiesselung ass natierlech komm: D'Ausstellung vun 150 Joer Onofhängegkeet, déi ass erausgeholl ginn, mä soss näischt. Duerno wollt een aneren eppes änneren, dat war de Militärexpert, deen e ballistische Musée wollt doraus maachen, an dat genau wëlle mer net, a konnte mer net zouloossen. Dee war op enger anerer Schinn. Deem säi Kontrakt ass opgeléist ginn 2005.

Wat ass de Konzept? Ech soen et da séier nach eng Kéier hei, obschonn en do geschriwwen steet: Geschicht a Festung an Identitéiten. D'Festung huet d'Geschicht vu Stad a Land jo wesentlech konditionéiert, derounst wiere mer wuel kaum en onofhängegt Land ginn. Den Ursprung vun eise Land ass jo scho Lucilinburhuc, eng Festung um Bock. A wéi d'Festung geschlaff ginn ass, huet d'Stad sech eréischt entwéckelt kënnen.

Här Kartheiser, zënter '97 huet de Courage d'Regierung net verlooss. Wësst Der, deemools huet d'Rapporterin, d'Madame Ferny Nicklaus-Faber gesot: „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn.“ Jo, a wat si mir

dann? Dat musse mer emol feststellen. An dat musse mer beschreiwen, an dat musse mer opschaffen, an dat ass ee vun den Zwecker vun deem Musée. Vun der Festung ausgehend d'Geschicht vum Land duerstelle solle mer an deem Musée, an dat ass jo komplizéiert genuch: Eis selwer, sougutt wéi de Leit, déi vu baussen heihinner kommen, déi, déi eis d'Unerkennung ginn, fir sech hei ze etabléieren, déi, déi just e puer Stonnen oder Deeg hei op Besuch sinn, deene solle mer dat duerstellen.

Datt mir erkläre kënnen, wéi mer entstanen sinn, datt mer erëm wëssen, wou mer hierkommen, an datt mir net ëmmer dat eigentlech awer verwinnte Land vun haut waren a sinn, datt déi aner och wëssen, datt mir net ëmmer verwinnt op der Sonnesäit vun Europa souzen, mä eng extrem komplex Geschicht haten als Spillball vu ville Mächten, datt Europa eis Zukunft ginn ass. Datt mir eis Zukunft opgebaut hu mat der Hëllef vu villen auslänneschen Hänn, déi bei eis komm sinn, fir eis ze hëllef räich ze ginn, ugefaang mat der Stolindustrie an der Zäit, bis haut zu de Grenzgänger, déi Leit, déi och e Stéck vun eisen Identitéite sinn, se mat formen, a mir een deen anere beräicheren; also soziopolitesch, sozial, soziologesch, ökonomesch, kulturell Charakteristike behandelen an den evolutive Charakter vun der Identitéit natierlech doranner ervirsträchen.

Datt mir wëssen, wou mer hierkommen. Datt mir och nodenke kënnen, an Iwwerleeunge mat der néideger Sensibilitéit féiere kënnen am Kader vu wëssenschaftleche Forschungsprogrammer mat der Uni iwwer déi weider Entwécklung vun där Notioun, deem Zoustand. Dat ass e Centre de réflexion, fir eis der Zukunft opzemaachen a fir sech mat zäitgenössesche Froen ze beschäftegen.

Dir wësst jo, nëmme wie seng Geschicht kennt, kann d'Léieren, Här Kartheiser, fir d'Zukunft zéien. Mir sinn hei net a Griichenland. Ech mengen, Dir hutt do e puer Saache verwiesselt gehat.

Et gëtt also e Musée, fir fir all Publikum didaktesch, variéiert, an anschaulich eis Geschicht duerstelle. Dat hu mir net an där Form, op déi doten Aart a Weis bis elo hei am Land. An et ass och wichteg, datt mer eis eng Kéier kënnen duerstelle vis-à-vis vun deene Leit, déi eis Geschicht net kennen - an dat si mir selwer ganz dacks souwisou. An de Musée ass complémenteaire zu bestehende Strukturen. Allerdéngs verwiesselt Dir eppes. De Konzept ass net déi komplett Szenographie. Do muss een natierlech och soen: Wat ass dann eng Ännerung vum Konzept, wann eng do gewiescht wier? Ass dat, wann zum Beispill, ech weess net, an engem Cité oder esou géif am Ufank eng Galerie fir Biller virgesi ginn, an herno eng Bar draus gemaach ginn, wou een eppes drénke ka goen oder eppes iesse ka goen? Ech weess et net, mä esou Saache si jo bei eis net de Fall.

An d'Madame Brasseur hat 1996 hei um Riednerpult esou schéi gesot zum Festungsmusée: „Ech freeë mech ze gesinn, dass de Projet fir e Festungsmusée méi Inhalt beweist wéi deen iwwer de Konschtmusée. Ech freeë mech ze gesinn, datt d'Partie historique, d'Partie technique an den Exposé des motifs esou ausféierlech sinn. Ech freeë mech och, dass e Konzept fir dës Musée besteet. Ech denken domadder hu mer all Erklärungen dozou ginn.“

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Et huet sech leider duerno erausgestallt, Madame Minister, dass dat net der Realitéit entsprach huet. Et stoung vlächicht um Pabeier, mä et huet een duerno gesinn, dass dat net esou konnt exekutéiert ginn, wat jo awer ee vun de Grënn ass vun deem ganze Misär, an deem mer ons duerno befonnt hunn, an Dir och selwer.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Madame Brasseur, ech mengen, datt dat dat ass, wat ech viru gesot hunn. Et ass d'Verwiesselung vu Konzept mat Verwiesselung vu kompletter Szenographie. An dat ass u sech dat, wat andauernd an een Dëppe gehait gëtt, a wouhier déi ganz vill Mëssverständnisse hierkommen. An duerfir hat Dir eigentlech Recht, wéi Dir et '96 formuléiert hutt, well d'Konzept stoung do, dat war nach ëmmer do.

Wat de Gesamtkäschtepunkt ugeet, esou muss ee vlächicht ganz kuerz soen, datt 2003 dat Gesetz jo net nëmme d'Muséographie an de Musée selwer betraff huet, mä ganz Deeler vun de Festungsanlagen ausserhalb vum Site vun den Dräi Eechelen, fir de Circuit Vauban ze realiséieren. Dat war also net reng als Iwwerschreidung vum 96er Budget unzegesinn, mä et si ganz aner Baudeeler derbäikomm, Fort Obergrünwald an esou weider an esou virun. Also eppes iwwer d'Halschent vun dem Gesetz vun 2003 war fir dës Ausgaben zu anere Partië vun de Festungsanlagen.

De Gesamtkäschtepunkt vun den dräi Gesetzer, mat den 8,72 Milliounen vun dësem Gesetz - an dës Sue ginn duer a mussen duergoen - ass den Total vun deenen dräi gestëmte Gesetzer, 39 an eng Véierel Millioun, oder aktualiséiert op haut 41,38 Milliounen, an trotz Rallonge budgétaire bleibt et eent vun deene bëlleste Gebaier, déi an deene leschte méi Joren heibanne gestëmmt gi sinn. Et kéint ee vill Vergläicher maachen. Dir hutt d'lescht hei e Gebai gestëmmt vu 60 Milliounen. Et kann een och soen, datt de Geschichtsmusée vun der Stad Lëtzebuerg deemols 37 Milliounen Euro kascht huet. Wann déi zwee also zum selwechte Moment géife verglach ginn, da wier deen een esou deier wéi deen aneren, an esou virun. Den Déifbau ass souwisou ëmmer méi deier wéi den Héichbau, an...

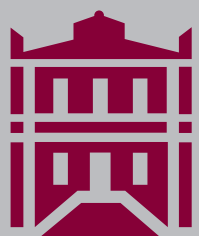
(Interruption)

Neen, Här Adam, et ass net esou, datt nëmme de Kulturministère Gesetzer mat Rallonges budgétaires géif maachen. Et sinn och heiansdo aner Ministèreen. Ech sinn awer mat lech alleguer d'accord, datt mer müssen déi Prozeduren - a mir hu se geännert - änneren, fir datt dat net méi virkënt. Duerfir si jo nei Methoden agefouert gi mam Bauteminister, fir déi dote Saachen ze verhënnern.

Virun dräi Joer hat ech iwwregens de Bauteminister gefrot, esou wéi Dir et och elo gesot hutt, ob hien déi Projekte géif iwwerhuelen, wat grouss Projekte sinn, déi bis dohin d'Sites et Monuments u sech als Bauhär gemaach hunn, well dee Service net outilléiert war. Dat wollt oder konnt hien dunn net. Mä mir hu jo elo eist eegent Haus an d'Rei bruecht, an duerfir geet dat och erëm.

An iwwregens, Här Adam, d'Nationalbibliothék muss vum Bauteministère gebaut ginn. Gitt dat also elo net bei mech sichen. Mä Merci awer fir d'Ënnerstëtzung, dat ass ganz léif.

Dat neit Gesetz vun haut ass also déi logesch Konsequenz dovun, datt ee muss Regeln a Prozeduren anhalen, an d'Chamber muss eng nei Autorisatioun gefrot ginn. Ech hunn an dësem Gesetz nach gestrach, wat méiglech war, wéi zum Beispill gréisser Bléck: d'Verbinding zwëschen dem Tuerm vun der Porte des bons malades, eng Bestuhlung vum Auditorium, ze vill oder deiert multimediaalt Equipement - sou wéi Dir jo gesot hutt, Här Adam, deen Aha-Effekt ass haut net méi deeselwechte wéi deemools. Esou Erkenntnisser fléissen also och gewënnbréngend mat der Zäit mat an.





An dann eng Bréck mam Mudam, eng Verbindung mam Mudam. Ass dat da keng Programmännerung? Oder eng Konzept-ännerung? Dat géif souwisou och méi deier ginn a méi Sue kaschten, an Dir wésst, datt och deemools d'Unesco net waarm doriwuer war. Et ass virun allem net an dësem Gesetz dran, an duerfir ass et och net bis elo virgesinn. Et freet mech zwar, datt dat opgeworf gëtt, mä eigentlech fannen ech et och e bësse komesch, well, Madame Brasseur, Dir hutt jo gesot, datt de Mudam net dout wier.

► **M. le Président.**- Madame Minister, erlaabt Dir, datt d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Jo.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Är Virgänger haten awer eng Baugenehmigung ugefrot bei der Stad Lëtzebuerg, fir nodréiglech déi Verbindung ze bauen. An dunn ass déi Autorisatioun komm. Duerfir wollt ech awer d'Fro stellen: Firwat war deemools déi Konzeptännerung dann awer schlussendlech virgeholl ginn, a firwat ass d'Verbindung net realiséiert ginn? Et ass eng Fro, déi ech natierlech misst un Är Virgänger riichten, wat mer awer net méiglech ass. Et ass awer sécher do méi wéi e grousst Fragezeichen hannendrun.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Ech hat jo och gesot an der Comexbu, datt ech gär bereet wier, mat lech an Zukunft eng Kéier iwuer esou Saachen ze diskutéieren, wann Dir dat weiderhi wëllt. Mä ech mengen net, datt mer dat elo bei dësem Gesetz a bei dësen Aarbechte sollt maachen. Et ass ganz sécher net de Punkt. An iwwregens, de Mudam huet nach ëmmer déi meeschte Visiteure vun alle Muséeën am Land. Et ginn nach ëmmer déi meeschte Leit an dee Musée. Also alles dat, wat dozou gesot ginn ass, war net richteg.

Jiddefalls sinn ech ganz dankbar gewiescht, wéi gesot ginn ass an engem Bréif vum 11. November vun lech als Presidentin, Madame Brasseur, datt d'Erklärunge Satisfaktioun géife ginn, esou datt d'Comexbu den Dossier konnt clôturieren. A kucke mer elo no vir. Wann d'Gesetz elo a Kraaft trëtt, da kënne mer mat den Aarbechte virufueren, well mer dann nees Budgeten engagéiere kënnen an d'äerfen.

De Vaubanspad wäert deen Éischte sinn, deen opgeet. Här Angel, Dir hutt et scho begréisst. Wann e fäerdeg gëtt an e puer Méint, dann ass d'Beschëlderung do, an dee Pad wäert dann och an déi éischt Kasematt vum Fort Thüngen féieren, dat also, wat den heitegen Accueil duerstellt, wou dann och Informatiounen iwwert de Fort Thüngen ze fanne sinn. Da kann een och de -1 an de -2 sachtege goen, erop an d'Tiermercher an an d'Fräit goen.

Vun elo un, dat heescht vun der nächster Woch un, kënne regelméisseg Aktivitéiten oflafen, a mir kënnen déi genannten Dealer vun dem Gebai dann och mat benotzen. Vun elo u wäerte mer Konferenzen ofhalen, pedagogesch Aktivitéite fir Schoulen, vun elo u mécht de Service éducatif vum Musée Ateliere fir d'Kanner, vun no Ouschteren u maache mir Visite-guidéee fir d'Gruppen, fir de grand public, déi all Weekend regelméisseg wäerten annoncieren ginn, um Site vun den Dräi Eechelen an duerch verschidde Stater Véirelen; zesummen alles dat mat de fräiwëllegen Experten, Associatioune wéi d'Festungsfrënn, deene Muséeën a Gebai ronderëm.

De Park Dräi Eechelen - wollt ech just soen - war jo och net fäerdeg virun. Deen ass eréischt de Mee 2009 ageweit ginn, an do virun ass een emol guer net bis bäikomm bei de Fort Thüngen. Et war also souwisou ganz schwierig, fir opzemaachen.

Voilà! Mir konnten net virufuer mam Schaffen a mat den Aarbechten; dat kënne mer elo maachen. Ech hu mech hei un all Prozedure gehalen, an hunn, fir d'Regelen anzehalen, all Ausgabe gestoppt. An ech hu festgestallt, datt Dir mir net gesot hutt, dat wär falsch gewiescht; ganz am Géigendeel. An ech schummelen net. Ech wëll net schummelen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Ureegungen, déi haut hei komm si vu verschidde vun lech, déi huelen ech ganz gär mat. Ech ziele se elo net méi op. Mä ech kann lech soen, dat hei gëtt e liewege Musée,

an et ass e schéine Musée. Dir wäert lech nach wonneren, wiwivl Uklang a positiven Interessi de Musée Dräi Eechele fënnt a fanne wäert.

Nach ëmmer sinn d'Kasematten eng vun deene meeschtbesichten touristeschen Attraktiounen hei an der Stad. Dat soll een net einfach an d'Schanz schéissen, mä dervu profitieren.

D'Stad Lëtzebuerg kritt hei mat Sue vun allen Awunner vum Land ee grouse kulturhistoreschen Atout méi, deen hir Attraktivitéit verstärkt. An eis kulturell Attraktivitéiten, Programmer an Infrastrukture sinn e wesentlech Element vun Attraktivitéit an internationaler Unerkennung, vun Atmosphär an engem moderne Land.

An och d'Stad Lëtzebuerg kennt deen Impakt ganz gutt an huet als Hauptstadt hir Verantwortung geholl a vill investéiert, a kulturell Infrastrukture rezent. Well se och weess, datt hiert Bild, hiren Image vu kosmopolitescher Stad wesentlech dervu beaflosst ginn ass. An dat gëllt fir d'ganz Land grad esou.

Eis Unerkennung als fortschrëttlech an oppent Land mat senger grousser Villfalt a Multikulturalitéit hänkt vill mat dem Invest an d'Kultur zesummen. Länner, Stied a Leit ronderëm eis beneiden eis do derfir, an an den einschlägege spezialiséierte Publikatioune gi mir als dat zitéiert an identifizéiert. Dat solle mir net futti maachen. A mir sollen houfreg sinn op eise Patrimoine, dee mir hunn an deen do ass, amplaz en ëmmer schlechterieden an eis domadder selwer erofzemaachen.

Ech si jiddefalls ganz frou, Dir Dammen an Dir Hären, datt den Owend elo dee Projet de loi hei d'Zoustëmmung wäert kréie vun lech an datt mir da kënne virufuer mat deenen Aarbechten, déi mussen erëm kënnen ukommen an erëm musse kënne weidergoen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Kulturministesch Merci. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm.

Elo kéime mer fir d'éischt zum Vote iwwert déi zwou Motiounen, déi zu der Interpellatioun vun der Madame Brasseur agereecht gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun vun der Madame Brasseur selwer.

Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann direkt iwwert déi Motioun ofstëmmen?

Kënne mer do e Vote à main levée maachen?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Den Appel nominal, wann ech gelift.

► **M. le Président.**- Jo. Den Appel nominal. Vote électronique, Madame Brasseur. Da maache mir de Vote électronique.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- De Vote électronique, dat ass en Nominal. Dat ass datselwecht.

Vote

► **M. le Président.**- Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre, et 20 voix pour.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Lucien Lux).

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 2

Da kéime mer zu där zweeter Motioun, déi vum Här Claude Adam erabruucht ginn ass.

Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech ginn dervun aus, datt och hei de Vote électronique verlaangt ass. Duerfir stëmme mer dann direkt hei of.

Vote

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass och verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, 13 Nee-Stëmmen, a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Motion déposée par M. Félix Braz

Dann hu mer nach déi Motioun vum Här Félix Braz. Do géif ech proposéieren, datt mer déi géifen an déi zoustänneg Kommissioun zréckschécken.

Sidd Der do alleguerten dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da wär dat domadder esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 2., 3. a 4. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

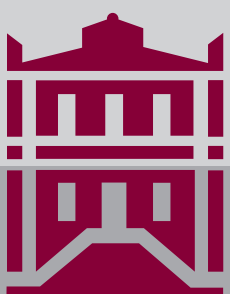
Sommaire des séances publiques N^{os} 16, 17 et 18

Discours de M. le Président	page 198
Communications	page 199
6092 - Proposition de loi visant	
- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,	
- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,	
et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999	
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;	
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;	
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)	page 199
Ordre du jour	pages 199-201
Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État	page 201
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N ^o 25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	
et	
Question N ^o 26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	pages 201-202
- Question N ^o 27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	
et	
Question N ^o 28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	
et	
Question urgente N ^o 383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice	pages 202-204
- Question N ^o 29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	page 204
- Question N ^o 378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	
et	
Question N ^o 30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	pages 204-205
- Question N ^o 31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration	page 205
- Question N ^o 32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la	

mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 205-206
- Question N ^o 33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	page 206
Ordre du jour (suite)	page 206
5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange	pages 206-207
6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert	pages 207-208
6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N ^o 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance	pages 208-209
6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés	pages 209-211
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse	pages 212-215
Dépôt d'une proposition de loi	page 213
Dépôt d'un projet de loi	page 214
Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:	
- les problèmes d'application du partenariat,	
- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,	
- les nouvelles formes de parentalité	
et	
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels	pages 215-222
Question urgente N ^o 396 de Mme Nancy Arendt au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti	page 222
5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires	pages 222-224
Question avec débat N ^o 2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon	pages 224-225
Dépôt d'une motion par M. Félix Braz	pages 225-226
Question avec débat N ^o 5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique	pages 226-227
Question urgente N ^o 389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer	page 227
6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles	pages 227-231
Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse	
et	
6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement	
- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et	
- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg	pages 231-241
Motion déposée par M. Félix Braz	page 241

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2^e session extraordinaire 2009		
0117	Fernand Boden	Bâtiment «La petite Marquise» à Echternach
0149	Gast Gibéryen	Projet Tram
Session ordinaire 2009-2010		
0201	Marie-Josée Frank	Reprise par l'État des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire
0209	Marc Angel	Fonds publics accordés à des associations sans but lucratif
0222	Claude Adam et Camille Gira	Incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée
0226	Eugène Berger	Garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers
0231	André Bauler	CATP - Orientation professionnelle
0234	Jean Colombero	Eaux usées de la décharge du SIDEC à Fridhaff
0236	André Hoffmann	Expulsions forcées vers le Kosovo
0238	Jean Colombero	Maladies neurodégénératives
0239	Jean Colombero	Mais transgénique
0240	André Bauler	Impact de la fusion de communes sur les cantons, districts et circonscriptions électorales
0242	Claude Haagen	Palais de Justice de Diekirch
0244	Marcel Oberweis	Programme d'achat de crédits d'émission de CO ₂
0245	Ben Fayot	Autorisations de bâtir sur le territoire de la Ville de Luxembourg délivrées aux promoteurs immobiliers appartenant à l'État
0246	Jean Colombero	Reconnaissance de l'ostéopathie
0247	Jean Colombero	Recherche sur le Sida
0248	Gilles Roth	Application du coût réel de l'eau facturé aux utilisateurs
0250	Gast Gibéryen	Taxe sur les véhicules automoteurs
0251	Jean Huss	Risques sanitaires dus à un environnement pollué
0252		
cf. 0285	Gilles Roth	Accès par les autorités américaines aux virements nationaux et transfrontaliers
0253	Jean Colombero	Utilisation du cannabis en médecine
0257	Jean Colombero	Néphropathie diabétique
0258	André Bauler	Centralisation des services régionaux de la police de la route (SRPR)
0259	Claude Adam et Camille Gira	Commissions scolaires communales
0261	Claude Haagen	Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
0262	Claudia Dall'Agnol	Exercice d'évacuation dans les écoles
0263	Gast Gibéryen	Obligation d'un compte chèque postal pour le personnel de la fonction publique
0264	Fernand Kartheiser	Fête de l'Aïd (fête du sacrifice d'Abraham)
0265	Jean Colombero	Subsides pour des projets de recherche dans le cadre du programme CORE
0266	Jean Colombero	Acharnement thérapeutique
0267	Ben Scheuer	Chantiers sur la route nationale 11
0268	André Bauler	Problèmes auprès de la cellule de reclassement (CDR) chez ArcelorMittal
0269	Claude Adam	Bibliothèque scolaire
0270	Lucien Clement	Promotion de l'artisanat et partant de l'apprentissage
0271	André Bauler et Fernand Etgen	Rénovation du Lycée du Nord
0273	André Hoffmann	Vidéosurveillance des zones de sécurité
0274	Jean Colombero	Biothèque européenne
0275	Robert Weber	Navigation de plaisance
0276	André Bauler	Système de paiement myCard
0281	François Bausch	Bilan des amortissements spéciaux pour les entreprises
0285		
cf. 0252	Xavier Bettel	Accès des autorités américaines aux données de l'organisme interbancaire «Swift»
0404	Claude Haagen	Brasserie de Luxembourg
urgente		
0450	Jean-Paul Schaaf	Application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
urgente		

2^e session extraordinaire 2009

Question 0117 (2.10.2009) de **M. Fernand Boden** (CSV) concernant le **bâtiment «La petite Marquise» à Echternach:**

D'Maartplaz zu Echternach ass eng vun de schéinste Plazen am ganze Land. Si läit am Häerz vun der Kultur- an Tourismusstad Echternach a gëtt vu ville Leit besicht a bewonnt.

Zënter Joren awer gëtt et e Schandfleck op dëser schéiner Plaz an zwar d'Gebai „À la Petite Marquise“. Fréier war d'ëst Gebai e beléiften Treffpunkt fir Jonk an Al, haut verfält a verkënt et

ëmmer méi. Et ass net nëmmen net schéin unzekucken, mä et ass och zu enger richteger Plo gi fir d'ganz Noperschaft.

Dës Situatioun ass onhaltbar a muss esou schnell wéi méiglech en Enn kréien. D'Beméiunge vun der Gemeng Echternach an dëser leideger Affär kommen net richteg virun a schéngen an enger Sakgaass ze sinn.

- Duerfir froen ech d'Regierung ob si hei Interventiounsméiglechkeete gesäit oder huet?

- Wa jo, wat fir eng Méiglechkeete sinn dat, an ass d'Regierung bereet déi duerfir néideg Schrëtt méiglechst schnell an d'Wee ze leeden?

Réponse commune (14.1.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'enquiert des mesures qui seraient envisageables pour remédier à la situation de l'immeuble «La Petite Marquise» à Echternach. Nous nous joignons à lui pour déplorer qu'un bâtiment délabré en état de ruine se trouve près de la Place du Marché d'Echternach qui est un fleuron patrimonial et constitue une des attractivités touristiques de la localité, sans que les propriétaires n'aient effectué les interventions nécessaires et indiquées.

L'immeuble «La Petite Marquise» étant une propriété privée, voilà qui réduit considérablement les moyens d'action des pouvoirs publics pour remédier à la situation actuelle bien connue. S'y ajoute que la situation a perduré depuis de nombreuses années, ce qui n'est pas de nature à faciliter aujourd'hui une intervention.

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit une disposition permettant aux communes de déclarer zone à restructurer un quartier existant de la localité qui présente un intérêt particulier pour le développement et l'organisation urbaine de la commune, dans le sens que sa revalorisation permettrait une réorganisation urbanistique de la commune ou encore qui présente un intérêt particulier pour des projets de développement régionaux ou nationaux. L'initiative d'entamer une telle procédure appartient pourtant aux seules autorités communales.

À première vue, la création d'une zone à restructurer semble être la solution parfaite pour remédier à la situation telle qu'elle se présente actuellement.

Cette disposition permet en effet aux communes, après l'accomplissement d'une certaine procédure, tout en garantissant une grande sécurité juridique pour les personnes concernées, d'acquiescer les immeubles nécessaires à la réalisation des travaux de restructuration et ce par le biais de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le ou les propriétaires menacés d'expropriation peuvent même demander à être chargés de l'exécution des travaux retenus. Ils doivent toutefois accepter les délais et conditions fixés par le pouvoir expropriant et justifier les ressources nécessaires.

Malencontreusement, l'article 55 et suivants de la loi précitée sont seulement applicables pour la restructuration d'un quartier et non pas pour restructurer une lacune ou un terrain déjà construit dans le tissu construit existant.

En effet, l'alinéa 2 de l'article 55 de la même loi prévoit qu'on entend par quartier une fraction du territoire d'une localité, dotée d'une physionomie propre et

caractérisée par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une individualité.

Il résulte de cette définition que les dispositions de l'article 55 et suivants ne peuvent pas être appliquées au cas concret de l'immeuble isolé «La Petite Marquise», vu qu'il s'agit d'un simple terrain déjà construit. L'engagement de la procédure ci-avant décrite conduira vraisemblablement vers l'annulation de la décision à déclarer zone à restructurer l'immeuble «La Petite Marquise» par les cours et tribunaux administratifs avec toutes les conséquences qui s'ensuivront.

Une autre possibilité pourrait résider en une mesure de classement de l'immeuble, ce qui reviendrait en l'espèce cependant en fin de compte, d'après la législation actuellement en vigueur, à ce qu'une restauration doive être faite moyennant l'emploi des deniers publics, tandis que la situation de l'immeuble est le fait des non-interventions du ou des propriétaires privés. D'autre part, un classement et une intervention de l'État n'auraient fait du sens qu'à une époque bien antérieure pour prévenir toute dégradation supplémentaire.

Dès lors, il semblerait que la seule solution envisageable soit de recourir directement aux dispositions de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, tout en sachant que cette procédure devrait constituer le dernier remède.

D'autre part, une proposition de vente a récemment été annoncée publiquement, amorçant une solution dans le chef d'un changement de propriétaire.

Nos services se tiennent à disposition du demandeur pour l'accompagner de leur expertise en matière de restauration et pour élucider d'éventuelles possibilités de participation financière de la part de l'État en cas de restauration.

Question 0149 (7.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **Projet Tram:**

Am Zesammenhang mat de Pläng fir en Tram hunn ech folgend Froen un d'Häre Finanzminister a Minister vun der Nohaltegeket an den Infrastrukturen:

- Wéi vill Kreditter sinn zënter 1995 (Projet BTB) vum Stat an déi divers Projete fir den Tram gefloss, zum Beispill als Frais d'étude oder an eng Cellule vum Transportministère? Wéi gesinn dës Dépensen am Detail aus?

- Wat gesäit d'Regierung vir an dëser Legislatur an de Projet Tram ze investéieren?

Réponse (13.1.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 7. Oktober 2009 vum honorablen Deputéierten Här Gast Gibéryen kann ech folgend Renseignementer ginn:

1. Am Projet BTB, deen aus der Etüd Luxtraffic vum 1992 ervirgaang ass, hu sech an der Period



1994-1999 d'Käschte fir de Stat waren 1.169.140 € Etüdekäschten, 444.473 € Fonctionnementskäschten an 297.472 € Kommunikatiounskäschten.

	Etüdekäschten	Fonctionnementskäschten	Kommunikatiounskäschten	TOTAL
Projet BTB	1.169.140 €	444.473 €	297.472 €	1.911.085 €

2. An der Legislaturperiod 1999-2004 gouf de Projet Train-Tram studéiert. Insgesamt hu sech d'Käschte fir dese Projet an de Joren 2001-2004 op 5.173.142 € belaf. D'Aarbechte sinn um Niveau vun interministeriellen Aarbechtsgruppe gefouert ginn. D'Koordinatioun an de Suivi vum Projet ass direkt vum Transportministère an Zesummenaarbecht mat der „Administration des Ponts & Chaussées“ an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn, ouni datt eng Cellule speziell fir dee Projet agesat ginn ass. Et gi soumat keng Fonctionnements- oder Kommunikatiounskäschten, déi eleng dësem Projet zouzëuerdne sinn.

	Etüdekäschten	Fonctionnementskäschten	Kommunikatiounskäschten	TOTAL
Projet Train-Tram	5.173.142 €	-	-	5.173.142 €

3. Ufanks vun der Legislaturperiod 2004-2009 goufen déi verschidde Konzepter mateneen an enger Etüd „Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg“ (Käschtepunkt: 130.000 €) verglach an d'Regierung huet op Basis vum Dossier de synthèse vun där Etüd, zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg, de „Projet Tram léger“ zréckbehalen. 2007 gouf de GIE LuxTram gegrënnt, dee sech zu 50% aus der Stad Lëtzebuerg an zu 50% aus dem Lëtzebuurger Stat zesummesetzt. D'Ausgabe vum GIE LuxTram (Deel vum Stat) fir d'Joren 2007 an 2008 esou wéi d'envisagéiert Dépense fir d'Joer 2009 belafe sech op 2.260.000 €.

	Etüdekäschten	Fonctionnementskäschten	Kommunikatiounskäschten	TOTAL
Projet Tram léger	1.650.000 €	490.000 €	120.000 €	2.260.000 €

4. D'Regierung ass amgang d'Prioritéite vu sämtlechen Infrastrukturprojeten ze definéieren. De Projet Tram steet, wéi och all déi aner Projeten, ënnert dem Finanzéierungsvirbehalt. De Kalenner wéi och d'Repartitioun vun de Käschten tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat sinn nach net definitiv festgehale ginn. De Budgetsprojert vum Stat gesäit an der Previsioun fir d'Joer 2010 4.000.000 € vir. Fir d'Joer 2011 sinn et 22.500.000 € a fir d'Joren 2012 an 2013 sinn 38.050.000 € respektiv 60.100.000 € am Programme pluriannuel ageschriwwen.

- Madame le Ministre peut-elle m'indiquer le nombre exact des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire, engagés par les communes et ayant été repris par l'État dans le cadre de la réforme scolaire?

- Madame le Ministre peut-elle m'informer si la reprise des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire a engendré un surcoût financier pour l'État? Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer l'envergure du surcoût financier en question?

- Madame le Ministre peut-elle m'indiquer les différents régimes de travail sous lesquels les chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire ont été engagés à l'époque par les communes?

Réponse (12.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les dispositions de l'article 52 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ont permis de reprendre dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental quelque 350 chargés de cours engagés à durée indéterminée par une commune jusqu'au 15 septembre 2009. Ces agents ont été repris par l'État en qualité de chargés de cours à durée indéterminée sous le régime de l'employé de l'État à partir de cette même date. Ils ont été classés soit au grade E2 soit au grade E1, selon qu'ils détenaient ou non un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou un diplôme reconnu équivalent conformément à la législation luxembourgeoise en vigueur.

À partir de la reprise des chargés de cours communaux par l'État, le préfinancement de leurs in-

demnités est assuré entièrement par l'État par imputation sur les crédits budgétaires du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au lieu d'être assuré par les communes respectives. Étant donné que la dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière est adaptée en conséquence, l'effet financier de cette opération de reprise est donc neutre.

Les chargés de cours repris par l'État étaient auparavant engagés par les communes soit sous le régime de l'employé communal soit sous celui du salarié communal (anciennement employé privé au service de la commune).

Question 0209 (26.10.2009) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **fonds publics accordés à des associations sans but lucratif**:

L'État octroie des moyens financiers à de nombreuses associations sans but lucratif pour assumer des activités dans les domaines les plus divers, dont notamment les domaines social et culturel. Ces activités sont encadrées généralement par des conventions conclues entre le Gouvernement, d'une part, et l'association intéressée, d'autre part.

Comme il peut s'agir de montants importants, la question se pose si les a.s.b.l. en question sont en règle par rapport à la législation dont elles relèvent et si elles bénéficient de la personnalité juridique. En cas contraire, ces mêmes a.s.b.l. risquent de connaître de graves ennuis et la responsabilité de l'a.s.b.l. risque d'être répercutée sur ses dirigeants voire ses membres. De même, le Gouvernement risque de se retrouver dans la situation pour le moins délicate de verser de l'argent public à des asso-

ciations qui sont en situation irrégulière par rapport à la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Comment le Gouvernement s'assure-t-il que les a.s.b.l. qui bénéficient de fonds publics sont en règle au moment de signer une convention?

- Une fois les conventions entrées en vigueur, de quelle manière le Gouvernement veille-t-il à ce que les a.s.b.l. en question continuent à subvenir à leurs obligations légales?

- Étant donné que la conclusion de conventions relève de la compétence de chaque Ministère, le Gouvernement a-t-il adopté des lignes directrices en la matière?

Réponse (29.1.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Marc Angel au sujet du contrôle de la légalité des associations sans but lucratif qui bénéficient de moyens financiers de l'État, j'ai l'honneur de préciser d'abord que le cadre légal que chaque association doit respecter est fixé par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations. À ce titre, chaque association doit disposer, au moment de la signature d'une convention avec l'État, de statuts qui sont conformes aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée. Les associations sans but lucratif qui ont conclu une convention avec l'État couvrent des domaines d'intervention très variés. Cette hétérogénéité explique que chaque département ministériel a adopté ses propres lignes directrices pour contrôler le respect par les associations des dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée, cela tant au moment de la conclusion de la convention qu'au niveau de son exécution. En principe, chaque département contrôle si l'association dispose de statuts déposés et publiés au Mémorial, cette publication étant une condition indispensable pour l'acquisition de la personnalité juridique par l'association. Afin de vérifier que les associations assurent les missions pour lesquelles elles se sont engagées au moment de la signature de la convention, les départements ministériels veillent à inscrire dans la convention les conditions et les modalités de la participation étatique et de la surveillance exercée par le département ainsi que les obligations du bénéficiaire. Dans ce contexte, les départements peuvent demander de la part des associations la communication d'un rapport sur les activités réalisées, d'un décompte sur les recettes et les dépenses concernant les activités mentionnées dans la convention ainsi que d'un budget prévisionnel. Un contrôle régulier du registre de commerce permet par ailleurs de vérifier si l'association respecte les obligations inscrites dans la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations.

Question 0222 (29.10.2009) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** (*déi gréng*) concernant **l'incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée**:

Selon le point 2 de l'article 194 (2) de la loi électorale «le

personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement préscolaire et primaire de la commune» ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée.

La nouvelle législation concernant l'enseignement fondamental a modifié entre autres les compétences des conseils communaux dans le cadre de l'organisation scolaire ainsi que les procédures d'affectation et de nomination des instituteurs et institutrices. Des changements ont également eu lieu en ce qui concerne le personnel pouvant intervenir dans l'enseignement: outre les instituteurs et institutrices, des équipes composées de personnel pédagogique et médico-scolaire peuvent dorénavant encadrer les différents cycles de l'enseignement fondamental.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes:

- Quels sont les motifs à l'origine de l'incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée?

- Considérant les nouvelles réglementations de l'organisation scolaire, est-ce que la fonction d'instituteur ou d'institutrice reste toujours incompatible avec l'exercice d'un mandat au conseil communal d'une commune déterminée?

- L'incompatibilité reste-t-elle strictement limitée aux instituteurs et institutrices ainsi qu'aux chargés de cours de religion et de formation morale et sociale ou sera-t-elle à l'avenir étendue à toutes les personnes pouvant intervenir dans l'enseignement et l'encadrement des élèves?

- Qu'en est-il d'une personne de la réserve des suppléants lorsqu'elle est affectée dans une commune dans laquelle elle exerce un mandat au conseil communal?

- Le cas échéant, le point 2 de l'article 194 (2) de la loi électorale ne devrait-il pas être modifié ou spécifié?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés posent la question des incompatibilités entre des mandats électoraux locaux et des postes d'enseignant dans une commune déterminée.

Rappelons d'abord que la loi électorale, en son article 194 paragraphe (2) dispose comme suit:

«Ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée:

1. toute personne qui reçoit une rémunération, fixe ou variable, de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune ou d'un syndicat intercommunal dont la commune fait partie;

2. le personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement préscolaire et primaire de la commune; (...)

Il ressort donc tant de la lettre que de l'esprit de ce texte que le fait de recevoir une rémuné-

Session ordinaire 2009-2010

Question 0201 (21.10.2009) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant la **reprise par l'État des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire**:

Depuis le vote des lois réformant l'enseignement primaire sous la législature précédente, la nomination du personnel enseignant des écoles est placée sous la seule autorité de l'État, représentée par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions. Comme la nouvelle procédure de nomination et d'affectation concerne tous les intervenants de l'ancienne école primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire, elle s'applique également aux nombreux chargés de cours qui étaient engagés au cours des années passées par les communes afin de garantir le fonctionnement des écoles primaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

ration, même indirectement ou partiellement, ou de se trouver dans un lien de subordination par rapport à une administration communale exclut l'exercice d'un mandat politique dans cette même commune alors que la personne concernée se trouverait ainsi dans une situation de conflit d'intérêt permanent.

Si la nouvelle loi sur l'enseignement fondamental a certes apporté de nouvelles dispositions en matière de nomination et d'affectation du personnel enseignant, il n'en reste pas moins que les autorités communales exercent de larges compétences en matière d'enseignement fondamental conformément à la mission que leur confie l'article 107 de la Constitution.

Ainsi l'article 35 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental charge la commune «de mettre à la disposition les infrastructures et équipements nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental» et de déterminer les ressorts scolaires.

L'article 38 de la même loi prévoit que «le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le ministre.

(...) L'occupation des différents postes par les instituteurs est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, prend un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire.»

De même, l'article 8 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit notamment que «les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service».

Enfin, il convient de souligner que les communes continuent de participer à la rémunération des enseignants de l'enseignement fondamental.

Il paraît de ce fait indiqué de maintenir les incompatibilités prévues à l'article 194 paragraphe (2) de la loi électorale pour l'ensemble du personnel affecté à l'enseignement fondamental d'une commune déterminée tout en adaptant la rédaction du texte à celui de la nouvelle loi scolaire. À préciser que pour le personnel affecté à un syndicat de communes l'incompatibilité s'applique à l'ensemble des communes membres.

Quant aux membres de la réserve des suppléants l'incompatibilité prévue à l'article 194 paragraphe (2) de la loi électorale n'a vocation à s'appliquer que dans le cas où un enseignant suppléant serait appelé à effectuer un remplacement dans un

établissement scolaire relevant d'une commune dans laquelle ledit enseignant exercerait un mandat électif ou d'un syndicat de communes dont cette commune serait membre.

À noter encore que le Département de l'Intérieur est en train d'élaborer un projet de loi qui affectera les dispositions en cause et que la Chambre des Députés sera saisie prochainement d'un projet de modification de certaines dispositions de ladite loi dont notamment l'article 194.

Question 0226 (2.11.2009) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant la **garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers:**

En 2007, le Ministère de l'Environnement a délivré une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers dans l'intérêt de l'aménagement d'une zone d'activité, sous condition que le demandeur dépose «une garantie bancaire d'un montant de 1.000.000.- euros réservée au financement de la réalisation de mesures compensatoires». La loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit certes dans son article 12 la possibilité de mesures compensatoires, et d'après l'article 57 de la même loi, le Ministère peut prescrire que des conditions rattachées à une autorisation doivent être observées dans un délai déterminé. Ce n'est cependant qu'après expiration de ces délais et après une mise en demeure que le Ministre peut les faire réaliser par l'Administration des eaux et forêts aux frais du contrevenant.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la base légale de la condition de l'ouverture d'un compte bancaire devant servir de «garantie bancaire» dans le cas d'autorisations sur base de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'autorisations délivrées par le Ministre de l'Environnement ayant été liées à une «garantie bancaire»?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le volume des «garanties bancaires» demandées, respectivement sur le maximum du montant exigé par autorisation?

- Suivant quels avis et procédures ont été fixés ces montants?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les bénéficiaires ayant accès aux comptes bancaires ouverts suite à la demande d'une «garantie bancaire»?

- Au cas où ces comptes bancaires de personnes ou sociétés privées ont été sollicités par des administrations étatiques pour la réalisation de mesures compensatoires, qu'en est-il des règles budgétaires de l'État?

Réponse (21.1.2010) de **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:**

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations relatives à une autorisation pour le défrichement d'une forêt du type d'une

chênaie du stella-carpinetum dans l'intérêt de la création d'une zone d'activités.

L'opération de défrichement exige l'accord préalable du Ministre ayant la protection de l'environnement dans ses attributions conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui dispose que «Le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés».

L'autorisation en question a été émise en date du 22 août 2007 et était liée à l'obligation de la mise en œuvre de mesures compensatoires en vertu de l'article 17 précité. En l'occurrence, les mesures compensatoires pouvaient consister soit dans le boisement de terrains agricoles d'une contenance de 10,9 ha qualitativement au moins égal à la forêt défrichée ou bien d'autres améliorations d'habitats naturels telles que la renaturation de la Syre entre Moutfort et Oetrange. Il y était en outre prévu que cette renaturation serait exécutée sous l'égide de l'Administration de la nature et des forêts et que la mise à disposition des terrains relèverait de la responsabilité du maître de l'ouvrage.

En l'occurrence, aucune condition «d'ouverture d'un compte bancaire devant servir de garantie bancaire et sur lequel l'État aurait accès» n'existe et ne sera requise à l'avenir, procédure d'ailleurs irréalisable au vu des règles budgétaires et comptables de l'État. Seule une lettre de garantie bancaire à première demande et à durée déterminée a été remise par le maître d'ouvrage visé. Une approche similaire a été adoptée dans un autre cas de figure analogue pour un montant de 500.000.- euros.

Le montant de ces deux garanties bancaires a été fixé en fonction de l'envergure et de la qualité des habitats et biotopes détruits.

Enfin, c'est le bilan des études d'évaluation qui déterminera la participation financière exacte à assumer par le maître d'ouvrage.

Question 0231 (4.11.2009) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **CATP - Orientation professionnelle:**

À en croire le Directeur de la Chambre des Métiers, le CATP constitue une garantie pour l'accès à un emploi. Selon un sondage récent, 90% des jeunes détenteurs d'une qualification professionnelle artisanale ont pu décrocher un emploi ou participent à une formation continue. 70% ont été engagés par l'entreprise qui les a formés au préalable. À l'heure actuelle, la Chambre des Métiers constate que des postes d'apprentissage sont restés vacants. Le manque de candidats s'explique entre autres par les déficits de qualification de nombre d'élèves du cycle inférieur qui n'arrivent pas à être admis à la formation du CATP. De plus, beaucoup d'élèves optent pour des voies de formation qui n'offrent pas suffisamment de perspectives professionnelles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale

et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de réformer l'orientation professionnelle afin de mieux répondre aux besoins des milieux concernés, notamment de l'artisanat? Dans ce contexte, envisage-t-elle également de créer la fonction d'un «matcher», qui doit accompagner les jeunes pour les orienter vers des métiers offrant des débouchés prometteurs?

- Le Gouvernement est-il disposé à réviser le système actuel des indemnités d'apprentissage par l'introduction d'un complément jusqu'à concurrence du salaire social minimum à charge du Fonds pour l'Emploi tel que préconisé par la Chambre des Métiers?

- Une généralisation de l'«apprentissage adulte» est-elle prévue?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des détails concernant d'éventuels problèmes au niveau de la mise en pratique de la réforme de la formation professionnelle?

Réponse (12.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Si l'actuel programme gouvernemental met l'orientation en exergue, il convient de souligner que les travaux y relatifs ont débuté lors de la période législative précédente.

La loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du CPOS (Centre de Psychologie et d'Orientation scolaires) prévoit la création d'un comité de coordination entre les différents services d'orientation à savoir le CPOS, les SPOS (Service de Psychologie et d'Orientation scolaires) des lycées, l'ALJ (Action locale pour Jeunes), l'ADEM-OP et le CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur). Le comité se réunit régulièrement pour organiser le travail en commun des différents services tel que l'intervention collective dans les classes de 9^e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 4^e de l'enseignement secondaire ou encore la présence commune lors des permanences de l'initiative ANELO qui a été lancée en 2009 pour aider les jeunes diplômés à trouver un emploi. C'est la mise en commun de la base de données du service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM pour ce qui est des postes d'apprentissages déclarés qui a permis de proposer des postes à ces jeunes et de les y guider.

Outre cette approche pragmatique, la loi du 13 juillet 2006 instaure une commission nationale d'information et d'orientation qui se compose de représentants des différents ministères et services étatiques, de représentants des chambres professionnelles ainsi que de représentants des parents et des élèves. La mission de la commission est de conseiller le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sur les initiatives à prendre pour mettre en œuvre l'information et l'orientation des élèves.

Ce comité et cette commission se focalisent sur l'orientation des élèves à court et moyen terme. D'un autre côté, un groupe de travail élabore un concept cohérent pour l'orientation tout au long de la vie. Ce Forum national pour l'orientation tout au long de la vie mis en place sous l'impulsion des politiques européennes en matière d'orientation regroupe les acteurs intéressés. Il

doit remettre au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et au Ministre du Travail et de l'Emploi ses recommandations afin que soit initiée la mise en place d'un concept d'orientation plus moderne fondé sur le développement individuel et non sur la sélection, ni la séparation, ni l'appariement.

La fonction d'un «matcher» ne correspondrait pas à une orientation qui prend en compte les intérêts et compétences de l'individu. Elle serait même au détriment des autres secteurs puisqu'elle se bornerait au secteur de l'artisanat.

Avec la mise en œuvre de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, les programmes cadres ainsi que les programmes d'étude des différentes formations sont fondamentalement retravaillés. Ces travaux curriculaires entraînent forcément des changements au niveau des méthodes pédagogiques et par conséquent aussi au niveau de la durée de l'enseignement dispensé au lycée.

Il est dès lors évident qu'une révision des indemnités d'apprentissage s'impose. Le Gouvernement étant disposé à rendre l'apprentissage plus attractif, une concertation entre le Ministre du Travail et de l'Emploi, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et les chambres patronales et salariale permettra de s'accorder sur la question de l'adaptation des indemnités d'apprentissage.

Pour permettre aux adultes ayant quitté le système formel d'éducation de parvenir à une certification, l'apprentissage pour adultes a été introduit. Cet apprentissage se fait en filière concomitante afin de garantir aux jeunes adultes, qui pour la plupart mènent déjà une vie familiale réglée avec des obligations financières, une indemnité d'apprentissage à hauteur du salaire social minimum. La différence par rapport à l'indemnité d'apprentissage normale est prise en charge par le Fonds pour l'Emploi.

Ce sont d'ailleurs les formations offertes en filière concomitante dans nos lycées qui souffrent d'une forte pénurie de candidats.

Il s'est avéré que les entreprises formatrices ne peuvent assurer le niveau de formation théorique et pratique d'une filière de plein exercice dans un établissement scolaire. Voilà pourquoi:

- Les formations offertes en filière de plein exercice dans nos lycées ne sont pas offertes en formation des adultes puisque les jeunes adultes n'auraient aucune chance de réussir les épreuves d'examen, le bagage théorique étant nettement inférieur à celui d'un jeune candidat ayant été formé dans un établissement scolaire.

- Une partie des formations offertes en filière mixte dans nos lycées est offerte en formation des adultes. C'est le cas notamment des formations avec la première année en filière de plein exercice au lycée qui peuvent être offertes sans trop de problèmes en formation pour adultes.

- Pour les formations avec deux années en filière de plein exercice au lycée, la pratique montre que l'organisation s'avère très difficile en formation des adultes.

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit comme date de mise en vigueur pour la

formation professionnelle initiale et de base l'année scolaire 2010-2011.

Cette loi apporte à la formation professionnelle plusieurs innovations, qui nécessitent une phase conceptuelle et une phase de travaux de mise en œuvre. Ainsi, chaque formation sera organisée suivant une démarche pédagogique bien définie qui prévoit l'élaboration conséquente de programmes cadres avant que les programmes d'études ne soient abordés. L'apprentissage par l'acquisition de compétences et la subdivision de la formation en unités capitalisables et modules exigent aussi une adaptation du système d'évaluation.

Les équipes curriculaires composées de plus de 650 enseignants et professionnels du secteur, élaborent les profils professionnels, profils de formations et programmes directeurs pour chaque profession ou métier. Les commissions nationales de formation élaboreront à partir du programme directeur les programmes d'études; parallèlement, les équipes curriculaires mettront au point le référentiel d'évaluation.

L'échéancier initial prévoyait de commencer les travaux sur les programmes d'études en septembre 2009. Cette date n'a pas pu être respectée pour les raisons suivantes:

- Les équipes curriculaires ont dû recourir de façon répétée au soutien de l'institut externe accompagnant les travaux curriculaires ce qui a retardé le travail des équipes.

- Les mandats des membres des commissions nationales de l'enseignement secondaire technique ont expiré en juillet 2009 et ont dû être renouvelés, ce qui a retardé le début des travaux de ces commissions.

- Certaines formations accusent un retard plus considérable parce que les équipes curriculaires sont responsables de plusieurs métiers ou professions pour assurer les passerelles et la cohérence entre ces voies de formation. Il est essentiel que la même équipe curriculaire élabore les programmes cadres de la formation menant au diplôme de technicien, au diplôme d'aptitude professionnelle et au certificat de capacité professionnelle pour un même métier ou une même profession.

Il est prévu qu'un certain nombre de formations fonctionneront selon le nouveau modèle dès septembre 2010; d'autres respecteront encore l'ancien modèle pour 2010-2011. Le bilan des formations qui ne seront pas offertes en septembre 2010 suivant la réforme ne pourra être établi définitivement qu'au mois de février 2010.

Question 0234 (4.11.2009) de M. Jean Colombara (ADR) concernant les eaux usées de la décharge du SIDEC à Fridhaff:

Laut ministerieller Genehmigung aus dem Joer 1997 muss de SIDEC eng duebelwänneg dicht Leitung leeën, déi d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff an d'Kläranlag op d'Bleesbréck ofleede soll. Am Wanter 2008-2009 goufen dës Aarbechten endlech ugefaangen. Laut der Genehmigung muss dës eng duebelwänneg Leitung sinn (une conduite à double paroi, adéquatement dimensionnée et installée selon les règles de l'art).

Mengen Informationen no ass wuel eng duebelwänneg Leitung verluecht ginn, mä et ass eng isoléiert Leitung, déi normalerweise benotzt gëtt am Waarmwaasserberäich. Am Fall vun enger Fuite vun der banneschter Leitung ass et duerch d'Isolatioun net méiglech dës Fuite da feststellen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister vun der Nohaltegkeet an den Här Innenminister riichten:

- Ass et effektiv eng isoléiert Leitung?

- Wa jo, wéi entsprécht dës Leitung den Normvirschrëften?

- Wéi loosse sech an dësem Fall eventuell Ondichtheete feststellen?

- Goufen dës Aarbechte vu ministerieller Säit kontrolléiert?

- Beim SNJ-Terrain zu Ierpeldeng läit allerdéngs nëmmen een eewänneg Rouer. Wat ass hei d'Erklärung?

- Wien ass fir dësen Iertum responsabel a wie muss eventuell fir d'Folgekäschten opkommen?

- Wéini gëtt deen zweeten Deel bis an den Hauptkollektor op Angelduerf vun dëser Leitung realiséiert?

Réponse (21.1.2010) de M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Am Kapitel VI. B., Punkt 8) vum Arrêté ministériel N°1/96/0659 vum 17. Juli 1997, deen am Kader vum Kommodosgesetz erausgi gouf, steet, datt vum Dreckstipp «Fridhaff» vum SIDEC eng duebelwänneg Leitung an den Hauptkollektor vum Ofwaassersystem geluecht gi muss:

«...Le raccord entre le site de la décharge et le collecteur principal du réseau d'assainissement doit se faire moyennant une conduite en PEHD à double paroi, adéquatement dimensionnée et installée selon les règles de l'art...»

Déiselwecht Disposition steet och am Kapitel VI. B. b), Punkt 2) vum Arrêté ministériel N°96/CD/08 vum 17. Juli 1997, deen am Kader vum Offallwirtschaftsgesetz erausgi gouf.

Den Informationen no, déi d'Ëmweltverwaltung huet, handelt et sech bei der Leitung, déi momentan geluecht gëtt, ëm eng duebelwänneg HDPE-Leitung.

Wéi een op der Foto ka gesinn ass den Huelraum tëscht dem eigentleche Rouer an der bausseschter Ëmmantelung mat Schaum ausgefüllt. (*La photo peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.*) Et handelt sech hei ëm eng Method fir zu all Moment eng konstant Distanz tëscht dem eigentleche Rouer an der bausseschter Ëmmantelung sécherstellen. Datt déi Ausschäumung en Isolatiounseffekt huet ass wahrscheinlech, ass awer net de primären Zweck vun der Technik.

Vu datt d'Leitung vum SIDEN geluecht gëtt an net vum SIDEC, de SIDEC duerch déi respektiv Genehmigungen awer gezwong ass déi Leitung ze leeën a se vun engem agréierte Bureau muss ofhuele loosse, huet d'Ëmweltverwaltung de SIDEC nach eng Kéier ernnert, datt déi entspreichend Konformitéitsnoeweiser an Iwwerprüwungen op d'Étanchéitéit hi vun engem agréierte Bureau muss gemaach ginn. D'Resultater mussen der Ëmweltverwaltung matgedeelt ginn. Déi Iwwerprüwunge

sinn nach ze maachen, Resultater leien der Ëmweltverwaltung fir de Moment nach keng vir.

Fir feststellen ob de Rouer dicht ass, gesäit een op der Foto bei deenen eenzelne Rouersegmenter an der Isolatioun verschidden Dréit stiechen. Am Fall wou de Rouer ondicht gëtt a Waasser an den Tëscheraum leeft, ännert sech den elektresche Widerstand vum Kabel, wat direkt gemooss gëtt a genee drop hiweise ka wou eng ondicht Stell ass.

Wat d'Kontroll vun deenen Aarbechten ugeet, sief nach eng Kéier drun ernnert, datt, entspreichend de Genehmigungen, déi vum Ëmweltminister ausstellt goufen, een agréierten Organismus déi ganz Leitung no den Aarbechten ofhuele muss.

Laut der Waassergenehmigung muss de Rouer vun der Deponie bis bei de Kollektor zu Ierpeldeng (an der Rue de la Croix) duebelwänneg ausgefouert ginn, an am ënneschten Deel nëmmen eewänneg. Deen zweeten Deel (eewänneg) ass virgesi fir 2011 matgeluecht ze ginn, wann zu Ierpeldeng ee Reeniwwerlafbecken aménagéiert gëtt.

Question 0236 (4.11.2009) de M. André Hoffmann (déi Lénk) concernant les expulsions forcées vers le Kosovo:

Selon mes informations, ce mercredi, le 4 novembre 2009, 29 personnes originaires du Kosovo et appartenant à des minorités ethniques - dont bon nombre de jeunes mineurs, en partie scolarisés au Luxembourg - seraient confrontées à une expulsion forcée vers leur pays d'origine par les forces de l'ordre luxembourgeoises.

Sachant que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Monsieur Antonio Guterres, s'était opposé en mars 2009 à tout retour forcé vers le Kosovo de membres de certaines minorités ethniques;

sachant que le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Monsieur Thomas Hammarberg, a déclaré dans son rapport publié en juillet 2009 sur la situation du Kosovo: «The Commissioner appeals to governments in Europe to avoid forced returns of minorities to Kosovo and to regulate the status of those in their host country until conditions in Kosovo permit their safe return», et que Monsieur Hammarberg a insisté sur le fait que le Gouvernement du Kosovo accepterait les retours forcés sous pression politique, mais qu'il n'a pas les budgets, ni les capacités d'accueillir des familles rapatriées en dignité et en sécurité, et que ce même rapport conclut: «Many of those forcibly returned are not assisted by the Kosovo authorities and find themselves homeless»;

sachant que le taux de chômage au Kosovo était autour de 45% en 2008 et que le taux de pauvreté s'élevait à 37% selon les données de la Banque mondiale,

je voudrais prier Monsieur le Ministre de l'Immigration de répondre aux questions suivantes:

1. De quelles informations concernant le Kosovo le Gouvernement luxembourgeois disposerait-il qui le mèneraient à des conclusions contraires à celles formulées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et le Commissaire aux

droits de l'Homme du Conseil de l'Europe?

2. Est-ce que le Ministère de l'Immigration prévoit d'autres expulsions forcées vers le Kosovo dans un futur proche?

3. Quel sera le suivi de ces personnes au Kosovo en matière de logement, d'emploi, de revenu et de sécurité par le Gouvernement luxembourgeois? De quels moyens le Gouvernement luxembourgeois se dote-t-il pour empêcher que les rapatriés se retrouvent immédiatement dans une situation d'insécurité et de très grande précarité sociale?

4. Quelles mesures le Gouvernement luxembourgeois prévoit-il pour garantir une scolarisation adéquate des jeunes et enfants victimes d'une expulsion forcée vers le Kosovo?

5. Est-il exact qu'aucun Ministère compétent ne pouvait répondre aux questions fondées des mandataires ou des proches des expulsés le jour de leur arrestation, et comment justifier un tel mépris des graves préoccupations des personnes concernées?

Réponse (10.12.2009) de M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à préciser que le 4 novembre 2009, 22 personnes originaires du Kosovo ont fait l'objet d'un retour accompagné dans ce pays.

Les personnes concernées par ce retour étaient dix célibataires, qui avaient déposé leur demande de protection internationale entre septembre 2002 et juillet 2008 (dont quatre depuis août 2007), et trois familles, toutes arrivées au Luxembourg après septembre 2006, dont trois enfants scolarisés au Luxembourg depuis deux ans.

Il convient de noter tout d'abord que le 15 novembre 2009, le Kosovo a tenu le premier tour des premières élections municipales depuis son indépendance, et qui ont fait l'objet d'une large participation des différents groupes ethniques. Ainsi que l'a souligné la présidence de l'Union européenne, cette participation est «l'expression de l'engagement des électeurs dans la poursuite de la consolidation d'une société démocratique et multiethnique au Kosovo, en accord avec les valeurs et les normes européennes».

Ensuite, il convient de souligner que, à la fois le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe insistent sur un examen individuel des dossiers afin d'éviter que le droit d'asile ne soit refusé à des personnes persécutées au Kosovo. Ainsi, dans ses lignes de conduite concernant les réfugiés du Kosovo, publiées le mois de novembre courant, le UNHCR estime, en ce qui concerne la situation des minorités au Kosovo, que «asylum applications of members from these communities should be assessed carefully in order to evaluate whether there is a need for international protection, based on a risk of persecution grounded on actual or perceived race or nationality».

Or, tel est le cas au Luxembourg où chaque cas individuel fait l'objet d'une analyse spécifique approfondie. Les personnes concernées par le retour sont dès lors exclusivement des personnes auxquelles le statut de réfugié a

définitivement été refusé. Le Gouvernement a procédé à un examen individuel approfondi des demandes d'asile des personnes concernées et est arrivé à la conclusion que malgré le fait qu'il s'agit de personnes appartenant à des minorités ethniques, elles n'étaient pas persécutées dans leur pays à cause de leur race, leur religion ou leurs opinions politiques. Les décisions du Gouvernement ont toutes été confirmées par les juridictions administratives. Dès lors, et même si des retours à l'instar de celui en question ne sont actuellement pas prévus, les personnes auxquelles le statut de réfugié a définitivement été refusé sont toujours susceptibles de faire l'objet d'un retour accompagné dans leur pays d'origine.

Les personnes qui ont fait l'objet d'une telle décision définitive de refus du statut de réfugié font l'objet d'un encadrement par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) et bénéficient d'un soutien pécuniaire substantiel de la part du Gouvernement luxembourgeois dans le cas où elles acceptent un retour volontaire. Elles bénéficient ainsi d'activités d'information et de conseil au retour à l'intégration, d'assistance au départ, au transit et à l'arrivée au pays de retour, d'activités d'assistance à la réintégration individuelle qui pourra comprendre notamment une assistance en rapport avec l'hébergement, une assistance matérielle (nourriture, habillement, fournitures, etc.), une assistance légale ainsi qu'une assistance médicale. De même elles pourront bénéficier d'une assistance à la recherche d'un emploi, d'une formation en gestion d'entreprise ou d'une assistance pour mettre sur pied une activité génératrice de revenus.

Au-delà, le Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration, soutient depuis 2007 un projet exécuté par la Fondation Caritas, visant à promouvoir au Kosovo la scolarisation des enfants issus de familles défavorisées dans des municipalités sélectionnées. L'objectif de ce projet est de réduire le taux d'abandon scolaire des élèves de l'enseignement secondaire et d'augmenter le niveau d'éducation des enfants par l'attribution de bourses scolaires. Ce projet est évidemment également ouvert aux enfants qui retournent au Kosovo.

En dernier lieu, je tiens à réfuter l'affirmation de l'honorable Député qu'il n'aurait pas été répondu, par «aucun Ministère compétent» aux questions posées dans le cadre du retour en question. En ce qui concerne le service en charge de l'organisation et de l'exécution du retour, en l'occurrence la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères, des entretiens téléphoniques ont eu lieu avec des proches des familles retenues. Mais ce qui plus est, tout loisir a été donné aux personnes retenues dans le centre d'accueil intérimaire en vue d'un départ accompagné, de faire des appels téléphoniques, et à leur avocat, et à leurs amis et connaissances au Luxembourg, et à leur famille au Kosovo pour annoncer leur retour. L'allégation d'un «mépris des graves préoccupations des personnes concernées» est donc à rejeter.

Question 0238 (6.11.2009) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **maladies neuro-dégénératives**:

Les maladies neurodégénératives, dont la maladie d'Alzheimer, sont en large progression. L'estimation en Europe se chiffre à 7,3 millions de cas et on pense que ce chiffre va doubler tous les 20 ans. La population de plus en plus vieillissante va entraîner une explosion de cette maladie qui est difficile à prévoir, à diagnostiquer et à traiter. Il y aura une augmentation des coûts financiers directs et indirects. La hausse considérable imposera une charge toujours plus lourde aux patients, à leur famille et à leurs soignants et créera d'importants défis pour le système de santé également sur le point de l'organisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelle stratégie sera adoptée sur le plan national pour se consacrer à la maladie d'Alzheimer et aux troubles apparentés afin de réduire le fardeau pour la société dans son ensemble et pour le système de santé?

2) Est-ce que des programmes de recherche ont été mis en place en coopération avec le CRP-Santé?

3) Quelle stratégie avec les autres pays membres a été envisagée?

Réponse (10.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La maladie d'Alzheimer et les troubles apparentés frappent avant tout les personnes âgées.

La prise en charge des personnes atteintes de cette maladie tombe dès lors sous la mission plus générale confiée aux hôpitaux du pays à l'article 17 (4) du plan hospitalier du 13 mars 2009, et qui consiste à prendre en charge les «personnes âgées poly-pathologiques ou fragiles qui sont en situation de risque de perte d'autonomie par un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que par une équipe mobile de gériatrie».

L'annexe 3.1. du plan hospitalier prévoit la création de six services de gériatrie dans les hôpitaux, à partir de 2009, dont trois dans la région hospitalière du Centre, deux dans celle du Sud et un dans la région du Nord.

Dans le domaine extrahospitalier il convient de relever plus spécifiquement les structures exploitées par l'Association Luxembourgeoise Alzheimer, qui entretient un réseau très dense de foyers de jour et de services psychosociaux, et qui exploite une maison de soins à Erpeldange, construite à l'aide de fonds publics, où des unités de vie sont regroupées autour de locaux communs.

Dans le domaine de la recherche deux études sont actuellement menées par le CRP-Santé en rapport avec la maladie d'Alzheimer.

La première de ces études est une étude prospective tendant à évaluer certaines caractéristiques neuropsychologiques et biologiques accompagnant la diminution des facultés cognitives des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Cette étude s'étend sur deux ans (2008-2010) et profite du soutien du Fonds National de la Recherche.

La deuxième de ces études rentre plutôt dans le domaine de la recherche fondamentale. Dans un essai mené sur des souris il s'agit de démontrer que la production in situ de facteurs neuroprotecteurs (ciliary neurotrophic factor) est de nature à prévenir la diminution des facultés cognitives. Ce projet s'étalant aussi sur deux ans (2008-2009) est également financé par le Fonds National de la Recherche.

Finalement, sur le plan communautaire, des initiatives ont été prises par la Commission européenne. Ces initiatives font l'objet de la communication (2009)380/4 de la Commission. La Commission lancera en 2010 une action commune de la Commission européenne et des États membres en matière de prévention, de détection précoce, de diagnostic, de prise en charge et de recherche en rapport avec la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies de la démence.

Question 0239 (6.11.2009) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant le **maïs transgénique**:

D'Europäesch Kommissioun huet rezent dräi nei Zorte vu Genmais fir den Import an d'EU zougeleoss. Dës Produkter komme vum de Konzern Monsanto (Mon 88017 a Mon 89034) a vu Pioneer (59122xNK603). Déi dräi Genmais-Zorte si géint bestëmmt Schiedlengen immun. D'Zouloossung soll fir den Import als Fudder- a Liewensmëttel gëllen, awer net fir den Ubau.

Beim Conseil vun den EU-Agrarministere virun zwou Woche gouf et keng Majoritéit géint d'Zouloossung vun dësen dräi Genmais-Zorten. An dësem Kontext wëll ech gäre vum Här Landwirtschaftsminister wëssen:

1) Wéi huet Lëtzebuerg sech beim Vote iwwert d'Zouloossung virun zwou Woche verhalen?

2) Am Fall vun engem positive Vote vum Lëtzebuurger Agrarminister wëll ech gäre wësse firwat Lëtzebuerg mat jo gestëmmt huet.

3) Wat fir Länner hu während dem Conseil mat jo gestëmmt a wéi hu se dat justifiéiert?

4) Wéi ass dësen allgemenge Sënneswandel ze verstoen, nodeem nach am Summer 2009 dës Genmais-Zorte vun der EU zréckgewise goufen?

5) Wéi ass et elo mam Verkaf vun den dräi genannte Genmais-Zorten? Ginn dës Produkter, oder Produkter wou déi Zorten dra sinn, propper étiquettéiert, fir datt de Bauer an de Konsument wësse wou se dru sinn?

Réponse (10.12.2009) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

A senger parlamentarescher Ufro vum 6. November 2009 freet den Här Deputéierte Jean Colomera, wéi sech Lëtzebuerg beim Vote iwwert d'Zouloossung fir den Import bei dräi Zorte vu genetesch modifiziertem Mais (Mon 88017, Mon 89034 a 59122xNK603) verhalen huet, wéi eng Länner dofir gestëmmt hunn a firwat, an och wéi et elo mat der Vermarktung vun dësen dräi Zorten ausgesäit, besonnesch wat d'Etikettéierung ueegt.

Wéi och an dem Communiqué de presse zum Conseil Agriculture et Pêche vum 19. an 20. Oktober ervirgehewe gëtt, deen een enner anerem um Site vum Land-

wirtschaftsministerium lese kann, huet Lëtzebuerg géint d'Zouloossung vun dësen dräi Zorte Mais gestëmmt.

	dofir	dogéint	Enthalung
MON 88017	167	84	94
MON 89034	167	113	65
59122XNK603	152	116	77

Fir all dräi Zorte konnt deemno keng qualifizéiert Majoritéit géint oder fir d'Zouloossung festgestallt ginn. Dëst war och d'Situatioun beim Vote am Juli 2009 am «Comité permanent de la Chaîne alimentaire et de la Santé animale» vun der Kommissioun. Et ass also hei kee Sënneswandel feststellen.

Wéi et de Regele vun der Comitologie entsprécht, kann d'Kommissioun elo déi dräi Zorten zouloossen.

Déi Länner, déi dofir gestëmmt hunn, sinn d'Tschechesch Republik, Portugal, Finland, Roumänien, Bulgarien, Estland, UK, Slowakei, Holland, Dänemark, Spuenien, Schweden, Malta (géint den 59122xNK603) an d'Belsch (Enthalung beim 59122xNK603).

Déi Länner ennerstëtzen de positiven Avis vun der EFSA (Autorité européenne de sécurité alimentaire), déi keng Gefor bei der Zouloossung vun dësen OGMen gesäit.

Doriwwer eraus verdeedegen dës Länner d'Argument, datt et an der EU zu engem Enkpass bei der Disponibilitéit vu Fudderemëttel fir d'Déiereproduktioun komme kéint, well eng Null-Toleranz fir net an der EU zougeleossene OGMen an Europa d'Regel ass. Dës Länner gesinn deemno en Obstacle vum fräien Handel wat en Nodeel fir d'Kompetitivitéit kéint ginn, well et zu méi héije Fudderpräisser a Produktiounskäschte komme kéint.

D'Vermarktung an d'Etikettéierung muss konform si mat de Reglementer 1829/2003 an 1830/2003 vum Europäesche Parlament a vum Conseil.

Question 0240 (9.11.2009) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**impact de la fusion de communes sur les cantons, districts et circonscriptions électorales**:

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région se propose de réorganiser le territoire du Grand-Duché par des fusions de communes, en particulier dans les régions rurales. Les fusions proposées auront pour effet de regrouper des communes appartenant à des cantons, des districts et des circonscriptions électorales différentes. Citons, pour évoquer quelques exemples, les fusions éventuelles entre Reisdorf (Nord), Beaufort (Est) et Waldbillig (Est), entre Vichten (Nord) et Bissen (Centre) ou encore entre Saeul (Nord), Tuntange (Centre) et Boevange/Attert (Centre).

Dans cet ordre d'idées, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant la redéfinition inévitable des limites géographiques des quatre circonscriptions électorales et des trois districts dans le cadre de la réforme territoriale projetée? Quelles sont les options du Ministère?

De Vote am Conseil ass de Stëmmen entspréchend esou ausgaangen:

- Dans quelle mesure le Ministère envisage-t-il de redéfinir les limites des cantons du pays? Est-il prévu de réviser le nombre de cantons? Comme certaines organisations et administrations fonctionnent toujours à l'échelle cantonale, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le rôle qu'il entend réserver aux cantons à l'avenir?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député soulève le problème de la redéfinition des limites géographiques entre les différentes subdivisions territoriales de notre pays à la suite de fusions de communes relevant de circonscriptions électorales ou de districts et cantons différents.

Il y a lieu de relever tout d'abord que le Grand-Duché dispose d'une cartographie juridico-politico-administrative complexe avec quatre circonscriptions électorales, trois districts administratifs subdivisés en douze cantons, deux arrondissements judiciaires, six régions de planification aux fins de l'aménagement du territoire et six circonscriptions de police, qui se superposent de manière parfois peu cohérente, ce qui ne contribue guère à sa lisibilité.

Si jusqu'à présent les fusions de communes réalisées n'ont pas eu pour conséquence de redessiner les limites territoriales intérieures, certaines fusions actuellement envisagées et citées par M. le Député Bauler entraîneront nécessairement des réajustements de notre cartographie.

La question ainsi formulée appelle une double réponse, l'une d'ordre pragmatique, l'autre à caractère plus général.

En effet il y a lieu de rappeler, d'une part, que chaque fusion de communes se fait par une loi spéciale conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988: «La création de nouvelles communes, soit par l'érection en commune distincte de fractions d'une ou de plusieurs communes, soit par la fusion de deux ou de plusieurs communes, ainsi que la modification de leurs limites, ne peuvent se faire que par la loi.» Ainsi, il est possible de procéder à des ajustements ponctuels des limites des cantons, districts et circonscriptions électorales, notamment en se référant à l'impact démographique ou géographique de la modification territoriale envisagée.

D'autre part, il convient de souligner que dans un souci de lisibilité et d'efficacité de la cartographie administrative la disparité des subdivisions territoriales telles que citées plus haut, surtout dans un pays à territoire exigu, appelle une réorganisation structurée et planifiée. Cette question nécessite un débat plus large et doit impliquer tous les acteurs concernés, instances politiques et administrations, et il serait à ce stade prématuré de ma part d'exprimer unilatéralement une solution arrêtée.

Je me permets cependant de rappeler à cette occasion qu'en 2005

j'ai présenté à la Chambre un document intitulé «Concept intérioritaire pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg» où j'avais esquissé un modèle de déconcentration des services de l'État qui contenait notamment la réflexion suivante:

«À côté des collectivités locales, l'État doit aussi songer à réorganiser ses propres services publics en considération des futures régions d'aménagement du territoire en tant qu'espace de déconcentration de ses administrations et services dans l'esprit d'une meilleure qualité des prestations offertes tant aux citoyens qu'aux communes. La région sera le lieu de rencontre entre l'État, les communes et le citoyen, ce qui s'exprimera notamment à travers la coordination à la fois verticale et horizontale indispensable à un aménagement et développement régional durable.»

Cette proposition n'a pas trouvé de réponse dans le rapport final de la commission spéciale «réforme territoriale du Luxembourg» du 19 juin 2009, si ce n'est celle-ci: «Les régions d'aménagement du pays devront être transformées de deux points de vue. Premièrement, elles connaîtront un nouveau découpage territorial, plus respectueux de la vocation respective des régions, et basé sur la carte des limites territoriales des communes en élaboration. Deuxièmement, elles seront dotées de structures opérationnelles, afin que les communes puissent transférer certaines de leurs attributions au niveau régional en vue de les y exercer de manière plus efficace et coordonnée. L'instrument devant servir à cette fin, notamment en milieu rural, sera le syndicat régional à vocation multiple.»

Le débat reste dès lors ouvert sur ce point.

Question 0242 (9.11.2009) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **Palais de Justice de Diekirch**:

Vu que la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à ma question parlementaire N°0097 du 25 septembre 2009 relative au Palais de Justice de Diekirch s'avère incomplète (cf. *compte rendu N°4/2009-2010*), je me permets de poser les questions restées sans réponse une nouvelle fois à Monsieur le Ministre de la Justice.

Dans un article paru dans le quotidien «Tageblatt» du 23 septembre 2009, le procureur d'État près du tribunal d'arrondissement de Diekirch déplore le manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch. Tout en accueillant favorablement la création d'une troisième chambre ainsi que l'affectation d'un juge supplémentaire, le procureur d'État remarque que le volume de travail est trop important pour que toutes les affaires soient traitées dans un délai raisonnable. Il regrette notamment que le parquet de Diekirch ne dispose pas d'un procureur d'État adjoint. Par ailleurs, il revendique l'engagement d'un substitut supplémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:



- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a actuellement un manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'affecter plus de magistrats à ce tribunal?

- Quel est le nombre d'affaires ayant rencontré un problème d'interférence lors de la composition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel siégeant en composition collégiale?

- Quelle est la proportion du nombre d'affaires annuellement traitées par les magistrats actuels au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Palais de Justice est encore approprié pour accueillir un tribunal d'arrondissement où travaillent une soixantaine de personnes?

- Vu le manque de place devant l'entrée du bâtiment, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'accueil des détenus peut avoir lieu en toute sécurité?

Réponse (27.11.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Par la loi du 1^{er} juillet 2005 arrétant un programme pluri-annuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire, le tribunal d'arrondissement de Diekirch a été renforcé par deux postes supplémentaires de juge.

Avec un effectif de dix magistrats le tribunal est actuellement en mesure d'accomplir les nombreuses tâches qui lui sont imposées.

Ce renforcement récent des effectifs a en effet permis au tribunal de fixer une audience supplémentaire permettant une meilleure évacuation notamment des affaires pénales, dont le nombre a augmenté au cours des années écoulées.

Un renforcement des juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch ne se justifie dès lors pas à l'heure actuelle.

Quant aux difficultés soulevées en ce qui concerne la compo-

sition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel respectivement et des problèmes d'interférence qui en résultent, un juge ayant siégé dans la chambre du conseil qui a prononcé le renvoi ne pouvant pas faire partie de la composition du tribunal appelé à juger le fond, il y a lieu de préciser qu'au cours des quatre années écoulées il y a eu neuf délégations d'un magistrat, de deux magistrats ou de toute une chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, pour occuper dans une cause, en raison de problèmes de composition, à Diekirch, l'article 13 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoyant expressément cette possibilité.

Le détail quant au nombre d'affaires traitées par les magistrats du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch peut être consulté dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice. À la lecture de ces chiffres on constate que le nombre d'affaires est proportionnel à celui des magistrats des deux Parquets.

Pour ce qui est des questions relatives à l'immeuble du Palais de Justice de Diekirch, il est renvoyé à la réponse du 26 octobre 2009 à la question parlementaire N°0097 du 25 septembre 2009 (cf. *compte rendu N°4/2009-2010*).

Question 0244 (10.11.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **programme d'achat de crédits d'émission de CO₂**:

En date du 28 octobre 2009, le Conseil de Gouvernement a adopté le programme d'achat de droits d'émission de CO₂ qui s'étend sur la période allant de 2008 à 2012 et qui devra permettre au Luxembourg d'atteindre son objectif «Kyoto».

Le Conseil s'est en outre déclaré d'accord avec les procédures sous-jacentes à la réalisation du programme d'achat de droits d'émission, que ce soient les

procédures normales d'acquisition de droits d'émission notamment à travers des projets permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre réalisés soit dans les pays en voie de développement soit avec des pays industrialisés ou encore les procédures exceptionnelles d'intervention sur les bourses de droits d'émission.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel sera le montant total des investissements sur la période 2008-2012?

- Quels sont les projets de la «Joint Implementation» et du «Clean Development Mechanism» dans lesquels le Luxembourg veut investir?

- Avec quels pays les différents projets vont-ils être réalisés?

Réponse (12.1.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En octobre 2009, le Conseil de Gouvernement a adopté les procédures du comité interministériel du fonds de financement des mécanismes de Kyoto et le programme d'achat de crédits d'émission de CO₂.

En effet, selon nos projections actuelles des émissions de gaz à effet de serre, tenant compte de l'impact des mesures mises en place dans le cadre du plan d'action national en vue de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et de la crise économique, le volume total de crédits d'émission à acquérir s'élèverait à environ 20 millions de tonnes de CO₂ sur la période 2008-2012.

Pour rappel, les mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto sont principalement:

- des activités de projets entre pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, on parle alors de «mise en œuvre conjointe ou Joint Implementation -JI», qui permettent d'acquérir des «Emission Reduction Units - ERUs»;

- des activités de projets entre pays industrialisés et pays en développement ayant ratifié le protocole de Kyoto, on parle alors de «Mécanisme pour un développement propre ou Clean Development Mechanism - CDM», qui permettent d'acquérir des «Certified Emission Reductions» - CERs»;

- l'échange de droits d'émission entre pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, qui permet d'acquérir des «Assigned Amount Units - (AAUs)».

- en outre, la directive modifiée 2003/87/CE établissant un système européen d'échange de quotas d'émission a introduit la notion de «quotas d'émission ou European Unit Allowances - EUAs», donc les quotas d'émission attribués au secteur industriel concerné dans le cadre du système d'échange européen.

Nous visons un programme d'achat qui est transparent et qui donne accès égal à tous les développeurs et vendeurs de projets ainsi que tous les prestataires de services. En même temps, notre programme d'achat doit être pleinement flexible, permettant d'agir vite dans un marché qui est en évolution constante. Dès lors, les projets «joint implementation» et «CDM» auxquels nous participons ne sont pas prédéfinis, ni d'ailleurs les pays dans lesquels de tels projets seront réalisés. À ce stade, nous avons engagé une somme de 105 millions d'euros dans des fonds carbone et des contrats ERPA (Emission Reduction Procurement Agreement). Il est très difficile de prévoir la dépense sur la période 2008-2012, car les prix des crédits d'émission varient fortement d'un projet à l'autre, et d'année en année. À titre d'exemple, les prix étaient de 30 euros/tonne il y a 18 mois, et sont maintenant aux alentours de 12 euros/tonne.

Notre engagement financier dans cinq fonds carbone multilatéraux s'élève à 43 millions EUR (voir tableau ci-dessous) et devrait nous procurer quatre millions de tonnes-équivalents de CO₂:

- Zhejiang Cixi Windfarm - 33 éoliennes à 1500 kW, soit 49,5 MW. Le volume total de CERs que le Luxembourg peut acquérir par ce projet est de 1,6 millions de tonnes.

4. Projet «Milpillas Landfill Gas Recovery, Temixco, Mexico», 693.000 tonnes CERs.

5. Contrat signé avec la «Deutsche Bank AG London» et concernant un projet se situant en Ecuador: distribution de 12 millions de lampes CFL (Compact Fluorescent Lightbulbs) à des ménages pauvres. Chaque ménage signera un contrat qui assurera que les lampes soient utilisées de façon responsable et qu'une revente soit évitée. Le volume total que l'État luxembourgeois pourrait acquérir si le projet aboutissait, est de 1,32 millions de CERs.

6. Les deux derniers ERPA concernent des achats de CERs à la bourse («spot CERs») pour un volume de 200.000 tonnes. Le premier de ces contrats concerne un volume de CERs de 105.090 tonnes du vendeur EdF Trading London. Il s'agit d'un projet biomasse («6 MW renewable energy generation project by Varam Power») enregistré sous le numéro UNFCCC 697, situé en Inde et ayant déjà généré 145.000 CERs depuis 2002. De l'électricité est produite à partir de résidus provenant de l'agriculture, qui autrement auraient été brûlés dans les champs. Le deuxième contrat concerne un volume de CERs de 96.000 tonnes du vendeur Union Fenosa Generacion Espagne. Il s'agit d'un projet concernant la récupération des gaz d'une décharge pour la production d'énergie enregistré sous le numéro UNFCCC 91. Il est situé à Maua au Brésil.

Question 0245 (10.11.2009) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **autorisations de bâtir sur le territoire de la Ville de Luxembourg délivrées aux promoteurs immobiliers appartenant à l'État**:

Dans le 3^e Carnet d'opinions édité par la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie, le bourgmestre de la capitale se félicite de l'accroissement de la population de la ville qui vient de dépasser le seuil de 90.000 habitants en janvier 2009, mais ne nie pas que les jeunes familles continuent de rechercher ailleurs des logements plus accessibles qu'en ville.

Il est donc plus que jamais nécessaire d'unir toutes les forces pour offrir des logements en tout genre à des prix raisonnables au centre et dans tous les quartiers de la ville.

- En l'espèce, Monsieur le Ministre du Logement peut-il m'indiquer la quote-part - dans le total des logements créés en ville - des logements ayant fait l'objet d'une autorisation de bâtir sur le territoire de la ville délivrée, durant les dernières dix années, aux différents promoteurs immobiliers appartenant à l'État, à savoir la Société Nationale des Habitations à Bon Marché, le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat, le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg et le Fonds pour la Rénovation de la Vieille Ville?

tCO ₂ e	Méthode d'achat	tCO ₂ e	Engagement
4 millions	Fonds Multilatéraux		
	WB Community Carbon Development Fund	600.000	USD 10 millions
	WB Biocarbon Fund	400.000	USD 5 millions
	EBRD Multilateral Carbon Credit Fund	1,00 million (75% UREs)*	EUR 10 millions
	ADB Asia Pacific Carbon Fund	1,00 million	USD 15 millions
	EIB/WB Carbon Fund for Europe	1.00 million (60% UREs)*	EUR 10 millions
	TOTAL des engagements effectués ou en cours de préparation	4 millions	~EUR 43,0 millions

Signalons que les prix avancés par les fonds carbone, soit dix à onze euros par tonne, sont des prix très optimistes.

Par ailleurs, nous avons signé sept ERPA (Emission Reduction Procurement Agreement) concernant

les projets CDM et les pays suivants:

1. Projet «Nejapa Landfill in El Salvador», volume de 325.000 CERs (certified emission reductions).

2. Contrat signé avec Crédit Suisse Energy LLC pour un volume de 370.000 CERs provenant de projets éoliens en Chine.

3. Contrat avec Swiss Re concernant trois parcs éoliens en Chine:

- Liaoning Province Changtu Windfarm - 66 turbines éoliennes à 750 kW totalisant 49,5 MW.

- Guohua Inner Mongolia Windfarm - 33 éoliennes à 1500 kW, totalisant 49,5MW.

Réponse (26.1.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

En effet, l'État, par le truchement de ses promoteurs et développeurs, a considérablement contribué directement ou indirectement au développement urbain de la Ville de Luxembourg, et partant au développement de sa population.

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre des autorisations à

Promoteurs	Nombre de logements
S.N.H.B.M.	118
Fonds du Logement	503
Fonds de la Vieille Ville	82
Fonds de Kirchberg	462
Total	1.165

Question 0246 (11.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **reconnaissance de l'ostéopathie**:

Les travaux parlementaires au sein de la Commission de la Santé concernant la reconnaissance de l'ostéopathie et l'élaboration d'un cadre législatif et d'une réglementation correspondants n'avancent pas, étant donné que la commission attend un avis de l'Organisation Mondiale de la Santé y relatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre de la Santé est en contact avec l'OMS en ce qui concerne ce sujet?

- Existe-t-il de nouvelles données?

- Quand est-ce que l'avis de l'OMS sera disponible?

- En cas d'absence de données, quelle démarche le Ministre entend-il entreprendre pour faire avancer ce dossier?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Faisant suite au débat d'orientation relatif aux médecines non-conventionnelles, j'avais fait élaborer, conformément à la Motion adoptée en date du 29 janvier 2004 par la Chambre des Députés, un avant-projet de règlement grand-ducal portant création de la profession de l'ostéopathe, ceci sur base de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Les prises de position très réservées, sinon défavorables, exprimées par les différents organismes consultés m'avaient incité à associer la Chambre des Députés à la détermination de la démarche à suivre.

Dans sa séance du 5 juillet 2007, la commission parlementaire «Santé et Sécurité sociale» avait partant décidé de suspendre ses délibérations sur le dossier «ostéopathie» jusqu'à la publication par l'OMS d'une étude à laquelle se réfère Monsieur le Député.

Mes services, qui sont en contact avec l'OMS, m'ont rapporté que l'OMS était sur le point de finaliser, ensemble avec la Fédération Européenne des Ostéopathes (FEO), la détermination des critères de formation de l'ostéopathe.

bâtir délivrées par le bourgmestre de la capitale durant la dernière décennie aux différentes institutions relevant de l'État. Le chiffre de 1.165 unités constitue 17,38% de l'ensemble des logements autorisés sur le territoire de la capitale depuis 2000 jusqu'à septembre 2009.

Si l'on tient compte du fait qu'en moyenne seulement 67,1% des logements autorisés sont effectivement réalisés, cette quote-part remonte à quelque 26%.

Toujours d'après les informations dont je dispose, le document final qui sera publié par l'OMS à la suite des concertations avec la FEO, et intitulé «Basic Guideline in Osteopathy», pourrait être disponible au cours du premier semestre de l'année 2010.

Question 0247 (16.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **recherche sur le Sida**:

Luxembourg steht in Europa an erster Stelle, was die Fürsorge im Bereich von Aids anbelangt. Am CRP-Santé läuft zur Zeit ein auf fünf Monate begrenzter, vielversprechender Forschungsauftrag, der auf Basis traditioneller chinesischer Medizin, im Rahmen der Aidsforschung, krankheitsbekämpfende Wirkstoffe in Pflanzen untersucht. Dieser Forschungsauftrag wird vom chinesischen Bildungsministerium finanziert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Verfolgt das Ministerium die Forschungsergebnisse?

2. Wie will das Ministerium diesen Forschungsvorteil bei eventuellen positiven Resultaten für sich ausnutzen?

3. Warum wird dieser Forschungsauftrag vom chinesischen Bildungsministerium und nicht von Luxemburg finanziert?

4. Ist die Regierung gewillt, diese Forschung über den Zeitraum von fünf Monaten hinaus zu finanzieren, falls nach dieser Zeit noch keine konkreten Resultate vorliegen?

Réponse commune (9.12.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Seit etwa sechs Monaten wird am CRP-Santé das Projekt „Traditional Chinese Medicine in the Post-Genomic Era: Identifying Lead Therapeutic Compounds against Cancer“ im Rahmen des „People“ Programms - Marie Curie Actions durchgeführt. Dieses Programm selbst ist Teil des 7. Forschungsrahmenprogramms der Europäischen Union. Die von der Europäischen Kommission zur Verfügung gestellten Mittel erlauben es, mehreren Forschern aus China und aus Luxemburg einige Monate zu Forschungszwecken im jeweils anderen Land zu verbringen. Zusätzliche Mittel werden vom chinesischen Forschungsministerium (MOST) und, indirekt (siehe 3. Absatz), vom luxem-

burgischen Forschungsministerium bereitgestellt. Weitere Partner an diesem Projekt sind die Universität Bergen aus Norwegen, das Modern Research Center for Traditional Chinese Medicine in Shanghai und das Institute of Medicinal Plant Development in Beijing.

Der Aufenthalt von Professor Li Feng vom „College of Preclinical Medicine of Beijing University of Chinese Medicine“ ist als sinnvolle Ergänzung zu diesem Projekt anzusehen. Die Aufenthaltskosten werden über das Austauschprogramm des chinesischen Erziehungsministeriums, die Kosten für die eigentlichen Forschungsarbeiten vom CRP-Santé im Rahmen der vom (luxemburgischen) Forschungsministerium zugestandenen Gesamtmittelzuwendung getragen. Beide Projekte haben als gemeinsamen Nenner die Studie von Wirkstoffen, welche aus der traditionellen chinesischen Medizin abgeleitet wurden: im Falle des Projektes von Professor Li Feng sind dies antivirale Substanzen (zum Beispiel gegen HIV gerichtet), und im Falle des erstgenannten Austauschprojekts sind es krebshemmende Substanzen.

Das aufgrund der Empfehlung der OECD-Studie eingeführte Governance-Modell der Leistungsverträge sieht nicht vor, dass das Forschungsministerium die einzelnen Projekte finanziert und im Detail verfolgt. Die Finanzierung seitens des Forschungsministeriums erfolgt als Gesamtzuwendung aufgrund eines vereinbarten Arbeitsprogramms mit festgelegten Zielen und Objektivitäten. Die Evaluierung erfolgt dabei über die vereinbarten Gesamtleistungskriterien; dazu gehört auch, wie beim erstgenannten Projekt geschehen, das Einwerben von Drittmitteln. Für dasselbe Projekt ist außerdem die fachliche Bewertung seitens der Europäischen Kommission gegeben.

Die Ergebnisse der beiden Forschungsprojekte fließen direkt in andere Projekte des CRP-Santé ein und tragen auf diesem Wege zu einer Erweiterung des Erkenntnisstandes bei. Für das erstgenannte Projekt ist eine weitere Verwertung dieser Forschungsergebnisse im Rahmen der von der Europäischen Kommission für Projekte des 7. Forschungsrahmenprogramms vorgegebenen Richtlinien möglich.

Der fünfmonatige Aufenthalt von Professor Feng in Luxemburg läuft, wie oben schon erwähnt, parallel zum „europäischen“ Projekt, das sich insgesamt über 48 Monate erstreckt. Über eine eventuelle vorzeitige Beendigung des letzteren aufgrund fehlender Ergebnisse entscheidet gegebenenfalls die Europäische Kommission.

Question 0248 (11.11.2009) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**application du coût réel de l'eau facturé aux utilisateurs**:

D'après l'article 12 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les communes doivent appliquer, à partir du 1^{er} janvier 2010, les principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur afin de déterminer les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, qui sont désormais à la charge des utilisateurs.

Dans une récente interview télévisée, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a laissé en-

tendre que le coût réel de l'eau, tenant compte des frais de prélèvement, de livraison et d'épuration de l'eau, devrait être facturé par les communes non pas à partir du 1^{er} janvier 2010 mais à partir du 2 janvier 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'informer sur la date exacte de l'application du coût réel de l'eau?

- S'il devait s'avérer qu'il s'agisse de la date du 2 janvier 2011, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer sur quel texte légal est basée cette nouvelle date d'entrée en vigueur?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'application du principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau devra se faire à partir du 1^{er} janvier 2010, conformément à l'article 12 de la loi du 19 décembre 2009 relative à l'eau, cité par l'honorable Député.

La date du 2 janvier 2011 auquel se réfère l'honorable Député concerne le délai dans lequel les communes doivent avoir pris les règlements communaux relatifs au cycle urbain de l'eau. En effet, l'article 43 de la loi précitée dispose notamment que «des règlements communaux déterminent au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi [...] les taxes et les tarifs applicables au raccordement au réseau collectif de distribution d'eau, à la location des compteurs et à la fourniture d'eau». Dans le même ordre d'idées, l'article 47 prévoit que «des règlements communaux déterminent au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi [...] les taxes et les tarifs applicables au raccordement au réseau collectif d'assainissement et à l'évacuation et l'épuration des eaux usées».

Question 0250 (11.11.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs**:

Den 10. November hunn Agente vun der Douane op véier Plazen am Land net manner wéi 2.078 Autoe kontrolléiert. Als Ursach fir dës Kontroll gëtt ugefouert, dass am éischten hallwe Joer ronn 30.000 Rechnunge fir d'Vignette (taxe sur les véhicules automoteurs) net bezuelt gi sinn.

Vun dësen 2.078 Automobiliste waren der nëmmen 38 (oder 1,83%) net an der Rei. Déi aner 98% Bierger, déi hir Vignette korrekt bezuelt haten, hunn awer eng weider Schikan missen erdroen, hunn Zäit verluer, si vläicht ze spéit op hir Aarbecht oder aner Rendez-vousë komm.

Och bei dëser „systematescher“ Kontroll gëllt fir d'Bierger net den „principe d'innocence“, mä jiddere gëtt vun den Autoritéiten ugehalen a muss seng Onschold beweisen!

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Kann de Stat net op aner Mëttelen zrëckgräifen, wa Bierger hir Rechnung net bezuelen, Mëttele wéi se zum Beispill och an der Geschäftswelt ugewannt ginn?

2. D'Douane huet weider systematesch Kontrollen annoncéiert. Ass de Minister net der Meinung, dass bei där ganz klenger Zuel vun Automobilisten, déi bei der éischter Kontroll net an der Rei waren, op esou Kontrolle soll verzicht ginn?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Face au constat que bon nombre d'automobilistes n'ont pas payé leur taxe sur les véhicules routiers, l'Administration des Douanes et Accises s'est efforcée de sensibiliser le public à l'obligation légale de paiement de cette taxe. L'Administration des Douanes et des Accises a tout d'abord tenté d'inciter les personnes concernées à s'acquitter du paiement de leur dette en envoyant des deuxièmes et derniers rappels aux détenteurs des véhicules, expliquant en détail les conséquences qu'un manquement à s'y conformer pourrait entraîner. En vertu de la loi du 22 décembre 2006, le non-paiement de la taxe peut notamment donner lieu au retrait du certificat d'immatriculation (carte grise), à l'immobilisation ou à la mise en fourrière du véhicule. En dépit de ces efforts, l'Administration des Douanes et Accises a dû constater que pour plusieurs milliers de véhicules, la taxe n'avait pas été payée au 1^{er} novembre 2009.

Ainsi, l'Administration des Douanes et Accises a décidé d'organiser une campagne d'information et de sensibilisation, annoncée par la presse, et combinée à des contrôles systématiques, qui ont eu lieu les 11 et 16 novembre 2009 en même temps à divers endroits du territoire, notamment en coopération avec le Parquet et la Police grand-ducale. L'on constate que depuis le début de cette campagne l'Administration des Douanes et Accises a enregistré un nombre important de régularisations de taxes impayées avoisinant les trois quarts du nombre total. Cette baisse s'explique d'une part par le fait que les automobilistes identifiés comme défaillants dans le cadre de ces contrôles ont par la suite régularisé leur situation et d'autre part par l'effet dissuasif que l'annonce de ces contrôles a eu sur les automobilistes qui, même s'ils n'étaient pas contrôlés, ont préféré payer la taxe due.

Dans une troisième phase ayant commencé fin novembre 2009, les contrôles systématiques de véhicules sont remplacés par des contrôles routiers plus ciblés de manière que seuls les véhicules identifiés au préalable dans le flux du trafic comme défaillants seront arrêtés.

L'Administration des Douanes et Accises recourra par ailleurs aux moyens de contrainte prévus dans la loi.

Question 0251 (11.11.2009) de **M. Jean Huss** (déi gréng) concernant les **risques sanitaires dus à un environnement pollué**:

Des liens forts existent entre un environnement pollué et des risques sanitaires croissants. Les pathologies liées à l'environnement ne se limitent pas aux maladies respiratoires, cardiovasculaires ou à certains types de cancers. D'autres pathologies chroniques et émergentes sont également considérées comme ayant des liens avec l'environnement, notamment des atteintes du système immunitaire, des



maladies neurologiques et neuro-dégénératives, des perturbations du système hormonal et de reproduction.

Malheureusement il y a encore un manque de réaction face aux risques environnementaux et sanitaires connus ou émergents et un retard quasi systématique dans l'adoption et la concrétisation de mesures préventives efficaces.

Or, l'évaluation des risques doit être établie du seul point de vue des critères scientifiques et doit impérativement prendre en compte les effets parfois insidieux d'une exposition chronique à faible ou très faible dose de polluants divers agissant en synergie. En effet, même à petites doses, un cocktail de polluants dans l'air, l'eau, la nourriture, les produits de consommation courante ou encore les matériaux de construction peuvent affecter sérieusement la santé humaine.

Sur initiative du Danemark, la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne a déclaré récemment vouloir présenter des conclusions sur les risques environnementaux et sanitaires liés aux effets cumulés de substances chimiques au prochain Conseil «Environnement» en décembre. Certains pays européens (comme la France) ont déjà annoncé leur support pour cette proposition.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres entendent-ils voter en faveur de la proposition de la présidence suédoise sur cette question?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons qui motivent cette décision?

Réponse (21.12.2009) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En réponse à la question de l'honorable Député Jean Huss, les précisions suivantes sont données:

Il est connu que chaque individu est exposé à une multitude de substances chimiques, entre autres à des perturbateurs endocriniens. Le Conseil «Environnement» du 22 décembre 2009 sera appelé à adopter des conclusions en la matière. Le projet de conclusion se compose des éléments suivants:

- «Le Conseil accueille favorablement l'initiative de la Commission d'examiner sur base scientifique le risque lié à l'exposition de produits chimiques à faible concentration. Le Conseil attend, au cours de l'année 2010, le rapport sur l'implémentation de la stratégie communautaire au sujet des perturbateurs endocriniens et la révision du plan d'actions sur l'environnement et la santé».

- «La Commission est invitée, en premier lieu, d'évaluer les scénarios d'exposition aux produits chimiques à faible dose. En deuxième lieu, mais au plus tard pour début 2012, des recommandations et modifications du cadre législatif sont à prévoir, afin de prendre en compte l'exposition aux perturbateurs. Avant tout, les critères de précaution doivent être considérés lors de l'élaboration de nouvelles mesures de protection de l'environnement et de la santé humaine».

Le contenu de ces propositions trouve dès à présent l'assentiment du Luxembourg.

Question 0252 (12.11.2009) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'accès par les autorités américaines aux virements nationaux et transfrontaliers:

Selon des informations parues récemment dans la presse internationale, la Présidence UE aurait élaboré un projet d'accord avec les États-Unis permettant aux autorités américaines un accès quasi illimité aux virements bancaires nationaux et transfrontaliers effectués à l'intérieur de l'UE afin de prévenir et de combattre le terrorisme et son financement.

La Présidence prévoit une adoption probable de cet accord lors du Conseil JAI des 30 novembre et 1^{er} décembre 2009, soit avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Que dit, en l'état, le projet d'accord?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à ce projet d'accord?

Question 0285 (30.11.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'accès des autorités américaines aux données de l'organisme interbancaire «Swift»:

Les ministres européens de l'Intérieur ont adopté le 30 novembre 2009 à Bruxelles un accord réglant l'accès des États-Unis aux données de l'organisme interbancaire «Swift» qui traite quelque 115 millions de transactions bancaires par jour, dont la plupart proviennent de banques européennes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si le Luxembourg a voté en faveur de l'accord?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner, si la position du Gouvernement est conforme à la législation financière du Luxembourg, notamment en matière de secret bancaire?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les effets de cet accord sur le secret bancaire luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons qui ont amené les ministres de l'Intérieur à prendre cette décision au lendemain de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et en contournant ainsi le Parlement européen, qui s'était opposé à un tel accord dans le passé?

Réponse commune (9.12.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En ce qui concerne les antécédents de ce dossier, nous nous permettons de vous renvoyer à la réponse commune donnée par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et Monsieur le Ministre des Finances à la question parlementaire N°0014 posée par l'honorable Député Monsieur Claude Meisch (cf. *compte rendu N°2/2009-2010*).

À cet égard, nous tenons toutefois à rappeler que l'accord négocié entre l'Union européenne

et les États-Unis d'Amérique ne vise ni à mettre en place un programme nouveau, ni à donner aux autorités américaines un nouvel accès à des données européennes. Au contraire, le projet d'accord vise uniquement à assurer que le status quo soit maintenu en ce qui concerne la continuité du programme américain de traçage des transactions financières aux fins de lutte contre le terrorisme (TFTP), tout en améliorant les garanties. Comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire N°0014, l'objectif de cet accord est de rendre compte d'un ajustement technique dans le flux des données. Rien ne change donc non plus par rapport au respect du secret bancaire.

Suite au mandat donné à la présidence par le Conseil de l'Union en date du 27 juillet 2009, plusieurs rounds de négociation ont eu lieu. Les délégations des États membres ont été tenues régulièrement informées des progrès et ont ainsi su influencer ces négociations, en particulier en vue d'assurer un haut niveau de protection des données individuelles.

Au cours du mois de novembre, les négociations ont pu être menées à bien, à la satisfaction de toutes les parties. Il nous importe de relever en particulier que le président de la Commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement européen a estimé dans une lettre adressée à la présidence que l'accord était en ligne avec la résolution adoptée à ce sujet par le Parlement européen. À la demande entre autres du Parlement européen, le nouvel accord n'a qu'un caractère intérimaire et sa durée est limitée à neuf mois, cette période devant servir à la négociation d'un accord définitif. Conformément au Traité de Lisbonne, le Parlement européen y sera pleinement associé.

Le Conseil a adopté lors de sa session du 30 novembre 2009 une décision autorisant la présidence à signer l'accord. Au cours de la discussion, le Luxembourg a indiqué partager les préoccupations exprimées par d'autres États membres, tels l'Allemagne ou l'Autriche. Nous avons exprimé le souhait que tout soit mis en œuvre pour qu'en ce qui concerne l'accord définitif une discussion rapide ait lieu au Conseil sur base des directives de négociations à présenter sous le régime de Lisbonne et ce, afin de garantir une implication accrue du Parlement européen. Le Luxembourg souhaite que de nouvelles garanties fassent partie des directives de négociations, notamment en ce qui concerne les recours. Après avoir entendu les déclarations de la Présidence et de la Commission, notamment sur la nature intérimaire de l'accord, sur les garanties nouvelles apportées par ce dernier par rapport à la situation actuelle et sur le fait que le Parlement européen sera appelé à donner son approbation au présent accord intérimaire, le Luxembourg s'est rallié à la majorité.

Au-delà de la date du 30 novembre, du fait de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le mandat donné à la présidence aurait été juridiquement obsolète. Si la décision autorisant la signature n'avait pu intervenir au plus tard à cette date, il aurait fallu recommencer le processus à zéro, en commençant par la présentation de recommandations de négociations par la Commission et l'adoption d'un

nouveau mandat de négociation par le Conseil. Il va sans dire qu'un tel retard aurait mis grandement en péril la continuité du TFTP et par voie de conséquence la lutte contre le terrorisme.

Contrairement à ce qui a pu être dit par certains, le calendrier choisi n'a pas comme effet d'empiéter sur les compétences du Parlement européen. En effet, concernant la phase qui a été menée à bien hier, c'est-à-dire celle de la signature de l'accord, le Traité de Lisbonne n'aurait pas apporté de changements majeurs par rapport à la procédure ancienne. Les innovations que le Traité de Lisbonne apporte concernent la phase de la conclusion de l'accord. Or, avec une signature le 30 novembre cette phase sera justement régie par les règles telles qu'elles résultent du nouveau Traité. En conséquence, l'accord ne pourra être conclu par le Conseil qu'après approbation par le Parlement européen. Le Parlement aura donc, comme cela est prévu par le Traité de Lisbonne, la possibilité d'approuver ou de rejeter définitivement cet accord intermédiaire.

Pour des explications plus détaillées sur le contenu même de l'accord, nous nous permettons de vous renvoyer à la fiche de questions/réponses très complète élaborée par la Commission européenne, et jointe à la présente (*fiche à consulter au greffe de la Chambre des Députés*).

Question 0253 (12.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'utilisation du cannabis en médecine:

Da die Erforschung des medizinischen Potentials von Cannabis und einzelner Cannabinoide erheblich fortgeschritten ist und der medizinische Nutzen von Cannabinoiden bei einer Anzahl von Erkrankungen unbestritten ist, möchte ich den Minister fragen ob:

- Eine Möglichkeit besteht den Cannabiswirkstoff Dronabinol auf ärztlicher Basis per Rezept zu verordnen, ohne dass der Patient durch eine eventuelle Strafvorfahrung bedroht wird?

- Kann der Arzt eine verbotene Substanz, die nachgewiesenermaßen medizinisch wirksam ist, verschreiben, ohne juristisch belangt zu werden?

Réponse (23.12.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le cannabis renferme différentes composantes, les cannaboides, dont les principales sont le delta-9-tétrahydrocannabinol et le cannabinol.

Le dronabinol constitue une version synthétique du delta-9-tétrahydrocannabinol et est le principal responsable des effets psychiques ainsi que de la plupart des vertus thérapeutiques.

Cette substance se retrouve dans la Convention sur les substances psychotropes, faite à Vienne, le 21 février 1971, Convention approuvée par la loi du 4 décembre 1990. Lors de l'adoption en 1971 de la Convention sur les substances psychotropes, le dronabinol a été inscrit en classe I. Puis, en 1991, la Commission de lutte anti-drogue des Nations Unies a ordonné son reclassement en classe II.

Le dronabinol figure également à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974

concernant certaines substances toxiques.

Au Luxembourg, aucun médicament à base de dronabinol ne dispose d'une autorisation de mise sur le marché, étant donné qu'aucun laboratoire n'a présenté le dossier d'autorisation prévu à l'article 2 du règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses.

Il est toutefois possible qu'un médecin disposant d'une autorisation d'exercer prescrive en bonne et due forme (sur un carnet à souches) un médicament contenant du dronabinol autorisé dans un autre État membre de l'Union européenne. L'utilisation d'une telle ordonnance médicale individuelle rédigée au nom du patient par un médecin disposant d'une autorisation d'exercer n'engage pas la responsabilité pénale du patient.

La procédure d'importation prévue à l'article 7 du règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses ne s'applique cependant que pour les médicaments prévus à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

L'importation de substances non énumérées à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques peut entraîner des poursuites pénales à l'encontre du médecin, le Parquet étant appelé à en juger en vertu du principe de l'opportunité des poursuites.

Question 0257 (16.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la néphropathie diabétique:

Le Luxembourg se trouvant en 15^e position concernant les soins relatifs au diabète, une chercheuse, qui a reçu le «Price of excellence» durant le Congrès ALASS, a effectué une étude sur 28269 patients diabétiques type 2 luxembourgeois. Cette étude a montré que la néphropathie sévère a subi une recrudescence depuis l'an 2000 permettant ainsi de pronostiquer une explosion du nombre de patients nécessitant une dialyse.

Seulement 17% des patients diabétiques ont reçu un traitement servant à baisser les lipides sanguins responsables des maladies cardiovasculaires, dont la néphropathie est un facteur de risque.

Étant donné que cette pathologie revient très chère à la santé publique, je voudrais demander au Ministre:

- Quel modèle envisage le Ministre pour faire face aux néphropathies diabétiques extrêmement coûteuses?

- Quelles mesures seront envisagées pour améliorer le ranking des soins diabétiques au Luxembourg?

Réponse (21.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député aimerait recevoir des informations quant à



la stratégie envisagée par mon Ministère en matière de prévention et de prise en charge des néphropathies diabétiques et en matière de soins pour diabétiques.

Alors que le nombre de personnes diabétiques de type 1 traitées pour insuffisance rénale chronique terminale semble se stabiliser, voire diminuer dans le monde, le nombre de personnes diabétiques de type 2 en insuffisance rénale chronique terminale ne cesse d'augmenter. De même la prévalence du diabète de type 2 augmente partout, l'augmentation de l'espérance de vie des malades et le développement du dépistage n'en expliquant qu'une partie.

Pour enrayer cette augmentation, mon Ministère entend agir sur les facteurs de risque du diabète : Il a ainsi lancé la politique interministérielle «Gesond iessen, méi bewegen», qui a pour but ambitieux de stimuler des actions multiples, complémentaires et durables développées par beaucoup d'acteurs (écoles, enfants, parents, entreprises, services de santé au travail, communes, SPOS, enseignants etc.) et destinées à promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique afin de diminuer le surpoids.

Il appuie également les efforts de l'association luxembourgeoise contre le diabète pour augmenter l'information sur le diabète, stimuler le dépistage du diabète et offrir une éducation thérapeutique en matière de diabète.

Le prix «Santé en entreprise» fait partie des actions de mon Ministère pour stimuler les activités de promotion de la santé développées par les partenaires.

La lutte contre l'hypertension artérielle, son dépistage et son traitement sont également primordiaux en matière de santé pour la population en général et aussi tout particulièrement pour le diabétique. Mon Ministère soutient la société luxembourgeoise de cardiologie et ses partenaires pour ses efforts en matière de meilleure connaissance de l'état de santé de la population et de lutte contre les facteurs de risque.

Mon Ministère a institué par ailleurs le Conseil scientifique dans le domaine de la santé, dont la mission est d'élaborer des recommandations médicales et de diffuser ces recommandations auprès des médecins.

Question 0258 (17.11.2009) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **centralisation des services régionaux de la police de la route (SRPR)**:

Il me revient que les services régionaux de la police de la route (SRPR) - à l'exception de ceux de Luxembourg et d'Esch/Alzette - pourraient être centralisés à Bertrange dans le cadre de l'unité centrale (UCPR). Je viens également d'apprendre que la majorité de ces services souffrent à l'heure actuelle d'un manque de personnel.

Étant donné qu'une présence régionale de la police de la route s'avère indispensable - notamment dans les zones de campagne -, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le

Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région:

1. Est-il vrai que le Ministère se propose de centraliser les SRPR à Bertrange?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur les raisons qui pourraient motiver cette stratégie de centralisation?

3. De par sa situation géographique et topographique particulière, le Nord constitue une région exigeant des déplacements longs et difficiles. Monsieur le Ministre n'est-il dès lors pas d'avis qu'il faudrait maintenir un service régional de la police de la route à Diekirch tout en y renforçant le personnel disponible?

Réponse (4.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**:

Le programme gouvernemental prévoit que la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de la Police grand-ducale et d'une Inspection Générale de la Police grand-ducale va être révisée.

Afin d'augmenter l'efficacité des services à offrir au public, une évaluation du fonctionnement de la Police grand-ducale est actuellement en cours. Il est dès lors trop tôt pour se prononcer sur les questions posées par l'honorable Député.

Question 0259 (18.11.2009) de **MM. Claude Adam et Camille Gira (déli gréng)** concernant les **commissions scolaires communales**:

Selon la nouvelle loi sur l'enseignement fondamental, les commissions scolaires communales comportent outre les représentants du personnel des écoles et des parents des élèves au moins quatre membres qui sont à nommer, soit par le conseil communal ou le comité du syndicat de communes (point 2 de l'article 51).

Le nombre maximal de ces représentants est à fixer par les conseils communaux. Cependant, ni la loi sur l'enseignement fondamental, ni le règlement grand-ducal du 28 mai 2009 concernant l'organisation de la commission scolaire ne mentionnent selon quel principe le conseil communal doit déterminer ses représentants. Uniquement l'article 15 de la loi communale détermine de façon plus précise la composition des commissions consultatives dans les communes votant «d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupe de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil».

Dans ce contexte, nous aimerions poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Les communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle doivent-elles appliquer l'alinéa deux de l'article 15 de la loi communale en ce qui concerne la désignation de ses membres pour la commission scolaire?

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale n'entend-elle pas arrêter des lignes directrices concernant la nomination des membres prévus au point 2 de l'article 51 de la loi sur l'enseignement fondamental afin que les

conseils communaux ou comités des syndicats de communes disposent de règles homogènes et transparentes en ce qui concerne la composition de cet organe de consultation important?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

L'article 51 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental concernant la composition de la commission scolaire arrête que les représentants du personnel des écoles ainsi que ceux des parents des élèves au sein de cette même commission sont élus par le personnel des écoles respectivement par les parents des élèves. La nomination par les autorités communales (dans les communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle) de tous les membres de la commission scolaire suivant le principe de la représentation proportionnelle de divers groupements politiques telle que préconisée par les honorables Députés n'est donc pas possible.

Les stipulations du même article 51 accordent aux autorités communales toute latitude pour la nomination de leurs représentants. J'entends respecter ce principe.

Question 0261 (18.11.2009) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant les **centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)**:

Au 1^{er} janvier 2009, l'établissement public Servior a fêté ses dix ans d'existence. Dans son rapport annuel 2008, le conseil d'administration fait état d'une évolution impressionnante. En effet, de quelque dix centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) avec un total de 951 lits, le nombre de structures gérées par Servior est passé à 18, avec un nombre de 1600 «clients». Quant aux projets futurs, Servior estime «que le nombre des 2000 pensionnaires devrait être dépassé endéans les huit à dix prochaines années».

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Combien de projets de nouveaux CIPA sont actuellement prévus ou en planification et lesquels?

- Quels sont les projets qui seront réalisés pendant la législature en cours? Où ces projets se situent-ils?

- Est-ce que la réalisation des projets de nouveaux CIPA se trouve modifiée en raison de la crise économique? Dans quelle mesure?

- Est-il prévu de fermer un des CIPA existants actuellement? Dans l'affirmative, lesquels? Pour quelles raisons?

L'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (loi dite ASFT) prévoit que «sans préjudice des dispositions prévues à l'article 99 de la Constitution, l'État est autorisé à participer aux dépenses d'investissements concernant l'acquisition, la construction, la transformation, la modernisation, l'aménagement et l'équipement d'immeubles destinés à l'exercice des activités visées par la présente loi.

La participation aux dépenses d'investissements prévue à l'alinéa qui précède peut atteindre cinquante pour cent.

Au cas où le projet répond à un besoin urgent au plan régional ou national dûment constaté par le Gouvernement en conseil, le taux peut être porté jusqu'à quatre-vingts pour cent; ce taux peut être porté jusqu'à cent pour cent dans le cas où l'État doit prendre l'initiative d'un projet pour répondre à un manque d'infrastructure auquel l'activité des organismes s'est révélée impuissante à pourvoir.»

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Sachant que la loi ASFT précitée fixe des taux de participation maximaux, selon quels critères le Gouvernement détermine-t-il le taux de participation aux différents projets?

- Le taux de participation est-il fixé indépendamment du gestionnaire en charge du CIPA?

- Est-ce que les taux de participation attribués aux projets de CIPA fixés selon les procédures et dans les limites prévues par la loi ASFT se trouvent modifiés en raison de la crise économique? Dans l'affirmative, dans quelle mesure?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**:

Au cours de la 2^e moitié des années 80, le Gouvernement avait lancé un programme national pour personnes âgées destiné à moderniser les structures et services existants, à les adapter aux besoins des générations actuelles et futures et à créer dans les domaines où ce besoin existait, des services et structures nouvelles. En étaient visés aussi bien les domaines stationnaires [Centre Intégré pour personnes âgées (CIPA) / Maisons de soins (MS)] qu'ambulatoires (aides et soins à domicile).

En ce qui concernait le domaine stationnaire le Gouvernement avait voulu donner une forte incitation et avait fixé le taux de la participation financière de l'État à 80% d'un coût plafond par lit, les 20% restant étant généralement supportés par les communes intéressées au projet.

Ce programme commençant à toucher à sa fin, les besoins étant quasiment satisfaits, le Gouvernement, lors des propositions budgétaires pour 2006, a ramené la participation à 70% pour des projets nouveaux à partir de cette date. Il n'est pas à exclure qu'au cas où de nouveaux projets (nouvelle construction ou modernisation), dépassant l'actuel programme, seraient présentés en vue de l'obtention d'une participation financière de l'État, ces projets bénéficieraient à l'avenir d'un taux inférieur à 70%.

À noter que les taux de participation de 80%, et actuellement de 70%, sont identiques pour tout gestionnaire, demandeur d'une participation, indépendamment du fait qu'il s'agit d'un gestionnaire privé ou public.

Huit projets sont actuellement en cours de réalisation: les CIPAs «Sacré Cœur» à Luxembourg-Belair, de Berbourg (extension), de Sanem, St François à Clervaux, St François à Grevenmacher, le Centre du Rham, la Maison de soins de Luxembourg-Hamm et la Maison de soins de Pétange. Ces projets devraient être fonctionnels au cours de l'actuelle législature.

Huit projets sont actuellement prévus et en planification: le CIPA

de Bettembourg (annexe), le CIPA «Hospice civil» d'Echternach (extension), le CIPA de Diekirch, l'extension du CIPA d'Esch-sur-Alzette, le CIPA de Rumelange, la Maison de soins de Contern, la Maison de soins de Differdange et la Maison de soins de Vianden.

En ce qui concerne les budgets et les planifications des projets dont question ci-avant et prévus au programme du Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales, il y a lieu de souligner qu'au vu de l'importance de ces projets, la crise économique n'a pas été déterminante ni dans les travaux d'établissement des budgets, ni dans les planifications des projets.

D'un autre côté il va de soi que la réalisation de nouveaux projets peut entraîner la fermeture de l'un ou de l'autre centre existant; ainsi par exemple la fermeture définitive de l'ancien CIPA à Vianden dès l'ouverture du nouveau centre; de même, l'ouverture du nouveau CIPA à Diekirch entraînera la fermeture de l'actuel centre ou à Sanem où, dès l'ouverture du nouveau centre en construction, l'actuel CIPA fermera ses portes en tant que CIPA pour devenir un centre de logements pour étudiants.

Question 0262 (18.11.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant l'**exercice d'évacuation dans les écoles**:

L'article 12.4.02 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles dispose qu'un premier exercice d'évacuation doit avoir lieu aussitôt que possible au début de chaque année scolaire et qu'un deuxième exercice au moins doit avoir lieu à l'improviste au cours de l'année scolaire.

Le premier exercice d'évacuation doit être répété en cas de besoin, jusqu'à ce qu'une sécurité suffisante des personnes soit garantie.

Selon l'article 12.4.06 de ce même règlement grand-ducal, les responsables (c'est-à-dire les directeurs des différents lycées et les bourgmestres en ce qui concerne les écoles fondamentales) consigneront les modalités et rapports sur les différents exercices d'évacuation dans le registre local de sécurité et présenteront les notes y afférentes à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique sur demande.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Est-ce que ces exercices d'évacuation ont eu lieu dans tous les établissements scolaires au cours de l'année scolaire 2008/2009?

- D'après quels critères l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique demande aux responsables de lui présenter les rapports sur les différents exercices d'évacuation ainsi que les notes y afférentes?

- Au cours de l'année scolaire 2008/2009, combien de fois l'inspecteur a-t-il procédé à une telle demande?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le fait de présenter uniquement sur demande de la part l'inspecteur de sécurité un tel rapport permet, d'une part,

d'assurer que tous les établissements scolaires aient effectivement effectué les exercices d'évacuation annuels et, d'autre part, de garantir un niveau de sécurité suffisant dans les établissements scolaires?

- Sinon, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la présentation obligatoire et systématique des rapports sur les différents exercices d'évacuation à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique permettrait à ce dernier non seulement de vérifier que tous les établissements scolaires respectent leurs obligations en matière d'exercice d'évacuation, mais de s'assurer également que tous les établissements scolaires aient pris les mesures nécessaires afin de garantir un niveau de sécurité suffisant?

Réponse (23.12.2009) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

L'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol demande si, au cours de l'année scolaire 2008/2009, tous les exercices d'évacuation en matière de sécurité ont été effectués dans tous les établissements scolaires.

En réponse, permettez-moi de rendre d'abord attentif au fait que le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 impose aux collèges des bourgmestre et échevins l'organisation de deux exercices d'évacuation par an dans les écoles de l'enseignement fondamental. Les collèges des bourgmestre et échevins ne sont pas tenus d'en informer le service national de la sécurité dans la fonction publique. Par conséquent ce service n'est pas en mesure de dire avec certitude si tous les exercices d'évacuation requis ont effectivement eu lieu dans tous les établissements scolaires de l'enseignement fondamental.

Toutefois de nombreuses administrations communales, des délégués à la sécurité et des membres du personnel enseignant consultent régulièrement le service sur l'organisation des exercices d'évacuation. Ce dernier tient par ailleurs à la disposition des personnes concernées des formulaires de rapport sur les exercices d'évacuation.

Il existe également des communes qui communiquent sans autre demande les rapports sur les différents exercices d'évacuation au service national de la sécurité dans la fonction publique. Des exercices d'évacuation sont souvent organisés en collaboration avec le service local d'incendie et de sauvetage.

En principe le service national de la sécurité dans la fonction publique ne sollicite pas, sauf demande expresse d'une tierce personne, la communication des rapports des exercices d'évacuation.

Je me permets de faire mienne la proposition de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol et je demanderai à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique de contrôler annuellement et systématiquement l'organisation des exercices d'évacuation dans les établissements de l'enseignement fondamental. Il pourra rappeler aux administrations communales l'obligation d'organiser deux exercices d'évacuation par année scolaire dans les écoles et s'assurer, en contrôlant les rapports afférents, que toutes les administrations communales se sont soumises à cette obligation.

Question 0263 (19.11.2009) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant **l'obligation d'un compte chèque postal pour le personnel de la fonction publique**:

Laut mengen Informatiounen iwwerweist de Stat sengem Personal d'Gehälter an d'Pensiounen ausschliesslech op Konte bei der Post („comptes chèques postal“).

Am Fall wou Banke Prêten accordéieren, verlaange se an der Regel, datt d'Pai, d'Gehalt oder d'Pensioun vum Débiteur op e Konto vun dëser Bank iwwerwise gëtt. Anerwäerts freet d'Bank zum Beispill méi en héijen Zëns-saz op deem geléinte Geld, wouduerch deem Einzelnen e finanzielle Schued entsteet.

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister vum öffentlechen Déngscht:

- Stëmmt et, datt de Stat sengem Personal seng Gehälter a Pensiounen nëmmen op e Konto bei der Post iwwerweist?

Wa jo:

- Opgrond vu wat fir gesetzleche Bestëmmunge geschitt dat?

- Ass de Stat net gehalen eng Bank wéi déi aner ze behandelen?

- Huet d'Personal vum Stat net d'Recht, fräi déi Bank ze wien, wou säi Gehalt oder Pensioun iwwerwise gëtt, an ass de Minister gewëllt an déi Richtung ze goen?

Réponse (21.12.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Conformément à la règle générale de l'article 1247 du Code civil, un paiement doit être fait au domicile du débiteur; l'État peut toutefois consentir à virer les paiements dont il est le débiteur sur un compte bancaire de son créancier. Pour les paiements des salaires, traitements et pensions de son personnel, l'État consent à ce faire à condition de pouvoir opérer le paiement au sein du système des comptes chèques postaux. En effet, il découle de l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des comptes chèques postaux.

L'abandon de ce système de gestion entraînerait une dépense budgétaire importante due aux frais de virements.

Il y a lieu de noter que selon la loi, l'ouverture d'un compte chèque postal est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un compte chèque postal vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais tout ou partie de leurs salaires, traitements et pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre banque.

Question 0264 (20.11.2009) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **la fête de l'Aid (fête du sacrifice d'Abraham)**:

D'après les informations qui nous reviennent, dans un courrier

adressé aux présidents d'un comité d'école, Madame le Ministre de l'Éducation nationale écrit:

«J'ai l'honneur de vous informer que cette année la fête de l'Aid (la fête du sacrifice d'Abraham) a lieu le 27 ou le 28 novembre 2009. Comme il s'agit d'une fête religieuse très importante de la communauté musulmane, je vous prie d'informer vos collègues de bien vouloir accepter les justificatifs écrits des parents pour l'absence en classe de leur enfant soit le vendredi 27 novembre, soit le samedi 28 novembre.»

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire prévoit dans son article 16 consacré aux absences et dispenses: «Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.»

Par ailleurs, selon le calendrier scolaire retenu dans le règlement grand-ducal du 10 juin 2008, les journées du 27 et 28 novembre 2009 ne font pas partie des jours de congé ou de vacances.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à travers le courrier ci-dessus, elle invite les présidents des comités d'école, et au-delà l'ensemble du corps enseignant de l'enseignement fondamental, à transgresser la loi du 6 février 2009? Dans le cas contraire, sur quelle base légale Madame la Ministre s'appuie-t-elle pour pouvoir donner de telles instructions?

2. Des instructions similaires ont-elles été communiquées aux directeurs des lycées?

3. Madame le Ministre s'apprête-t-elle à autoriser les absences à l'occasion de fêtes religieuses importantes à tous les enfants faisant partie des communautés religieuses autres que la communauté catholique?

4. De quelle manière les enfants absents aux cours pour des motivations religieuses pourront-ils rattraper ces cours? Les enseignants seront-ils invités à ne pas prévoir des devoirs en classe (tests) durant les jours tombant sur une fête de l'une des communautés religieuses présentes au Luxembourg?

5. Madame le Ministre envisage-t-elle d'accorder d'autres dérogations à des élèves faisant partie de communautés religieuses, par exemple pour les cours de biologie, notamment en matière de sexualité et de l'enseignement de la théorie de l'évolution, en matière d'éducation morale, éthique ou sexuelle ou pour les cours mixtes d'éducation sportive, y inclus les cours de natation?

Réponse (4.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La loi du 28 novembre 2006 portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique proscrit à l'article 1^{er} toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, l'handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnique.

Vu que les élèves de confession catholique bénéficient des jours de congé officiels pour assister aux fêtes religieuses qui les concernent, il me semble approprié que des élèves adhérant

à d'autres religions puissent faire valoir une excuse valable pour la participation à l'une ou l'autre fête religieuse importante, à condition que la communauté religieuse concernée sollicite mon accord au préalable ce qui a été le cas dans la présente situation.

Des instructions similaires ont été communiquées aux directeurs des lycées.

Il ne m'appartient pas d'autoriser a priori des absences d'élèves. J'ai demandé aux titulaires et régents de considérer la participation à la fête religieuse de la Communauté musulmane comme une excuse valable et ceci à la suite d'une requête qui m'a été transmise par l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour toutes les absences d'élèves, les dispositions usuelles règlent le rattrapage des cours et, le cas échéant, des devoirs en classe.

Je n'ai pas l'intention de prévoir une dérogation au devoir d'assistance aux cours de certaines matières pour des élèves faisant partie de communautés religieuses.

Question 0265 (20.11.2009) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant **les subsides pour des projets de recherche dans le cadre du programme CORE**:

Mitte Februar hat der „Fonds National de la Recherche (FNR)“ einen ersten Aufruf an die luxemburgische Forschergemeinschaft gemacht, Projekte vorzuschlagen, die im Rahmen des CORE-Programms finanziert werden sollen.

Von 97 Projekten, die von den verschiedenen Forschungseinrichtungen des Landes eingereicht wurden, kommen aber nur 34 in den Genuss einer Förderung im Rahmen des CORE-Programms. Diese hohe Ablehnungsrate hat bei verschiedenen Forschungsinstituten gravierende Auswirkungen auf deren Budget, da hierdurch die finanziellen Mittel fehlen, angestelltes Forschungspersonal weiter zu beschäftigen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Entsprechen die abgelehnten Projekte nicht den internationalen Formaten und Standards oder was war der Grund für die Nicht-Berücksichtigung?

2. Wird der FNR einen Bericht veröffentlichen, aus dem die Gründe für die Anerkennung oder Ablehnung der eingereichten Forschungsprojekte hervorgeht?

3. Was geschieht mit dem Forschungspersonal, das aufgrund der abgelehnten Projekte nicht mehr beschäftigt werden kann?

Réponse (9.12.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Die von den öffentlichen Forschungseinrichtungen eingereichten Projekte wurden von hochrangigen unabhängigen Experten nach internationalem Standard und klar definierten Evaluierungskriterien bewertet. Wissenschaftliche Qualität zählt dabei im Rahmen des CORE-Programmes zu einem der wesentlichen Bewertungskriterien. Der Fonds National de la Recherche (FNR) unterstützt nur Projekte, welche die Bewertungskriterien dieses Programmes nach

internationalem Standard erfüllen, dazu zählen: wissenschaftliche Qualität, Innovation, Effizienz, Sichtbarkeit und Valorisierung (mögliche sozioökonomische Auswirkungen).

Nur Forschung auf ausreichend hohem Niveau ermöglicht es, die gesellschaftlichen Herausforderungen und Bedürfnisse längerfristig zu meistern. Hierzu trägt das CORE-Programm mit seinen Themenschwerpunkten, seinen klar definierten Auswahlkriterien und, nicht zuletzt, dem detaillierten Feedback der Gutachter an die Antragsteller bei.

Die Antragsteller erhalten in schriftlicher Ausführung die vollständigen Evaluierungsergebnisse. Dies bietet den Forschern die Möglichkeit, anhand der fachspezifischen Gutachten, die darin enthaltenen Kritikpunkte, Anregungen und Empfehlungen der Gutachter für zukünftige Projektanträge zu benutzen. Dies entspricht der international gängigen Praxis.

Für den abgelehnten Antragsteller besteht außerdem die Möglichkeit einen verbesserten Projektvorschlag beim nächsten jährlichen Projektaufruf einzureichen. Der nächste CORE-Aufruf findet im Januar 2010 statt.

Nach Kenntnis des Forschungsministeriums musste noch kein Forschungspersonal aufgrund nicht genehmigter CORE-Projektanträge entlassen werden. Außerdem wurden seitens der Forschungseinrichtungen keine dementsprechenden Bedenken an das Ministerium herangetragen.

Es ist zu bemerken, daß der Rekrutierungsprozess von den Forschungseinrichtungen in Eigenverantwortung, in Kenntnis des von dem neuen Governance-Modell der Leistungsverträge geschaffenen Finanzrahmens, durchgeführt wird. Dieser Finanzrahmen sieht seitens des Forschungsministeriums eine Zuwendung vor, die ungefähr 60% des Gesamtbudgets der Forschungseinrichtung beträgt. Die Forschungseinrichtungen haben sich verpflichtet, die übrigen Mittel über Vertragsforschung und wettbewerbliche Forschung zu erwerben.

Die Zuwendungen des FNR aus dem CORE-Programm, sowie andere Drittmittel, beispielsweise aus dem siebten Forschungsrahmenprogramm der Europäischen Union, fallen in die letzte Kategorie. Zusätzlich zu den jährlichen Aufrufen des CORE-Programms bietet der FNR im Übrigen weitere Finanzierungsinstrumente: das INTER-Programm (Förderung von internationalen Kollaborationen), das AFR («Aide à la formation-recherche») - Stipendienprogramm für Forscher in Ausbildung sowie weitere Begleitmaßnahmen.

Den Forschungseinrichtungen steht somit eine breite Palette von Zuwendungsmöglichkeiten zur Verfügung, die Entlassungen aufgrund fehlender Finanzmittel unwahrscheinlich erscheinen lassen.

Question 0266 (20.11.2009) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant **l'acharnement thérapeutique**:

Ein öffentliches Krankenhaus in Orange, Frankreich, wurde zu

einer Geldstrafe verurteilt, weil die Ärzte ein fast hirntotes Kind reanimiert hatten und dieses seitdem mit schweren mentalen und physischen Schäden leben muss. Laut Gerichtsurteil wäre dies ein nicht zu verantwortender Fall von „acharnement thérapeutique“ gewesen.

Hierzu meine Fragen:

- Wie sieht die legale Basis für „Acharnement thérapeutique“ in Luxemburg aus?

- Wird „Acharnement thérapeutique“ in Luxemburg praktiziert?

- Gibt es offizielle Klagen gegen Fälle von „Acharnement thérapeutique“?

- Wie ist die Meinung des Ministers auch wenn es darum geht „l'utile et le nécessaire“ mit in die Diskussion einzubeziehen?

Réponse (24.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La législation luxembourgeoise ne connaît pas l'expression «acharnement thérapeutique». Toutefois la notion d'«obstination déraisonnable», qui est en fait un synonyme de celle d'«acharnement thérapeutique», se retrouve à l'intitulé de l'article 2 de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, ainsi libellé:

«Art. 2.- Refus de l'obstination déraisonnable

N'est pas sanctionné pénalement et ne peut donner lieu à une action civile en dommages-intérêts le fait par un médecin de refuser ou de s'abstenir de mettre en œuvre, en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause, des examens et traitements inappropriés par rapport à l'état de la personne en fin de vie et qui, selon les connaissances médicales du moment, n'apporteraient à la personne en fin de vie ni soulagement ni amélioration de son état ni espoir de guérison.

La disposition qui précède s'entend sans préjudice de l'obligation pour le médecin soit de prodiguer lui-même à la personne en fin de vie les soins palliatifs définis à l'article qui précède soit de les initier.»

L'honorable Parlementaire remarquera que le législateur intervient pour bien marquer que le médecin qui s'abstient de tout traitement inutile n'encourt ni sanction pénale, ni sanction civile. Cette précision apportée par le législateur n'est pas inutile, alors qu'en présence de l'article 410-1 réprimant l'abstention coupable, le médecin qui ne tenterait pas tout, même l'impossible, risquerait de se voir traîné devant le juge pénal.

Le législateur n'a pas pour autant fait de l'acharnement thérapeutique ou obstination déraisonnable un délit sanctionné pénalement. La raison en est que la marge est étroite entre ce qui est encore traitement médical, équivalant à une assistance à personne en danger, et ce qui est déjà obstination déraisonnable. Les praticiens, surtout les chirurgiens et les réanimateurs, se trouvent souvent confrontés à des cas limites, et il ne faudrait pas que leurs choix thérapeutiques soient influencés par des considérations tirées du respect d'une disposition pénale, qui de toute manière ne peut pas tenir compte de la complexité de chaque cas d'espèce.

Le code de déontologie des médecins s'exprime également à l'égard de l'acharnement thérapeutique, et cela en son article 41, libellé comme suit:

«Art. 41.

Face aux cas de malades proches du terme de leur vie, le médecin doit récuser tout traitement ou tout acte qui s'avérerait inadapté dans la mesure où il ne procurerait aucun soulagement mais aurait à l'opposé pour seul but de prolonger la vie dans des conditions qui pourraient être considérées comme contraires à la dignité humaine (acharnement thérapeutique)».

L'honorable Parlementaire établit ensuite une relation entre l'acharnement thérapeutique et la notion de «l'utile et (le) nécessaire». Cette dernière notion est utilisée en matière de sécurité sociale. On la retrouve en de nombreux endroits du Code de la Sécurité sociale (par exemple articles 23, 64 et 66) et des statuts de la CNS (articles 17, 56 et 60). Lesdites dispositions énoncent que l'assurance maladie ne prend en charge les traitements que pour autant qu'ils sont nécessaires et dans la mesure seulement où ils sont utiles. Sont donc exclus de la prise en charge non seulement les traitements considérés comme étant «de convenance personnelle», mais encore tout traitement n'apportant ni guérison ni soulagement.

Question 0267 (20.11.2009) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant les **chantiers sur la route nationale 11**:

La route nationale N11 reliant la Ville de Luxembourg et Echternach constitue un axe routier principal dans la région. Puisqu'il n'existe pratiquement pas de trajet alternatif, le trafic sur la N11 est très dense, notamment pendant les heures de pointe le matin et en soirée. Cette situation se trouve actuellement encore aggravée par plusieurs chantiers, notamment au croisement de la route N11 avec la route de Consdorf/Bech, à la hauteur de Graulinster et à la sortie de Junglinster en direction d'Echternach.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi les travaux susmentionnés ne sont pas exécutés par étapes pour limiter les entraves au trafic routier?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la durée de ces chantiers?

Réponse (21.12.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ben Scheuer relative à la coordination des chantiers sur la N11 Luxembourg-Echternach et leurs durées respectives, il y a lieu de préciser qu'à l'heure actuelle cinq chantiers sont en cours sur l'axe routier en question.

Il s'agit notamment des chantiers énumérés ci-après:

1. Aménagement de l'échangeur autoroutier du Waldhof A7/N11 et construction du tunnel «Stafelter» (fin des travaux prévue pour 2014);

2. Aménagement d'une voie bus du côté Est de la traversée de Junglinster en combinaison avec des travaux de canalisation exécutés par la Commune de Junglinster (fin des travaux prévue pour le printemps 2010);

3. Stabilisation du talus et redressement de la N11 entre Graulinster et Altrier au lieu-dit «Rippigerkopp» suite à des tassements du terrain (fin des travaux prévue pour début janvier 2010);

4. Sécurisation du carrefour N11/C137 par la construction d'un échangeur dénivelé (fin des travaux prévue pour mi-2010);

5. Travaux routiers sur la N11C à Graulinster; ces travaux ne gênent en principe pas le trafic sur la N11 (fin des travaux prévue pour mars 2010).

Si tous les travaux se font dans l'intérêt de la sécurité routière, l'origine de chaque chantier est cependant une autre. Sont ainsi visés la création de nouvelles infrastructures routières et leur raccordement au réseau existant, l'amélioration des facilités des transports en commun par route, la sécurisation de l'infrastructure routière suite à une géologie instable du sous-bassement routier ainsi que l'élimination d'un point noir.

La date du début d'un chantier est parfois difficile à déterminer en raison de maintes contraintes, liées surtout à la mise à disposition des emprises nécessaires, de sorte qu'une coordination optimale des différents chantiers s'avère parfois difficile.

L'on insiste cependant à ce que les travaux soient toujours organisés de telle façon que le trafic soit gêné le moins possible et que la sécurité des automobilistes soit assurée le plus possible.

Question 0268 (20.11.2009) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **problèmes auprès de la cellule de reclassement (CDR) chez ArcelorMittal**:

Selon mes informations, la cellule de reclassement (CDR), instaurée au sein d'ArcelorMittal et financée partiellement par le biais du Fonds pour l'Emploi, rencontrerait des problèmes de fonctionnement à l'heure qu'il est.

En effet, plusieurs personnes employées dans la CDR auraient été obligées de reporter leur engagement auprès d'un nouvel employeur à plusieurs reprises parce que le Ministère du Travail et de l'Emploi n'aurait pas transmis à temps les formulaires nécessaires à l'employeur concerné.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, combien de personnes sont concernées? Quelles sont les raisons de ce retard? Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (4.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Je tiens à informer l'honorable Député que le fonctionnement de la cellule de reclassement instaurée au sein d'ArcelorMittal est régulièrement accompagné par une unité de suivi des effectifs à composition tripartite regroupant l'a.s.b.l. Sidérurgie, la direction d'ArcelorMittal et le Gouvernement.

La dernière réunion a eu lieu en date du 30 octobre 2009 et lors de cette réunion aucune des parties n'a soulevé un quelconque problème de fonctionnement de la cellule de reclassement.

Question 0269 (20.11.2009) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **bibliothèque scolaire**:

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit dans son article 35 que chaque école est dotée d'une bibliothèque scolaire et assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien d'écoles ont actuellement leur propre bibliothèque? Quand Madame la Ministre pense-t-elle que l'ensemble des écoles auront leur bibliothèque? Combien d'écoles ont également aménagé une salle de lecture dans leur bibliothèque? Quelle est l'approche du Ministère pour encourager et conseiller la création, désormais imposée, d'une bibliothèque d'école?

- Est-ce qu'il existe des écoles fondamentales qui ont déjà recours à un bibliothécaire documentaliste selon l'article 68 de la loi susmentionnée? Est-ce que des écoles d'une même localité ou d'une même région pourraient se partager les services de ce personnel qualifié?

- Combien d'écoles désignent plutôt un instituteur ou une institutrice au poste de bibliothécaire d'école? Combien d'heures de décharge ont été accordées aux enseignants qui s'occupent de la gestion et de l'animation de la bibliothèque scolaire et de la médiathèque pour l'année scolaire en cours?

- Est-ce qu'il existe une description des missions de gestionnaire et d'animateur de bibliothèque et médiathèque scolaire?

- Comment est composé le plus souvent le catalogue d'une bibliothèque d'école? Le service de gestion d'une bibliothèque scolaire de mySchool est-il concluant? Existe-t-il d'autres services permettant de constituer une bibliothèque d'école? Existe-t-il une collaboration entre les services de la Bibliothèque nationale et les bibliothèques scolaires, notamment en ce qui concerne le catalogage? Existe-il des recommandations en ce qui concerne le nombre et le genre de titres disponibles par bibliothèque?

- Quels sont les projets scolaires en cours ou à venir qui visent à apprendre à utiliser la bibliothèque scolaire et à valoriser la création de ces bibliothèques dans toutes les écoles du Grand-Duché?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donnent lieu aux réponses suivantes:

Un sondage effectué auprès des inspecteurs de l'enseignement fondamental a révélé que 110 entités écoles disposent de leur propre bibliothèque et 59 d'une salle de lecture aménagée dans le cadre de cette bibliothèque. Plusieurs projets de création d'une bibliothèque d'école avec salle de lecture sont en voie de planification respectivement de réalisation. Mon département encourage tous les efforts allant

dans cette direction. Ainsi, une mission de conseil pour la création de nouvelles bibliothèques scolaires, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, le fonctionnement et l'animation est assurée par la bibliothécaire-documentaliste du SCRIPT.

De nombreux titulaires de classe, notamment aux cycles 1 et 2, disposent d'une bibliothèque personnelle dans leur salle de classe et y ont aménagé un coin de lecture.

Le cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental ne comprend pas à ce stade de bibliothécaire-documentaliste. Toutefois, le partage de services de personnel qualifié entre plusieurs écoles est parfaitement envisageable.

En règle générale ce sont des enseignants qui remplissent le rôle de bibliothécaire. Pour l'année scolaire 2009/2010 588 leçons hebdomadaires de décharge ont été accordées aux enseignants pour la gestion et l'animation des bibliothèques et des médiathèques scolaires.

Il n'y a actuellement pas de descriptif des tâches et fonctions du bibliothécaire scolaire. Les services de mon département sont en train d'élaborer un document cadre préfigurant la mise en œuvre d'une politique nouvelle en matière de promotion de la lecture, de la recherche d'informations et de travail autonome des apprenants.

La plupart des catalogues des bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental sont disponibles sur support informatique. Les systèmes les plus fréquemment utilisés sont MyLibrary, développé par Myschool (CTE), et Olefa, développé par Educ-Design. Les deux systèmes permettent la gestion d'une bibliothèque scolaire de l'enseignement fondamental, tout en limitant les indications bibliographiques à un strict minimum. Un traitement manuel des références d'un ouvrage (mots clés, langues, cote,...), après lecture du code-barres, est toutefois nécessaire.

Au niveau des bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental, il n'y a actuellement pas de collaboration formelle avec la Bibliothèque nationale. En effet, le logiciel de gestion de bibliothèques Aleph, utilisé par la Bibliothèque nationale, est conçu pour des bibliothèques plus importantes et s'adresse à un public cible différent.

Il n'existe pas de recommandations d'achat pour les bibliothèques scolaires. Cependant, une recommandation de lecture «Bücher gibt's» est régulièrement mise à jour par mes services.

Le document cadre, mentionné ci-dessus, reprendra des normes existantes en la matière et comprendra également des recommandations plus techniques concernant l'infrastructure, le catalogue et le fonds documentaire souhaités d'une bibliothèque scolaire. Dans les formations continues concernant la promotion de la lecture, organisées par le SCRIPT, le concept d'une bibliothèque multilingue (langues officielles de l'école et langues principales parlées par les enfants) est promu. D'autre part les catalogues «Bücher gibt's» et «Lies a fléi» sont en même temps des recommandations d'achat. Une publication d'une liste de livres pour les enfants en cours d'alphabetisation sera prochainement signalée dans l'abécédaire Mila. En plus de livres pour enfants, la bibliothèque doit disposer d'un



choix varié de documentaires, y compris des documents multimedias, sur des sujets qui sont au programme de l'enseignement fondamental.

Des projets de création et de valorisation des bibliothèques scolaires font partie du programme de réussite scolaire (PRS) d'une école fondamentale. Au niveau national, on peut prévoir de faire un état des lieux des bibliothèques existantes, afin d'identifier des exemples de bonne pratique pouvant servir à d'autres bibliothèques.

Question 0270 (20.11.2009) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **promotion de l'artisanat et partant de l'apprentissage**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°77 relative à la rémunération des apprentis (cf. *compte rendu N°3/2009-2010*) Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a souligné de nouveau l'importance de l'artisanat pour l'emploi national et il a indiqué que toute mesure visant à promouvoir l'artisanat, et partant l'apprentissage, doit être soutenue et favorisée. Il a encore donné à considérer que le Gouvernement, plus particulièrement les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes seraient appelées à étudier les mesures susceptibles d'encourager les jeunes à s'orienter vers les métiers de l'artisanat, y compris une adaptation des rémunérations des apprentis.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes:

- Quelles sont les grandes orientations qui seront à la base des études en question?
- Quelles instructions le Gouvernement a-t-il donné à ceux et celles auxquels les études en question ont été commanditées?
- Quand pourra-t-on compter sur les premières conclusions de ces études?

Réponse commune (22.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de rappeler que, ainsi que je l'avais déjà indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°77, la possibilité de relever la rémunération des apprentis sera étudiée.

En ce qui concerne les éléments plus détaillés de ces réflexions, je tiens à noter qu'un premier échange de vues à ce sujet est prévu pour une prochaine réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi au cours de laquelle pourront être abordés les différents aspects de la question.

Question 0271 (23.11.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** (DP) concernant la **rénovation du Lycée du Nord**:

Depuis 1996, le Lycée du Nord (LN) est en chantier. Les bâtiments du LN ont été entièrement rénovés et agrandis en plusieurs étapes. Selon nos informations, la séance académique célébrant le 40^e anniversaire de la création du LN serait prévue pour le début du mois de mai 2010. Il est donc temps de dresser le bilan provisoire des travaux de construction et de leur financement.

Voilà pourquoi nous nous adressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations concernant le coût final du chantier? Quel est le montant des dépenses réservées à l'infrastructure proprement dite? Et quel est celui des dépenses d'équipement? Est-ce que le devis estimatif des travaux en question a été respecté? Dans la négative, quelles sont les raisons d'éventuels dépassements? Quel est le coût des travaux connexes réalisés afin d'assurer la sécurité des utilisateurs du lycée et du chantier à proprement parler?
- Le LN a-t-il bénéficié d'équipements spécifiques dans le domaine des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle des eaux pluviales? Dans l'affirmative, quelle est leur valeur et quel est le type de ces équipements?
- Il nous revient que les revêtements muraux du nouvel hall sportif ont posé des problèmes de sécurité. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions à ce sujet?
- Nous aimerions aussi connaître les raisons des travaux de réfection qui ont dû être opérés dans la nouvelle piscine du LN. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le coût de cette opération?
- Le Ministère s'est-il vu obligé de procéder à d'autres travaux de réfection dus à des défauts de construction ou à des dommages causés lors du fonctionnement du chantier? Dans l'affirmative, quels ont été les locaux ou endroits concernés et quelles sont les causes de ces vices de construction?

Réponse (27.1.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen souhaitent dresser le bilan provisoire des travaux de construction et de leur financement du Lycée du Nord à Wiltz se trouvant en chantier depuis 1996.

L'on souhaite tout d'abord donner un aperçu général sur le déroulement du projet en question: une première loi fut votée en date du 28 avril 1995 relative à la première phase de l'agrandissement du Lycée du Nord. Cette première phase se déroulait entre 1996 et 2000. En outre et depuis 1996 figurait dans la loi budgétaire le projet des pavillons modulaires du Lycée technique du Nord à Wiltz. Une deuxième loi fut votée en date du 24 juillet 2001 relative à la deuxième phase d'agrandissement du Lycée du Nord: alors que les travaux préparatoires (parking provisoire et démolitions) commençaient en septembre 2002, les travaux de gros œuvre débutaient en juillet 2004. Les bâtiments E et F ont été mis en service en septembre 2007 et le hall sportif avec piscine en novembre 2008. Enfin, les ailes C et D ont été terminées en septembre 2009.

En ce qui concerne en premier lieu les questions relatives au budget de ce projet, l'on précise que la première phase visée par la loi du 28 avril 1995 précitée ainsi que les pavillons modulaires autorisés par la loi budgétaire, a été réalisée pour un montant total de 15.696.813.- euros TTC.

Le budget global voté pour la deuxième phase d'agrandissement est fixé à 65.989.256,29.- euros TTC, ce qui correspond à un budget adapté de 76.731.984,51.- euros TTC.

À noter que le coût prévisionnel du projet respecte le montant prévu par la loi de sorte qu'aucun dépassement de budget n'existe sur ce projet.

Alors que le coût de la construction proprement dite s'élève à quelque 56 millions d'euros TTC, le coût des équipements spéciaux (cuisine, ateliers professionnels et équipement didactique) s'élève à environ 6,5 millions d'euros TTC.

Concernant les coûts des travaux connexes réalisés afin d'assurer la sécurité des tiers, des élèves, des enseignants, du personnel et des visiteurs du lycée et du chantier, un passage couvert a été installé le long du bâtiment E pendant la construction du bloc D. Le coût s'élevait à 38.000.- euros HTVA. En plus, il a été décidé en 2007 de construire une passerelle en bois afin d'éviter le croisement des élèves et des engins de chantier. Le coût de cette passerelle s'élevait à quelque 44.000.- euros HTVA.

En ce qui concerne en deuxième lieu les questions relatives aux énergies renouvelables, il y a lieu de se rendre compte que la deuxième phase a été votée en juillet 2001 ce qui signifie que le projet en question a été élaboré durant la fin des années '90, conformément à la réglementation en vigueur à ce moment. À l'époque, il n'était pas courant d'équiper systématiquement les bâtiments d'installations utilisant des énergies renouvelables; par conséquent, le Lycée du Nord ne dispose pas d'installations utilisant des énergies renouvelables, ni d'un système de récupération des eaux pluviales.

Cependant, le lycée est équipé d'une installation de cogénération à gaz qui assure une production rationnelle d'énergie.

En ce qui concerne en troisième lieu le hall sportif, l'on précise que le revêtement mural de ce hall, installé en 2008, était composé de panneaux à angles droits présentant des risques de blessures. Ces panneaux ont été remplacés pendant l'été 2009 par des lattes en bois arrondies. Ces travaux ont été pris en charge par les assurances de l'entreprise et de l'architecte.

En ce qui concerne en quatrième lieu la piscine, il échet de noter qu'en été 2009, le carrelage dans les douches de la piscine a été refait. Les travaux comprenaient la pose d'un carrelage moins dérapant dans les douches. Ces travaux ont été pris en charge par les entreprises de chapes et de carrelage qui n'avaient pas respecté la pente prévue pour l'écoulement de l'eau.

En dernier lieu, l'on précise que plusieurs problèmes d'étanchéité ont été rencontrés au niveau de la zone d'entrée principale. Vu que cette zone est fréquentée quotidiennement, il a été difficile d'y intervenir et d'exécuter ces travaux sans inconvénients pour les utilisateurs. Ainsi, ces travaux seront réalisés dès que les conditions climatiques et le fonctionnement du lycée le permettent.

Il n'y a pas eu d'autres travaux de réfection dus à des défauts de construction.

À noter enfin que les travaux de démolition relatifs à l'ancienne piscine sont en cours et que, par la suite, la dernière phase, à savoir celle des aménagements extérieurs, sera entamée sans délai.

Question 0273 (24.11.2009) de **M. André Hoffmann** (délégation) concernant la **vidéosurveillance des zones de sécurité**:

Le 10 novembre 2009, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, a arrêté par règlement ministériel la prorogation pour la durée d'un an des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance par la Police grand-ducale «A», «B», «C», ainsi que la détermination d'une nouvelle zone «D», se référant au règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007. Ce règlement prévoit dans son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la Police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal ayant été demandé en son avis».

Sachant que

- le règlement ministériel du 10 novembre 2009 n'énonce pas l'avis du comité de prévention communal,

- selon le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2009 la validité du règlement ministériel du 27 septembre 2007 définissant les «zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance» aurait expiré le 27 septembre 2009,

- qu'en réponse à la question parlementaire 2572 du 30 mai 2008 de Madame Claudia Dall'Agnol (cf. *compte rendu N°16/2007-2008*), Monsieur le Ministre de la Justice déclare qu'un bilan exhaustif sera dressé à l'expiration de la première phase de fonctionnement de deux ans, donc fin 2009;

je voudrais prier Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région de répondre aux questions suivantes:

- Ce «bilan exhaustif» de la première phase de fonctionnement fut-il dressé?

- Dans l'affirmative, quelle est sa teneur?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'intérêt public dans ce domaine sensible, qui touche à la protection de données et de la vie privée, ne justifierait-il pas une publication et un débat public autour des résultats de ce bilan exhaustif ainsi que des conclusions politiques à en tirer?

- Est-ce que le comité de prévention communal a été demandé en son avis?

- Entre le 28 septembre 2009 - date de l'expiration du règlement ministériel du 27 septembre 2007 - et le 13 novembre 2009 - date d'entrée en vigueur du règlement ministériel du 10 novembre 2009 l'exploitation du système de vidéosurveillance (VISUPOL), fut-elle poursuivie et, dans l'affirmative, sur quelle base légale?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la Police grand-ducale d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité dispose en son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la Police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ayant été demandé en son avis».

Les avis du directeur général de la Police grand-ducale et du procureur d'État ont été favorables à la continuation du système. L'avis du comité de prévention de Luxembourg ayant été demandé le 4 septembre 2009 et le 16 octobre 2009 n'a pas été transmis. Cet avis est cependant facultatif.

Le bilan exhaustif a été dressé par la Police et avisé par le procureur d'État. Ce bilan se base entre autres sur des évaluations statistiques dans et autour des zones de surveillance.

Deux grands constats ont pu être dressés: Une légère diminution des infractions constatées et une relative stabilité dans les lieux avoisinant les zones de surveillance.

Par ailleurs les images des infractions constatées ont été versées dans les dossiers judiciaires.

Le système de vidéosurveillance a été activé le 12 novembre 2007, le délai de deux ans ayant couru à partir de cette date.

Le législateur n'a pas prévu la publication des résultats du bilan dressé.

Question 0274 (24.11.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **biothèque européenne**:

Die biomedizinische Forschung wird, so wird angenommen, zur Verbesserung in der Gesundheitsversorgung der europäischen Bürger beitragen. Zu diesem Zweck soll eine europäische Infrastruktur in Form einer Biobank aufgebaut werden, in der die gesamten, für die Wissenschaftler wichtigen Gewebeproben, gespeichert werden.

Luxemburg hat sich bereit erklärt, über einen Zeitraum von fünf Jahren, insgesamt 140 Millionen Euro zur Verfügung zu stellen, um in Zusammenarbeit mit einem biotechnologischen Unternehmen aus den USA diese Biobank aufzubauen.

Anscheinend besteht auch von niederländischer Seite Interesse daran diese Biobank zu errichten und eine Startinvestition in Höhe von 22,5 Millionen Euro wurde in Aussicht gestellt.

Hierzu meine Fragen:

- Wer entscheidet schlussendlich wer die Biobank für biomedizinische Forschung zugesprochen bekommt?



- Was gedenkt Luxemburg zu unternehmen, um den Konkurrenzkampf gegen die Niederlande für sich zu entscheiden?

Réponse (17.12.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Als Biobank bezeichnet man eine Sammlung von Biomaterial-Proben, zum Beispiel Gewebeproben oder Genmaterial, und den zugeordneten Daten genetischer und sonstiger Art. In Biobanken werden große Mengen von biologischem Material wie beispielsweise DNA-, Blut- oder Gewebeproben zusammen mit Hintergrundinformationen (etwa Krankengeschichte) der Spender gespeichert.

Sie existieren als Populationsbiobanken oder als krankheits-spezifische Gewebesammlungen. Die Ersteren werden für meist großangelegte Populationsstudien aufgelegt und es werden, in der Regel, Proben von gesunden Menschen gesammelt. Krankheitsspezifische Biobanken sind eher typisch für Krankenhäuser, hier werden Proben von Erkrankten zur Diagnose, Therapie und Forschung gesammelt.

Vor diesem Hintergrund wurden in Europa unzählige Biobanken in verschiedenen Größen und von unterschiedlicher Bedeutung und Ausrichtung aufgebaut.

Um die unzureichende Abstimmung unter den Biobankbetreibern in Europa zu überwinden und das volle Forschungspotenzial der zahlreichen Biobanken zu nutzen, wurde eine gemeinsame europaweite Initiative (Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure - BBMRI) ins Leben gerufen. Ziel dieser Initiative ist es, die verschiedenen lokalen und nationalen Biobanken und Gewebesammlungen zu vernetzen und für die Wissenschaft zugänglich zu machen. Zurzeit umfasst BBMRI 51 teilnehmende Institutionen und über 200 assoziierte Institute aus 30 Ländern.

Laut ihrer Satzung beabsichtigt die Integrated Biobank of Luxembourg (IBBL) die Einrichtung, den Betrieb und die unabhängige Verwaltung einer Biobank; dazu werden Gewebe-, Speichel- und Tumorgewebeproben entnommen, gelagert und aufbereitet, die dann nationalen und internationalen Einrichtungen zu Forschungszwecken zur Verfügung gestellt werden. Dabei unterstützt die IBBL Forschungsprojekte nicht nur mit den grundlegenden Informationen, sondern auch über die Bereitstellung der notwendigen Technologieplattformen und des erforderlichen Knowhows, um wissenschaftliche Erkenntnisse für die Prävention, Diagnose und Behandlung von Krankheiten zu entwickeln.

Die IBBL wurde sofort nach ihrer Gründung im September 2008 assoziiertes Mitglied der BBMRI und unterhält sehr enge Kontakte mit den Mitgliedern des Netzwerkes. Hierbei steht für die IBBL die Entwicklung gemeinsamer europaweiter Qualitäts- und Technologiestandards im Vordergrund. Diese Standards stoßen auf hohes Interesse im BBMRI-Netzwerk. Hier kann die IBBL mit ihren Arbeiten durchaus eine Vorreiterrolle in Europa übernehmen.

Dabei werden allerdings andere Initiativen, wie die String of

Pearls-Initiative in den Niederlanden, welche als Ziel hat alle niederländischen Universitätskliniken zu vernetzen und eine gemeinsame Infrastruktur für die Biomaterial- und Datensammlung zu schaffen, nicht als Konkurrenz angesehen, sondern eher als potentielle Kooperationspartner im Rahmen der BBMRI-Initiative.

Question 0275 (25.11.2009) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant la **navigation de plaisance**:

L'article 7 du Règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance pour la partie du permis côtier, prévoit: «Le permis côtier autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de sept mètres au plus, et ne disposant pas d'une cabine habitable, en eaux maritimes jusqu'à trois miles nautiques des côtes».

Vu l'ancien article 7 du Règlement grand-ducal du 4 novembre 1997 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance, pour le permis côtier, qui dit: «autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance en eaux intérieures et un navire de plaisance en eaux intérieures et côtières jusqu'à cinq miles nautiques des côtes».

Trois questions se posent maintenant pour le nouveau permis côtier:

1. Pour quelle raison le nouveau permis côtier n'autorise plus de naviguer avec une cabine habitable?

2. Pour quelle raison le nouveau règlement prévoit une limite de la longueur du navire de plaisance allant jusqu'à sept mètres?

3. Pour quelle raison le nouveau règlement n'autorise plus la navigation jusqu'à cinq miles nautiques des côtes, mais les limite à trois miles nautiques?

Une quatrième question concerne les bateaux et navires à voile: Comment sont réglementés au Luxembourg les permis pour bateaux et navires à voile en mers côtières et hauturières?

Le Ministre n'estime-t-il pas que l'on doit plutôt revenir sur l'article 7 pour la partie du permis côtier comme prévu par l'ancien règlement grand-ducal du 4 novembre 1997? Ou de modifier l'article 7 du nouveau règlement du 8 octobre 2009 comme suit: «Le permis côtier autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance en eaux maritimes jusqu'à cinq miles nautiques des côtes»? Cette ancienne formulation connaît un caractère plus large et plus proche de la réalité sur le terrain. En plus, le nouveau règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 semble désavantager fondamentalement les nouveaux possesseurs d'un permis côtier vis-à-vis de ceux/celles ayant reçu leur permis dans le cadre de l'ancienne réglementation.

Réponse (23.12.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, ainsi que son règlement d'exécution du 4 novembre 1997 ont doté le Luxembourg d'une législation moderne encadrant la pratique grandissante du nautisme de loisir.

Avant la législation de 1997, les permis de navigation étaient délivrés par les clubs nautiques et déjà à l'époque, le besoin de conférer une base légale à ces permis était apparu dans un certain nombre de cas. Si la loi du 23 septembre 1997 a amené une amélioration certaine, des plaisanciers luxembourgeois ont continué à être régulièrement confrontés à des difficultés de reconnaissance des permis luxembourgeois à l'étranger. En effet, le domaine de la navigation de plaisance ne fait l'objet d'aucune harmonisation communautaire et les approches législatives d'un pays à l'autre divergent largement. À cet égard, il est utile de rappeler qu'une grande partie des activités de navigation de plaisance ont lieu en dehors du territoire national.

Au vu de ce qui précède et après douze années d'expérience en la matière, il a été décidé en étroite collaboration avec la Commission de la navigation de plaisance, organe consultatif auprès du ministre qui assure un rôle central dans le système de délivrance des permis de navigation (cf. l'article 32 de la loi portant réglementation de la navigation de plaisance), d'entamer une réforme des textes applicables.

À défaut d'apporter des solutions à toutes les situations et aux problèmes que peuvent rencontrer les plaisanciers, et malgré l'absence d'harmonisation des législations au niveau européen, le nouveau règlement grand-ducal devrait améliorer la reconnaissance internationale du permis luxembourgeois en introduisant un document et une législation conforme à la résolution n°40 du Groupe de travail des transports par voie navigable de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

C'est dans cette optique que les premières ébauches du règlement grand-ducal proposées par le gouvernement ne prévoyaient l'introduction que de deux permis, clairement délimités selon leur champ d'application:

1. Le permis fluvial (eaux intérieures) pour bateaux de plaisance jusqu'à 20 mètres

2. Le permis hauturier (eaux maritimes) pour navires à moteur et/ou voile jusqu'à 24 mètres.

En 2007, à la demande de certains membres de la Commission de la navigation de plaisance, dont en particulier des organismes chargés de la préparation à l'examen du permis de navigation, et afin de ne pas obliger les propriétaires ou conducteurs de jet-skis à passer le permis hauturier, la commission de plaisance proposait d'introduire une catégorie de permis supplémentaire pour les embarcations de moins de quatre(!) mètres. Plus tard et en raison de la taille croissante des jet-skis, cette limitation était portée à sept mètres (cf. définition menu embarcation), permettant ainsi d'ouvrir ce «permis côtier» aux propriétaires/conducteurs de petites embarcations utilisées par exemple pour la pratique du ski nautique ou pour de petites excursions journalières. S'inspirant notamment des prescriptions d'application en Allemagne, la zone de navigation de ce permis a été limitée à trois miles nautiques.

En ce qui concerne les bâtiments à voile, il faut souligner que ni le permis fluvial ni le permis côtier ne font de distinction entre voile ou moteur, contrairement au permis hauturier, qui prévoit l'attribution d'un permis valable pour la conduite soit d'un navire à voile et moteur, soit simplement

d'un navire à moteur, en fonction de l'entraînement et du type d'épreuve pratique suivie par le candidat. Il est évident que la voile en haute mer nécessite un entraînement plus poussé que la conduite d'un navire à moteur.

Si le nouveau texte peut être perçu comme étant plus restrictif, il est important de garder à l'esprit que toutes les modifications effectuées l'ont été dans un souci d'améliorer la sécurité, tant du plaisancier que de son environnement, et d'accroître ainsi la crédibilité des différents permis luxembourgeois. C'est aussi dans ce but qu'une liste de matériel de sécurité minimum devant se trouver à bord des bâtiments de plaisance battant pavillon luxembourgeois est introduite dans une annexe du texte.

Une évaluation des nouvelles dispositions sera effectuée d'ici quelques saisons en collaboration avec la commission de la navigation de plaisance, qui suit avec attention leur mise en œuvre et l'accueil réservé aux nouveaux permis, tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

Question 0276 (24.11.2009) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **système de paiement myCard**:

L'introduction généralisée de la carte à puces myCard dans le cadre de la gestion des restaurants des établissements scolaires postprimaires est à l'origine de maintes réclamations et même d'un procès récent devant le tribunal administratif. À en croire un article paru dans l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 20 novembre 2009, myCard présente un volet contraignant dans la mesure où cet instrument électronique permet de surveiller les comportements alimentaires de toute la communauté scolaire nationale par un stockage systématique des données de consommation.

Un autre article paru dans le même organe de presse en date du 13 novembre dernier traite de l'aspect juridique du système en révélant dans quelle mesure myCard, c'est-à-dire le système Restopolis, porte atteinte aux droits fondamentaux de la personne. On m'a également informé que cette carte est le seul moyen de paiement accepté à l'heure actuelle par Restopolis.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Comment le Ministère se positionne-t-il face au reproche que les responsables du système Restopolis enfreignent l'article 6 de la loi du 2 août 2002 modifiée par la loi du 27 juillet 2007 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, qui interdit formellement le traitement des données relatives à la santé?

- L'annonce du Ministère de rendre anonymes les données recueillies et de permettre aux utilisateurs âgés de plus de 16 ans de refuser le stockage nominatif de leurs consommations a-t-elle été suivie de mesures concrètes? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures et qui contrôle leur application?

- Quelles sont les véritables finalités du système Restopolis dont les auteurs prétendent notamment qu'il a été mis en place

pour rendre plus efficace les procédures comptables, pour surveiller le prestataire de services et pour veiller à une alimentation équilibrée des jeunes lycéens?

- Est-il vrai que le Centre de technologie de l'Éducation n'a ni les compétences ni les ressources humaines pour assurer le contrôle comptable du système en question?

- Madame la Ministre est-elle disposée à entamer une réflexion poussée sur l'utilisation des techniques électroniques et numériques dans le domaine très complexe et délicat qu'est celui de l'Éducation nationale?

- Quelles mesures concrètes Madame la Ministre se propose-t-elle pour remédier efficacement et dans les plus brefs délais au système Restopolis qui, aux yeux de ses critiques, est éthiquement et juridiquement discutable?

Réponse (21.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le système «eRestauration» a été conçu comme un instrument de gestion administrative et financière des restaurants scolaires et non pas comme un outil de surveillance.

L'application «eRestauration» couvre les finalités suivantes:

- la gestion financière et comptable du service de la restauration scolaire «Restopolis»,

- le contrôle d'accès à un service subventionné de l'État qui est réservé exclusivement à la population scolaire,

- la gestion des différents profils clients donnant droit à des subventions différentes et à des traitements différents, à savoir:

élèves subventionnés
élèves internats
élèves nécessiteux
élèves de l'éducation différenciée
adultes subventionnés
et visiteurs

- l'élimination de l'argent liquide dans les restaurants scolaires,

- la gestion de la composition et de la qualité des menus proposés dans tous les restaurants scolaires du pays dans le souci d'une alimentation saine et équilibrée des jeunes,

- la publication des menus sur le portail www.restopolis.lu,

- l'accès aux parents des élèves mineurs âgés de moins de 16 ans qui leur permet de suivre les habitudes alimentaires de leurs enfants,

- la charge du compte de l'élève via internet à partir de son domicile par le biais d'une carte de crédit.

Les traitements de données en relation avec la restauration scolaire se rapportent à la comptabilité du responsable du traitement, à savoir le service «Restopolis» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Les traitements de données visent la gestion de la clientèle du service «Restopolis». Ainsi, le traitement porté uniquement sur des clients existants de «Restopolis». Les traitements ne se rapportent ni à des données relatives à la santé de la personne concernée, ni à des données sensibles ou judiciaires.

Au passage à la caisse, le client s'authentifie avec sa carte «myCard». Cette authentification est nécessaire pour les raisons suivantes:

- l'accès au restaurant scolaire est réservé aux membres de la communauté scolaire (élèves, enseignants, personnel administratif et

technique, visiteurs invités). Étant donné que les menus pour élèves et enseignants sont subventionnés par l'État luxembourgeois, il appartient au ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de vérifier que seules les personnes en droit de profiter de ce service ne fréquentent les restaurants scolaires.

- la classe de tarification (élève subventionné, adulte subventionné, élève nécessaire, élève internat, etc.) du client est déterminée par la carte «myCard».

Les articles de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuurger Land» du 13 novembre ainsi que du 20 novembre 2010 cités par Monsieur le Député Bauler ne correspondent pas à la réalité (cf. «Lëtzebuurger Land» N°49). Une mise au point du Ministère a été publiée le 27 novembre 2009 par le «Lëtzebuurger Land».

Depuis un an aucune donnée nominative n'est saisie concernant une personne âgée de plus de 16 ans. Pour les élèves de moins de 16 ans, l'historique individuel des consommations est saisi; il est anonymisé mensuellement et purgé chaque année lors de la rentrée scolaire. Le système permet aux parents de savoir si leurs enfants (de moins de 16 ans) mangent à la cantine scolaire.

Il est vrai qu'une personne a saisi le tribunal administratif puisque le système violerait la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Par son jugement du 19 octobre 2009, le tribunal administratif a déclaré le recours de cette personne irrecevable pour défaut d'intérêt à agir dans le chef du demandeur, étant donné que les données personnelles de ce dernier ne feraient plus l'objet d'un enregistrement ou stockage depuis la mi-novembre 2008.

À part quelques critiques mineures, le système est largement accepté par les utilisateurs. Il est particulièrement apprécié par les parents d'élèves mineurs. La Fédération des Associations des Parents d'Élèves du Luxembourg a exprimé à maintes reprises leur appréciation du système puisqu'il leur permet de charger le compte de l'enfant sans avoir besoin de le munir d'argent liquide et de savoir si leur enfant a effectivement fréquenté le restaurant scolaire.

Le Centre de technologie de l'Éducation dispose des compétences techniques et des ressources humaines pour garantir un fonctionnement optimal des systèmes informatiques. L'accès aux données est protégé selon les règles de l'art en matière de protection des données, de sécurité réseau, de plan de protection, de sauvegarde et de récupération des données.

La carte «myCard» est une carte à puce sans contact personnalisable et multifonctionnelle dont l'utilisation ne se réduit pas exclusivement au paiement électronique au restaurant scolaire.

L'accès à la majorité des services «myCard» est protégé par le login IAM du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (iam.education.lu).

Question 0281 (26.11.2009) de **M. François Bausch** (dérég) concernant le **bilan des amortissements spéciaux pour les entreprises:**

Suivant l'article 32bis de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, un amortissement spécial pour les entreprises peut être pratiqué sur les immobilisations énumérées ci-dessous.

a) des immobilisations spécifiques destinées à réduire la consommation d'eau et à prévenir, à réduire ou à éliminer des rejets résiduels dans l'eau, dans l'air ou dans le sol ainsi que les émissions nuisibles de bruit, d'odeur, de trépidation ou de radiation;

b) des immobilisations spécifiques destinées à prévenir, à réduire, à recycler ou à éliminer des déchets générés dans la production ou dans l'exploitation;

c) des immobilisations spécifiques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets générés par des activités Industrielles ou artisanales;

d) de mise en œuvre de techniques nouvelles d'utilisation rationnelle de l'énergie ou de mise en œuvre de sources d'énergie nouvelles et renouvelables ainsi que de récupération d'énergie dans les processus industriels;

e) d'aménagement de postes de travail pour personnes handicapées physiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante au Ministre des Finances:

Le Ministre peut-il me donner les chiffres statistiques (nombre de demandes, volume des amortissements) en relation avec les cinq catégories des amortissements susmentionnés pour les cinq dernières années?

Réponse (21.12.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

L'amortissement spécial instauré à l'article 32bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) est permis, dans des conditions définies, à l'endroit:

a) des immobilisations spécifiques destinées à réduire la consommation d'eau et à prévenir, à réduire ou à éliminer des rejets résiduels dans l'eau, dans l'air ou dans le sol ainsi que les émissions nuisibles de bruit, d'odeur, de trépidation ou de radiation [article 32bis, alinéa 2, lettre a) L.I.R.];

b) des immobilisations spécifiques destinées à prévenir, à réduire, à recycler ou à éliminer des déchets générés dans la production ou dans l'exploitation [article 32bis, alinéa 2, lettre b) L.I.R.];

c) des immobilisations spécifiques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets générés par des activités industrielles ou artisanales [article 32bis, alinéa 2, lettre c) L.I.R.];

d) des immobilisations acquises ou constituées à des fins de mise en œuvre de techniques nouvelles d'utilisation rationnelle de l'énergie ou de mise en œuvre de sources d'énergie nouvelles et renouvelables ainsi que de récupération d'énergie dans les processus industriels [article 32bis, alinéa 3, lettre a) L.I.R.];

e) des immobilisations acquises ou constituées à des fins d'aménagement de postes de travail pour personnes handicapées physiques [article 32bis, alinéa 3, lettre b) L.I.R.].

La réalité et la conformité des immobilisations admises à l'amortissement spécial sont à attester par les Ministres ayant dans leur compétence les domaines de l'environnement, de l'énergie ou du travail, sur demande à introduire auprès de l'Administration des contributions directes au plus

tard dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice d'exploitation pendant lequel les immobilisations ont été acquises ou constituées.

Pour les années d'imposition 2004 à 2008, l'Administration des contributions directes a reçu huit demandes (2004: 2; 2005: 4; 2006: 1; 2007: 1; 2008: 0). Alors que pour une des demandes, le Ministre compétent n'a pas pu attester la conformité des immobilisations, des certificats d'agrément ont été émis en rapport avec cinq demandes. Selon les données en possession de l'Administration des contributions directes, deux demandes n'ont jusqu'ici pas encore abouti à l'émission d'un certificat d'agrément.

Le tableau qui suit reprend, par année d'imposition, le nombre de demandes introduites, ainsi que le volume des investissements réalisés, en distinguant entre les différentes catégories d'immobilisation énumérées à l'article 32bis L.I.R..

Années	Nombre de demandes	Montants investis (hTVA)	Catégories
2004	2	10.807.987,79 €	Art. 32bis, al. 3a L.I.R.
2005	4	1.452.998,92 €	Art. 32bis, al. 3a L.I.R.
2006	1	130.371,59 €	Art. 32bis, al. 2a L.I.R.
2007	1	149.455,60 €	Art. 32bis, al. 2a+b, al. 3a L.I.R.
2008	0	/	/

Question 0404 urgente (21.1.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **Brasserie de Luxembourg:**

Par le biais d'informations diffusées cet après-midi même par les médias, il semble que AB Inbev aurait retiré le plan de restructuration sous la pression syndicale. Les informations en question mentionnent des propositions et futures négociations au niveau européen.

Dès lors, j'aimerais savoir si le Gouvernement luxembourgeois a connaissance d'un tel accord entre direction et syndicats dans le conflit social AB Inbev en Belgique?

Aussi, j'aimerais savoir si ce retrait du plan de restructuration concerne aussi le Grand-Duché de Luxembourg, à savoir la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.?

Dans le même contexte, j'aimerais savoir si le plan de délocalisation de la production de la bière de Diekirch et de la bière de Mousel sera abandonné?

Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il me renseigner si dans le contexte d'un retrait pur et simple du plan de délocalisation de la production brassicole de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. les emplois des salariés concernés pourraient être préservés?

Réponse commune (2.2.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration ont pris connaissance d'un accord que les partenaires sociaux ont trouvé en date du 21 janvier 2010 relatif au

conflit social auprès de la société Inbev en Belgique.

Dans le cadre d'une procédure de conciliation, il a été convenu de redémarrer le dialogue social, d'échanger les informations pertinentes et d'analyser la situation de Inbev Belgique S.A.. Cet accord ne concerne cependant que le plan industriel qui a été soumis dans le cadre de Inbev Belgique S.A.. Il vise ainsi les sites de production et les départements de Inbev en Belgique et n'impacte pas la situation de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A..

Au Luxembourg, la maison mère de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. a annoncé son intention de procéder à une restructuration de la société. Le moment venu des décisions concernant l'avenir de la Brasserie de Diekirch devront être prises. Les négociations avec les syndicats y relatives ainsi que sur les implications éventuelles pour l'emploi devront être engagées. Le Gouvernement suit de près l'évolution de la situation.

Réponse (24.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Concernant la fixation du taux de la taxe de rejet telle que prévue à l'article 16 (4) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les travaux permettant de déterminer le montant de cette taxe viennent d'être achevés, de sorte que l'avant-projet de règlement grand-ducal portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pourra être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance du Gouvernement en conseil. Suivant les calculs effectués par l'Administration de la gestion de l'eau, l'avant-projet prévoit de fixer la taxe de rejet des eaux usées à 0,15 euro par mètre cube pour l'année 2010.

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le recouvrement de la taxe de prélèvement et de la taxe de rejet aura lieu l'année qui suit l'année au titre de laquelle les taxes sont dues. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé aux syndicats de communes et aux communes dans mes circulaires N°2817 et N°2827 de provisionner ces taxes à charge de leur budget de fonctionnement. Pour autant que les communes soient membres d'un syndicat intercommunal pour l'épuration de leurs eaux usées, la taxe de rejet à payer par la commune sera déjà intégrée dans la contribution demandée par le syndicat pour l'année 2010. En application du principe de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, cette contribution sera répercutée par la commune dans le prix à facturer au consommateur. Dans le cas où le montant provisionné au budget pour la taxe de rejet pour l'année 2010 sera supérieur au montant de la taxe effectivement dû, il en résultera une diminution de la contribution communale aux frais de fonctionnement pour l'année suivante.

Concernant l'approbation des délibérations des communes relatives au prix de l'eau, il y a lieu de noter que de nombreuses délibérations ne correspondent pas tout à fait aux prescriptions de la loi du 19 décembre 2008 précitée telles que décrites plus amplement dans ma circulaire. Il en résulte qu'il a fallu plus de temps que prévu à l'Administration de la gestion de l'eau pour aviser les différents règlements communaux. Le défi consiste donc à approuver les délibérations le plus rapidement possible en adoptant une approche pragmatique tout en récusing les dispositions manifestement contraires à la loi. Dans tous les cas les délibérations devront être approuvées avant la fin du mois de février.

Les critères qui définissent le moment de l'application des nouveaux tarifs sont déterminés par l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988, ainsi que le principe général du droit de la non-rétroactivité des lois.

En cas de refus d'une délibération, les communes concernées devront adopter un nouveau règlement qui tient compte des observations formulées. En attendant l'approbation du nouveau règlement, la tarification actuellement en vigueur demeure applicable.

Question 0450 urgente (9.2.2010) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant l'**application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau:**

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit l'introduction de deux redevances à partir du 1^{er} janvier 2010, à savoir la taxe de prélèvement ainsi que la taxe de rejet. Tandis que le montant pour la taxe de prélèvement est déjà fixé à 0,10 € par m³ d'eau prélevé, le montant de la taxe de rejet devra encore être défini par voie de règlement grand-ducal.

- Sachant que la plupart des communes sont en train de préparer les premières factures pour le secteur professionnel, suivi du secteur des ménages, Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais le règlement grand-ducal fixant le montant de la taxe de rejet interviendra?

Par ailleurs, un grand nombre de communes ont, dans les délibérations y relatives, décidé d'appliquer le prix réel de l'eau à partir du 1^{er} janvier 2010. Or, les délibérations n'ont pas encore été approuvées par le Ministère de l'Intérieur. Sachant que les règlements communaux ne deviennent obligatoires que trois jours après leur publication par voie d'affiche dans la commune et ne peuvent pas être appliqués rétroactivement à l'approbation ministérielle, j'aimerais encore savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quels délais le Ministère entend-il approuver les délibérations des communes?

- Le Ministre peut-il me préciser les critères qui définissent le moment de l'application des nouveaux tarifs?

- En cas de refus des délibérations de la part du Ministre, quelles sont les conséquences éventuelles sur l'application du prix de l'eau?